Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Communauté de Communes Avre Luce Noye

Document de travail – Juin 2022

UrbYcom
85 Espace Neptune - rue de la Calypso
62 110 HENIN-BEAUMONT
Tél : 03.62.07.80.00
Mail : contact@urbycom.fr

SOMMAIRE

SOMMAIRE 2
I. Le périmètre du PLUi *5*
II. LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX *7*
1. Documents supra-communaux élaborés au niveau régional : Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) 7
2. Documents supra-communaux élaborés au niveau intercommunal 8
a. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau 8
b. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux 8
c. Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) 8
I. Présentation du territoire intercommunal *10*
1. Situation administrative 10
2. Contexte géographique 11
II. Analyse démographique *12*
1. Poids démographique du territoire 12
2. Evolution démographique 14
3. Origines de l'évolution démographique 17
4. Structure de la population 18
5. Composition des ménages 22
a. La taille des ménages 22
b. La composition des ménages 26
c. Prévisions sur l'évolution de la taille des ménages 27
6. Synthèse et enjeux démographique 29
III. Analyse de l'habitat *30*
1. Les différentes catégories de logements 30
2. Evolution du parc de logements 34
a. Evolution du nombre de logements 34
b. Evolution de la vacance 37
3. Structure du parc logements 39
a. Composition du parc de logements 39
b. Taille des logements 41
4. Le parc locatif et la migration résidentielle 45
a. Taux de logements locatifs 45
b. Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale 49
5. Ancienneté du parc 53
6. Synthèse de l'analyse habitat 59
IV. Analyse socio-économique *60*
1. Profil économique des habitants 60
a. Taux d'activité et taux d'emploi 60
b. Lieu de travail des actifs 60
c. Profil des actifs : salariés et non-salariés 65
d. Les professions et catégories socioprofessionnelles 67
e. Niveau de vie médian 76
f. Taux de chômage 78
2. Profil économique du territoire 82
a. Indicateur de concentration d'emplois 82
b. Les secteurs d'activité 83
c. L'activité agricole 90
d. Tourisme 91
V. ANALYSE DE L'OFFRE EN EQUIPEMENTS ET SERVICES *99*
1. Les services communaux 99
a. Les services administratifs 99
b. L'enseignement 100
c. Les services et équipements de santé 102
d. Les équipements sportifs 102
2. Les réseaux collectifs 105
a. Réseau électricité 105
b. Couverture ADSL et téléphonique 107
c. Eau potable 109
d. Assainissement « eaux usées » 111

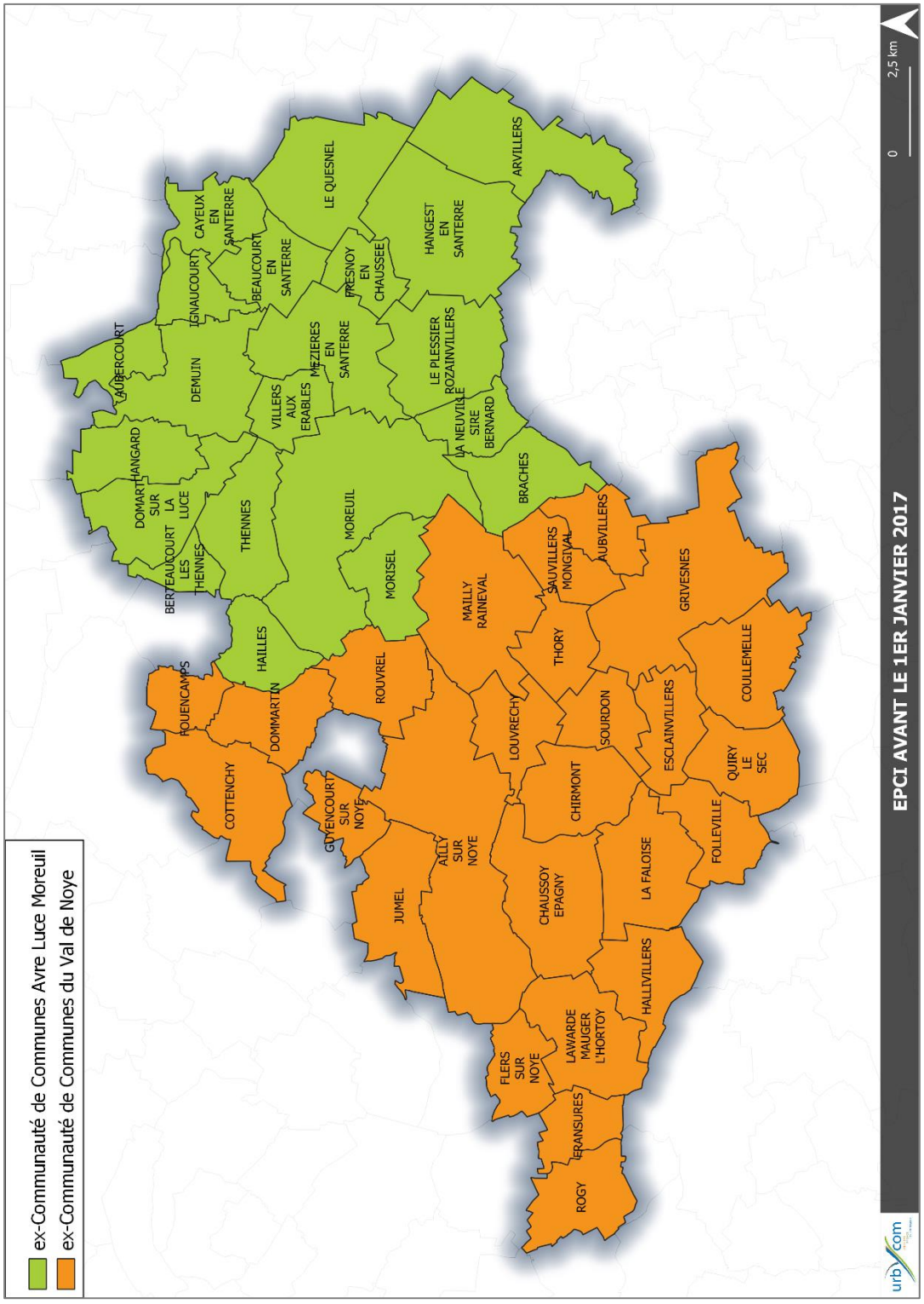
e. Gestion des déchets ... 112
f. Défense incendie ... 113
VI. ANALYSE DES DEPLACEMENTS ... 115
1. Pôles d'influence ... 115
2. Réseau routier et déplacements individuels motorisés ... 116
a. Structure du réseau routier ... 116
b. Trafic et conditions de circulation ... 118
c. Coupures urbaines et franchissements ... 121
d. Accidentologie ... 122
3. Transport en commun ... 124
a. Bus urbain et interurbain ... 124
b. Transport scolaire ... 127
c. Réseau ferroviaire ... 127
4. Intermodalité ... 132
5. Modes actifs ... 132
a. La topographie du territoire ... 132
b. Liaisons cyclables et piétonnes ... 133
c. Les chemins existants ... 134
6. Ecomobilité et modes alternatifs ... 139
7. Stationnement ... 141
a. Définition ... 141
b. Un besoin important en stationnement ... 142
c. Mutualisation du stationnement ... 146
8. Caractéristiques de la mobilité sur le territoire de la CCALN ... 146
a. Equipement automobile des ménages ... 146
b. La mobilité Domicile-Travail ... 148
c. Les déplacements scolaires ... 151
9. Les prescriptions du SCOT du Grand Amiénois ... 152
10. Synthèse ... 155
VII. ANALYSE DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE ... 158
1. Topographie générale ... 158
2. Les grandes unités paysagères régionales ... 161
a. L'Amiénois ... 162
b. Le Santerre ... 164
3. Les entités paysagères de la Communauté de Communes Avre, Luce, Noye ... 168
a. Les paysages de plateaux ... 168
b. Les paysages de plateaux, vallées sèches et coteaux ... 170
c. Les paysages de vallée ... 174
4. Les composantes paysagères locales ... 178
a. Éléments et trames paysagers ... 178
b. Éléments fragmentant le paysage ... 193
c. Ensemble ou élément marquant le paysage ... 204
d. Éléments patrimoniaux et valorisation patrimoniale ... 228
5. Morphologie urbaine ... 252
a. L'organisation des villes, villages et hameaux ... 252
b. Les villages et les hameaux ... 254
6. Le patrimoine ... 260
a. Le patrimoine naturel ... 261
b. Le patrimoine religieux et commémoratif ... 266
c. Le patrimoine bâti et architectural ... 267
d. Le patrimoine architectural classé et inscrit ... 268
e. Le site UNESCO ... 274
7. Synthèse des enjeux paysagers et patrimoniaux ... 280
PARTIE II : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ... 281
I. MILIEU PHYSIQUE ... 282
1. Géologie ... 282
a. Topographie ... 282
b. Couches géologiques ... 283
2. Ressources en eau ... 289
a. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Artois Picardie ... 289
b. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Somme Aval et Cours d'eau côtiers ... 294
c. Les eaux de surface ... 297
d. Les zones humides et les zones à dominante humide ... 300

e. Les eaux souterraines ... 306
3. Vulnérabilité de la ressource en eau ... 307
a. Cadre réglementaire ... 307
b. Vulnérabilité locale ... 309
c. Captages d'eau souterraine ... 310
4. Synthèse ... 314
II. CLIMATOLOGIE – ENERGIES RENOUVELABLES ... 316
1. Documents supra communaux ... 317
a. Programme régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) ... 318
b. Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) . 320
c. Plan de Protection de l'Atmosphère ... 321
d. Plan Climat Air Energie Territorial ... 321
e. Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales (SDGEP) ... 323
f. Plan de mobilité (ex-plans de déplacements urbains) ... 324
2. Source de pollution ... 324
a. Les polluants atmosphériques ... 325
b. Les risques et les seuils d'exposition ... 325
c. Les données locales ... 328
d. Les sources de pollution ... 335
3. Energies renouvelables disponibles ... 336
a. Energie thermique ... 336
b. Energie solaire ... 337
c. Vent ... 340
d. Hydroélectricité ... 343
e. Géothermie ... 343
f. Energie issue de la biomasse ... 344
g. Energies fatales ... 345
4. Autre ressource naturelle disponible : la ressource en eau ... 345
5. Synthèse ... 347
III. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES, ALEAS ET NUISANCES ... 348
1. Risques naturels ... 348
a. Erosion des sols ... 348
b. Risque d'inondation ... 349
c. Risque d'inondation par ruissellement ... 352
d. Risque inondation par remontées de nappes ... 356
e. Risque de mouvement de terrain ... 359
f. Risque de retrait et gonflement des argiles ... 359
g. Cavités souterraines ... 363
h. Risque sismique ... 373
2. Risques technologiques ... 374
a. Les installations classées pour la protection de l'environnement ... 374
b. Les risques majeurs ... 380
c. Le transport de matière dangereuse ... 380
d. Les engins de guerre ... 383
e. Sites et sols potentiellement pollués ... 383
f. Les nuisances sonores ... 391
3. Synthèse des risques, aléas et nuisances ... 394
IV. ENTITES PAYSAGERES, NATURELLES, ET PATRIMOINE ... 397
1. Paysage communal ... 397
2. Entités naturelles et continuités écologiques ... 398
a. Occupation du sol ... 398
b. Les outils de protection et d'inventaire sur le territoire communal ... 400
c. Site Ramsar ... 418
d. Les continuités écologiques ... 419
3. Synthèse des contraintes et enjeux environnementaux ... 424

AVANT-PROPOS

I. LE PERIMETRE DU PLUI

La Communauté de Communes Avre-Luce-Noye est composée de 47 communes et est le fruit de la fusion entre les Communautés de Communes Avre Luce Moreuil et du Val de Noye au 1er janvier 2017.



Ainsi, par délibération en date du 24 Octobre 2019, la Communauté de Communes Avre Luce Noye a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Ce document couvre les communes suivantes :

Ailly-sur-Noye, Arvillers, Aubercourt, Aubvillers, Beaucourt-en-Santerre, Berteaucourt-lès-Thennes, Braches, Cayeux-en-Santerre, Chaussoy-Epagny, Chirmont, Cottenchy, Coullemelle, Démuin, Domart-sur-la-Luce, Dommartin, Esclainvillers, La Falloise, Flers-sur-Noye, Folleville, Fouencamps, Fransures, Fresnoy-en-Chaussée, Grivesnes, Guyencourt-sur-Noye, Hailles, Hallivillers, Hangard, Hangest-en-Santerre, Ignaucourt, Jumel, Lawarde-Mauger-l'Hortoy, Louvrechy, Mailly-Raineval, Mézières-en-Santerre, Moreuil, Morisel, La Neuville-Sire-Bernard, Le Plessier-Rozainvillers, Le Quesnel, Quiry-le-Sec, Rogy, Rouvrel, Sauvillers-Mongival, Sourdon, Thennes, Thory, Villers-aux-Erables.

II. LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS SUPRA-COMMUNAUX

Les Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux doivent être compatibles avec les orientations de certains documents et lois qui ont une portée juridique supérieure. La loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) de 2010 a introduit le principe selon lequel les Plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec le SCOT, intégrateur des documents de planification supérieurs. La loi ALUR va plus loin que la loi Grenelle II dans la simplification. Le SCOT devient le document pivot qui sécurise les relations juridiques. C'est au regard du SCOT que les documents d'urbanisme locaux (PLU, PLUI, cartes communales) doivent être rendus compatibles.

Documents supra-communaux :

- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Amiénois ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie ;
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Somme Aval et Cours d'eau côtiers (approuvé par arrêté préfectoral le 6 août 2019) ;
- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région Hauts-de-France.

1. Documents supra-communaux élaborés au niveau régional : Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) est un schéma régional de planification qui fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants : le schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT), le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), le schéma régional de l'intermodalité (SRI), le schéma régional climat air énergie (SRCAE) et le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Le SRADDET, qui remplace le SRADDT, créé en 1995 et modifié en 1999, a été institué par la loi NOTRe dans le contexte de la mise en place des nouvelles Régions (en 2016).

Le SRADDET fixe les objectifs de moyen et long terme en lien avec plusieurs thématiques : équilibre et égalité des territoires, implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, désenclavement des territoires ruraux, habitat, gestion économe de l'espace, intermodalité et développement des transports, maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air, protection et restauration de la biodiversité, prévention et gestion des déchets.

Depuis le 4 août 2020, la Région Hauts-de-France dispose de son propre SRADDET.

2. Documents supra-communaux élaborés au niveau intercommunal

a. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau

Les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) fixent pour chaque grand bassin hydrographique les orientations fondamentales pour favoriser une gestion équilibrée de la ressource en eau entre tous les usagers (citoyens, agriculteurs, industriels) ainsi que les objectifs d'amélioration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, sur un bassin hydrographique, pour une durée de 6 ans.

Il est élaboré par le Comité de Bassin et approuvé par le préfet coordinateur de bassin.

Le SDAGE est né avec la loi sur l'eau de 1992, qui stipule qu'il « *fixe pour chaque bassin ou groupement de bassins les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau* ».

L'état Français a choisi les SDAGE, afin de prendre en compte les objectifs définis par la Directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000.

Le SDAGE Artois Picardie et son programme de mesures associé sont en application depuis le 15 mars 2022 et fixe la stratégie dans le domaine de l'eau pour la période 2022-2027.

b. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ont été institués par la Loi sur l'Eau de 1992 (article L 212-3 et suivants du code de l'Environnement et article R 212-26 et suivants du même code).
Le SAGE est un document de planification pour la gestion de l'eau mis en place à l'échelle d'un bassin versant, échelle géographique et périmètre hydrographique cohérents.
Il est élaboré de manière collective par l'ensemble des acteurs de l'eau. Il a pour objectif de définir la politique de l'eau et des milieux aquatiques sur un bassin versant, il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.
Un SAGE fixe donc un cadre de référence pour tous les projets liés à l'eau sur son territoire et initie des programmes d'actions cohérents à l'échelle d'un bassin versant.

La Communauté de Communes est concernée par le SAGE Somme Aval et Cours d'eau côtiers (approuvé par arrêté préfectoral le 6 août 2019).

c. Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Créé par la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains en 2000) le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) est l'**outil de conception, de mise en œuvre et de suivi d'une planification intercommunale, dans une perspective de développement durable**.

Le SCoT fixe les orientations générales de l'espace, l'équilibre à maintenir entre zones à urbaniser, zones naturelles, agricoles ou forestières...

Il fixe aussi les objectifs en matière d'équilibre de l'habitat, de mixité sociale, de transports en commun, d'équipements commerciaux ou d'espaces à vocation économique. Il assure ainsi la cohérence des

politiques d'habitat, de déplacement, d'équipement commercial, d'environnement et la cohérence de leur traduction locale à travers les PLU ou PLUi.
En fixant à moyen et long terme des orientations générales en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, le SCoT définit **l'évolution d'un territoire à l'horizon de 15 à 20 ans.** L'évaluation du document est devenue obligatoire afin de mesurer concrètement la réalisation de ses objectifs. Tous les 10 ans, une validation ou une mise en révision devra être opérée.

La Communauté de Communes est partiellement couverte par le SCoT du Grand Amiénois, approuvé le 21 décembre 2012. En effet, seule l'ancien territoire de la communauté de communes du Val de Noye était concernée par ce document. Une révision du SCoT reprenant la totalité du territoire de l'intercommunalité est en cours.

PARTIE I : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

I. PRESENTATION DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

1. Situation administrative

La Communauté de Communes Avre-Luce-Noye se situe dans le département de la Somme, en région Hauts-de-France. Il s'agit d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) qui a été créé au 1er janvier 2017.

Elle est le résultat des fusions de deux Communautés de Communes : Avre-Luce-Moreuil et Val de Noye. Le territoire intercommunal compte désormais 47 communes.

La Communauté de Communes Avre Luce Noye a compétence pour intervenir dans les domaines suivants :

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire (dont le plan local d'urbanisme – PLU) ;
- Action de développement économique : création, aménagement, entretien, et gestion des zones d'activité industrielle, tertiaire, artisanale, touristique, promotion du tourisme avec la création d'offices de tourisme ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- Collecte et traitement des déchets ménagers ;
- Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- Politique du logement et du cadre de vie ;
- Création, aménagement et entretien de la voirie ;
- Action sociale d'intérêt communautaire ;

L'intercommunalité dispose également de compétences facultatives telles que :

- Service Public d'Assainissement non collectif ;
- Aides aux études et aux actions d'aménagement des communes pour la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales ;
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire ;
- Aménagement numérique du territoire : établissement et exploitation des infrastructures et réseaux de communications électroniques et promotion des usages en matière de technologies de l'information et de la communication ;
- Vie extra-scolaire ;
- Vie scolaire ;
- Administration générale - Gendarmerie

2. Contexte géographique

Le territoire est composée de 47 communes, qui sont : **Ailly-sur-Noye, Arvillers, Aubercourt, Aubvillers, Beaucourt-en-Santerre, Berteaucourt-lès-Thennes, Braches, Cayeux-en-Santerre, Chaussoy-Epagny, Chirmont, Cottenchy, Coullemelle, Démuin, Domart-sur-la-Luce, Dommartin, Esclainvillers, La Falloise, Flers-sur-Noye, Folleville, Fouencamps, Fransures, Fresnoy-en-Chaussée, Grivesnes, Guyencourt-sur-Noye, Hailles, Hallivillers, Hangard, Hangest-en-Santerre, Ignaucourt, Jumel, Lawarde-Mauger-l'Hortoy, Louvrechy, Mailly-Raineval, Mézières-en-Santerre, Moreuil, Morisel, La Neuville-Sire-Bernard, Le Plessier-Rozainvillers, Le Quesnel, Quiry-le-Sec, Rogy, Rouvrel, Sauvillers-Mongival, Sourdon, Thennes, Thory, Villers-aux-Erables.**

En 2018, l'intercommunalité regroupe 21 843 habitants sur un territoire d'une superficie de 385,2 km². La densité y est donc de 56,7 habitants au km².

Les communes qui comptent le plus d'habitants sont Moreuil (3968 habitants), Ailly-sur-Noye (2835 habitants) et Hangest-en-Santerre (1014 habitants). D'autres communes comptent entre 700 et 500 habitants, comme Le Quesnel, Arvillers, Le Plessier-Rozainvillers, Chaussoy-Epagny, Mézières-en-Santerre, Cottenchy, Thennes, Jumel, Demuin, Flers-sur-Noye et Morisel. Les autres communes de l'intercommunalité sont plus rurales et ont une population de moins de 500 habitants. Cependant, cela peut également s'expliquer selon la taille des communes.

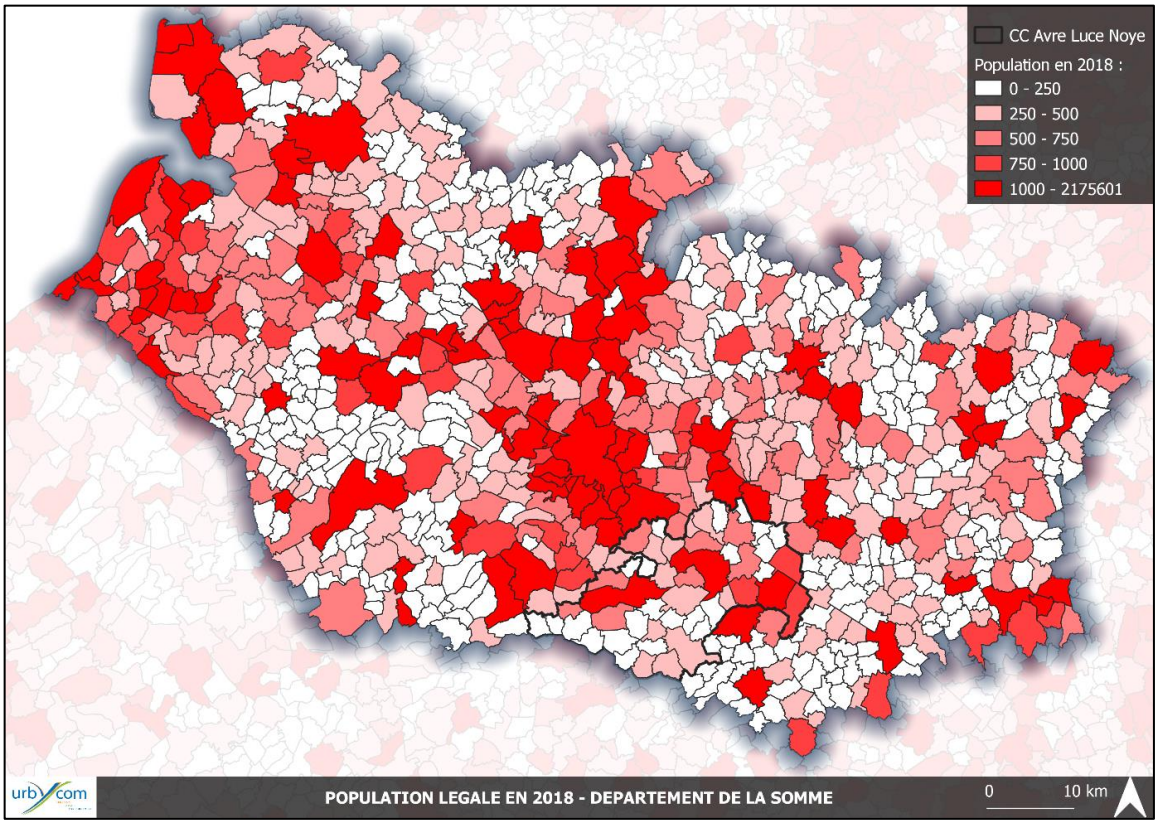
La proximité de la ville d'Amiens est un atout pour le territoire, qui bénéficie d'un positionnement relativement avantageux en termes d'accès aux services, aux équipements et à l'emploi, tout en conservant un cadre de vie agréable et verdoyant.

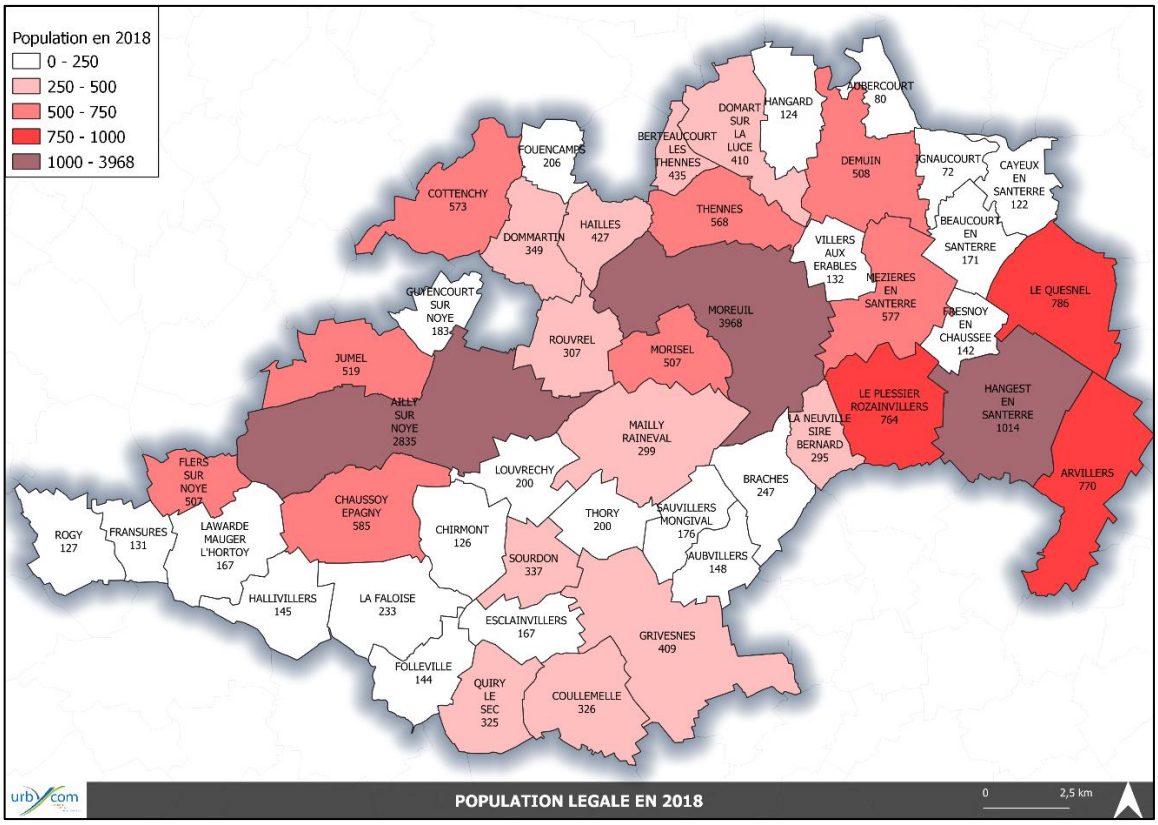
Le territoire est parsemé de bourgs ruraux isolés les uns des autres et qui couvrent, de manière relativement équilibrée, l'ensemble du territoire.

En outre, la Communauté de Communes est de manière générale fortement marqué par des prairies, des espaces cultivés ou encore des boisements.

II. ANALYSE DEMOGRAPHIQUE

1. *Poids démographique du territoire*





Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee RP 2018

Le poids démographique de la Communauté de Communes montre une population hétérogène avec une majorité de communes ayant moins de 250 habitants. Cependant, on constate que le poids démographique est plus important à proximité de la périphérie d'Amiens. Le sud et notamment le sud-ouest est davantage marqué par les communes rurales. Au nord de la Communauté de Communes, le poids démographique est plus homogène. Cela s'explique également par la présence d'Amiens.

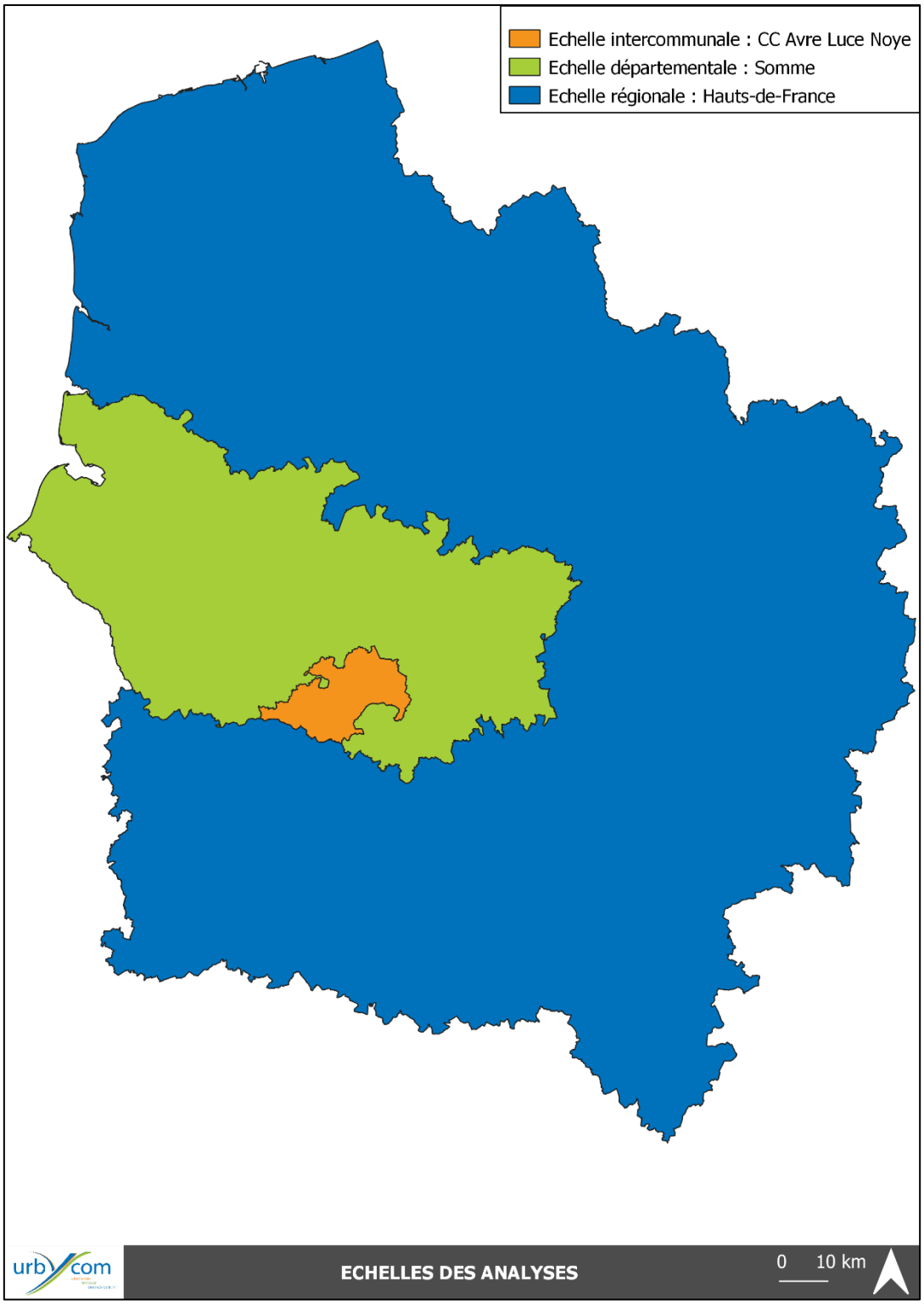
De manière générale, on peut observer une démographie importante à proximité de l'axe Arras-Amiens.

De manière plus spécifique, on s'aperçoit que trois communes se démarquent : Moreuil, Ailly-sur-Noye et Hangest-en-Santerre. Les trois communes réunies représentent 35,8% de la population totale de la Communauté de Communes.

Ensuite, le territoire compte onze communes ayant une population comprise entre 500 et 1000 habitants. Enfin, 33 communes accueillent moins de 500 habitants c'est-à-dire que la majorité des communes sont rurales et leurs typo morphologie rappellent la structuration d'un « village-rue ».

2. *Evolution démographique*

Après avoir évoqué le poids démographique du territoire, une autre donnée peut être étudiée, il s'agit de l'évolution démographique de la population. Trois échelles vont être utilisées dans ce rapport afin de faire des comparaisons avec les données du territoire ; il s'agit de l'échelle régionale (Hauts de France), départementale (département de la Somme) et intercommunale (Communauté de Communes Avre Luce Noye).



Source : cartographie Urbycom, SIG

Evolution de la population - CCALN

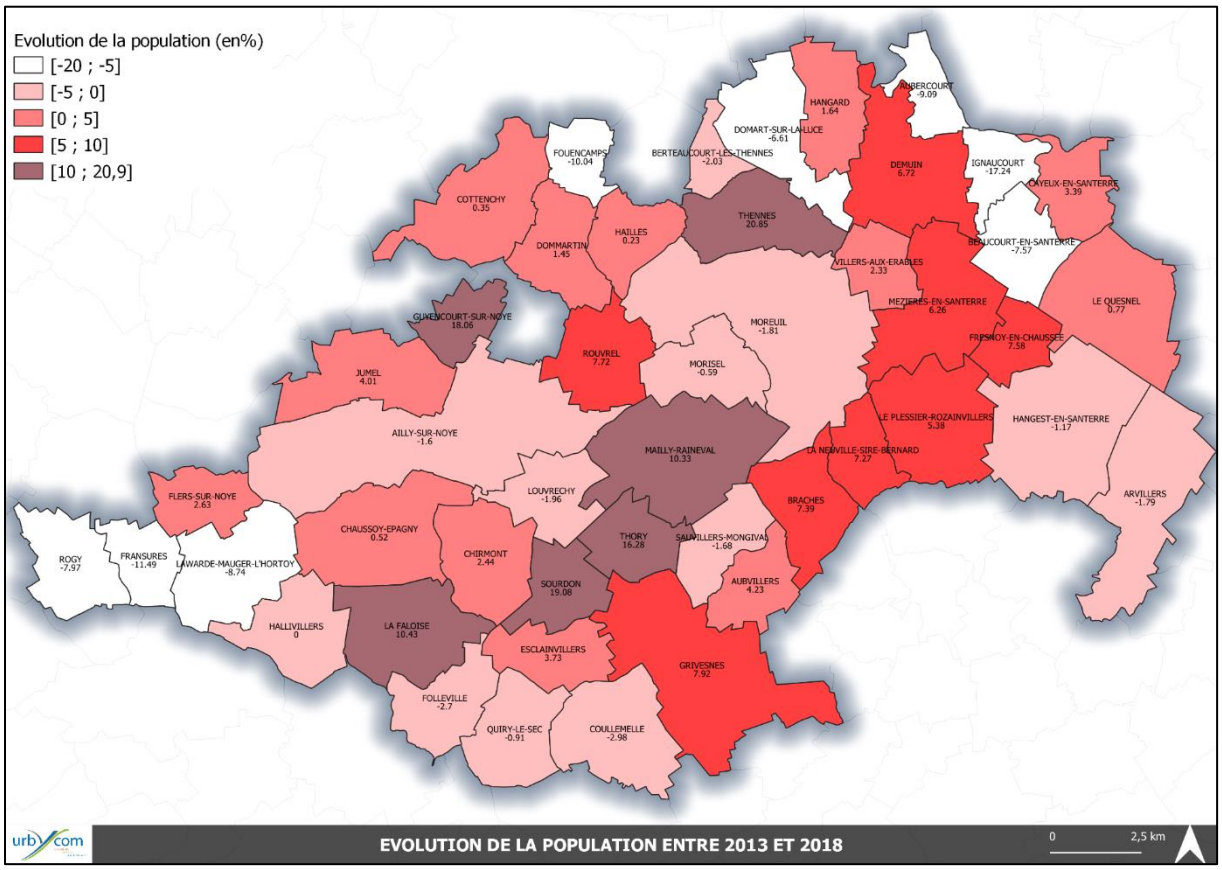
	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Population	16 232	16 062	17 120	18 074	18 917	20 420	21 621	**21 843**
Taux de variation (%)	-	*-1,04%*	*+6,59%*	*+5,57%*	*+4,66%*	*+7,95%*	*+5,88%*	***+1,03%***

Source : données INSEE

En 2018, la population s'élevait à 21 843 habitants, alors qu'en 1968, elle était de 16 232 habitants.

Hormis sur la période [1968-1975] où l'intercommunalité a connu une baisse démographique de 1,04%, la population n'a cessé de croître depuis 1975.

Notons que les périodes [1975-1982] et [1999-2008] sont celles qui ont connu les plus fortes croissances démographiques.



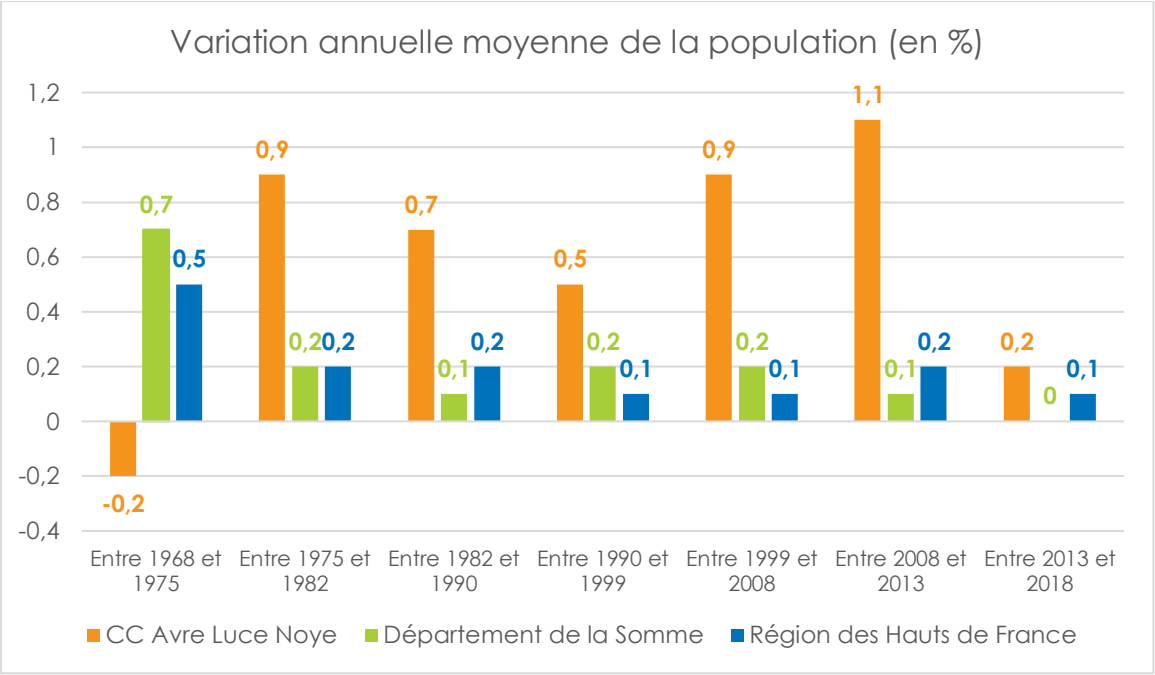
A noter également que plusieurs communes ont connu une perte de population entre 2013 et 2018 : Fouencamps, Domart-sur-la-Luce, Aubercourt, Ignaucourt et Beaucourt-en-Santerre.

L'évolution démographique peut être analysée plus précisément avec la variation annuelle moyenne, qui est la variation moyenne de l'effectif d'une population par an.

Depuis 1975, la variation annuelle moyenne de la population du territoire est importante. Elle est marquée par une forte croissance entre 1975 et 1982, suivi d'une période légèrement moins importante entre 1982 et 1999. Cependant, entre 1999 et 2013, la population croit de manière importante et le taux de variation croît de nouveau pour atteindre 1,1% sur la période [2008-2013].

Les dernières données INSEE montre un taux de variation annuel moyen de 0,2%. Cela montre un taux toujours positif mais plus faible que les années précédentes.

De manière générale, ces données mettent en évidence un regain de la population sur le territoire sur les dernières années.



Source : données INSEE

Les variations démographiques observées à l'échelle du département et de la région sont moins marquées.

Depuis 1968, le département de la Somme et la région des Hauts de France disposent d'un taux de variation annuelle moyenne de population très stable tournant autour de 0,1%.

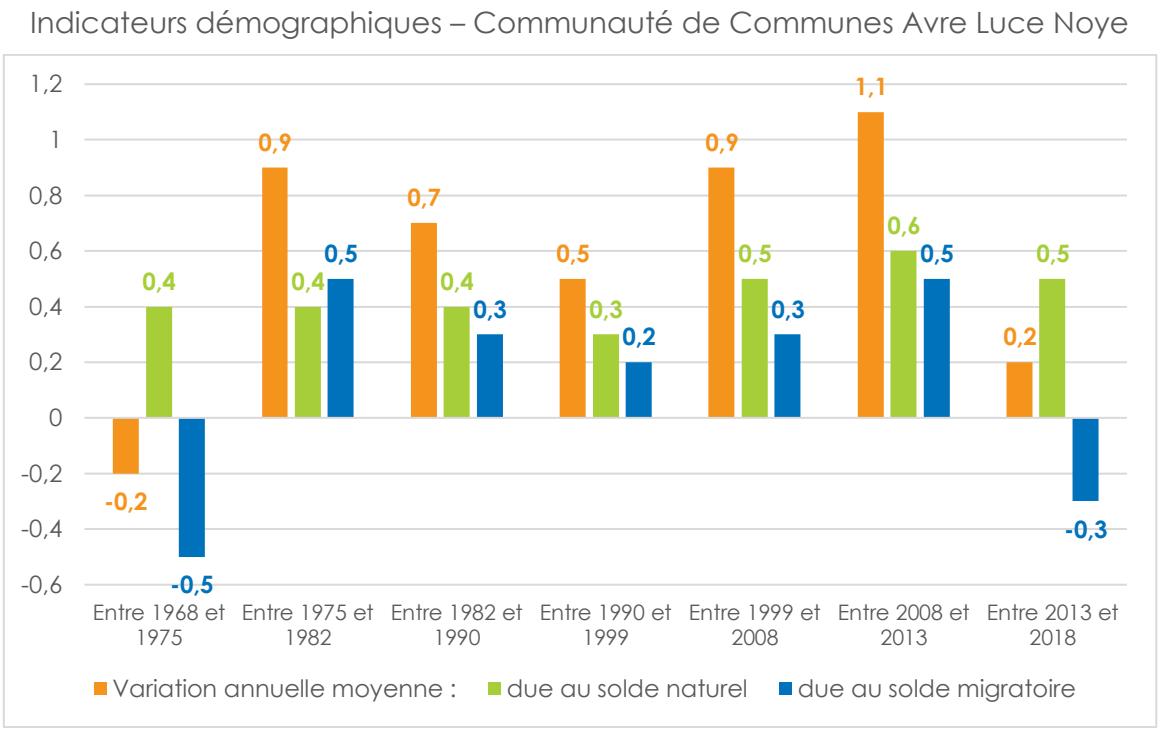
Sur la période la plus récente, le département de la Somme montre une variation annuelle moyenne de 0%.

Ainsi, l'intercommunalité montre des taux de variation annuel moyen plus important, en comparaison avec le département et la région.

3. *Origines de l'évolution démographique*

La variation annuelle moyenne de la population s'explique selon deux variables :

- Le solde naturel, qui est le nombre de naissances comparé au nombre de décès (il est positif si le nombre de naissances est plus important que le nombre de décès) ;
- Le solde migratoire, qui est le nombre de nouveaux arrivants sur le territoire comparés au nombre de personnes qui quittent le territoire. Il révèle donc en partie l'attractivité d'un territoire.



Source : données INSEE

Si l'on se penche de manière plus précise sur la variation annuelle moyenne au sein de l'intercommunalité, on constate que la baisse démographique observée entre 1968 et 1975 s'explique par une baisse du solde migratoire (-0,5) même si le solde naturel dispose d'un taux positif (0,4), celui-ci n'est pas assez élevé pour compenser le premier.

Les périodes suivantes montrent un taux de variation annuel moyen oscillant mais positif. Hormis pour la période [1975-1982] où le taux de variation annuel montre un solde migratoire légèrement plus important que le solde naturel, toutes les périodes suivantes montrent que le solde naturel permet de conserver une croissance positive.

Les dernières données INSEE montrent un solde migratoire négatif. A contrario de la période [1968-1975], le solde naturel permet de compenser ce chiffre négatif.

De manière générale, sur l'ensemble de la période de 1968 à 2018, le solde naturel a toujours été positif et relativement stable (entre 0,4% et 0,6%). Cela montre donc une bonne capacité de la population à se renouveler. En revanche, les oscillations démographiques proviennent d'un solde migratoire plus variable.

Le solde migratoire peut être régulé en fonction de l'offre en logements et en équipements sur le territoire. Généralement, l'arrivée massive de population provient d'une opération d'aménagement

et de la construction de nouveaux logements, ou alors d'un roulement dans le parc de logements existant. Il sera donc important de permettre l'accueil de nouveaux ménages par la création progressive et équilibrée dans le temps de nouveaux logements et d'équipements adaptés.

4. *Structure de la population*

La Communauté de Communes dispose d'une population relativement jeune. En effet, 42,8% de la population totale est représentée par les personnes âgées de plus de 44 ans. De plus, la tranche d'âge des 0 – 14 ans sur le territoire (20,5%) est plus élevée que celle du département de la Somme (17,7%) et de la région (19,3%).

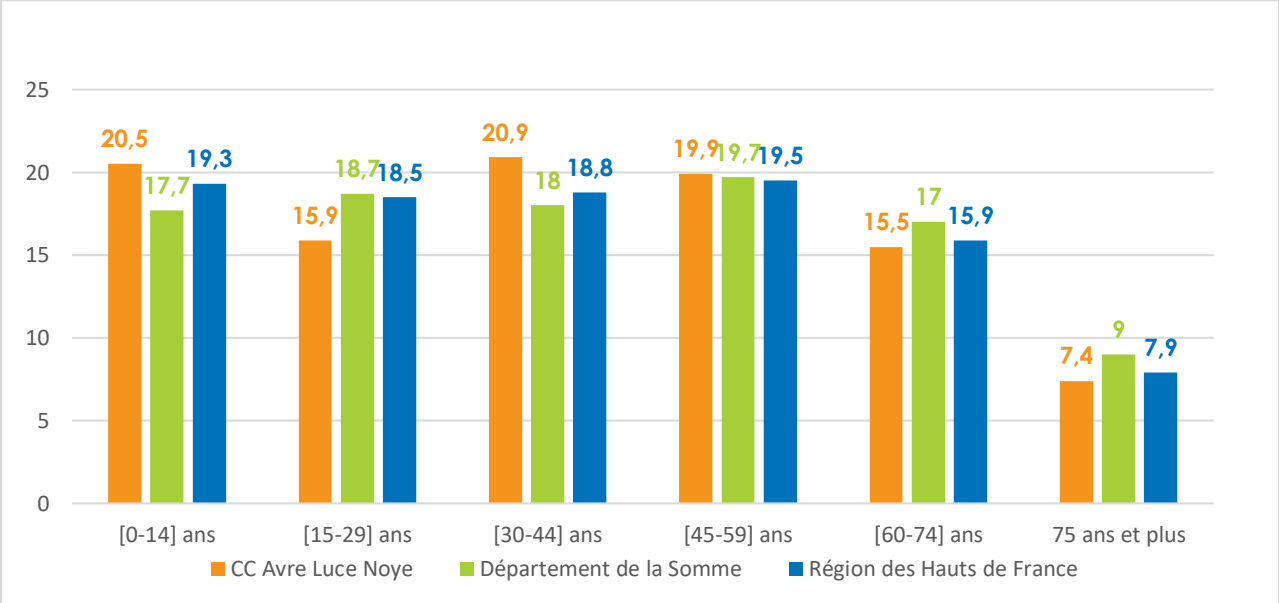
La tranche des 30 – 44 ans dispose également d'une proportion plus élevée. En effet, on observe que cette tranche d'âge représente 20,9% de la population au sein de l'intercommunalité, 18% à l'échelle du département et 18,8% à l'échelle régionale. Ces deux tranches d'âges sont en corrélation puisqu'elles témoignent de la présence des « familles » (couples avec enfants).

Toutefois, la part des habitants ayant 15 à 29 ans ne s'élève qu'à 15,9%, alors qu'à l'échelle du département, cette tranche représente 18,7% de la population totale. A l'échelle régionale, cette tranche d'âge est également plus élevée puisqu'elle représente 18,5%. Cette faible représentation par rapport aux échelons supérieurs peut s'expliquer par la distance avec les pôles universitaires d'Amiens et Lille mais également par l'insuffisance des logements de petite taille pour les jeunes ménages au sein du territoire.

Concernant la représentation de la tranche d'âge des 45-59 ans, les trois échelles montrent un taux similaire d'environ 20%. A termes, le territoire devra anticiper un vieillissement de la population. Même si les taux des 60-74 ans et 75 et plus sont plus faibles qu'aux échelles départementales et régionales, les 19,9% qui représentent la part des [45-59] ans basculeront dans les tranches supérieures.

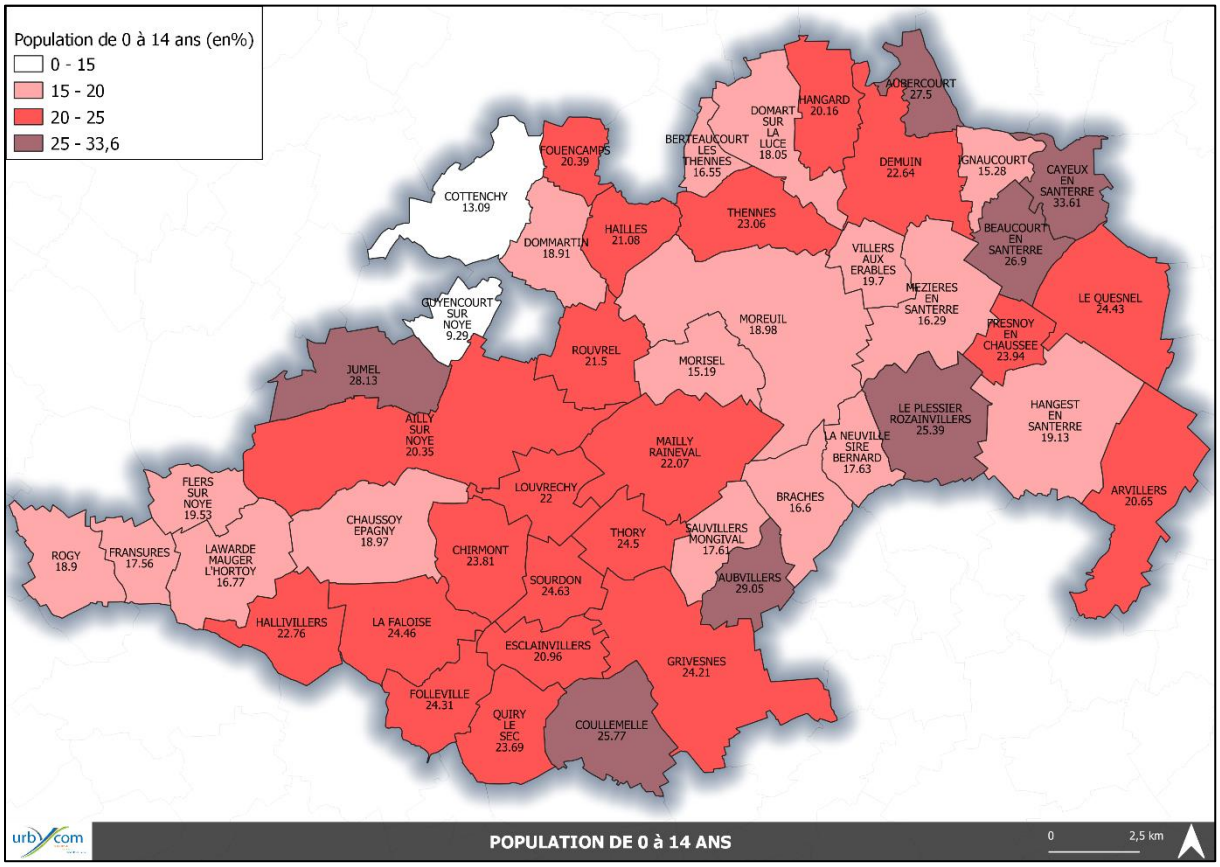
Ainsi, pour anticiper le vieillissement de la population qui est d'ailleurs un phénomène national, un travail sur la création d'un parc de logements et d'équipement adaptés peut être insufflé et inscrit au travers du PLUi.

Population par grandes tranches d'âges en 2018 – Comparaison territoriale (en %)



Source : données INSEE 2018

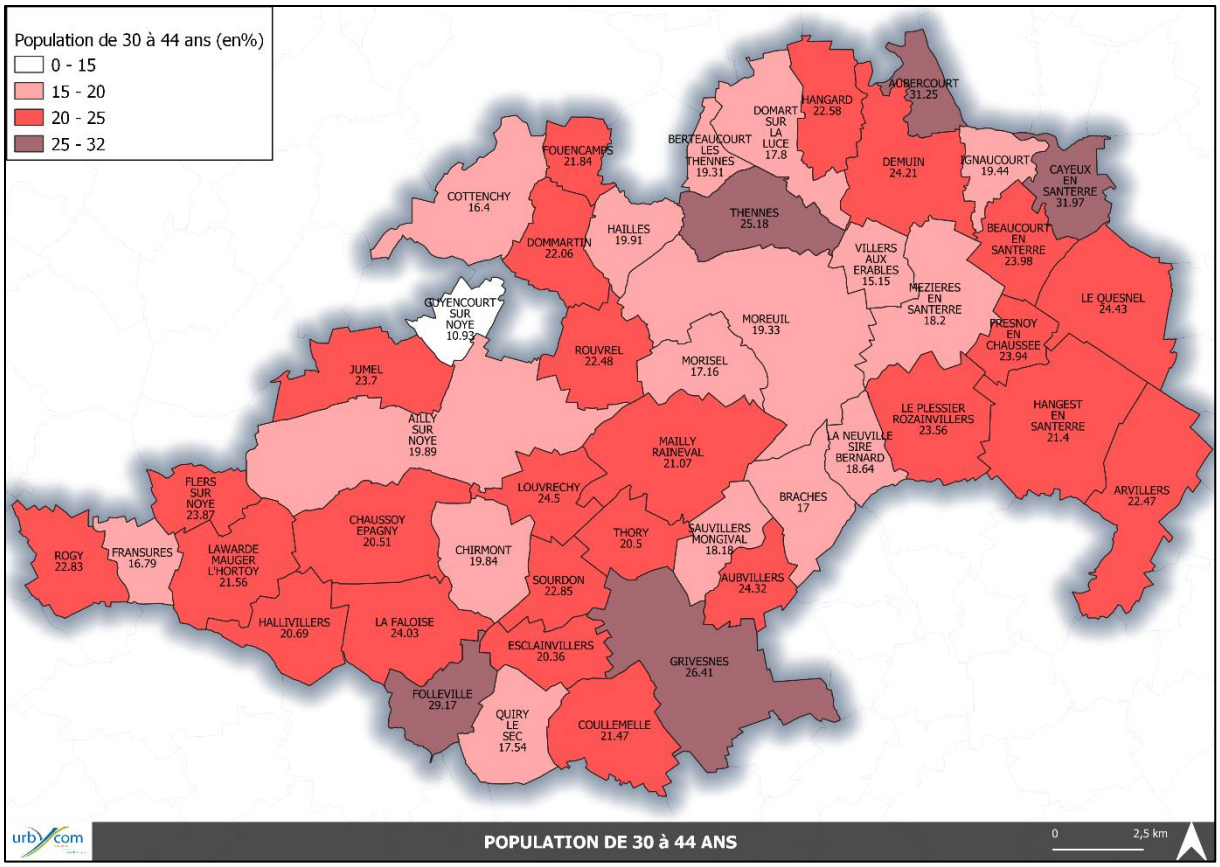
Plus précisément, les communes de l'intercommunalité sont assez hétérogènes en ce qui concerne la population par tranche d'âges :



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee RP 2018

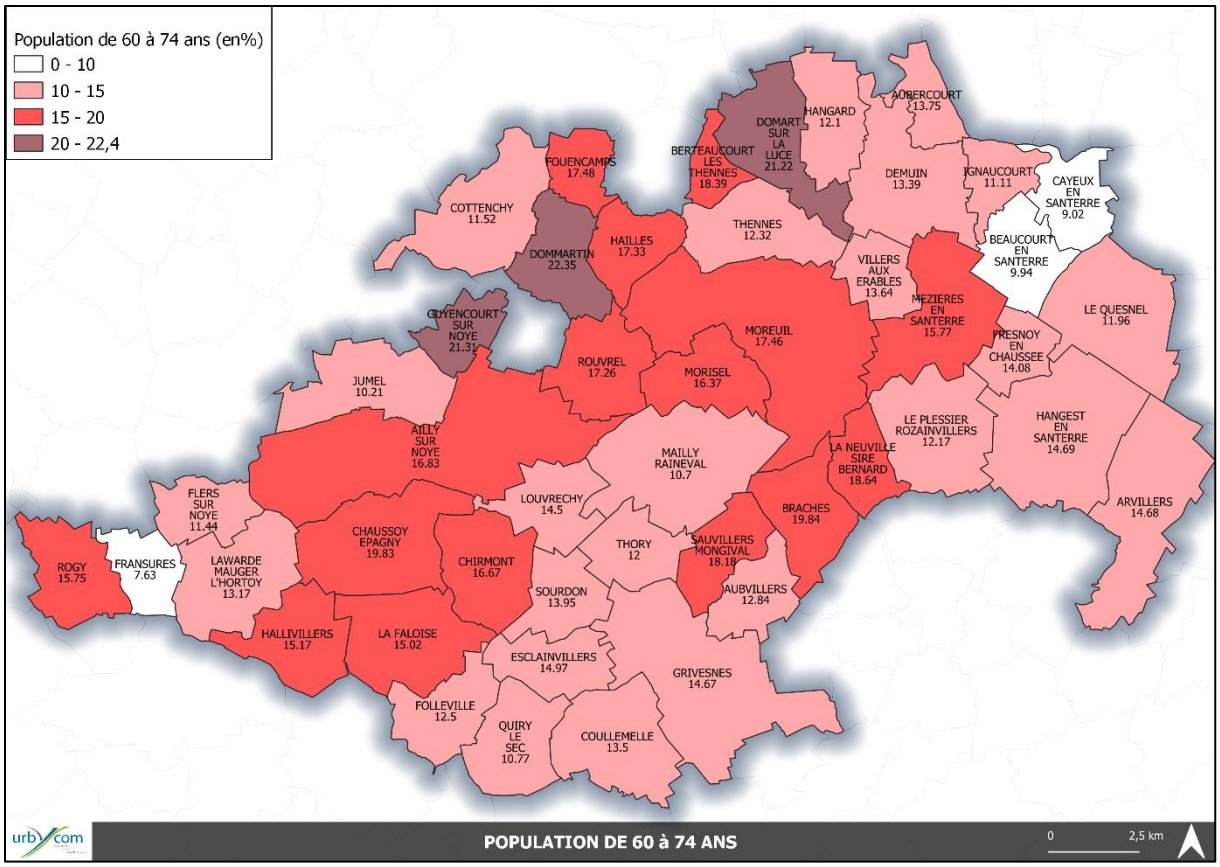
Concernant la population des 0-14 ans, sept communes montrent un pourcentage supérieur à 25%. Il s'agit des communes de Coullemelle (25,8%), Aubvillers (29,05%), Le Plessier-Rozainvillers (25,4%), Jumel (28,1%), Beaucourt-en-Santerre (26,9%), Aubercourt (27,5%) et enfin Cayeux-en-Santerre qui recense 33,6% de sa population ayant entre 0 et 14 ans. Globalement, plus de la moitié des communes de l'intercommunalité ont une part de 0-14 ans élevée de plus de 20%

A contrario, deux communes ont un taux entre 9 et 14% : il s'agit des communes de Cottenchy (13,1%) et Guyencourt sur Noye (9,3%).



Si l'on se penche sur la population des 30 à 44 ans par commune, on observe une fois encore un pourcentage élevé à hauteur de 25% et plus sur les communes d'Aubercourt (31,3%) et Cayeux-en-Santerre (31,8%). Cela montre d'une part que ces deux communes sont les plus représentatives par la présence de familles (couples avec enfants) mais plus globalement qu'environ la moitié des communes de l'intercommunalité ont une part de 30-44 ans de plus de 20%.

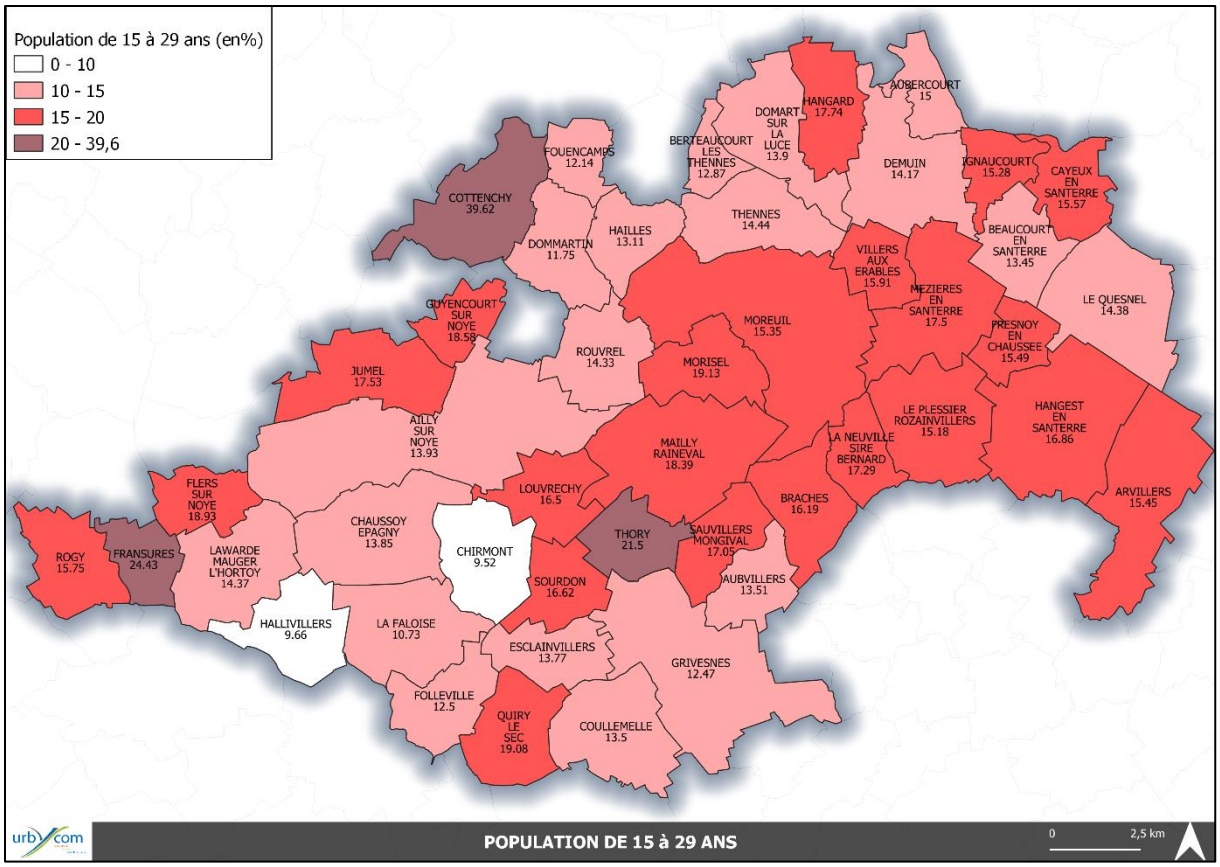
Ainsi, cette part élevée des 0-14 ans cumulée à celle des 30-44 ans montre de façon globale la présence de familles sur le territoire.



Autre part représentative de la population au sein de la communauté de communes : la part des 60-74 ans. En effet, on observe trois communes ayant une part de plus de 20% : il s'agit des communes de Guyencourt sur Noye (21,3%), Dommartin (22,4%) et Domart sur la Luce (21,2%). Notons par ailleurs que la commune de Guyencourt sur Noye a une faible part de 0-14 ans (9,3%) et une faible part de 30-44 ans (10,9%) ce qui induit que la population est moins jeune qu'au sein d'autres communes.

Cependant, 16 communes de l'intercommunalité ont une part de 60-74 ans entre 15 et 20%.

Ainsi, ces communes devront particulièrement veiller à ce que les logements soient adaptés pour cette tranche d'âge.



Concernant la population des 15-29 ans, on observe que 22 communes ont une part de moins de 15%.

Notons que la commune de Cottenchy qui a une faible part de 0-14, a une part très élevée de 15-29 ans. Cela signifie que la part des 0-14 ans a d'ores et déjà basculé sur la tranche des 15-29 ans. Ainsi, cela signifie que la commune va progressivement renouveler sa population naturellement ou perdre de la population si les jeunes ménages décident de quitter la commune.

De manière générale, la majorité des communes devra veiller à adapter l'offre en logement du fait que la part des 15-29 ans majoritairement à hauteur de 15% et plus sur l'ensemble du territoire induit de jeunes ménages ayant des besoins en logements différent des familles en termes de typologie.

Ainsi, au vu des éléments analysés ci-dessus, il sera important d'anticiper l'évolution de la structure de la population en matière d'offre en logements et en équipements, en tentant de déployer un parc de logements diversifié.

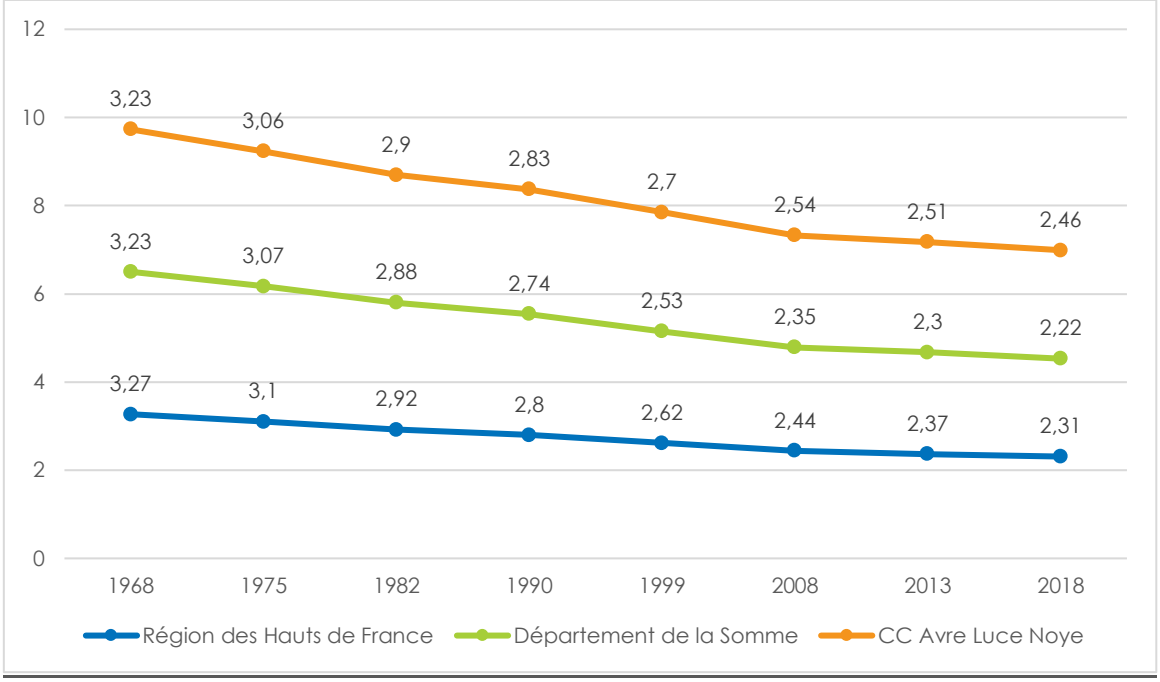
5. Composition des ménages

a. La taille des ménages

Selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), un ménage désigne « *l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne* ».

La taille moyenne des ménages est donc représentée par le nombre moyen d'occupants par résidence principale.

Evolution de la taille des ménages entre 1968 et 2018



Source : données INSEE

La taille moyenne des ménages montre une tendance à la baisse depuis 1968. Cette tendance est également perceptible à l'échelle du département et de la région. Ce desserrement des ménages est une tendance que l'on retrouve à l'échelle nationale.

Elle est liée à la mutation des cellules familiales :

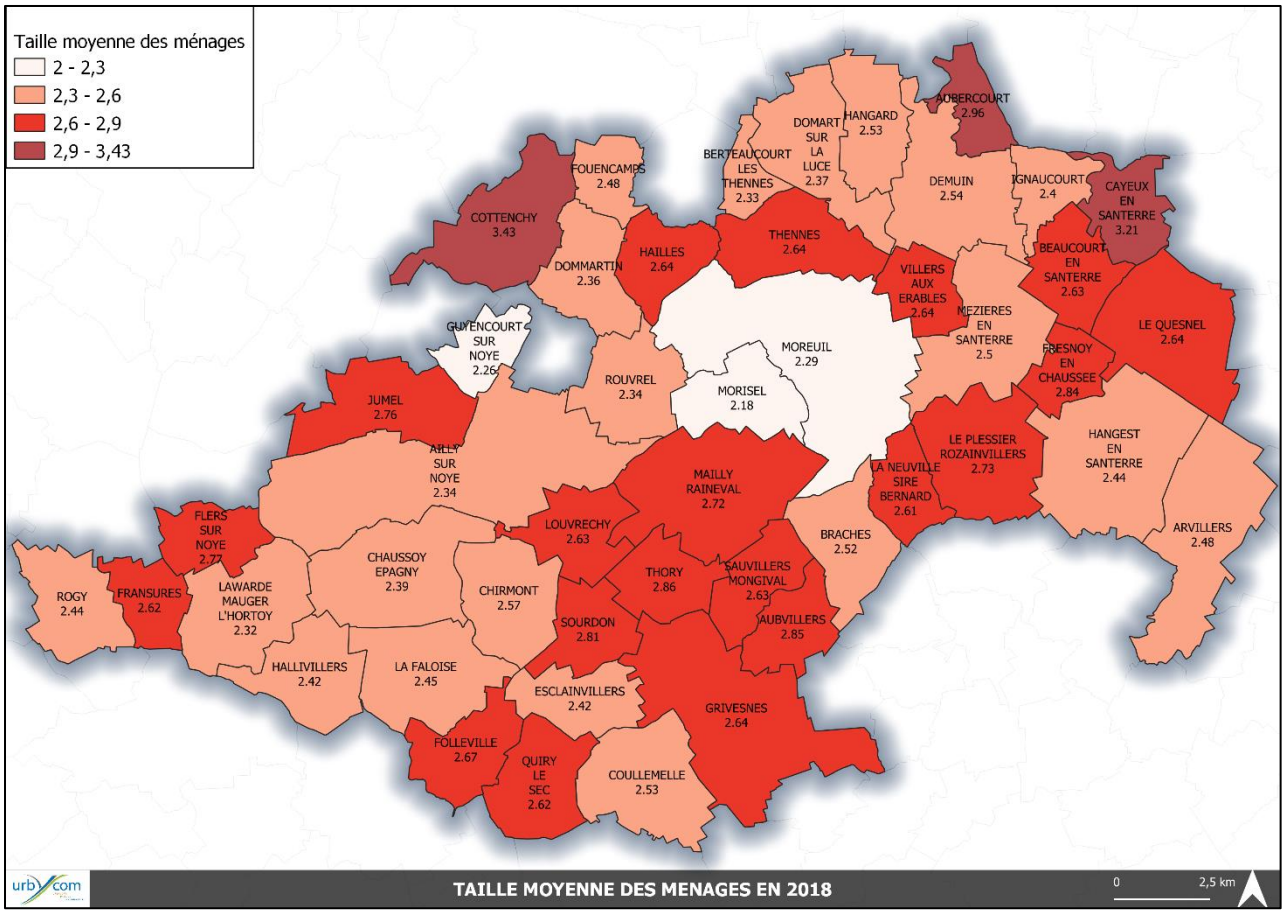
- Le vieillissement de la population engendre une hausse des ménages de 2 personnes ou de personnes seules ;
- La hausse des familles monoparentales, liées à une hausse généralisée des divorces.

Cette tendance devrait encore se poursuivre étant donné le vieillissement croissant de la population. Elle aura pour conséquence un besoin en nouveaux logements, ne serait-ce que pour assurer un maintien de la population.

A l'échelle de l'intercommunalité, la taille des ménages a diminué progressivement de la même façon qu'aux échelles départementales et régionales. Cependant, la taille moyenne des ménages est légèrement plus élevée (2,46) en comparaison avec la taille moyenne des ménages observée à l'échelle régionale (2,31). A l'échelle du Département, on constate une taille moyenne des ménages moins importante (2,22) en comparaison avec la région et l'intercommunalité. Ainsi, cela induit que l'intercommunalité va poursuivre ce processus.

Pour l'heure, cette taille des ménages plus élevée s'explique par le caractère rural du territoire. On retrouve généralement des tailles moyennes des ménages plus faibles en milieu urbain, où les 15-29 ans et les plus de 60 ans sont plus nombreux (ces classes d'âges vivent le plus souvent seules ou en couple). A contrario, les milieux ruraux rassemblent davantage de familles. C'est le cas des communes qui compose l'intercommunalité, ce qui explique que la taille moyenne des ménages soit légèrement supérieure sur le territoire.

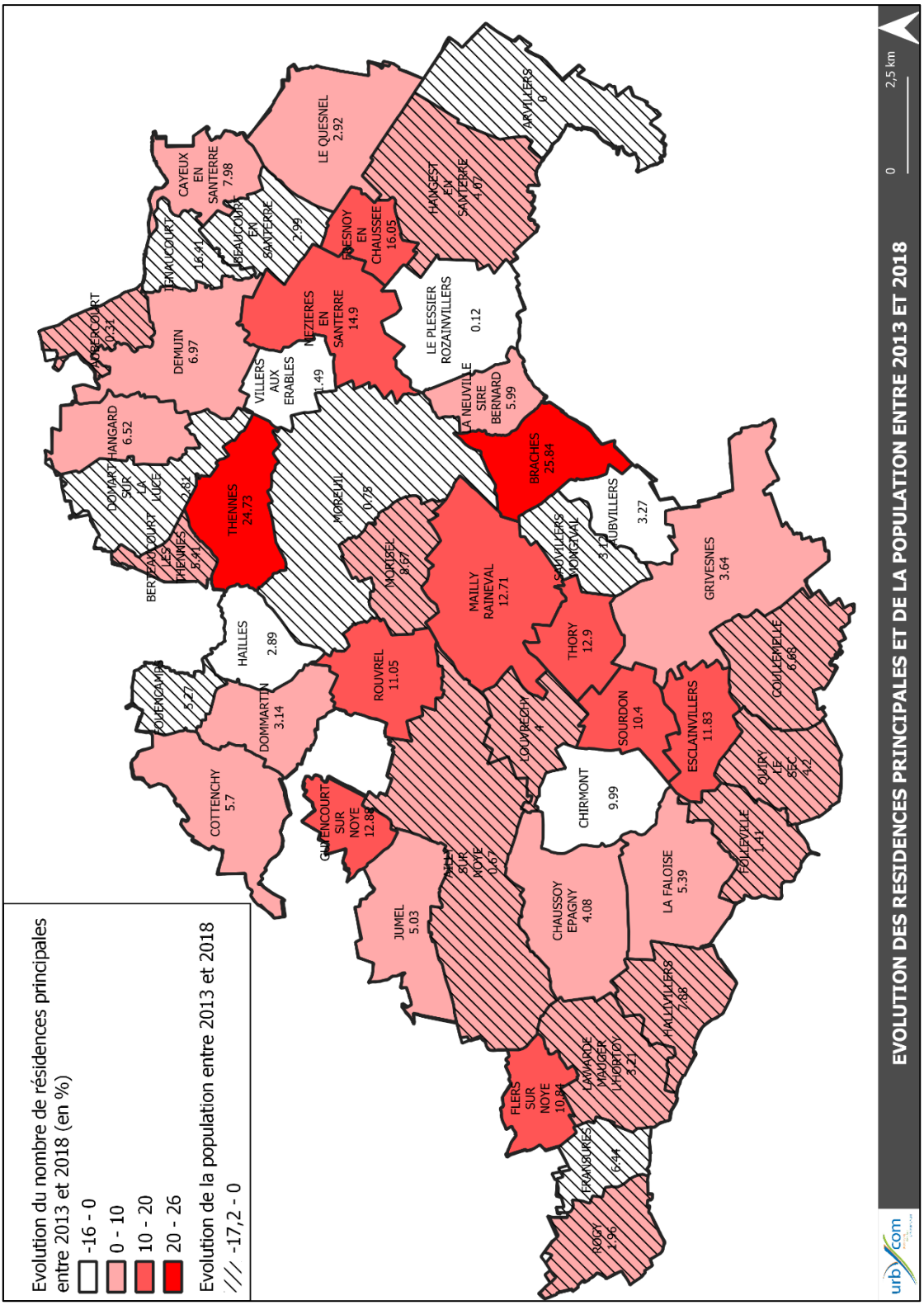
Le phénomène de desserrement des ménages a pour conséquence de rendre une partie du parc de logements inadapté. En effet, cette diminution de la taille des ménages entraine un besoin en logement de plus petite taille de type T2, T3. Ainsi, le parc de logements devra être adapté à ces nouveaux besoins.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee RP 2018

Si l'on se penche sur l'intercommunalité et notamment sur la taille moyenne des ménages par commune, on remarque que ce phénomène de desserrement n'est pas encore ressenti par toutes les communes. En effet, les communes de Cottenchy, Cayeux-en-Santerre et Aubercourt ont des tailles moyennes proche ou au-dessus de 3. A contrario, les communes de Guyencourt sur Noye, Morisel ou encore Moreuil ont une taille moyenne des ménages très similaire à la moyenne du département. De plus, 20 communes ont une taille moyenne des ménages supérieures à 2,6 personnes. De fait, le parc de logements et notamment la construction de petite typologie doit être anticipée mais pas sur l'entièreté de l'intercommunalité.

En observant l'évolution des résidences principales couplée à l'évolution de la population, on peut constater que les communes ayant subi une baisse démographique n'ont pas pour autant observé une baisse ou une stagnation de leurs résidences principales. En effet, Ailly-sur-Noye ou encore Rogy ont subi une perte de population mais une hausse du nombre de résidences principales.



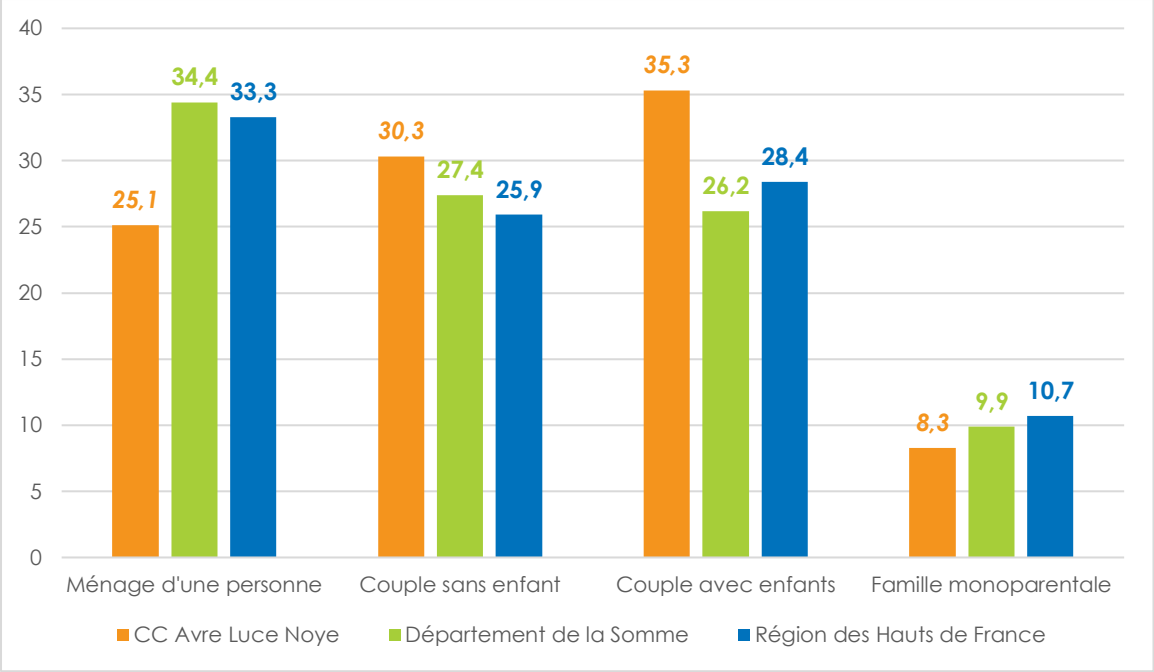
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee RP 2008 et 2013

En outre, à taille des ménages constante, une baisse de population aurait engendré davantage de logements vacants et donc une baisse du nombre de résidences principales. Ce constat s'explique et illustre donc clairement le phénomène de desserrement des ménages : le besoin de plus de logements pour un simple maintien de population.

b. *La composition des ménages*

A l'échelle de l'intercommunalité, les couples sans enfant et couples avec enfant(s) sont plus élevés par rapport aux chiffres du département et de la région. Ils représentent plus de 2/3 des ménages du territoire.

Composition des ménages en 2018 (en %)



Source : données INSEE RP 2018

Les ménages d'une seule personne représentent également une part considérable, mais nettement moins importante en comparaison avec les chiffres du département et de la région. Ceci explique en partie la taille des ménages supérieure sur le territoire.

Enfin, les familles monoparentales représentent une part minime (8,3%) mais cette proportion est inférieure à celles des échelons supérieurs.

c. *Prévisions sur l'évolution de la taille des ménages*

Comme expliqué précédemment, la taille des ménages montre une tendance à la baisse depuis de nombreuses années, du fait de la mutation des cellules familiales (vieillissement et hausse des divorces…). Cette baisse de la taille moyenne des ménages se traduit en un besoin de plus en plus important en logements. En effet, il est nécessaire de construire davantage de logements ne serait-ce que pour maintenir le même nombre d'habitants sur un territoire.

De plus, il sera nécessaire d'accentuer le développement de plus petits logements et donc d'assurer la diversification du parc pour répondre à ces nouvelles configurations des ménages.

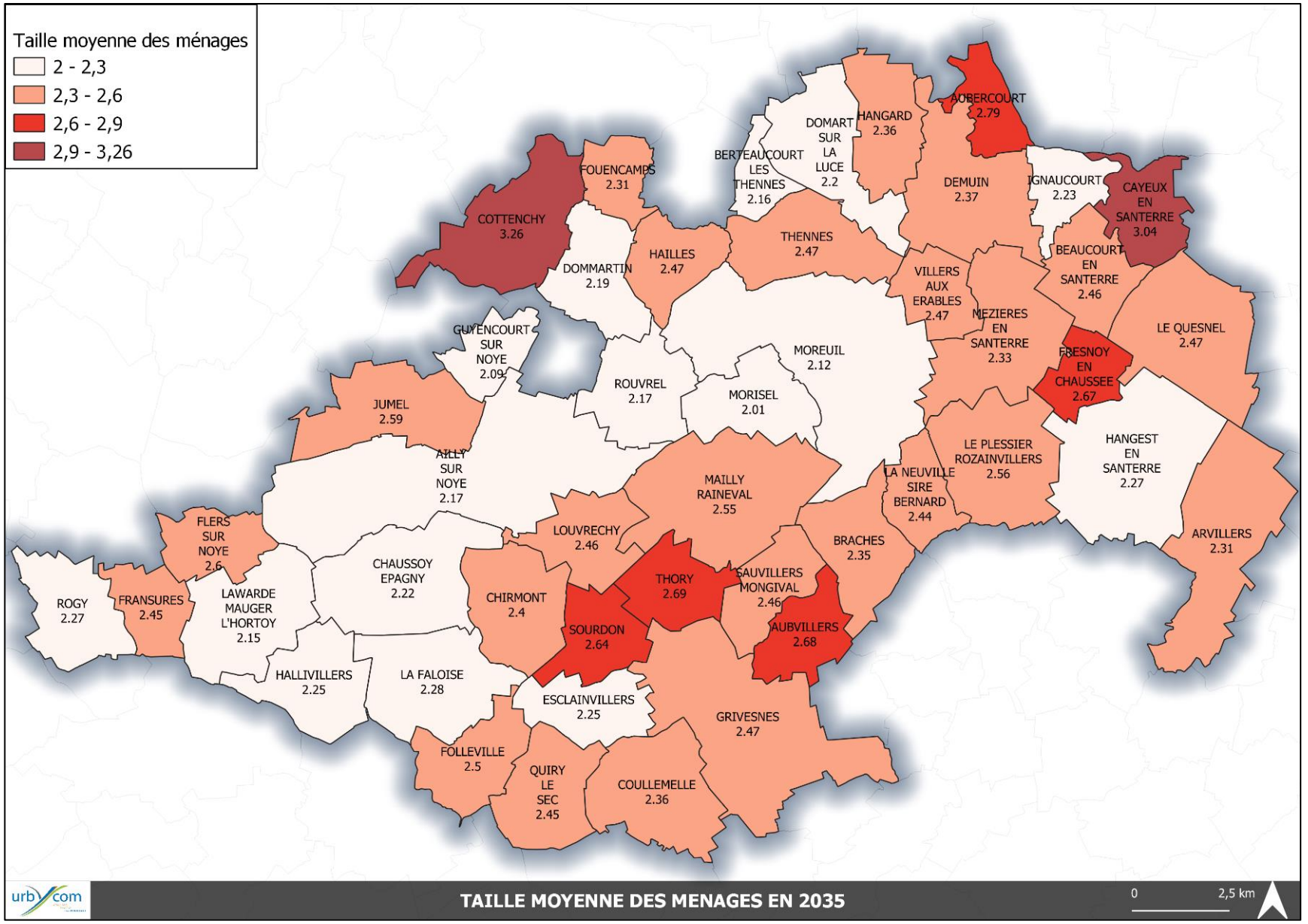
Ainsi, pour anticiper le desserrement des ménages en termes de besoins en logements, l'INSEE fait des prévisions sur la réduction de la taille moyenne des ménages dans les prochaines années. Il est estimé à l'échelle nationale que la taille moyenne des ménages passe de 2,2 personnes par ménage en 2013 à 2,08 en 2030. Nous pouvons ainsi partir du principe que la taille des ménages va également diminuer au sein de l'intercommunalité dans les années à venir.

En effet, les derniers chiffres de l'INSEE montre une taille moyenne des ménages à hauteur de 2,46 personnes au sein de la Communauté de Communes d'Avre Luce Noye.

A horizon 2035, ce chiffre va baisser. Afin d'anticiper cela, nous partons du principe que la taille des ménages va baisser de 0,1 personne par an. Ainsi, la taille moyenne des ménages à l'échelle de l'intercommunalité est estimée à 2,29 personnes en 2035.

A l'échelle des communes, cette baisse démographique a un impact faible pour les communes de Cottenchy et Cayeux en Santerre qui conservent une taille moyenne de 3 personnes. Pour la commune de Moreuil (2,12), cela induit d'adapter plus rapidement l'offre de logements.

De manière globale, la taille moyenne des ménages par commune se situe entre 2,3 et 2,6 personnes par ménage. Les communes ayant une taille moyenne inférieure devront principalement réadapter l'offre en logement.


Taille moyenne des ménages
2 - 2,3
2,3 - 2,6
2,6 - 2,9
2,9 - 3,26
AUBERCOURT 2.79
DOMART SUR LA LUCE 2.2
HANGARD 2.36
BERTEAUCOURT LES THENNES 2.16
FOUENCAMPS 2.31
COTTENCHY 3.26
DEMUIN 2.37
IGNAUCOURT 2.23
CAYEUX EN SANTERRE 3.04
DOMMARTIN 2.19
HAILLES 2.47
THENNES 2.47
BEAUCOURT EN SANTERRE 2.46
VILLERS AUX ERABLES 2.47
MEZIERES EN SANTERRE 2.33
LE QUESNEL 2.47
GUYENCOURT SUR NOYE 2.09
MOREUIL 2.12
FRESNOY EN CHAUSSEE 2.67
ROUVREL 2.17
MORISEL 2.01
JUMEL 2.59
LE PLESSIER ROZAINVILLERS 2.56
HANGEST EN SANTERRE 2.27
AILLY SUR NOYE 2.17
MAILLY RAINEVAL 2.55
LA NEUVILLE SIRE BERNARD 2.44
FLERS SUR NOYE 2.6
LOUVRECHY 2.46
BRACHES 2.35
ARVILLERS 2.31
CHAUSSOY EPAGNY 2.22
THORY 2.69
SAUVILLERS MONGIVAL 2.46
ROGY 2.27
FRANSURES 2.45
LAWARDE MAUGER L'HORTOY 2.15
CHIRMONT 2.4
SOURDON 2.64
AUBVILLERS 2.68
HALLIVILLERS 2.25
LA FALOISE 2.28
ESCLAINVILLERS 2.25
GRIVESNES 2.47
FOLLEVILLE 2.5
QUIRY LE SEC 2.45
COULLEMELLE 2.36
urbYcom
TAILLE MOYENNE DES MENAGES EN 2035
0
2,5 km

6. *Synthèse et enjeux démographique*

Le diagnostic démographique a démontré une croissance de population depuis 1975 au sein de l'intercommunalité. Les derniers chiffres de l'INSEE montre une croissance de +1,03% sur la période [2013-2018] ce qui montre une croissance moins importante et donc une stagnation de la population du territoire.

De ce fait, une attention particulière devra être portée sur le bon fonctionnement des communes en matière d'équipements et de services afin de maintenir et/ou conforter la dynamique du territoire.

Le diagnostic a également montré une population relativement jeune sur le territoire. En effet, l'intercommunalité montre une part de [0-14 ans] et une part de [30-44 ans] assez importante. Néanmoins, le vieillissement de la population est à anticiper compte tenu de la part des [45-59] qui basculera aux tranches supérieures.

Enfin, le diagnostic démographique a permis de constater une baisse générale de la taille des ménages. En ce sens, il sera essentiel de prévoir de nouveaux logements afin d'assurer un maintien de la population mais aussi pour s'adapter aux différentes cellules familiales.

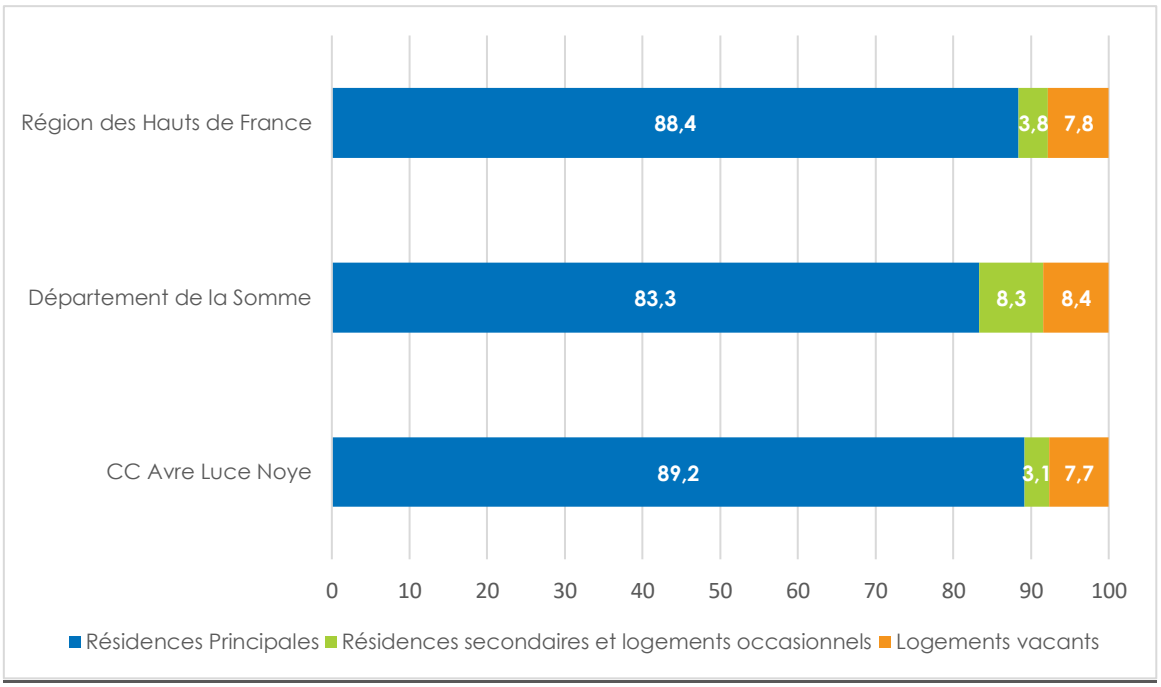
III. ANALYSE DE L'HABITAT

L'analyse de l'habitat va reposer sur plusieurs données telles que la composition du parc de logements, son évolution, la vacance, la structure du parc de logements, la taille des logements, la part des appartements, ou encore l'ancienneté d'emménagement. L'étude de ces données va permettre de réaliser un état des lieux de l'habitat, au niveau intercommunal.

1. Les différentes catégories de logements

Selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, la composition du parc de logements revient à définir la part des résidences principales, la part des résidences secondaires et logements occasionnels et la part des logements vacants sur un territoire.

Catégories de logements en 2018



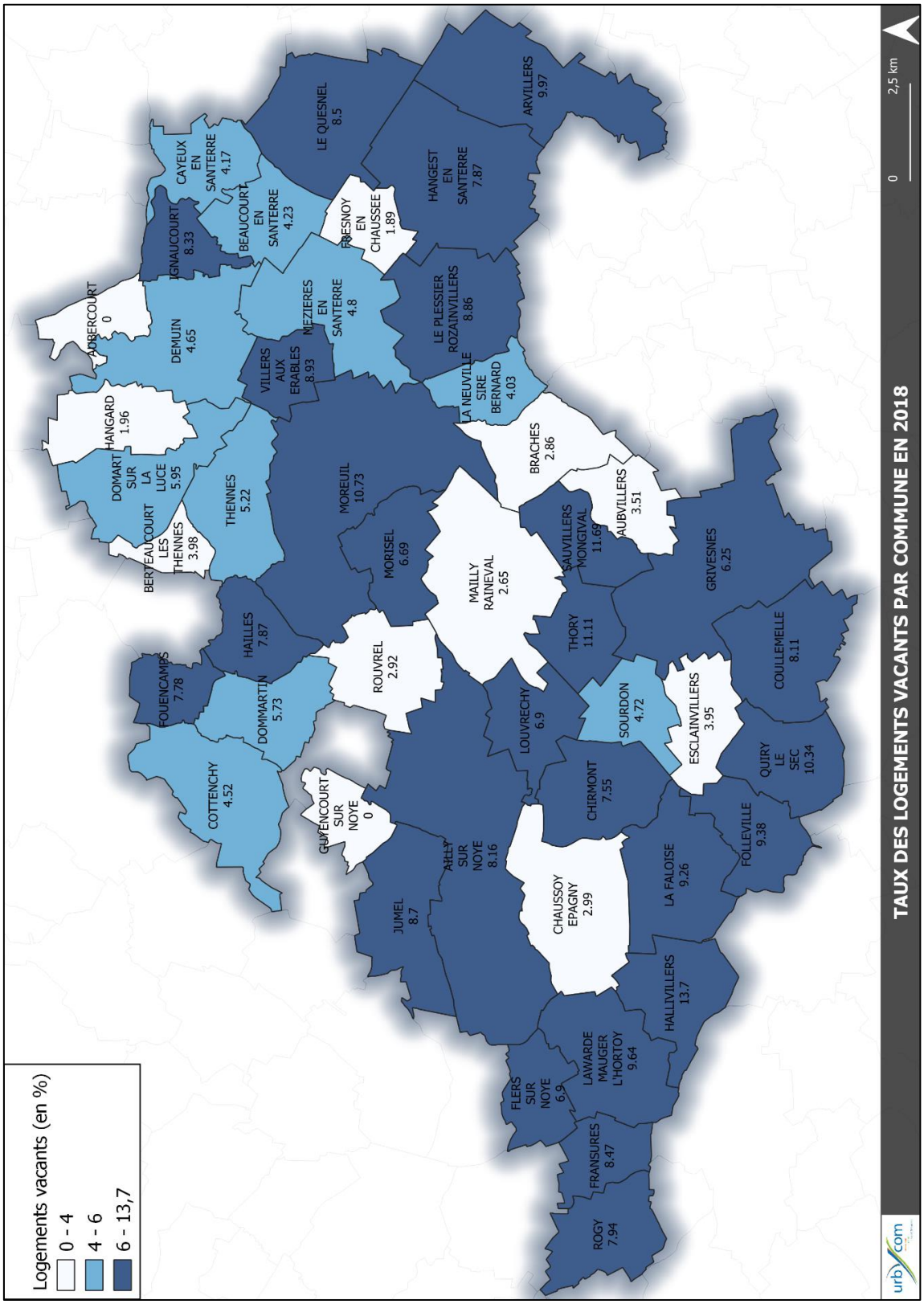
Source : données INSEE 2018

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est marquée par une surreprésentation des résidences principales par rapport au Département de la Somme. En effet, l'intercommunalité dispose d'une part de 89,2% de résidences principales alors que celle du Département est de 83,3%. Cependant, la part de résidences principales à l'échelle de la région est très similaire à celle de l'intercommunalité puisque celle-ci est de 88,4%.

En ce qui concerne la part des résidences secondaires et les logements occasionnels, celle de l'intercommunalité est plus faible qu'aux autres échelles (3,1%). Ce taux relativement bas s'explique par le fait que l'intercommunalité a un caractère rural. En effet, le coût du terrain moins élevé que dans les espaces urbains et le cadre de vie « à la campagne », poussent de nouvelles familles à s'y installer durablement. A contrario, on observe une part importante de logements secondaires et occasionnels à l'échelle du Département (8,3%).

Enfin, le taux de logements vacants est légèrement moins élevé au sein de l'intercommunalité qu'aux échelons territoriaux supérieurs. Ce taux est de 7,7%, alors qu'il est de 8,4% pour le Département de la Somme et de 7,8% pour la région des Hauts de France.

Un zoom peut être fait par rapport aux taux de vacance afin de visualiser cette donnée au sein de chaque commune :



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee 2018

Tout d'abord, un taux normal de logements vacants dit « de fluidité » est estimé aux alentours de 5% Ce taux permet un bon roulement dans le parc logement. En deçà, le parc de logement serait considéré comme « tendu » c'est-à-dire que le parc de logements ne propose pas suffisant de logements libres. Au-delà des 6%, le parc de logements serait considéré comme non optimal et un travail sur le renouvellement urbain devra être engagé.

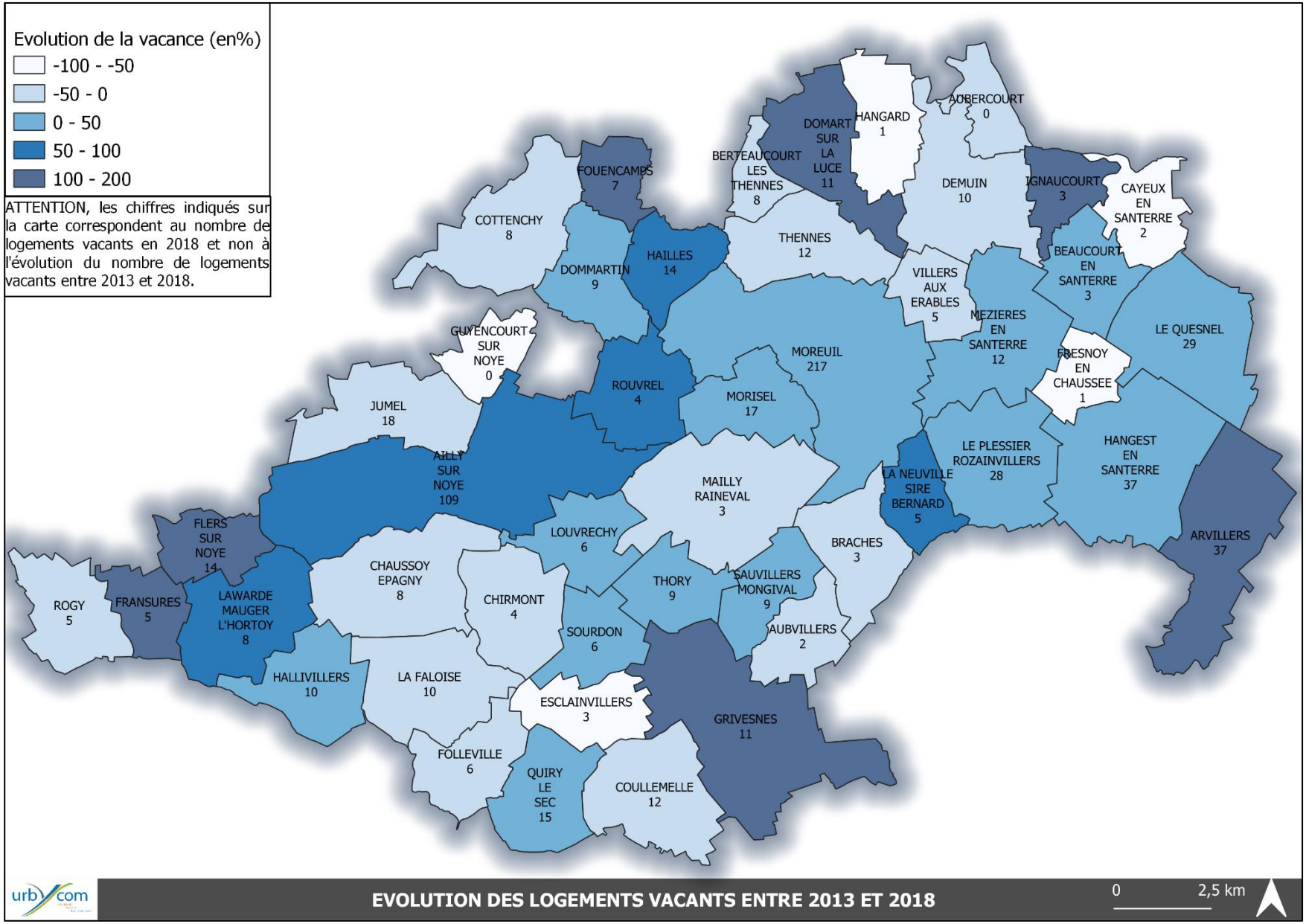
Si on observe le taux de vacance à l'échelle des communes, on remarque que la majorité d'entre-elles ont une part importante de logements vacants, supérieure à 6%. En outre, des communes montrent un taux supérieur à 10% telles que Hallivillers (13,7%), Sauvillers-Mongival (11,69%), Thory (11,11%) ou encore Quiry-le-Sec (10,34%). A contrario, on constate également que plusieurs communes ont une part très faible de logements vacants voir aucun comme la commune d'Aubercourt ou Guyencourt-sur-Noye. Enfin, 10 communes ont un taux de logements vacants dans la moyenne qui permet un fonctionnement optimal du parc de logements.

Si ces taux de logements vacants sont comparés à la moyenne de l'intercommunalité, 21 communes ont une part plus élevée que la moyenne de l'intercommunalité. Il s'agit des communes de : Hallivillers, Sauvillers-Mongival, Thory, Moreuil, Quiry-le-Sec, Arvillers, Lawarde-Mauger-L'Hortoy, Folleville, La Faloise, Villers-aux-Erables, Le Plessier-Rozainvillers, Jumel, Le Quesnel, Fransures, Ignaucourt, Ailly-sur-Noye, Coullemelle, Rogy, Hailles, Hangest-en-Santerre et Fouencamps.

Le taux de vacance élevé peut être lié à l'ancienneté du parc de logements, et principalement du parc privé, mais aussi à la taille trop importante des logements. En effet, les trop grands logements sont énergivores, et ne correspondent plus forcément à la demande qui se diversifie de plus en plus.

Ainsi, les communes ayant un taux plus élevé que la moyenne de l'intercommunalité devront prendre en compte ce phénomène de résorption de la vacance. A contrario, les communes ayant moins de 4% de logements vacants c'est-à-dire Aubercourt, Guyencourt-sur-Noye, Fresnoy-en-Chaussée, Hangard, Mailly-Raineval, Braches, Rouvrel, Chaussoy-Epagny, Aubvillers, Esclainvillers et Berteaucourt-les-Thennes devront produire davantage de logements pour permettre de répondre aux besoins futurs (notamment le desserrement des ménages). Pour cela, une densité plus importante peut, par exemple, permettre de développer plus de logements sur des surfaces plus restreintes ce qui permettra de rattraper un taux normal.

Néanmoins, la carte ci-dessous montre concrètement le nombre de logements vacants par commune. Les taux de vacances élevés sont à relativiser en fonction du poids de population et du nombre de résidences principales par commune.


Evolution de la vacance (en%)
-100 - -50
-50 - 0
0 - 50
50 - 100
100 - 200
ATTENTION, les chiffres indiqués sur la carte correspondent au nombre de logements vacants en 2018 et non à l'évolution du nombre de logements vacants entre 2013 et 2018.
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee 2018
AUBERCOURT 0
HANGARD 1
DOMART SUR LA LUCE 11
BERTEAUCOURT LES THENNES 8
FOUENCAMPS 7
COTTENCHY 8
DEMUIN 10
IGNAUCOURT 3
CAYEUX EN SANTERRE 2
THENNES 12
DOMMARTIN 9
HAILLES 14
BEAUCOURT EN SANTERRE 3
VILLERS AUX ERABLES 5
MEZIERES EN SANTERRE 12
LE QUESNEL 29
GUYENCOURT SUR NOYE 0
MOREUIL 217
FRESNOY EN CHAUSSEE 1
ROUVREL 4
MORISEL 17
JUMEL 18
AILLY SUR NOYE 109
LE PLESSIER ROZAINVILLERS 28
HANGEST EN SANTERRE 37
MAILLY RAINEVAL 3
LA NEUVILLE SIRE BERNARD 5
FLERS SUR NOYE 14
LOUVRECHY 6
BRACHES 3
ARVILLERS 37
CHAUSSOY EPAGNY 8
THORY 9
SAUVILLERS MONGIVAL 9
ROGY 5
FRANSURES 5
LAWARDE MAUGER L'HORTOY 8
CHIRMONT 4
SOURDON 6
AUBVILLERS 2
HALLIVILLERS 10
LA FALOISE 10
ESCLAINVILLERS 3
GRIVESNES 11
FOLLEVILLE 6
QUIRY LE SEC 15
COULLEMELLE 12
urbycom
EVOLUTION DES LOGEMENTS VACANTS ENTRE 2013 ET 2018
0
2,5 km

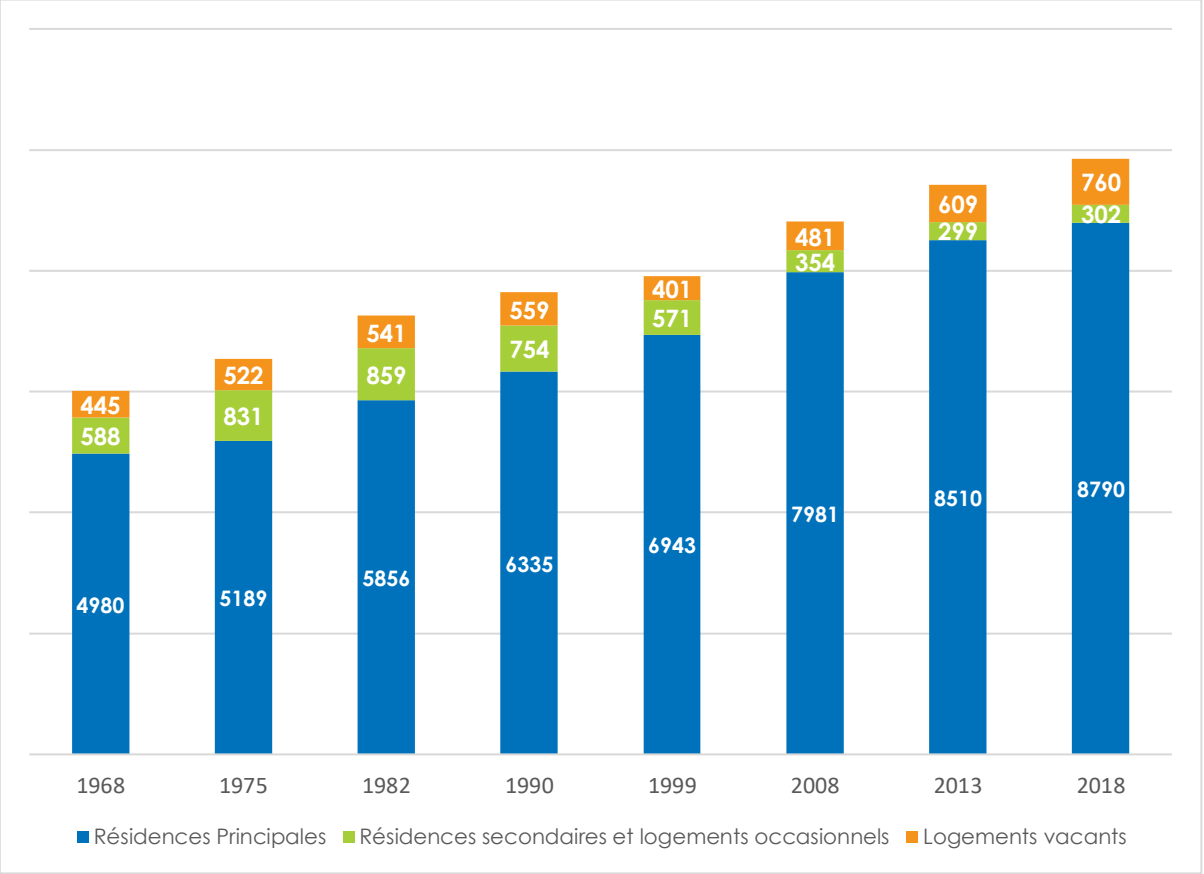
2. *Evolution du parc de logements*

a. *Evolution du nombre de logements*

L'analyse de l'évolution de la quantité de logements sur un territoire est essentielle. Elle permet d'identifier les différentes tendances qu'a connu un territoire et donc d'anticiper les perspectives.

	1968	1975	1982	1990	1999	2008	2013	2018
Résidences principales	4980	5189	5856	6335	6943	7981	8510	8790
Evolution		+4,2%	+12,9%	+8,1%	+9,6%	+9,6%	+15%	+3,3%
Résidences secondaires et logements occasionnels	588	831	859	754	571	354	299	302
Evolution		+41,3%	+3,4%	-12,2%	-28,3%	-38%	-15,5%	+1%
Logements vacants	445	522	541	559	401	481	609	760
Evolution		+17,3%	+3,6%	+3,3%	-28,2%	+20%	+26,6%	+24,8%
Ensemble	6013	6542	7256	7648	7915	8816	9418	9853
		+8,8%	+10,9%	+5,4%	+3,5%	+11,4%	+6,8%	+4,6%

Evolution du nombre de logements



Source : données INSEE 1968 à 2018

D'après les chiffres ci-dessus, le nombre de résidences principales n'a cessé d'augmenter depuis 1968 au sein de l'intercommunalité. Ainsi, le nombre de résidences principales était de 4980 en 1968 et 8790 en 2018, soit une croissance de 76,5%. Ce taux élevé démontre l'attractivité du territoire.

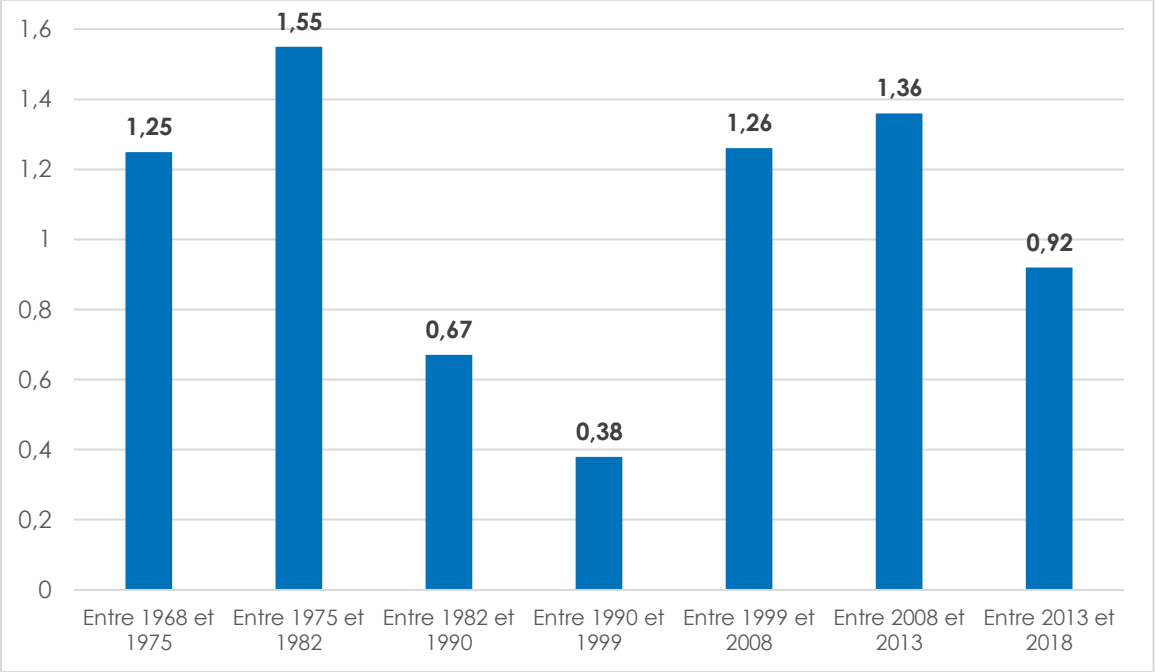
A contrario, on observe trois tendances concernant les résidences secondaires et logements occasionnels :

- Une hausse non négligeable sur la période [1968 – 1982] (+46%) ;
- Une baisse importante sur la période [1982 - 2013] (-65,2%) ;
- Une stagnation sur la période la plus récente [2013-2018] (+1%).

Concernant les logements vacants, étant donné que le nombre de résidences principales augmente, les logements vacants se développent également. La période [1990-1999] est intéressante, elle montre une baisse de logements vacants à hauteur de 28,2%. Sur la dernière période [2013-2018], on observe une hausse de 24,8% de logements vacants. Bien que les résidences principales aient augmenté sur la même période (+3,3%), on observe un ralentissement.

Ainsi, l'intercommunalité devra travailler sur l'existant et notamment sur la rénovation de ces logements, souvent anciens et non conformes en matière d'énergie.

Evolution annuelle moyenne du parc de logements par tranches temporelles (en %)



Source : données INSEE 1968 à 2018

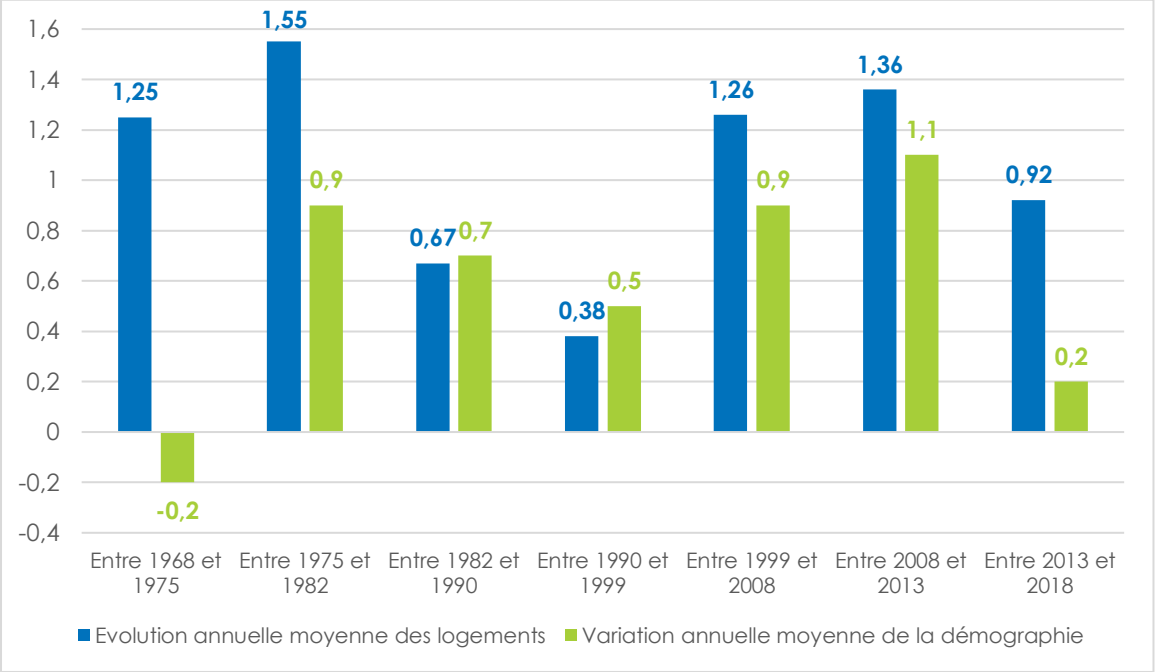
Globalement, la hausse du nombre de logements a été particulièrement importante entre 1975 et 1982, avec une hausse annuelle moyenne de 1,55%, et plus récemment, entre 2008 et 2013, avec une hausse annuelle moyenne de 1,36%. Sur la dernière période, on constate une baisse qui s'est notamment expliquée par la hausse importante de logements vacants et le faible pourcentage de constructions de résidences principales.

Par ailleurs, on observe que les périodes entre 1982 et 1999 ont connu une perte de dynamisme, avec une hausse annuelle moyenne de 0,67% entre 1982 et 1990 et de 0,38% entre 1990 et 1999, avant de repartir sur une hausse importante sur la période 1999-2008 à hauteur de 1,26%. Ainsi, les prochaines données de l'INSEE détermineront si cette tendance se reproduit car cette évolution est en dent de scie et semble répétitive.

Le graphique ci-dessous reprend les taux d'évolution démographique et ceux du nombre de logements. Il montre que la hausse des logements a toujours été plus importante que celle de la population hormis sur les périodes entre 1982 et 1999 (notamment du fait de la résorption de la vacance).

Néanmoins, même en période de baisse démographique, le nombre de logements a continué d'augmenter, ceci s'expliquant notamment par la baisse progressive et continue de la taille moyenne des ménages.

Evolution des taux de variation de la population et du nombre de logements (en %)



Source : données INSEE 1968 à 2018

b. Evolution de la vacance

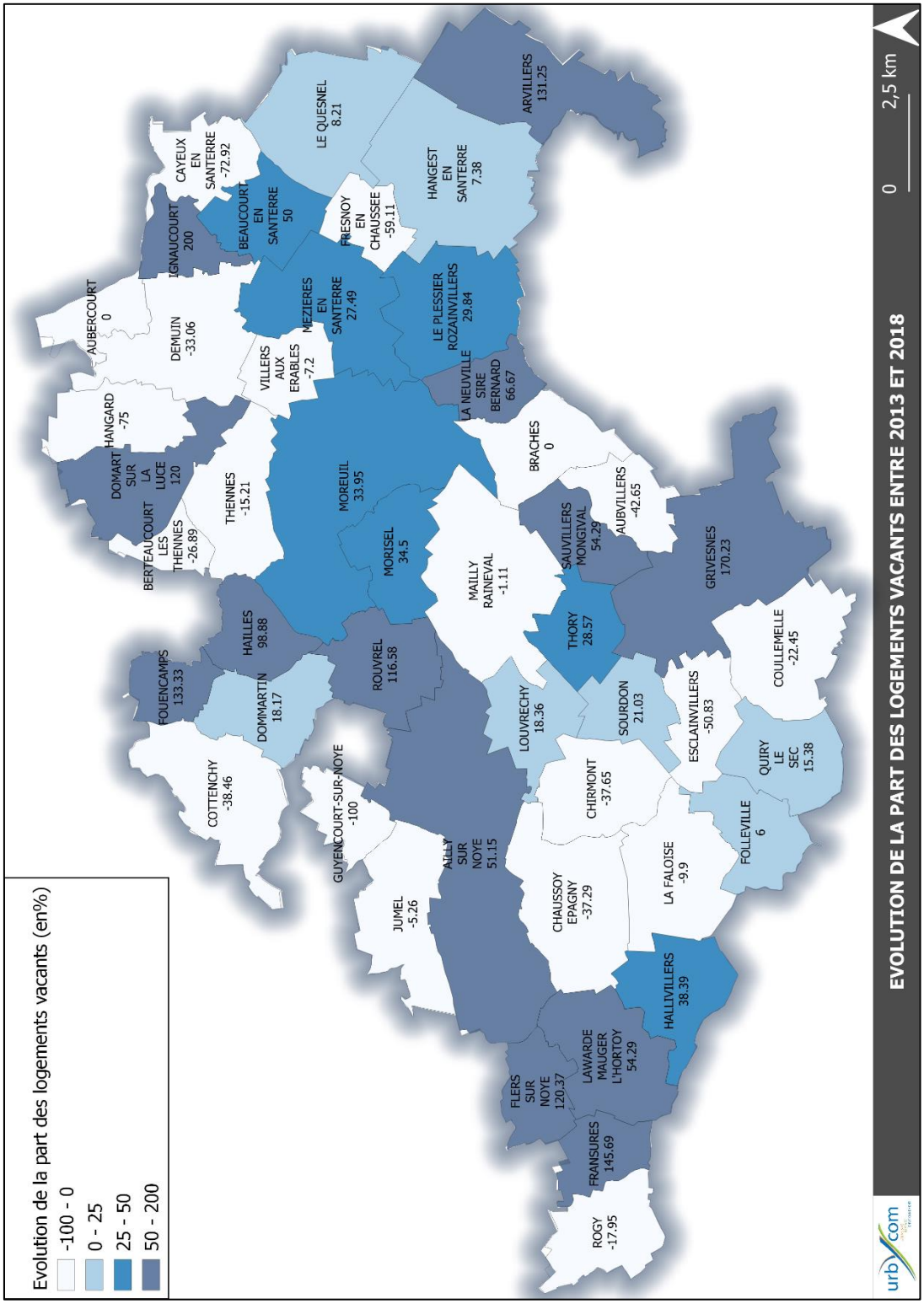
Selon l'INSEE, un logement est vacant s'il est inoccupé et :

- *Proposé à la vente, à la location,*
- *Déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation,*
- *En attente de règlement de succession,*
- *Conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés,*
- *Sans affectation précise par le propriétaire (logement vétuste, etc.).*

Le nombre de logements vacants sur l'ensemble de l'intercommunalité est passé de 609 logements en 2013 à 760 en 2018.

Le territoire comptait 445 logements vacants en 1968. Après une augmentation importante du nombre de logements vacants, ceux-ci baissent et passent à 405 en 1999. Ainsi, la vacance a diminué sur la période 1968-1999 puis augmenté depuis 1999 jusqu'aux derniers chiffres en 2018 (+89,5% depuis 1999).

La part des logements vacants relevée à l'échelle de l'intercommunalité est proche du taux normal. Néanmoins, il existe de grosses disparités au sein de l'intercommunalité comme nous l'avons observé. Certaines communes dépassent les 10% tandis que d'autres n'ont pas assez de logements vacants pour que le foncier disponible soit optimal.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee 2018

En analysant la carte ci-dessus, on constate que la majorité des communes ont une part de logements vacants qui a augmenté en comparaison avec les données de 2013. Cependant, 19 communes de l'intercommunalité ont réduit cette part ou le taux est resté nul.

Ainsi, il est nécessaire de résorber la vacance et de travailler sur l'existant. Pour cela, il peut être mis en place une optimisation de l'utilisation du parc de logements existants et éviter de consommer trop de foncier agricole et naturel pour les nouvelles opérations d'aménagement.

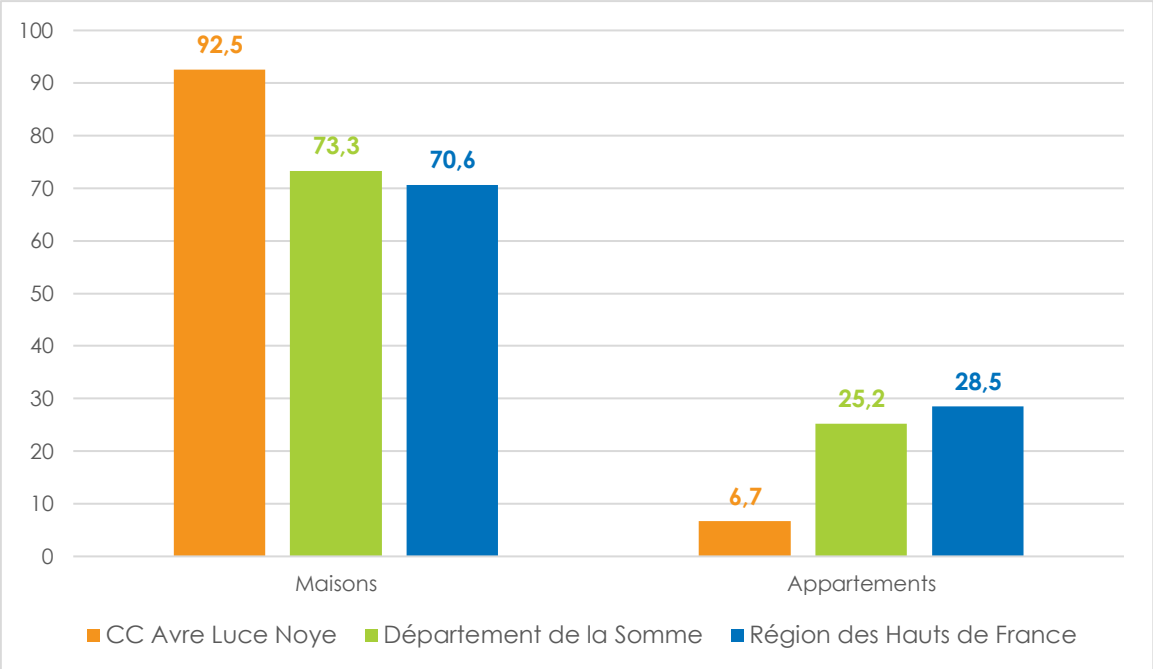
La vacance concerne principalement le parc privé. En raison de leur ancienneté et de leur surface importante, ces logements présentent des dépenses énergétiques importantes pour les chauffer et les occuper. Cette vacance avancée entraine la dégradation des biens puisque ces derniers ne sont ni occupés, ni entretenus. De ce fait, les éventuels locataires ou acheteurs ne s'intéressent plus à ces biens qui les obligeraient à faire des travaux de réhabillitation.

3. *Structure du parc logements*

La structure du parc de logements se base sur deux données, d'abord sur la composition du parc, c'est-à-dire la différence entre la part des maisons et celle des appartements et enfin sur la taille des logements, soit le nombre de pièces dont ils sont composés.

a. *Composition du parc de logements*

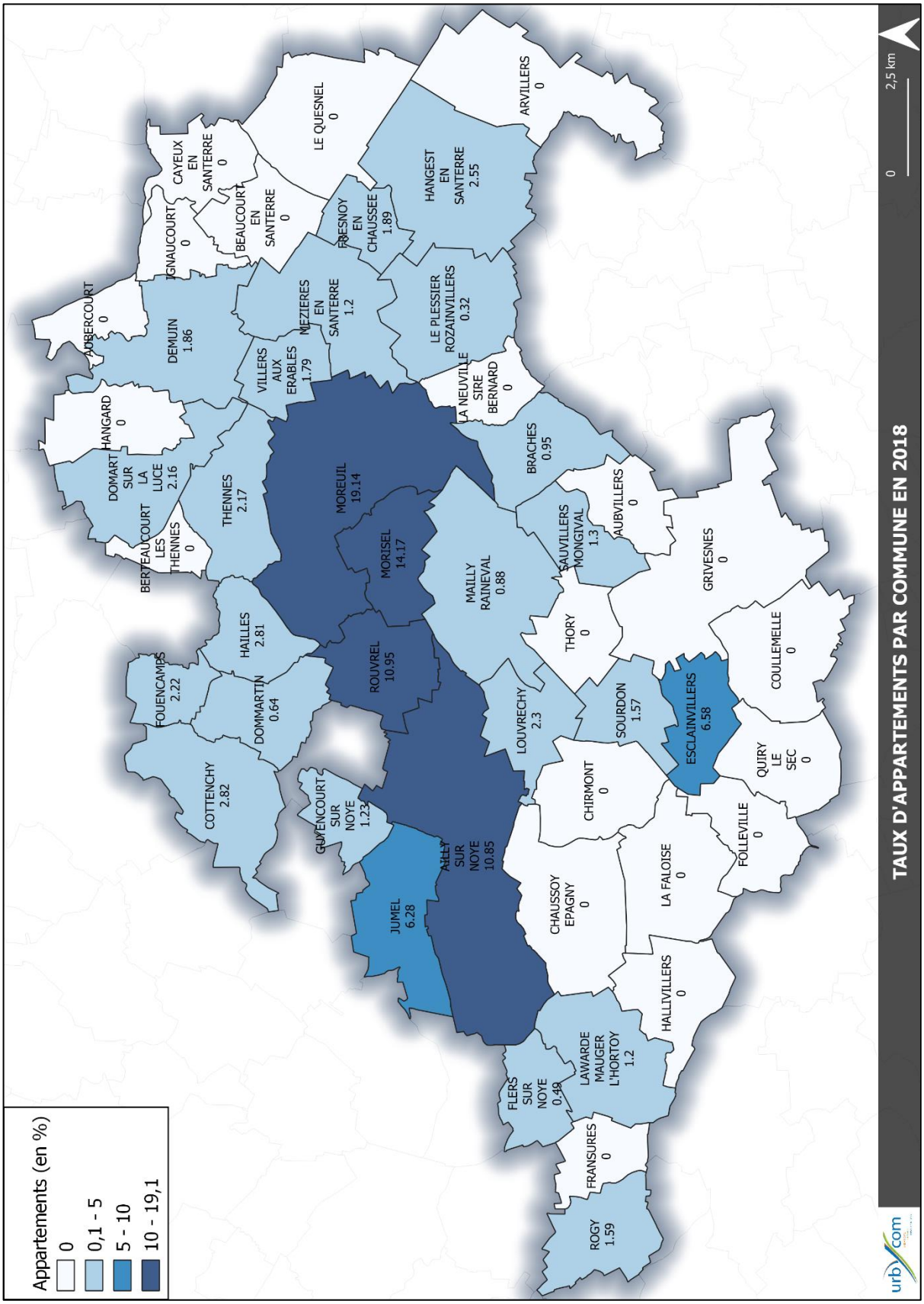
Part des maisons et des appartements en 2018 dans le parc de logements (en %)



Source : données INSEE 2018

La Communauté de Communes Avre Luce Noye dispose d'un parc de logements quasi-exclusivement composé de maisons individuelles, le taux d'appartements étant de 6,7% contre 92,5% de maisons.

Les parts d'appartements enregistrés à l'échelle du département de la Somme (25,2%) et de la Région des Hauts de France (28,5%) sont nettement plus élevées, même s'ils restent inférieurs à ceux des maisons individuelles. Les milieux urbains ont généralement un taux d'appartements élevé. C'est notamment le cas d'Amiens ou encore de Saint-Quentin mais aussi de l'ensemble des villes de la métropole Lilloise. A l'inverse, les milieux plus « ruraux » comme la Communauté de Communes ont une part nettement plus importante de maisons individuelles.



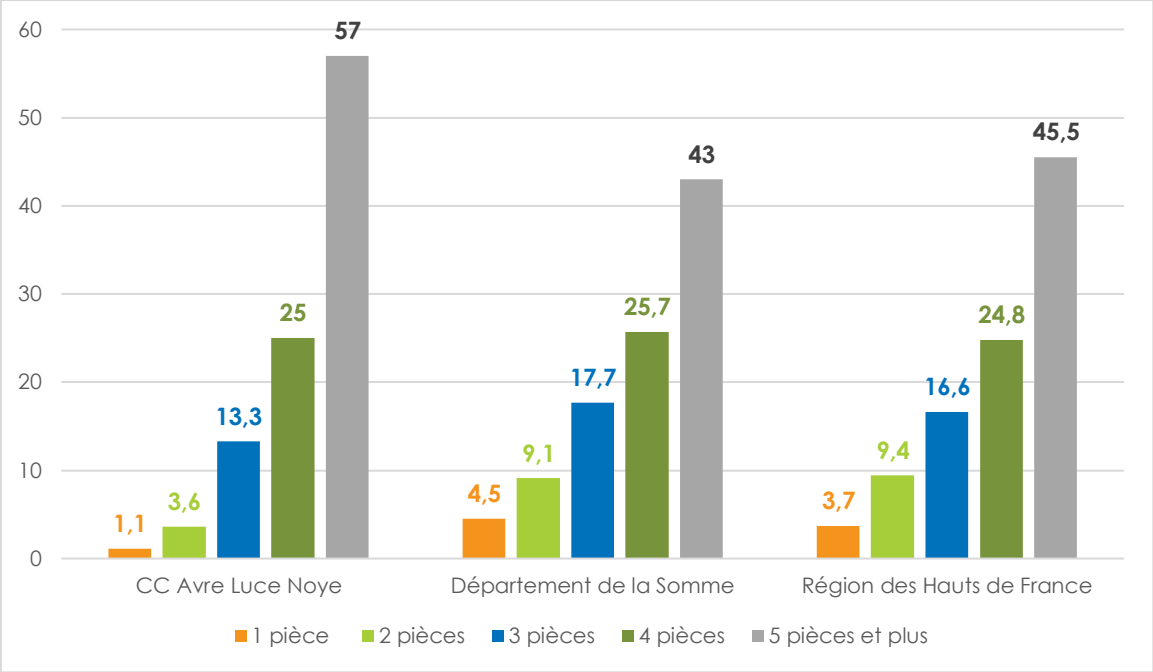
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee 2018

Comme le montre la carte ci-dessus, toutes les communes de l'intercommunalité ne disposent pas d'appartement. Les appartements se situent principalement dans les communes de Moreuil (19,1%), Morisel (14,2%), Rouvrel (11%) et Ailly-sur-Noye (10,9%). D'autre communes disposent d'une part d'appartement proche de la moyenne de l'intercommunalité : il s'agit des communes de Jumel (6,28%) et Esclainvillers (6,58%). Le phénomène de desserrement des ménages implique un besoin croissant en logements de plus petites tailles, le territoire devra donc porter une attention particulière sur cette donnée, et ainsi proposer une offre de logements diversifiés répondant aux besoins.

Une grande partie du territoire dispose d'un taux d'appartement entre 1 et 5%. Cela reste un taux faible mais témoigne d'une volonté d'adapter la typologie des logements à l'échelle de l'intercommunalité et donc, la possibilité de développer les appartements sur le territoire.

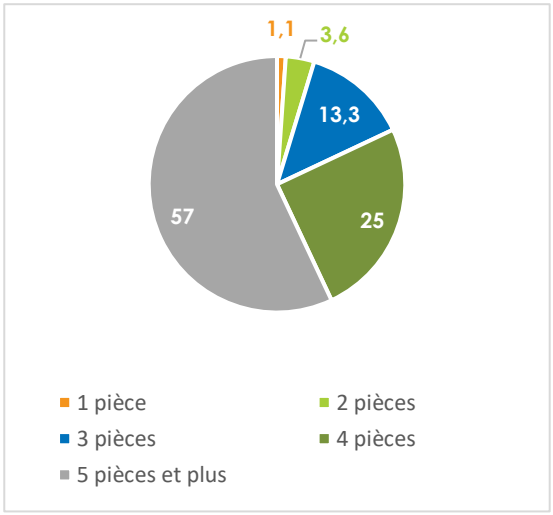
b. *Taille des logements*

Nombre de pièces par logement parmi les résidences principales en 2018



Source : données INSEE 2018

Typologie des logements en 2018 (en%)



Au sein de l'intercommunalité, il existe une sur-représentation des logements de grande taille (T5 et +) qui représentent 57% des logements contre 43% à l'échelle du Département de la Somme et 45,5% à l'échelle de la région des Hauts de France.

A l'inverse, les logements de moyenne et petite taille y sont sous-représentés, notamment les T2 (3,6% pour l'intercommunalité contre 9,1% à l'échelle de la Somme et 9,4% à l'échelle de la Région).

Ces différences peuvent s'expliquer par la taille moyenne des ménages plus élevée au sein de l'intercommunalité et par le caractère rural du

territoire, alors que le département ou la région ont des caractéristiques urbaines plus marquées étant donné les grandes superficies. En effet, on compte davantage de logements de petite taille dans les milieux urbains, où la densité de logement et de population y est largement plus importante.

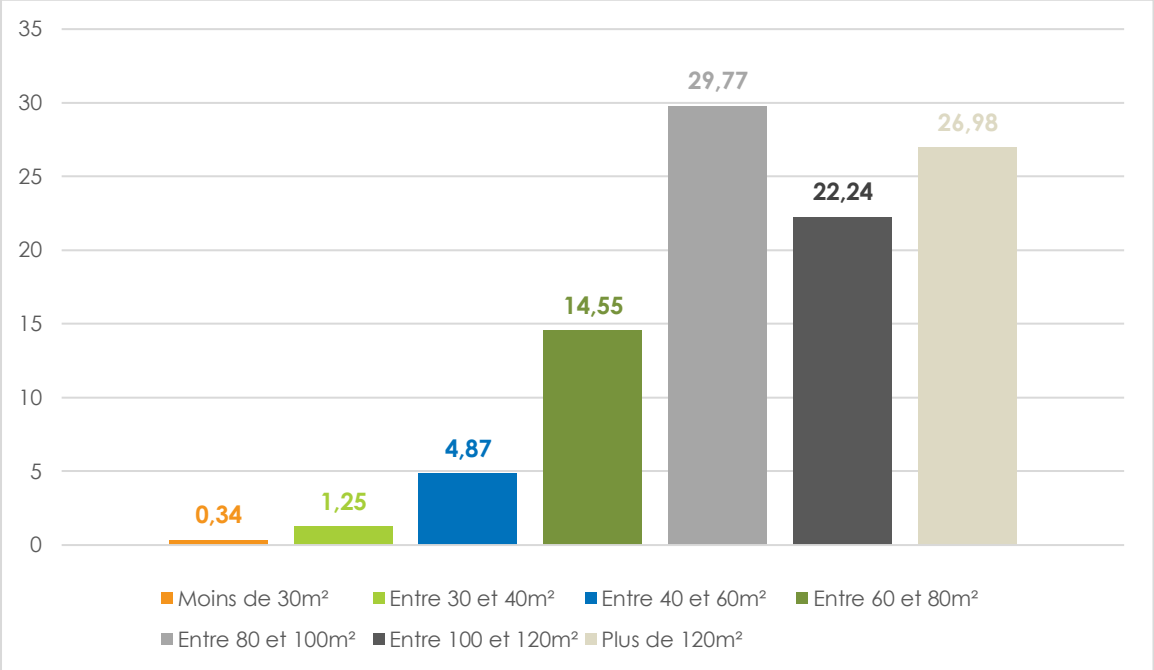
La taille des logements varie selon les communes de l'intercommunalité.

Les communes ayant le plus de logements de plus petites tailles (type T1 et T2) sont : Rouvrel (9,93%), Ailly-sur-Noye (9,18%), Moreuil (8,39%), Aubercourt (7,41%) et Esclainvillers (7,25%).

A contrario, les communes ayant le plus de logements de grandes tailles (type T5 et plus) sont : Cayeux-en-Santerre (78,95%), Sourdon (77,5%), Quiry-le-Sec (76,61%), Guyencourt-sur-Noye (76,54%) et Flers-sur-Noye (74,86%).

L'ensemble des communes montre cependant une prédominance en T5 et plus, suivie des T4, plus ou moins nombreux selon les communes.

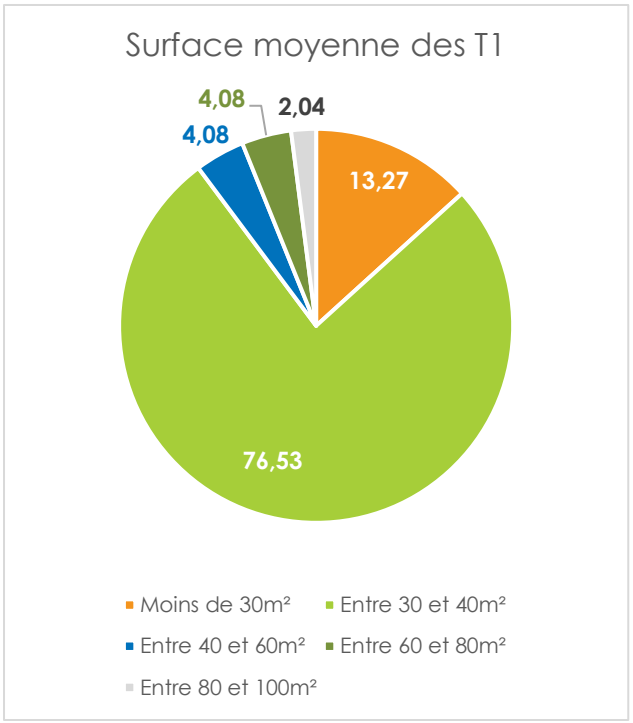
Superficie moyenne par logement parmi les résidences principales en 2018 (en%)

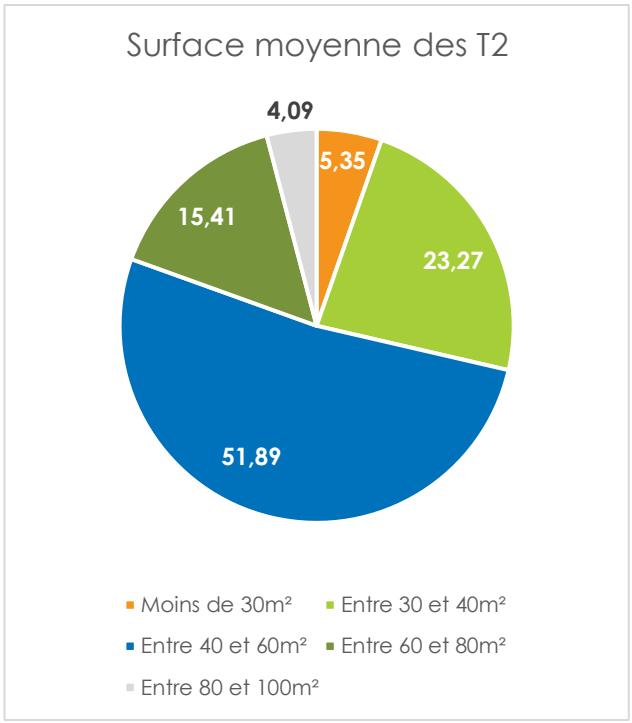


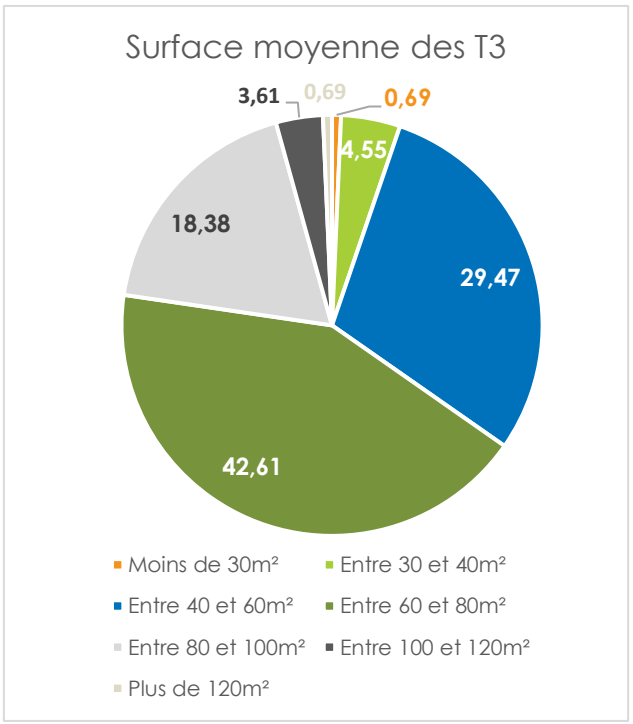
Au-delà du nombre de pièces par logements des résidences principales, les superficies peuvent être analysées. On constate que l'intercommunalité dispose d'une majorité de logements entre 80 et 100m² (29,77% du parc de logements). Néanmoins, la part des logements de 120m² et plus est de 26,98%. Plus généralement, les logements de 80m² et plus composent le parc de logements de l'intercommunalité à hauteur de 78,99%.

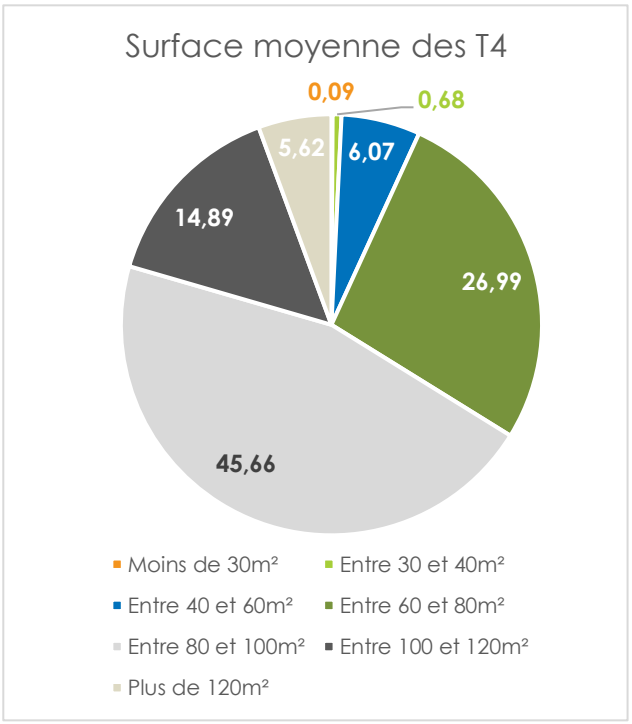
Les logements de petites superficies sont encore peu nombreux. 14,55% du parc de logements sont des logements entre 60 et 80m². De manière générale, les logements de petites superficies (allant jusque 80m²) représentent 21,01% du parc de logements de l'intercommunalité.

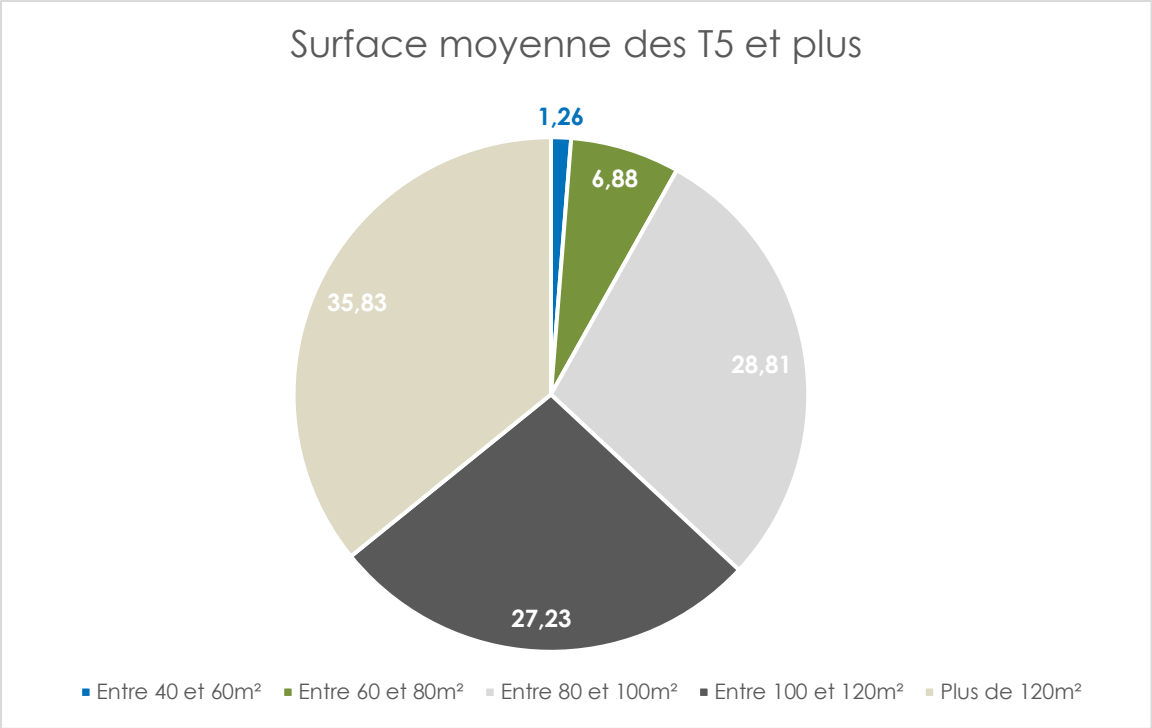
En croisant le nombre moyen de pièces par résidence principale et la superficie moyenne des logements, on constate que des petites typologies existent mais que le nombre de pièces est important :


Surface moyenne des T1
4,08
2,04
4,08
13,27
76,53
Moins de 30m²
Entre 30 et 40m²
Entre 40 et 60m²
Entre 60 et 80m²
Entre 80 et 100m²


Surface moyenne des T2
4,09
5,35
15,41
23,27
51,89
Moins de 30m²
Entre 30 et 40m²
Entre 40 et 60m²
Entre 60 et 80m²
Entre 80 et 100m²


Surface moyenne des T3
3,61
0,69
0,69
4,55
18,38
29,47
42,61
Moins de 30m²
Entre 30 et 40m²
Entre 40 et 60m²
Entre 60 et 80m²
Entre 80 et 100m²
Entre 100 et 120m²
Plus de 120m²


Surface moyenne des T4
0,09
0,68
5,62
6,07
14,89
26,99
45,66
Moins de 30m²
Entre 30 et 40m²
Entre 40 et 60m²
Entre 60 et 80m²
Entre 80 et 100m²
Entre 100 et 120m²
Plus de 120m²



En effet, bien que le nombre de logements de plus petites tailles soit à développer, on constate que les T2 sont en majorité des logements entre 40 et 60m² (51,89% des logements de type T2). Si on analyse les logements de type T3, 29,47% d'entre eux sont de même superficie que la majorité des T2. Plus encore, 6,07% des logements de type T4 et 1,29% des T5 ont également des superficies que l'on retrouve dans les T2.

Concernant les logements entre 60 et 80m², 15,41% des T2 en sont composés. Nous retrouvons également ces surfaces pour les logements de type T3 (42,61%) mais également pour les logements de type T4 (26,99%) et T5 et plus (6,88%).

Enfin, 4,09% des logements de type T2 ont des surfaces entre 80 et 100m².

En ce sens, le parc de logement est diversifié au sein de chaque typologie mais les typologies moins importantes sont encore trop peu nombreuses sur le territoire.

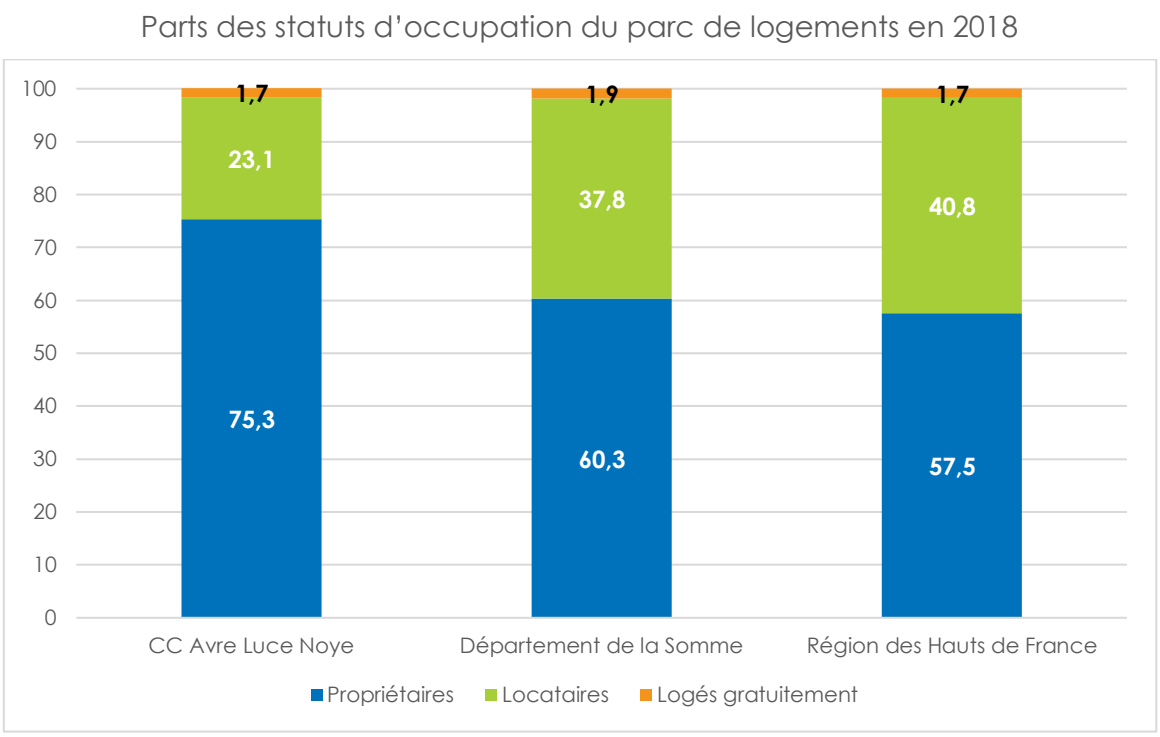
Ainsi, il ne s'agit pas uniquement de produire des logements d'une typologie précise mais d'optimiser les logements sur le nombre de pièces. De même, les anciennes constructions étaient beaucoup plus cloisonnées entre chaque élément d'habitation que les nouvelles constructions qui sont plus ouvertes afin d'optimiser les surfaces.

En ce sens, les nouvelles constructions devront être adaptées, non pas uniquement en fonction des typologies, mais également en fonction des surfaces.

4. *Le parc locatif et la migration résidentielle*

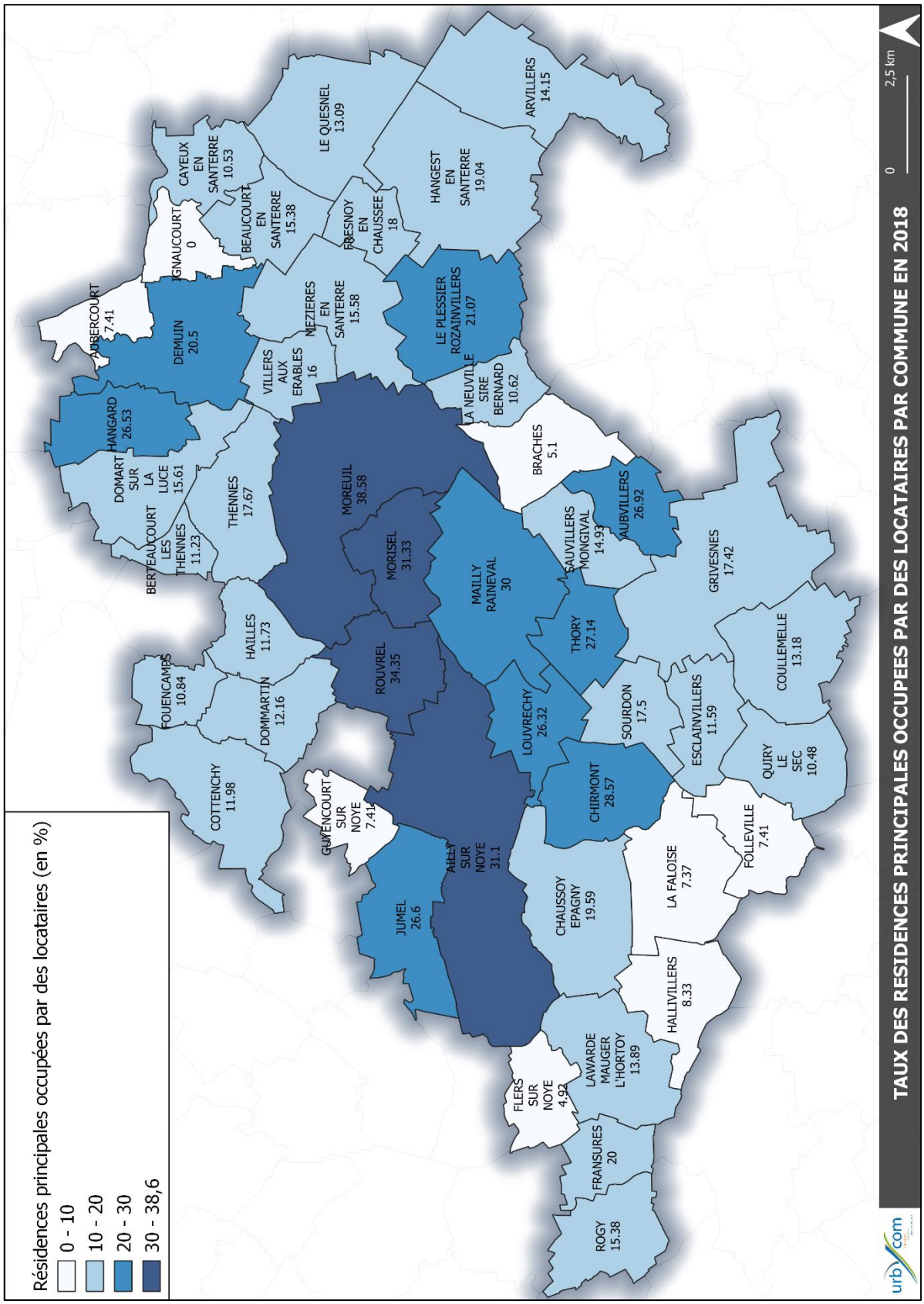
La migration résidentielle correspond aux changements de lieu de résidences d'une population. Cette dernière et la part de logements locatifs d'un territoire peuvent être analysés ensembles, puisque ces données sont corrélatives.

a. *Taux de logements locatifs*



Source : données INSEE 2018

Les chiffres de l'INSEE montrent que le taux de logements occupés par des propriétaires est plus élevé au sein de la Communauté de Communes (75,3%), en comparaison avec le Département (60,3%) et la Région (57,5%). Par conséquent, le taux de logements occupés par des locataires sur le territoire intercommunal y est plus faible. Les logements locatifs se trouvent généralement en plus grande proportion au sein des milieux urbains. Pour autant, l'intercommunalité dispose de logements sociaux à hauteur de 4,6% au sein de son parc locatif. Cela reste faible en comparaison avec le département (14,5%) ou la région (14,4%) mais cela s'explique par le caractère rural et le grand nombre de propriétaire sur le territoire.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

A l'échelle de la Communauté de Communes, le taux de logements locatifs n'est pas homogène. Il passe de 0% à Ignaucourt à 38,58% à Moreuil. Il n'existe pas de corrélation systématique entre le taux de logements locatifs et le poids démographique des communes. Par exemple, Hangard a un taux de logements locatifs de 26,53%, qui est supérieur à la moyenne du secteur (23,1%), alors qu'Hangest-en-Santerre ou encore Le Quesnel ont un taux inférieur à la moyenne (19,04% et 13,09%).
Cependant, précisons que les communes les plus peuplées, c'est-à-dire Ailly-sur-Noye et Moreuil disposent des taux de logements locatifs parmi les plus élevés.

Rappel : *Population en 2018*

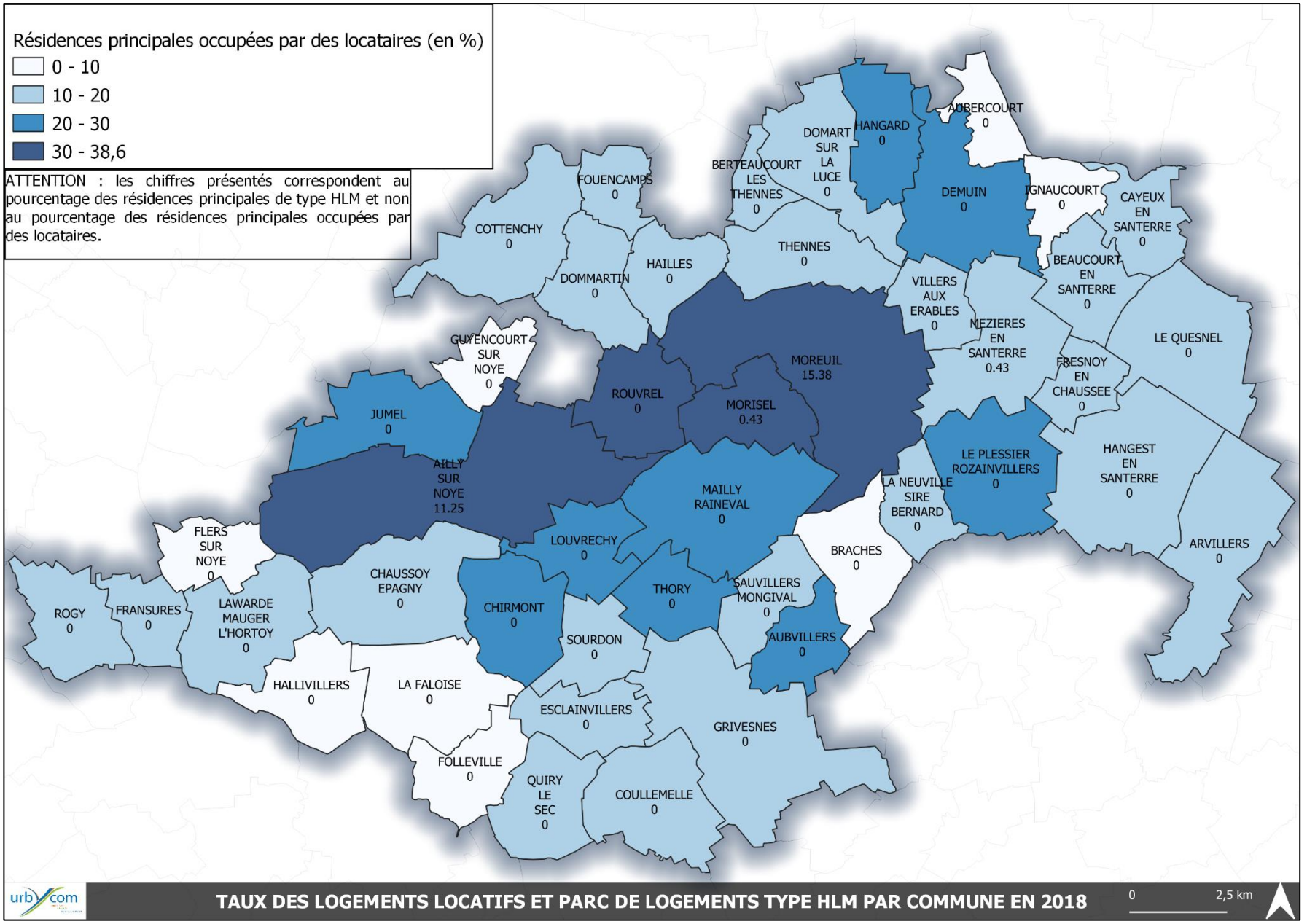
Moreuil	Ailly-sur-Noye	Hangest-en-Santerre	Le Quesnel	Hangard
3 968	*2 835*	*1 014*	*786*	*124*

Le développement de nouveaux logements locatifs devra être orienté selon des logiques de proximité avec les équipements et les services présents sur le territoire.

De plus, ils seront à accentuer dans les communes qui se situent en dessous de la moyenne intercommunale de manière à assurer un bon roulement du parc logements.

Parmi les 23,1% de logements locatifs, le secteur compte 4,6% de logements HLM loués vides, en 2018 (comme rappelé ci-dessus). Le territoire connait donc un manque de logements sociaux.

De nombreuses communes du territoire ne comptent aucun logement HLM dans leur parc (cf : carte ci-dessous). Seules les communes de Ailly-sur-Noye, Moreuil et Morisel disposaient de logements HLM loués vides en 2018.

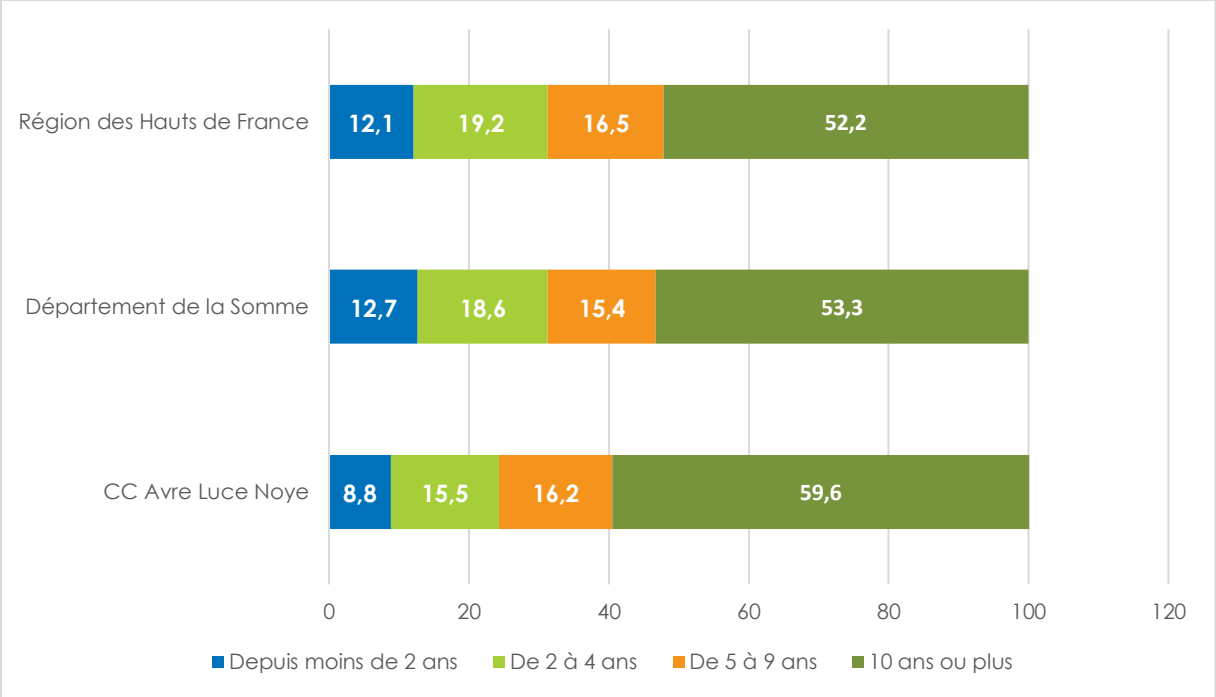


Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

b. *Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale*

L'ancienneté d'emménagement montre la capacité d'un parc logement à se réadapter aux types de ménages qui les occupent. Les ménages changent de résidence principale plusieurs fois dans une vie en fonction de leur évolution, passant de couple, à couple avec enfants, de nouveau couple ou personne seule…etc. Ainsi, la fréquence de migration résidentielle montre la capacité qu'ont les ménages à changer de logement pour s'installer dans un type de logement mieux adapté à ses besoins. Plus la migration résidentielle est élevée, plus le parc logements est adapté à ses occupants.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2018(en%)



Source : données INSEE 2018

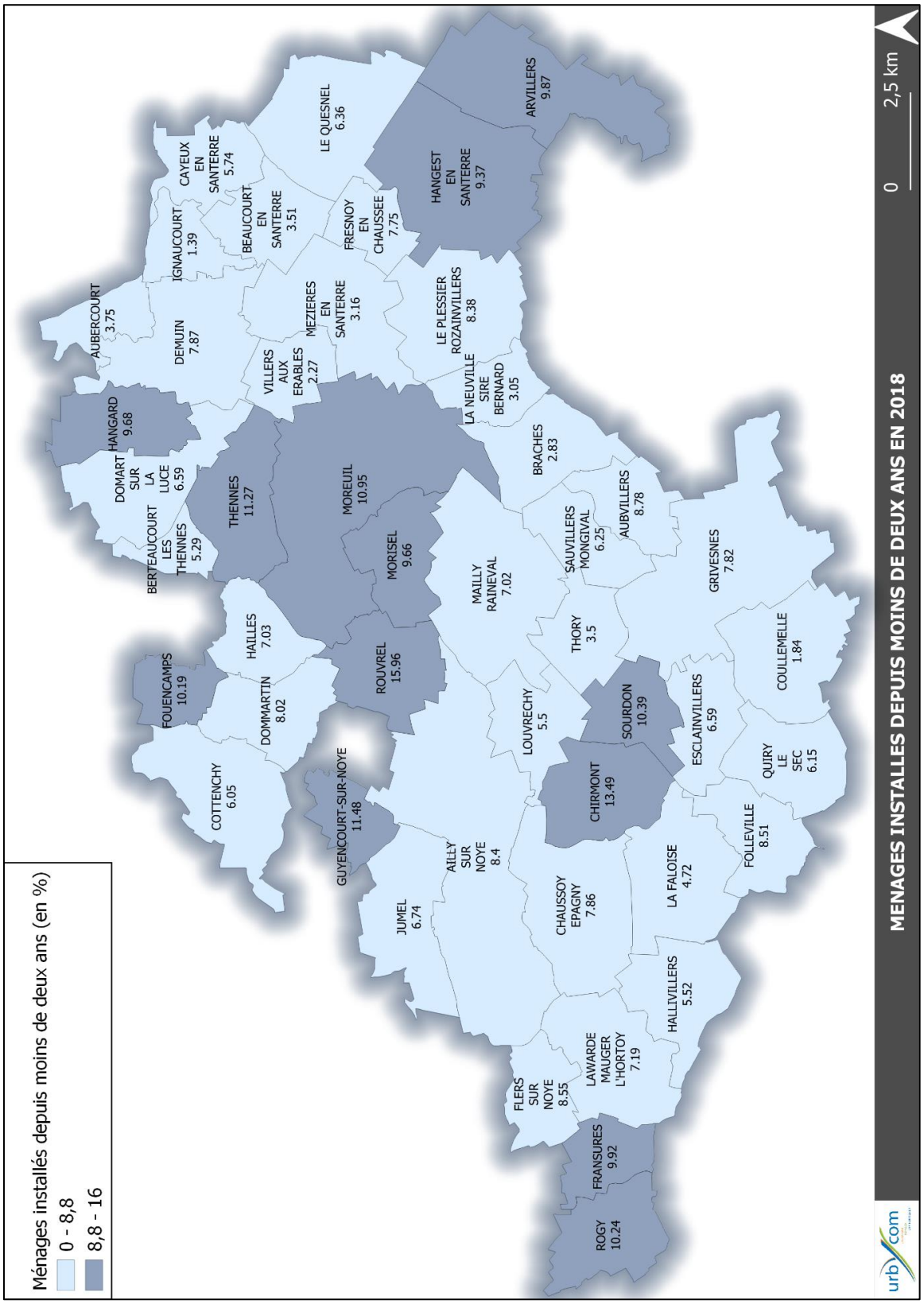
L'Intercommunalité dispose d'une migration résidentielle plus faible en comparaison avec le Département et la Région.

En effet, les ménages s'implantent plus durablement au sein de leur résidence principale : 59,6% des ménages occupent le même logement depuis plus de 10 ans contre 53,3% pour le Département de la Somme et 52,2% pour la Région.

Seuls 8,8% des ménages sont installés depuis moins de 2 ans (contre 12,7% et 12,1% aux échelons supérieurs) et 15,5% entre 2 et 4 ans (contre 18,6% pour le Département de la Somme et 19,1% pour la Région).

Cette faible migration résidentielle provient en partie du faible taux de logements locatifs présent sur le territoire. En effet, plus il y a de logements locatifs, meilleure est la migration résidentielle (il est plus simple de changer de location que de propriété). Le développement du parc locatif sur certaines

communes du territoire intercommunal permettrait de faciliter la migration résidentielle des habitants, sur un même territoire.

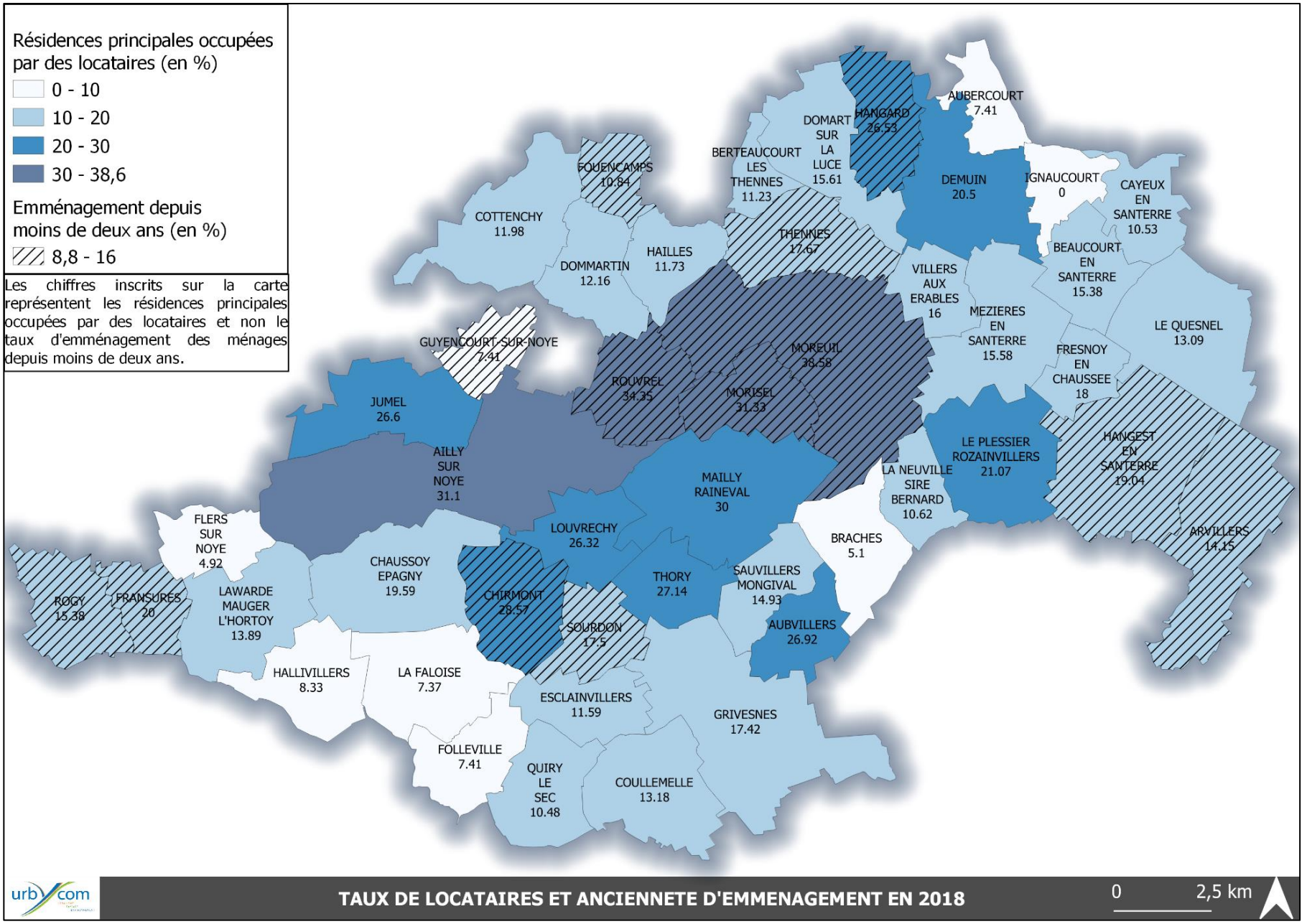


Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

En analysant l'ancienneté d'emménagement des ménages en 2018, et notamment le taux d'emménagement depuis moins de deux ans, on constate que seules les communes de Hangard, Fouencamps, Guyencourt-sur-Noye, Thennes, Moreuil, Morisel, Rouvrel, Hangest-en-Santerre, Arvillers, Sourdon, Chirmont, Fransures et Rogy sont au-dessus de la moyenne de l'intercommunalité. Ainsi, les dynamiques d'emménagement ne sont pas les mêmes.

Cependant, il n'existe aucune corrélation entre le taux des résidences principales occupées par des locataires et l'ancienneté d'emménagement (voir carte ci-dessous).

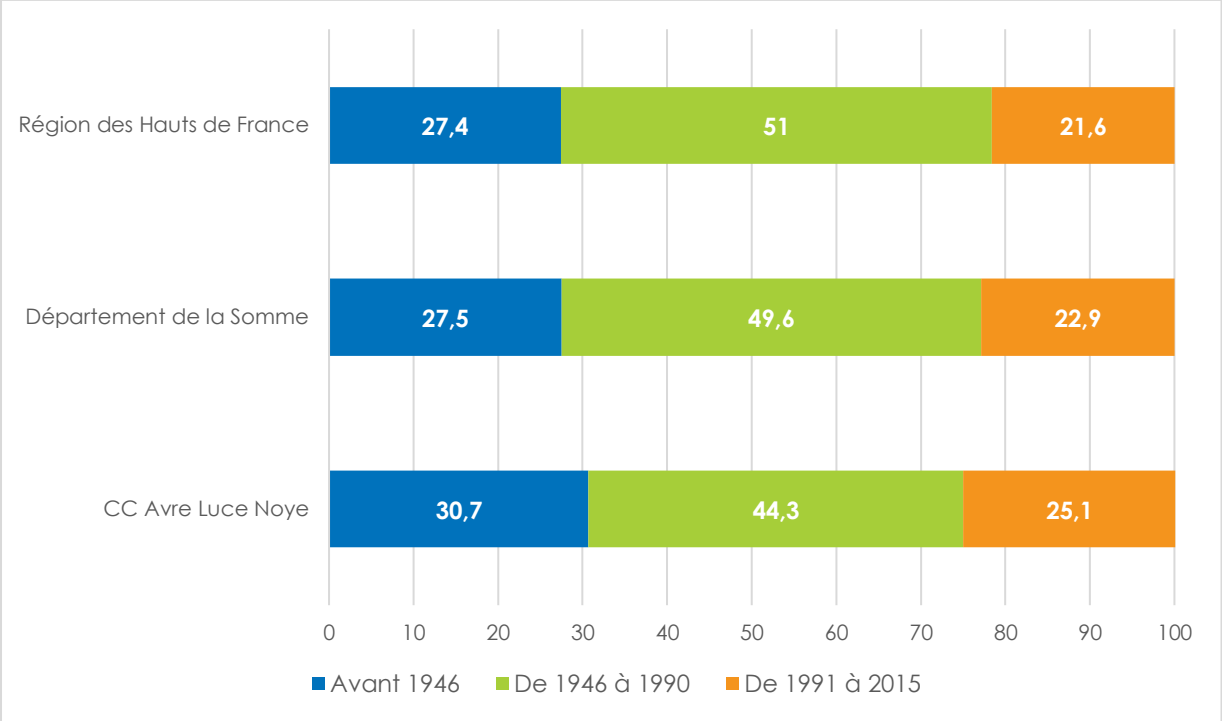
En effet, même si le parc locatif permet une migration résidentielle plus simple, le taux d'ancienneté d'emménagement depuis moins de deux ans montre que des communes ayant un faible parc locatif ont pourtant un taux supérieur à la moyenne de l'intercommunalité concernant les emménagements depuis moins de deux ans. C'est notamment le cas de Guyencourt-sur-Noye qui a un taux de 7,41% de résidences principales occupées par des locataires et un taux de 11,5% d'emménagement depuis moins de deux ans. A l'inverse, la commune d'Ailly-sur-Noye dispose de 31,1% de résidences principales occupées par des locataires et d'un taux d'emménagement depuis moins de deux ans de 8,4%.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

5. *Ancienneté du parc*

Résidences principales en 2018 selon la période d'achèvement (en %)



Source : données INSEE 2018

En comparaison avec le Département de la Somme et la Région des Hauts de France, l'intercommunalité est marquée par un taux élevé de logements anciens (construits avant 1946), qui représente quasiment un tiers des résidences principales (30,7%).

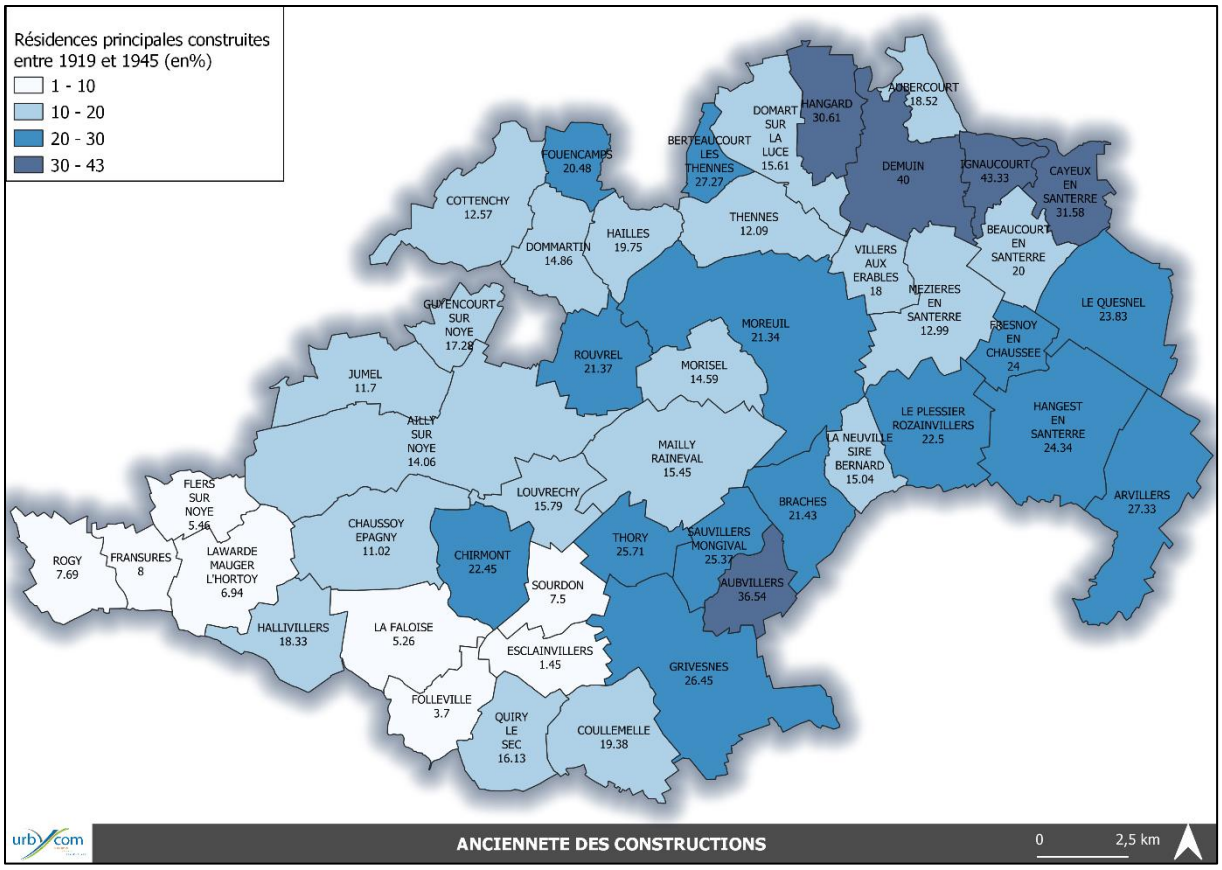
Cependant, le département et la région montrent des taux plus élevés de constructions entre 1946 et 1990 (51% pour la région, et 49,6% pour le département contre 44,3% pour la Communauté de Communes).

Sur les constructions les plus récentes (depuis 1991), l'intercommunalité montre un taux plus important (25,1% contre 22,9% à l'échelle départementale et 21,6% à l'échelle régionale).

Le taux élevé de logements anciens au sein de l'intercommunalité peut être à l'origine de problèmes de vétusté ou de précarité énergétique, qui peuvent expliquer l'augmentation du nombre de logements vacants : il est parfois moins couteux d'investir dans la construction d'un nouveau logement que dans la réhabilitation d'un logement ancien.

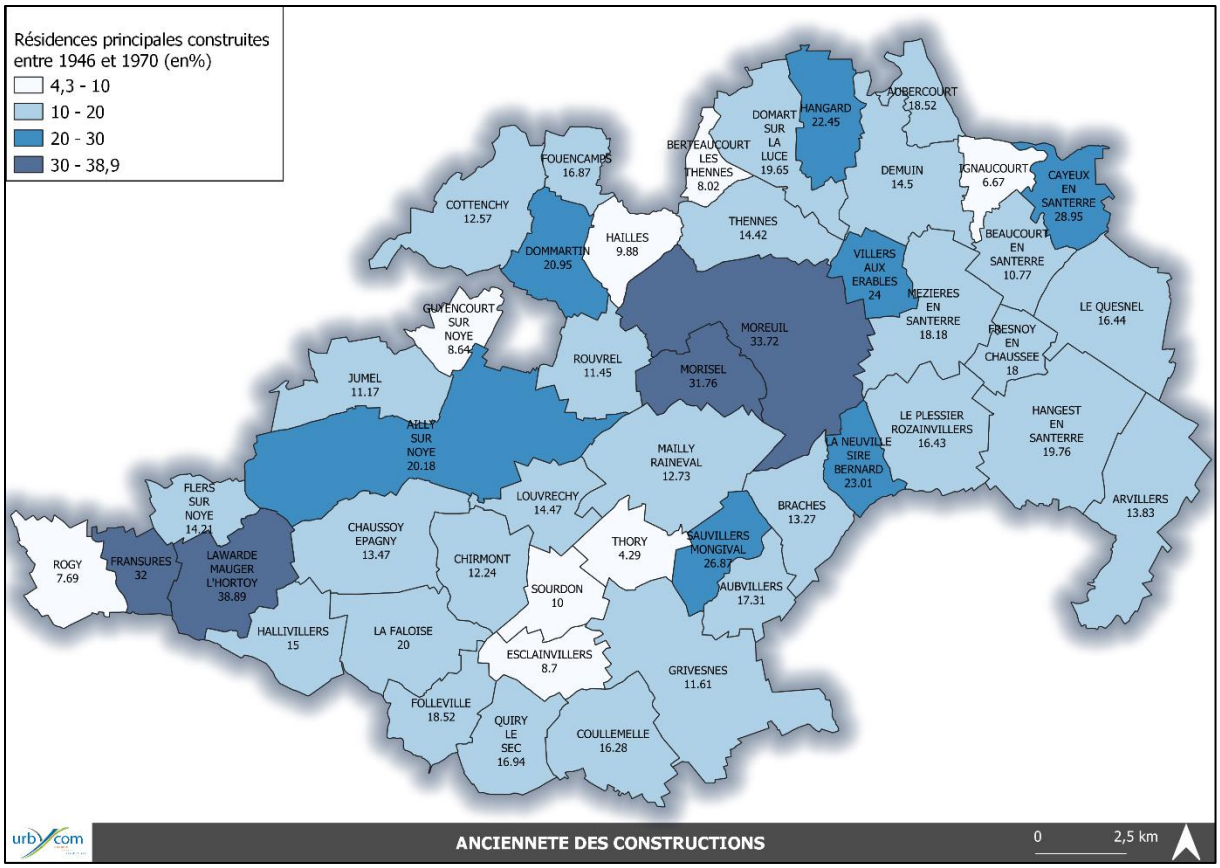
En parallèle, le parc de logements anciens constitue également un patrimoine riche, qui pourra être préservé par le biais des outils réglementaires (*voir partie patrimoine*).

A l'échelles des communes, l'ancienneté des constructions est très hétérogène :



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Si l'on se penche sur les résidences principales construites entre 1919 et 1945, on s'aperçoit que les communes de Demuin, Hangard, Ignaucourt Cayeux-en-Santerre et Aubvillers ont plus de 30% de leurs résidences principales construites sur cette période (43% sur la commune de Ignaucourt). Cela témoigne d'un parc de logement très ancien sur ces communes.

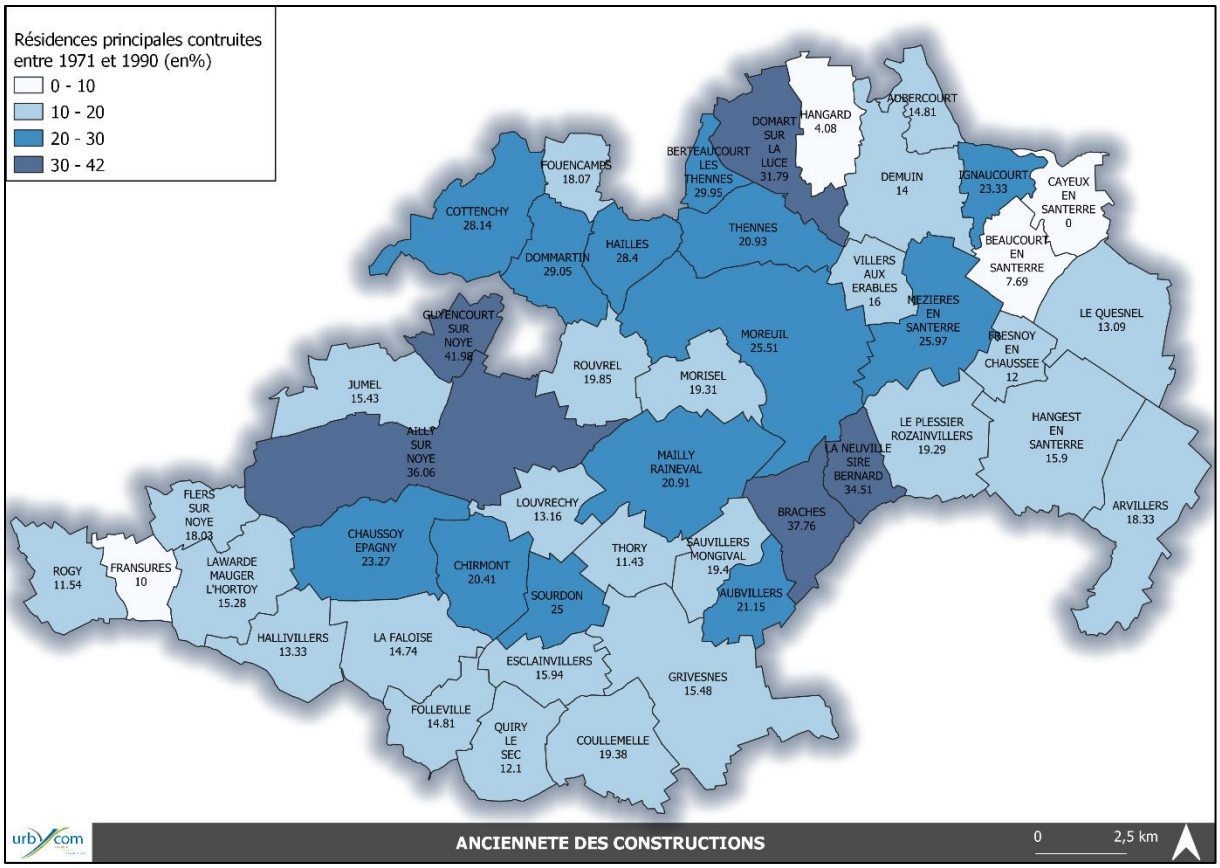


Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

La carte ci-dessus montre quant à elle que plus de 30% des résidences principales sur les communes de Lawarde-Mauger-L'Hortoy, Moreuil, Fransures et Morisel ont été construites entre 1946 et 1970.

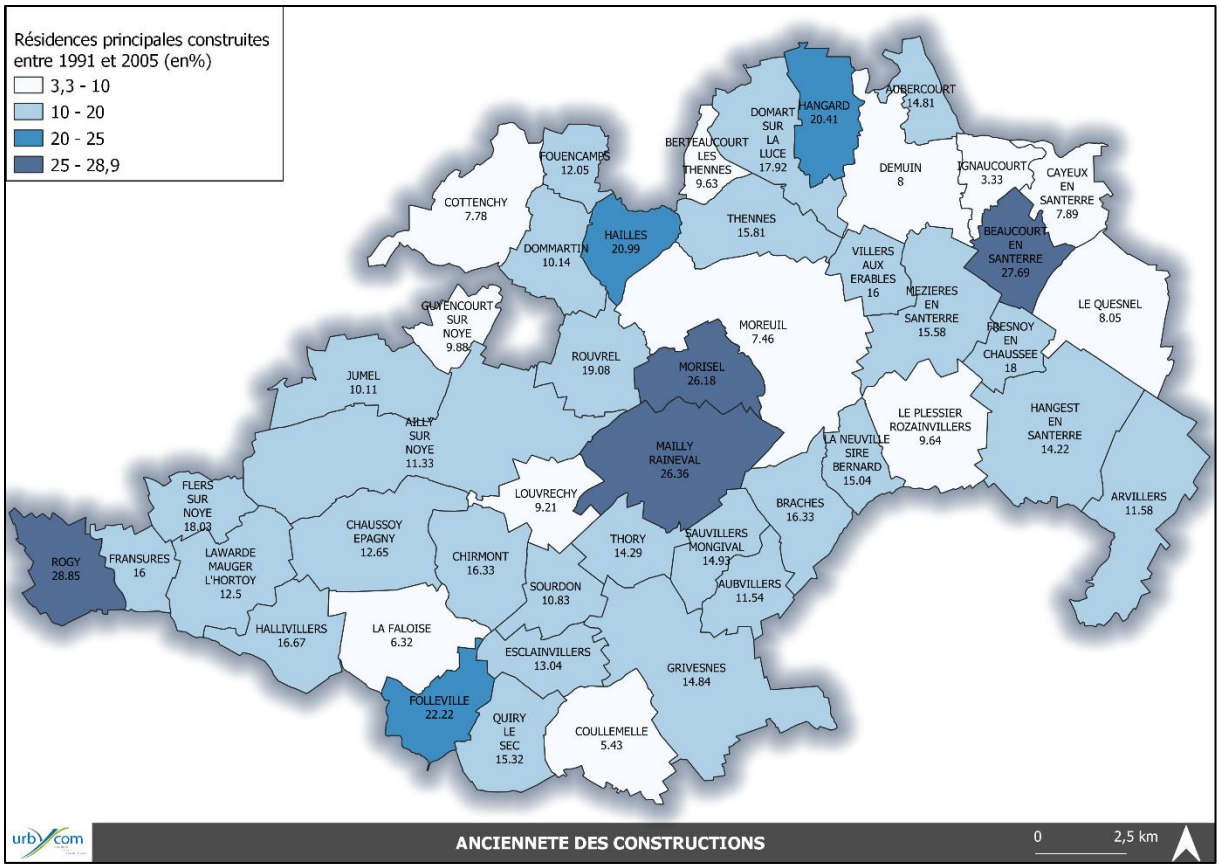
Si nous additionnons le pourcentage des résidences principales construites sur les périodes 1919-1945 et 1946-1970 pour les communes ayant les taux les plus élevés, on constate que la commune de Cayeux en Santerre dispose de 60,5% de résidences principales construites avant 1970 soit quasiment 2/3 de son parc de logements. De plus, on constate que globalement, les communes ont une moitié de leur parc de logements composée de logements anciens et donc une moitié plus récente.

Communes	Résidences principales construites avant 1970
Demuin	54,5%
Hangard	53,06%
Ignaucourt	50,00%
Cayeux-en-Santerre	**60,53%**
Aubvillers	53,85%
Lawarde-Mauger-l'Hortoy	45,83%
Moreuil	55,06%
Fransures	40,00%
Morisel	46,35%



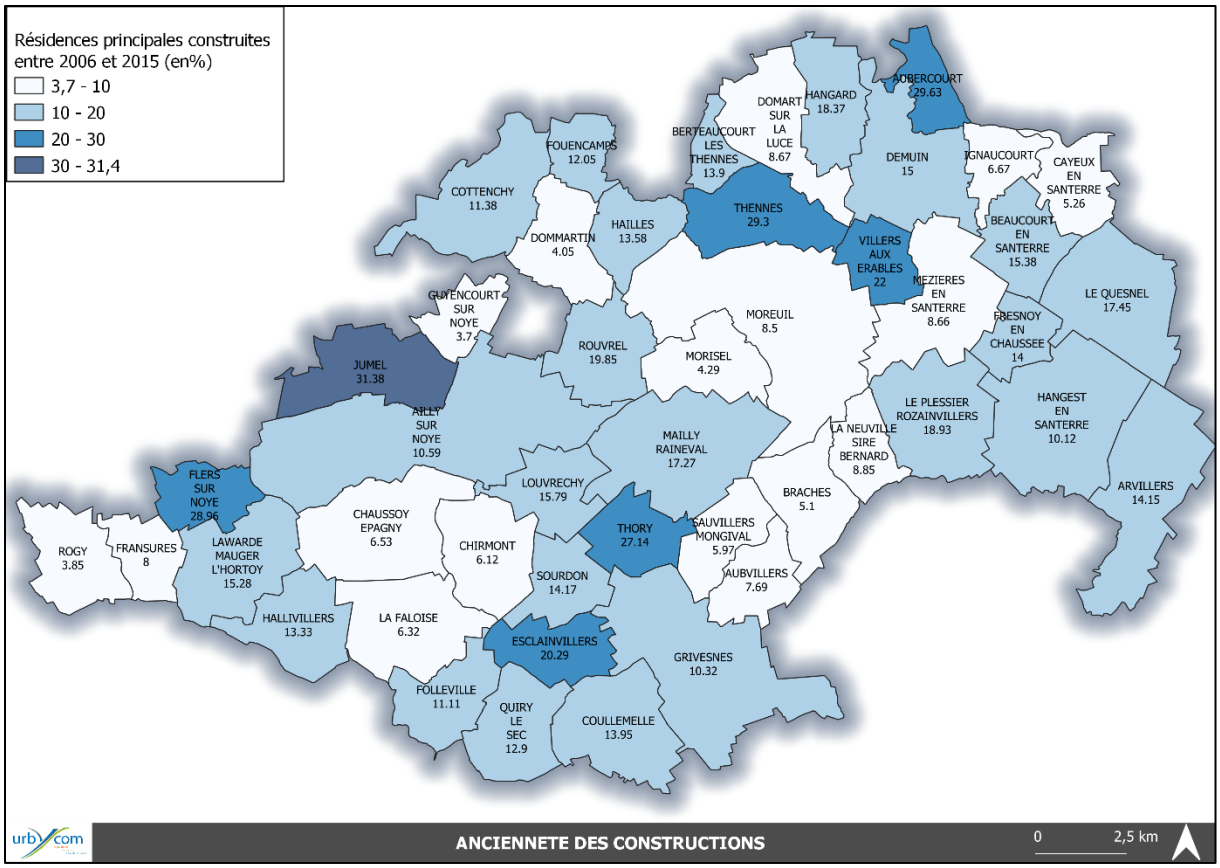
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

La carte présentée ci-dessus montre une croissance de construction de résidences principales sur la période 1971-1990 notamment pour les communes de Guyencourt sur Noye, Ailly-sur-Noye, Braches, la Neuville-sire-Bernard et Domart-sur-la-Luce ayant quasiment un tiers de leur parc de logements construit à cette période (plus de 30%).



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Entre 1991 et 2005, les constructions de résidences principales ralentissent sur l'ensemble du territoire. En effet, contrairement aux périodes précédentes, aucune commune ne dispose de plus de 30% de son parc de logements construits à cette période. Cependant, on constate que les communes de Rogy, Beaucourt-en-Santerre, Mailly-Raineval et Morisel ont plus de 25% de leurs résidences principales construites sur cette période, ce qui témoigne de logements récents et exprime un besoin en logements sur cette tranche.



Source : Cartographie Urbycom, données Insee

Enfin, la dernière période montre que quasiment 1/3 du parc de logements de la commune de Jumel a été construit entre 2006 et 2015, ce qui révèle des constructions récentes qui s'expliquent notamment par sa proximité avec Ailly-sur-Noye. En outre, on s'aperçoit que les communes d'Aubercourt, Thennes et Flers-sur-Noye ont quasiment 30% de leurs résidences principales construites sur cette période plus récente.

Les communes ayant un taux important de résidences principales construites sur la période 1946-1970 c'est-à-dire Fransures, Lawarde-Mauger-l'Hortoy, Moreuil et Morisel montrent des taux plus faibles sur cette dernière période à l'exception de Lawarde-Mauger-l'Hortoy qui dépasse les 15% de résidences principales construites entre 2006 et 2015.

6. *Synthèse de l'analyse habitat*

Le diagnostic de l'habitat a permis de constater une croissance du nombre de logements plus importante que la croissance démographique. En ce sens, le territoire devra veiller à optimiser le foncier existant.

En outre, le diagnostic a fait état de la croissance du nombre de logements vacants sur le territoire (+58% en 10 ans). Le PLUi devra donc intégrer des objectifs de résorption de la vacance afin de ralentir ce phénomène.

Le territoire devra également développer l'offre locative sur le territoire qui représente encore une faible part (23,1%), afin d'accueillir les jeunes ménages et assurer leur parcours résidentiel au sein de l'intercommunalité.

Par ailleurs, la Communauté de Communes est marquée par un taux élevé de logements anciens (30,7% des résidences principales ont été construites avant 1946). En ce sens, le territoire devra veiller à la rénovation de ces logements afin de lutter contre la précarité énergétique notamment.

Enfin, le diagnostic de l'habitat a démontré que le parc de logements est majoritairement composé de logements de type T5. Cependant, les surfaces des logements montrent que pour les années à venir, il s'agira d'optimiser les logements sur le nombre de pièces.

IV. ANALYSE SOCIO-ECONOMIQUE

1. *Profil économique des habitants*

a. *Taux d'activité et taux d'emploi*

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs, c'est-à-dire à la fois les actifs occupés et les chômeurs, sur l'ensemble de la population qui est en âge de travailler (qui correspond à la tranche d'âge des 15 – 64 ans selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques). Alors que, le taux d'emploi est la proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler.

En 2018, l'intercommunalité recense 10 602 actifs pour une population de 15 à 64 ans qui s'élevait à 13 658 personnes, soit un taux d'activité de 77,6%. Le département de la Somme dispose quant à lui d'un taux d'activité de 71,3% et la région des Hauts de France, d'un taux de 71,4%. La Communauté de Communes dispose donc d'un taux d'activités plus élevé.

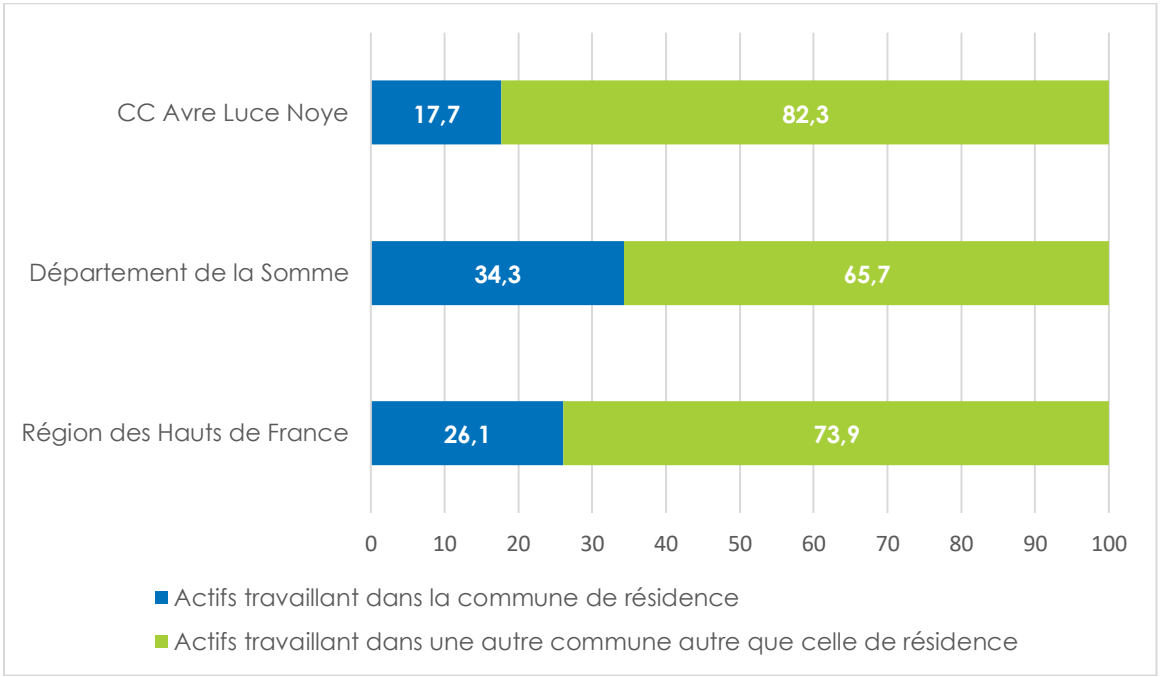
Parmi les actifs de l'intercommunalité, 69,6% ont un emploi, contre 60,2% pour le Département et 59,7%% pour la région.

La population située au sein de la Communauté de Communes connait donc un meilleur contexte économique en comparaison avec le Département et la Région.

b. *Lieu de travail des actifs*

Selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques le lieu de travail correspond à « *la zone géographique où une personne exerce son activité professionnelle. Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que chauffeur-routier, chauffeur de taxi, commerçant ambulant les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour le travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence* ».

Taux des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi dans leur commune de résidence

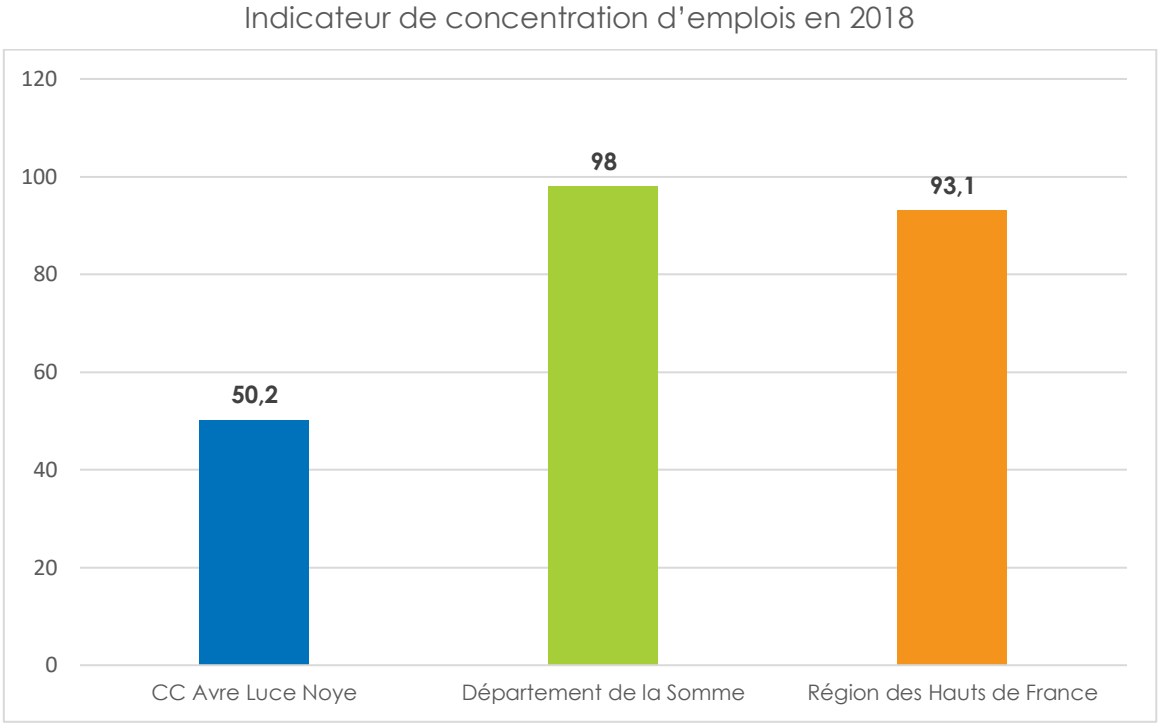


Source : données INSEE 2018

A l'échelle du territoire, seuls 17,7% des actifs ayant un emploi travaillent au sein de leur commune de résidence, contre 34,3% pour le Département de la Somme et 26,1% pour la Région des Hauts-de-France.

Le caractère rural du territoire et le peu d'emplois qui s'y trouvent obligent la plupart de ses habitants à se déplacer quotidiennement pour aller travailler dans une autre commune. Généralement, les habitants de communes rurales rejoignent des milieux plus urbains ou industrialisés, qui concentrent une grande part des emplois.

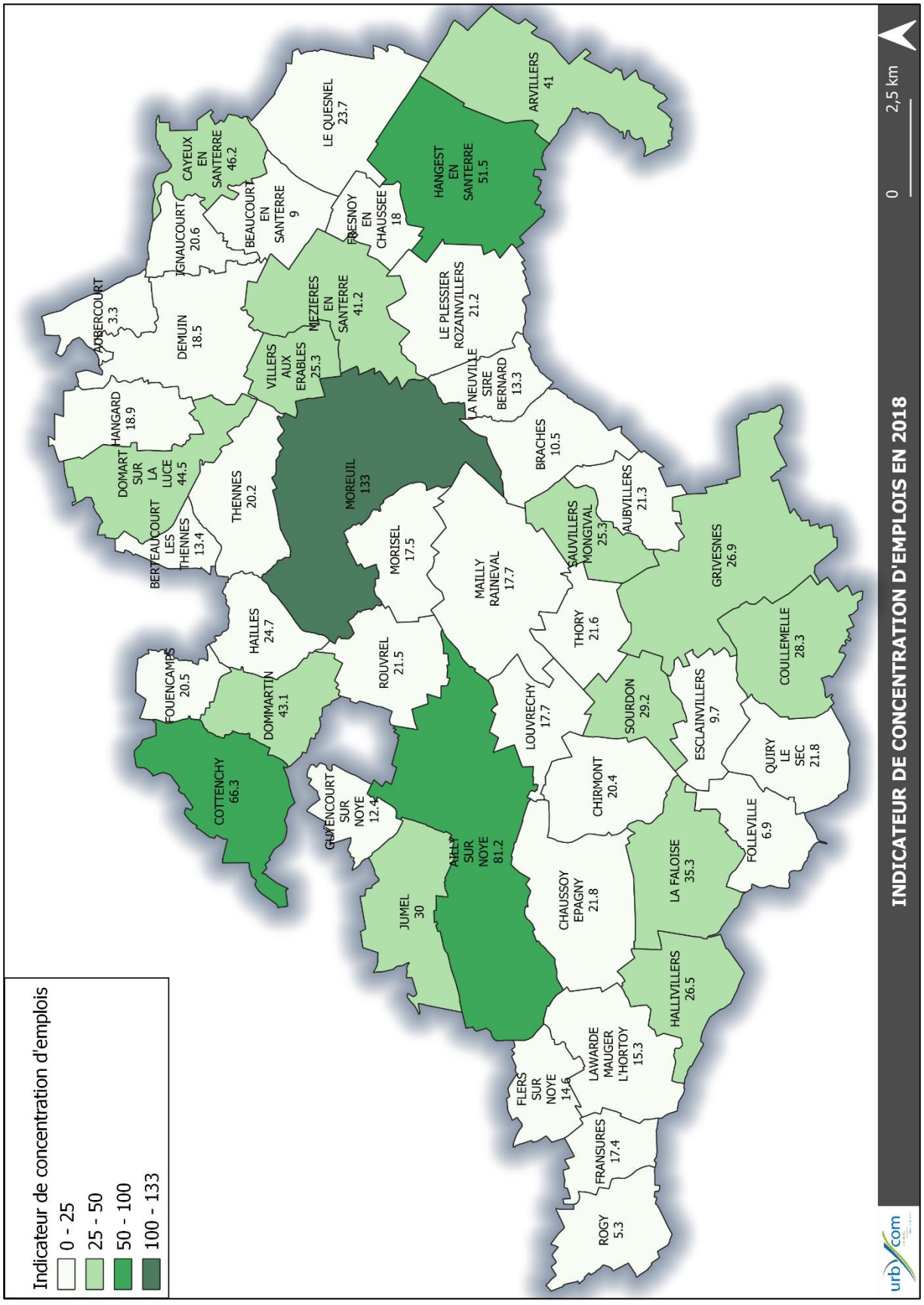
L'indicateur de concentration d'emplois donne une idée du lieu de travail des actifs : il représente le nombre d'emplois proposés sur une commune pour 100 actifs ayant un emploi y résidant. Les communes qui ont un indicateur de concentration d'emplois supérieur à 100 proposent donc plus d'emplois qu'elles n'abritent d'actifs ayant un emploi. Ces communes attirent donc quotidiennement des travailleurs venus de l'extérieur sur leur territoire.



Source : données INSEE 2018

En 2018, la Communauté de Communes propose moins d'emplois par rapport au nombre d'actifs ayant un emploi qui y résident, qu'à l'échelle du département et de la Région (50,2 contre 98 et 93,1). Ainsi, de nombreux résidants sont amenés à se déplacer vers d'autres territoires pour travailler. Le territoire a donc une vocation principalement résidentielle.

A l'échelle de l'intercommunalité, seul Moreuil a un indicateur de concentration d'emplois supérieur à 100.

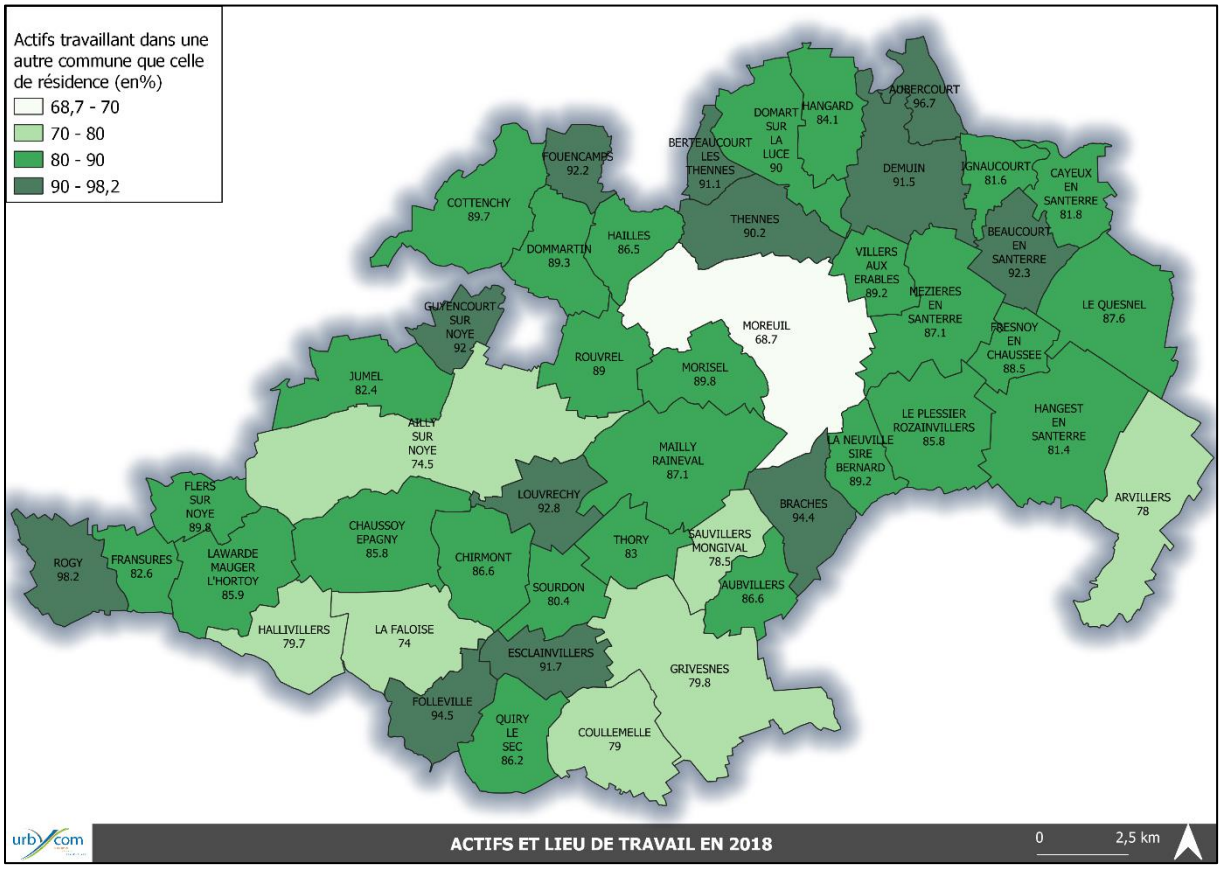


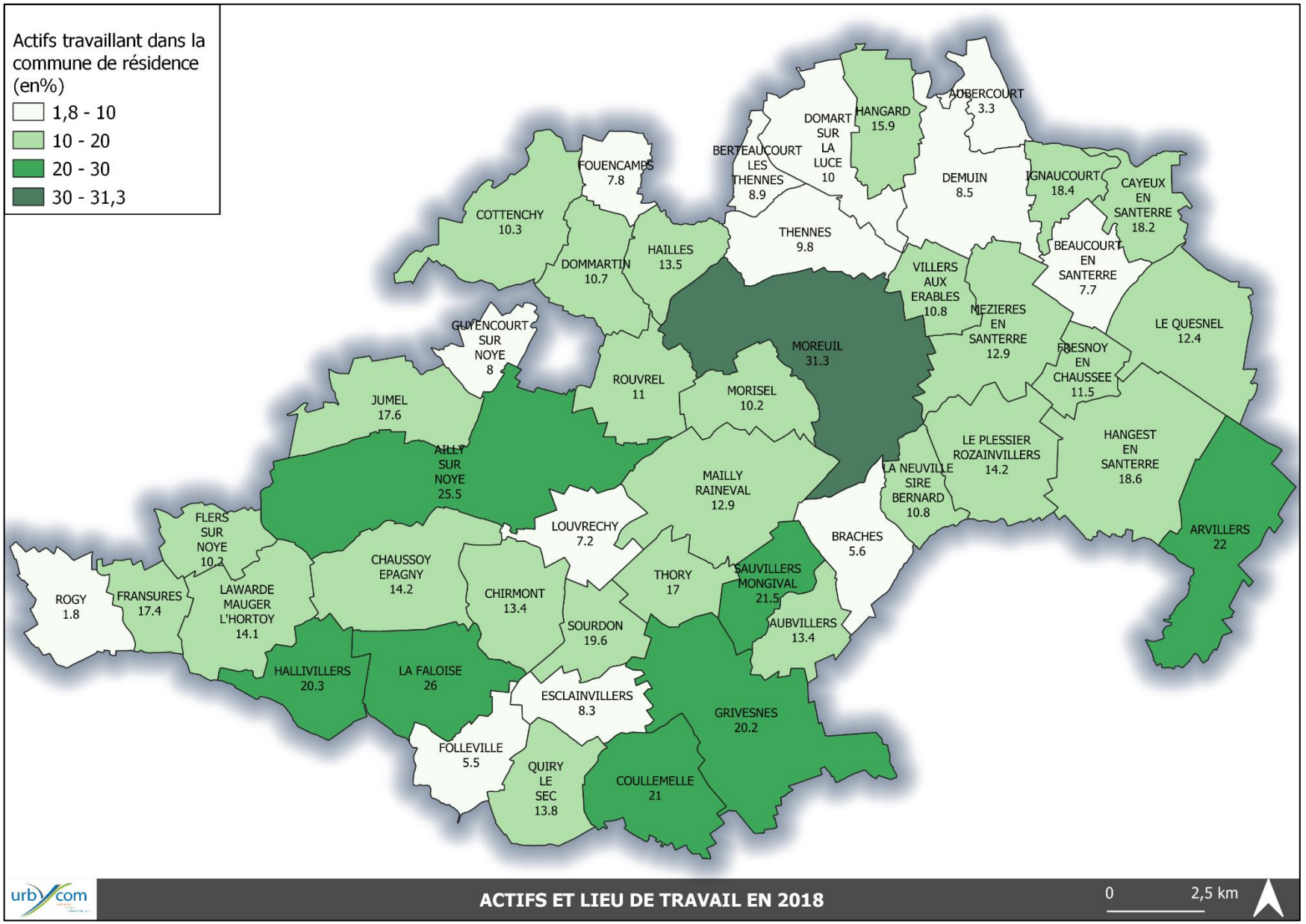
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Un zoom sur le territoire concernant les déplacements peut également être fait. Les cartes suivantes, reprennent les parts d'actifs travaillant dans la commune de résidence et ceux travaillant à l'extérieur, par commune.

Nous pouvons observer que la majorité des communes ont les 3/4 de leurs actifs qui travaillent dans une commune autre que celle de leur résidence.

Seule la commune de Moreuil a un taux plus élevé d'actifs qui travaillent au sein de la commune de résidence. Cela est en corrélation directe avec l'indicateur de concentration d'emplois élevé sur la commune.





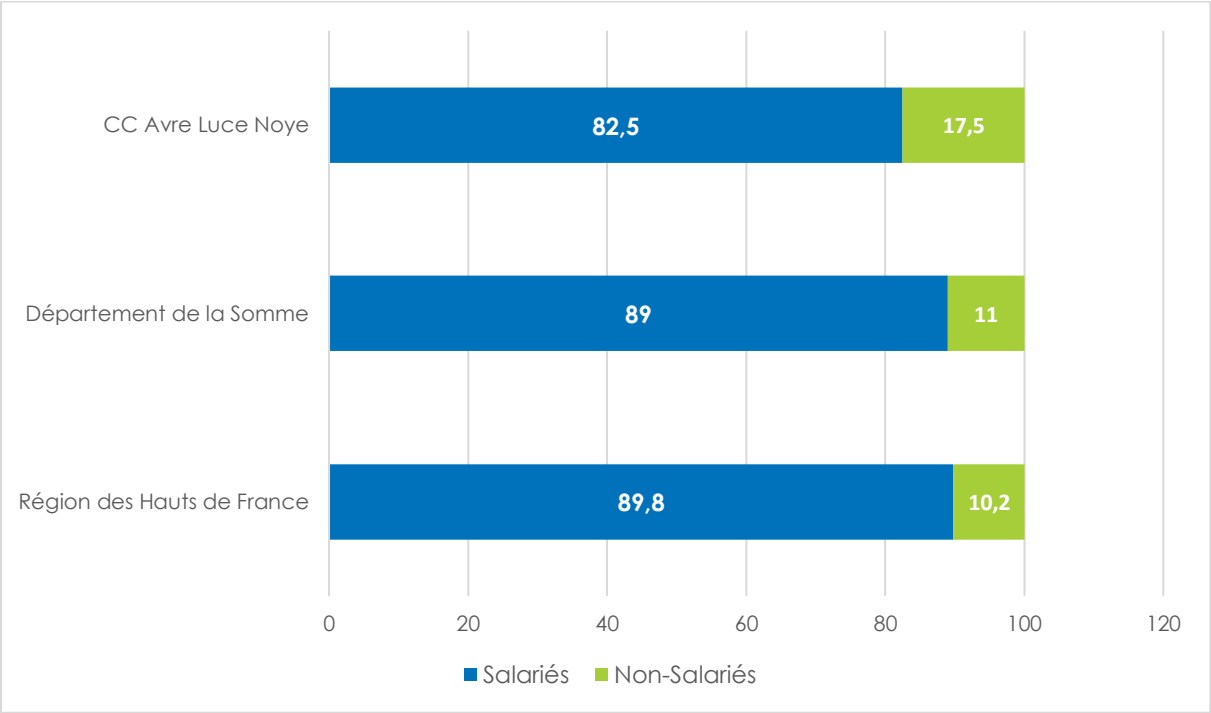
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

c. *Profil des actifs : salariés et non-salariés*

L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques subdivise la catégorie des salariés en plusieurs sous-catégories : les titulaires de la fonction publique et les contrats à durée indéterminée, les contrats à durée déterminée, les intérimaires, les emplois aidés et les apprentis ou les stagiaires.

La catégorie des non-salariés, quant à elle, comprend : les indépendants, les employeurs et les aides familiales.

Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2018 (en%)

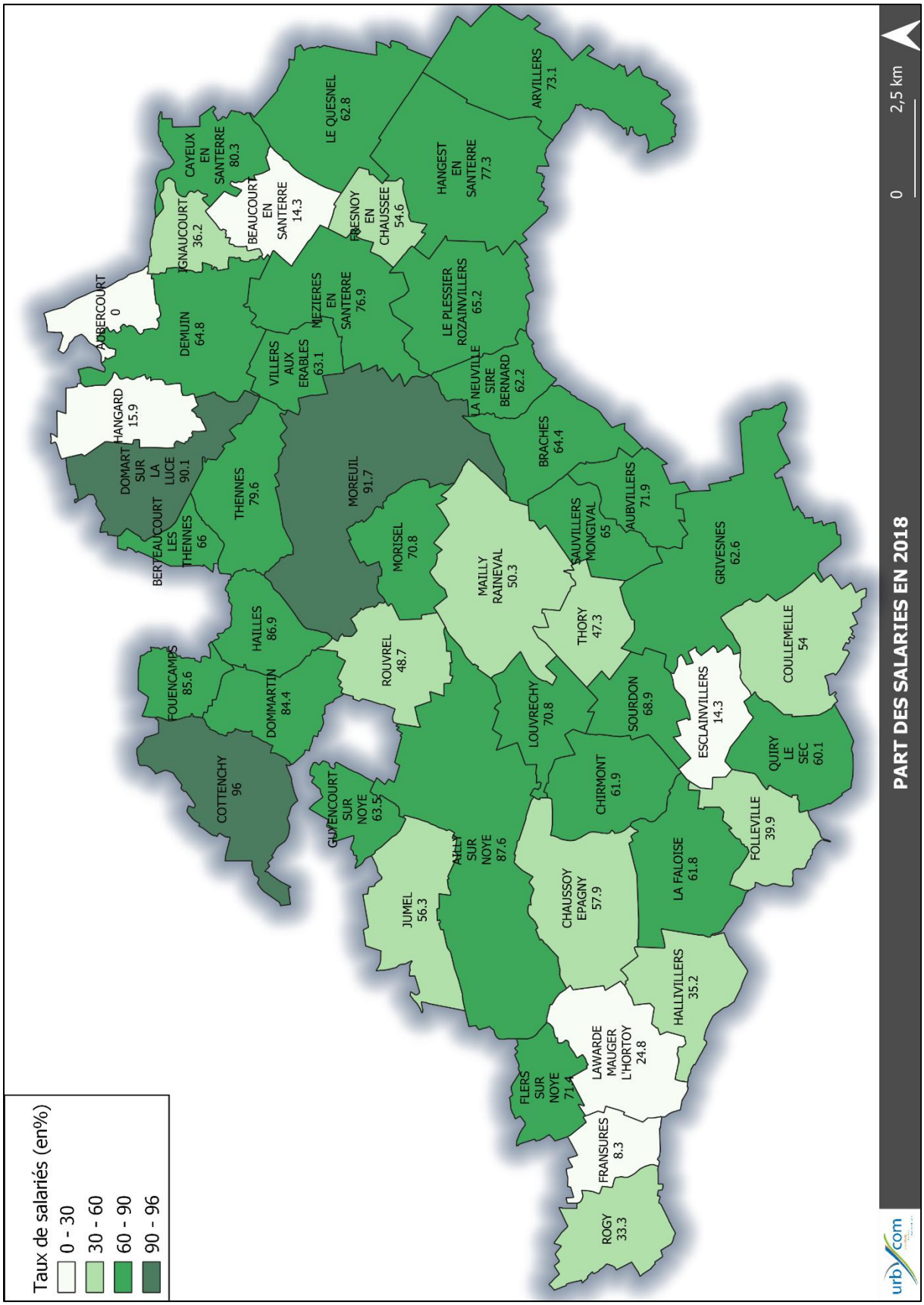


Source : données INSEE 2018

A l'échelle du territoire, 82,5% des actifs ayant un emploi ont le statut de salarié, contre 89% le département et 89,8% pour la région.

L'intercommunalité concentre une part importante d'emplois non-salariés en comparaison avec les autres échelles analysées : 17,5% des emplois proposés sont non-salariés. Pour le département et la région, les taux des non-salariés tournent autour de 10%.

Si nous regardons plus attentivement ces chiffres au sein de chaque commune du territoire (cf : carte ci-contre), nous observons que la plupart des communes ont une proportion importante d'actifs ayant le statut de salariés. Les communes de Moreuil, Domart-sur-la-Luce et Cottenchy montrent un taux de plus de 90%. A l'inverse, la commune de Ignaucourt (limitrophe à la commune de Domart-sur-la-Luce), ne dispose d'aucun actif ayant un emploi avec le statut de salarié.
Plus globalement, la majorité des communes ont un taux de 60% et plus.



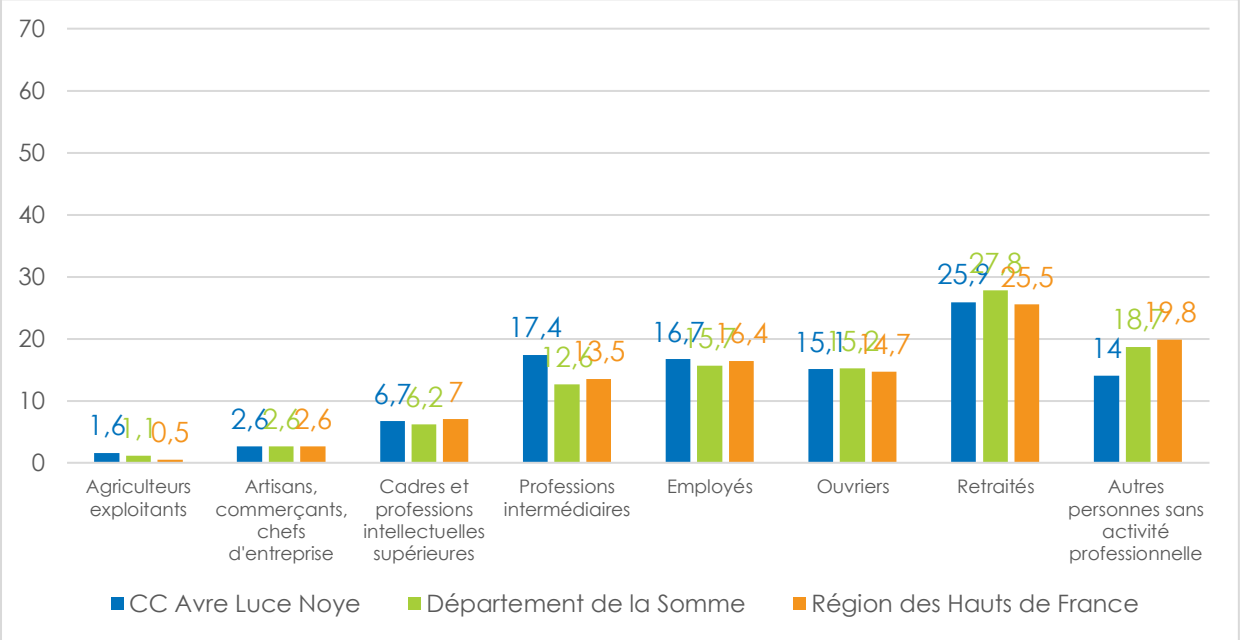
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

d. Les professions et catégories socioprofessionnelles

La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles, établit par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, classe la population selon une synthèse de la profession, de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non). Il existe donc huit catégories socioprofessionnelles :

- Les agriculteurs exploitants,
- Les artisans, commerçants, chefs d'entreprise,
- Les cadres et professions intellectuelles supérieures (professeurs, ingénieurs, cadres techniques, administratifs et commerciaux, …),
- Les professions intermédiaires (instituteurs, infirmiers, assistantes sociales, …),
- Les employés,
- Les ouvriers,
- Les retraités
- Et les « autres » qui correspondent aux autres personnes sans activités professionnelle.

Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle en 2018

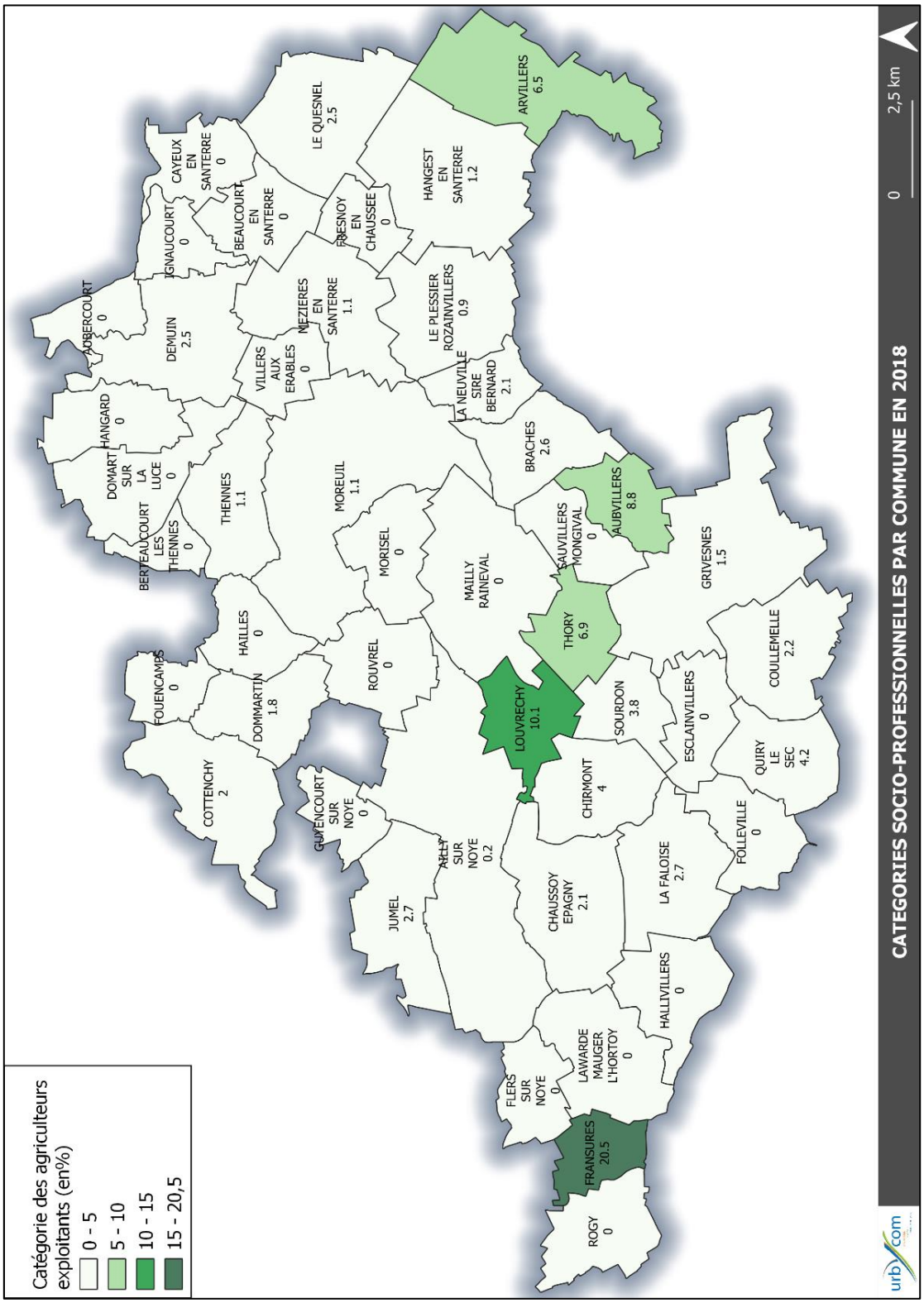


Source : données INSEE 2018

Le graphique ci-dessus montre que la catégorie socioprofessionnelle relative aux professions intermédiaires est plus importante au sein de la communauté de communes (17,4% contre 12,6% à l'échelle départementale et 13,5% à l'échelle régionale). Par ailleurs, on constate également que les trois échelles analysées ont une part égale d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise (2,6%). Enfin, la catégorie des « autres personnes sans activité professionnelle » révèle un taux plus faible au sein de la communauté de communes en comparaison avec le département et la région (14% contre 18,7% à l'échelle départementale et 19,8% à l'échelle régionale).

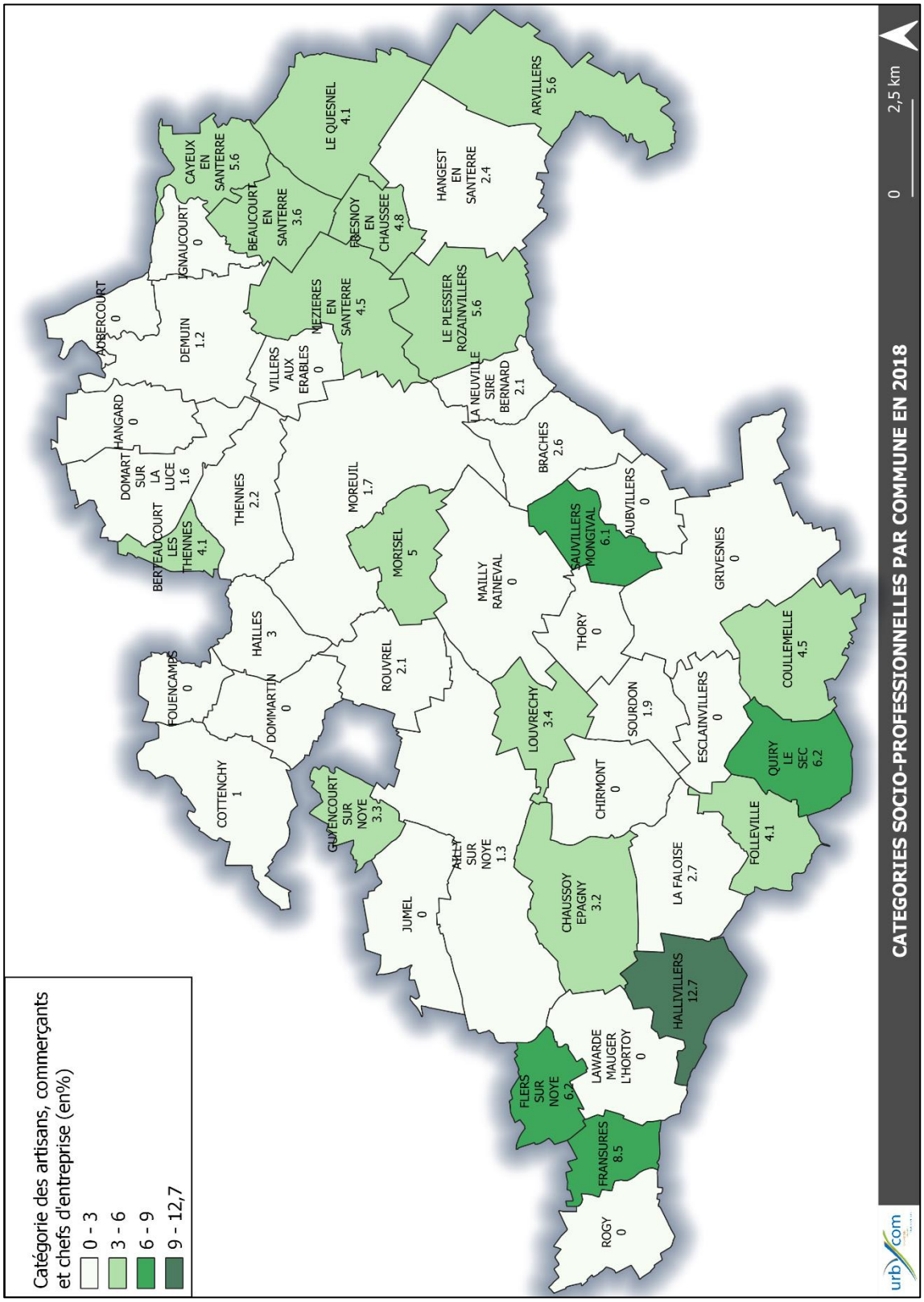
Cependant, chaque catégorie socio-professionnelle a été analysée par commune afin d'obtenir une lecture plus claire des catégories professionnelles présentes sur le territoire et notamment la localisation de celles-ci :

En premier lieu, on constate que sur la commune de Fransures 20,5% des emplois des 15 ans et plus sont relatifs à la profession agricole. Louvrechy dispose également de 10% d'emplois liés à cette activité.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

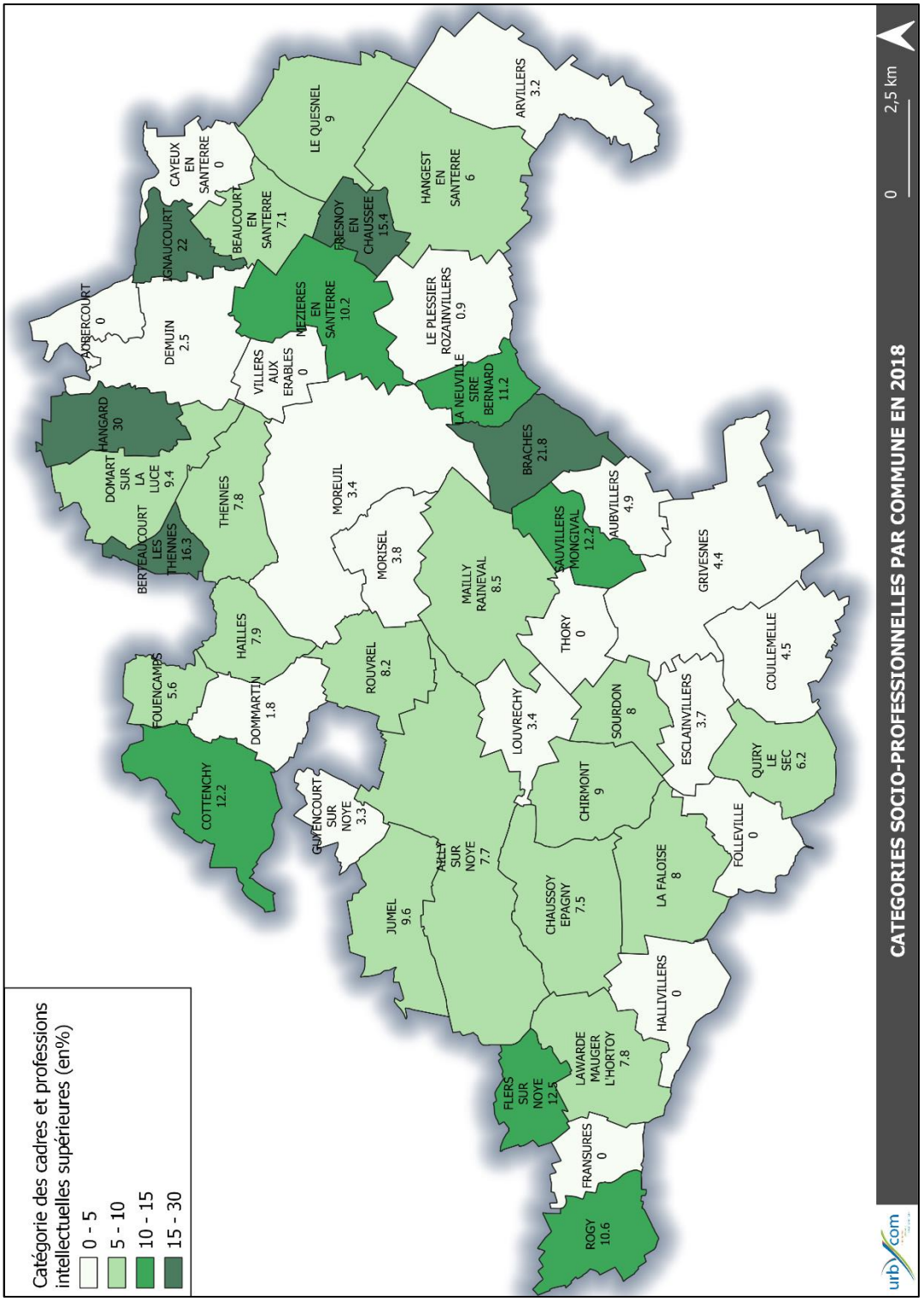
La catégorie des artisans, commerçants et chefs d'entreprises bien que faiblement représentée sur l'ensemble du territoire est présente notamment sur la commune de Hallivillers qui compte 12,7% des emplois des 15 ans et plus.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont plus représentées que la catégorie précédente. Sur la commune de Hangard, 30% des emplois des 15 ans et plus sont relatifs à cette catégorie socio-professionnelle. Notons également que sur les communes de Berteaucourt les

Thennes, Ignaucourt, Fresnoy-en-Chaussée et Braches, plus de 15% des emplois des 15 ans et plus sont relatifs à cette catégorie.

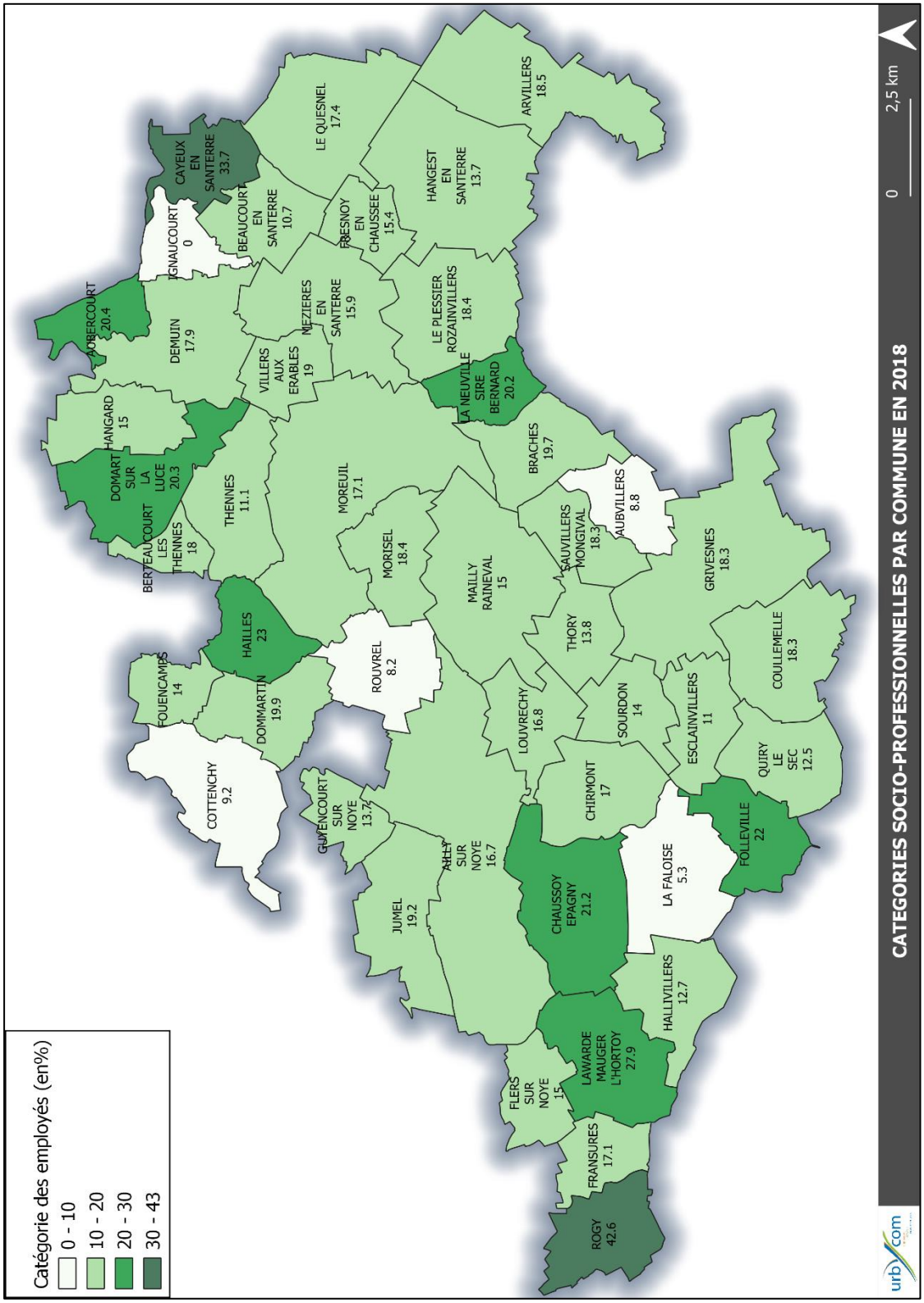


Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Sur les communes de Louvrechy, Beaucourt-en-Santerre et Guyencourt sur Noye, les professions intermédiaires représentent 30% et plus des emplois des 15 ans et plus.

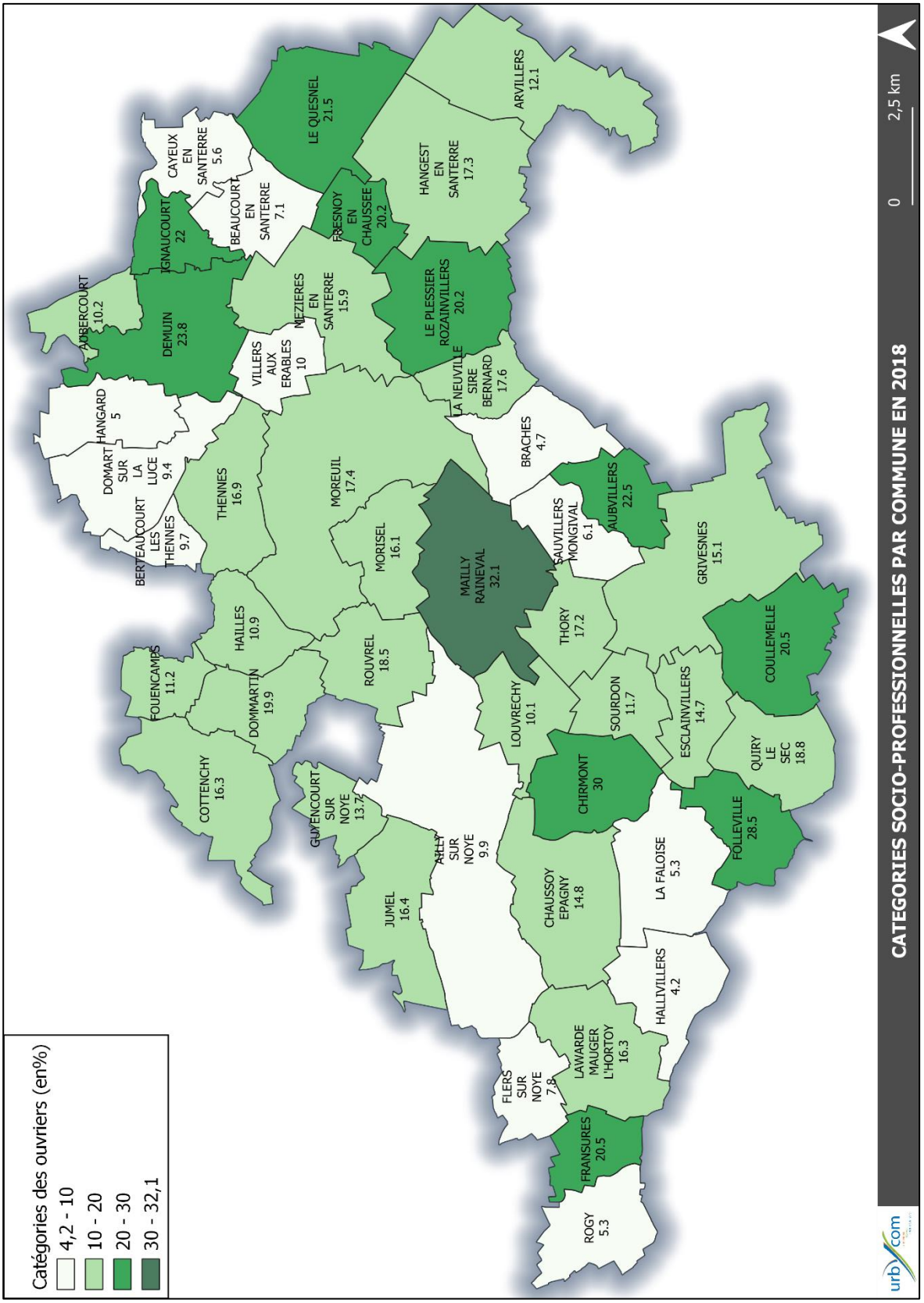
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Sur les communes de Rogy et Cayeux-en-Santerre, plus de 30% des emplois des 15ans et plus concerne la catégorie socio-professionnelle des employés. A contrario, sur les communes de Ignaucourt, Aubvillers, Rouvrel, Cottenchy et la Faloise, cette catégorie représente moins de 10% des emplois des 15 ans et plus voir 0% (Ignaucourt).



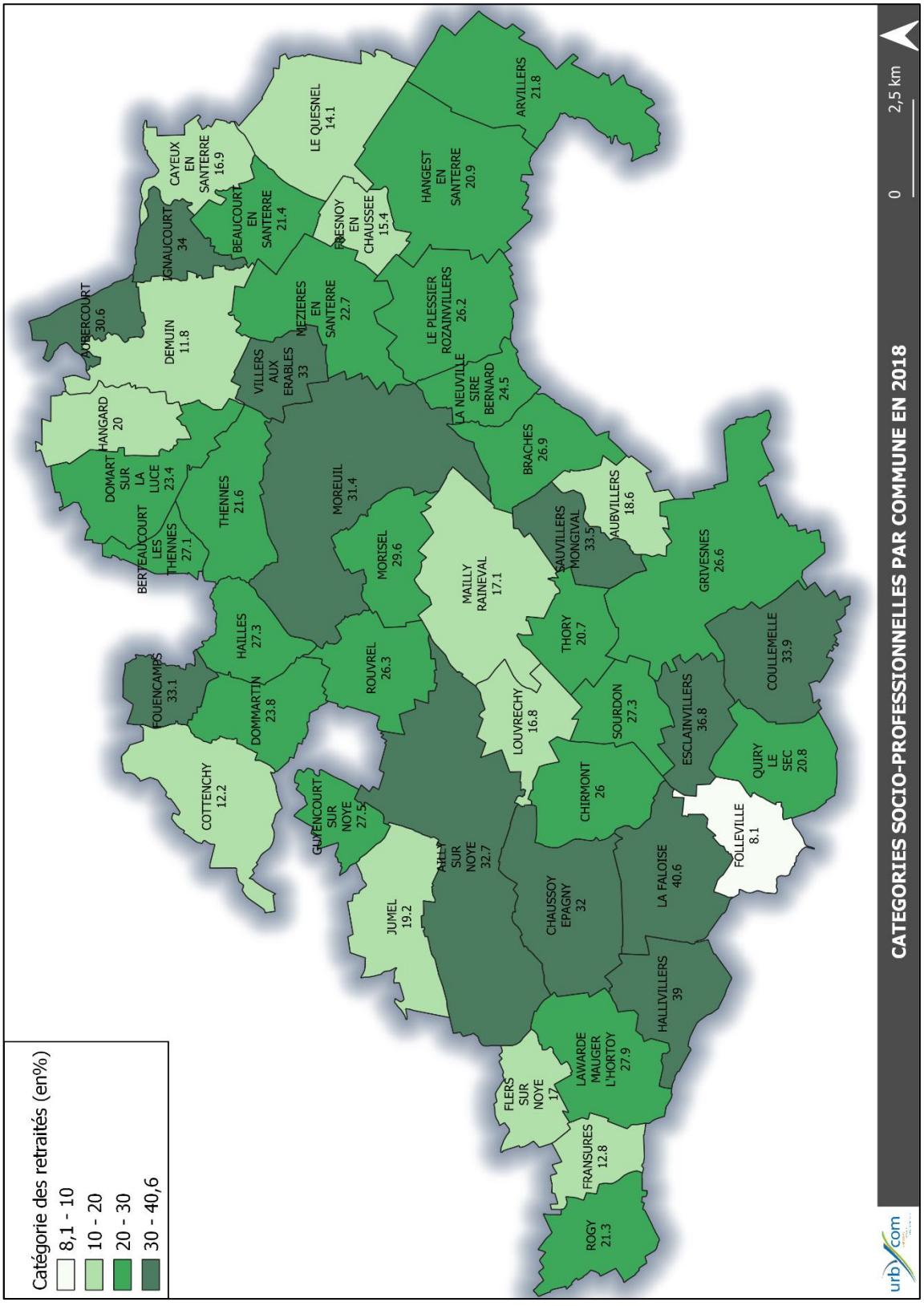
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Sur les communes de Chirmont et Mailly-Raineval, 30% et plus des emplois des 15 ans et plus sont liés à la catégorie des ouvriers. Plus globalement, cette catégorie socio-professionnelle est plus représentée sur le territoire.



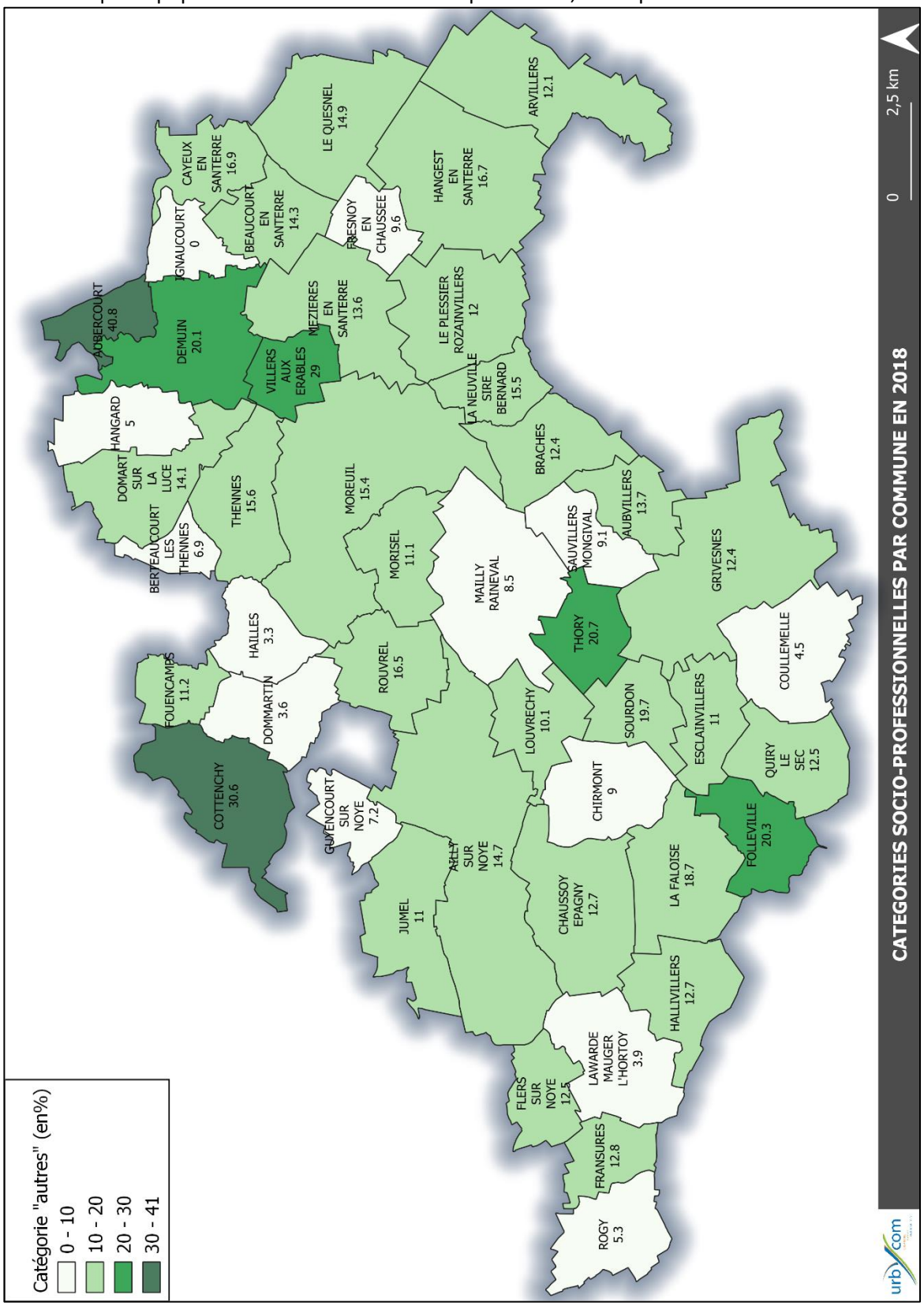
Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Comme évoqué, la catégorie socio-professionnelle des retraités est sur-représentée au sein du territoire. La carte ci-dessous montre que douze communes ont un taux de 30% et plus. Plus globalement, la majorité des communes ont un taux de 20% minimum à l'exception de treize communes dont Folleville qui a un taux de 8,1%.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

La catégorie « autres » représente la population sans activité professionnelle. Ici, Les communes d'Aubercourt et Cottenchy ont un taux important de personnes sans activité professionnelle. A noter par ailleurs que la population d'Aubercourt est composée à 30,6% de personnes retraitées.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

e. Niveau de vie médian

Le niveau de vie médian est la valeur du niveau de vie qui partage la population en deux parties égales : 50% des individus vivent en dessous de ce niveau de vie et 50% vivent au-dessus.

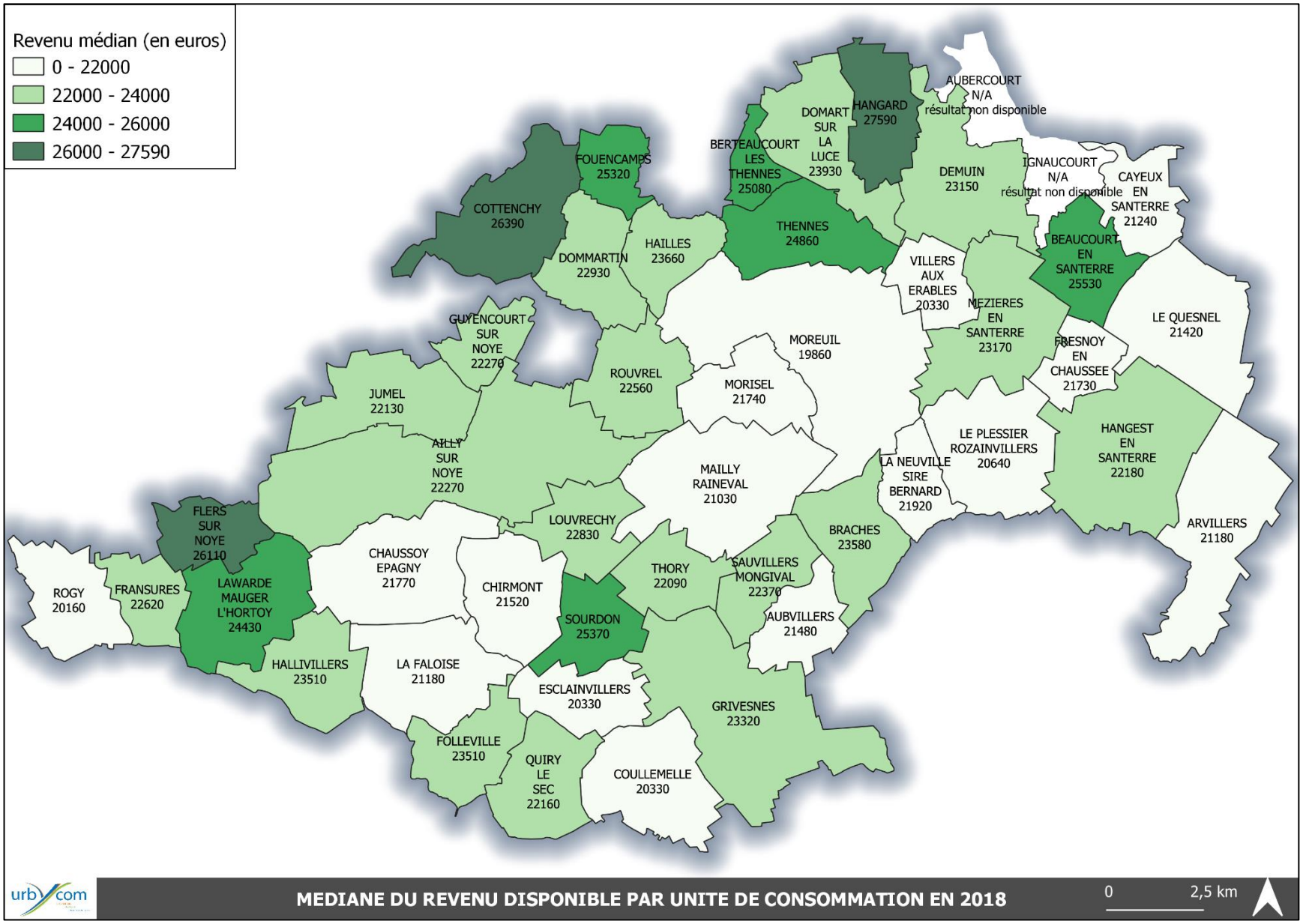
Selon une étude statistique de l'Insee sur les revenus des ménages en 2018, le niveau de vie médian de la population française est de 21.650€.

Le niveau de vie correspond au revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'"unités de consommation" (une UC est attribuée au premier adulte du ménage, une demi-UC aux autres personnes âgées de plus de 14 ans, et 0,3 UC aux enfants).

Hormis les communes d'Ignaucourt et de Aubercourt où les données ne sont pas disponibles, la carte montre des médianes très différentes. En effet, le niveau de vie médian est très hétérogène allant de 19 860 euros par an sur la commune de Moreuil à 27 590 euros sur la commune de Hangard (soit 7730 euros de différence).

Deux raisons peuvent expliquer cette différence de niveau de vie médian :

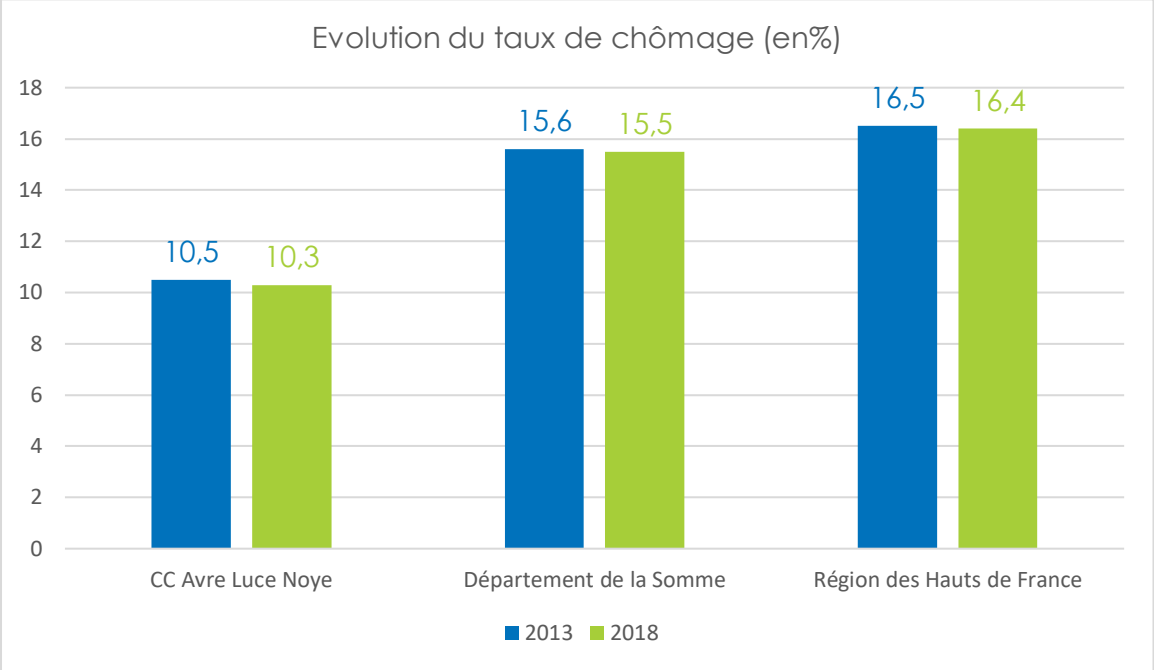
1. La population (plus la population est importante, plus le niveau de vie médian est amené à baisser. A l'inverse, moins la population est importante, moins le niveau de vie médian diffère car il y a moins de revenus à prendre en compte).
2. La catégorie socio-professionnelle (les catégories socio-professionnelles donnent un niveau de vie différent et donc des revenus annuels plus ou moins importants).



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

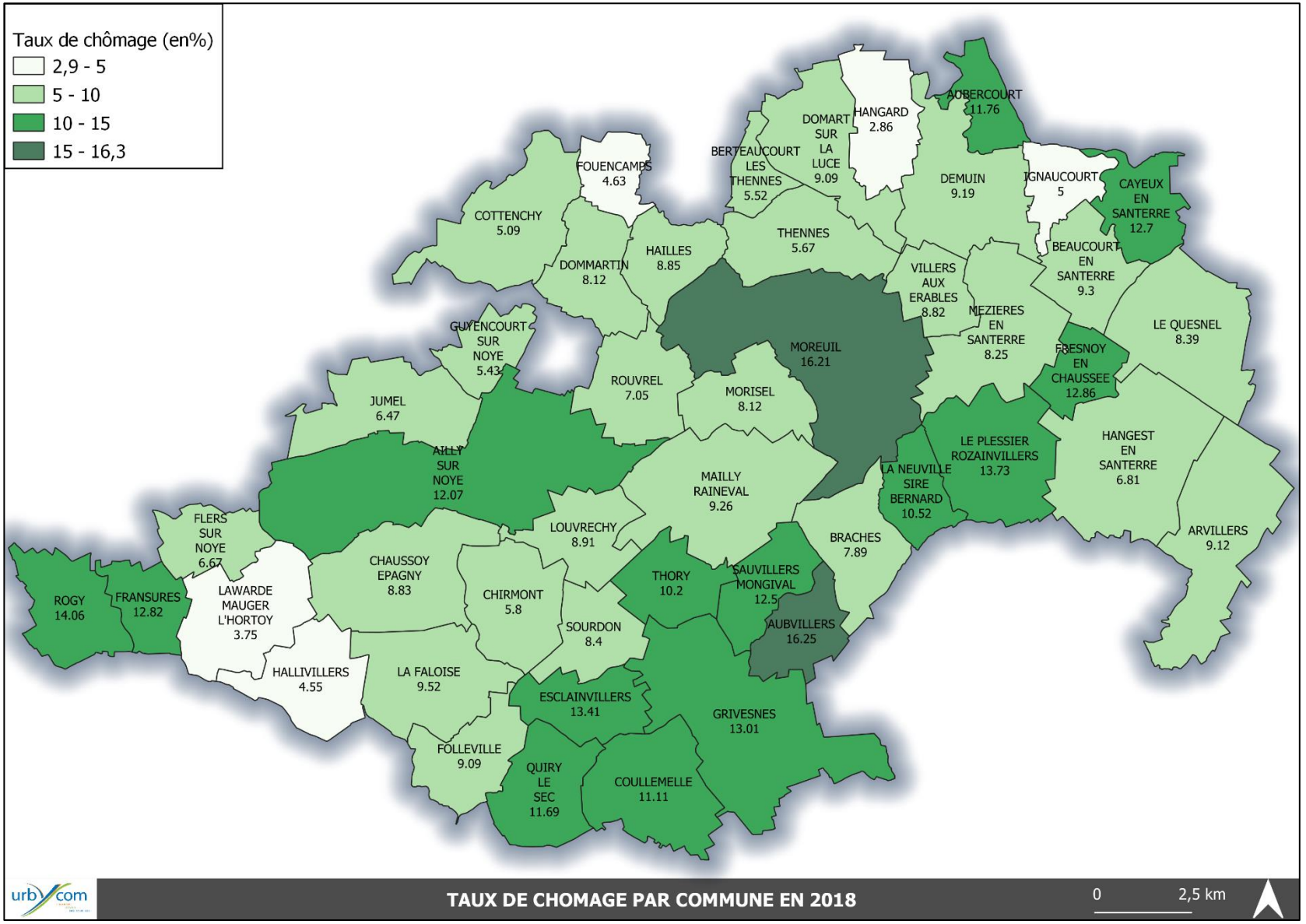
f. Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active, c'est-à-dire les actifs occupés et les chômeurs. Il diffère donc du taux de chômeurs qui reprend la proportion de chômeurs dans l'ensemble de la population en âge de travailler.



Source : données INSEE 2018

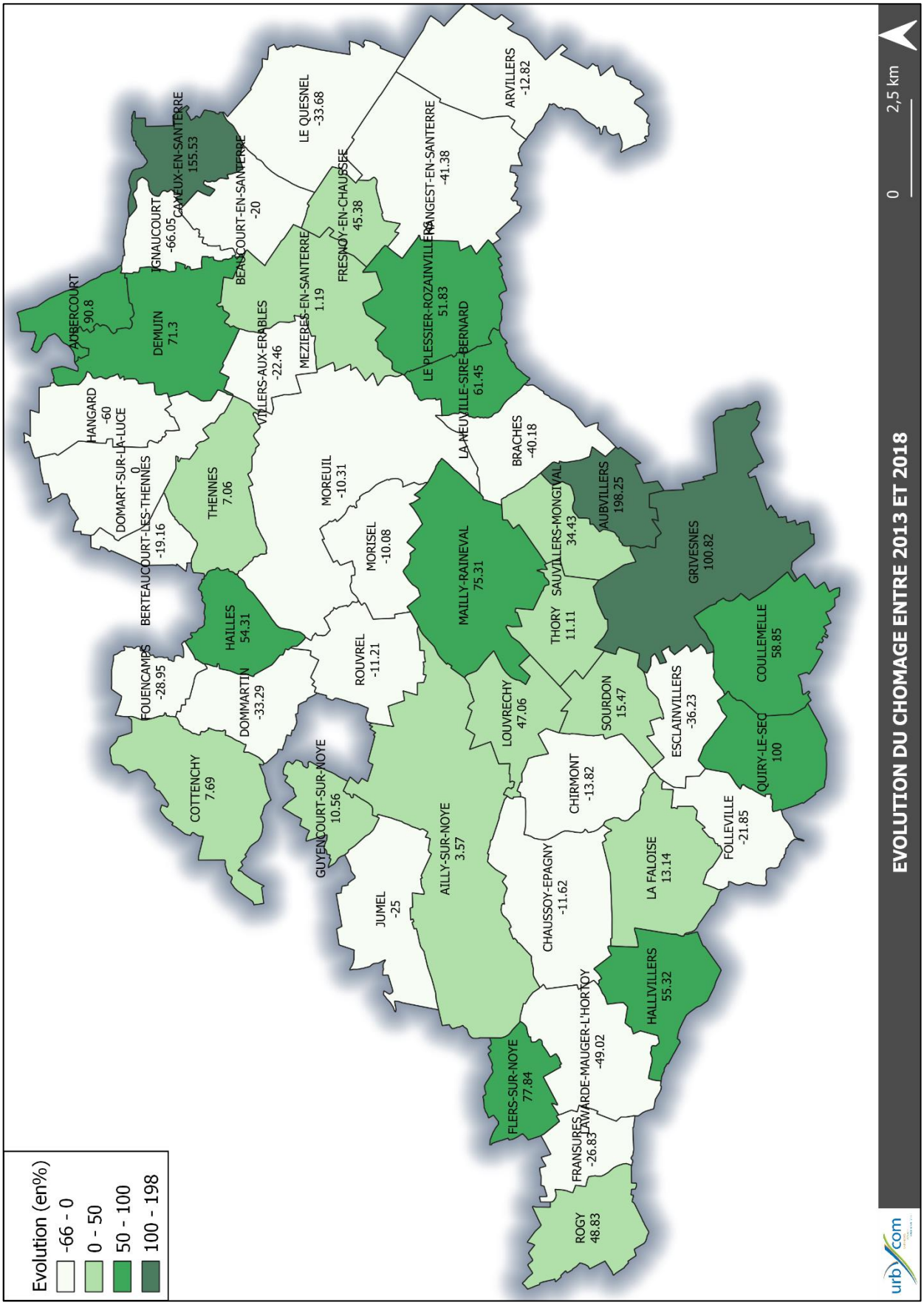
En 2018, le taux de chômage est plus faible au sein de l'intercommunalité (10,3%) en comparaison avec le département (15,5%) et la région (16,4%).
Ce faible taux témoigne d'un contexte économique favorable pour les habitants. Par ailleurs, on constate une stagnation du taux de chômage sur l'ensemble des échelles analysées.



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

En 2018, les communes les plus touchées par le chômage sont Moreuil et Aubvillers avec plus de 15% de taux de chômage.

Au contraire les communes qui disposent d'un taux de chômage peu élevé sont : Ignaucourt, Fouencamps, Hangard, Lawarde-Mauger-l'Hortoy et Hallivillers avec moins de 5%.

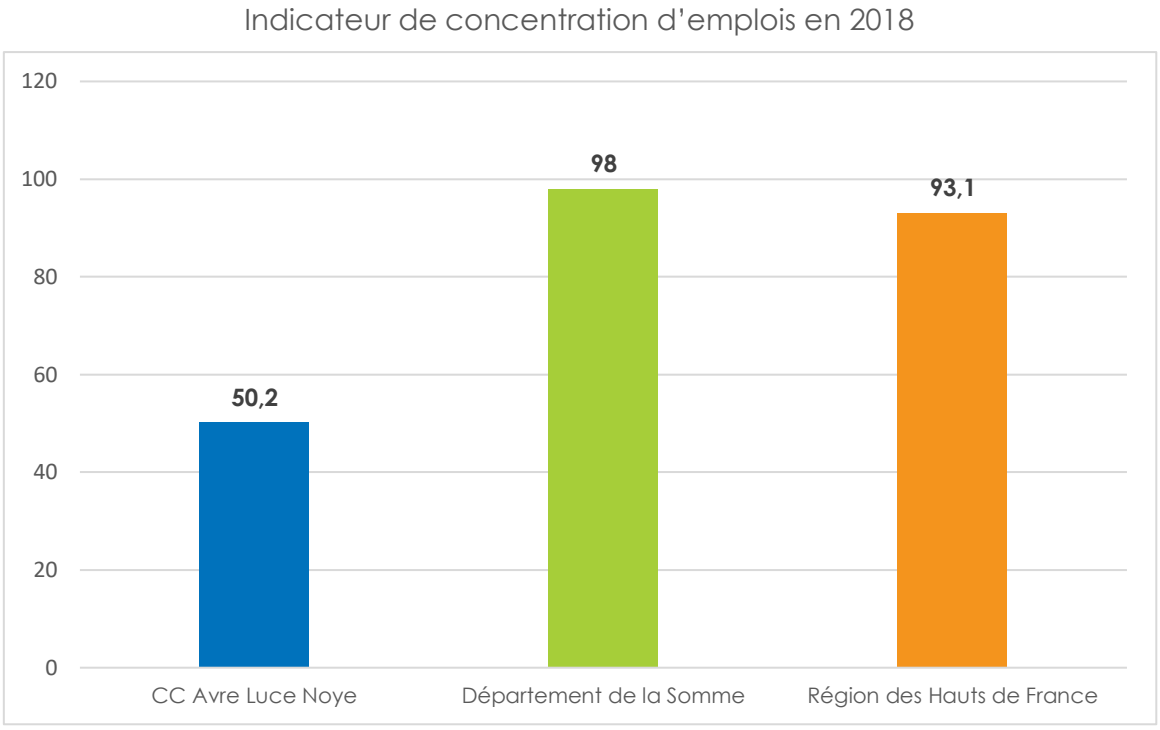


Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Concernant l'évolution du taux de chômage entre 2013 et 2018, on s'aperçoit que la commune d'Aubvillers a triplé son taux de chômage ce qui explique un taux de 16,25% en 2018. Cette donnée reste toutefois à relativiser au regard de la taille de la commune (92 des 153 habitants ont entre 15 et 64ans. Parmi eux, on dénombre 13 chômeurs en 2019).
Plus globalement, on constate que quasiment la moitié des communes ont diminué ce taux. Cela montre donc pourquoi le taux de chômage connait une période de stagnation (La moitié des communes connaissent une baisse du taux de chômage tandis que l'autre moitié connaît une hausse de ce taux).

2. *Profil économique du territoire*

a. *Indicateur de concentration d'emplois*



Source : données INSEE 2018

Comme vu précédemment, en 2018, l'intercommunalité propose moins d'emplois par rapport au nombre d'actifs ayant un emploi qui y résident, qu'à l'échelle du département et de la région (50,2 contre 98 et 93,1).

b. Les secteurs d'activité

i. Les zones d'activités du territoire

La Communauté de Communes Avre-Luce-Noye compte deux zones d'activités dans les communes de d'Hangest-en-Santerre et Ailly-sur-Noye, gérées par la communauté de communes :

- ***Hangest-en-Santerre :***

La zone d'activités d'Hangest-en-Santerre est située en lisière de l'A1, à proximité du futur canal à grand gabarit Seine-Nord et à 40 minutes de Roissy.
La zone s'étend sur 35 hectares et la superficie disponible est d'environ 2ha. Celle-ci comprend :

- Une entreprise de transport à hydrogène ;
- Une entreprise de menuiserie ;
- Une entreprise de carrosserie ;
- Une entreprise de métallerie ;
- Un magasin d'articles pour l'aménagement paysager ;
- Le SICAE de la Somme et du Cambraisis ;
- Un garage.



Carrosserie



Garage

- ***Ailly-sur-Noye :***

La zone d'activités artisanales d'Ailly-sur-Noye dispose d'un accès direct par la RD920 et la RD7 vers Moreuil, Essertaux (A16) et Amiens (A16/A29).
La zone comprend :

- Un fournisseur de matériaux agricoles,
- Un garage,
- Une entreprise de plomberie,
- Le Syndicat de distribution et de traitement des eaux de la Vallée de la Noye,
- Un entrepreneur spécialiste en tôlerie,
- Une entreprise spécialisée en travaux de terrassement,
- Un centre de contrôle technique,
- Une entreprise spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de solutions d'accès, de travail et de protection en hauteur.
- Une sellerie,
- Une carrosserie.



Zone d'activité d'Ailly-sur-Noye – vue aérienne

Outre les zones d'activités gérées par l'intercommunalité, la commune de Moreuil dispose d'une zone industrielle d'environ 50 ha qui regroupe de nombreuses entreprises. On retrouve :

- Une fabrique textile,
- Un fournisseur de béton,
- Un magasin de peinture,
- Un entrepreneur spécialisé dans l'isolation,
- Un magasin de matériel industriel,
- Un carrefour market,
- Un garage,
- Un fabriquant de papier peint,
- Un service logistique,

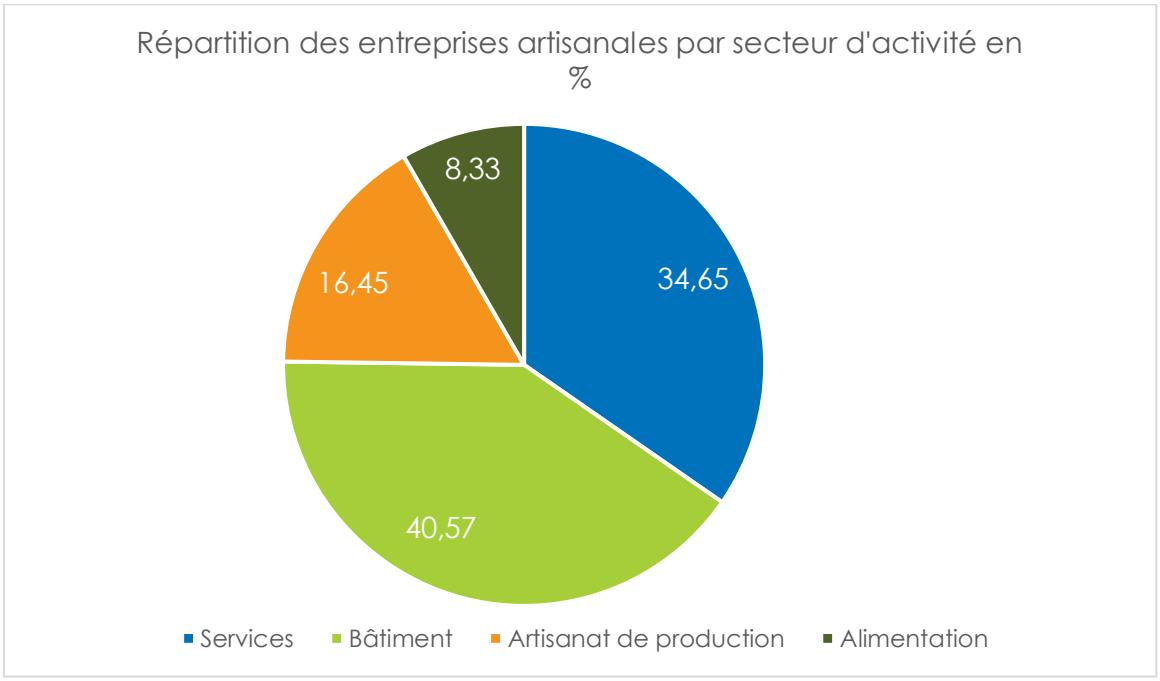
- Un grossiste,
- Un service de marketing internet
- Une entreprise d'article de jardinage et d'animalerie,
- Une station essence,
- Un concessionnaire automobile,
- Une entreprise de stockage,
- Un magasin d'article d'emballage.

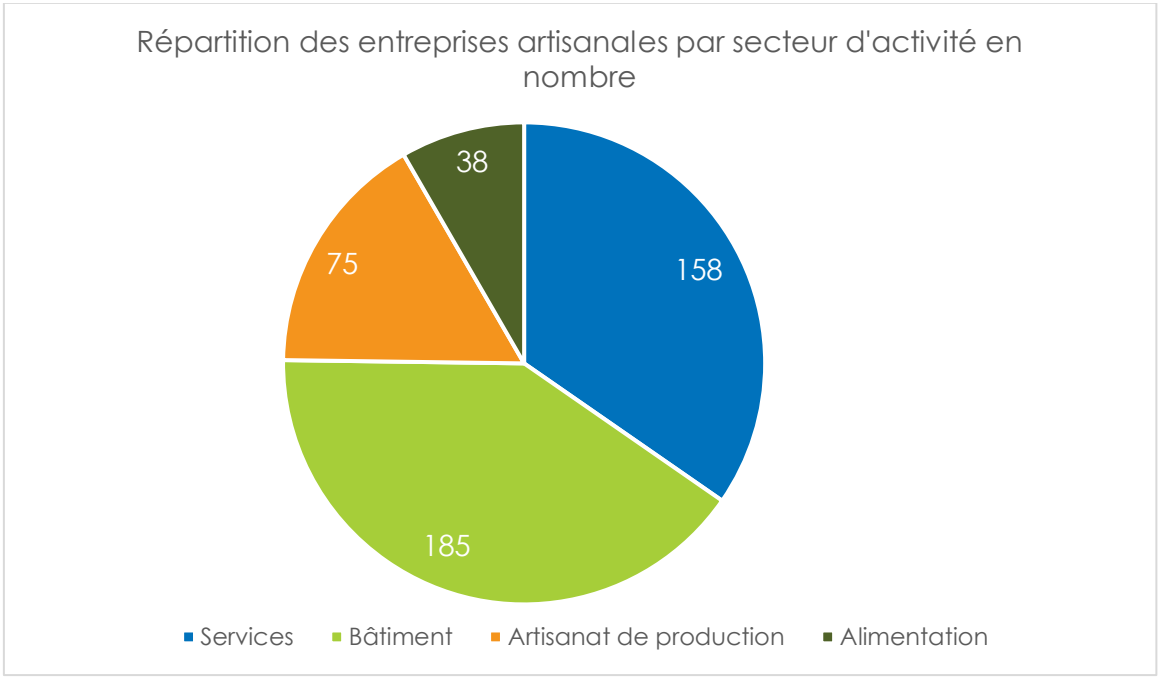


Zone industrielle de Moreuil – vue aérienne

ii. *L'artisanat*

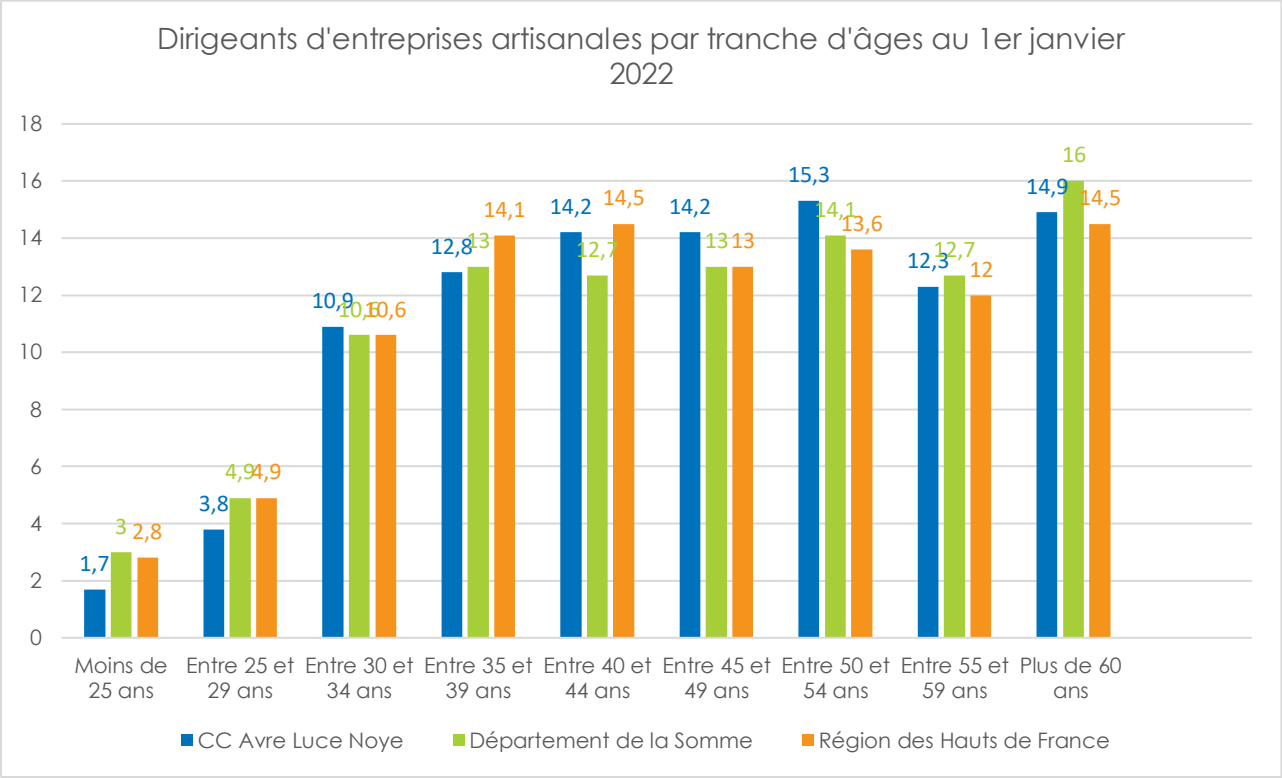
La place de l'artisanat est essentielle sur le territoire. Le caractère rural du territoire attire les entreprises artisanales dans des secteurs d'activités très variés, tels que l'alimentation ou le bâtiment. Le territoire compte 456 entreprises artisanales au 1er janvier 2022. En termes de densité, cela représente 208,5 entreprises artisanales pour 10 000 habitants.





Source : Chambre régionale des métiers et l'artisanat Hauts-de-France – Répertoire des Métiers au 1er janvier 2022

En outre, sur les 456 entreprises, on compte 478 dirigeants d'entreprises artisanales.

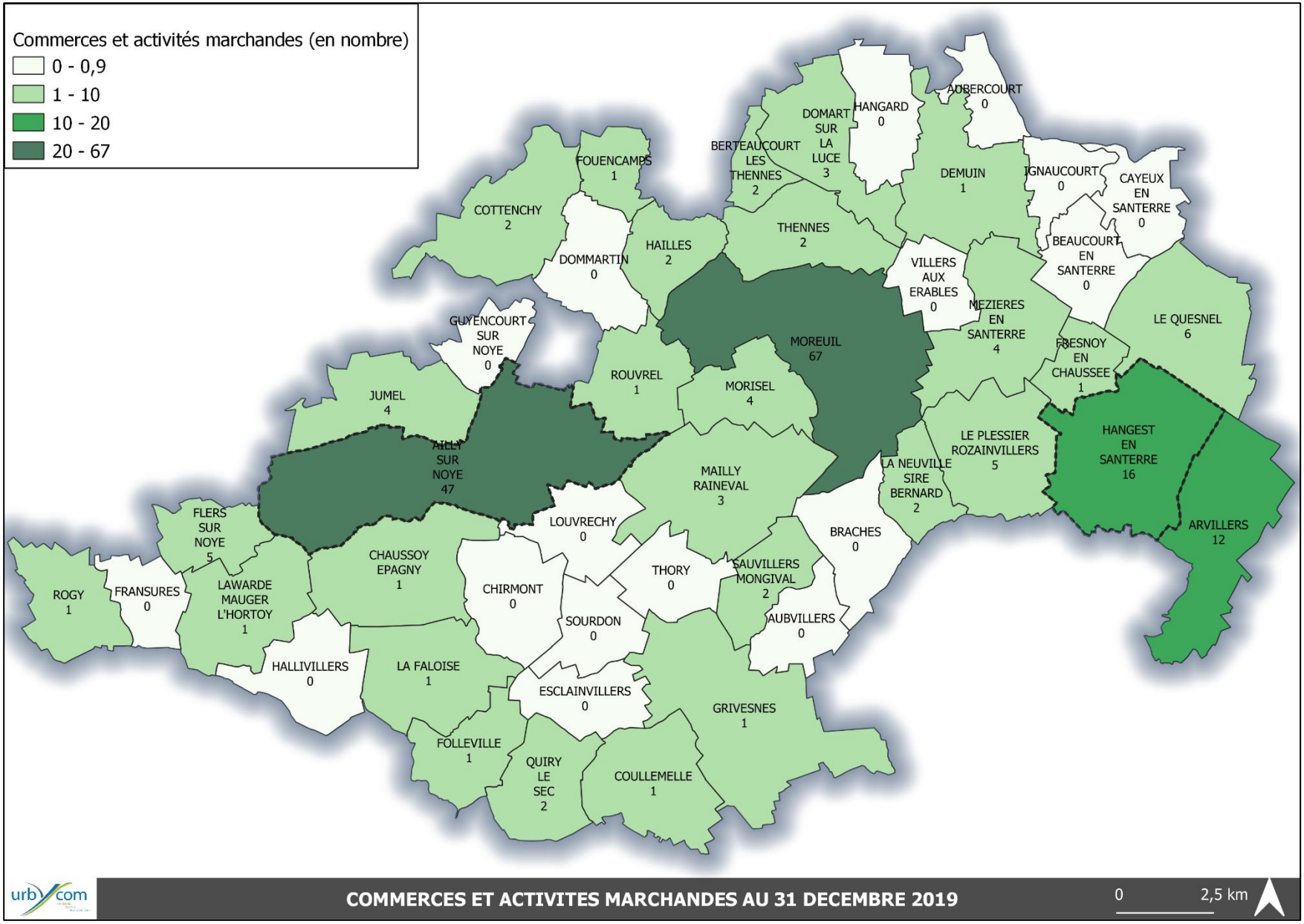


Le graphique ci-dessus indique que l'intercommunalité dispose de légèrement plus de dirigeants d'entreprises qui ont entre 30 et 34 ans en comparaison avec le département et la région (10,9% contre 10,6% pour le département et la région). En outre, les dirigeants entre 50 et 54 ans sur le territoire sont plus représentés en comparaison avec le département et la région (15,3% contre 14,1% et 13,6%). Cela indique que l'intercommunalité attire de jeunes entrepreneurs mais a aussi des entreprises avec des dirigeants s'approchant de la retraite. La dynamique chez les jeunes entrepreneurs doit être confortée.

iii. *Commerces et activités*

Les activités de commerce (de gros et de détail), transports, hébergement et restauration de l'intercommunalité ne sont pas réparties de manière homogène, certaines communes sont clairement plus fournies que d'autres.

Les communes de Ailly-sur-Noye et Moreuil sont les plus fournies. A contrario, certaines communes ne disposent pas d'activités de commerce (de gros et de détail), transports, hébergement et restauration comme le montre la carte ci-contre :



Source : cartographie Urbycom, SIG, données Insee

Comme dit précédemment, les communes de Moreuil et Ailly-sur-Noye sont les plus fournies en matière de commerces et activités marchandes du fait qu'elles sont des communes pôles.

Sur la commune de Moreuil, on retrouve notamment :

- *Du commerce alimentaire (Aldi, Leclerc Express, Carrefour Market, boucherie, boulangerie),*
- *Des activités diverses (Artisan Fleuriste, banque, magasin de chaussure, bijouterie, atelier de couture, tabac, presse, tatoueur, concessionnaire automobile, entrepôt Amazon…)*

Les commerces de la commune sont notamment situés le long de la D54 et de la D920 formant un linaire commercial. En outre, la place de la mairie constitue un pôle commercial majeur puisque les commerces y sont notamment concentrés :



Commerces du centre ville - Moreuil

Sur la commune d'Ailly-sur-Noye, on retrouve :

- *Du commerce alimentaire : (Intermarché, boulangeries, restaurants, boucherie)*

- *Des activités diverses : (fleuriste, marchand de journaux, tabac, magasin d'éléctroménager, institut de beauté, magasins de vêtement, banque, assurance, auto école, magasin discount, papeterie…).*

Les commerces de la commune forment un linéaire commercial le long de la D193 et de la D920. Tout comme la commune de Moreuil, une poche commerciale est située face à la mairie.



Commerce du centre-ville – Ailly-sur-Noye



Commerce alimentaire – Ailly-sur-Noye.

Outre les communes pôles, la commune de Morisel dispose également d'un supermarché stratégiquement situé à proximité immédiate de la D920 en direction de Moeuil.

c. L'activité agricole

L'intercommunalité est fortement marquée par l'activité agricole, que ce soit en termes de surfaces exploitées mais également en termes de bâtiments et des exploitations présentes à la fois en plaine agricole et dans les centres bourgs.



Le Quesnel



Grivesnes



Moreuil

Le diagnostic agricole fait l'objet d'un rapport spécifique, en annexe du présent document.

d. Tourisme

Le Sud bénéficie d'activités touristiques variées. Elles reposent principalement sur la qualité première du territoire, qui est son côté rural et sa qualité de vie. En ce qui concerne les hébergements, le territoire propose à la fois des chambres d'hôtes dans des gîtes, des châteaux ou encore dans des mobil-homes dans des campings.

- **Les hébergements**

Désignation	Adresse	Capacité
Les gîtes de France		
La Pigeonnier	Rue du Hamel – 80250 AILLY-SUR-NOYE	2 personnes
Au logis vert	Rue du Docteur Binant – 80250 AILLY-SUR-NOYE	4 personnes
Les tilleuls	Rue Pellieux – 80250 AILLY-SUR-NOYE	11 personnes
Gite des Glycines	Rue Duhamel – 80250 - SOURDON	5 personnes
Les hébergements de groupes et gites (hors gîtes de France)		
Gîte Le Galuchon	Rue du Hamel – 80250 AILLY-SUR-NOYE	2 personnes
Chaumière de charme	Le bois aux Couleuvres – 80110 MORISEL	4 personnes
Le Moulin d'Hainneville	Le Moulin D'Hainneville – 80250 CHAUSSOY-EPAGNY-HAINNEVILLE	6 personnes
Douceur en campagne	Grande rue – 80250 ESCLAINVILLERS	7 personnes
La ferme du Plessier	Le Plessier – 80250 GRIVESNES	14 personnes
Le Clémenceau	Rue Carnot – 80250 SOURDON	10 personnes
Le Clos Saint Vincent	Rue Jeanne de Poix – 80250 FOLLEVILLE	6 personnes
Le jardin des écureuils	Rue des Tilleuls – 80110 Démuin	5 personnes
Le gîte Saint Nicolas	Ferme Saint Nicolas – 80250 JUMEL	8 personnes
Le cottage Saint Nicolas	Ferme Saint Nicolas – 80250 JUMEL	4 personnes
Ursivilla	Rue des Vergeaux – 80910 ARVILLERS	6 personnes
Le clos Joséphine	Rue des Vieux Charrons – 80118 – LE QUESNEL	-
Gîte de la Noye	Route de Louvrechy – 80250 AILLY-SUR-NOYE	4 personnes
Détente en campagne	Rue Louis Tribout – 80440 COTTENCHY	4 personnes
Au fil de l'eau	Route d'Haineville – 80250 AILLY-SUR-NOYE	13 personnes
Le Manoir	4 rue Gaston Blanchard – 80118 LE QUESNEL	4 personnes – 2 chambres
Les campings		
Camping de la Vallée de l'Avre	Rue de Hailles – 80110 CASTEL (MOREUIL)	80 emplacements
Camping-Car Park	Rue de Berny – 80250 AILLY-SUR-NOYE	6 emplacements (modulable sur demande)
Les chambres d'hôtes		
Le château de Plessier	Rue du château - 80110 LE PLESSIER-ROZAINVILELRS	-

La Logerie du Val de Noye	3 rue de l'église – 80250 BERNY-SUR-NOYE	9 personnes
La Résilience	Grande rue – 80110 BEAUCOURT-EN-SANTERRE	6 personnes – 2 chambres
La Luce	Grande Rue – 80110 DEMUIN	6 personnes – 2 chambres
Les Noisetiers	Rue Théophile Deprez – 80250 GUYENCOURT-SUR-NOYE	12 personnes - 5 chambres
La Cabane de Noye	Route d'Hainneville – 80250 CHAUSSOY-EPAGNY	6 personnes – 3 chambres
Le Colombier	Rue Daressy - 80250 SOURDON	4 chambres – 1 suite
Le carré au Buis	Grande rue – 80250 LOUVRECHY	14 personnes – 5 chambres
Le Nid	Rue d'en Haut – 80160 Flers-sur-Noye	2 personnes – 1 chambre
Insolite		
Les tentes suspendues	Allée des Cytises – 80250 AILLY-SUR-NOYE	12 personnes – 6 tentes
Ecolodge en Somme	80250 AILLY-SUR-NOYE	2 personnes

Outres les hébergements, l'intercommunalité propose différentes activités touristiques sur son territoire telles que des visites, des promenades à travers différents sentiers de randonnées. Mais le territoire bénéfice aussi d'infrastructures moins traditionnelles comme un karting, un BMX Park ou encore un espace de Motocross Municipal permettant d'attirer toutes les générations.

- **Les évènements**

Désignation	Communes
Le souffle de la terre	AILLY-SUR-NOYE
Les médiévales de Folleville	FOLLEVILLE
Les mystères de Folleville	FOLLEVILLE



Le souffle de la terre – 2021

- **Les visites**

Désignation	Adresse
Les étains des vieux moulins	20 rue d'Hangest – 80910 ARVILLERS
La distillerie d'Hautefeuille	3 rue Saint Antoine – 80110 BEAUCOURT-EN-SANTERRE
La boone ferme	1 rue Guynemer – 80250 JUMEL
Les délices du jardin d'Ainval	1 rue du Moulin d'Ainval – 80250 AINVAL (GRIVESNES)



La distillerie d'Hautefeuille – Beaucourt-en-Santerre

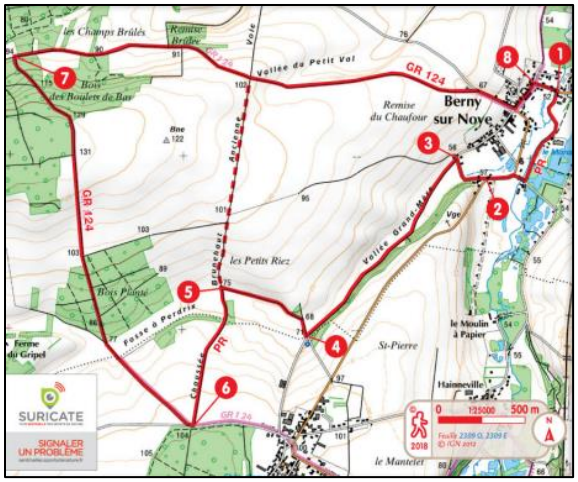


Les délices du jardin d'Ainval – Ainval (Grivesnes)

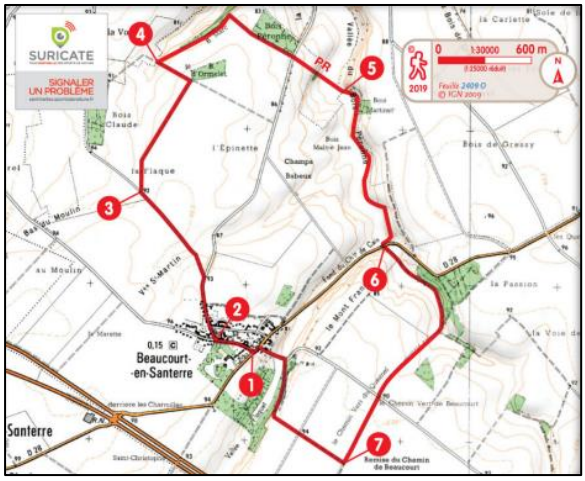
- **Les sentiers de randonnées**

NOM	COMMUNES	DISTANCE
VALLEE GRAND MERE BOIS DE BERNY	BERNY CHAUSSOY	10 KM
PETIT VAL SAINT NICOLAS	BERNY	13 KM
PETIT VAL	BERNY	7 KM
AUTOUR DE COURCELLES	LA FALOISE CHAUSSOY	6 KM
LA CHAUSSEE	LA FALOISE FOLLEVILLE PAILLART	14 KM
LE VISIGNEUX	FOLLEVILLE	6 KM
AUTOUR D'AINVAL	SOURDON ESCLAINVILLERS AINVAL	10 KM
SAINT AUBIN	SOURDON	7 KM
LE BOIS DU ROI	GUYENCOURT SUR NOYE REMIENCOURT	12.5 KM
SAINT ULPHE	BOVES FOUENCAMPS	12 KM
LES BELLES VUES	FOUENCAMPS COTTENCHY DOMMARTIN	15 KM
LES LONGUES AVOINES	LAWARDE MAUGER L'HORTOY HALLIVILLERS	7.5 KM
LE LANGUERON	COULLEMELLE GRIVESNES	12.7 KM
LES BATAILLES DE GRIVESNES CANTIGNY	GRIVESNES CANTIGNY	14.5 KM
ORESMAUX	ORESMAUX	13.5 KM
CIRCUIT DES HAYETTES	MOREUIL	3 KM
SUR LES TRACES DE SIRE BERNARD	MOREUIL LA NEUVILLE SIRE BERNARD	15 KM
CIRCUIT DE L'AVRE	MOREUIL CASTEL	9 KM
ALLEE DES TILLEULS	VILLERS AUX ERABLES	1 KM
CIRCUIT DU PRES DU MOULIN	DEMUIN	2 KM
LES COURNOUILLERS	DEMUIN MARCELCAVE IGNAUCOURT	11.5 KM
CIRCUIT DES 7 CHEMINS	LE PLESSIER ROZAINVILLERS	9.7 KM
CIRCUIT DES ANCIENNES REMISES	LE QUESNEL	5.7 KM
CH'TOUR D'TCHINY	LE QUESNEL	4 KM
LE BOIS D'HANGEST	LE HAMEL LE PLESSIER ROZAINVILLERS	11 KM
LES VALLEES EN SANTERRE	BEAUCOURT EN SANTERRE	8 KM
CIRCUIT LES FRUITS ROUGES	IGNAUCOURT	5 KM
LA VALLEE MOINET	DOMART SUR LA LUCE	5.5 KM

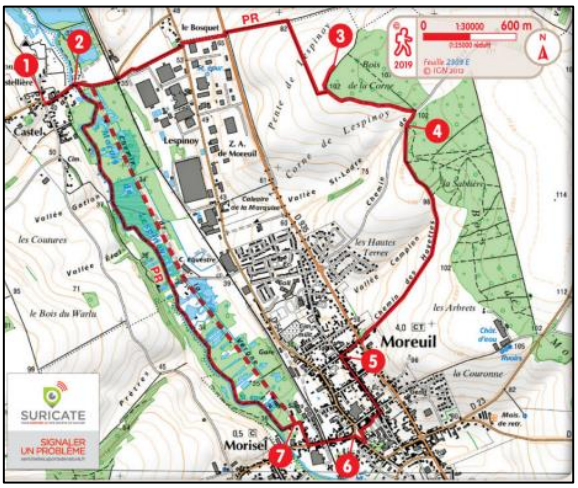
LES CHANVRIERES	LE HAMEL CONTOIRE PIERREPONT SUR AVRE	7 KM
LES ETANGS	DAVENESCOURT CONTOIRE BOUSSICOURT	9 KM
CIRCUIT DE FILECAMPS	PIERREPONT HARGICOURT BRACHES NEUVILLE SIRE BERNARD	12 KM
CIRCUIT DES SOURCES	CAYEUX EN SANTERRE CAIX	12.5 KM
LES HAYETTES	MARCELCAVE IGNAUCOURT WIENCOURT L'EQUIPEE	12.5 KM
CIRCUIT DE BRACHES	BRACHES	5.4 KM



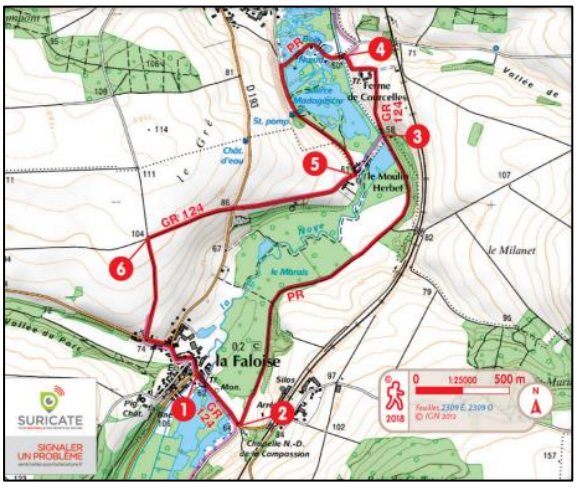
Bois de Berny – Vallée Grand-Mère



Les vallées en Santerre



Circuit de l'Avre et du bois de la Corne



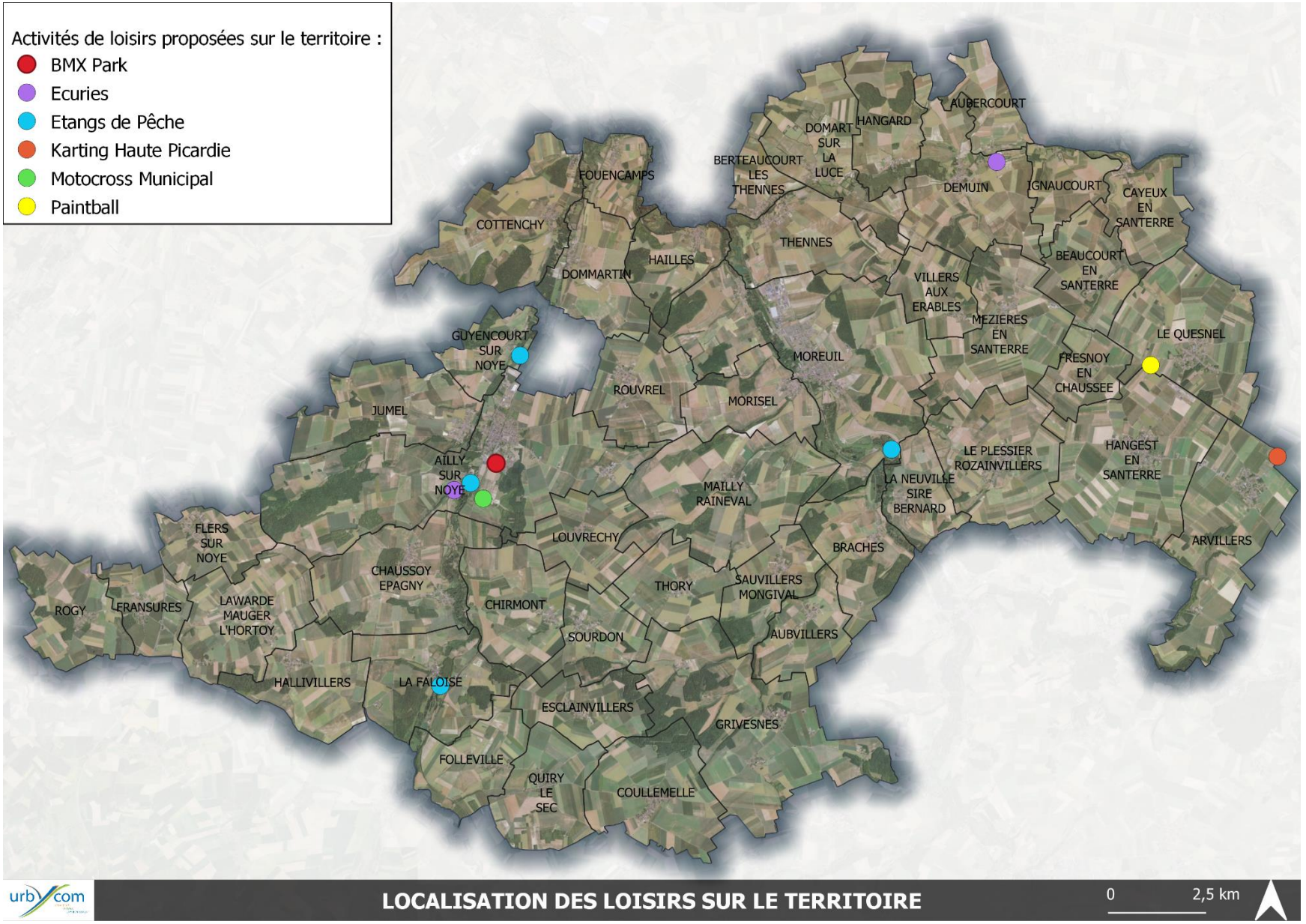
Autour de Courcelles

- **Le tourisme équestre**

Désignation	Adresse
Les écuries de La Falize	8 rue du bas Courcelles – 80110 DEMUIN
Les écuries du Val de Noye	Rue du Pré aux vaches – 80250 AILLY-SUR-NOYE

- **Les autres loisirs**

Désignation	Adresse
Karting Haute Picardie	Karting Haute Picardie Lieu-dit la Râperie - ARVILLERS
BMX PARK	BMX Park d'Ailly-sur-Noye Boulevard Gallieni - AILLY-SUR-NOYE
Motocross Municipal	Terrain de Motocross, Vallée d'Égoulet -AILLY-SUR-NOYE
Etangs de pêche	Le Marais de Berny, Le Trou aux Plaisirs et Le Plan d'Eau de Berny-sur-Noye – AILLY-SUR-NOYE
Etangs de pêche	L'Étang de Génonville, le Carpodrome et l'Étang à truites – MOREUIL
Etangs de pêche	Le Petit Étang et le Grand Étang – LA FALOISE
Etangs de pêche	Parc de pêche – GUYENCOURT-SUR-NOYE
Paintball	LE QUESNEL


Activités de loisirs proposées sur le territoire :
BMX Park
Ecuries
Etangs de Pêche
Karting Haute Picardie
Motocross Municipal
Paintball
AUBERCOURT
DOMART SUR LA LUCE
HANGARD
BERTEAUCOURT LES THENNES
FOUENCAMPS
DEMUIN
IGNAUCOURT
CAYEUX EN SANTERRE
COTTENCHY
THENNES
HAILLES
DOMMARTIN
BEAUCOURT EN SANTERRE
VILLERS AUX ERABLES
MEZIERES EN SANTERRE
LE QUESNEL
GUYENCOURT SUR NOYE
MOREUIL
FRESNOY EN CHAUSSEE
ROUVREL
MORISEL
JUMEL
LE PLESSIER ROZAINVILLERS
HANGEST EN SANTERRE
AILLY SUR NOYE
LA NEUVILLE SIRE BERNARD
MAILLY RAINEVAL
FLERS SUR NOYE
LOUVRECHY
BRACHES
ARVILLERS
CHAUSSOY EPAGNY
THORY
SAUVILLERS MONGIVAL
ROGY
FRANSURES
LAWARDE MAUGER L'HORTOY
CHIRMONT
SOURDON
AUBVILLERS
HALLIVILLERS
LA FALOISE
ESCLAINVILLERS
GRIVESNES
FOLLEVILLE
QUIRY LE SEC
COULLEMELLE
urbYcom
LOCALISATION DES LOISIRS SUR LE TERRITOIRE
0
2,5 km

V. ANALYSE DE L'OFFRE EN EQUIPEMENTS ET SERVICES

1. Les services communaux

a. Les services administratifs

L'intercommunalité se compose de communes soucieuses de satisfaire leurs habitants. Chaque commune dispose d'une mairie et d'une salle des fêtes.

En ce qui concerne les services de la Poste, les communes de Ailly-sur-Noye, Moreuil, Quiry-le-Sec, Arvillers, Grivesnes, Hangest-en-Santerre, Le Quesnel et Domart-sur-la-Luce, disposent d'un bureau de poste, d'une agence postale ou d'un relais poste.

En outre, la commune d'Hangest-en-Santerre dispose d'une médiathèque municipale et d'une bibliothèque, la commune de Ailly-sur-Noye bénéficie également d'une bibliothèque et la commune de Moreuil, d'un centre culturel municipal.

Enfin, les communes d'Ailly-sur-Noye et de Moreuil disposent d'un centre musical.



Bureau de poste – Moreuil



Salle des fêtes – Thennes



Médiathèque – Hangest-en-Santerre



Mairie - Ailly-sur-Noye

b. L'enseignement

Le territoire compte : huit écoles maternelles, onze écoles élémentaires et onze écoles primaires. En outre, le territoire dispose de deux collèges et d'un lycée agricole.

Les écoles maternelles (de la petite à la grande section) :

- Ailly-sur-Noye
- Cottenchy
- Domart-sur-la-Luce
- Flers-sur-Noye
- Hangest-en-Santerre
- Jumel
- Moreuil
- Le Plessier-Rozainvillers

Les écoles élémentaires (du CP au CM2) :

- Ailly-sur-Noye
- Braches
- Démuin
- Dommartin
- Grivesnes
- Hailles
- Hangest-en-Santerre
- La Neuville-sire-Bernard
- Rouvrel
- Sourdon
- Thennes

Les écoles primaires (regroupant école maternelle et élémentaire) :

- Arvillers
- Berteaucourt-lès-Thennes
- Chaussoy-Epagny
- Coullemelle
- Guyencourt-sur-Noye
- Louvrechy
- Mézières-en-Santerre
- Moreuil
- Morisel
- Le Quesnel
- Quiry-le-Sec

Les collèges :

- Ailly-sur-Noye
- Moreuil

Les lycées :

- Cottenchy (lycée agricole)

Il existe des regroupements pédagogiques intercommunaux sur le territoire. Ces « RPI » permettent à plusieurs communes, notamment en milieu rural, de se réunir pour l'établissement et l'entretien d'une école. Les dépenses sont alors réparties entre les communes selon les termes de l'accord conclu, fixant notamment les conditions de répartition des charges des écoles regroupées.

RPI :

- Cottenchy, Dommartin, Fouencamps Guyencourt Remiencourt.
- Braches, Hargicourt, La Neuville Sire Bernard, Pierrepont sur Avre et Contoire Hamel
- Hailles, Thézy
- Coullemelle, Grivesnes, Quiry-le-Sec, Sourdon
- Aubercourt, Berteaucourt-lès-Thennes, Démuin, Domart-sur-la-Luce, Hangard, Ignaucourt, Thennes
- Bouchoir, Le Quesnel

RPC :

- Louvrechy-Rouvrel

c. Les services et équipements de santé

L'intercommunalité dispose de plusieurs équipements de santé. Ces équipements sont :

- Un centre Médico-social (Ailly-sur-Noye)
- Une maison médicale (Ailly-sur-Noye)
- Une maison médicale (Moreuil)
- Un centre paramédical (Moreuil)
- Un centre de radiologie (Moreuil)
- Un laboratoire d'analyse médicale (Moreuil)
- CCAS (Ailly-sur-Noye)

En outre, des cabinets médicaux regroupant plusieurs médecins sont également situés sur les communes d'Ailly-sur-Noye et Moreuil.



Cabinet médical – Ailly-sur-Noye



Centre Paramédical (Moreuil)

Les habitants de l'intercommunalité disposent également de pharmacies situées sur les communes de Ailly-sur-Noye (1), Moreuil (2) et Hangest-en-Santerre (1).

Une maison de retraite est également située sur la commune de Moreuil.

En termes de services, le territoire dispose d'un Centre Intercommunal d'Actions Sociales (CIAS) situé sur la commune de Moreuil. Le CIAS a pour vocation de faciliter le maintien à domicile des personnes âgées (ce qui est une priorité de la Communauté de Communes Avre Luce Noye). Un dispositif permet aux personnes de plus de 60 ans de bénéficier d'une aide-ménagère ou d'une aide financière pour permettre de rémunérer une aide à domicile.

L'intercommunalité est également diffuseur du service « téléalarme » à la suite d'une convention signée avec le Conseil Départemental. Cela permet de presser un bouton sur un pendentif en cas d'urgence. Selon l'urgence, le centre émetteur transmet l'appel aux pompiers.

d. Les équipements sportifs

La CCALN est dotée, dans les communes de Moreuil et d'Ailly-sur-Noye, de trois complexes sportifs à disposition des collèges et des associations :

- Le gymnase de Moreuil,
- Le complexe sportif Pierre Normand d'Ailly-sur-Noye,
- Le gymnase du Collège William Henri Classen (salle multisport) d'Ailly-sur-Noye,

En outre, les communes de Quiry-le-Sec, Coullemelle, Sourdon, Folleville, Rogy, Flers-sur-Noye, La Faloise, Démuin, Louvrechy, Braches, La Neuville Sire Bernard, Fouencamps, Dommartin, Jumel, Villers-aux-Erables, Arvillers, Le Plessier-Rozainvillers, Hangest-en-Santerre, Berteaucourt-lès-Thennes et Chaussoy-Epagny bénéficient de terrain de sport. Par ailleurs, les communes de Jumel, Moreuil, Ailly-sur-Noye et Hailles disposent d'un city stade.

Le territoire bénéficie également d'équipements sportifs plus spécifiques. Nous pouvons lister :

- Des boulodromes sur les communes de Mailly-Raineval, Morisel et Le Plessier-Rozainvillers ;
- Un centre aquatique sur la commune de Moreuil ;
- Un espace de Paintball sur la commune de Le Quesnel ;
- Un Moto club sur la commune d'Ailly-sur-Noye ;
- Un boulodrome sur la commune d'Ailly-sur-Noye ;
- Un karting sur la commune d'Arvillers.



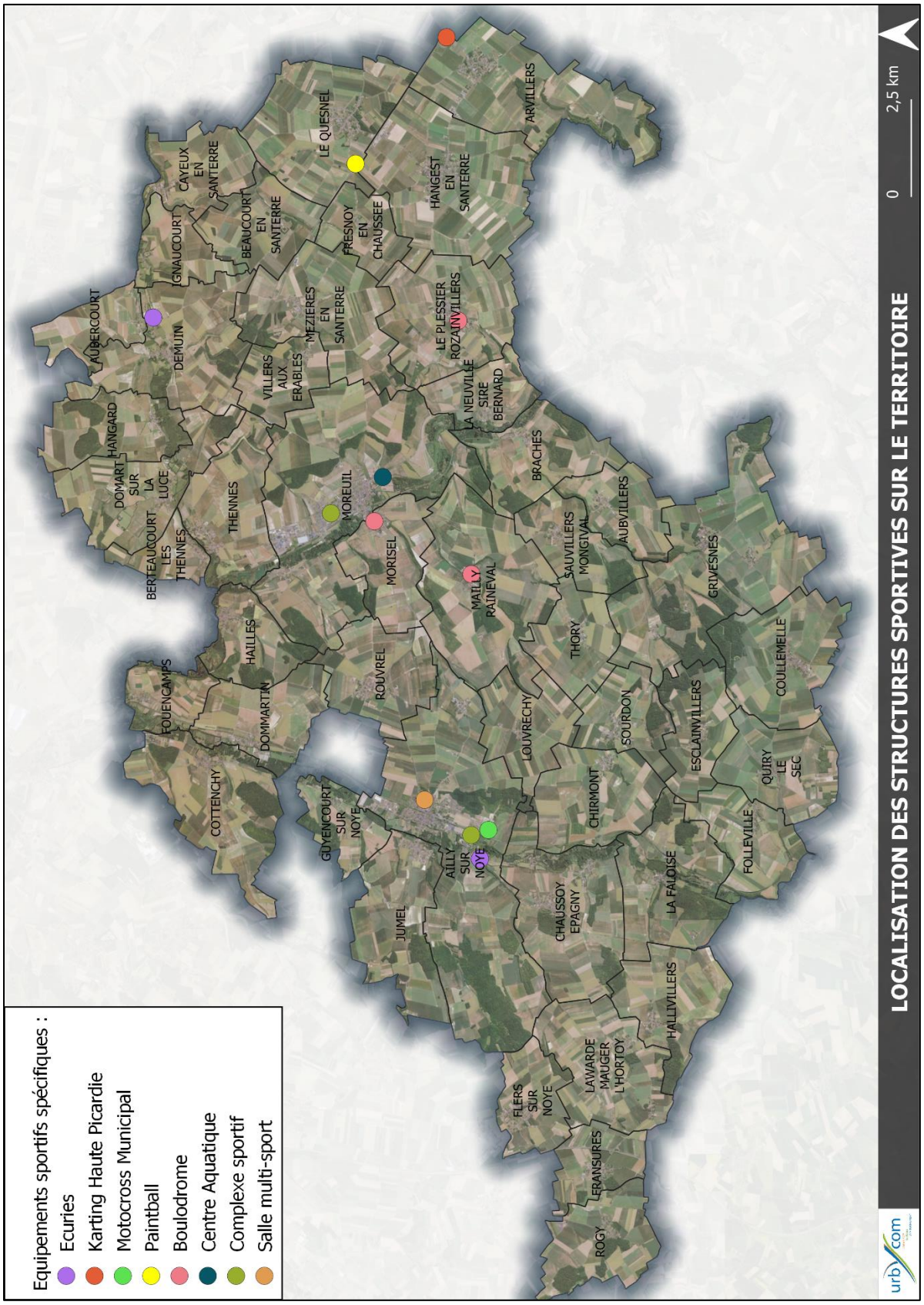
Centre Aquatique – Moreuil



Karting – Arvillers



Boulodrome – Le Plessier-Rozainvillers



Au-delà de ces structures, les communes de Chirmont, Sourdon, Flers-sur-Noye, Thory, Hailles, Cottenchy, Moreuil, Le Plessier-Rozainvillers, Hangest-en-Santerre, Le Quesnel, Ailly-sur-Noye et Dommartin disposent d'aire de jeux pour les enfants.



Chirmont



Sourdon

2. *Les réseaux collectifs*

a. *Réseau électricité*

Les communes de Fransures, Rogy, Arvillers, Hangest-en-Santerre et Grivesnes sont concernées par le passage des lignes et canalisations électriques qui constitue la servitude I4 :

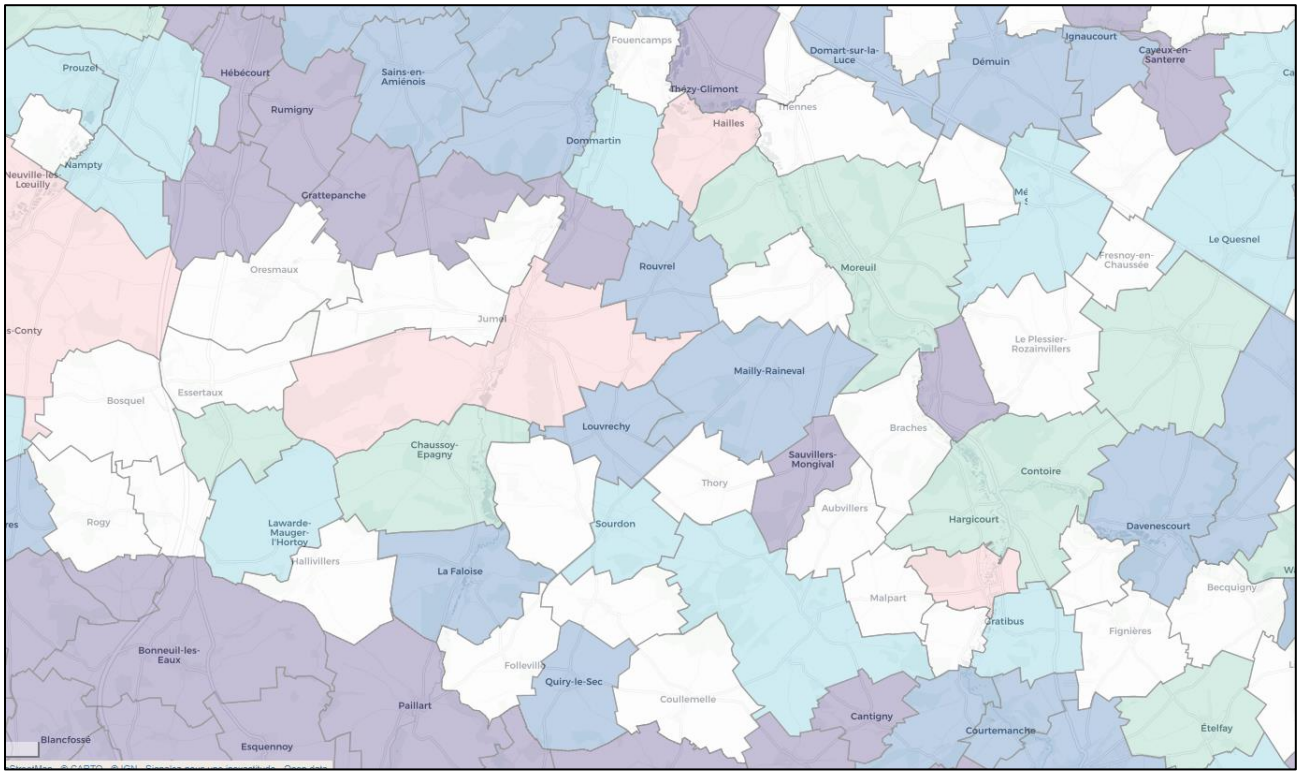


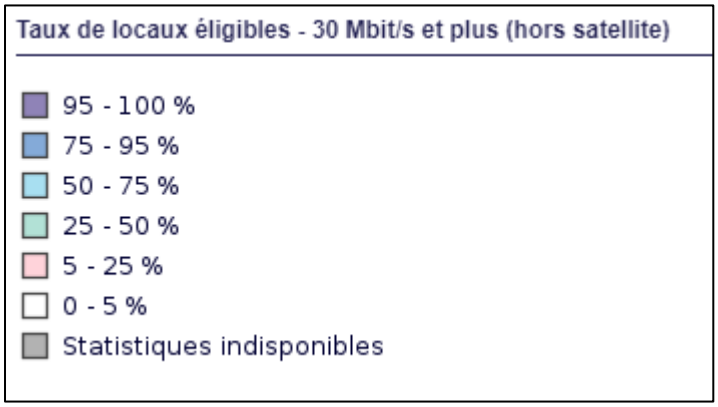
Aucune servitude de type I3 n’est présente sur le territoire.

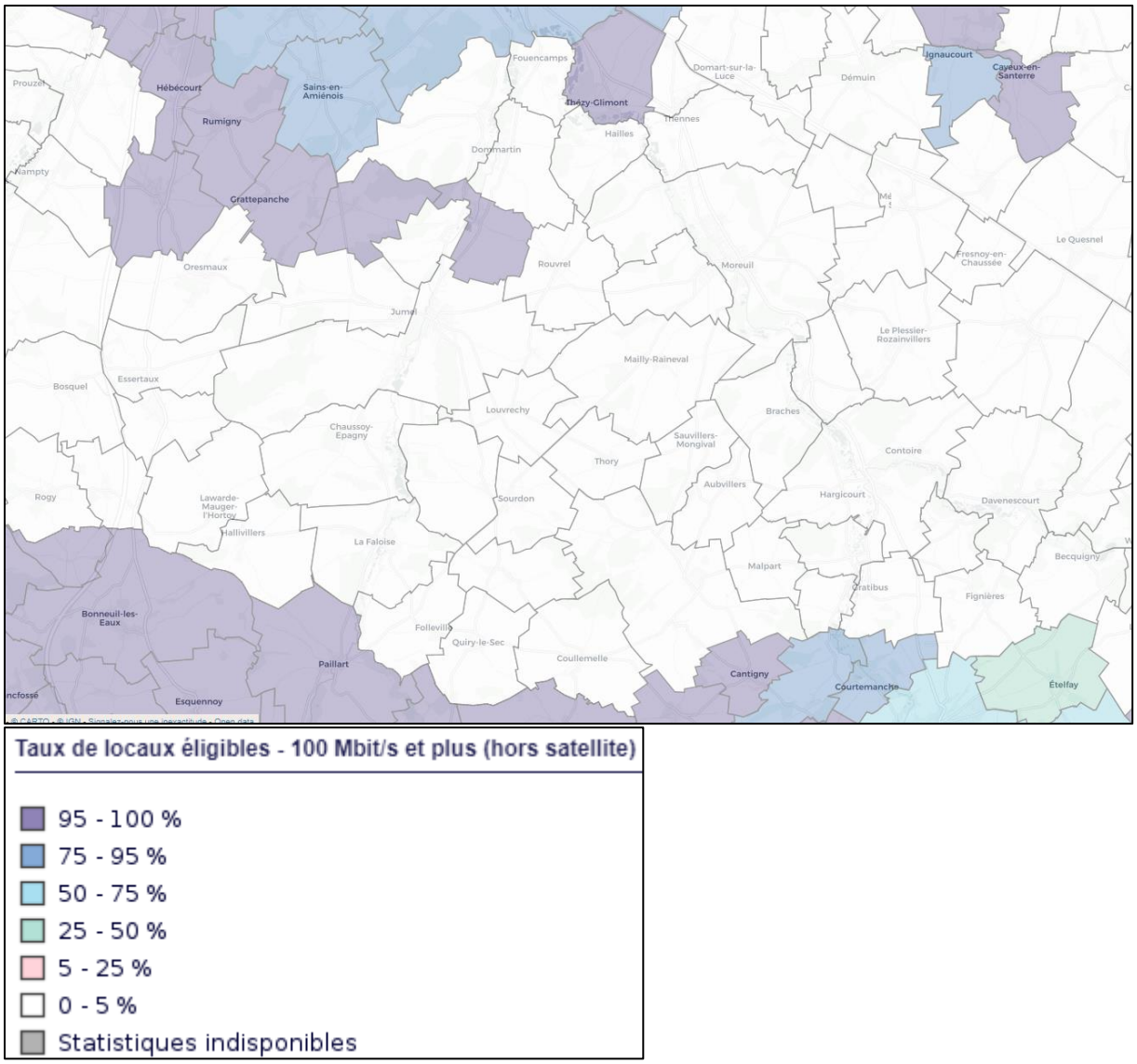
b. Couverture ADSL et téléphonique

La couverture ADSL du territoire est globalement faible. Toutefois, certaines communes ont un taux entre 95 et 100% de locaux éligibles à hauteur de 30 Mbits/s comme Cayeux-en-Santerre, Sauvillers-Mongival et La Neuville Sire Bernard. Pour autant, on constate que la couverture reste faible.

Connexions Internet en 2021







La carte ci-dessus indique qu'à l'exception de Cayeux-en-Santerre, aucune commune a un taux de locaux éligibles à hauteur de 100Mbit/s. Des travaux doivent être poursuivis en ce sens afin d'améloirer la connexion sur le territoire.

c. Eau potable

Commune	Production	Transfert	Distribution
Ailly-sur-Noye	SIDTE de la Vallée de la Noye	SIDTE de la Vallée de la Noye	SIDTE de la Vallée de la Noye
Arvillers	SIAEP de Guerbigny SIEP du Santerre	SIAEP de Guerbigny SIEP du Santerre	SIAEP de Guerbigny SIEP du Santerre
Aubercourt	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Aubvillers	Nc	Nc	Commune d'Aubvillers
Beaucourt-en-Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes
Braches	SIAEP de Pierrepont sur Avre	SIAEP de Pierrepont sur Avre	SIAEP de Pierrepont sur Avre
Cayeux-en-Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Chaussoy-Epagny	SIAEP du Plateau de la Noye	SIAEP du Plateau de la Noye	SIAEP du Plateau de la Noye
Chirmont	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye
Cottenchy	SIAEP Cottenchy Dommartin	SIAEP Cottenchy Dommartin	SIAEP Cottenchy Dommartin
Coullemelle	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye
Démuin	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Domart-sur-la-Luce	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes
Dommartin	SIAEP Cottenchy Dommartin	SIAEP Cottenchy Dommartin	SIAEP Cottenchy Dommartin
Esclainvillers	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye
La Faloise	SIAEP du Plateau de la Noye	SIAEP du Plateau de la Noye	SIAEP du Plateau de la Noye
Flers-sur-Noye	SIAEP de d'Oresmaux	SIAEP de d'Oresmaux	SIAEP de d'Oresmaux
Folleville	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye
Fouencamps	*Nc*	Nc	Commune de Fouencamps
Fransures	SIAEP de d'Oresmaux	SIAEP de d'Oresmaux	SIAEP de d'Oresmaux
Fresnoy-en-Chaussée	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Grivesnes	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye

Commune	Production	Transfert	Distribution
Guyencourt-sur-Noye	SIDTE de la Vallée de la Noye	SIDTE de la Vallée de la Noye	SIDTE de la Vallée de la Noye
Hailles	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes
Hallivillers	SIAEP du Plateau de la Noye	SIAEP du Plateau de la Noye	SIAEP du Plateau de la Noye
Hangard	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes
Hangest-en-Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Ignaucourt	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Jumel	SIDTE de la Vallée de la Noye	SIDTE de la Vallée de la Noye	SIDTE de la Vallée de la Noye
Lawarde-Mauger-l'Hortoy	SIAEP du Plateau de la Noye	SIAEP du Plateau de la Noye	SIAEP du Plateau de la Noye
Louvrechy	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye
Mailly-Raineval	Commune de Mailly-Raineval	Commune de Mailly-Raineval	Commune de Mailly-Raineval
Mézières-en-Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Moreuil	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes SIEP du Santerre	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes SIEP du Santerre	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes SIEP du Santerre
Morisel	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
La Neuville Sire Bernard	SIAEP de Pierrepont sur Avre	SIAEP de Pierrepont sur Avre	SIAEP de Pierrepont sur Avre
Le Plessier-Rozainvillers	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Le Quesnel	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre
Quiry-le-Sec	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye
Rogy	SIAEP de d'Oresmaux	SIAEP de d'Oresmaux	SIAEP de d'Oresmaux
Rouvrel	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye
Sauvillers-Mongival	Commune de Sauvillers-Mongival	Commune de Sauvillers-Mongival	Commune de Sauvillers-Mongival
Sourdon	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye
Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes	SIAEP de Berteaucourt-lès-Thennes
Thory	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye	SIAEP du Plateau Sud d'Ailly-sur-Noye

Commune	Production	Transfert	Distribution
Villers-aux-Erables	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre	SIEP du Santerre

d. Assainissement « eaux usées »

i. Assainissement non collectif

Toutes les communes du territoire sont concernées par l'assainissement non collectif.

La base de la réglementation pour l'assainissement des eaux usées domestiques repose sur la **directive relative aux «Eaux Résiduaires Urbaines» (ERU)**. Elle a été transcrite en droit français avec la **loi sur l'eau de 1992** puis modifiée en **loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) en 2006**. Cette loi figure aujourd'hui dans les Codes de l'Environnement, de la Santé Publique et le Code des Collectivités Territoriales.

La LEMA impose aux communes d'assurer le **contrôle des installations d'assainissement non collectif** (installation privée liée à une habitation qui traite les eaux usées, appelé également assainissement autonome ou individuel).
Les objectifs de cette loi sont tout d'abord de prévenir tout risque sanitaire, mais aussi de limiter l'impact environnemental et ainsi participer à l'effort national de protection de la ressource en eau : « L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. » Article 1 de la LEMA.

Il faut rappeler que le traitement des eaux usées domestiques est l'un des facteurs essentiels à la reconquête de la qualité physico-chimique des eaux superficielles et souterraines du territoire, victimes notamment d'un apport trop important en nutriments azotés et phosphorés, ainsi qu'en matières organiques. Malgré l'application progressive de cette réglementation, certaines communes ne disposent pas encore de réseau collectif.

Le SPANC est le **Service Public d'Assainissement Non Collectif**, il permet de contrôler, sur site, la conception, l'implantation et la réalisation des ouvrages neufs ou réhabilités, ainsi que la vérification du bon fonctionnement et du bon entretien des installations existantes. **Dans le cas d'un nouveau dispositif (construction neuve ou réhabilitation), une visite sur le site doit avoir lieu avant le remblaiement afin d'évaluer la qualité de la réalisation des ouvrages.** Le SPANC concerne tout immeuble non raccordé à un réseau public de collecte des eaux usées.

ii. Assainissement collectif

La communauté de communes Avre Luce Noye est en partie rattachée aux stations d'épuration de Moreuil, Ailly-sur-Noye, Cottenchy et de Fouencamps (Cottenchy-Le-Paraclet). Mis à part la station de Cottenchy-Le-Paraclet arrivée à saturation, ces dernières sont conformes en équipement et en performance. Les stations de Moreuil, Ailly-sur-Noye et Cottenchy sont également capables de subvenir aux besoin d'assainissement de nouvelles populations, leur capacité nominale n'étant pas atteinte.

Station de MOREUIL SE

Charge maximale en entrée :

4 888 EH

Capacité nominale : 8 000 EH
Débit arrivant à la station
Valeur moyenne : 859 m3/j
Percentile95 : 2 175 m3/j
Débit de référence retenu :

2 175 m3/j

Production de boues : 89 TMS/an

Résultats des conformités

Conformité équipement : oui
Conformité performance : oui

Station de AILLY-SUR-NOYE

Charge maximale en entrée :

4 224 EH

Capacité nominale : 6 000 EH
Débit arrivant à la station
Valeur moyenne : 565 m3/j
Percentile95 : 1 515 m3/j
Débit de référence retenu :

1 515 m3/j

Production de boues : 0 TMS/an

Résultats des conformités

Conformité équipement : oui
Conformité performance : oui

Station de COTTENCHY

Charge maximale en entrée :

168 EH

Capacité nominale : 405 EH
Débit arrivant à la station
Valeur moyenne : 33 m3/j
Percentile95 : 50 m3/j
Débit de référence retenu :

50 m3/j

Production de boues : 0 TMS/an

Résultats des conformités

Conformité équipement : oui
Conformité performance : oui

Station de COTTENCHY-LE-PARACLET

Charge maximale en entrée :

667 EH

Capacité nominale : 667 EH
Débit arrivant à la station
Valeur moyenne : 100 m3/j
Percentile95 : 0 m3/j
Débit de référence retenu :

100 m3/j

Production de boues : 0 TMS/an

Résultats des conformités

Conformité équipement : oui
Conformité performance : non

Source : Portail de l'assainissement collectif

e. Gestion des déchets

i. Les ordures ménagères

La collecte et le traitement des déchets ménagers du secteur sont confiés au SMITOM du Santerre

Dimensionné pour un gisement maximal annuel de 6000 tonnes, soit une population équivalente de près de 120 000 habitants, le centre de tri du SMITOM du Santerre est situé sur la zone industrielle nord de Rosières en Santerre (80170).
Situé au cœur des dispositifs de collecte de ses adhérents, l'accès au site de Rosières en Santerre est facilité grâce notamment à un important réseau routier qui dessert l'ensemble de la zone Est du département.

Dans sa compétence « traitement des déchets », le SMITOM a mis en place :

- La levée des points d'apport volontaire à verre ;
- Le tri des recyclables issus de la collecte sélective en sac ;
- Le traitement des ordures ménagères résiduelles ;
- La prévention des déchets (au travers d'un guide de la prévention des déchets)
- Le traitement des déchets verts ;
- La mise en place du compostage domestique (au travers du guide de compostage domestique).

ii. *Le tri*

Un tri est organisé sur le territoire. Des poubelles à sac jaune permettent de déposer exclusivement les bouteilles et flacons en plastique, les emballages en métal, les briques alimentaires (avec leurs bouchons) mais également les boîtes, pots, barquettes en plastique, sacs, sachets, tubes et films en plastique. Les poubelles à sac bleu permettent de déposer uniquement papiers, carton, cartonnettes, journaux, magazines et enveloppes. Enfin des poubelles pour les ordures ménagères sont également à disposition des habitants depuis le 1er janvier 2021.

Le verre doit être déposé dans les containers prévus à cet effet. Les bouteilles, canettes, pots et bocaux vidés de leur contenu sans bouchon (ni capsule, ni couvercle) sont autorisés.

iii. *Les déchèteries*

Il existe deux déchèteries sur le territoire, une Ailly-sur-Noye et une à Moreuil.
Les déchetteries offrent une solution réglementaire et respectueuse de l'environnement en favorisant le recyclage et la valorisation des matériaux, dans les meilleures conditions techniques et économiques du moment.

Un gardien accueille et guide les habitants de l'intercommunalité afin de garantir le bon fonctionnement de la déchèterie.

L'utilisation des déchèteries est régie par un règlement intérieur qui s'applique à tous.

f. *Défense incendie*

L'article L 2212-2 alinéa 5 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le maire a « le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux tels que les incendies… ». L'article L 1424-2 du même Code (loi 96-369 du 6 mai 1996) charge le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la prévention, de la protection et de la lutte contre l'incendie.

La commune doit veiller à ce que des points d'eau correspondants aux besoins de défense contre l'incendie des habitations et des activités industrielles soient implantés au fur à mesure de l'évolution de l'urbanisation. Elle doit entretenir les installations de lutte contre l'incendie.

La circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 et celle du 20 février 1957 indiquent clairement que « les sapeurs-pompiers doivent trouver, sur place, en tout temps, 120 m3 d'eau utilisables en deux heures. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité d'eau puisse être utilisée sans déplacement des engins. Il est à noter que les besoins ci-dessus ne constituent que des minima… ».
Ces mêmes textes indiquent que ces besoins peuvent être satisfaits indifféremment :

- à partir d'un réseau de distribution,
- par des points d'eau naturels,
- par des réserves artificielles.

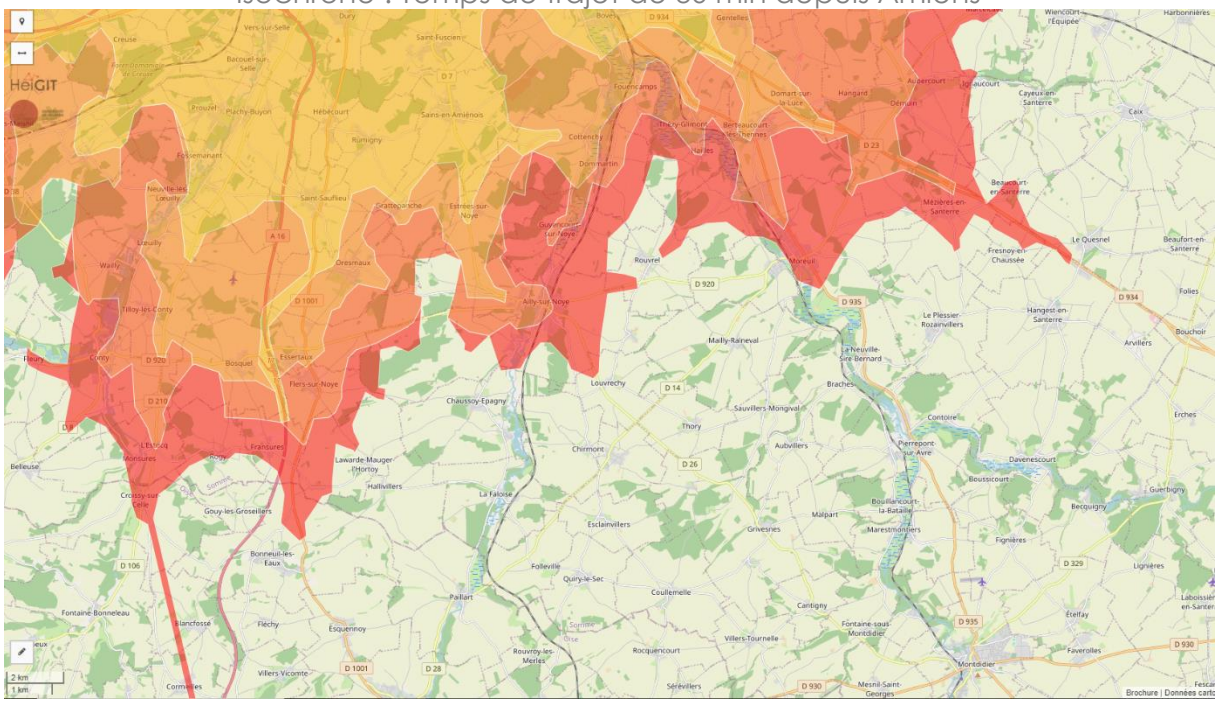
Ces règles et les conditions techniques de mise en œuvre sont d'ailleurs rappelées par le Règlement Opérationnel prévu par l'article L 1424-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

VI. ANALYSE DES DEPLACEMENTS

1. *Pôles d'influence*

Le territoire intercommunal est en partie tourné vers le pôle d'attractivité d'Amiens. La situation géographique de la Communauté de Communes Avre Luce Noye fait que les communes du nord et de l'ouest du territoire sont accessibles en 30 min en voiture.

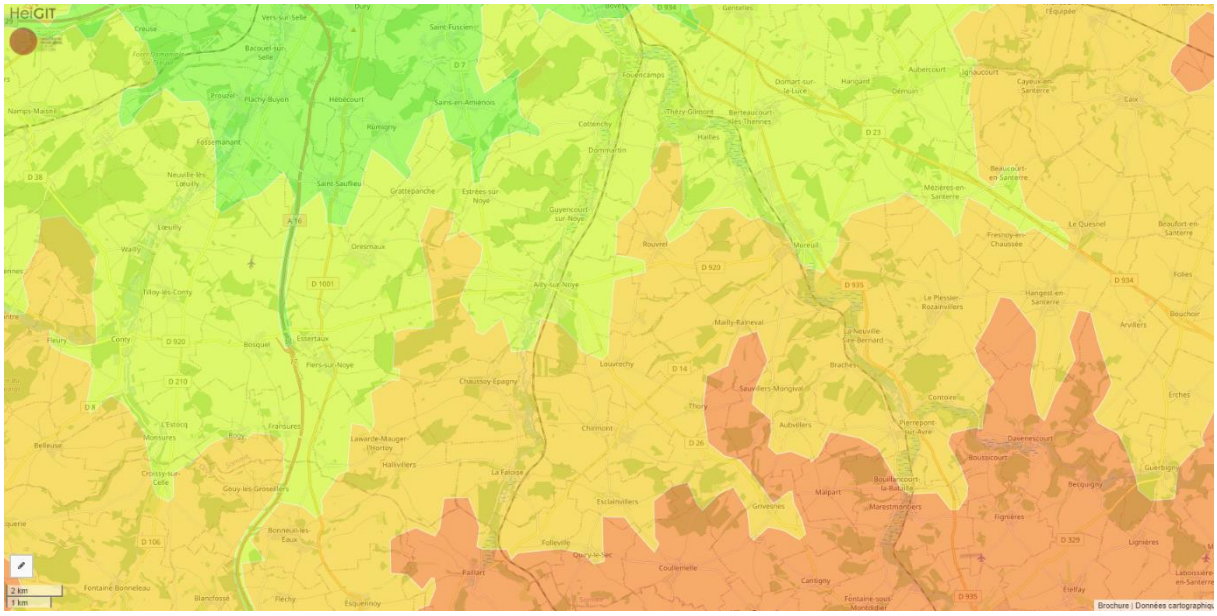
Isochrone : Temps de trajet de 30 min depuis Amiens



Source : Openrouteservice.org

La carte isochrone ci-dessus représente les distances réalisables en 30 minutes en voiture à partir du centre d'Amiens. Seules les communes situées sur la frange ouest du territoire sont accessibles dans ce laps de temps. Les autres communes du territoire sont accessibles en moins de 60 minutes.

Isochrone : Temps de trajet de 60 min depuis Amiens



Source : Openrouteservice.org

Le territoire de la Communauté de Communes se trouve également à proximité d'autres grands pôles comme le démontre le tableau ci-dessous. La majorité des pôles peut être rejoint en moins d'une heure en voiture.

Temps de trajet en voiture vers les grands pôles

	Lille	Paris	Amiens	Compiègne	Beauvais
Depuis Ailly-sur-Noye	1h32	1h57	27 min	57 min	40 min
Depuis Moreuil	1h25	1h57	33 min	54 min	50 min

2. Réseau routier et déplacements individuels motorisés

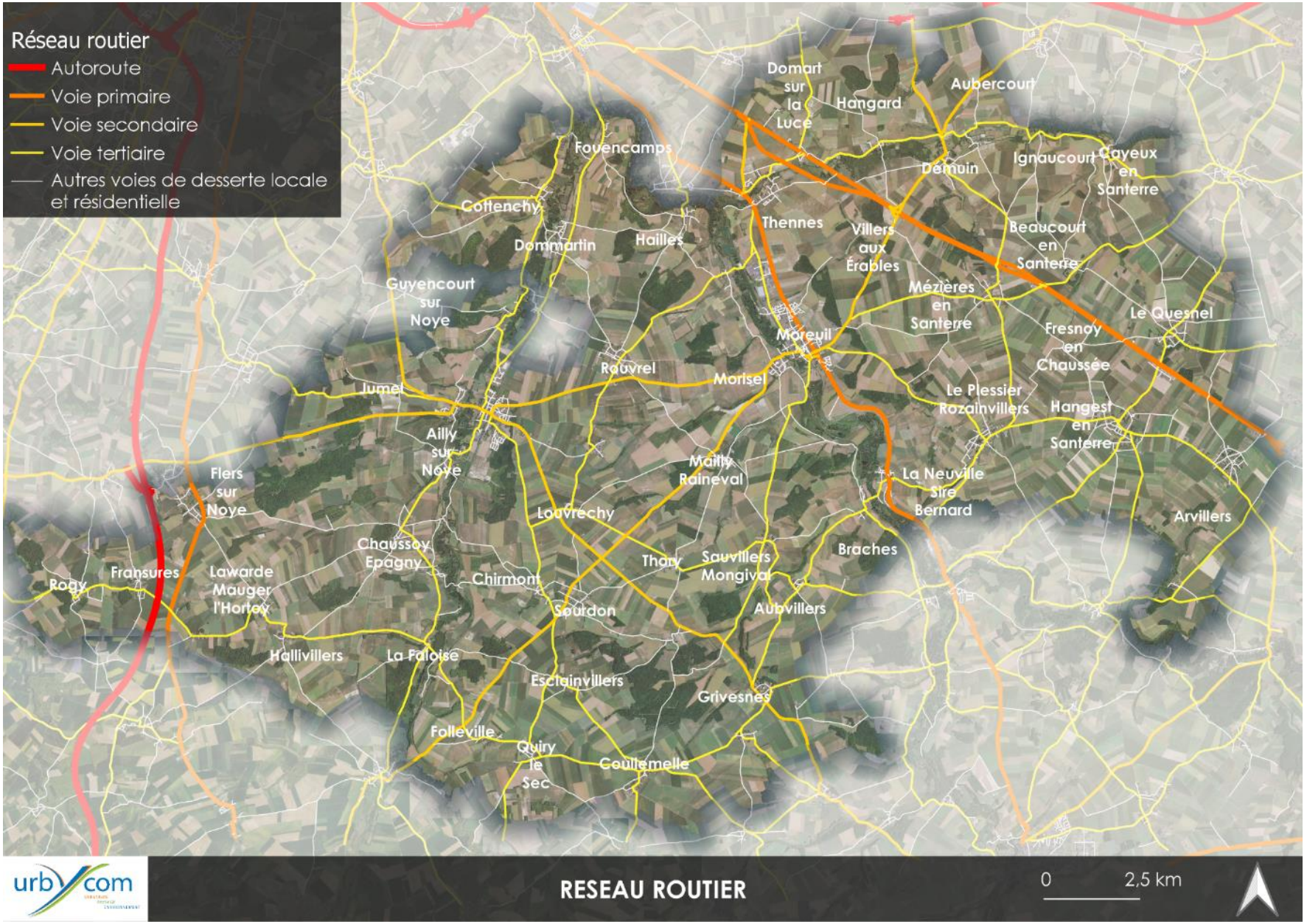
a. Structure du réseau routier

Le réseau routier est bien développé sur l'ensemble du territoire. Ce dernier est constitué d'axes nationaux, régionaux et locaux.

Le réseau routier du territoire est hiérarchisé de la façon suivante :

- L'autoroute A16 traversant la commune de Fransures, à l'ouest du territoire
- Un réseau de voies primaires maillant le territoire et reliant les principaux pôles du territoire ainsi que les pôles d'influence tels qu'Amiens et Montdidier
- Un réseau de voies secondaires, maillant plus finement le territoire et reliant les communes entre elles
- Un réseau tertiaire et résidentiel maillant toutes les communes du territoire.

Le maillage routier du territoire atteste de son caractère rural.



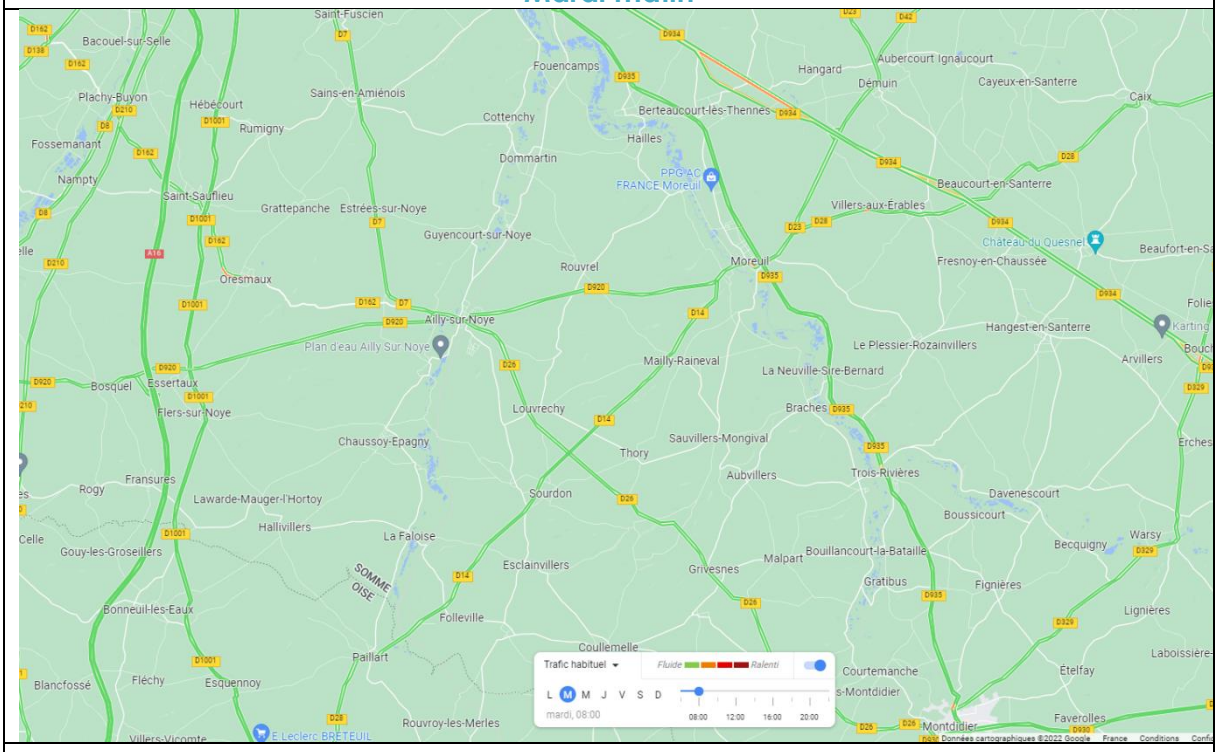
Source : Cartographie Urbycom

b. *Trafic et conditions de circulation*

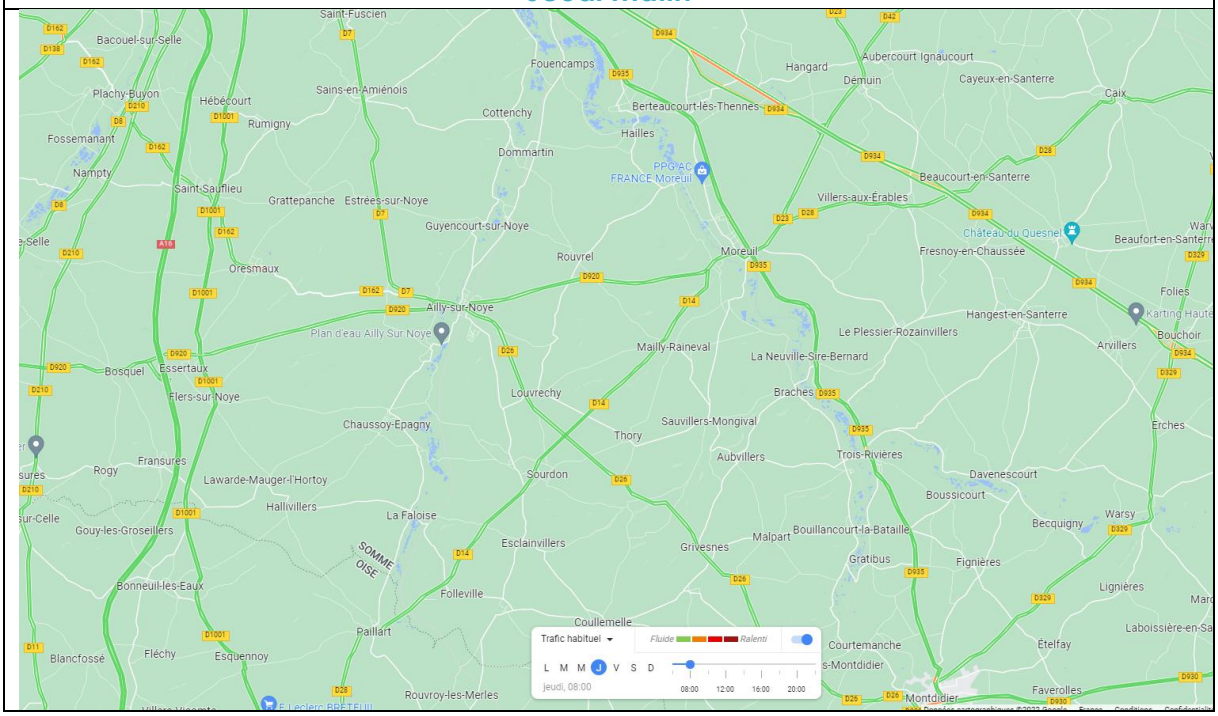
Les conditions de circulation au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye et au sein des communes pôles du territoire sont globalement fluides.

Trafic habituel au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye

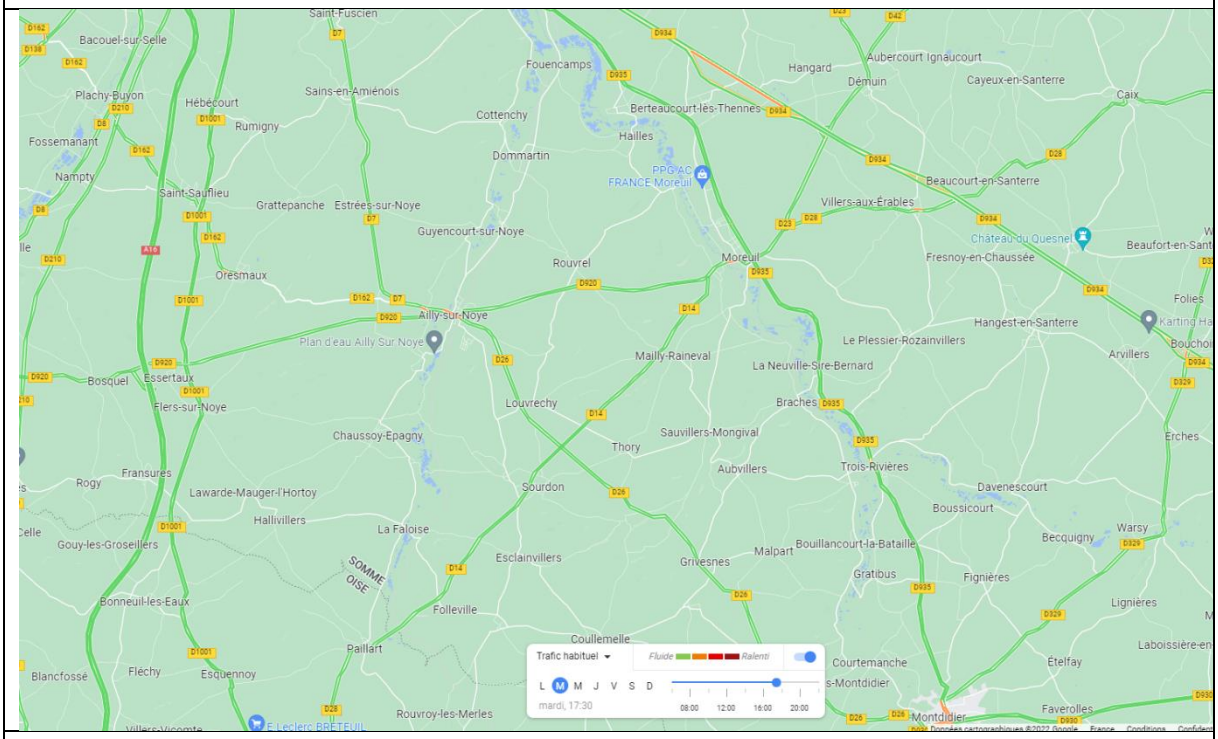
Mardi matin



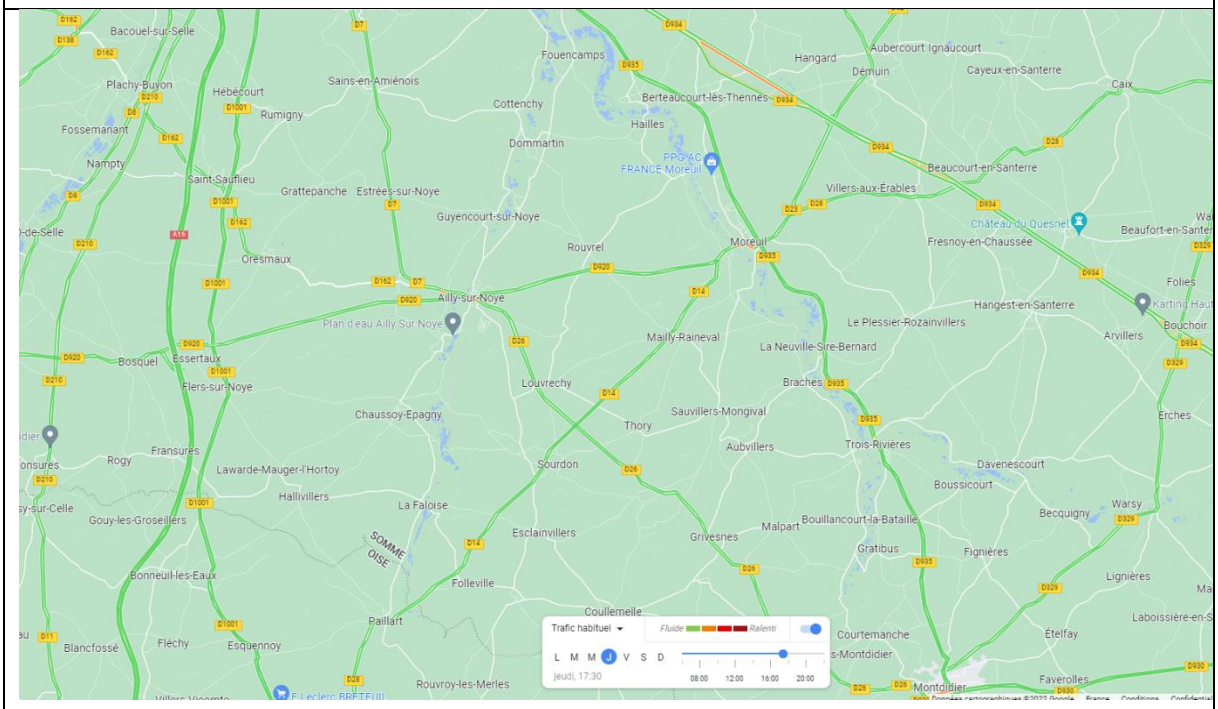
Jeudi matin



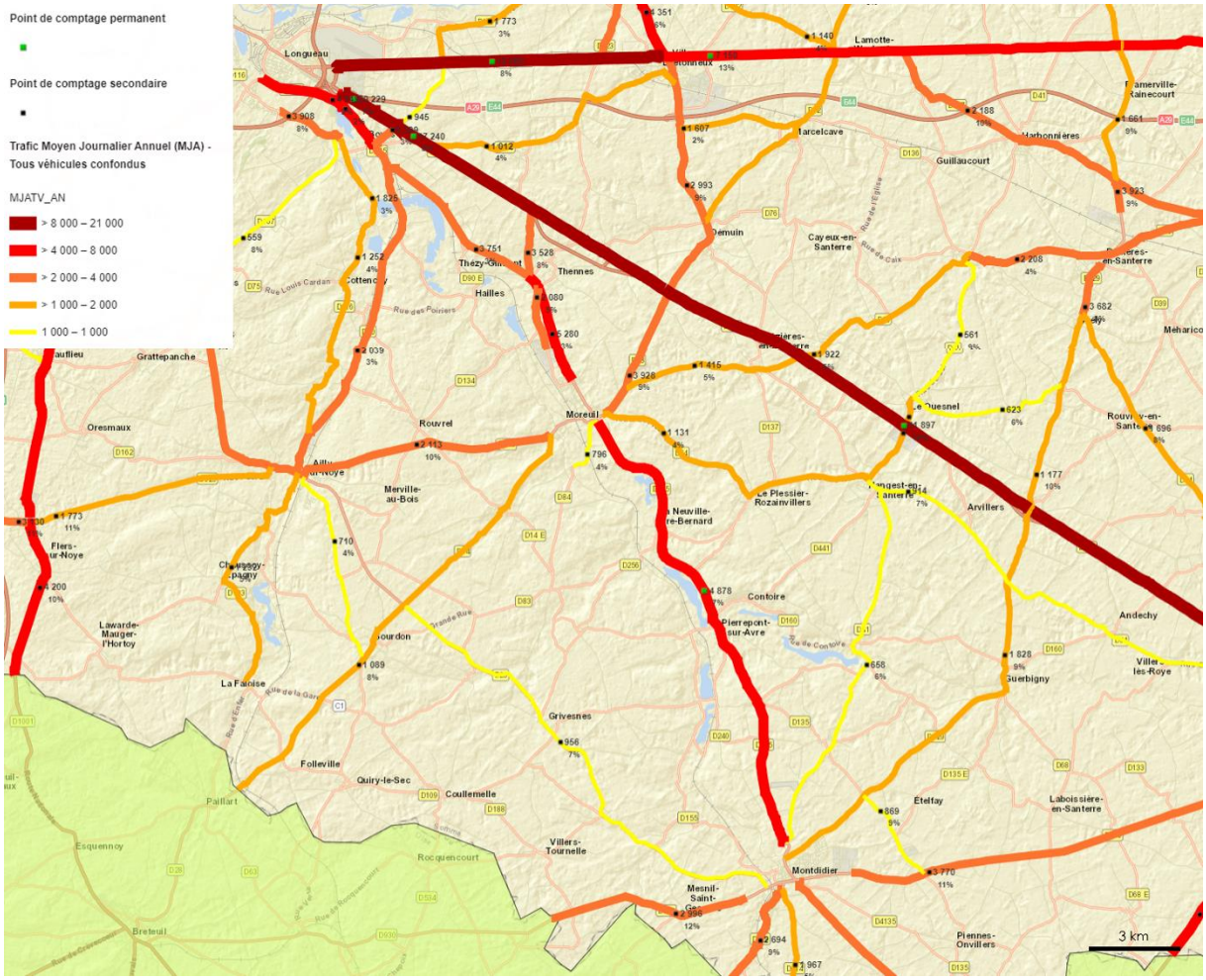
Mardi soir



Jeudi soir

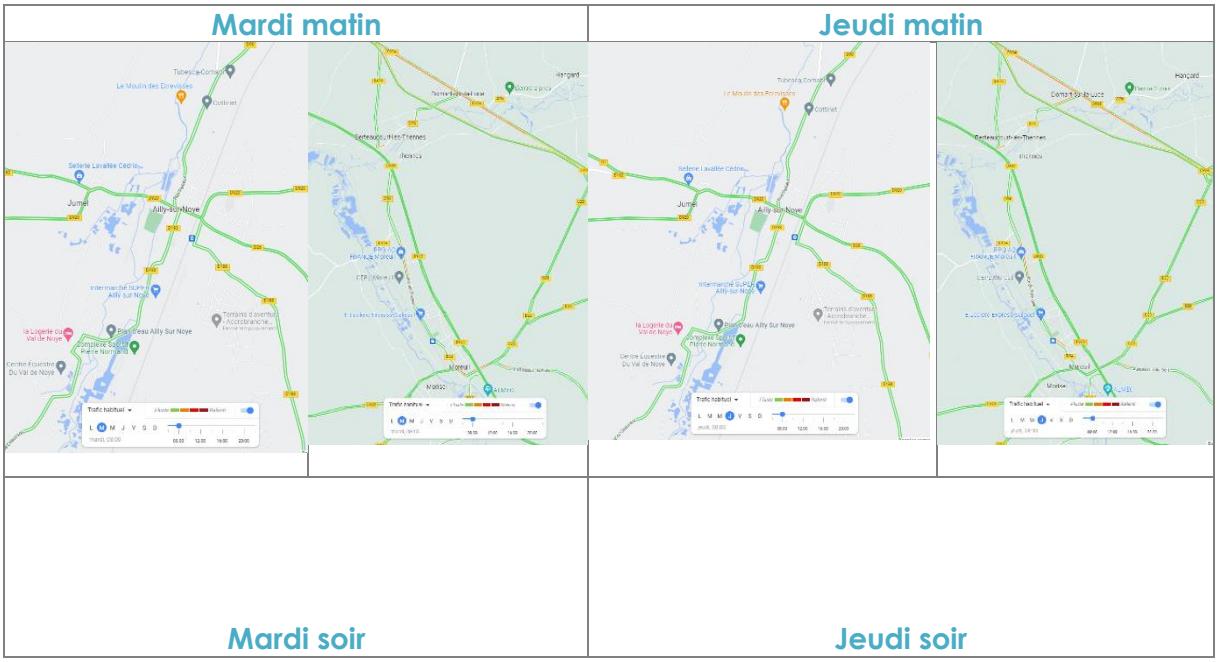


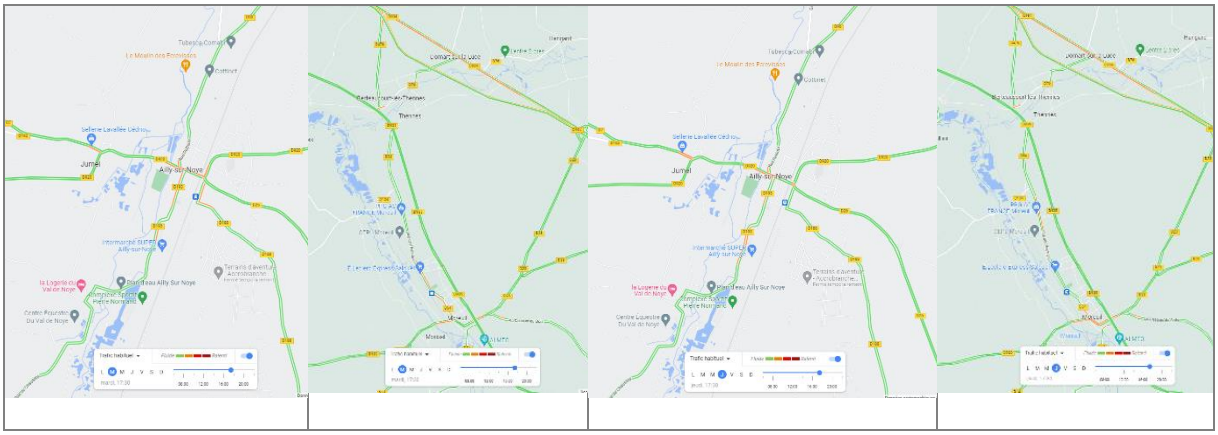
Aux heures de pointes du matin (7h-9h) et du soir (17h-19h), seuls des ralentissements ponctuels sont à prendre en compte autour des communes de Moreuil et Ally-sur-Noye. Ces ralentissements sont essentiellement localisés sur les voies départementales. Cela s'explique notamment par leur forte fréquentation (D934 : entre 8 000 et 21 000 véhicules (TMJA) en 2019).



Source : Département de la Somme, 2019

Trafic habituel aux heures de pointe du matin et du soir dans les communes d'Ailly-sur-Noye et Moreuil



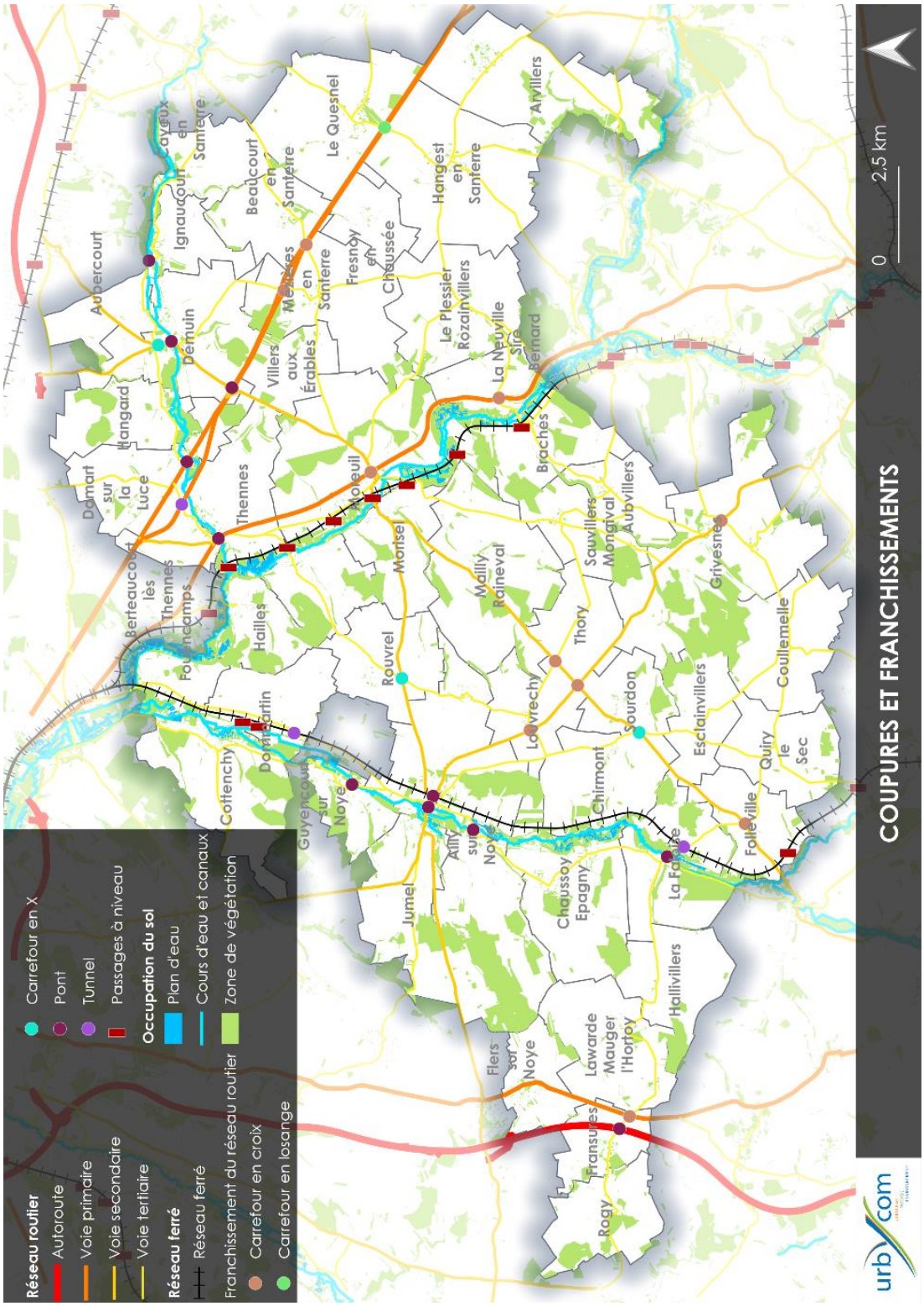


La voiture reste le mode de déplacement privilégié sur le territoire. Les conditions de circulation n'entravent pas son utilisation.

c. Coupures urbaines et franchissements

Le réseau viaire présent sur le territoire provoque un effet de coupure ponctuel notamment au niveau du réseau autoroutier et primaire. Les réseaux secondaire et fluvial provoquent également des coupures. Ces éléments perturbent la bonne circulation des habitants et notamment la circulation des modes actifs (piétons et cyclistes). La morphologie du territoire impose la mise en place de nombreux franchissements pour éviter ce phénomène.

Ces franchissements sont parfois fortement éloignés les uns des autres. Cela contraint la circulation et l'aménagement de nouveaux itinéraires piétons et cyclables. Ces derniers sont parfois amenés à des détours importants à leur échelle. Toutefois, certains itinéraires cyclables et de randonnée ne subissent pas ces effets de coupures car ils sont aménagés en site propre.



Source : Cartographie Urbycom

d. Accidentologie

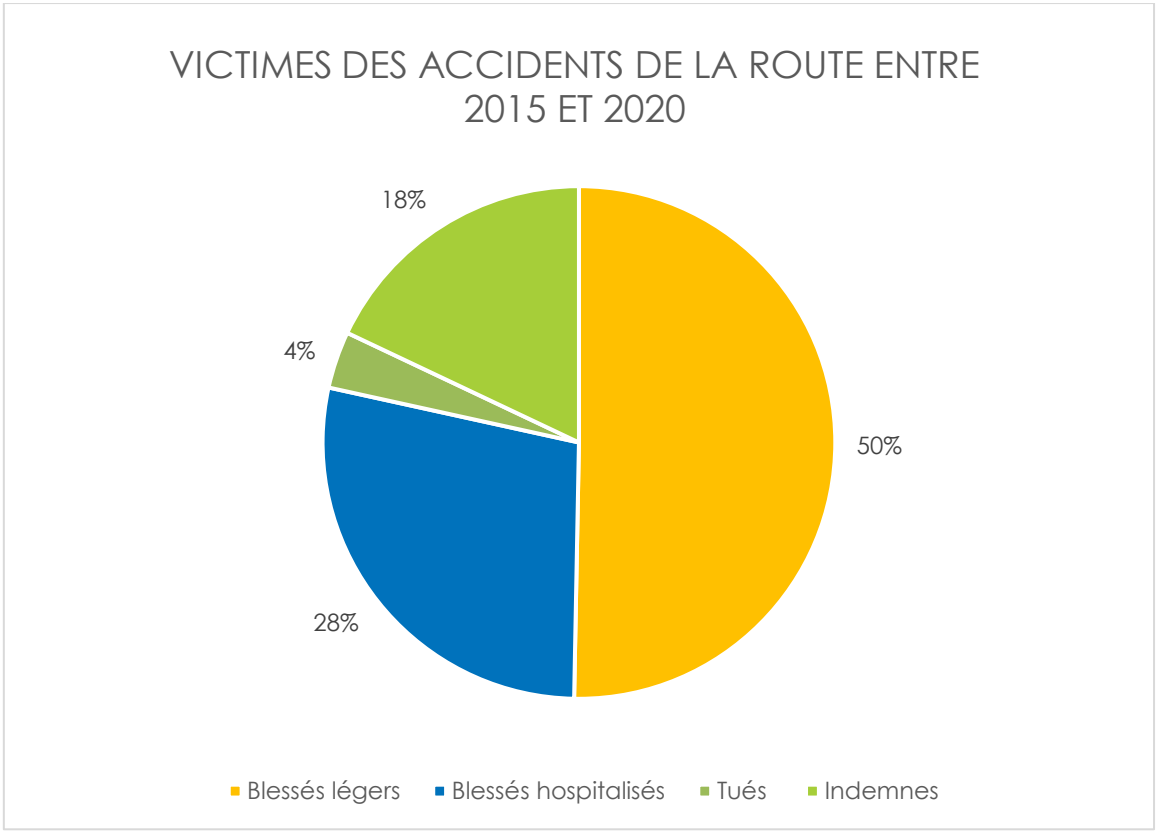
Les voies principales assurent une bonne desserte du territoire, mais par leur nature et leur trafic important, l'accidentologie y est importante, notamment sur la D934 et D920.
Depuis 2015, 69 accidents corporels ont été recensés. On recense alors 6 accidents mortels et 26 blessés. D'autres accidents de type matériels peuvent également être mentionnés.



Source : Porter à connaissance

Entre 2015 et 2020, l'agglomération a recensé près de 70 accidents de la route. Ces derniers ont fait 6 morts et de nombreux blessés parfois hospitalisés. Dans la majorité des cas, ces accidents impliquaient au minimum un véhicule léger.

Victimes des accidents de la route entre 2015 et 2020



Source : Accidents-route.fr, PAC

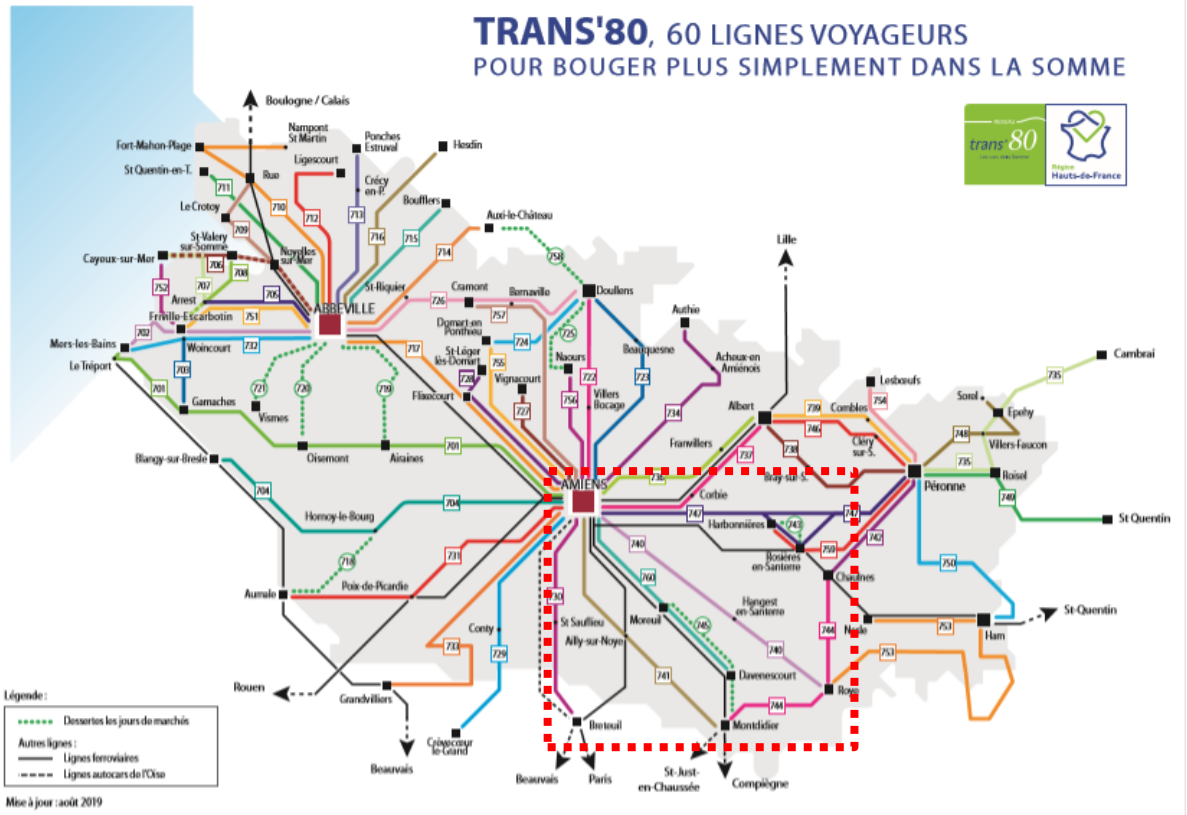
On observe également que la majeure partie de ces accidents a eu lieu hors agglomération et en plein jour, dans des conditions de circulation normales. De plus, nombre d'entre eux ont lieu hors intersection.

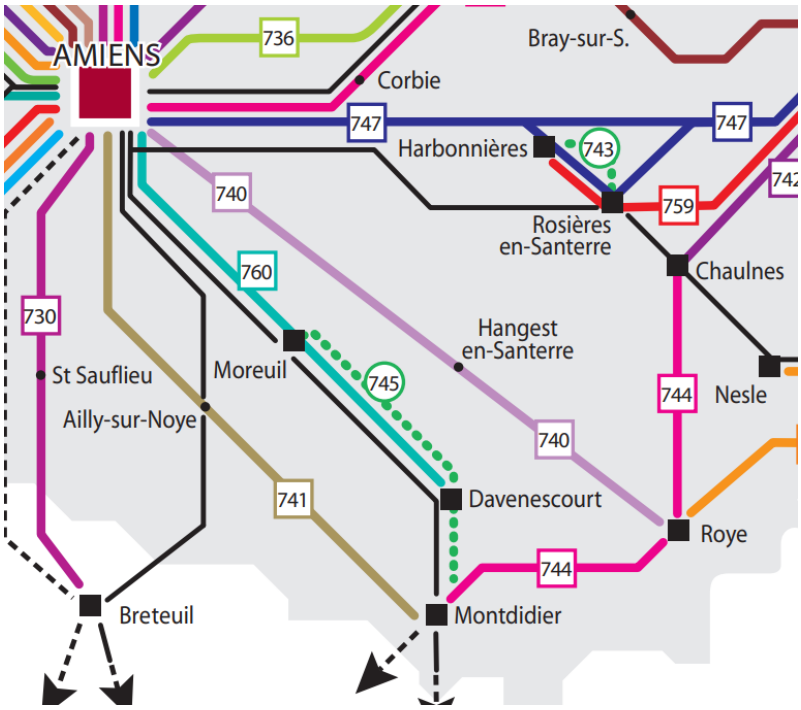
3. *Transport en commun*

a. *Bus urbain et interurbain*

Le réseau de bus Trans'80 initié par le département de la Somme est aujourd'hui géré par la région Hauts-de-France. Il couvre ainsi une grande partie du territoire : 4 lignes traversent la Communauté de Communes Avre Luce Noye :

- Ligne 740 reliant Amiens et Roye ;
- Ligne 741 entre Amiens et Montdidier ;
- Ligne 760 entre Amiens et Davenescourt ;
- Ligne 745 reliant Moreuil et Montdidier, uniquement les jours de marché.





Source : Trans'80, Hauts-de-France

Certaines communes de l'intercommunalité ne sont pas desservies par le réseau Trans'80.

Nom	Ligne 760	Ligne 730	Ligne 745	Ligne 741	Ligne 740

Moreuil	X		X		
Ailly-sur-Noye				X	
Arvillers			X		X
Aubercourt					
Aubvillers				X	
Beaucourt-en-Santerre					X
Berteaucourt-lès-Thennes					
Braches	X				
Cayeux-en-Santerre					
Chaussoy-Epagny				X	
Chirmont				X	
Cottenchy				X	
Coullemelle				X	
Démuin					X
Domart-sur-la-Luce					X
Dommartin					
Esclainvillers				X	
La Faloise				X	
Flers-sur-Noye		X			
Folleville				X	
Fouencamps					
Fransures	X				
Fresnoy-en-Chaussée					X
Grivesnes				X	
Guyencourt-sur-Noye				X	
Hailles					
Hallivillers	X	X			
Hangard					X
Hangest-en-Santerre			X		X
Ignaucourt					
Jumel				X	
Lawarde-Mauger-l'Hortoy		X			
Louvrechy				X	
Mailly-Raineval				X	
Mézières-en-Santerre			X		X
Morisel					
La Neuville-Sire-Bernard					
Le Plessier-Rozainvillers	X		X		
Le Quesnel					X
Quiry-le-Sec				X	
Rogy					
Rouvrel				X	
Sauvillers-Mongival				X	

Sourdon				X	
Thennes					
Thory	X			X	
Villers-aux-Érables			X		

b. *Transport scolaire*

Le transport scolaire du territoire est organisé par la région Hauts-de-France. Ce réseau dessert la totalité de l'intercommunalité et permet de rejoindre les principaux établissements scolaires en autocar. Les horaires sont calés sur les horaires des élèves et permettent de desservir les établissements scolaires de Montdidier, Moreuil, …

c. *Réseau ferroviaire*

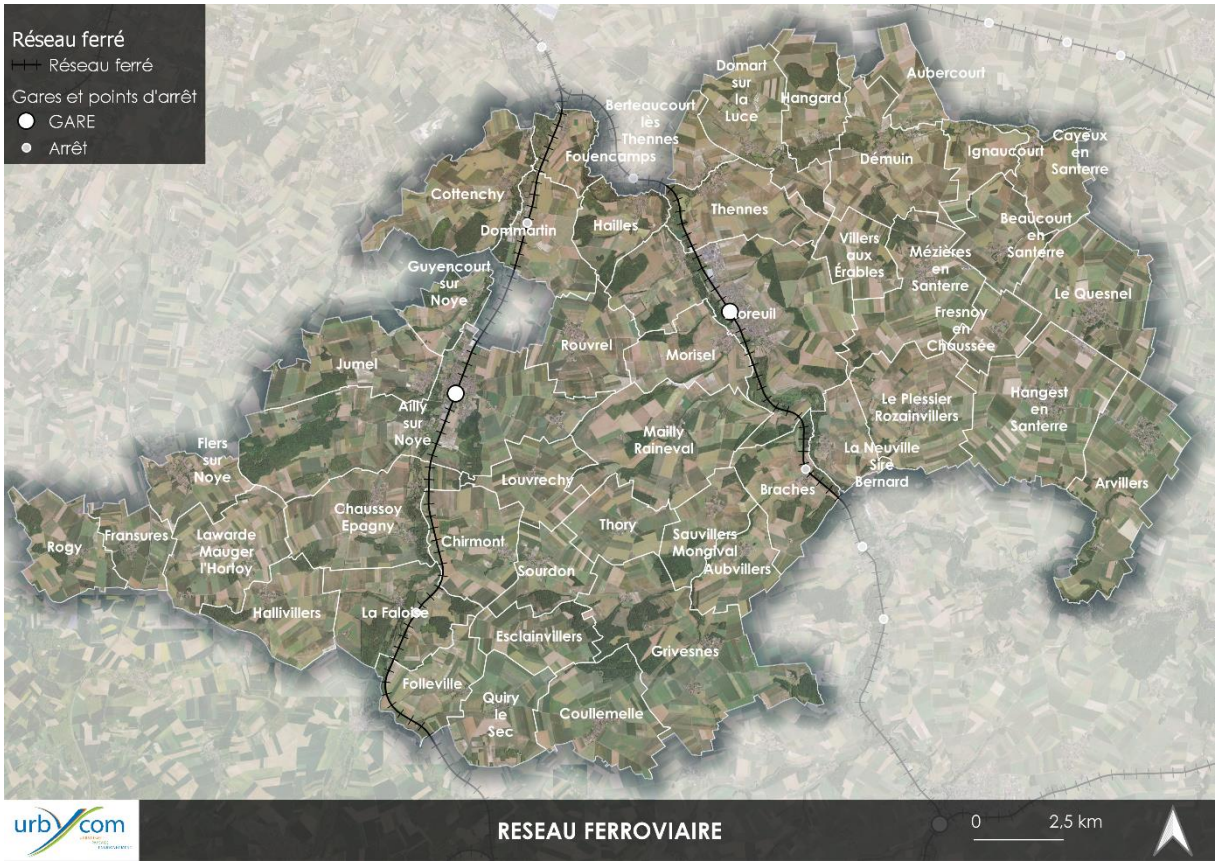
La Communauté de Communes Avre Luce Noye est desservie par deux gares (Ailly-sur-Noye et Moreuil) et par deux arrêts (La Faloise et Dommartin). L'arrêt de Braches n'est desservi que sur réservation (taxis).

Fréquentation des gares et arrêts du territoire entre 2015 et 2019

Nom de la gare ou arrêt	Nombre de voyageurs en 2019	Nombre de voyageurs en 2015	Evolution entre 2015 et 2019
Ailly-sur-Noye	138 388	143 798	-4%
Moreuil	192 160	183 064	5%
La Faloise	8 722	9 207	-5%
Dommartin-Remiencourt	8 642	8 177	6%

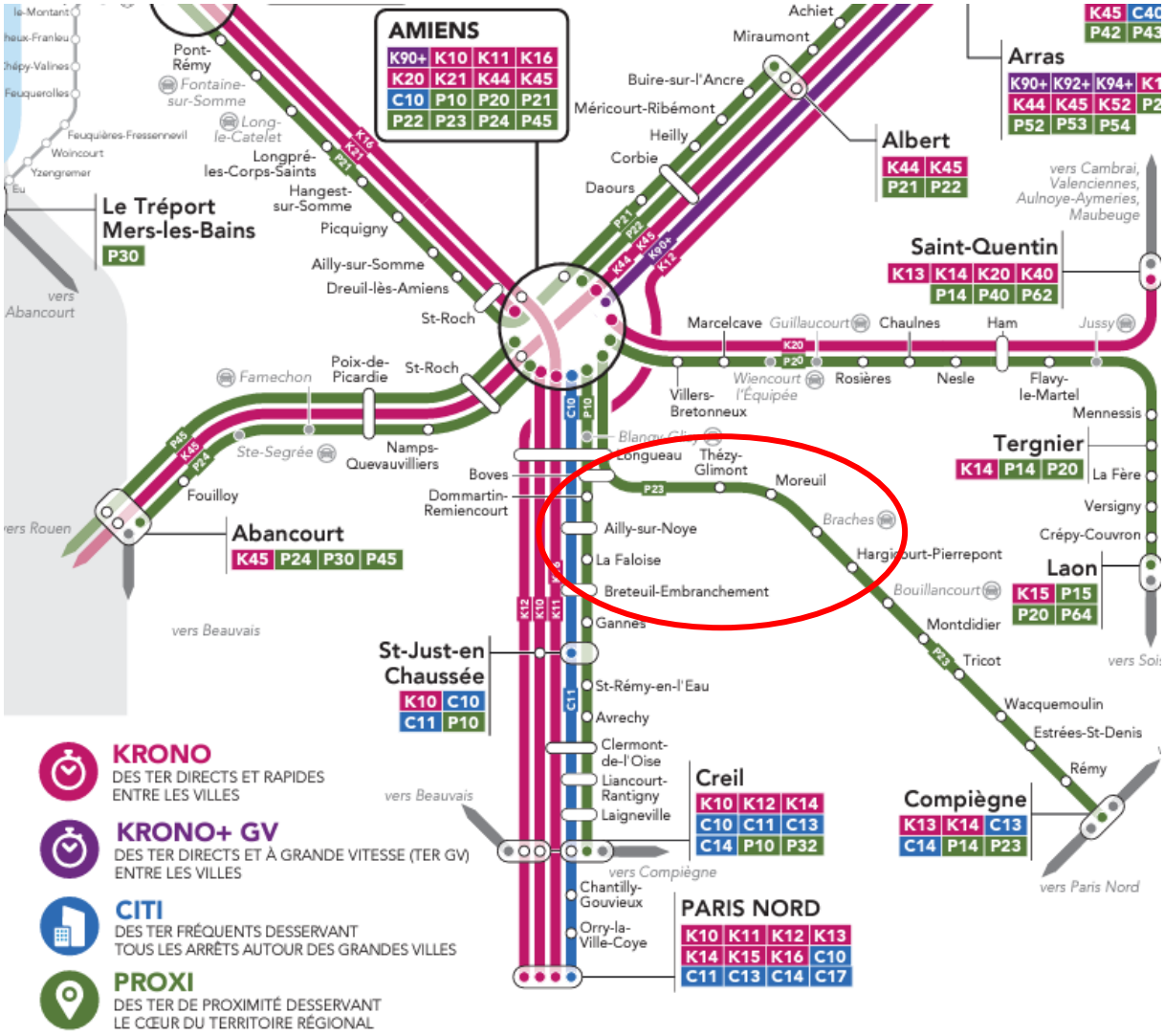
Source : SNCF open data

On observe que la gare de Moreuil accueille le plus grand nombre de voyageurs au sein du territoire. Cette fréquentation est en hausse, avec une évolution de 5% entre 2015 et 2019. L'arrêt de Dommartin observe également une hausse de sa fréquentation durant cette période (+6%). A l'inverse, entre 2015 et 2019, la gare d'Ailly-sur-Noye et l'arrêt de La Faloise ont respectivement perdu 4 et 5% de leurs voyageurs.



Trois lignes ferroviaires du réseau TER Hauts-de-France traversent ainsi le territoire intercommunal. Elles permettent de rejoindre Amiens, Compiègne, Creil et Paris Nord.

Plan du réseau TER (SNCF)



Source : *https://www.ter.sncf.com/hauts-de-france/gares/plan-des-lignes-ter*

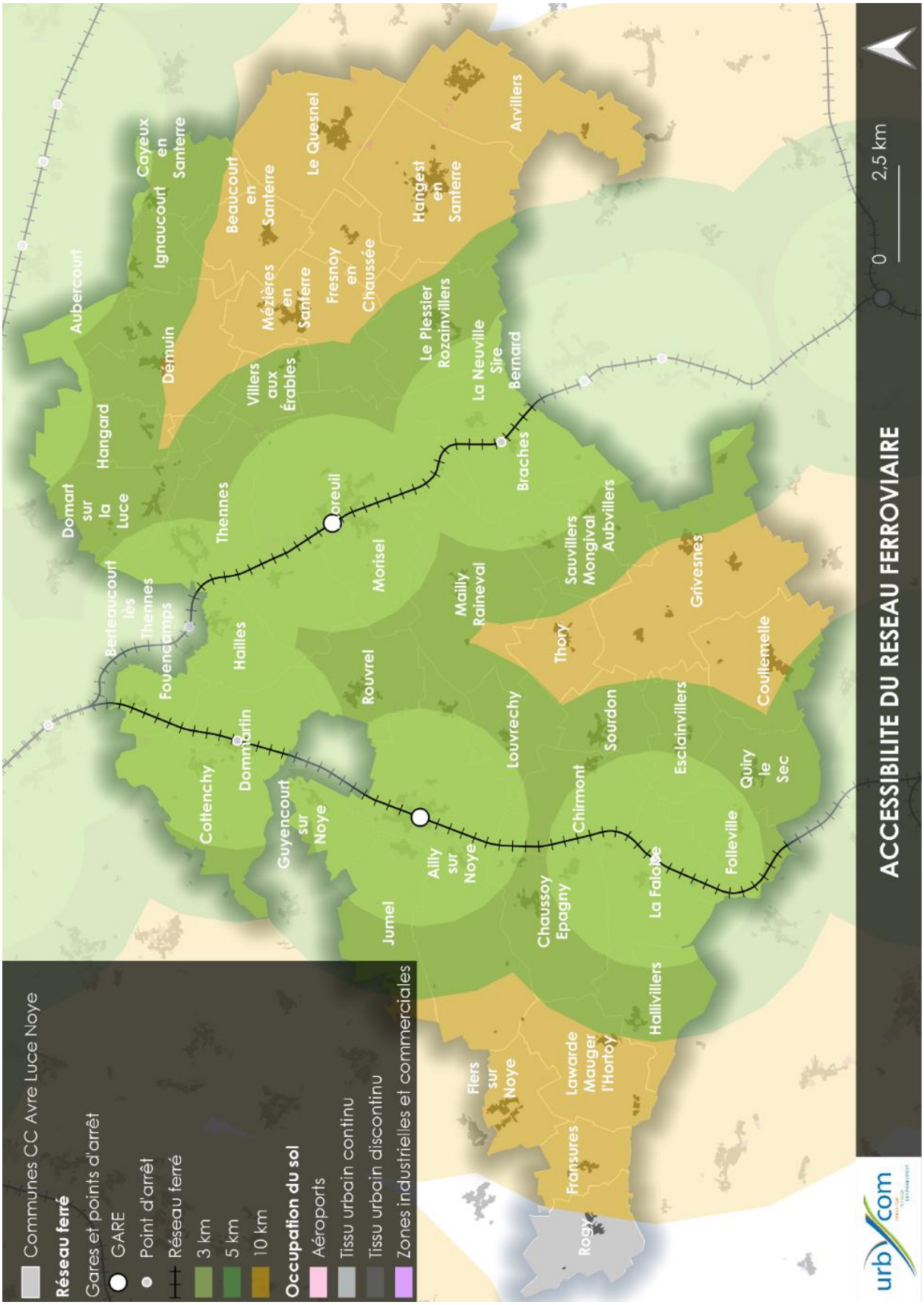
Fréquence des dessertes TER

Ligne	Ligne Proxi P23		Ligne Proxi P10		Ligne C10	
Sens	**Amiens <> Compiègne**	**Compiègne <> Amiens**	**Paris <> Amiens**	**Amiens <> Paris**	**Paris <> Amiens**	**Amiens <> Paris**
Premier départ	06h04	06h35	06h49	06h59	10h29	04h32
Dernier départ	19h51	19h51	19h55	20h02	22h27	16h20
Arrêts desservis	Moreuil Braches (taxi)	Moreuil Braches (taxi)	La Faloise Ailly-sur-Noye Dommartin-Remiencourt	La Faloise Ailly-sur-Noye Dommartin-Remiencourt	Ailly-sur-Noye	Ailly-sur-Noye
Temps de parcours jusqu'au terminus en heure de pointe	1h07 min	18 min	24 min	1h06	-	1h31

(7h-9h et 17h-19h)						
Temps de parcours jusqu'au terminus en heure creuse	40 min	21 min	24 min	54 min	14 min	1h33
Fréquence						
Heure de pointe du matin (7h-9h)	1	3	2	1	0	1
Heure de pointe du soir (17h-19h)	3	2	2	2	1	0

Source : TER SNCF Hauts-de-France, horaires en vigueur au 21/03/2022

Une grande partie du territoire est située à moins de 5 km d'une gare ferroviaire. On observe également que l'ensemble de la communauté de communes est situé à moins de 10 km d'une gare.
Toutefois, il s'avère que le temps moyen pour rejoindre une gare ou une halte depuis l'une des communes du territoire est d'environ 15 minutes en voiture ce qui reste acceptable. L'utilisation de la voiture reste cependant nécessaire pour se déplacer au sein de ce territoire, ce qui engendre un fort taux de motorisation des ménages.



Source : data.gouv.fr

L'offre en transport en commun est peu adaptée sur le territoire. De plus, le maillage n'est pas optimal pour une bonne desserte de ce dernier. De même que pour les déplacements en voiture, les liaisons entre le nord et le sud du territoire sont difficiles du fait de la nature du réseau et sa stratégie

de développement. Cet état induit une forte utilisation de la voiture chez les résidents de la Communauté de Communes.

4. Intermodalité

Peu de pôles d'échanges sont présents sur le territoire de l'intercommunalité. On note cependant la possibilité de prendre le bus autour des gares et points d'arrêts du territoire. Cependant, cette intermodalité peut être rendue difficile par la distance entre les différents arrêts et l'incompatibilité des horaires.
De plus, autour des gares et arrêts, peu d'aménagements réalisés en faveurs des modes alternatifs à la voiture individuelle sont présents.

Arrêt de Dommartin



Gare de Moreuil



Arrêts de La Faloise



Gare d'Ailly-sur-Noye



5. Modes actifs

a. La topographie du territoire

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est un territoire sans grand relief montagneux. Les reliefs les plus bas sont localisés autour du réseau hydrographique.

La topographie du territoire est un avantage pour permettre la pratique des modes actifs tels que la marche à pied ou le vélo.

b. *Liaisons cyclables et piétonnes*

A l'échelle de l'intercommunalité Avre Luce Noye, peu d'aménagements cyclables sont recensés. Néanmoins, on recense un itinéraire d'envergue régional reliant Amiens, Compiègne, Villers-Cotterêts et Château-Thierry, long de plus de 30 km. Un projet d'itinéraire cyclable d'envergue plus locale reliant Poix-de-Picardie, Roye et Nesle traversera l'intercommunalité et les communes de Jumel, Ailly-sur-Noye, Louvrechy, Thory, Sauvillers-Mongival et Aubvillers.
Certaines communes disposent également d'aménagements ponctuels. Cependant, il n'existe aucun itinéraire continu et sécurisé reliant les communes entre elles. La communauté de communes Avre Luce Noye est un territoire à caractère essentiellement rural et traversé par de nombreuses routes départementales souvent dépourvues d'aménagements cyclables. Ces axes favorisent l'utilisation de la voiture individuelle.

D26 – Louvrechy



Source : Google Maps

D920 – Rouvrel entre Ailly-sur-Noye et Moreuil

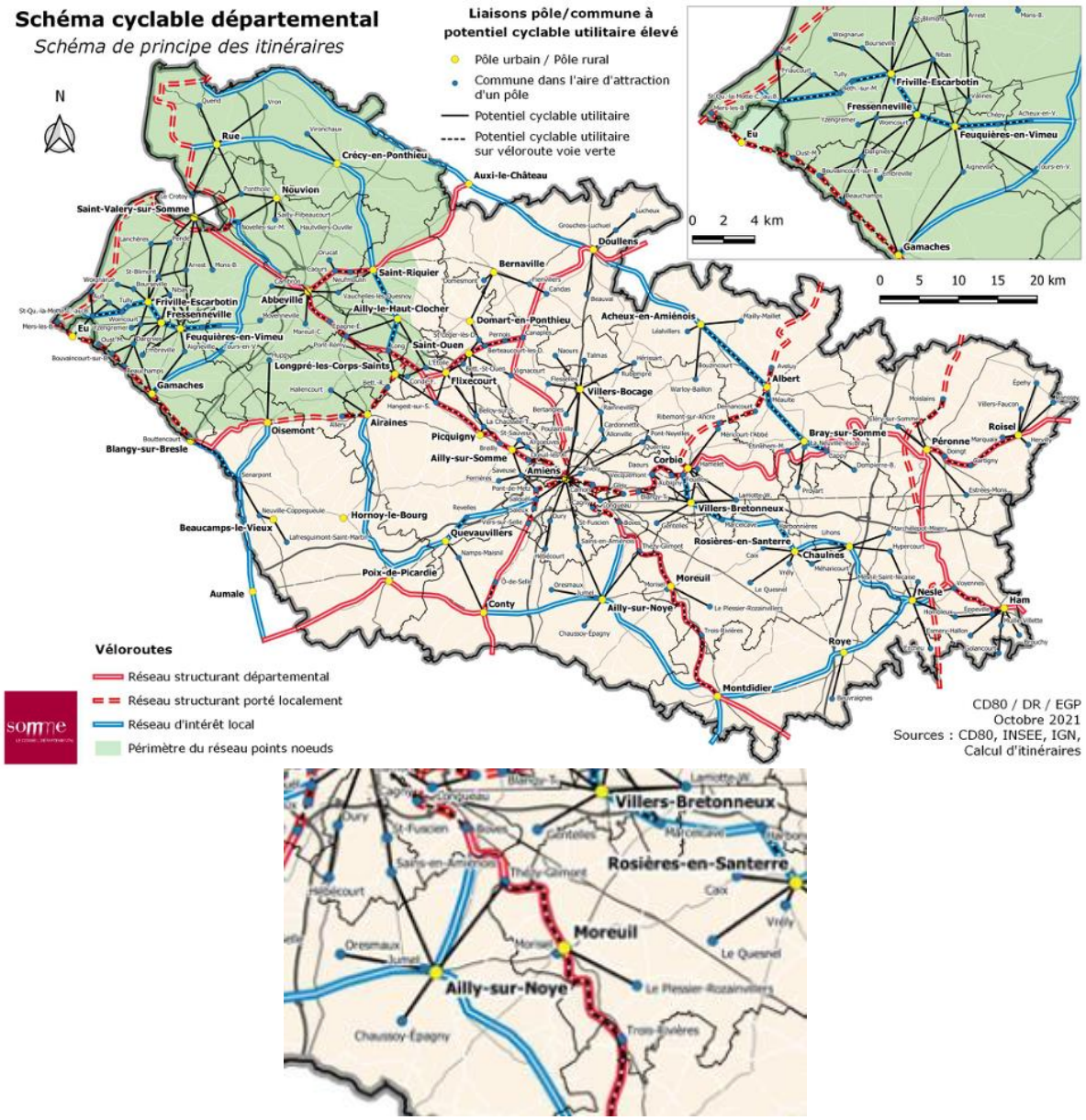


Source : Google Maps

Notons qu'un schéma cyclable départemental est en cours d'application pour la période 2021-2028 au sein du territoire. Après un diagnostic précis des aménagements présents et des pratiques cyclables au sein du territoire de la Somme, un plan d'action a été mis en place. Ce plan se décline en 4 objectifs :

- Objectif 1 : Disposer d'un réseau cyclable à l'échelle du département ;

- Objectif 2 : Uniformiser, sécuriser et répondre aux besoins des usages et des usagers ;
- Objectif 3 : Mettre en place des services et équipements à destination des cyclistes ;
- Objectif 4 : Inciter à la pratique du vélo.



Source : Schéma cyclable départemental, février 2022

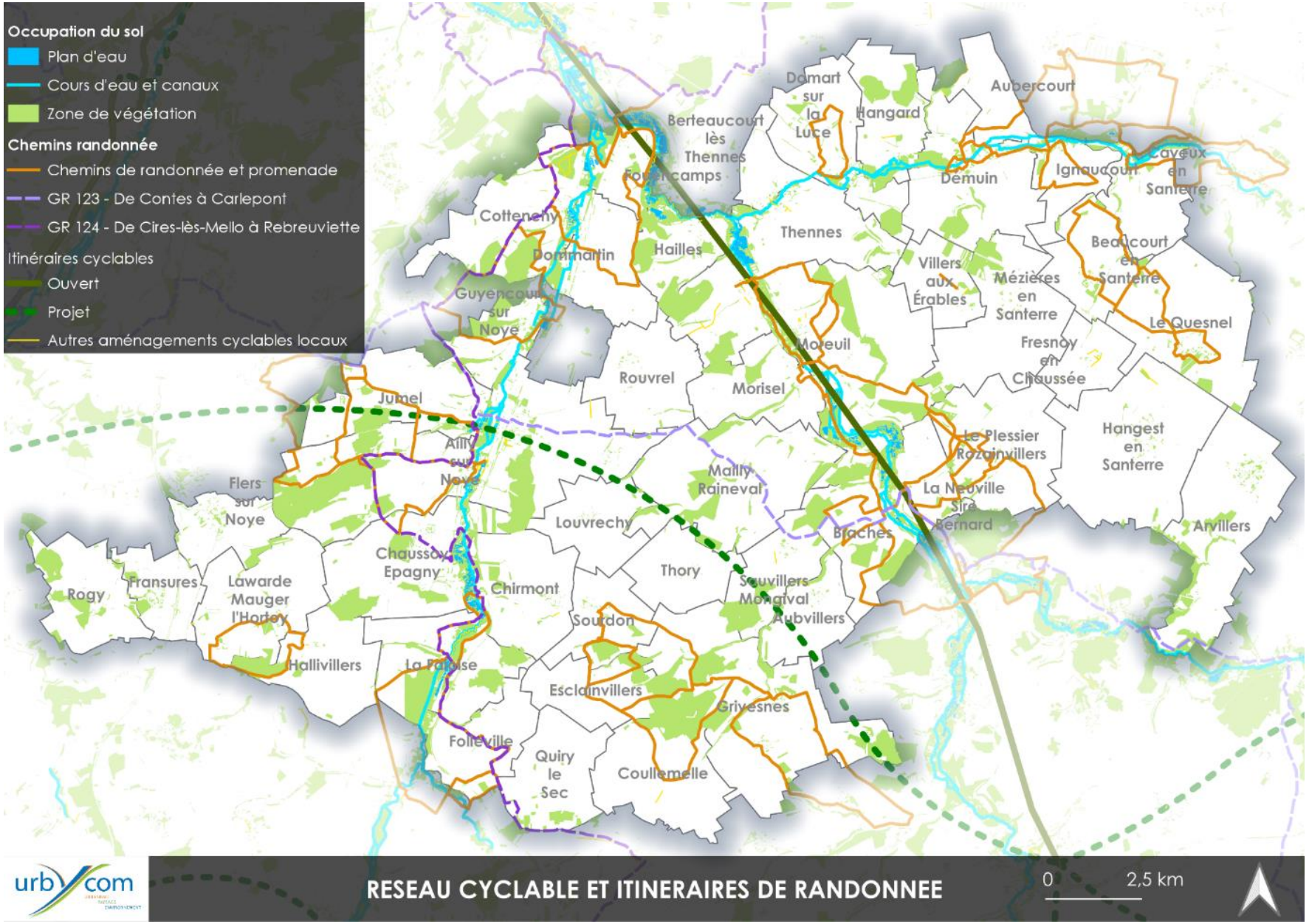
Au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye, ce schéma prévoit l'organisation d'un réseau d'intérêt local autour d'Aillys-sur-Noye ainsi qu'un réseau structurant au niveau départemental et traversant le territoire par Moreuil. Un potentiel cyclable utilitaire est présent autour de ce territoire.

c. Les chemins existants

La Communauté de Communes Avre Luce Noye bénéficie de nombreux itinéraires et boucles de randonnée. Parmi eux, on dénombre plus de 32 boucles ou circuits et deux itinéraires de Grande Randonnée. Du fait du caractère plutôt rural du territoire, ces itinéraires traversent essentiellement des espaces de forêts ou des espaces agricoles (Source : BD Topo). Les villages sont également traversés par ces itinéraires notamment pour les points de départ et d'arrivée. Une grande partie des

chemins empruntés par ces itinéraires sont des chemins forestiers ou agricoles. Les voies tertiaires sont également empruntées par ces itinéraires. On peut estimer que la morphologie relativement plane du territoire rend tous les chemins forestiers et agricoles accessibles. Certains devront néanmoins bénéficier d'aménagements afin de faciliter leur accès.

De plus, le centre et l'ouest du territoire sont traversés par les GR 123 reliant Contes à Carlepont et le GR 124 reliant Cires-lès-Mello à Rebreuviette. Ces deux itinéraires sont complémentaires à d'autres circuits. En effet, le territoire propose différents circuits et itinéraires qui empruntent en partie ces deux grands itinéraires nationaux.



Source : cartographie Urbycom

Illustrations de liaisons douces et chemins ruraux sur le territoire





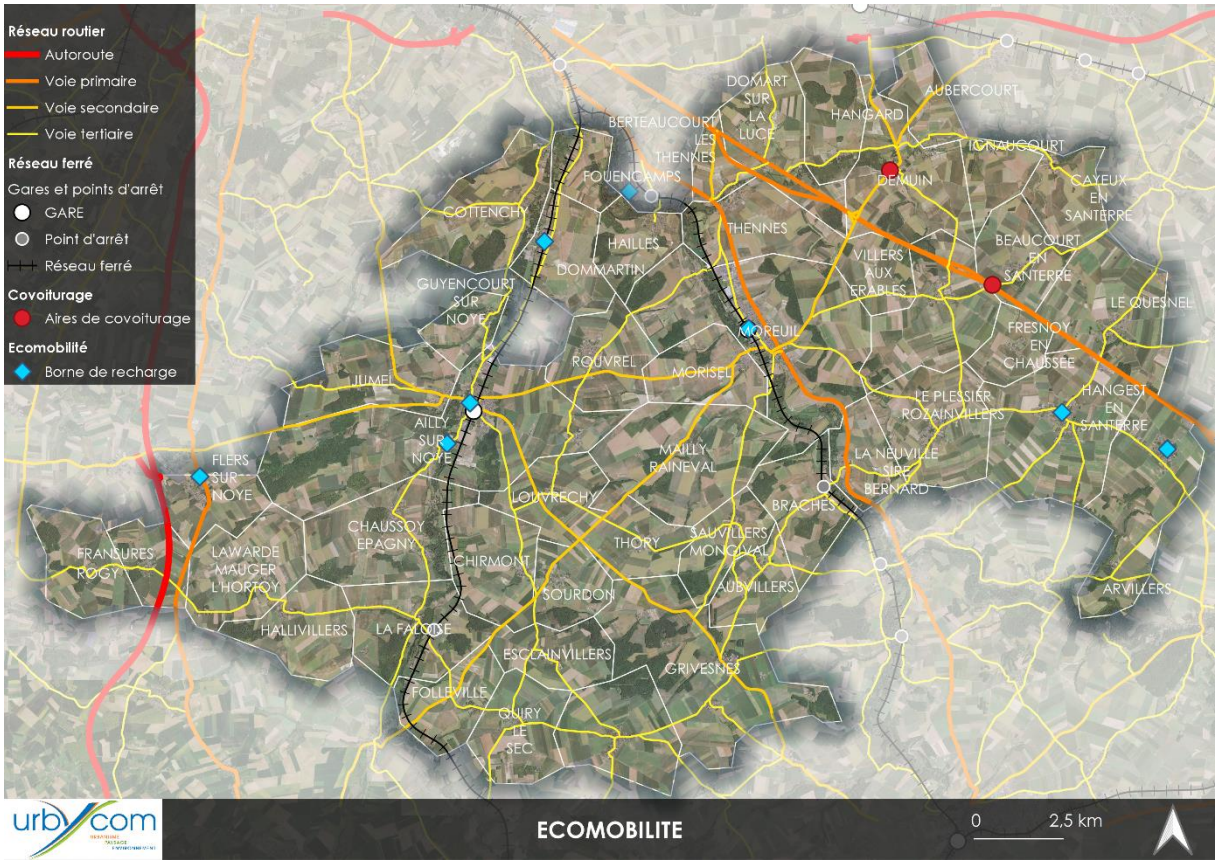



L'intercommunalité dispose également de 11 itinéraires dédiés au trail. Les parcours sont balisés et encadrés.



Source : Office de Tourisme

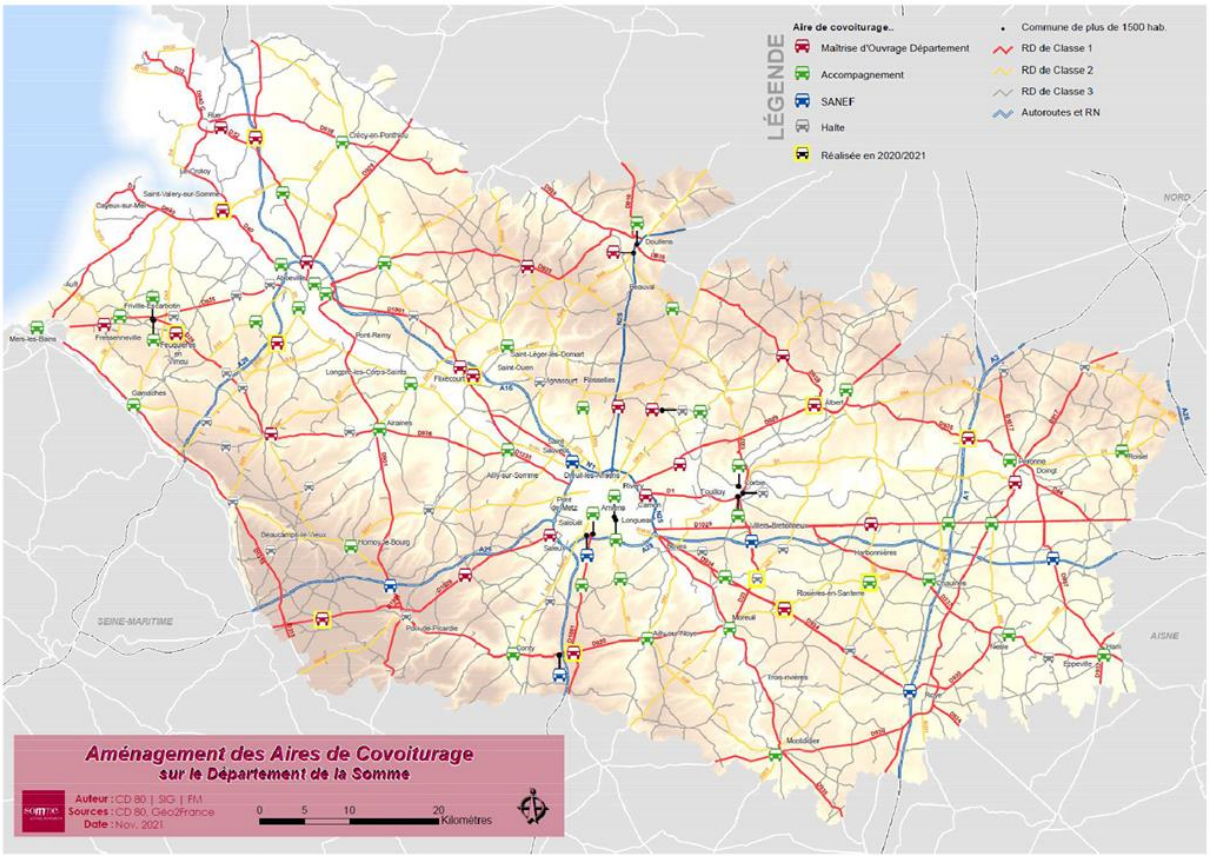
6. *Ecomobilité et modes alternatifs*



Source : Cartographie Urbycom, observatoire du covoiturage, chargemap.com

La communauté de communes Avre Luce Noye dispose de peu d'aménagements liés au covoiturage et à l'écomobilité. D'un point de vue général, le covoiturage parait peu développé au sein du territoire. Ce dernier ne dispose que de deux aires situées à Beaucourt-en-Santerre entre la RD934 et la RD28 et à Démuin sur la D23. La première aire dispose de 14 places de stationnement dont une PMR et d'une place réservée à la dépose-minute. Quant à la seconde, elle dispose également d'une dizaine de places. Il est difficile d'estimer les flux de covoiturage par manque d'information et de données. L'Observatoire du covoiturage ne recense pas de flux au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye. Notons également que les communes limitrophes à la CCALN offrent parfois des aires de covoiturages telles que la commune d'Essertaux.

Un schéma départemental des aires de covoiturage a également été mis en place à l'échelle du département de la Somme. Ce schéma définit la localisation idéale des futures aires de covoiturage du territoire grâce à des critères de localisation des aires existantes ou encore de l'état et de la fréquentation des différents réseaux routiers. Les principes d'aménagement des aires sont également développés dans ce document. Pour le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye, le schéma directeur des aires de covoiturage définit des aires d'accompagnement autour des communes de Moreuil, Ailly-sur-Noye ou encore Domart-sur-la-Luce. Ces aires se définissent par des aménagements plus légers sur des parkings ou emplacements existants. Ces aménagements concernent la signalétique, la sécurité, les services mis à dispositions tels que les bornes de recharge pour véhicules électriques.



Source : Schéma Départemental des aires de covoiturage, février 2022

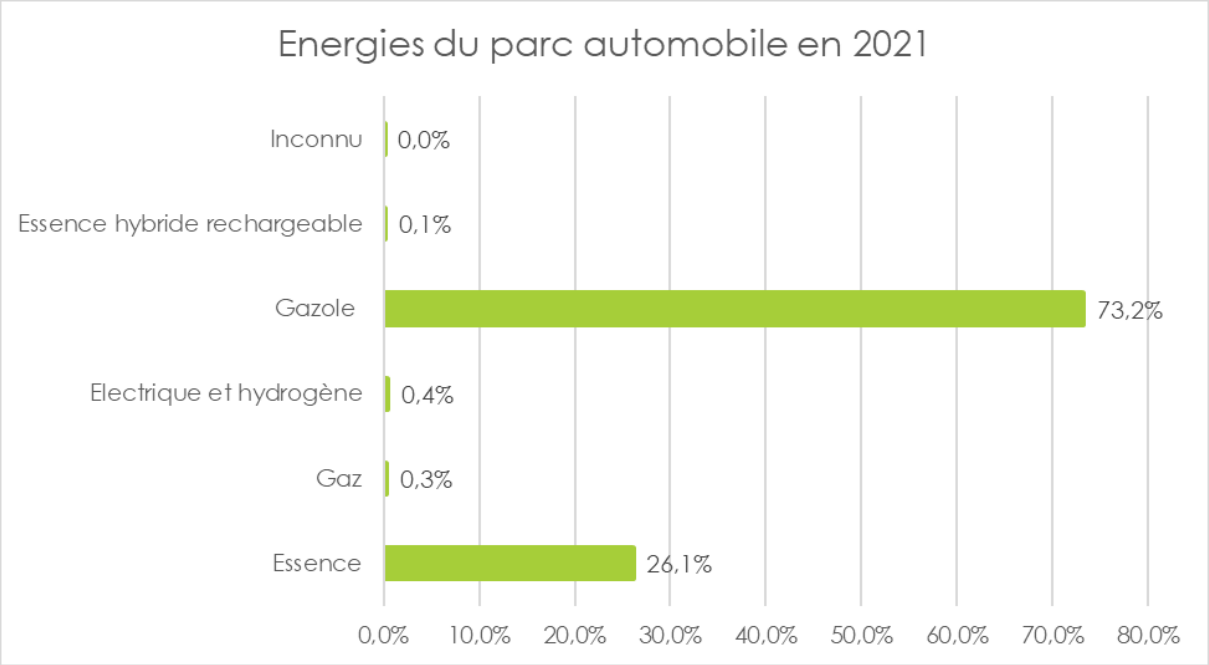
Le territoire dispose par ailleurs de sept bornes de rechargement pour les véhicules électriques et hybrides. Ces dernières sont situées dans le centre des communes principales ou à proximité des axes primaires. L'aire de covoiturage de Beaucourt-en-Santerre ne dispose pas de ce type d'installations contrairement à la gare de Moreuil.

Places réservées aux véhicules rechargeables – Gare de Moreuil



Source : Google maps

Notons que le parc automobile de la Communauté de Commune Avre Luce Noye se compose essentiellement de véhicules gazole (plus de 73%) et de véhicules essence (26%). Les catégories de véhicules considérés comme les « plus propres » de type gaz, électriques, hydrogène ou hybride rechargeable ne représentent qu'une part minoritaire (0,5%) du parc automobile de l'intercommunalité en 2021.



Source : SDES

Les pratiques de covoiturage et d'électromobilité pourraient être développées au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye.

7. Stationnement

a. Définition

Le code l'urbanisme stipule que le rapport de présentation doit établir « un *inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités* » (article L .151-4 du Code de l'Urbanisme).

Cet inventaire recensera tous les espaces de stationnement possibles au sein du territoire :

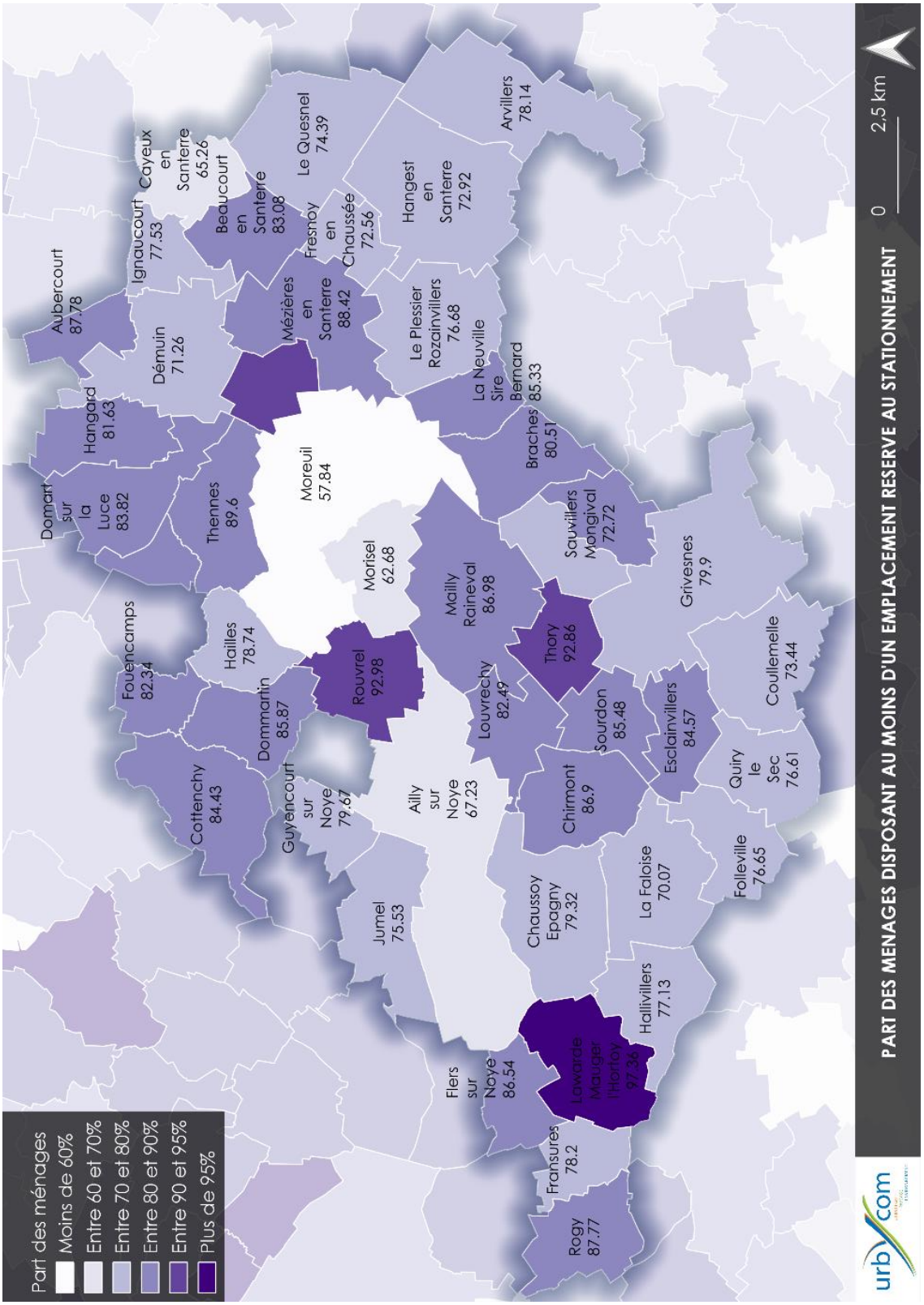
- Aires de stationnement aménagée ;
- Parking commerciaux accessibles à certaines heures ou en accès libre.

Les espaces de stationnement privés (résidentiels ou économiques, autre que les surfaces commerciales) sont donc exclus.

b. *Un besoin important en stationnement*

Le fort taux de motorisation entraîne souvent des difficultés en termes de stationnement, dans des communes dont l'ossature s'est construite quand les voitures étaient encore peu présentes. De manière générale, peu de problèmes de stationnement sont identifiés au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye.

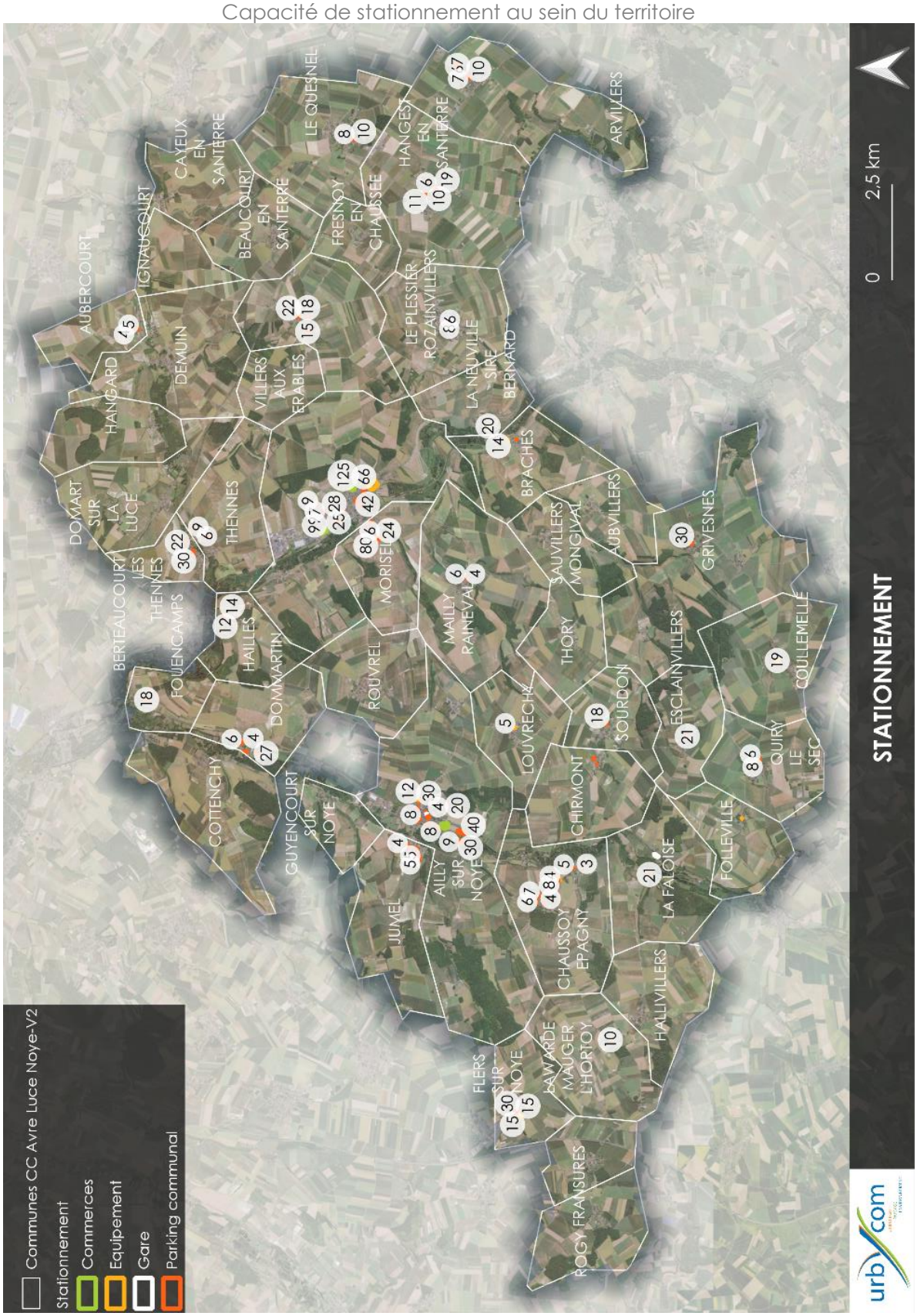
On observe un fort taux de motorisation au sein du territoire. Cela entraine également une part importante des ménages possédant au moins un emplacement réservé au stationnement. On observe que cette part est moins importante au sein des communes principales du territoire, Ailly-sur-Noye et Moreuil.



Source : Cartographie Urbycom, INSEE 2018

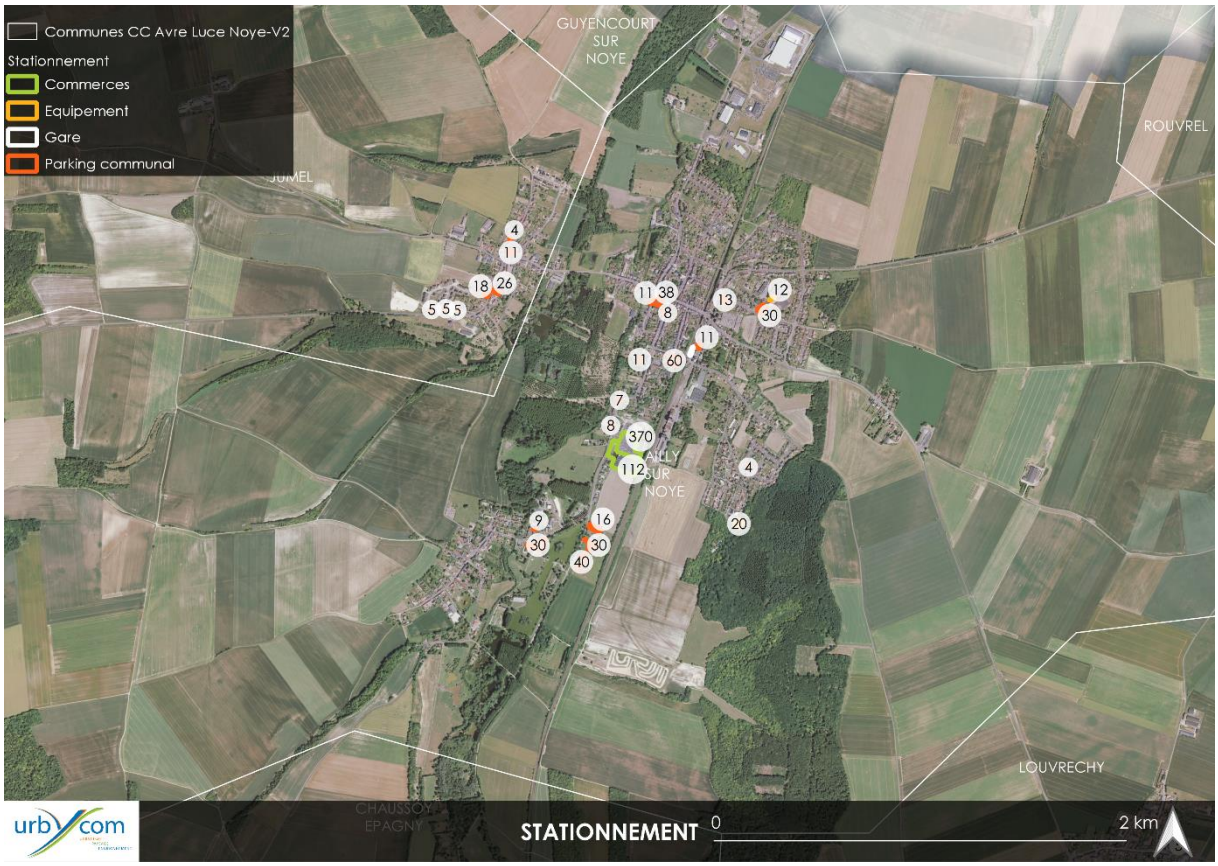
En termes de capacité de stationnement, on constate que de nombreux parkings communaux sont recensés au sein de l'intercommunalité. Par ailleurs, les communes de Ailly-sur-Noye, de Morisel et de Moreuil disposent de parkings commerciaux de grande capacité. Ces derniers regroupent plus de 80 places.

Capacité de stationnement au sein du territoire



Source : cartographie Urbycom

Zoom sur les communes d'Ailly-sur-Noye, Moreuil et Morisel





Source : cartographie Urbycom

c. Mutualisation du stationnement

Le concept de stationnement mutualisé permet d'optimiser les espaces de stationnement privés libres. Ces espaces de stationnement ne seront alors plus à usage unique. L'optimisation du stationnement permet de résoudre en partie les problèmes dans les secteurs à enjeux.
Au sein du territoire, peu de problématiques liées au stationnement sont observées. Les principales problématiques des communes sur ce sujet sont ponctuelles et sont souvent en projet au sein des communes. Cela concerne l'aménagement d'aires de stationnement autour des équipements et services de type écoles et salle des fêtes.

Dans ce cadre, les espaces de stationnement créés seront localisés au centre des communes et pourront être utilisés par l'ensemble des habitants.

8. Caractéristiques de la mobilité sur le territoire de la CCALN

a. Equipement automobile des ménages

Le taux de motorisation des ménages de la Communauté de Communes Avre Luce Noye est important. En effet, on observe que la part des ménages possédant un ou plusieurs véhicules est plus importante qu'aux échelons supérieurs.

Equipement automobile des ménages

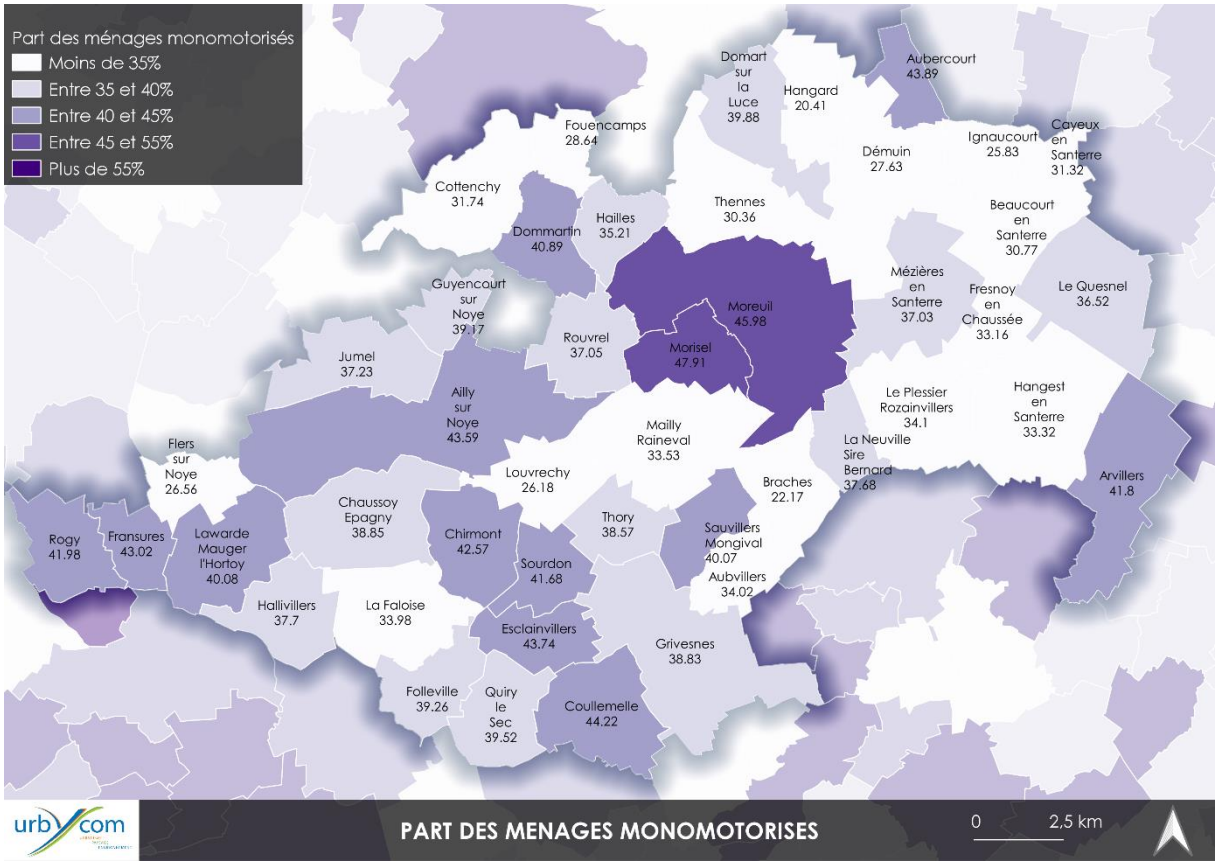
	CC Avre Luce Noye		Département	Région
		%	%	%
Ensemble	**8 790**	***100***	***100***	***100***
Au moins un emplacement réservé au stationnement	6 488	*73,8*	*61,3*	*63*
Au moins 1 voiture	8 033	*91,4*	*82,2*	*81,5*
1 voiture	3 431	*39*	*45,7*	*46,4*
2 voitures ou plus	4 602	*52,4*	*36,5*	*35,2*

Source : INSEE, RP2008, RP2013 et RP2018, exploitations principales, géographie au 01/01/2021.

Ce fort taux de motorisation peut être expliqué par la configuration du territoire du territoire. Les territoires ruraux ont davantage tendance à connaitre une forte motorisation des ménages. Cela explique en partie la part importante des déplacements effectués avec ce moyen de transport. La part des déplacements domicile-travail est particulièrement touchée par ce phénomène. Au sein de ce territoire, plus de 86% des actifs se rendent sur leur lieu de travail en voiture, camion ou fourgonnette. Au sein de la région et du département cette part s'élève à 78,7%.

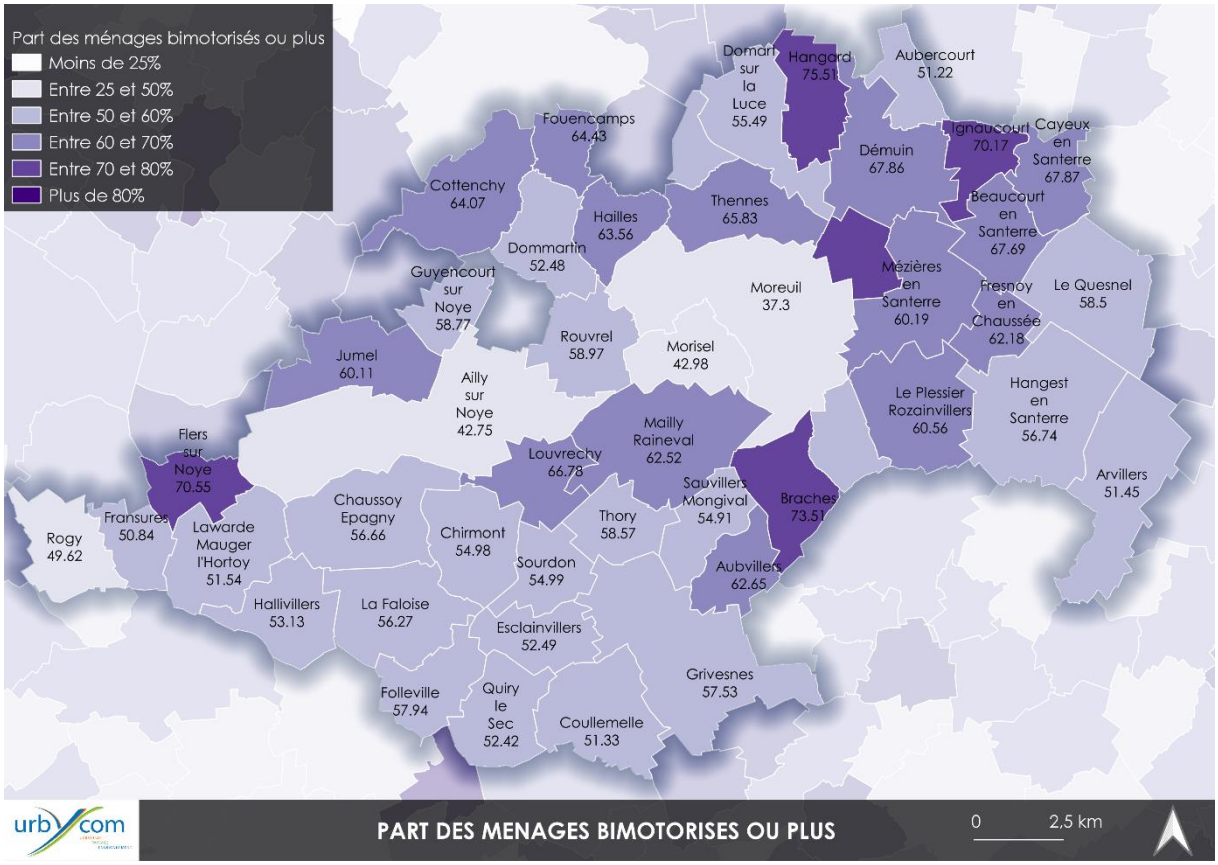
Dans l'ensemble de l'intercommunalité, les taux de motorisations sont élevés. En effet, on observe que le taux de motorisation des ménages est de 80% pour la commune de Moreuil. A l'inverse, certaines communes connaissent un taux de motorisation de 100% selon l'INSEE : Ignaucourt et Aubercourt.

Les cartes suivantes sont à analyser conjointement. En effet, on observe que la part des ménages monomotorisés est plus importante au sein des communes de Moreuil et de Morisel.



Source : Cartographie Urbycom

A l'inverse, on observe que les communes les plus motorisées (deux véhicules ou plus par ménage) sont celles qui ont la part la plus faible de ménages monomotorisés.



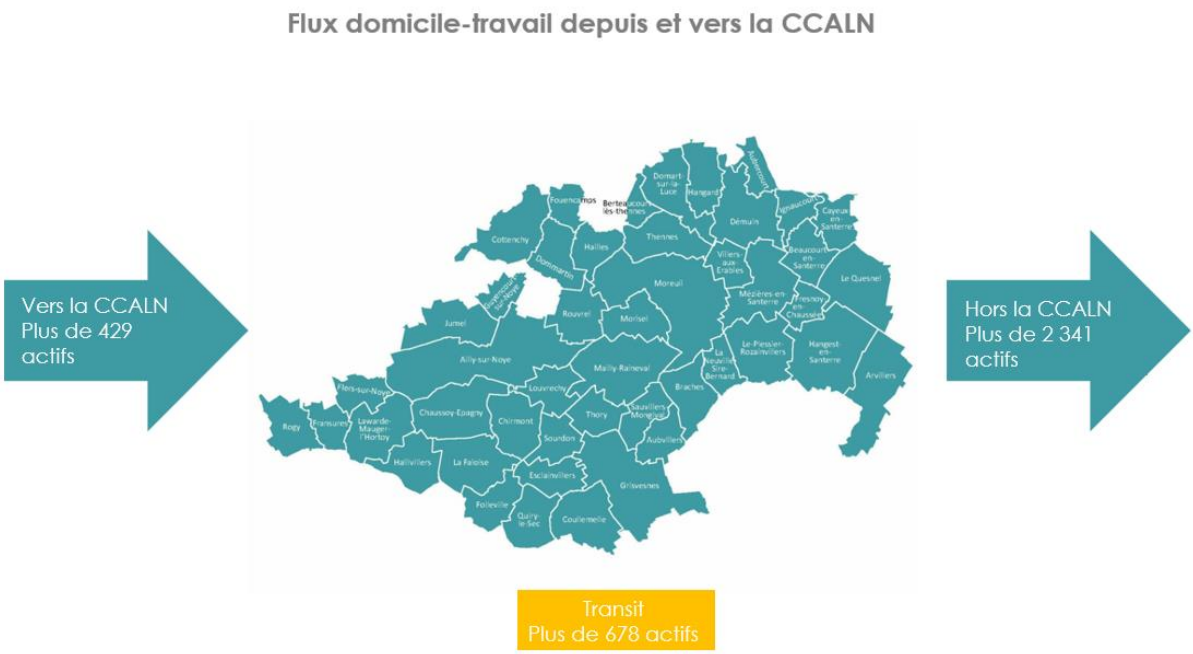
Source : Cartographie Urbycom

b. *La mobilité Domicile-Travail*

Selon l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques le lieu de travail correspond à « la zone géographique où une personne exerce son activité professionnelle. Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que chauffeur-routier, chauffeur de taxi, commerçant ambulant les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour le travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence ».

iv. *Les principaux flux*

D'après l'INSEE, les principaux flux domicile-travail recensés au sein du territoire sont dirigés vers Amiens. On dénombre plus de 2 000 actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui travaillent dans cette commune. Les communes de Moreuil et Ailly-sur-Noye rassemblent également quotidiennement des flux d'actifs venant d'Amiens.



Source : INSEE, 2018

Pour des raisons de clarté et de lecture, seuls les flux supérieurs à 50 ont été pris en compte dans cette étude.

Commune de résidence	Lieu de travail	Flux d'actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi
Ailly-sur-Noye	Amiens	372
Démuin	Amiens	102
Domart-sur-la-Luce	Amiens	125
Dommartin	Amiens	106
Flers-sur-Noye	Amiens	121
Hailles	Amiens	108
Hangest-en-Santerre	Amiens	100
Jumel	Amiens	110
Moreuil	Amiens	415
Thennes	Amiens	126
Amiens	Moreuil	195
Amiens	Ailly-sur-Noye	102

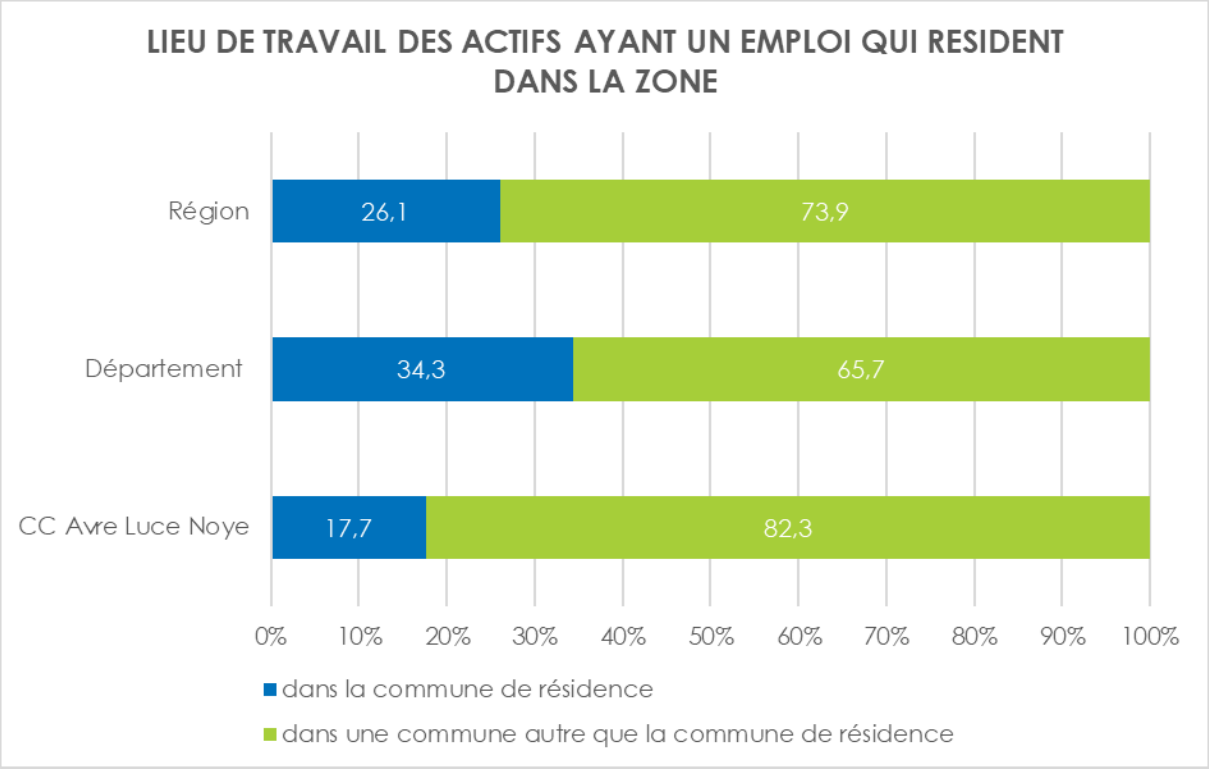
Source : INSEE, 2018

L'intercommunalité dénombre également des flux de transit (flux traversant le territoire mais dont les points de départ et d'arrivée sont situés en dehors de ce territoire). Ils s'estiment à plus de 678.

v. *Lieu de travail des actifs*

A l'échelle de l'intercommunalité, seuls 17,7 % des actifs ayant un emploi travaillent au sein de leur commune de résidence, contre 34,3 % pour le département et 26,1 % pour la région.
Le fait que les actifs travaillent dans une autre commune que celle de résidence implique une forte utilisation des différents moyens de transports motorisés pour se déplacer du domicile au lieu de travail.

Lieu de travail des actifs en 2018

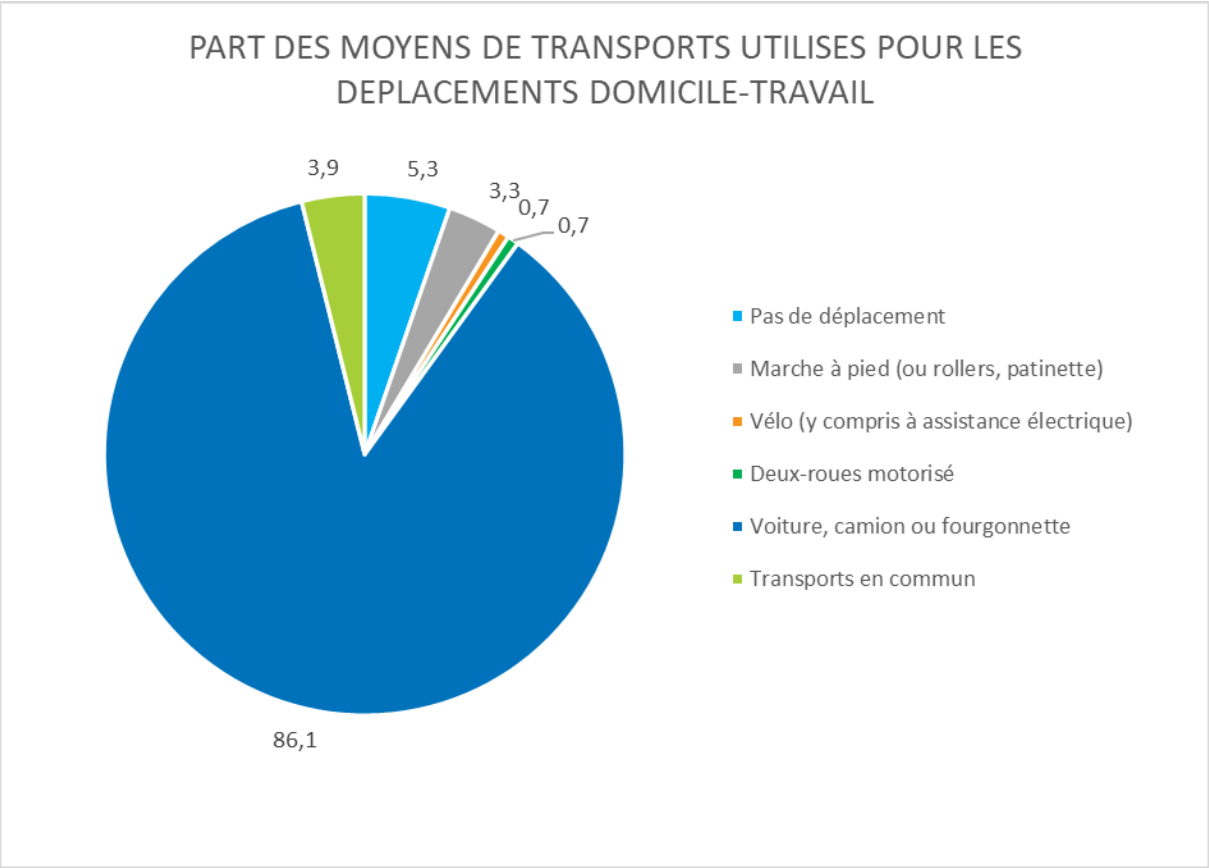


Source : données INSEE 2018

Le caractère rural du territoire oblige la plupart de ses habitants à se déplacer quotidiennement pour aller travailler dans une autre commune. Généralement, les habitants de communes rurales rejoignent des milieux plus urbains ou industrialisés, qui concentrent une plus grande part des emplois. Ici, on observe que la majorité des habitants de l'intercommunalité Avre Luce Noye rejoignent Amiens pour travailler.

Pour les déplacements domicile-travail, l'utilisation de la voiture est surreprésentée (86,1%). Le taux de transport en commun est faible (3,9%), de même que celui de la marche (3,3%) et du vélo (0,7%).

Part modale des déplacements en 2018



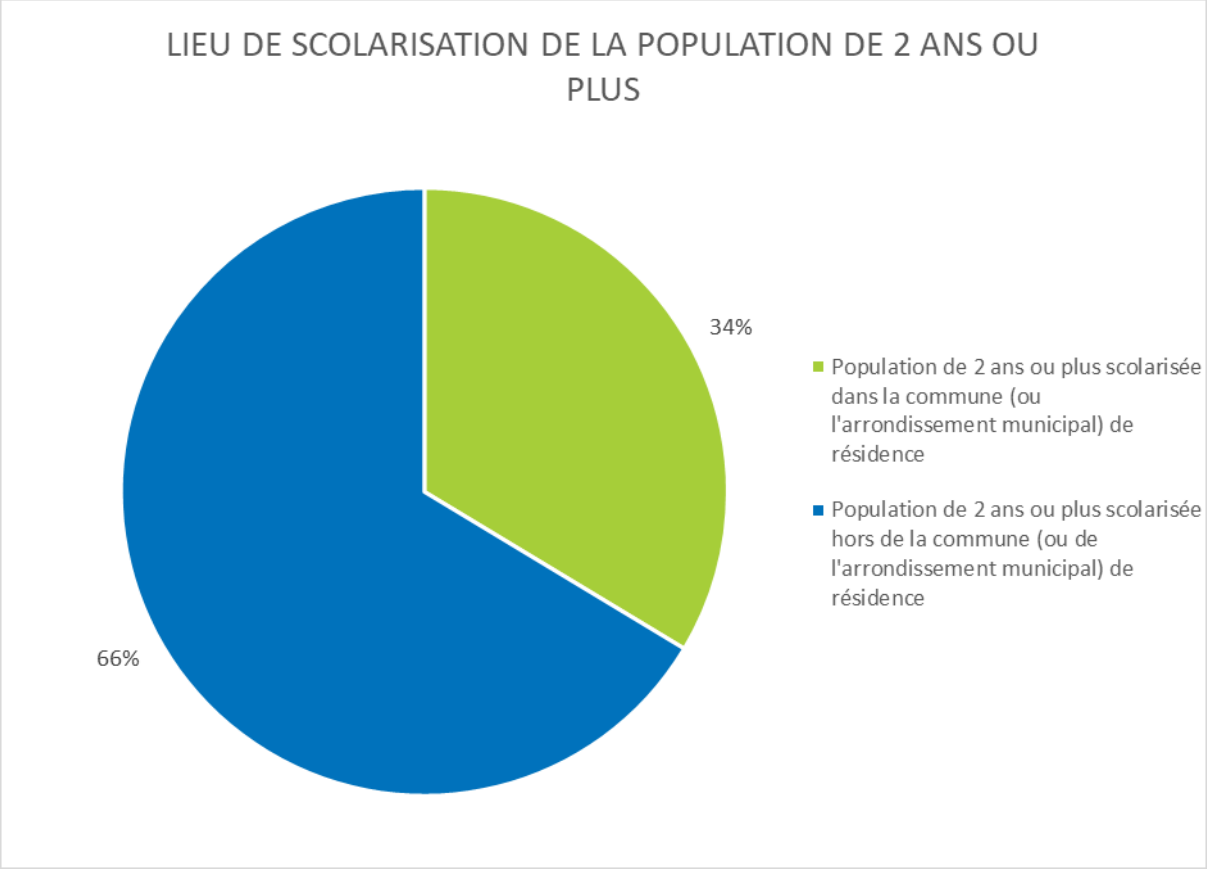
Source : INSEE données 2018

Le graphique ci-dessus montre également la necessité de l'utilisation de la voiture dans les déplacements des habitants de l'intercommunalité. Le moyen de transport minoritaire est l'utilisation des transports en commun. Après la voiture, le moyen de transport le plus utilisé est les transports en commun (3,9%).

c. *Les déplacements scolaires*

Au sein de la communauté de communes de Avre Luce Noye, on dénombre plus de 5 000 enfants de 2 ans ou plus scolarisés. La majeure partie d'entre eux (66%) est scolarisée hors de la commune de résidence. Seuls 34% des élèves sont scolarisés au sein de la commune dans laquelle ils résident.

Scolarisation des enfants de 2 ans ou plus



Source : INSEE, 2018

Notons également que Moreuil et Ailly-sur-Noye centralisent de nombreux flux domicile-étude. Amiens centralise également de nombreux flux scolaires notamment depuis Moreuil et Ailly-sur-Noye.

9. *Les prescriptions du SCOT du Grand Amiénois*

Concernant la mobilité, le SCoT du Grand Amiénois prévoit de « créer les conditions d'une mobilité attractive en transports collectifs ».

PRESCRIPTION 1 .1 > Simplifier l'usage des transports collectifs et permettre les pratiques intermodales

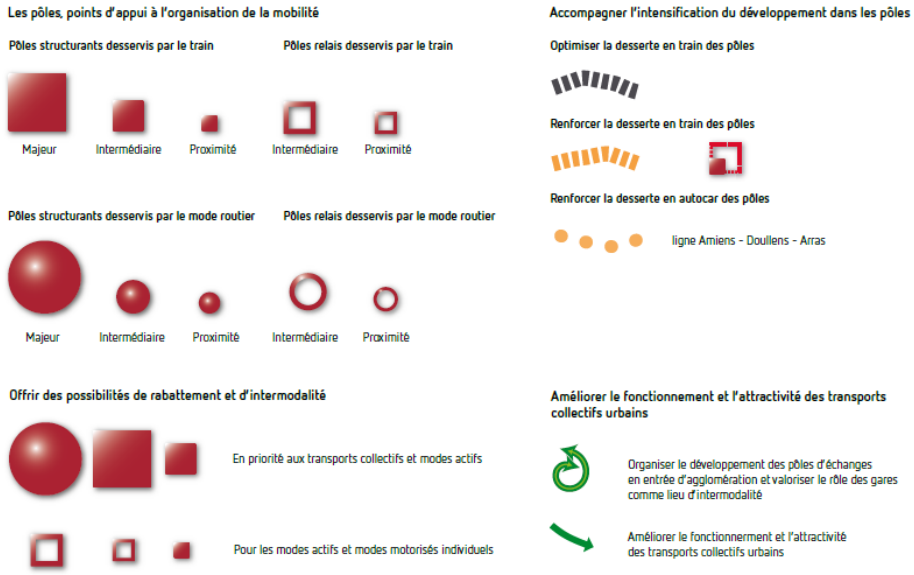
Pour ce faire, les intercommunalités et communes, en relation avec les autorités organisatrices de transport, devront :

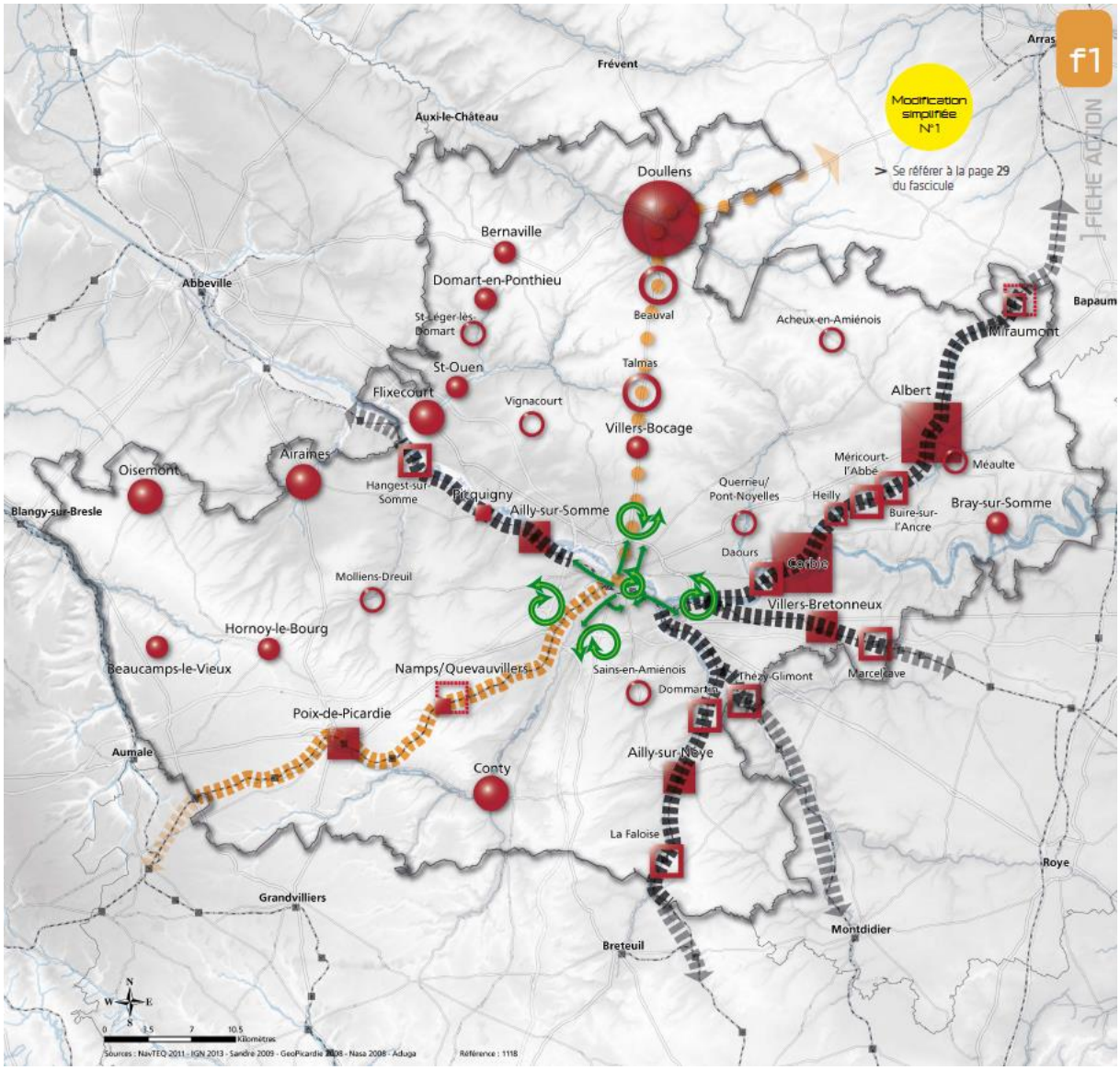
> Renforcer l'accessibilité aux transports collectifs par les modes actifs
> Offrir des capacités de rabattement pour les modes motorisés individuels
> Assurer la cohérence des offres de transports collectifs

PRESCRIPTION 1 .2 > Améliorer le fonctionnement et l'attractivité des transports collectifs urbains

> Faire de la mobilité, et plus particulièrement de l'accès aux transports collectifs urbains, un facteur de la qualité résidentielle de l'agglomération et du pays
> Assurer la desserte des pôles générateurs d'emplois et des principaux équipements structurants
> Valoriser le rôle des gares comme points d'appui à l'organisation de l'intermodalité
> Organiser le développement des pôles d'échanges en entrée d'agglomération
> Organiser le réseau urbain autour d'un transport collectif en site propre

Carte 1.1 [Créer les conditions d'une mobilité attractive en transports collectifs]





FAVORISER LES NOUVELLES PRATIQUES ET L'ÉMERGENCE D'INITIATIVES LOCALES

PRESCRIPTION 2 .1 > Contribuer au développement de nouveaux usages de la voiture

> Assurer la promotion des usages partagés de la voiture

> Intégrer les services proposés, d'initiative publique ou privée, à une plateforme d'information multimodale à créer

> Aménager des aires de covoiturage

PRESCRIPTION 2 .2 > Encourager les initiatives locales

> Assurer la promotion de ces initiatives

> Intégrer les services proposés, d'initiative publique ou privée, à une plate-forme d'information multimodale à créer

METTRE EN OEUVRE UN URBANISME FAVORABLE À L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES DE DÉPLACEMENT

PRESCRIPTION 3 .1 > Valoriser le potentiel urbain des transports collectifs

> Identifier les secteurs bien desservis, ou potentiellement bien desservis, par les transports collectifs
> Localiser les nouvelles opérations prioritairement dans les secteurs bien desservis
> Optimiser le potentiel d'accueil des opérations
> Lier nouveaux développements et possibilités de desserte par les transports collectifs

PRESCRIPTION 3 .2 > Favoriser la pratique de la marche à pied et du vélo

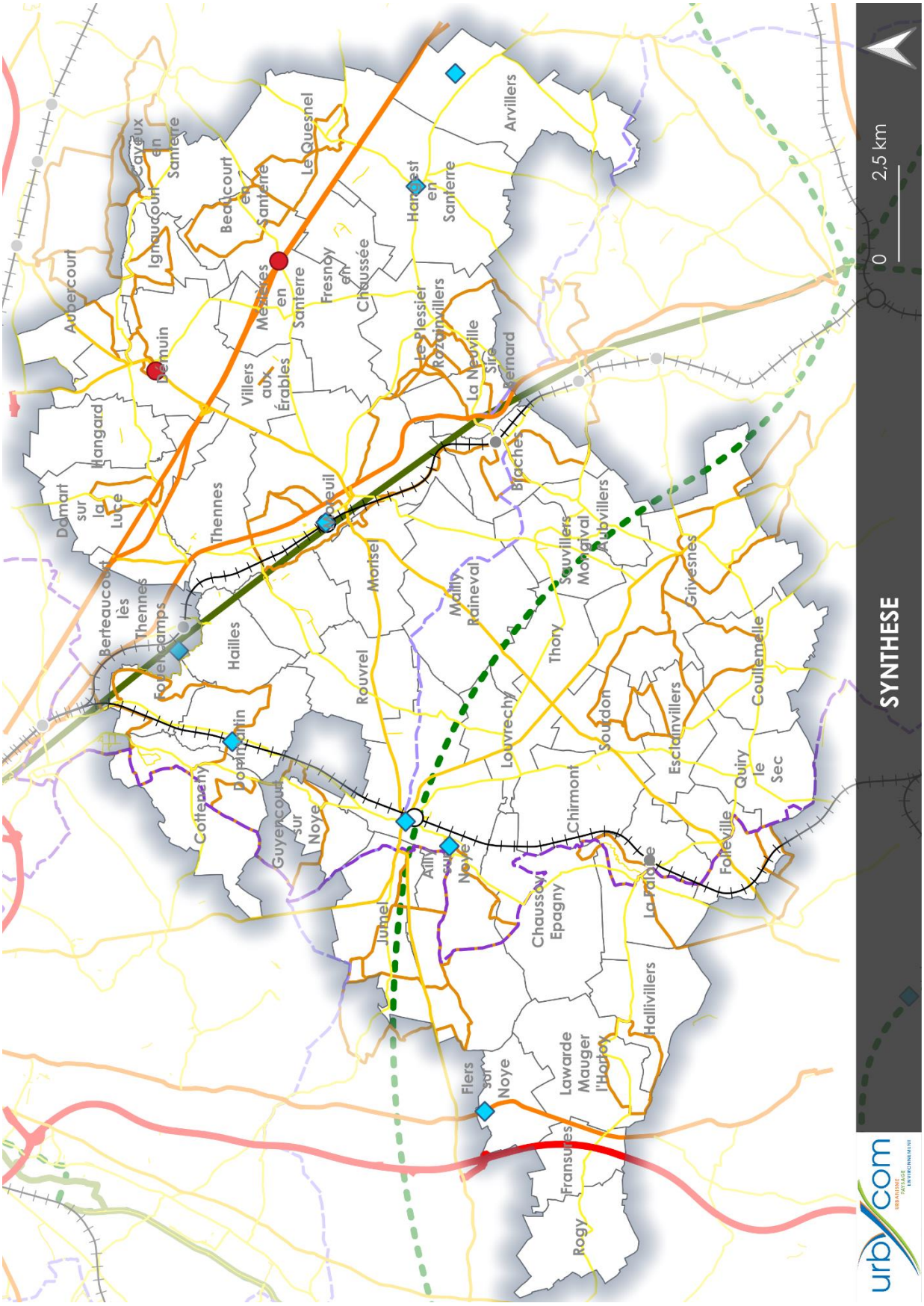
> Maîtriser l'étalement urbain et les développements monofonctionnels
> Élaborer et mettre en œuvre un schéma global d'itinéraires cyclables continus et jalonnés
> Adapter l'offre de stationnement vélo
> Prendre appui sur le réseau de véloroutes et voies vertes en tant que potentielles infrastructures de liaisons douces

PRESCRIPTION 3 .3 > Reconsidérer la place de la voiture dans l'espace urbain

> Organiser le partage de la voirie
> Agir sur l'offre de stationnement automobile
> Adapter les plans de circulation

10. Synthèse

Le territoire est relativement bien desservi en infrastructures routières, et ferroviaires. Notons que l'ensemble de l'intercommunalité se situe à moins de 10 km d'une gare ou d'un arrêt. Une autoroute traverse le territoire : l'A16. Le reste du territoire est desservi par un réseau secondaire de routes départementales, chaque commune est facilement accessible en voiture. Ce territoire présente peu d'alternatives à la voiture individuelle sauf pour les petits trajets de proximité. Un réseau de transport collectif existe mais il reste peu développé. L'amélioration de la desserte en transport en commun reste un enjeu majeur du territoire.
Notons également que le territoire dispose de peu d'aménagement pour les modes actifs et notamment en termes d'infrastructures cyclables.


SYNTHESE
0
2,5 km
urbicom
Arvillers
Harbonnières
Le Quesnel
Caix
Caulières
Beaucourt en Santerre
Fresnoy en Chaussée
Le Plessier Rozainvillers
La Neuville Sire Bernard
Aubercourt
Démuin
Villers aux Érables
Hangard
Domart sur la Luce
Thennes
Berteaucourt lès Thennes
Folies Camps
Hailles
Dommartin
Coffeneuil
Guyencourt sur Noye
Morisel
Rouvrel
Blache
Mailly Raineval
Louvrechy
Thory
Sauvillers Mongival
Aubvillers
Grivesnes
Escamvillers
Soudon
Chirmont
Coullemelle
Quiry le Sec
Folleville
Jumel
Ailly sur Noye
Chaussoy Epagny
Hallivillers
Flers sur Noye
Lawarde Mauger l'Hortoy
Fransures
Rogy



Source : Cartographie Urbycom

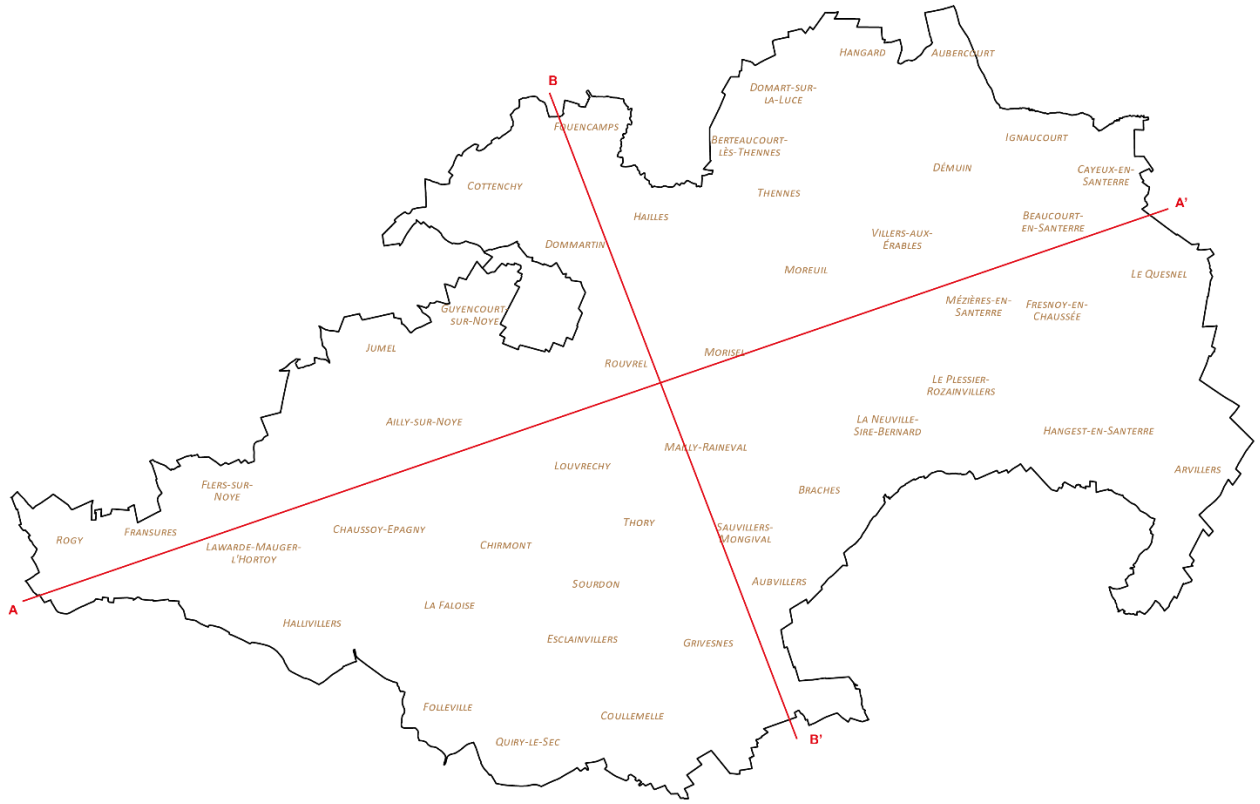
VII. ANALYSE DU PATRIMOINE ET DU PAYSAGE

Le paysage est l'interprétation et la perception sensible et esthétique d'un territoire (toutes échelles confondues) et des éléments le composant qu'ils soient naturels, architecturaux, culturels, …
La notion recouvre donc l'ensemble des actions et des interactions entre ces composants. Cette notion ne peut être détachée du rapport que l'homme entretient avec son environnement.

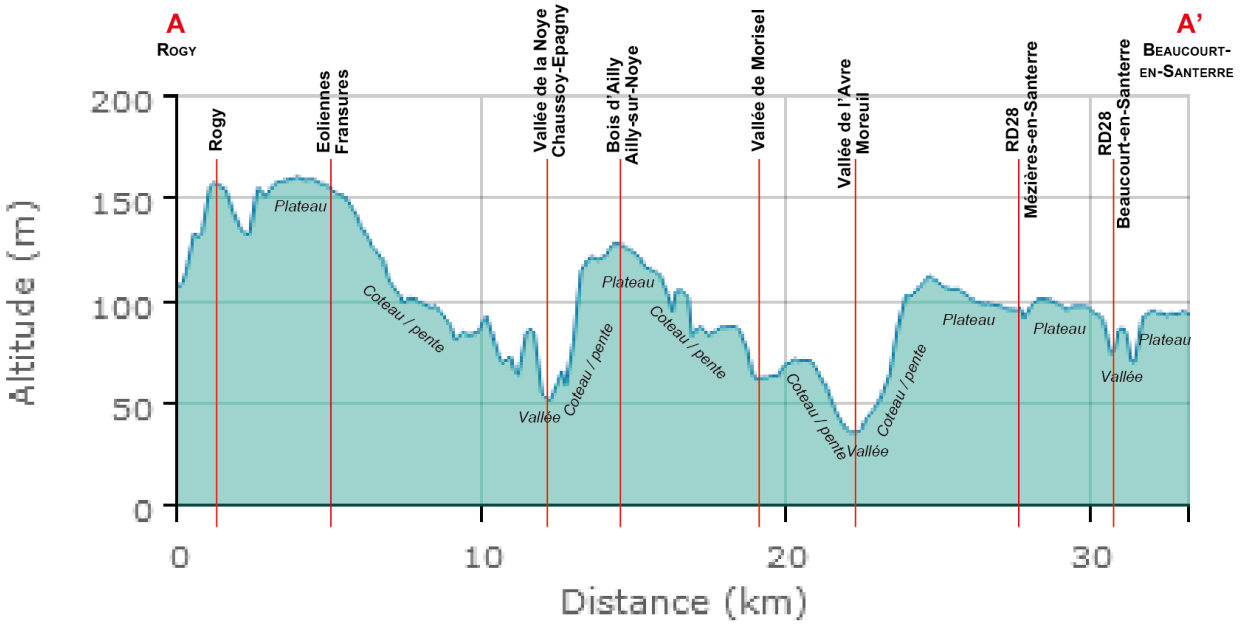
1. Topographie générale

Les coupes de terrain présentent la topographie générale de la Communauté de Communes Avre, Luce, Noye (CCALN).

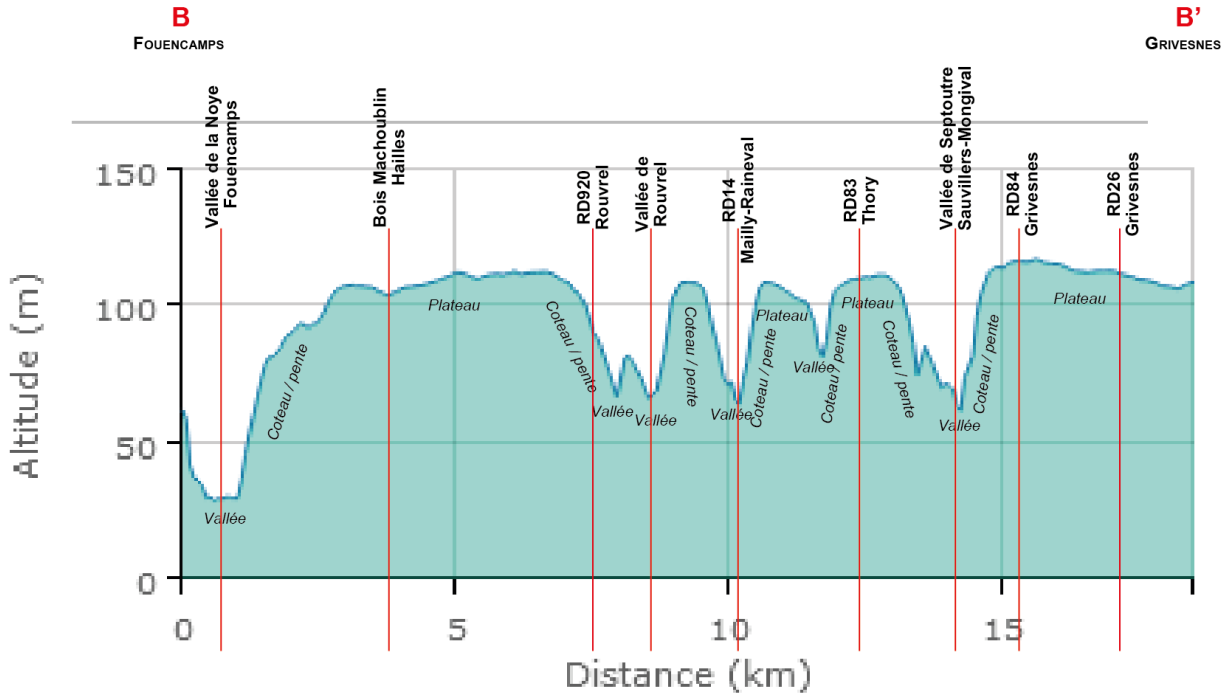
Elles permettent de se rendre compte des altitudes moyennes du territoire sur deux axes principaux : Sud-ouest / Nord-est et Nord / Sud.



Carte de localisation des profils topographiques



Distance totale : 33 111 m Dénivelé positif : 373,91 m
Dénivelé négatif : -387,56 m Pente moyenne : 2 %
Plus forte pente : 14 %

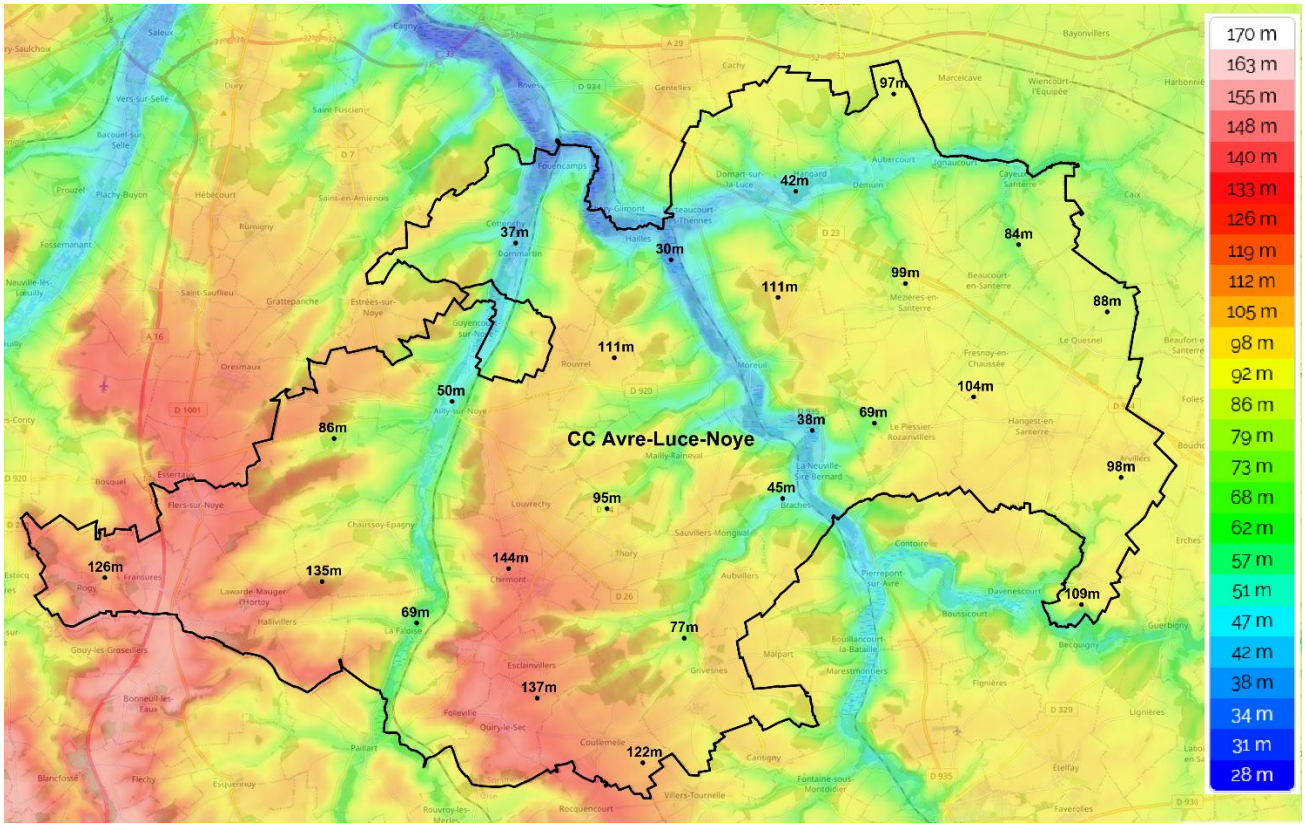


Distance totale : 18 429 m Dénivelé positif : 298,31 m
Dénivelé négatif : -251,47 m Pente moyenne : 3 %
Plus forte pente : 23 %

Profils altimétriques (source : Geoportail, Urbycom)

On constate grâce aux coupes et à la carte topographique suivante que les altitudes à l'ouest et au sud sont supérieures à celle de l'est. On constate également la présence de grands plateaux entaillés par de nombreuses vallées sèches et humides. La dissymétrie des versants des principales vallées est également visible sur les coupes. Les vallées humides présentent les points les plus bas du territoire et leurs altitudes baissent en allant vers le nord (Noye, Avre) et vers l'ouest (Luce).

On constate également que ces différences d'altitude sont multiples, mais progressives. Ceci aide à rendre compte d'un territoire plutôt ondulé que façonné d'une manière abrupte. Les transitions entre les différents secteurs sont plutôt douces.



Source : fr-fr.topographic-map.com – Urbycom

2. *Les grandes unités paysagères régionales*

Les descriptions suivantes concernant les paysages de la Somme et de la Communauté de Communes Avre, Luce, Noye (CCALN) sont issues de l'Atlas des Paysages de la Somme réalisé par B. Le Boudec, H. Izembart (Atelier Traverses) et par la DIREN Picardie en 2007, ainsi que par le travail de terrain et bibliographique réalisé dans le cadre du PLUi.

La Communauté de Communes occupe le sud-est d'Amiens.

En ce qui concerne les paysages, la **CCALN se situe au sein de deux grandes unités paysagères départementales** que sont **« Le Santerre » et « L'Amiénois ».** Elle occupe en grande partie le sud de l'Amiénois et plus précisément la sous-entité paysagère de la **« Vallée de la Noye »,** et le sud-ouest du Santerre et plus précisément les sous-entités paysagères **« Cœur du Santerre », « Vallée de la Luce » et « Vallée de l'Avre ».**

La CCALN s'organise autour de trois grandes vallées que sont l'Avre, la Luce et la Noye autour desquelles s'étendent de grands plateaux et vallées sèches cultivées.



Extrait de la carte des grandes unités paysagères – Atlas des Paysages de la Somme (2007) – Localisation de la CCALN dans le grand paysage départemental

Voici les grandes caractéristiques des principales entités paysagères et sous-entités paysagères.

a. L'Amiénois

Le paysage s'organise entre des grandes cultures qui dominent sur les plateaux et des boisements soulignant le tracé des vallées. Si l'on écarte le cas particulier de la forêt de Crécy, le sud Amiénois est aujourd'hui la partie la plus boisée du département. Le phénomène est particulièrement sensible à l'ouest de la Selle, autour des vallées sèches de Namps-Maisnil, avec la succession des bois de Wailly, de Fremontiers, de la Réserve et de la forêt domaniale de Creuse. L'importance des déclivités explique la permanence de structures agraires en rideaux.

L'orientation géographique est précieuse pour comprendre les logiques de la morphologie des vallées. Par les phénomènes de cryoclastie et de solifluxion, les versants sud et est, peu ensoleillés, sont en général continus, pentus et de ce fait souvent boisés. Par opposition, les versants nord et ouest - bénéficiant d'un meilleur ensoleillement- ont subi, au début du Quaternaire, des alternances successives de périodes de gel et de dégel qui ont adouci leurs versants et les ont échancrés de profondes vallées.

De nombreux centres de villages sont encore structurés par des mares ou des mails des jeux de ballons au poing. Plusieurs d'entre eux préservent de petits éléments de patrimoine tels que les vieux puits du sud-Amiénois et du Saint Landon ou, plus fréquents, les calvaires cernés de tilleuls qui matérialisent dans tout le département les anciennes limites communales. Les trottoirs de village sont en général enherbés, limités par des bordures de grès.

vi. La Vallée de la Noye

Orientée sud-nord, la vallée de la Noye s'étend sur trente kilomètres de long. Elle est bornée au sud, par le village de Paillart, à la limite du département de l'Oise et au nord par la commune de Boves, point de confluence de l'Avre.
Les deux versants de la vallée sont dissymétriques : le versant oriental est continu par opposition au versant occidental, ouvert sur de profondes vallées sèches. Cette caractéristique géographique définit les limites de la sous-entité : à l'est la limite épouse la ligne de crête du versant de vallée ; à l'ouest, la limite est ouverte sur les perspectives de l'ex-RN1 et de l'A16.
Peu industrialisée, la vallée de la Noye est riche d'un patrimoine architectural, paysager et urbain important qui explique son attrait et sa fréquentation.
Longé par la voie romaine, le site compte de nombreux vestiges de substructions antiques (Boves, Fouencamps, et surtout Breteuil et Vendeuil-Caply dans le département limitrophe de l'Oise), des ruines de forteresses médiévales (Folleville, Faloise, Boves), plusieurs églises remarquables (Folleville, Chaussoy-Epagny, Cottenchy, auxquels s'ajoutent les vestiges de l'abbaye cistercienne du Paraclet et un petit patrimoine cultuel à Ailly), ainsi qu'une série de châteaux du XVIIIe s, témoignant de la prospérité de l'industrie textile dans la Somme (Chaussoy, Esserteaux, Guyencourt, Remiencourt).
Les boisements aident à lire la structure de ce paysage. Les plateaux céréaliers sont ouverts vallonnés, étayés de rideaux. Les fonds de vallée - traditionnellement affectés à des formes d'élevage extensif - sont couverts de végétation ripisylve qui tend à être remplacée par des populicultures. À l'ouest enfin, les versants de vallées sèches sont longés d'une succession de bois. La richesse du sol transparaît dans la qualité de ces boisements : la futaie de hêtres et de chênes domine un taillis de charmes et de frênes régulièrement entretenu. Les villages de la vallée de la Noye sont de dimensions modestes. Seuls Ailly-sur-Noye (2600 h.), et surtout Boves (2800 h.) qui jouxte les limites de l'agglomération amiénoise sont sérieusement touchés par le mitage des hangars et des lotissements pavillonnaires. La gémellité

caractéristique des villages de vallée, établis de part et d'autre d'une chaussée trouve ici, deux de ses meilleurs exemples avec Ailly et Boves.

Éléments caractéristiques du paysage
*Plateau crayeux entaillé par la vallée alluviale de la Noye et son réseau adjacent de vallées sèches.
*Boisements soulignant les reliefs ; rideaux étayant les versants cultivés.
*En fond de vallée, anciennes tourbières et pâtures ; peupleraies en progression.
*Urbanisation du plateau : villages-rue, notamment le long de l'ancienne voie romaine ; villages établis à un croisement de voies.
*Urbanisation de la vallée : villages-jumelés de part et d'autre d'une chaussée ; occupation des sites stratégiques (Boves, Ailly, La Faloise...).
*Grandes demeures et châteaux du XVIIIe siècle.

Structures paysagères majeures
*Site de confluence de la Noye et de l'Avre (Boves, Guyencourt, Hailles).
*Paysages de la vallée de la Noye-amont.
*Sites de Folleville, de La Faloise et de Chaussoy-Epagny.
*Le village du Bosquel, village prototype de la Seconde Reconstruction, conçu selon les doctrines du mouvement moderne.

A son entrée dans le département de la Somme, la Noye est un ruisseau modeste de trois mètres de large, dont le fond de vallée dépasse cependant déjà les trois cents mètres d'amplitude. Les routes départementales sillonnent la rive gauche, à la limite des vallées sèches. Le chemin de fer Paris-Amiens est établi sur la rive droite, à mi-pente et se ponctue régulièrement de silos. En cœur de vallée, les terrains les plus secs sont cultivés, les plus humides servent de pâture et tendent à être convertis en peupleraies.

De part et d'autre de la vallée de la Noye, le paysage est vallonné, structuré de rideaux et recouvert sur ses collines de petits bois (ci-dessous, le bois du Domont à gauche et le bois des ramées à droite).

La vallée de la Noye présente une relative homogénéité de bâti traditionnel et d'espaces publics ruraux comme le montrent par exemple les villages de Sains-en-Amiénois, Cottenchy ou Chaussoy. Cependant, quelques implantations malheureuses troublent parfois l'harmonie de ces paysages : des hangars et des pavillonnaires parasitent certaines entrées de village (Estrées-sur-Noye, par exemple) ou la perspective de monuments remarquables (église et parc du château de Chaussoy).
Au nord d'Ailly et jusqu'aux abords d'Amiens, les lotissements et les hangars commerciaux se multiplient. Ils troublent souvent la structure géographique de la vallée et la perception de la mémoire ancienne de ses villages.

b. Le Santerre

Le Santerre couvre la partie sud-est du département, sur un territoire cerné par les vallées de l'Avre et de la Somme. C'est un paysage de plateaux limoneux, dont les horizons immenses, d'une altitude quasi constante de cent mètres, sont à peine incisés par les modestes vallées de l'Ingon et de la Luce.

Les remembrements ont fait disparaître une grande partie des structures pluriséculaires de ces paysages d'openfield. Les horizons sont ouverts et ponctués de loin en loin de petits bois qui témoignent généralement de résidus argileux moins fertiles. Par opposition, les vallées sont identifiables dans le territoire par leur végétation ripisylve et leurs populicultures.

A l'exception de ses limites périphériques, le Santerre ne compte pratiquement pas de cours d'eau. Ces terres limoneuses sont des sols secs, où l'eau s'infiltre vite et la sécheresse naturelle des sols a longtemps empêché le développement de prairies naturelles.
Pour pallier le manque d'eau, les paysages sont jalonnés de la silhouette caractéristique des doubles ou triples châteaux d'eau auxquels s'ajoute la multiplication des moto-pompes liées au développement des cultures irriguées.

L'agriculture intensive, les remembrements et la baisse de la population agricole ont fabriqué un territoire où les grandes cultures s'étendent à perte de vue, accentuant encore l'impression d'uniformité et de régularité.

Dans un paysage ouvert, la silhouette des villages est fondamentale. En dépit des destructions de la guerre, des disparitions des ceintures de courtils et des tours-de-ville, nombre d'entre eux conservent l'apparence du village-bosquet.

La chute de la population agricole, a maintenu la plupart des villages dans une structure lentement façonnée par plusieurs siècles d'usage et de vie sociale. Dans le même temps, les exigences de la mécanisation et des innovations agricoles ont conduit à construire de nouveaux bâtiments.
Pour des questions de commodité foncière, la croissance s'organise de façon rayonnante et implante les nouveaux bâtiments aux limites extérieures des villages, limites qui se trouvent généralement être également des entrées...

Dans un paysage ouvert, tout élément singulier devient repère. L'œil accepte ceux qui sont associés au territoire (les alignements d'arbres le long des routes, la silhouette des villages-bosquets, les rideaux ou les végétations ripisylves) ; il est en revanche plus troublé par les éléments dont la couleur, la volumétrie, le matériau, ou le mode d'implantation ne se rattachent à aucune forme de logique ou de tradition. Les routes rectilignes sont des points de vue privilégiés pour la découverte des villages.
Lors d'extension, le traitement des entrées et la reconstitution préventive de ceintures végétales sont des thèmes qui méritent d'être envisagés, tout comme, à l'échelle architecturale, le choix des matériaux, la texture, les matières et l'expression des modes constructifs.

vii. *Le cœur du Santerre*

Paysage agricole, rigoureusement plat et qui plus est, bouleversé par les trois dernières guerres, le Santerre n'est certes pas pittoresque, au sens où l'entendait le XIXe siècle. Le relief y est absent. Les monuments reconnus y sont rares. Les horizons immenses se ponctuent simplement, de loin en loin, de bosquets ou de villages dont les silhouettes se confondent. Cette terre, sans cesse retournée, semble ne pas conserver de mémoire. Et pourtant il y a là, incontestablement, un paysage, une identité territoriale caractéristique, lentement façonnée par le temps.

Les routes, notamment les longues routes rectilignes, sont des points de vue privilégiés sur le paysage. En retour les axes plantés sont des repères pour l'ensemble des territoires alentours. Il est d'autant plus important dans un tel paysage de surveiller des questions comme les entrées de villes, les lotissements périphériques, les couleurs ou les volumétries des bâtiments agricoles et industriels, le choix des ouvrages d'art.

Le Santerre est délimité au nord et à l'est, par la Somme, au sud par l'Avre (avec l'exception du village de Laboissière-en-Santerre, encore plus au sud) et à l'ouest, par une ligne imprécise reliant Corbie, Domart-sur-la-Luce et Moreuil.

Éléments caractéristiques du paysage
*Exceptionnelle planéité du plateau de craie.
*Paysages d'openfield, profondément remembrés ; (grandes parcelles, peu de bois, quelques réserves)
*Repères constitués par les axes de circulation (ex-N 29, Roye/ Nesle, tranchée A1 / TGV, A 29).
*Longue tradition de villages céréaliers : silhouette caractéristique de villages-bosquets ; typologie d'alignements de granges aveugles sur rue ; silhouette caractéristique des doubles ou triples châteaux d'eau, maillage dense et ancien du territoire (villages établis au croisement de routes ou le long d'anciennes voies romaines).
*Architecture et urbanisme de la Reconstruction.
*Paysages industriels (Nesle, Roye, Eppeville...).

Structures paysagères majeures
*Plateau délimité par la vallée de la Haute-Somme, la vallée de l'Avre et le canal du Nord.
*Anciennes voies romaines ; grandes infrastructures autoroutières, ferroviaires ; canal du nord.
*Paysages de la Première Reconstruction : édifices publics, art sacré, homogénéité de certains villages, (Andechy, Misery, Méharicourt, Chaulnes, ...) ; continuité d'œuvres architecturales comme celles de J. Débat-Ponsan (Lamotte-Warfusée, Driencourt, Hangest, Cléry, Péronne) ou celles de Duval et Gonse (Roye, Moreuil).
*Mémorial australien de Villers-Bretonneux.

L'augmentation du trafic a entraîné le développement d'activités le long de la D934. Une règle universelle veut que les échanges se pratiquent logiquement le long des axes de circulation et sur les points de croisements (Roye par exemple, qui était une ville-étape à l'époque des grandes foires du Moyen-Âge, conserve des vestiges d'anciens entrepôts à vin). Sur la D934, les zones d'activités d'échelle nationale se sont logiquement développées à proximité d'Amiens et du point d'accès à l'autoroute, associant le vocabulaire ordinaire et standardisé de ce type de lieux (hangars, parkings, rond-points, fast foods, chaînes d'hôtel...) ; les entrepôts d'échelle locale se multiplient depuis quelques années à l'intersection des départementales D28 (Mézières-en-Santerre) ou D441 (Le Quesnel). Dans un paysage ouvert, aux horizons dégagés, l'impact de ces "boîtes" est d'autant plus grand. Leurs volumétries, leurs couleurs, leurs inscriptions dans le site gagne à être encadrées.

Dans ce pays d'openfield où toutes les terres sont cultivées, les seuls espaces plantés sont les vergers et les jardins des ceintures de village. Vu de loin le village se présente comme un petit bois, d'où émerge un clocher ou un château d'eau. Ce dernier est une autre silhouette caractéristique du Santerre. Ici, les sols sont fertiles, mais retiennent peu l'eau. Pour assurer l'irrigation nécessaire au rendement des cultures, le paysage se ponctue de moto-pompes et de la silhouette, parfois mise en couleur, d'un double ou triple château d'eau.

viii. *La vallée de la Luce*

Éloignées des axes de circulation, les vallées de la Luce et de l'Ingon sont de discrètes incisions à travers les horizons céréaliers du plateau du Santerre. Leurs méandres, leur végétation ripisylve et les quelques éléments d'architecture ancienne, les distinguent des paysages d'openfield alentour.

La modeste vallée de la Luce s'étend sur quinze kilomètres, entre le village de Caix et la commune de Thennes, point de confluence de l'Avre. Le paysage est défini par les limites topographiques de la vallée, prolongée par ses vallées sèches adjacentes (Vallée d'Oisemont, Fosse-à-Chevaux, Vallée-dubois-Péronne ou Ru de l'Equipée). Le profil de vallée est doux. Relativement étroit et encaissé à sa source, il s'élargit et s'adoucit pour atteindre quatre cent mètres de large à l'aval de Cayeux-en-Santerre. La rivière (moins de dix mètres de large à son point d'effluence) s'encadre de structures végétales caractéristiques des fonds de vallée : saules et roselières (entre Cayeux-en-Santerre et Ignaucourt), prairies humides (Domart-sur-la-Luce) et peupleraies en progression (abords des villages d'Ignaucourt et Demuin).

L'itinéraire privilégié de découverte des paysages de la vallée de la Luce est logiquement la route départementale 76, qui relie Caix à Berteaucourt-les-Thennes. S'y ajoutent la départementale 934 pour les raisons déjà citées, ainsi que le réseau polyétoilé établi autour de Caix qui offre une variété de points de vue sur la silhouette du village. Les versants de vallées sèches, étayés de rideaux, ou devenus des larris comptent parmi les éléments structurant du paysage méritant d'être préservés.

La vallée de la Luce se signale dans les horizons céréaliers du Santerre par une masse boisée, révélant l'humidité d'une dépression et des versants trop pentus pour être mis en culture. Au loin, la silhouette du triple château d'eau est un des repères caractéristiques du Santerre, où les besoins d'irrigation, conjugués à la porosité naturelle des sols, conduisent à multiplier les ouvrages d'art.

L'intérêt premier du patrimoine bâti est cependant son inscription dans le paysage : Caix occupe un fond de vallée boisé et ne se signale des plateaux alentour que par la cime de son clocher à tourelles ; le hameau de Courcelles présente l'étagement caractéristique des villages de bord de vallée, avec une "rue d'en haut", une "rue d'en bas "et, en dessous, des prairies humides communales encadrant la rivière. Domart-sur-la-Luce est un village-rue établi le long de la voie romaine (D934), qui propose, par un franchissement du relief, rigoureusement rectiligne, une longue lecture transversale sur la structure de la vallée.

La modestie du débit de la Luce, n'empêche pas un étagement de vallée très marqué. Le ruisseau se signale dans le paysage par un cordon ripisylve de saules ou de roselières. Le fond de vallée sert de pâtures et se borde d'arbres en cépées pour la production de bois. Les pentes douces des versants sont mises en culture et étayées de rideaux. La route qui longe la rivière a été aménagée au sec, au-dessus du fond marécageux. Les rares châteaux préservés, tels Hangard ou Beaucourt-en-Santerre, témoignent de la prospérité du Santerre entre le XVIIe et le XIXe siècles.

ix. *La vallée de l'Avre*

Orientée selon un axe synclinal sud-est/nord-ouest, la vallée est entaillée dans le plateau avec une dissymétrie de versant très nette. Le versant nord est relativement continu ; très tôt y fut aménagé une route à flanc de coteau desservant les villages de la vallée, puis, plus tard, une voie de chemin de fer. Par opposition le versant sud est entaillé d'une succession de vallées sèches profondes (la Vallée du Pont, la Vallée des Ecluses, la Vallée du Morisel, le Fond de Culcré...), qui présentent à leur tour une dissymétrie de versants soulignée de rideaux et de larris. L'Avre est engravée de 60 mètres en-dessous du plateau du Santerre et le fond de vallée atteint un kilomètre de large dans les plus grands méandres. La vallée est jalonnée de petites villes (Montdidier 6300 habitants, Moreuil 4200, Boves 3200) ; les plateaux alentours sont au contraire occupés par un maillage régulier de hameaux souvent inférieurs à 200 habitants.

Éléments caractéristiques du paysage
*Plateau vallonné, entaillé de vallées humides et de leurs réseaux adjacents de vallées sèches.
Topographie caractéristique des vallées calcaires, présentant des versants dissymétriques.
*Dans les vallées, plans d'eaux, étangs, ballastières, anciennes tourbières ; peupleraies en progression ; pêche et chasse ; boisements sensiblement plus nombreux que sur le plateau du Santerre voisin.
*Qualité des sites d'implantation des villes et des villages de la vallée : promontoires, points de confluence, croisements de routes, etc.
Importance de la structuration de l'urbanisation autour des chaussées traversant les rivières, ainsi que des liaisons territoriales empruntant les cavées.
Villages allongés dans les vallées, limités dans leur extension par la topographie naturelle entre rivière et coteau, ou édifiés à la confluence de vallons.
Villages-bosquets sur le plateau.
*Ancienne voie romaine (D 935) ; patrimoine médiéval, (Moreuil, Boves) ; architecture de la Reconstruction (Moreuil, Montdidier, Grivesnes).
*Tradition industrielle (Moreuil).
*Phénomène de périurbanisation sensible et en progression aux abords d'Amiens.

Structures paysagères majeures
*Le site de Boves à la confluence de l'Avre et de la Noye (chaussée) ; le site de Montdidier
*Grivesnes et la vallée sèche de Septoutre
*Haute vallée de l'Avre (boisements, diversité des paysages, patrimoine bâti des villages, notamment Davenescourt, Warsy, Guerbigny)
*Sites Natura 2000 : tourbière de Boves, prairies de Fortmanoir, marais de Thézy-Glimont, marais de Moreuil avec le coteau crayeux adjacent du larris de Génonville.

Le paysage des grands versants est structuré le long de la vallée de l'Avre, comme tout au long de ses longues vallées sèches adjacentes par des structures agraires tels que des larris, des rideaux ou des bois. Des ensembles remarquables par leur ampleur peuvent être observés entre Fouencamps et Dommartin et surtout le long des deux grandes vallées sèches convergeant vers Moreuil, la vallée de Morisel (ci-dessous) et la vallée des Écluses.

3. *Les entités paysagères de la Communauté de Communes Avre, Luce, Noye*

La Communauté de communes Avre, Luce, Noye présente plus précisément 3 entités paysagères décrites ci-dessous. Les descriptions précédemment présentées concernent également ces 3 entités plus locales.

Les paysages de vallée peuvent être sous-divisés en fonction des 3 cours d'eau qui y sont associés.

a. *Les paysages de plateaux*

On note au sein de cette entité une bonne présence de boisements de différentes tailles. Ces éléments forment une mosaïque avec les grands espaces cultivés, s'étendent sur de longues distances et marquent par leur planéité. Quelques prairies sont implantées au sein de la plaine agricole, mais elles sont majoritaires autour des villages, lesquels sont plutôt concentrés afin de se protéger des éléments naturels. Cette protection se fait à travers l'auréole bocagère (lorsqu'elle est encore constituée) révélant la fameuse forme du village-bosquet.

Aucun cours d'eau ne sillonne ces espaces. Les éoliennes, châteaux d'eau, clochers ou encore les silos marquent par leur verticalité ces espaces plans où les perspectives visuelles sont majoritairement ouvertes, même si elles peuvent se refermer par endroit.

Les routes sillonnent les plateaux et les structurent, elles créent des ruptures dans les espaces cultivés et offrent de belles perspectives visuelles longues voire très longues vers les espaces cultivés voire vers les vallées lorsque l'on se trouve sur les bords du plateau.



Les paysages de plateaux de la CCALN





Les paysages de plateaux de la CCALN



Les paysages de plateaux de la CCALN



b. *Les paysages de plateaux, vallées sèches et coteaux*

Ces paysages se démarquent des paysages de plateaux précédemment présentés par la présence plus importante et plus marquée de vallées sèches et de coteaux associés.

Au sein de cette entité, les boisements sont plus nombreux qu'au sein de la précédente, probablement par la présence de coteau plus difficile d'exploitation.

On retrouve des similitudes avec l'entité précédemment présentée. Notamment, le paysage de mosaïque formé par les boisements et les grands espaces cultivés qui s'étendent sur de longues distances et marquent par leur planéité. Quelques prairies sont implantées au sein de la plaine agricole, mais elles sont majoritaires autour des villages, lesquels sont plutôt concentrés afin de se protéger des éléments naturels. Cette protection se fait à travers l'auréole bocagère (lorsqu'elle est encore constituée) révélant la fameuse forme du village-bosquet.

Les perspectives visuelles sont majoritairement ouvertes, mais elles peuvent se refermer ponctuellement. Les routes sillonnent les plateaux et les structurent, elles créent des ruptures dans les espaces cultivés et offrent de belles perspectives visuelles longues voire très longues lorsqu'elles sont sur ou proches des lignes de crêtes

Les vallées sèches entaillent plus ou moins profondément les espaces cultivés. Associées aux coteaux, elles offrent plus ou moins d'intimité à l'usager et dévoilent également de nombreuses perspectives visuelles qualitatives vers les espaces cultivés ou encore vers les vallées.

Les coteaux les plus raides sont occupés par des boisements et lorsque les pentes s'adoucissent ce sont les espaces cultivés qui prennent le dessus.



Les plateaux, vallées sèches et coteaux





Les plateaux, vallées sèches et coteaux



Les plateaux, vallées sèches et coteaux





Les plateaux, vallées sèches et coteaux



Les plateaux, vallées sèches et coteaux





Les plateaux, vallées sèches et coteaux



Les plateaux, vallées sèches et coteaux



c. *Les paysages de vallée*

Les paysages de vallées concernent les trois principales vallées humides présentées ci-dessus dans la partie « 2. Les grandes unités paysagères régionales ». Les descriptions suivantes viennent affiner les données sur les caractéristiques et ambiances au sein de cette entité.

Au sein de ces paysages, les prairies sont nombreuses le long des cours d'eau et autour des villages. Elles forment un complexe naturel remarquable avec les marais, les boisements et les ripisylves. La linéarité des vallées induit des formes de villages relativement étirés et étagés.

Peu de routes sillonnent les vallées, quelques traversées existent mais les voies majeures longent les vallées.

Les versants sont le plus souvent asymétriques et déterminent ainsi la forme des villages selon le coteau où ceux-ci sont implantés :

- Vallée de la Noye et de l'Avre :
    - En rive Ouest, le relief affirmé du coteau induit une forme de village étagée et positionnée en « balcon » Le village s'intègre ainsi dans les boisements du coteau (installés sur les pentes les plus marquées) ;
    - En rive Est, le relief plus doux accueille des villages étalés, parallèles à la pente, et des cultures ouvertes.
- Vallée de la Luce :
    - Le versant est un peu plus pentu au nord et un peu plus doux au sud.

Les perspectives visuelles sont majoritairement fermées au sein des vallées. Elles peuvent s'ouvrir ponctuellement, mais les plus ouvertes (vers les vallées) restent celles sur leurs abords au sein des points hauts.



Les paysages de vallée



Les paysages de vallée



Les paysages de vallée



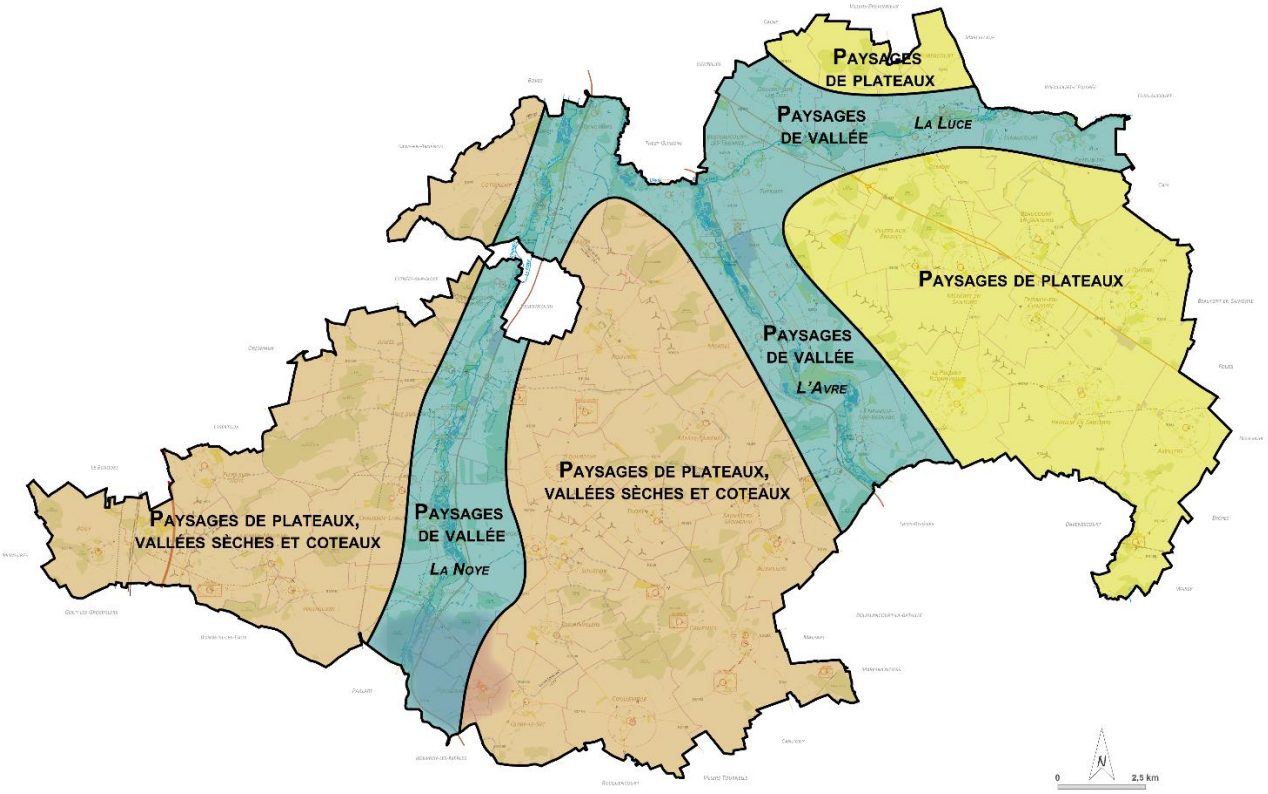


Les paysages de vallée



Les paysages de vallée





Carte des entités paysagères de la CCALN

4. Les composantes paysagères locales

Ces descriptions décrivent et illustrent :

- des ensembles ou éléments marquant le paysage (espace économique, espace vert, espace agricole, espace boisé, prairie, ensemble pas ou peu intégré, auréole bocagère, marais, élément dévalorisant, …).
- des éléments et trames paysagers (haie ou linéaire végétalisé, repère qualitatif ou dévalorisant (clocher, château d'eau, éolienne, …), cours d'eau et plan d'eau, …
- des éléments patrimoniaux et points de valorisation patrimoniale (entrée de ville, moulin, ferme, sentier de randonnée, perspective visuelle, monument historique, …).
- des éléments fragmentant le paysage (ligne électrique, routes, voie ferrée, …).

Les éléments repérés peuvent appartenir à plusieurs catégories (exemple : une église et son clocher représentent des éléments patrimoniaux et un élément (clocher) paysager marquant le paysage. Le caractère identitaire et historique sera privilégié dans sa classification). Ceux-là seront présentés sous leur aspect ou leur fonction le plus prégnant.

a. Éléments et trames paysagers

i. Le réseau hydraulique

Un réseau hydraulique développé se situe sur le territoire de la CCALN. Ce dernier est essentiellement composé de 3 rivières accompagnées de quelques affluents. Ces trois rivières sillonnent les trois vallées humides majeures du territoire.

L'Avre et deux de ses affluents majeurs La Luce et la Noye parcourent le territoire.

La Noye rejoint l'Avre au nord du territoire à Boves et la Luce rejoint l'Avre à Berteaucourt-lès-Thennes. La Luce prend sa source à Caix, village voisin à l'est de la CCALN.

Ces trois rivières sont des affluents et sous-affluents de la Somme.

L'Avre parcourt le centre du territoire dans un axe nord-sud et dessert entre autres Moreuil et La Neuville-Sire-Bernard. Elle longe également une partie de la limite nord de la CCALN.

La Luce parcourt le nord-est du territoire dans un axe est-ouest et dessert entre autres Domart-sur-la-Luce et Ignaucourt.

La Noye parcourt l'ouest du territoire dans un axe nord-sud et dessert entre autres La Faloise, Ailly-sur-Noye et Fouencamps.

D'autres petits cours d'eau accompagnent les cours d'eau majeurs du territoire. La Margot accompagne la Luce, l'Echaut accompagne la Noye et la Brache accompagne l'Avre.

Ces trois vallées présentent des versants asymétriques et sont marquées par la présence de marais, de boisements et de ripisylves. Elles forment des entailles végétalisées dans le paysage local et se repèrent à longues distances depuis les plateaux alentours par le cordon végétalisé qu'elles forment. Elles sont également les points de convergence de plusieurs vallées sèches.

La topographie du territoire induit de nombreuses zones de ruissellement. Afin de recueillir ces eaux, des mares étaient aménagées en cœur de village ou en périphérie. Certains villages comptent plusieurs mares. Elles permettaient de lutter contre les incendies, d'abreuver les animaux, à travailler le textile,

à refroidir les métaux travaillés par les forgerons, à alimenter les lavoirs, à maîtriser les inondations, …
Certaines servent encore actuellement à la défense incendie.
Ces plans d'eau sont caractéristiques du secteur et possèdent un aspect patrimonial important.



Exemples de cours d'eau intercommunaux





Exemples de cours d’eau intercommunaux





Exemples de cours d’eau intercommunaux





Exemple de mare intercommunale



Exemple de mare intercommunale

Le maintien du fonctionnement hydraulique et la préservation des mares, des cours d'eau et des ripisylves est essentiel pour la conservation et la valorisation du paysage territorial. La préservation des ouvrages hydrauliques et la valorisation des berges participent à l'attrait paysager de la CCALN.

ii. *Les marais*

Les marais accompagnent les vallées de l'Avre, de la Luce et de la Noye. Ils sont plus présents le long de l'Avre et de la Noye. Ils bordent certains villages et villes. Ils présentent des espaces humides (prairies, mares, …) mêlés à des espaces boisés composés eux de boisements et de végétation ripisylve. Ces marais se remarquent dans le paysage principalement par la végétation haute qui y est associée. Cette végétation crée une véritable trame végétalisée verte, plus ou moins sinueuse, au sein des espaces principalement cultivés du territoire. Ces marais sont situés aux points bas du territoire et contribuent à l'ouverture et à la fermeture des paysages et des perspectives visuelles du territoire.

Ces derniers apportent une diversité des usages des abords des cours d'eau et des plans d'eau. On retrouve entre autres Les Grands Marais, le Petit Marais, le marais de Lespinoy, …



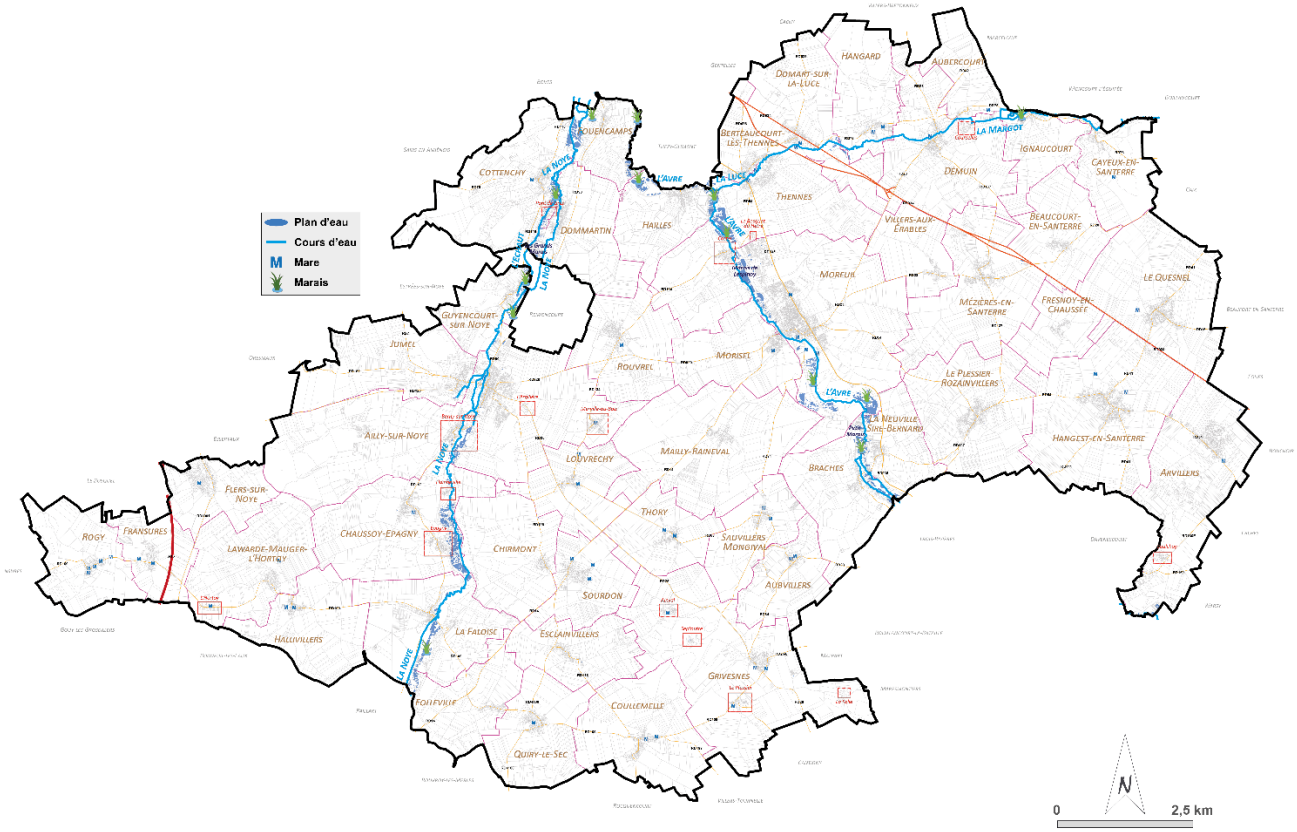
Exemples de marais intercommunaux



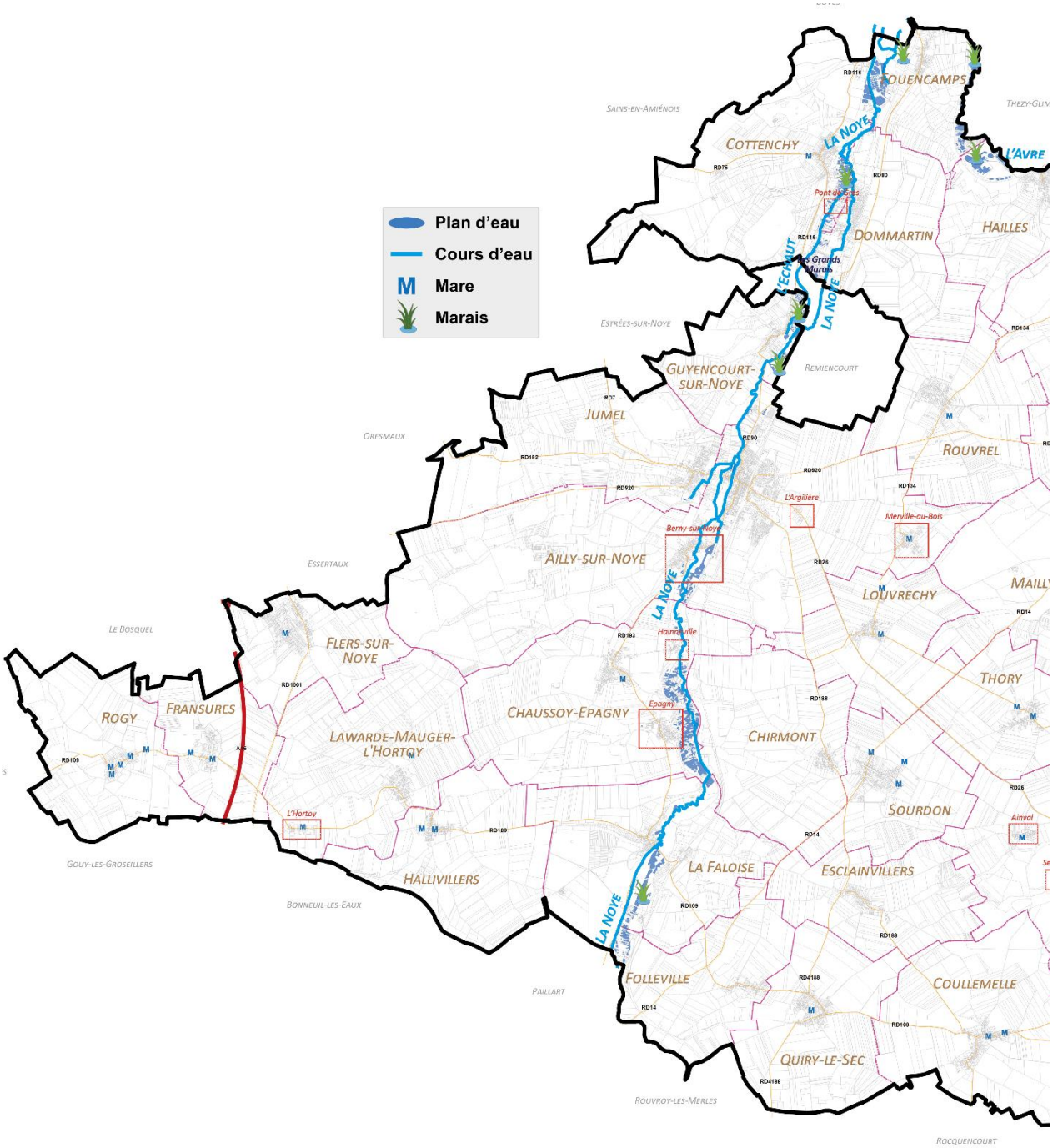


Exemple de marais intercommunal

La présence de marais amène une diversité supplémentaire de paysage et de qualité environnementale du territoire. Le maintien de ces zones mêlant diverses naturalités et diverses ambiances est indispensable.



Les cours d'eau, mares, marais et plans d'eau de la CCALN



Les cours d'eau, mares, marais et plans d'eau de la CCALN – secteur ouest



Les cours d'eau, mares, marais et plans d'eau de la CCALN – secteur est

iii. *Les linéaires végétalisés*

De nombreux linéaires végétalisés sont implantés au sein du territoire. Ils forment de véritables trames dans le paysage local. Ils accompagnent souvent les limites de secteurs : résidences, équipements, limites parcellaires, espaces naturels… ainsi que certains cours d'eau sous formes de ripisylves et certaines voiries sous formes d'alignement d'arbres. Ils permettent d'agrémenter les déplacements et les perspectives visuelles en intégrant certains éléments, notamment bâtis. Ils réalisent des ouvertures et/ou des fermetures visuelles sur le territoire. Ils permettent également de protéger des éléments bâtis ou non en jouant le rôle de coupe-vent. On les retrouve au sein des tissus urbains, ainsi qu'au sein des espaces naturels et agricoles. Ils peuvent également permettre la valorisation d'éléments patrimoniaux tels que des calvaires ou des croix. Les linéaires végétalisés habillent par endroit les ondulations de la plaine agricole et les coteaux et parfois les lignes de crêtes.

Les formes les plus courantes sont les haies libres (équipements, activités économiques, routes, champs, …), les haies bocagères (plus basses et taillées ; limites parcellaires résidentielles, pâtures, …) et les arbres d'alignement (routes, chemin piétonnier, bâti agricole, place verte, ferme, allée de château, …).

Au sein de ce patrimoine végétal, quelques arbres remarquables, plus isolés, prennent place au sein du territoire, à l'extérieur ou au sein des tissus bâtis. Ils présentent généralement des dimensions remarquables.




Exemples de linéaires végétalisés présents sur le territoire de la CCALN







Exemples de linéaires végétalisés présents sur le territoire de la CCALN




Exemples de linéaires végétalisés présents sur le territoire de la CCALN







Exemples de linéaires végétalisés présents sur le territoire de la CCALN




Exemples de linéaires végétalisés présents sur le territoire de la CCALN






Exemples d'arbres remarquables



La conservation des linéaires végétalisés, de leur continuité et de leur diversité dans les usages et dans les formes est essentielle au maintien de la qualité paysagère existante. Le développement des franges végétalisées est indispensable pour l'intégration des éléments non naturels. De même, la végétation remarquable sert de repère et révèle le passé du territoire.

iv. *Les repères paysagers*

Il s'agit d'éléments visibles à de longues distances et qui permettent de se repérer et de repérer une commune ou un secteur. Il s'agit d'élément de grandes tailles (éoliennes, château d'eau, église, …) présentant une verticalité importante. C'est cette verticalité qui, combinée avec les espaces agricoles majoritairement plats, rend ces éléments très visibles. Ces repères n'en sont pas forcément qualitatifs pour les paysages, ils peuvent les dévaloriser et même dévaloriser d'autres éléments tels que des éléments patrimoniaux. Ils peuvent être inesthétiques dans le paysage par leur insertion et leurs caractéristiques, ou bien par le phénomène de covisibilité – visibilité simultanée d'un élément valorisant et d'un élément dévalorisant (voir partie sur les covisibilités aux pages suivantes) qu'ils peuvent induire.

Les éoliennes présentent toutes le même aspect, les mêmes formes, les mêmes dimensions, les mêmes teintes. Leur nombre et leurs répartition/implantation peut permettre de se repérer. Les avis sur les qualités esthétiques de ces éléments sont très divergents. Dans tous les cas, leur impact sur le paysage est important. Les éoliennes sont toutes implantées au sein des espaces agricoles. Quatre grands secteurs d'implantation des éoliennes sont sur le territoire de la CCALN. Le premier se situe entre Fransures et Lawarde-Mauger-L'Hortoy, la deuxième entre Sourdon et Louvrechy, la troisième entre Thennes et Hangest-en-Santerre et la quatrième entre Dommartin et Mailly-Raineval. Ces secteurs sont implantés sur les points des plateaux constituant le territoire. Ces 4 secteurs accueillent 49 éoliennes sur le territoire intercommunal.

Les églises et leurs clochers se ressemblent sur la forme générale, mais peuvent présenter des différences importantes en termes de matériaux, de volumes et de teintes. Leur valeur esthétique est souvent reconnue. Les églises se situent au sein des tissus bâtis.

Les châteaux d'eau présentent des formes, des hauteurs, des matériaux et des teintes variables qui peuvent perçus comme esthétiques ou inesthétiques. Leur implantation peut se faire au sein des tissus bâtis comme au sein des espaces cultivés ou naturels.

Tout comme les églises et leurs clochers, les châteaux d'eau servent souvent de repère paysager au sein des espaces alentours. Ils révèlent également une partie de l'identité locale.

Tous ces éléments peuvent être perçus à plusieurs kilomètres selon leur implantation (ligne de crête, fond de vallée, coteau, …). Certaines perspectives visuelles vers ces derniers sont très qualitatives et participent à la qualité des paysages locaux.



Exemple de repère paysager (châteaux d'eau)



Exemple de repère paysager (clochers d'église)



Exemples de repères paysagers (éoliennes)

Le maintien de perspectives visuelles vers certains points de repère est essentiel pour faciliter sa position dans le territoire. Par ailleurs, l'occultation de certains repères agrémenterait les paysages locaux. Idéalement, ces repères doivent présenter un intérêt esthétique ou une intégration paysagère pour ne pas dévaloriser le paysage.

b. *Éléments fragmentant le paysage*

i. *Les principaux cours d'eau*

Les 3 cours d'eau majeurs évoqués précédemment (L'Avre, la Luce, la Noye) créent également des ruptures paysagères au sein du territoire. Ces dernières sont toutefois qualitatives et apportent une diversité des paysages par leurs caractéristiques intrinsèques (ripisylves, marais, boisement, pâtures, haies, …). Les descriptions de ces éléments sont présentées plus tôt dans le document. Bien que peu visibles, ces cours d'eau créent la rupture par tous les éléments les accompagnant.



La Luce et le complexe naturel les accompagnant



La Noye et le complexe naturel les accompagnant



L'Avre et le complexe naturel les accompagnant

Les cours d'eau marquent des ruptures paysagères qualitatives qu'il convient de souligner. La préservation des complexes naturels autour de ces trames hydrauliques est essentielle à la conservation de la qualité paysagère du territoire.

ii. *Les lignes électriques*

Plusieurs lignes électriques (Haute, Moyenne et Basse Tension) sillonnent le paysage intercommunal. Elles représentent de véritables éléments fragmentant les paysages, notamment aériens. Associés à leurs pylônes, ces ensembles dévalorisent les espaces intercommunaux en rompant la planitude et en créant des verticalités très importantes peu qualitatives. Des trames de fils électriques sont alors observables en de nombreux points sur le territoire.

Trois portions de lignes électriques majeures (HT) traversent sur de courts tronçons la CCALN. Deux lignes passent en parallèle à l'ouest du territoire dans un axe nord-sud entre les communes de Rogy et Fransures. La dernière passe à l'extrémité sud-est de la communauté de communes. Elle longe le hameau de Saulchoy dans un axe ouest-est.

Les lignes majeures sont complétées par un réseau moins important (Moyenne et Basse Tension) mais ayant également un impact sur les paysages, bien que moindre par rapport aux premières.

De manière générale, les lignes majeures passent au sein des espaces cultivés. Elles peuvent longer les tissus urbains.



Exemple de lignes électriques de haute tension sillonnant les espaces agricoles



ienneExemple de ligne électrique de moyenne tension sillonnant les espaces agricoles

Bien qu'habillant en partie la plaine agricole et le ciel, l'enfouissement des lignes électriques est à privilégier afin d'éviter des rapports d'échelle trop importants.

iii. *Les voies ferrées*

Deux voies ferrées traversent le territoire du nord au sud. Elles suivent les vallées de l'Avre et de la Noye.
Elles réalisent une coupure dans le territoire. Toutefois, elles présentent un impact faible sur le paysage car elles sont accompagnées de végétation sur leurs abords. Cette végétation crée un cordon végétalisé qui se fond avec celui des vallées qu'elles traversent constitué par les ripisylves et les marais. De ce fait, elles ne sont visibles que ponctuellement lors des traversées ou lorsque la végétation est moins dense et laisse apparaître le réseau électrique les accompagnant De ce fait, elles ne dégradent pas ou peu les paysages locaux.
Les traversées de voies se font parfois au même niveau, parfois sous et parfois depuis un pont les surplombant.
La voie ferrée de la vallée de la Noye est toutefois plus visible dans le paysage que celle de la vallée de l'Avre car elle passe moins en fond de vallée et la végétation est parfois peu dense voire manquante, notamment lors de passages sur certains talus.

Bien que peu marquantes, les voies ferrées réalisent une rupture paysagère au sein du territoire.



La voie ferrée parcourant la vallée de l'Avre





La voie ferrée parcourant la vallée de la Noye



La voie ferrée parcourant la vallée de la Noye



Les voies ferrées sont plutôt bien intégrées dans le paysage. Leur accompagnement végétalisé est à poursuivre et à développer si nécessaire.

iv. *Les routes principales*

Par leur emprise, leur linéarité et leur longueur, certaines voies routières fragmentent le paysage intercommunal de la CCALN. La présence de talus, d'infrastructures complémentaires, de végétation peut à la fois agrémenter leurs abords et renforcer les ruptures paysagères. Par exemple, l'autoroute A16, parcourt sur un petit tronçon l'ouest du territoire dans un axe nord-sud et représente une coupure importante au sein des espaces agricoles. Son impact est légèrement atténué par la présence ponctuelle de talus et par des linéaires végétalisés hauts et denses l'accompagnant.

Certaines routes départementales importantes complètent ce maillage de rupture. Il s'agit des RD1001, RD26, RD935, RD23, RD920, RD934, ... Le maillage viaire est important au sein de l'intercommunalité, il crée donc forcément de nombreuses ruptures dans les paysages agricoles, notamment au sein des plateaux. La rectitude de certaines voies renforce l'effet de rupture.

Bien qu'une végétation sur leurs abords puisse renforcer la rupture paysagère de ces éléments, leur intégration paysagère est toutefois primordiale pour limiter leur impact au sein des paysages ruraux intercommunaux.



Exemple de voie routière marquante – RD23



Exemple de voie routière marquante – RD934



Exemple de voie routière marquante – RD1001



Exemple de voie routière marquante – RD935

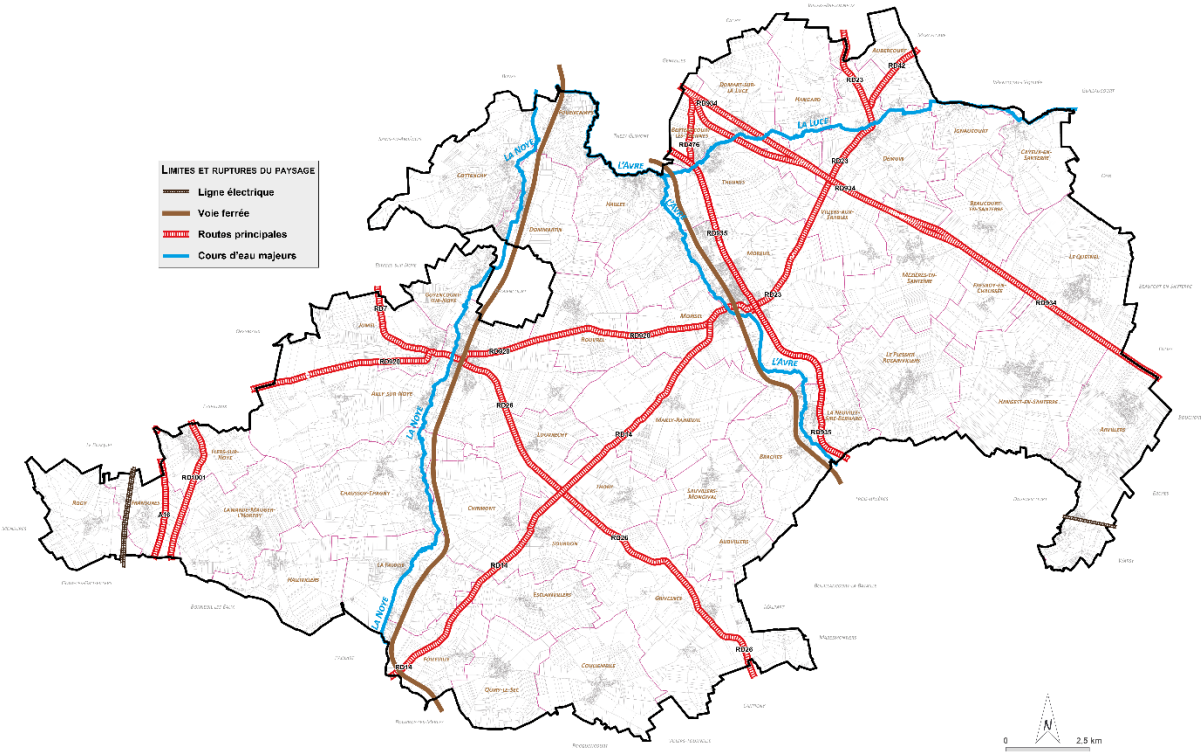


Exemple de voie routière marquante – RD920

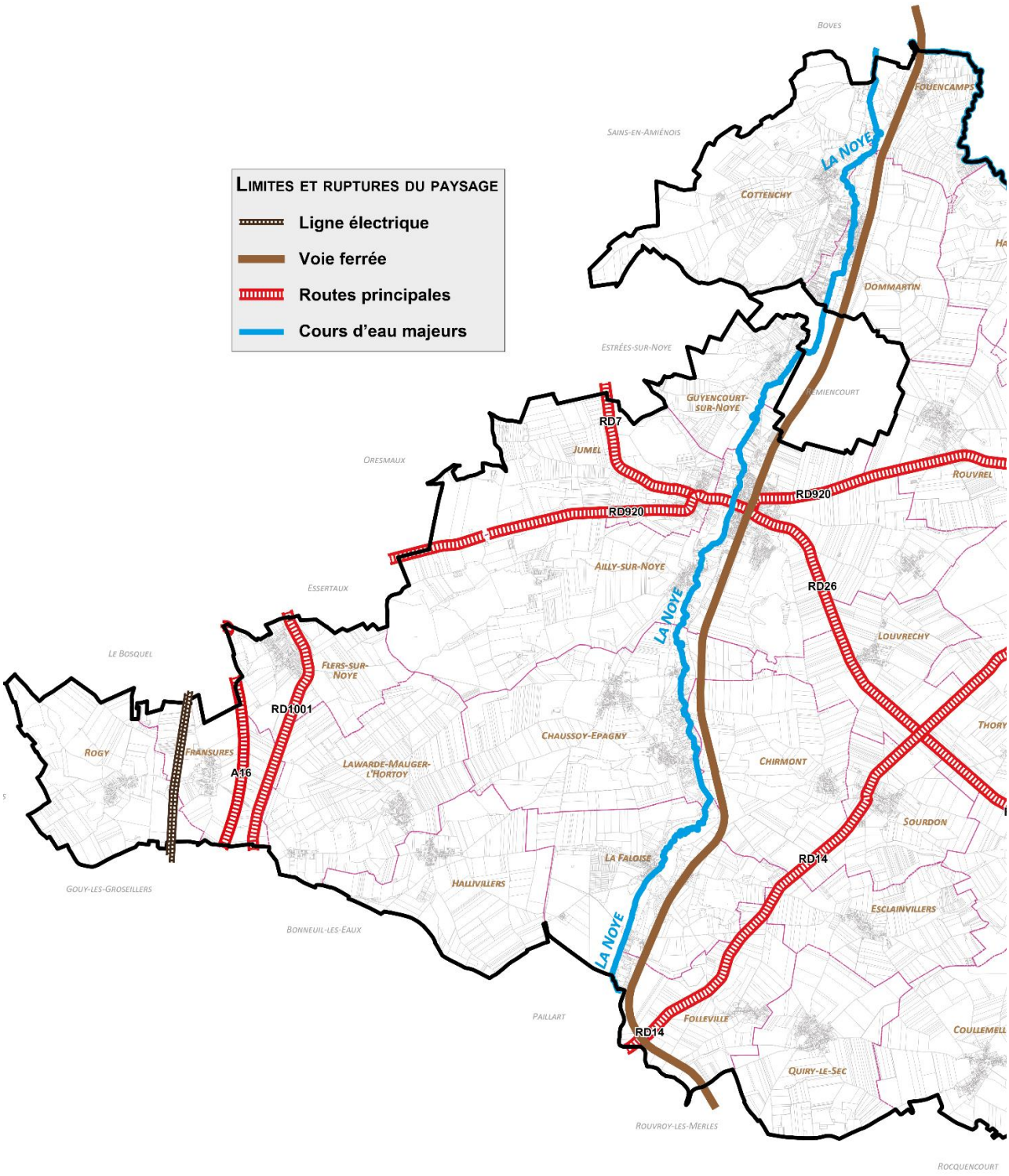
En termes de ruptures, les rivières (Avre, Luce et Noye) complètent le maillage des routes. Leur intégration est renforcée par la forte présence de végétation ripisylve ou non, des pâtures, des marais et boisements accompagnant leurs tracés.
Ces ruptures sont toutefois qualitatives et agrémentent le territoire.

Bien qu'une végétation sur leurs abords puisse renforcer la rupture paysagère de ces éléments, leur intégration paysagère est toutefois primordiale pour limiter leur impact au sein des paysages ruraux intercommunaux.

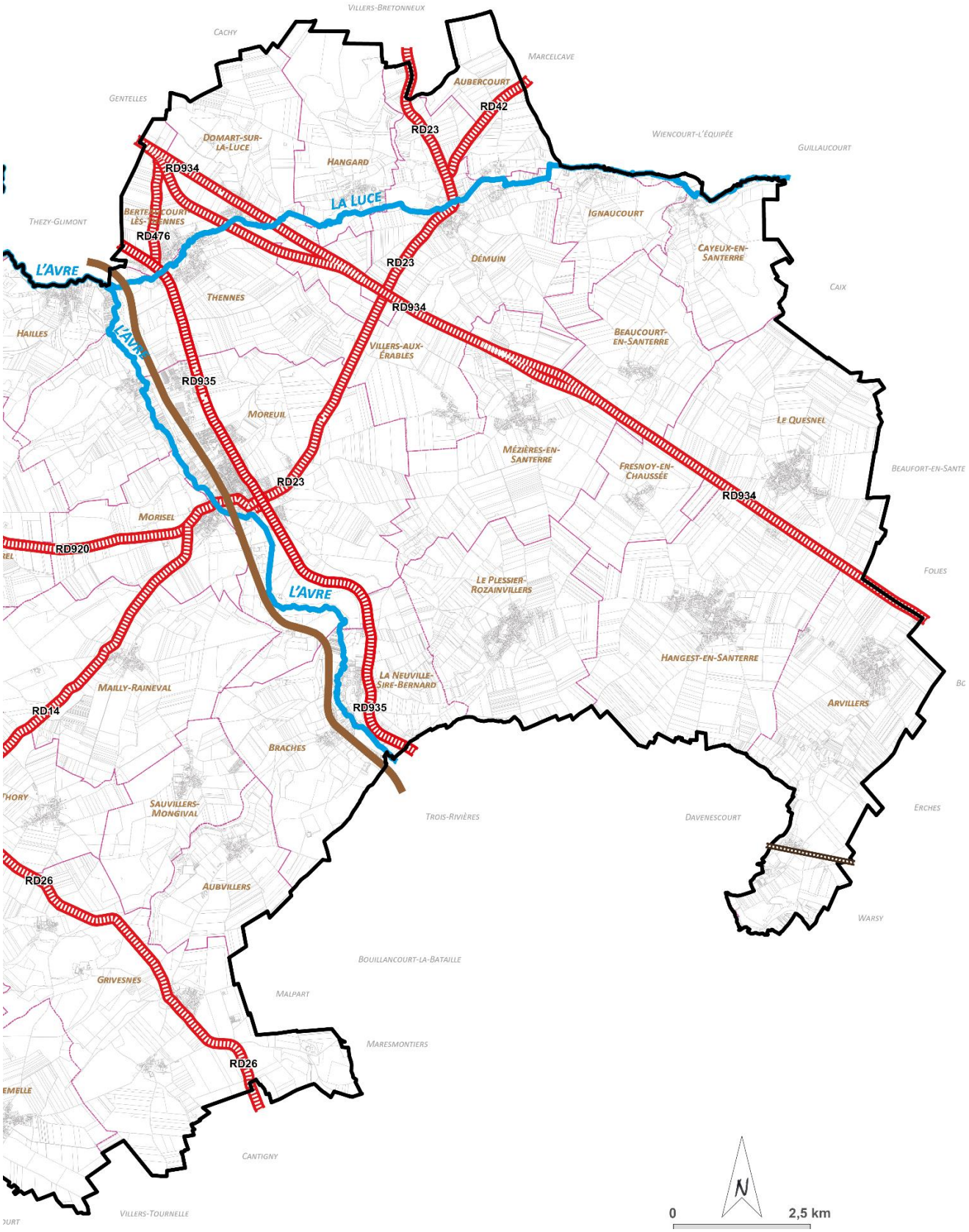
Bien que les routes principales, les voies ferrées et les lignes électriques marquent de façon importante le territoire, celles-ci structurent également les espaces. Elles créent des liens entre des milieux différents, elles peuvent représenter des corridors de déplacements visibles pour les humains aussi bien que pour les animaux, elles peuvent également représenter des trames paysagères et elles servent de repère au sein du territoire.



Carte des limites et ruptures du territoire de la CCALN



Carte des limites et ruptures du territoire de la CCALN – secteur ouest



Carte des limites et ruptures du territoire de la CCALN – secteur est

c. Ensemble ou élément marquant le paysage

v. Les espaces agricoles

Les espaces agricoles dominent le paysage intercommunal. Ils occupent tous les pourtours de toutes les communes de la communauté de communes et représentent un ensemble paysager prégnant. Les tissus urbains communaux sont donc enserrés dans des espaces cultivés. On remarque d'ailleurs des continuités entre ces espaces. Actuellement, l'urbanisation n'a pas obstruée ces continuités.

Ces espaces sont parcourus par des routes, des haies, des sentiers agricoles et/ou pédestres et peuvent être ponctués de boisements de plus ou moins grandes tailles. Le réseau électrique sillonne majoritairement ces espaces. Les éoliennes sont également toutes implantées au sein de la plaine cultivée et sont particulièrement visibles. La planitude de ces espaces rend les éléments verticaux (éoliennes, château d'eau, clochers, clochers d'église, …) d'autant plus visibles et en font de véritables repères paysagers ou de véritables éléments dévalorisant le paysage.



Exemples d'espaces agricoles intercommunaux





Exemples d’espaces agricoles intercommunaux



Le maintien de la vocation et de la mosaïque agricole est un enjeu important pour ce territoire historiquement agricole.

vi. *Les pâtures et prairies*

Le territoire historiquement agricole comprend de nombreuses pâtures et prairies. Ces dernières se retrouvent aussi bien au sein et sur les abords des villages (constitutifs ou non des auréoles bocagères) où elles peuvent créer de véritables espaces de respiration dans les tissus bâtis que dans les fonds de vallée aux abords des marais et des cours d'eau. Certaines sont implantées sur les plateaux au milieu d'espaces cultivés et permettent une alternance des milieux.

Ces espaces peuvent présenter toutes les strates végétalisées possibles : herbes, arbres, arbustes et présentent un intérêt paysager et environnemental fort au sein du territoire.

Les extensions urbaines peuvent contribuer à la disparition de ces complexes végétalisés.



Exemples de pâtures intercommunales





Exemples de pâtures intercommunales



Exemples de pâtures intercommunales



Le maintien de la vocation et de la mosaïque prairiale est un enjeu important pour ce territoire historiquement agricole.

vii. *Les boisements*

Ce territoire est plus marqué par l'agriculture que par les boisements, toutefois, de nombreuses poches boisées existent au sein de l'intercommunalité.

Ces poches sont de tailles et de formes variables et certaines peuvent accueillir les promeneurs le long de cheminements doux et d'autres ne reçoivent pas de public. Ces ensembles boisés sont plus ou moins naturels. Parfois, la poche boisée prend plutôt l'apparence d'un bosquet. Les boisements habillent par endroit les ondulations de la plaine agricole et les coteaux des vallées sèches et humides.

Le secteur le moins pourvu en boisement est l'Est-Sud-Est du territoire qui est majoritairement agricole.

Les trois vallées intercommunales représentent de grands ensembles boisés s'étirant tels des cordons. Ces boisements sont à la fois formés par les ripisylves des cours d'eau et des marais accompagnant les fonds de vallées.

Hormis dans les vallées, peu de continuités existent entre ces boisements.

Les nombreux boisements forment une mosaïque au sein des milieux agricoles. On retrouve ainsi de façon non exhaustive les Bois : de Rogy, de la Folie, de Coullemelle, du Preux, Magneux, Monsieur, Bertin, de Génonville, de St-Ribert, d'Hanon, de Lozières, Louvet, de l'Eglise, Quennetot, … et de nombreux autres.

De manière générale, le territoire intercommunal est parsemé de poches boisées permettant parfois l'intégration des tissus bâtis (constitutif ou en complément de l'auréole bocagère) ou donnant du relief et de la verticalité à un territoire de vallées plus ou moins profondes et de plateaux.



Exemples de boisements ou poches boisées au sein de la plaine agricole





Exemples de boisements ou poches boisées au sein de la plaine agricole



Les boisements apportent des touches de verdure, habillent et révèlent les mouvements de terrain, ouvrent et ferment des vues et ponctuent la plaine agricole. Leur maintien, leur développement et leur connexion, si nécessaire, sont à envisager pour conserver l'ambiance territoriale.

viii. *Les ensembles économiques*

Quelques ensembles de bâtis économiques forment de véritables ensembles plus ou moins remarquables dans le paysage. Certains grands bâtiments à usage économique marquent également le paysage même s'ils sont seuls. Leur prégnance dans le paysage dépend de leur implantation, de leur volume, de leur hauteur, de leur coloris et des traitements végétalisés réalisés sur leurs abords.

Au sein de la CCALN, certaines zones sont très visibles dans paysage local et le dévalorisent contrairement à d'autres qui présentent une bonne intégration urbaine, architecturale, et paysagère.

Ainsi, la zone économique d'Hangest-en-Santerre implantée le long de la RD934 s'intègre relativement dans le paysage local, même si elle aurait pu être inséré ou accolée à un tissu déjà bâti.

La zone économique de Moreuil présente une surface importante en entrée de ville le long de la RD935. Elle s'intègre relativement dans le paysage par des hauteurs adaptées pour la plupart des constructions et par la présence de traitements végétalisés sur ses abords.

De nombreuses poches économiques implantées à proximité d'Hangest-en-Santerre sont constituées par des bâtiments à usage agricole (silos, hangars). Ces derniers sont pour la plupart très visibles dans les paysages car très volumineux, avec des coloris très clairs contrastant avec les espaces voisins et non pourvus de traitements végétalisés. D'autres secteurs économiques sont moins prégnants dans le paysage comme celui de Mézières-en-Santerre.

La zone commerciale au sud d'Ailly-sur-Noye est relativement bien intégrée dans le paysage, au même titre que la zone économique implantée au nord de la commune, même si son intégration est perfectible.

Les bâtis économiques insérés dans les tissus urbains sont souvent moins prégnants. Ils n'en sont pas pour autant mieux intégrés mais ils sont moins facilement observables depuis les alentours.



Exemples d'ensembles économiques visibles dans le paysage intercommunal et méritant une meilleure intégration paysagère (végétation, …)





Exemples d'ensembles économiques visibles dans le paysage intercommunal et méritant une meilleure intégration paysagère (végétation, …)





Exemples d'ensembles économiques visibles dans le paysage intercommunal et méritant une meilleure intégration paysagère (végétation, coloris, …)



Les zones économiques présentent des proportions et des caractéristiques souvent peu en adéquation avec l'environnement proche. Il convient donc de soigner et de renforcer l'intégration paysagère de ces éléments notamment via l'utilisation du végétal et le respect des contextes (urbains, agricoles, architecturaux, …).

ix. *Les points ou ensembles dévalorisants*

Certains éléments implantés sur le territoire intercommunal le dévalorisent soit par leur implantation, leur volume, leur teinte ou le manque d'intégration paysagère rompant avec l'harmonie ou la cohérence existante. Il s'agit principalement de bâtis ou d'ensemble bâtis (à usage économique ou résidentiel) ou d'abords de secteur agricole donnant à voir des éléments peu qualitatifs. Les plus marquants sont ceux situés en entrée de ville ou visibles depuis les principaux espaces publics. Les secteurs d'activités économiques, les lotissements résidentiels, les friches sont autant d'ensembles qui peuvent dévaloriser les perspectives visuelles.

Sur le territoire intercommunal, il peut s'agir de bâtis agricoles qui peuvent présenter des hauteurs importantes et donc remarquables dans un paysage de plaine agricole. Le manque de traitement végétalisé et les coloris peu adaptés se retrouvent au sein du territoire.

On retrouve également certaines maisons ou lotissements implantées en entrée de ville et ne bénéficiant pas de traitements architecturaux et paysagers adaptés.

A cela s'ajoutent les lignes électriques et potentiellement les éoliennes qui comme précédemment vu rompent le paysage local.



Exemples de bâtis résidentiels non intégrés en entrée de ville





Exemples de bâtis économiques et résidentiels non intégrés au sein des espaces agricoles



Exemple de secteur économique peu intégré dans le paysage et très voyant



Exemple de secteur d'infrastructures très voyantes dans le paysage

L'intégration paysagère de ces éléments est primordiale pour la conservation de l'identité et du paysage local. La création ou la recréation de franges végétalisées en frange de projets, le choix des matériaux et des couleurs sont indispensables pour le développement de projets de qualité sur territoire.

x. *Les covisibilités*

La covisibilité met en relation au moins deux éléments (constructions, élément naturel, …) mis en lien par une même perspective visuelle. Deux cas sont possibles pour parler de covisibilité :

- Un élément est visible depuis un autre,
- Les deux éléments (ou plus) sont tous deux visibles d'un même point de vue.

Ces phénomènes de covisibilités sont plutôt négatifs et dévalorisent le paysage en mêlant, par exemple, des éléments de grande qualité ou valeur patrimoniale à des éléments techniques peu intégrés.

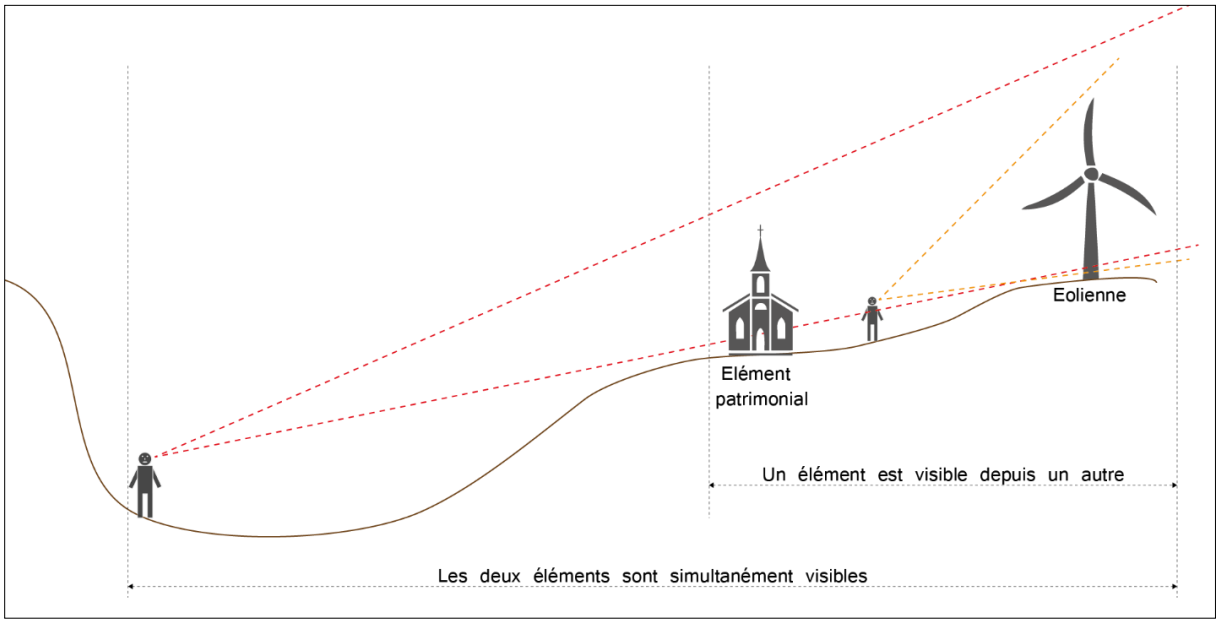


Illustration du principe de covisibilité

Au sein du territoire intercommunal, les covisibilités sont principalement liées à la présence de châteaux d'eau, d'éoliennes et de lignes électriques. D'autres sont liées à la présence de bâtis économiques ou résidentiels non ou peu intégrés. Ces éléments se mêlent à différents éléments patrimoniaux (naturels ou bâtis) : châteaux, églises, boisements, …



Exemple de covisibilité entre le clocher de l'église et des habitations peu intégrées en entrée de ville



Exemple de covisibilité entre le clocher de l'église, le château d'eau et les éoliennes



Exemple de covisibilité entre le clocher de l'église et une antenne

Les phénomènes de covisibilité dévalorisent le paysage et notamment ses éléments les plus marquants. Le respect des contextes (urbains, architecturaux, paysagers, environnementaux, …) est indispensable pour le développement de projet de qualité. L'accompagnement paysager, la création ou la recréation de filtres paysagers sont indispensables pour le maintien de la qualité paysagère du territoire.

xi. *Espaces verts, respirations et mails verts ou places vertes*

De manière générale, au sein des territoires ruraux, peu d'espaces verts destinés aux loisirs et à la rencontre existent. Ils prennent plus généralement la forme de places.

L'intercommunalité comprend quelques communes de plus grandes tailles qui comme la commune de Moreuil dispose d'espaces verts sous forme de parc.

Des espaces verts se rencontrent au sein des communes au sein d'espaces délaissés ou encore en lien avec un équipement, le plus souvent l'église, sous forme d'un parvis. Ils peuvent être associés à des traitements minéralisés.

Les traitements sont variables, il peut s'agir d'une simple aire enherbée ou d'un espace avec des massifs de plantes, des bancs, des boulodromes, des espaces sportifs, des places de stationnement, des bosquets, des arbres….

Ces derniers créent de véritables poches vertes de respiration dans les tissus urbains communaux. Ils agrémentent le cadre de vie et permettent la rencontre des habitants. Ils agrémentent les espaces situés sur les pourtours des tissus bâtis et au sein de ces derniers.

Au sein du territoire de la CCALN, se retrouvent quelques places vertes et mails verts. Ils se situent au sein des villages. Ils sont engazonnés et sont souvent bordés ou agrémentés d'arbres. Ils créent de véritables respirations dans le tissu communal. Ils sont soit seuls, soit associés à un parvis (Eglise, Mairie). Ils disposent parfois de bancs pour se reposer. Ils accueillent régulièrement du patrimoine commémoratif (Monument aux morts, stèles, …). Ces éléments représentent en partie le patrimoine naturel de la CCALN. D'autres places existent, mais ces dernières sont minéralisées et ne sont pas ou peu végétalisées, …

D'autres respirations se retrouvent dans les communes. Celles-ci prennent la forme d'espaces cultivés ou pâturés. Elles font souvent partie de l'auréole bocagère. Ces espaces sont implantés dans ou sur le pourtour du tissu urbain et sont accompagnés de la végétation locale où toutes les strates sont représentées (herbacées, arbustives, arboricoles, …). Par endroit, la perspective visuelle ouverte entre les secteurs urbanisés est qualitative et permet l'ouverture du tissu vers les espaces extérieurs.

En plus de respirations, on retrouve des espaces de coupure d'urbanisation (coupure urbaine) qu'il convient de maintenir afin de maintenir chaque tissu urbain séparé par commune ou par hameau et/ou de proposer des perspectives visuelles qualitatives.

La conservation des espaces de respiration est un enjeu important dans la préservation de l'identité des villes et villages et contribue à la qualité du cadre de vie (paysager, environnemental et économique).

Les communes d'Esclainvillers, Beaucourt-en-Santerre, Hangard, Fouencamps, Aubvillers, Hallivillers ne disposent pas d'espaces verts. Quelques espaces enherbés voire accompagnés de quelques arbres autour de monument aux morts, ou de l'église peuvent exister mais ces derniers ne forment pas véritablement des espaces verts où l'on peut flâner et se détendre.




Exemples d’espaces verts, de mails verts et de places vertes du territoire






Exemples d’espaces verts, de mails verts et de places vertes du territoire





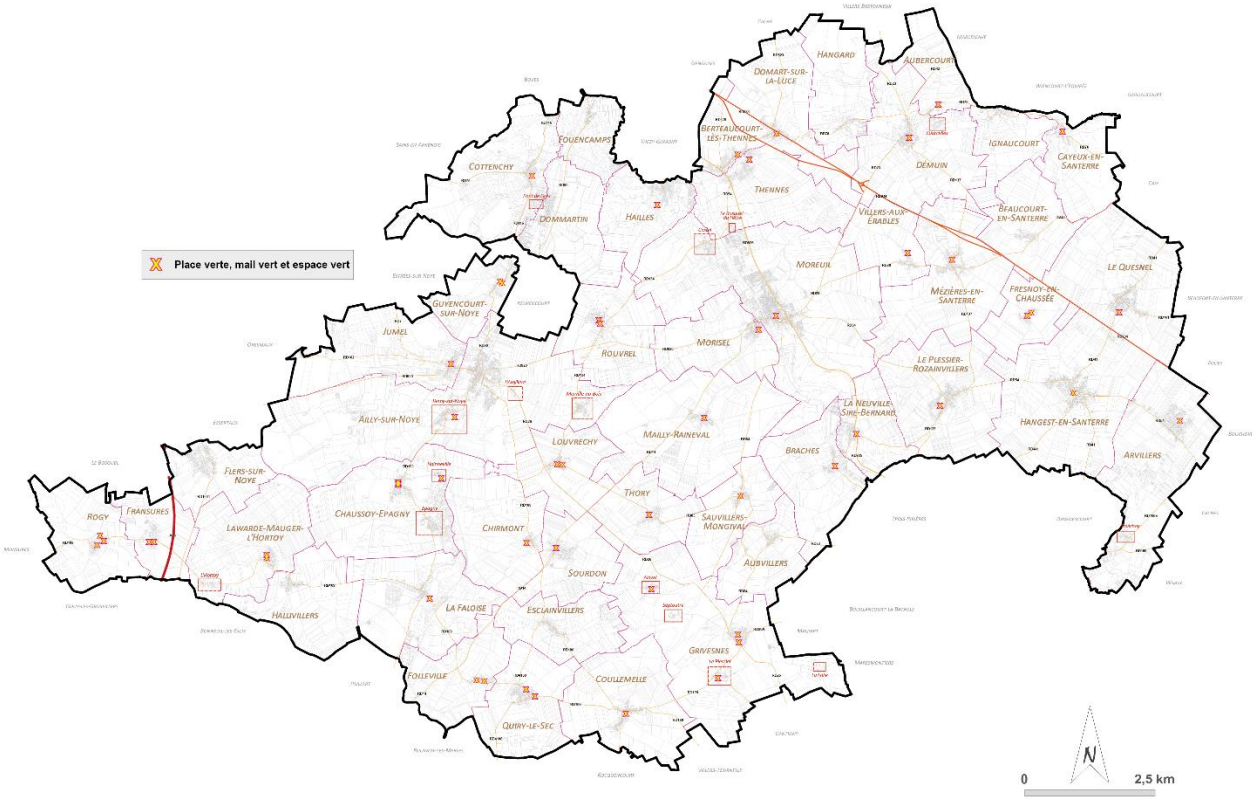


Exemples d'espaces de respiration du territoire

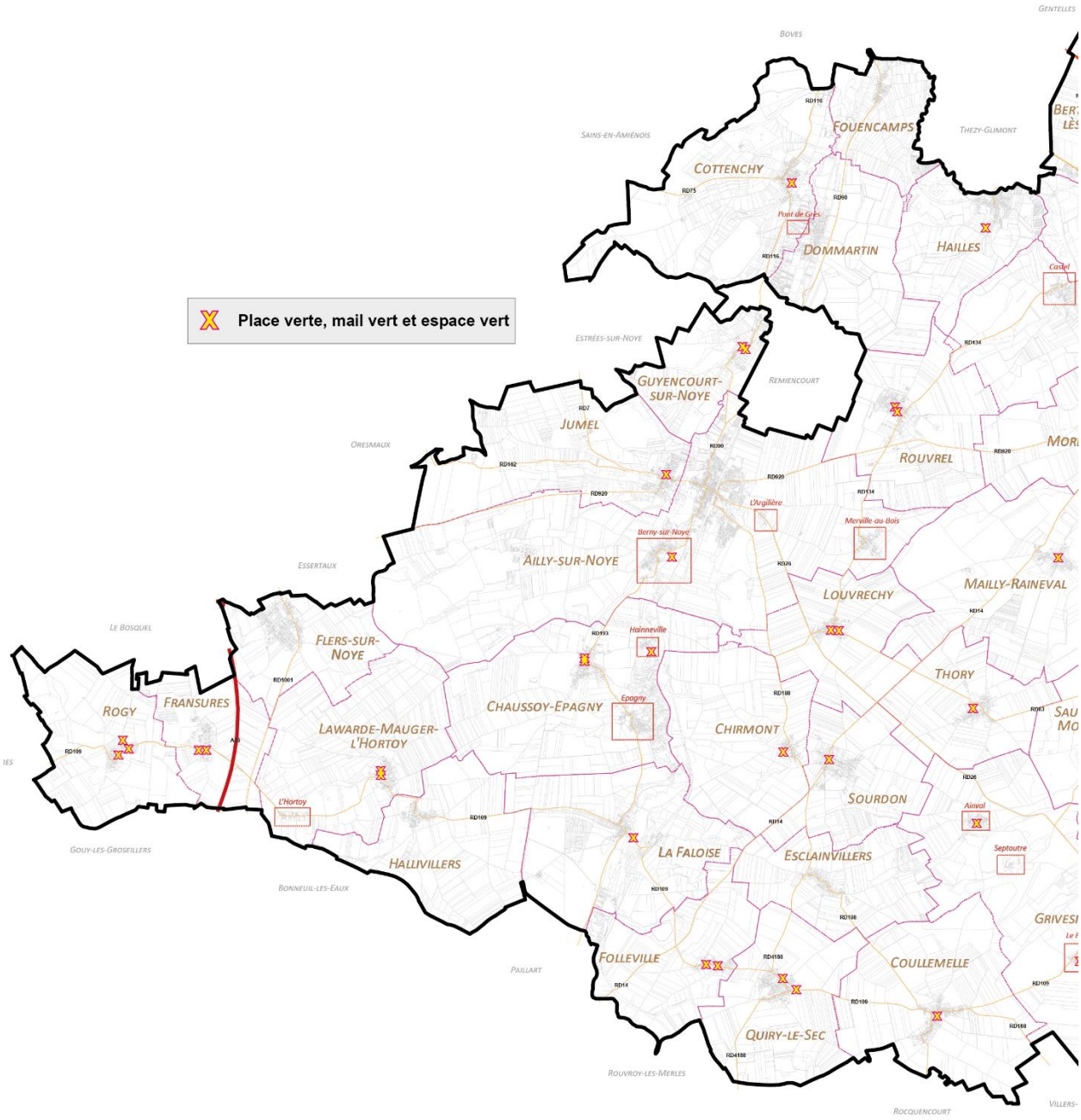



Les places vertes et espaces verts représentent quasiment les seuls espaces de recontre au sein des villages, ainsi que les seuls espaces végétalisés entretenus. Les places vertes sont caractéristiques du territoire.

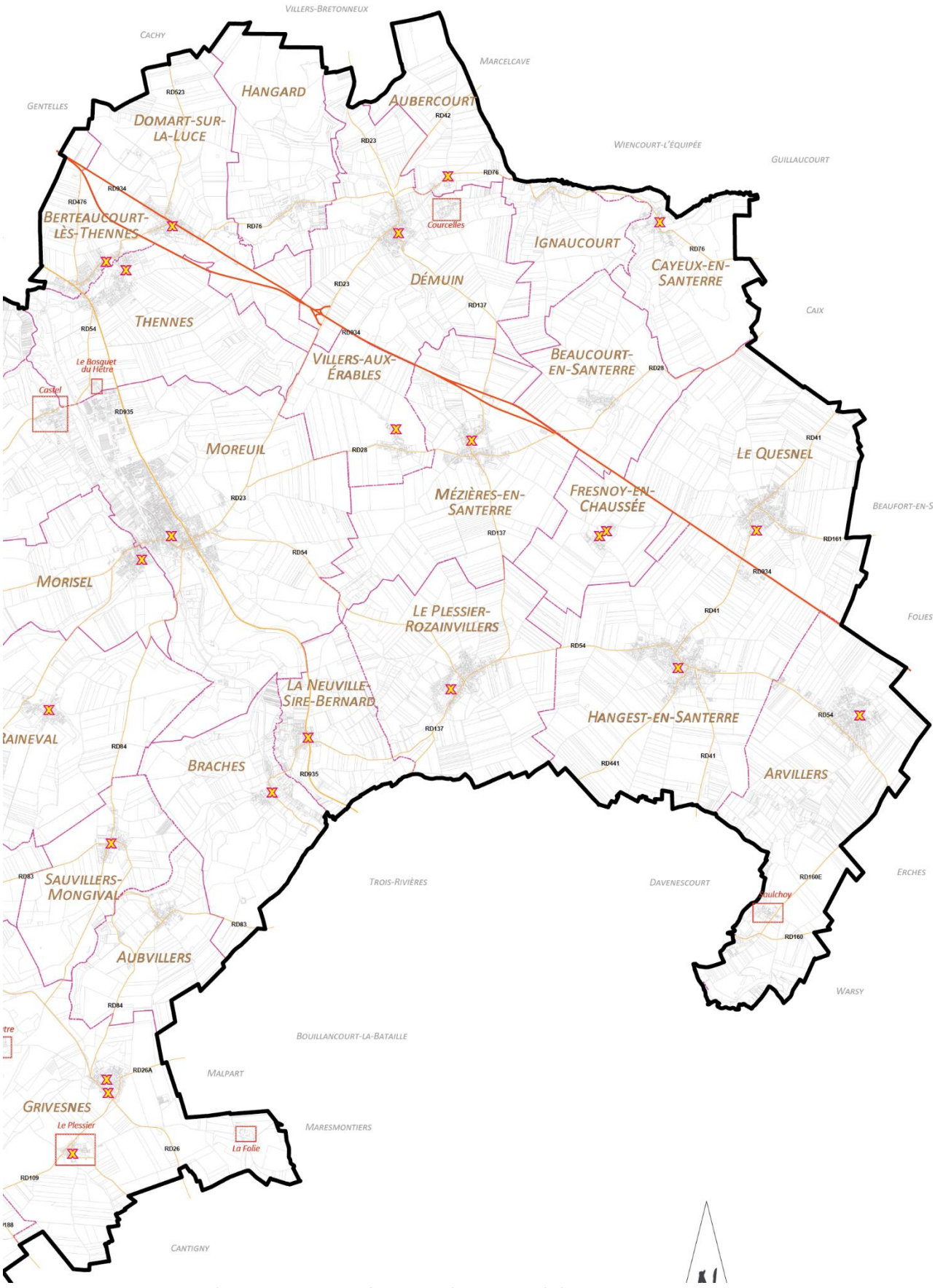
La conservation et l'entretien de ces espaces de respiration au sein des tissus est indispensable en termes de préservation de l'organisation ancienne et traditionnelle des villages. En plus d'être des témoins des activités anciennes ou en cours, elles apportent de la végétation au sein de linéaires urbanisés.



Carte des espaces verts, mails verts et places vertes de la CCALN



Carte des espaces verts, mails verts et places vertes de la CCALN – secteur ouest



Carte des espaces verts, mails verts et places vertes de la CCALN – secteur est

xii. *Les auréoles bocagères*

Les auréoles bocagères sont des caractéristiques du territoire intercommunal. Ces auréoles sont des ensemble végétalisés (bosquet, haie, bois, …) implantés le plus souvent sur les pourtours des tissus urbains constitués d'espaces pâturés et de prairies et de leur bocage. Elles dessinent les pourtours des villages et rentrent au sein de ces derniers. Elles constituent une ceinture, une protection autour des villages. Cette imbrication forme ce que l'on appelle dans la région le « village-bosquet ». Ces auréoles bocagères sont en divers états de conservation, certaines sont peu ou partiellement endommagées, tandis qu'autour de certains villages d'autres sont peu visibles et ne remplissent plus leur rôle d'intégration paysagère des constructions. En plus d'intégrer les villages, elles les protègent contre les vents et l'érosion. Elles ont également d'autres intérêts que paysagers. Les extensions urbaines, le remembrement et le déclin de l'activité agricole ont contribué à endommager ces auréoles ou tout simplement à sortir de ce cadre végétalisé.

Ces auréoles se donnent précisément à voir lorsque l'on s'approche et que l'on rentre sur un territoire communal. Ces éléments représentent en partie le patrimoine naturel de la Communauté de Communes Avre, Luce, Noye. Un relevé de l'état de ces auréoles a été effectué par le travail de terrain et le travail cartographique. Trois catégories ont été définies :

- Bon état = l'auréole bocagère remplit intégralement ou presque son rôle intégrateur et protecteur,
- Moyen état = l'auréole bocagère est endommagée et ne remplit qu'en partie son rôle intégrateur et protecteur,
- Mauvais état : l'auréole bocagère est très endommagée, quasi inexistante, voire inexistante et ne remplit plus son rôle intégrateur et protecteur.

De nombreuses auréoles bocagères du territoire sont en « moyen état ». Toutefois, au sein de celles-ci de nombreuses disparités existent. Les limites non protégées sont de tailles variables, les enjeux paysagers sont également divers entre la non-intégration d'un élément participant à l'identité locale (cense) ou celle d'un élément « rapporté » (pavillons). Certaines communes présentent une auréole bocagère sur les 2/3 de leur pourtour et le reste est très dégradé voire inexistant et d'autres présentent une auréole bocagère présente sur tout le pourtour mais dégradée.

Les communes implantées à proximité des principaux cours d'eau du territoire bénéficient des ripisylves les intégrant de bonne façon sur toute la frange communale en lien avec le cours d'eau. Même s'il ne s'agit pas réellement de l'auréole bocagère, la fonction intégratrice et protectrice de la ripisylve s'apparente à celle de l'auréole.

La conservation et la reconstitution de ces auréoles est un enjeu important sur les plans urbains, paysagers, patrimoniaux et environnementaux.



Exemple d'auréole bocagère en bon état. L'intégration paysagère du tissu bâti est quasiment parfaite.



Exemple d'auréole bocagère en état moyen. L'intégration paysagère du tissu bâti est correcte mais pas parfaite.



Exemple d'auréole bocagère en mauvais état. L'intégration paysagère du tissu bâti est inexistante.

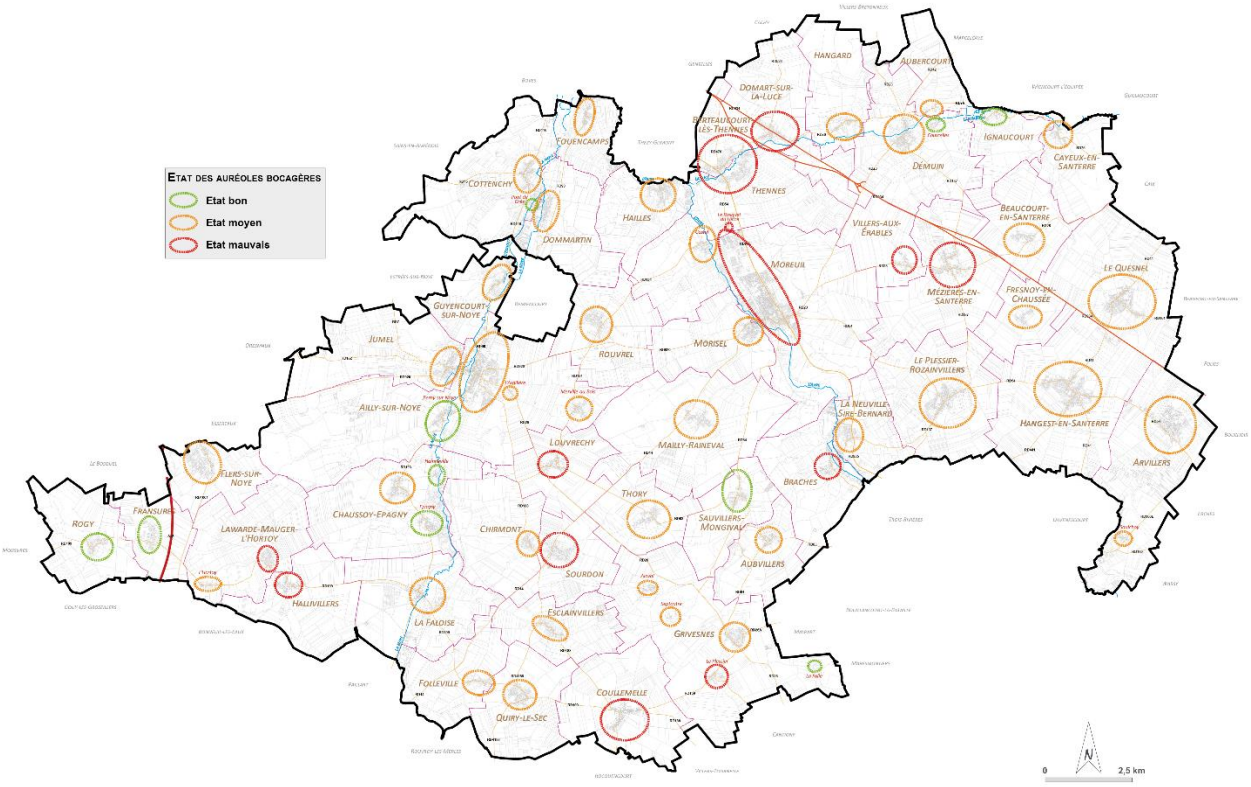
Au sein de la CCALN, 12 communes et 2 hameaux possèdent une auréole bocagère en mauvais état de conservation, 31 communes et 7 hameaux en état moyen de conservation et 4 communes et 6 hameaux en bon état de conservation.

Communes	Etat de l'auréole bocagère
Ailly-sur-Noye	Moyen
Arvillers	Moyen
Aubercourt	Moyen
Aubvillers	Moyen
Beaucourt-en-Santerre	Moyen
Berteaucourt-lès-Thennes	Mauvais
Braches	Mauvais
Cayeux-en-Santerre	Moyen
Chaussoy-Epagny	Moyen
Chirmont	Moyen
Cottenchy	Moyen
Coullemelle	Mauvais
Démuin	Moyen
Domart-sur-la-Luce	Mauvais
Dommartin	Moyen
Esclainvillers	Moyen
Flers-sur-Noye	Moyen
Folleville	Moyen
Fouencamps	Moyen
Fransures	Bon
Fresnoy-en-Chaussée	Moyen
Grivesnes	Moyen
Guyencourt-sur-Noye	Moyen
Hailles	Moyen
Hallivillers	Mauvais
Hangard	Moyen
Hangest-en-Santerre	Moyen
Ignaucourt	Bon
Jumel	Moyen
La Faloise	Moyen
La Neuville-Sire-Bernard	Moyen
Lawarde-Mauger-l'Hortoy	Mauvais
Le Plessier-Rozainvillers	Moyen
Le Quesnel	Moyen
Louvrechy	Mauvais
Mailly-Raineval	Moyen

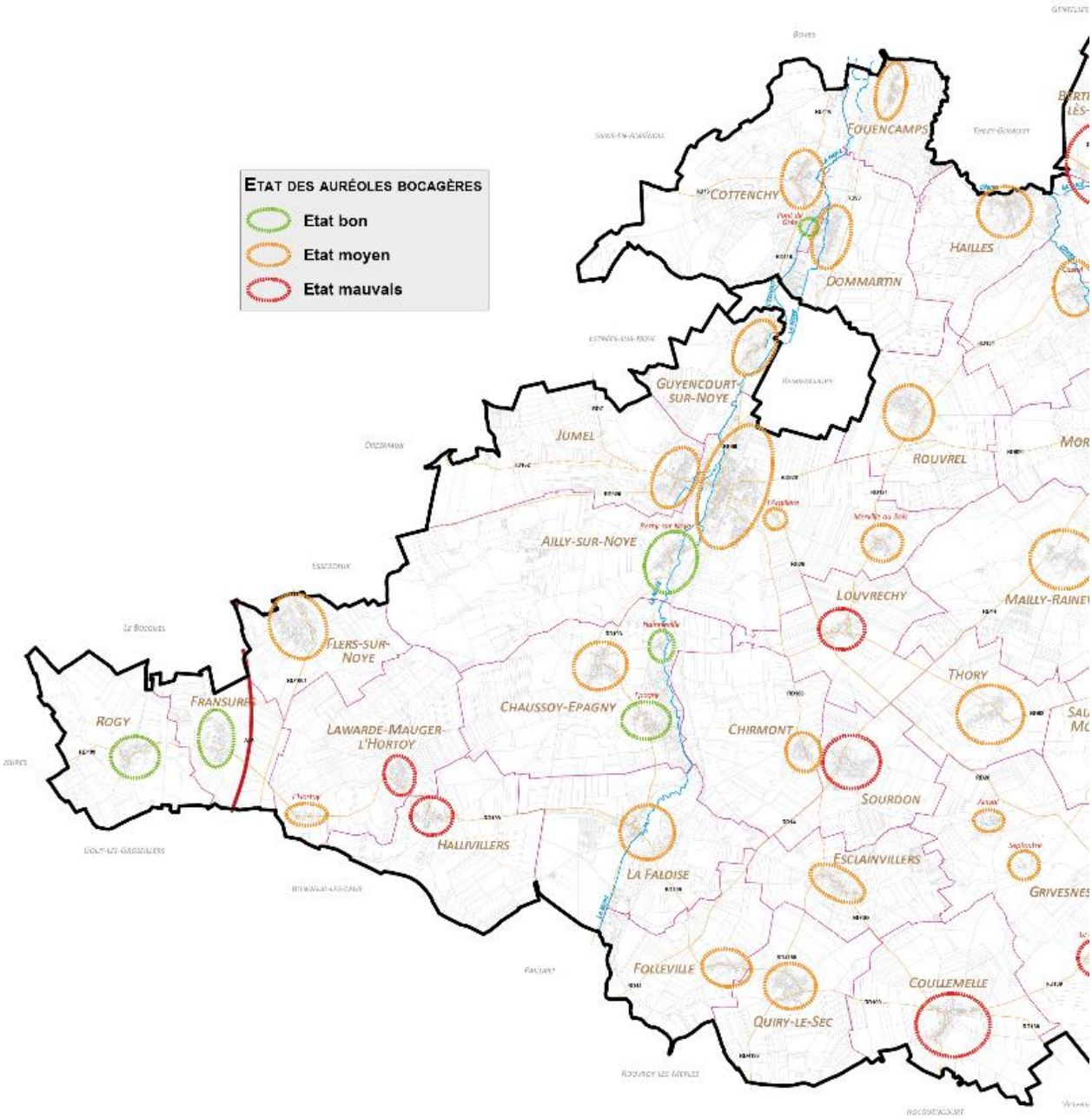
Communes	Etat de l'auréole bocagère
Mézières-en-Santerre	Mauvais
Moreuil	Mauvais
Morisel	Moyen
Quiry-le-Sec	Moyen
Rogy	Bon
Rouvrel	Moyen
Sauvillers-Mongival	Bon
Sourdon	Mauvais
Thennes	Mauvais
Thory	Moyen
Villers-aux-Érables	Mauvais

Hameaux	Etat de l'auréole bocagère
Ainval	Moyen
Berny-sur-Noye	Bon
Castel	Moyen
Courcelles	Bon
Epagny	Bon
Hainneville	Bon
L'Argilière	Moyen
Le Bosquet du Hêtre	Mauvais
Le Plessier	Mauvais
L'Hortoy	Moyen
Merville-au-Bois	Moyen
Pont de Grès	Bon
Saulchoy	Moyen
Septoutre	Moyen
La Folie	Bon

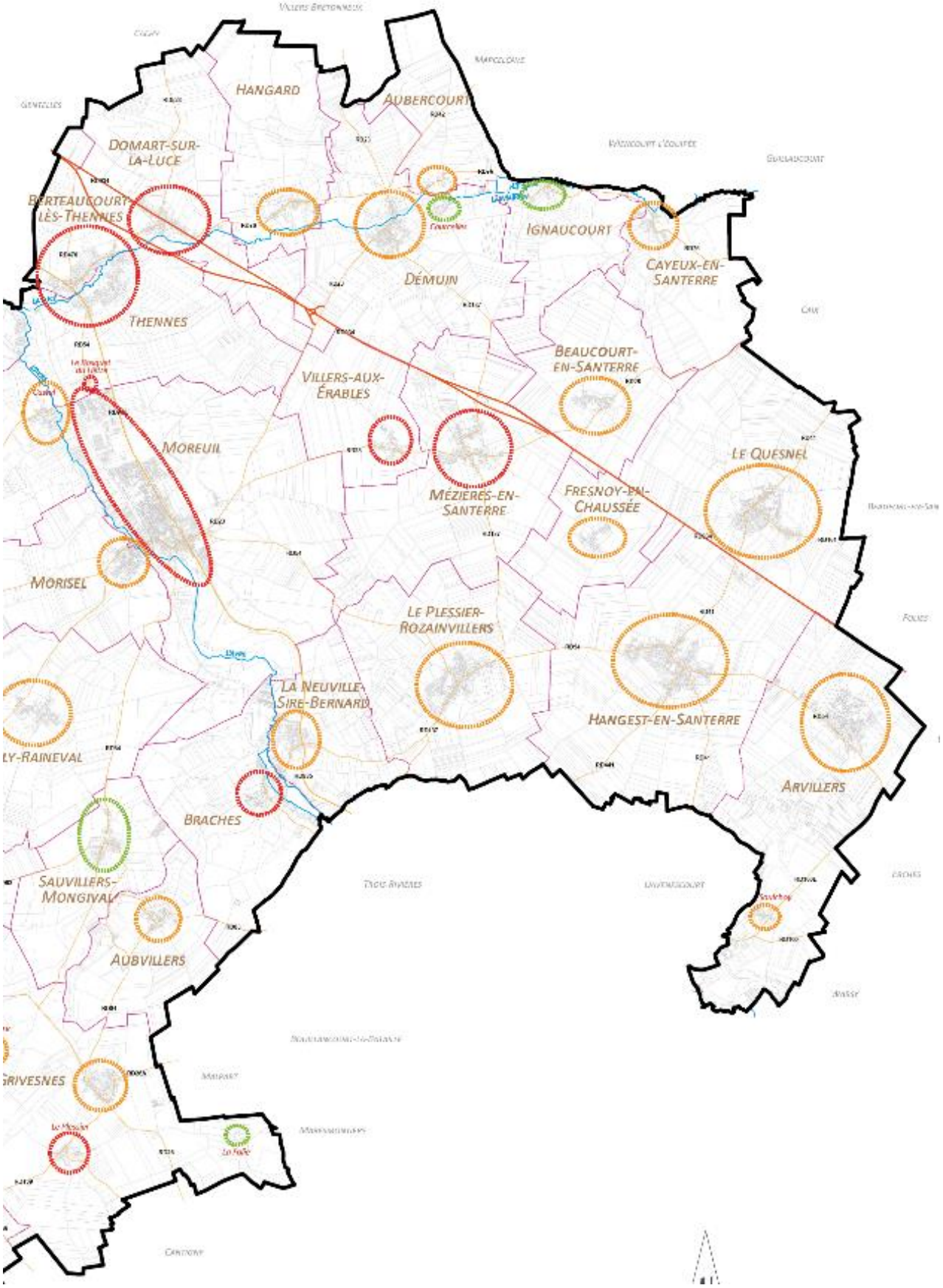
Le maintien ou la reconstitution des auréoles bocagères est indispensable pour préserver des paysages de qualité où les éléments bâtis et naturels s'entremêlent.



Etat des auréoles bocagères de la CCALN



Etat des auréoles bocagères de la CCALN – secteur ouest



Etat des auréoles bocagères de la CCALN – secteur est

d. Éléments patrimoniaux et valorisation patrimoniale

i. Les entrées de ville

Les entrées de ville sont en quelques sortes les seuils, les portes d'entrée de la ville. Elles induisent le premier jugement de la qualité d'une commune pour une personne qui la traverse. Elles peuvent fixer l'identité urbaine, architecturale et paysagère d'une commune. Certaines présentent des ambiances tantôt naturelles, tantôt urbaines, tantôt agricoles, ….

Lorsque l'on s'approche des villages, si elle est encore correctement constituée, c'est l'auréole bocagère qui arrête le regard. Mais une fois passée, ou si celle-ci n'est plus existante ou est endommagée, les villages s'offrent aux vues. Trois grands types d'entrée de village sont visibles sur le territoire.

- Les entrées rurale (à dominante agricole) : l'auréole bocagère mêlée aux espaces cultivés marque l'entrée et le bâti est relativement bien intégré.
- Les entrées naturelle (à dominante d'éléments naturels) : l'auréole bocagère mêlée aux boisements, aux ripisylves et au cours d'eau marque l'entrée. Le bâti y est bien intégré.
- Les entrées à dominante urbaine (pour les grandes communes du territoire) : l'auréole bocagère est mêlée à une urbanisation plus dense présentant des typologies, formes et organisation différentes des villages traditionnels. Il peut s'agir également de continuité urbaine entre deux communes. L'ambiance « urbaine » est plus prégnante.

Les plus valorisantes sont souvent celles présentant une imbrication et une intégration du bâti dans le végétal.

La préservation des entrées de ville qualitatives et la valorisation des peu qualitatives sont des enjeux importants du territoire.

Voici quelques exemples des types d'entrées de ville courantes sur le territoire, qu'elles soient qualitatives ou non.



Aubercourt – RD76 sud : Ambiance agricole. L'absence de végétation rend les constructions très visibles. Les plus dévalorisantes sont les constructions récentes sur la gauche qui présentent des teintes claires peu adaptées au contexte local et qui ne bénéficient pas de traitement végétalisé sur leurs abords. L'entrée de ville n'est pas qualitative.



Arvillers – RD54 sud : Ambiance agricole. L'absence de végétation rend les constructions très visibles. De plus, les constructions présentent des teintes claires peu adaptées au contexte local et qui ne bénéficient pas, ou alors de façon insuffisante, de traitement végétalisé sur leurs abords. L'entrée de ville n'est pas qualitative.



Mézières-en-Santerre – RD28 est : Ambiance agricole. L'absence de végétation rend les constructions très visibles. De plus, les constructions présentent des teintes claires peu adaptées au contexte local et qui ne bénéficient pas, ou alors de façon insuffisante, de traitement végétalisé sur leurs abords. L'entrée de ville n'est pas qualitative.



Louvrechy – RD26 sud : Ambiance agricole. L'absence de végétation rend les constructions très visibles. Les plus dévalorisantes sont les constructions récentes sur la droite qui présentent des teintes claires peu adaptées au contexte local et qui ne bénéficient pas de traitement végétalisé sur leurs abords. L'entrée de ville n'est pas qualitative.



Chirmont – RD188 nord : Ambiance agricole. La présence de végétation sur les abords des constructions leur permet une imbrication et une intégration correcte. Toutefois, certains bâtis (économiques ou résidentiels) ne disposent pas d'un traitement végétalisé assez développé rendant les constructions encore un peu trop visibles depuis l'entrée de ville. L'entrée de ville est moyennement qualitative.



Coullemelle – RD109 ouest : Ambiance agricole. La végétation intègre une bonne partie des constructions mais reste insuffisante pour valoriser l'entrée de ville. Les teintes claires des constructions à gauche sont peu adaptées au contexte local. L'entrée de ville est moyennement qualitative.



Folleville – RD109 est : Ambiance agricole. La végétation intègre une bonne partie des constructions mais reste insuffisante pour valoriser l'entrée de ville. Les teintes claires des constructions à gauche sont peu adaptées au contexte local et l'absence de traitement végétalisé en frange du tissu bâti est défavorable. L'entrée de ville est moyennement qualitative.



La Neuville-Sire-Bernard – RD935 nord : Ambiance agricole. La végétation existante en frange du tissu bâti et le long de la RD intègre de bonne façon le tissu urbain. Seule la construction à gauche de teinte claire et sans traitement végétalisé dégrade légèrement l'entrée de ville. Malgré la présence de cette dernière, l'entrée de ville est qualitative.



Quiry-le-Sec – RD109 ouest : Ambiance agricole. La végétation existante en frange du tissu bâti intègre de bonne façon le tissu urbain. L'imbrication entre le bâti et le végétal est bonne. L'entrée de ville est qualitative.



Beaucourt-en-Santerre – RD28 nord : Ambiance agricole. La végétation existante en frange du tissu bâti et le long de la RD intègre de bonne façon le tissu urbain. L'imbrication entre le bâti et le végétal est bonne. L'entrée de ville est qualitative.



Fransures – RD109 ouest : Ambiance naturelle. La végétation existante masque et intègre l'ensemble du tissu bâti. L'entrée de ville est qualitative.



Demuin – Hameau de Courcelles – rue de Courcelles : Ambiance naturelle. Le complexe bocager autour des prairies et la végétation implantée le long de la voie masquent en grande partie les constructions du hameau. L'entrée de ville est qualitative.



Moreuil – RD920 ouest : Ambiance urbaine. La continuité urbaine entre Morisel et Moreuil induit une entrée de ville essentiellement marquée par le bâti. Hormis la présence du panneau, aucun traitement spécifique n'établit le passage d'une commune à une autre. L'entrée de ville est peu qualitative.



Ailly-sur-Noye – RD920 ouest : Ambiance naturelle et urbaine. La végétation sur les abords de la voie agrémente l'entrée de ville. Le tissu bâti important et dense révèle l'entrée dans une « ville » plutôt que dans un village. L'entrée de ville est moyennement qualitative.

Il est à noter qu'au sein d'un même village, selon l'état de l'auréole bocagère et de l'urbanisation, plusieurs ambiances d'entrée de ville peuvent exister en fonction de l'axe routier par lequel on pénètre dans le village.

De manière générale, les communes présentent des entrées de ville signalées a minima par un panneau (certaines n'en disposent pas sur certains axes routiers). La présence d'auréoles bocagères en bon état général sur l'intercommunalité induit une bonne qualité paysagère de la plupart des entrées de ville.

La préservation des entrées de ville qualitatives et la valorisation des peu qualitatives sont des enjeux importants du territoire.

ii. *Les cheminements doux et les tours de village*

Les déplacements piétonniers au sein du territoire sont possibles le long de certaines voies, le long de voies dédiées (coulée verte, voie verte, liaison douce), le long de chemins agricoles, au sein des espaces verts et de loisirs, au sein des tissus bâtis, …

Ces déplacements permettent de sillonner tous les types d'espaces : cultivés, urbanisés, boisés, … et permettent également de découvrir le patrimoine local et les spécificités communales et intercommunales. De manière générale, peu de chemins piétonniers propres (hors tour de ville ou de village) existent au sein de la CCALN. En revanche, plusieurs itinéraires de randonnées pédestres sont référencés.

Une bonne partie des communes présente des cheminements piétonniers et agricoles sur leurs pourtours aussi appelés « tours de ville ». Ces linéaires ceinturent quasiment tout le tissu bâti à proximité des fonds de jardins, des pâtures, des champs et proposent un cadre agréable et végétalisé. La préservation de la continuité de ces « tours de ville ou village » est indispensable au maintien de leur cohérence, de leur intérêt patrimonial et de leur utilité en termes de déplacement.

La plupart des communes situées à l'ouest de l'Avre présentent un itinéraire ou une portion d'itinéraire de randonnée. Celles de l'Est sont moins nombreuses à posséder un itinéraire sur leur territoire.

Voici une liste des sentiers pédestres et cyclables identifiés sur le territoire (liste issue de l'Office de Tourisme) :

NOM	COMMUNES	DISTANCE
1. VALLEE GRAND MERE BOIS DE BERNY	BERNY CHAUSSOY	10 KM
2. PETIT VAL SAINT NICOLAS	BERNY	13 KM
3. PETIT VAL	BERNY	7 KM
4. AUTOUR DE COURCELLES	LA FALOISE CHAUSSOY	6 KM
5. LA CHAUSSEE	LA FALOISE FOLLEVILLE PAILLART	14 KM
6. LE VISIGNEUX	FOLLEVILLE	6 KM
7. AUTOUR D'AINVAL	SOURDON ESCLAINVILLERS AINVAL	10 KM
8. SAINT AUBIN	SOURDON	7 KM
9. LE BOIS DU ROI	GUYENCOURT SUR NOYE REMIENCOURT	12,5 KM
10. SAINT ULPHE	BOVES FOUENCAMPS	12 KM
11. LES BELLES VUES	FOUENCAMPS COTTENCHY DOMMARTIN	15 KM
12. LES LONGUES AVOINES	LAWARDE MAUGER L'HORTOY HALLIVILLERS	7,5 KM
13. LE LANGUERON	COULLEMELLE GRIVESNES	12,7 KM
14. LES BATAILLES DE GRIVESNES CANTIGNY	GRIVESNES CANTIGNY	14,5 KM
15. ORESMAUX	ORESMAUX	13,5 KM
16. CIRCUIT DES HAYETTES	MOREUIL	3 KM
17. SUR LES TRACES DE SIRE BERNARD	MOREUIL LA NEUVILLE SIRE BERNARD	15 KM
18. CIRCUIT DE L'AVRE	MOREUIL CASTEL	9 KM
19. ALLEE DES TILLEULS	VILLERS AUX ERABLES	1 KM
20. CIRCUIT MAXIME	DEMUIN	3 KM
21. CIRCUIT DU PRES DU MOULIN	DEMUIN	2 KM
22. LES COURNOUILLERS	DEMUIN MARCELCAVE IGNAUCOURT	11,5 KM
23. CIRCUIT DES 7 CHEMINS	LE PLESSIER ROZAINVILLERS	9,7 KM
24. CIRCUIT DES ANCIENNES REMISES	LE QUESNEL	5,7 KM
25. CH'TOUR D'TCHINY	LE QUESNEL	4 KM
26. LE BOIS D'HANGEST	LE HAMEL LE PLESSIER ROZAINVILLERS	11 KM
27. LES VALLEES EN SANTERRE	BEAUCOURT EN SANTERRE	8 KM
28. CIRCUIT LES FRUITS ROUGES	IGNAUCOURT	5 KM
29. LA VALLEE MOINET	DOMART SUR LA LUCE	5,5 KM
30. LES CHANVRIERES	LE HAMEL CONTOIRE PIERREPONT SUR AVRE	7 KM
31. LES ETANGS	DAVENESCOURT CONTOIRE BOUSSICOURT	9 KM
32. CIRCUIT DE FILECAMPS	PIERREPONT HARGICOURT BRACHES NEUVILLE SIRE BERNARD	12 KM
33. CIRCUIT DES SOURCES	CAYEUX EN SANTERRE CAIX	12,5 KM
34. LES HAYETTES	MARCELCAVE IGNAUCOURT WIENCOURT L'EQUIPEE	12,5 KM
35. CIRCUIT DE BRACHES	BRACHES	5,4 KM

En plus de ces itinéraires, les GR123 et 124 parcourent le territoire du nord au sud dans la partie Ouest du territoire (à l'ouest de l'Avre).

Ces itinéraires permettent la découverte des vallons, des plateaux et des vallées. L'Est du territoire compte très peu d'itinéraires, tandis que l'ouest est bien sillonné.

Le Tour de Ville, de Village ou autrement appelé Tour des Haies est un réseau de chemins permettant d'effectuer le tour du village, historiquement à l'extérieur du tissu bâti où il englobe les jardins ou courtils.

Ce chemin est souvent compris :

- entre des pâtures
- entre les pâtures et les espaces cultivés
- entre les fonds de jardins et les espaces cultivés

Ce réseau a été fortement dégradé avec les remembrements, la baisse d'activités agricoles, le manque d'entretien, l'extension urbaine…

Au sein de certaines communes ce complexe de chemin est absent. Pour d'autres, ce complexe est encore existant et présente divers états de conservation.

Trois états ont été définis pour caractériser les tours de ville au sein du territoire :

- Etat bon : Le tour de ville est complet ou presque. Seules de petites portions de chemins sont manquantes et le tissu bâti est à l'intérieur du tour de ville.
- Etat mauvais : Absence ou mauvais état. Il y a peu voire aucune continuité. Les discontinuités du parcours sont majoritaires par rapport aux continuités chemins inexistants ou très limitées, de grandes portions de tissu bâti sont externes au tour de ville.
- Etat moyen : Les discontinuités du parcours sont minoritaires par rapport aux continuités. Quelques habitations ou poches d'habitations sont à l'extérieur du tour de ville.

Au sein des tours de ville en mauvais état, il est possible que certaines communes ou hameaux n'en aient jamais disposé.

Seules les communes de Le Quesnel et de Rouvrel possèdent un tour de ville en bon état et seules les communes de Cottenchy, Coullemelle, Domart-sur-la-Luce, Esclainvillers, Fresnoy-en-Chaussée, Hangest-en-Santerre, Le Plessier-Rozainvillers, Quiry-le-Sec, Rogy et Thennes possèdent un tour de ville d'état moyen. Le reste des communes présente un tour de ville en mauvais état voire inexistant.




Exemples de cheminements doux intercommunaux




Exemples de cheminements doux intercommunaux







Exemples de cheminements doux intercommunaux



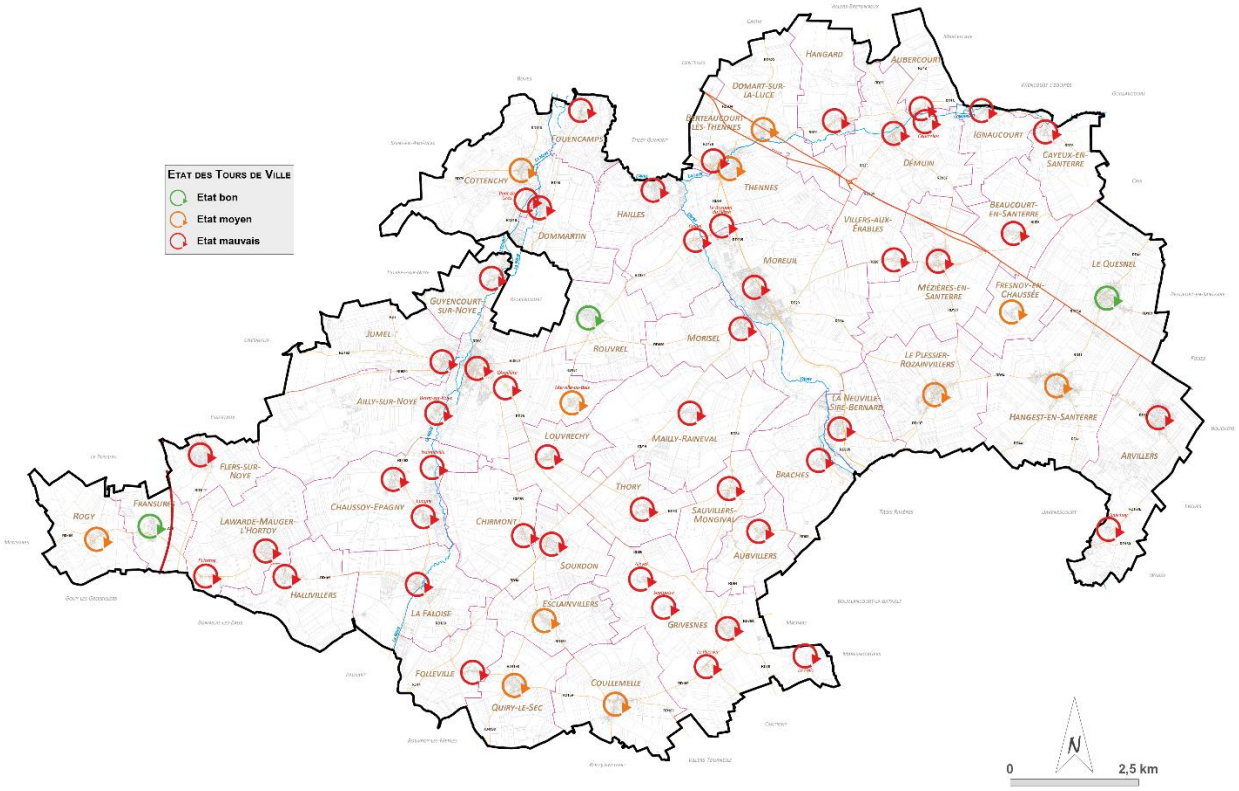

Communes	Etat du tour de ville
Ailly-sur-Noye	Mauvais
Arvillers	Mauvais
Aubercourt	Mauvais
Aubvillers	Mauvais
Beaucourt-en-Santerre	Mauvais
Berteaucourt-lès-Thennes	Mauvais
Braches	Mauvais
Cayeux-en-Santerre	Mauvais
Chaussoy-Epagny	Mauvais
Chirmont	Mauvais
Cottenchy	Moyen
Coullemelle	Moyen
Démuin	Mauvais
Domart-sur-la-Luce	Moyen
Dommartin	Mauvais
Esclainvillers	Moyen
Flers-sur-Noye	Mauvais
Folleville	Mauvais
Fouencamps	Mauvais
Fransures	Bon
Fresnoy-en-Chaussée	Moyen
Grivesnes	Mauvais
Guyencourt-sur-Noye	Mauvais
Hailles	Mauvais
Hallivillers	Mauvais
Hangard	Mauvais
Hangest-en-Santerre	Moyen
Ignaucourt	Mauvais
Jumel	Mauvais
La Faloise	Mauvais
La Neuville-Sire-Bernard	Mauvais
Lawarde-Mauger-l'Hortoy	Mauvais
Le Plessier-Rozainvillers	Moyen
Le Quesnel	Bon
Louvrechy	Mauvais
Mailly-Raineval	Mauvais

Communes	Etat du tour de ville
Moreuil	Mauvais
Morisel	Mauvais
Quiry-le-Sec	Moyen
Rogy	Moyen
Rouvrel	Bon
Sauvillers-Mongival	Mauvais
Sourdon	Mauvais
Thennes	Moyen
Thory	Mauvais
Villers-aux-Érables	Mauvais

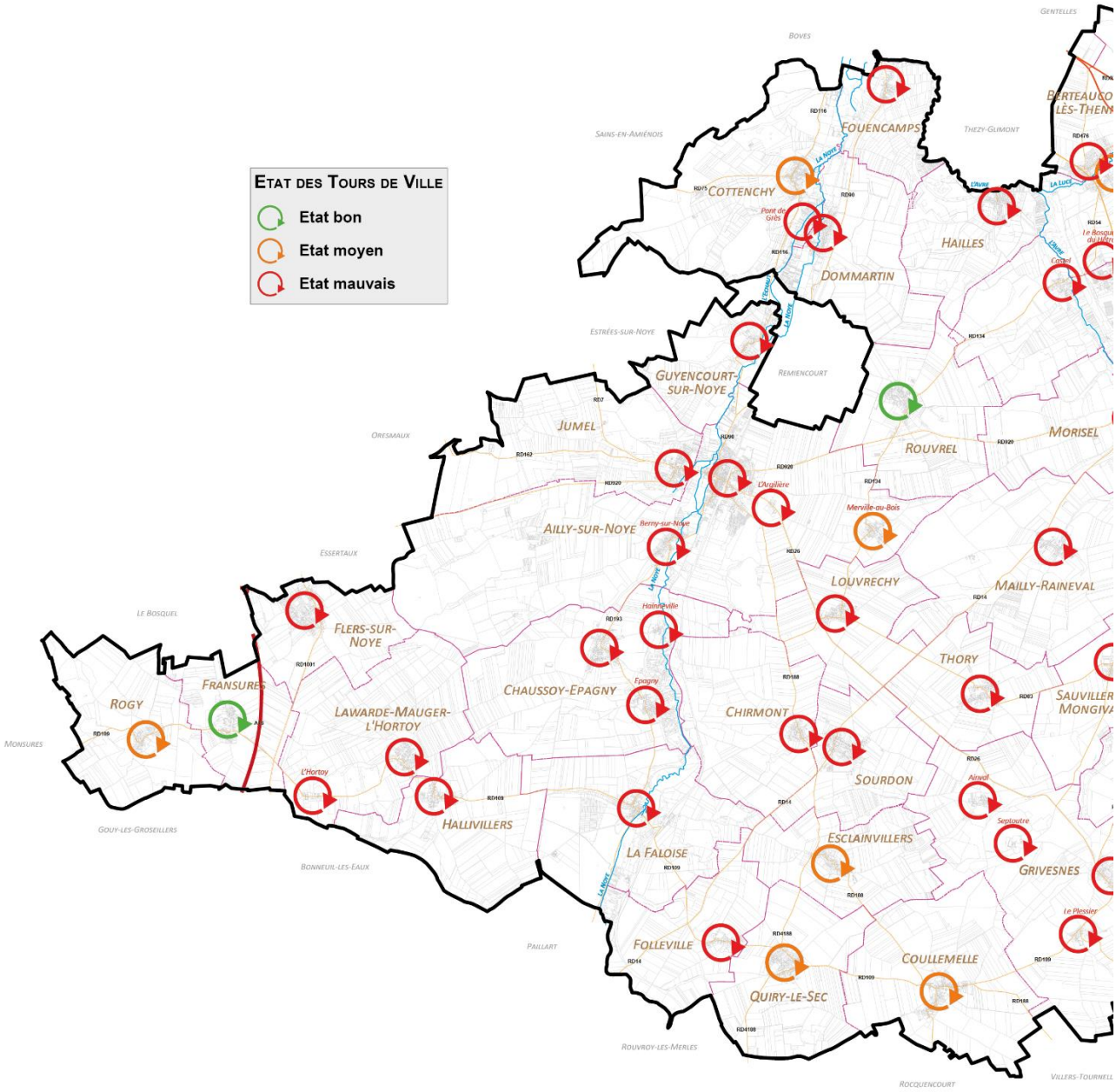
Hameaux	Etat du tour de ville
Ainval	Mauvais
Berny-sur-Noye	Mauvais
Castel	Mauvais
Courcelles	Mauvais
Epagny	Mauvais
Hainneville	Mauvais
L'Argilière	Mauvais
Le Bosquet du Hêtre	Mauvais
Le Plessier	Mauvais
L'Hortoy	Mauvais
Merville-au-Bois	Moyen
Pont de Grès	Mauvais
Saulchoy	Mauvais
Septoutre	Mauvais
La Folie	Mauvais

La conservation des sentiers de déplacements doux et des tours de ville est un enjeu patrimonial et de cadre de vie très important.

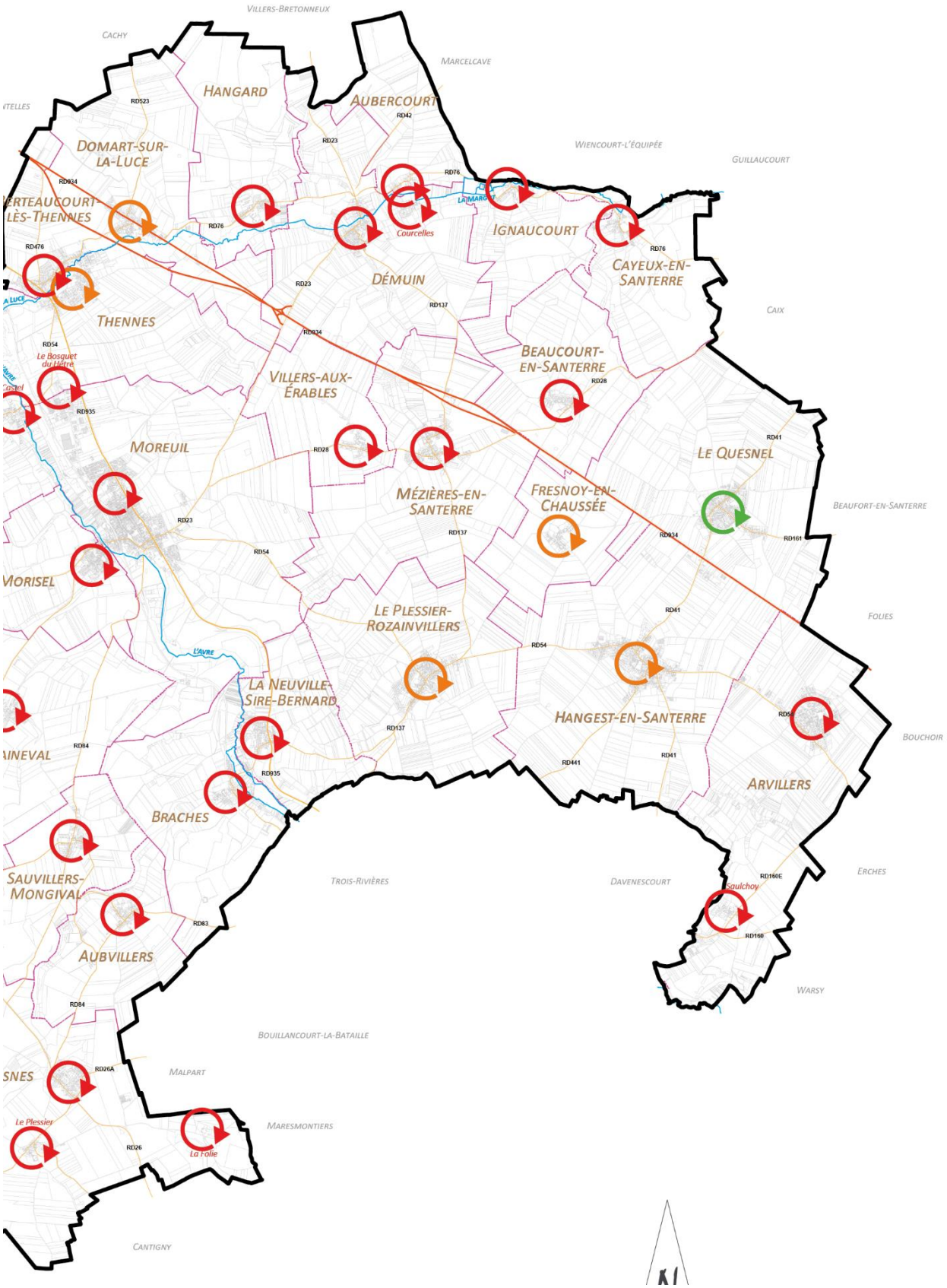
La préservation, l'entretien et le développement de ces cheminements et itinéraires sont indispensables à la qualité du territoire et du cadre de vie.



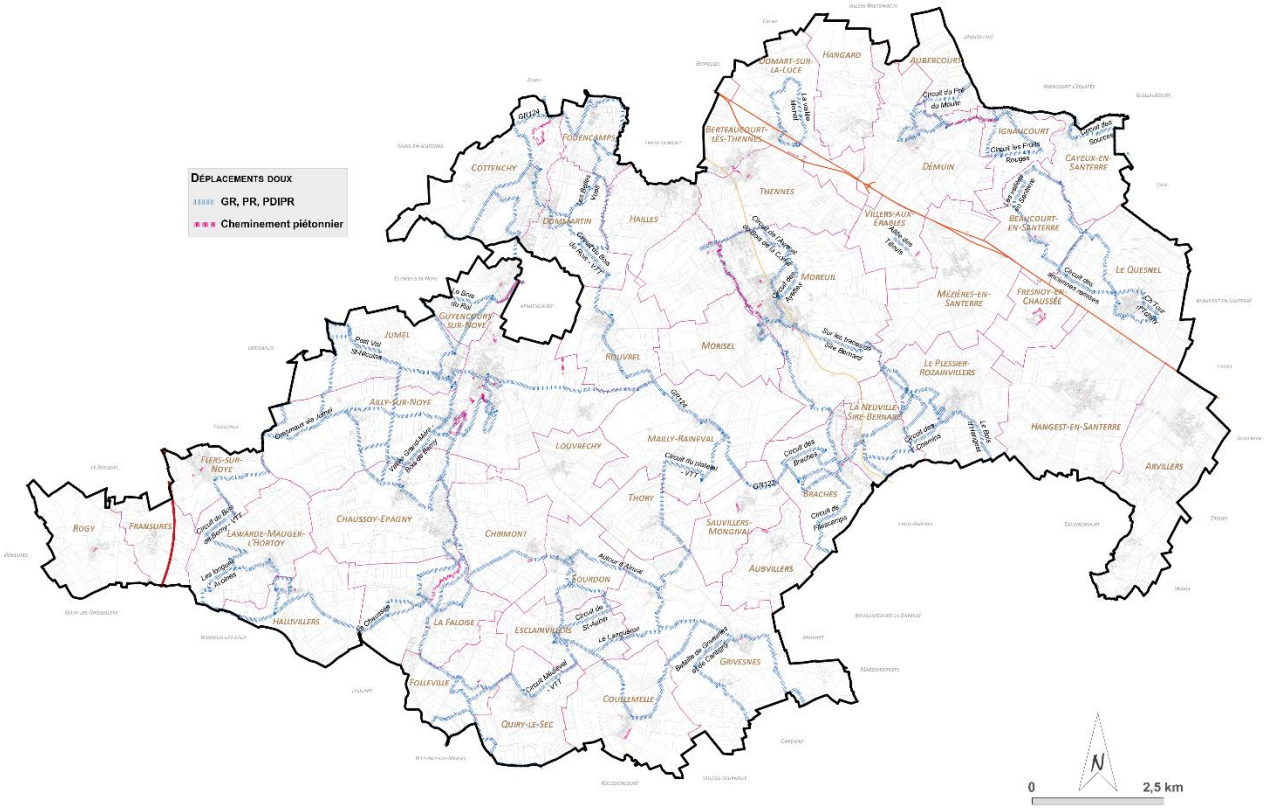
Carte de l'état des tours de ville de la CCALN



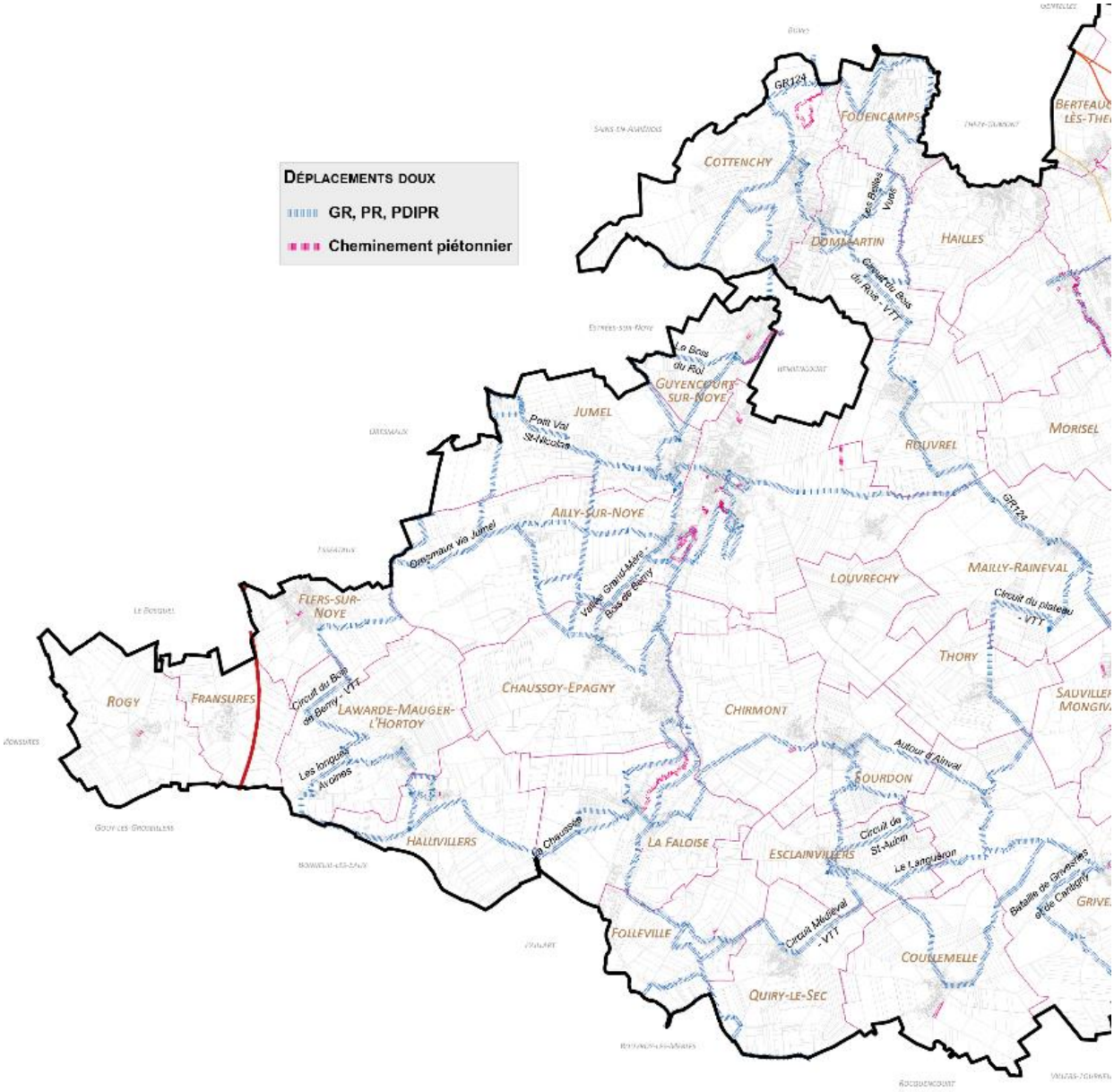
Carte de l'état des tours de ville de la CCALN – secteur ouest



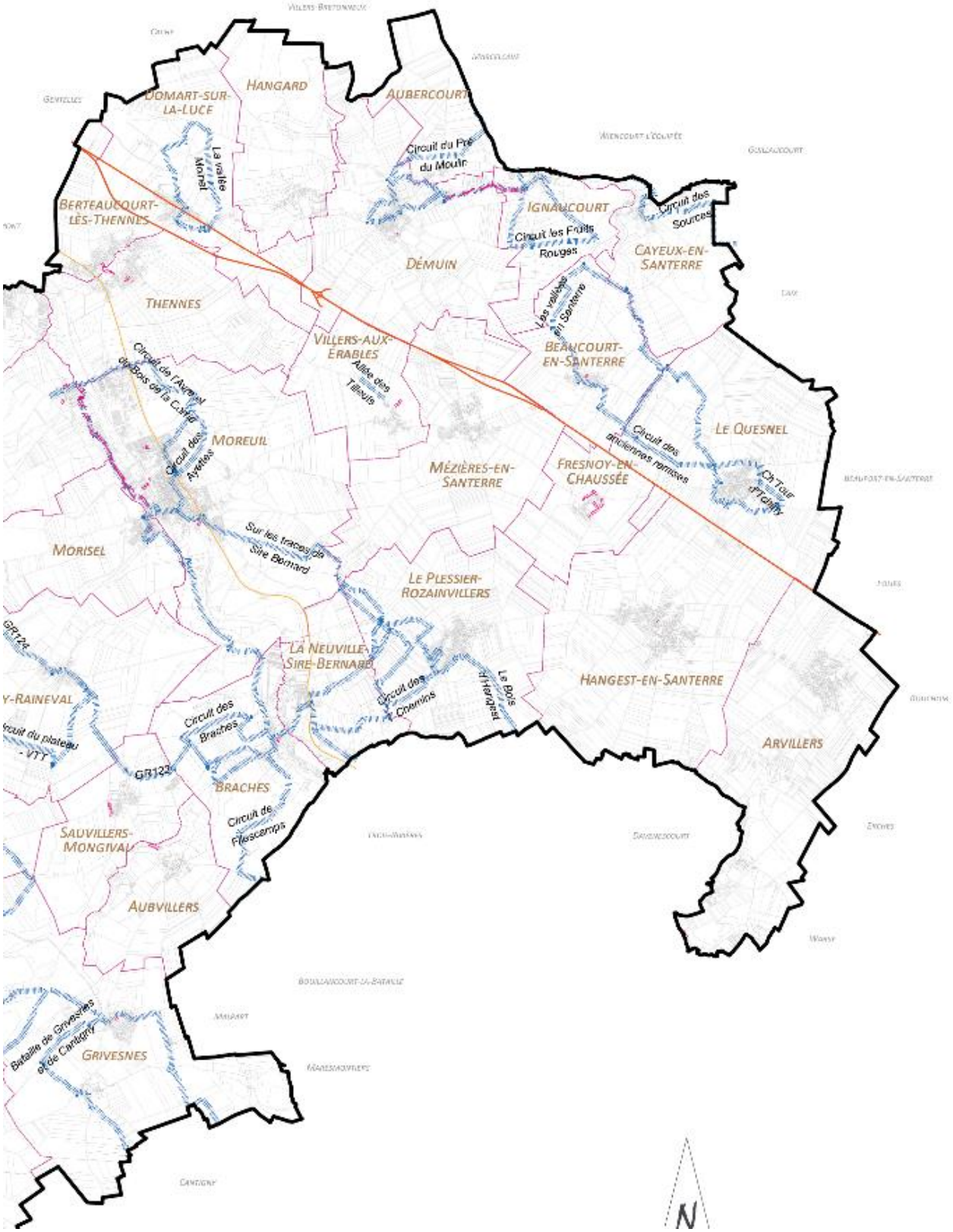
Carte de l'état des tours de ville de la CCALN – secteur est



Carte des chemins et itinéraires doux de la CCALN



Carte des chemins et itinéraires doux de la CCALN – secteur ouest



Carte des chemins et itinéraires doux de la CCALN – secteur est

iii. *Les perspectives visuelles*

Deux principaux types de perspectives visuelles sont identifiés au sein du territoire. Il s'agit des perspectives visuelles vers les éléments patrimoniaux (Eglise, …) et celles vers les éléments naturels (espaces naturels, agricoles, cordon boisé des vallées, …). D'autres mêlent ces différents éléments ou incluent des éléments dévalorisants. Les perspectives visuelles relevées sont identifiées depuis les principaux axes publics intercommunaux. D'autres perspectives visuelles qualitatives existent mais au sein d'espaces publics moins fréquentés.

Ces perspectives visuelles sont facilitées par une topographie marquée du territoire offrant des vues plongeantes ou montantes.

Par exemple l'église d'Hangest-en-Santerre est visible depuis la RD54, la RD28 offre des vues vers les églises de Mézières-en-Santerre, de Beaucourt-en-Santerre et celle de Villers-aux-Érables, celle de Domart-sur-la-Luce est visible depuis les RD934 et RD76, la RD83 vers les églises de Thory et Sauvillers-Mongival, la RD162 vers celle de Jumel, la RD90 vers celles de Fouencamps et Dommartin, … Mis à part les églises de certains villages, ces derniers sont plus ou moins visibles depuis un axe routier important et permettent aux usagers du territoire de se repérer.

La vallée de la Noye est valorisée depuis les RD116, RD75, RD90, RD920, RD109, …. La vallée de l'Avre est valorisée depuis les RD256, RD935, RD54, … La vallée de la Luce est valorisée depuis les RD76, RD476, RD934, … Ces routes principales et d'autres moins importantes offrent plus ou moins ponctuellement des vues qualitatives vers ces secteurs naturels. D'autres points de vue qualitatifs sont possibles depuis les espaces publics vers des secteurs naturels (RD1001, RD109, RD162, RD75, RD76, …).



Perspective visuelle vers le clocher de l'église de Coullemelle – RD109



Perspective visuelle vers le clocher de l'église de Beaucourt-en-Santerre – Rue de Beaucourt



Perspective visuelle vers le clocher de l'église de Hailles – Rue longeant les marais (ouest)



Perspective visuelle vers le clocher de l'église de Hangard – RD76



Perspective visuelle vers des espaces naturels et agricoles – Rue de la Vierge à Chirmont

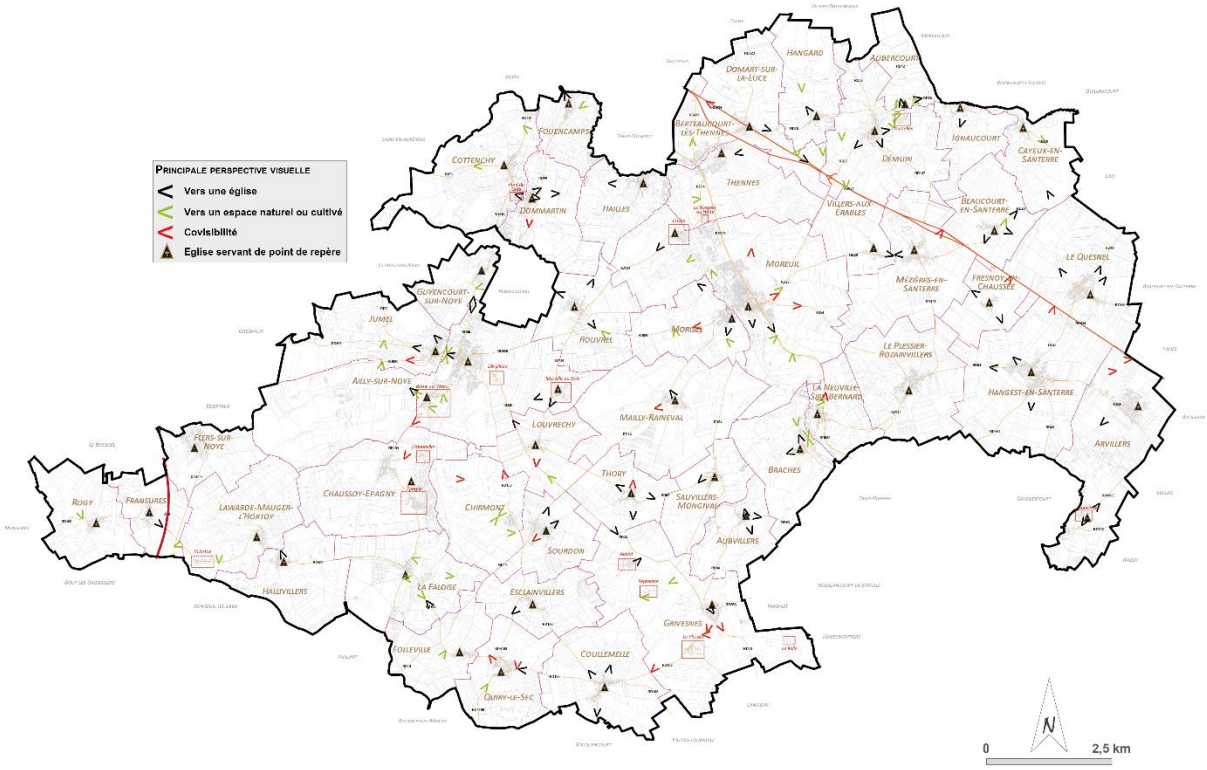


Perspective visuelle vers des espaces naturels et agricoles – RD162 à Jumel

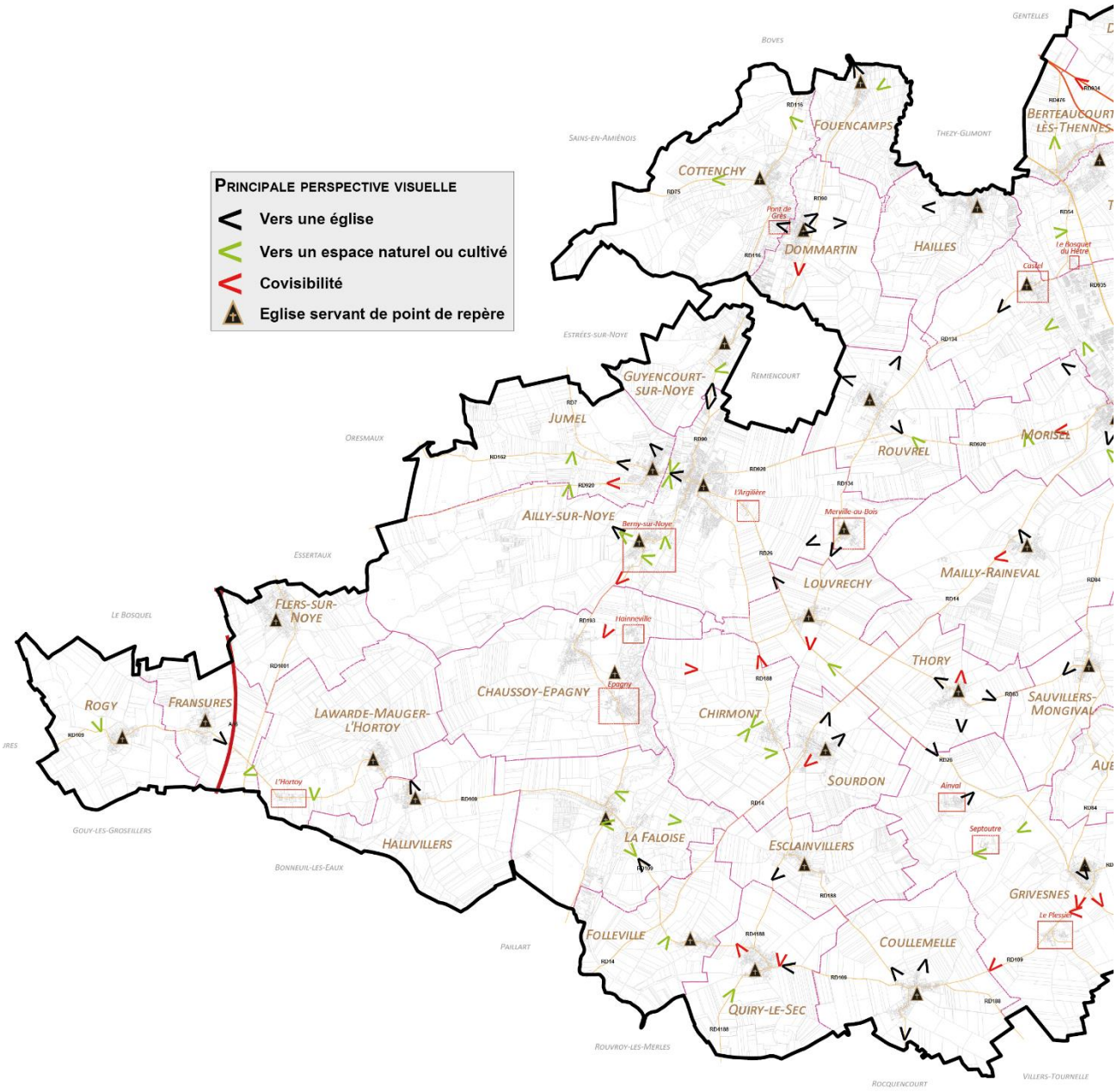


Perspective visuelle vers des espaces naturels et agricoles – RD76 à Aubercourt

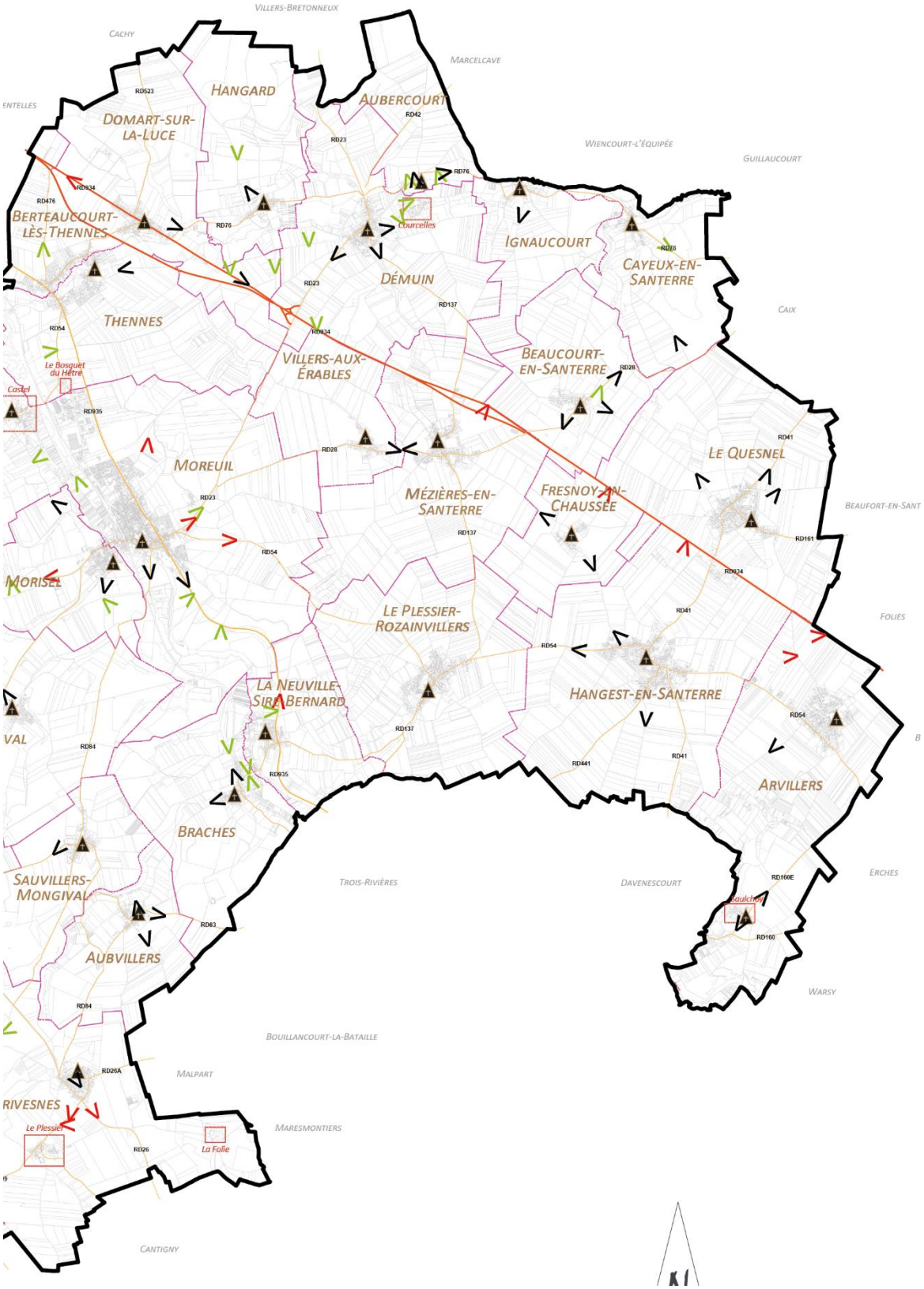
La conservation de perspectives visuelles qualitatives vers des éléments remarquables du territoire est un enjeu fort. Ces éléments révèlent en partie l'histoire du secteur et permettent le repérage dans l'espace.



Carte de localisation des principales perspectives visuelles et des covisibilités de la CCALN



Carte de localisation des principales perspectives visuelles et des covisibilités de la CCALN – secteur ouest



Carte de localisation des principales perspectives visuelles et des covisibilités de la CCALN – secteur est

5. Morphologie urbaine

a. L'organisation des villes, villages et hameaux

Plusieurs types d'organisation se retrouvent sur le territoire de la CCALN. En regardant plus précisément l'organisation des villages et des hameaux, on arrive à définir 7 grandes typologies.

Chaque forme ou structure de village est unique. Elle dépend de la topographie (villages de fond de vallée ou villages de plateau) ; des axes de communication (présence de routes structurantes, carrefours, etc.) ; des ressources du territoire (nature du sol, présence de l'eau, etc.) ; des évènements historiques (guerre, reconstruction, réhabilitations, etc.)

Les communes de Ailly-sur-Noye et Moreuil sont plutôt considérées comme des villes à l'organisation complexe et étagée car implantée sur les bords de rivières majeures.

Trois typologies dominent : les villages-rue ; les villages-croix et les villages complexes.

Voici les formes identifiées :

Les grands types d'organisation concernent les villages, ainsi que leurs hameaux.

Village-domaine



Village articulé autour d'un domaine (ferme ou château et parc).
Les constructions sont implantées autour du domaine de diverses façons et peuvent être organisées de façon concentriques.

Villages concernés : *Beaucourt-en-Santerre Grivesnes La Folie Septoutre*

Village-complexe



Village ne présentant pas de forme urbaine aisément identifiable et construit autour des axes viaires présents.
Les constructions sont implantées de façon aléatoire (toutes directions) le long de ces axes.
La centralité est plus ou moins marquée et se situe souvent au carrefour le plus important de la commune.

Villages concernés : *Arvillers Berny-sur-Noye Cayeux-en-Santerre Chaussoy-Epagny Chirmont Démuin Epagny Flers-sur-Noye Fransures Hailles Hangest-en-Santerre Le Plessier-Rozainvillers Le Quesnel Mézières-en-Santerre Rogy Rouvrel*

Village-quadrillé



Village construit autour d'un quadrillage viaire où domine souvent un axe principal.
Les constructions sont implantées autour de ce quadrillage.
La centralité est peu marquée car les espaces publics ont peu d'espaces disponibles.

Villages concernés : *La Neuville-Sire-Bernard Quiry-le-Sec*

Village noyau



Village articulé autour d'une centralité constituée d'espaces publics ou de bâtis publics.
Les constructions peuvent être implantées de façon radioconcentrique.

Villages concernés : *Le Plessier*

Village-rue



Village construit le long d'un axe routier.
Les constructions sont implantées le long de l'axe. Le maillage viaire est limité voire absent.
La centralité est peu identifiable car potentiellement inexistante.

Villages concernés : *Ainval Aubercourt Berteaucourt-lès-Thennes Coullemelle Esclainvillers Folleville Fouencamps Hainneville Hangard Ignaucourt L'Argilière Lawarde-Mauger-l'Hortoy Le Bosquet du Hêtre L'Hortoy Pont de Grès Saulchoy*

Village-croix



Village construit au croisement de chemins et/ou axes routiers.
Les constructions sont implantées le long des axes.
Le carrefour représente la centralité.

Villages concernés : *Aubvillers Braches Castel Domart-sur-la-Luce Fresnoy-en-Chaussée Guyencourt-sur-Noye Hallivillers Louvrechy Mailly-Raineval Merville-au-Bois Sauvillers-Mongival Thory Villers-aux-Érables*

Village étagé



Village construit le long d'un cours d'eau et sur ses coteaux.
Les constructions sont implantées de façon étagée.
La centralité est souvent proche des points bas.

Villages concernés : *Cottenchy Courcelles Dommartin Jumel La Faloise Morisel Thennes*

Les communes suivantes ne rentrent pas dans la catégorie de « villages », mais sont plutôt considérées comme des villes possédant une organisation complexe : *Ailly-sur-Noye et Moreuil possèdent une organisation complexe et étagée*

Ces typologies sont indicatives et révèlent des caractéristiques générales d'oragnisation. Elles peuvent ne pas correspondre exactement à la réalité.

L'ambiance paysagère des villes, villages et hameaux dépend en partie du bon respect de l'organisation générale historique qui les régit. Le choix des secteurs de développement est primordial pour conserver l'homogénéité des villages et du territoire.

b. *Les villages et les hameaux*

Plusieurs villages disposent de hameaux (ou écarts). Ces derniers présentent des caractéristiques souvent semblables à celles des villages, mais non forcément à celles des villages auxquels ils sont rattachés.

Le territoire de la CCALN compte 47 communes. Celles-ci sont majoritairement considérées comme des villages, hormis quelques exceptions comme Ailly-sur-Noye et Moreuil, qui sont plutôt considérées comme des villes.

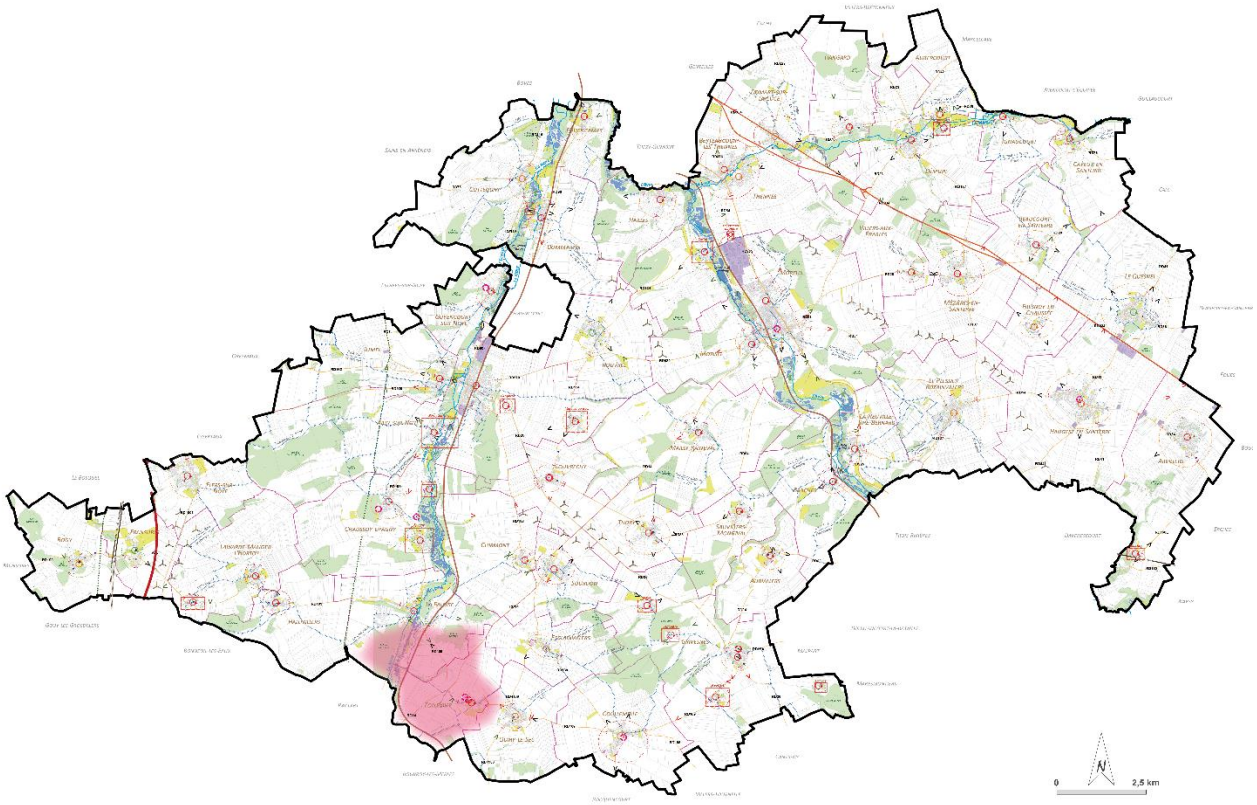
Près de la moitié des communes comprennent des hameaux ou écarts. Ces derniers présentent des tailles et formes variables. Ils sont souvent coupés du tissu bâti principal et se situent à plus ou moins longues distances de leur commune de rattachement. Les écarts peuvent prendre des formes aussi diverses que celles des communes. Ils peuvent être implantés le long d'axes routiers majeurs ou non. Ils peuvent ne comporter que quelques habitations, voire une seule, ou de multiples constructions et mêlent souvent les vocations (agricoles, résidentielles). Au même titre que les villages, on trouve au sein de ces hameaux la plupart des formes bâties (sauf parfois les plus récentes), du patrimoine bâti et naturel, des espaces naturels sur les pourtours, …

Voici la liste des communes disposant d'un ou plusieurs hameaux :

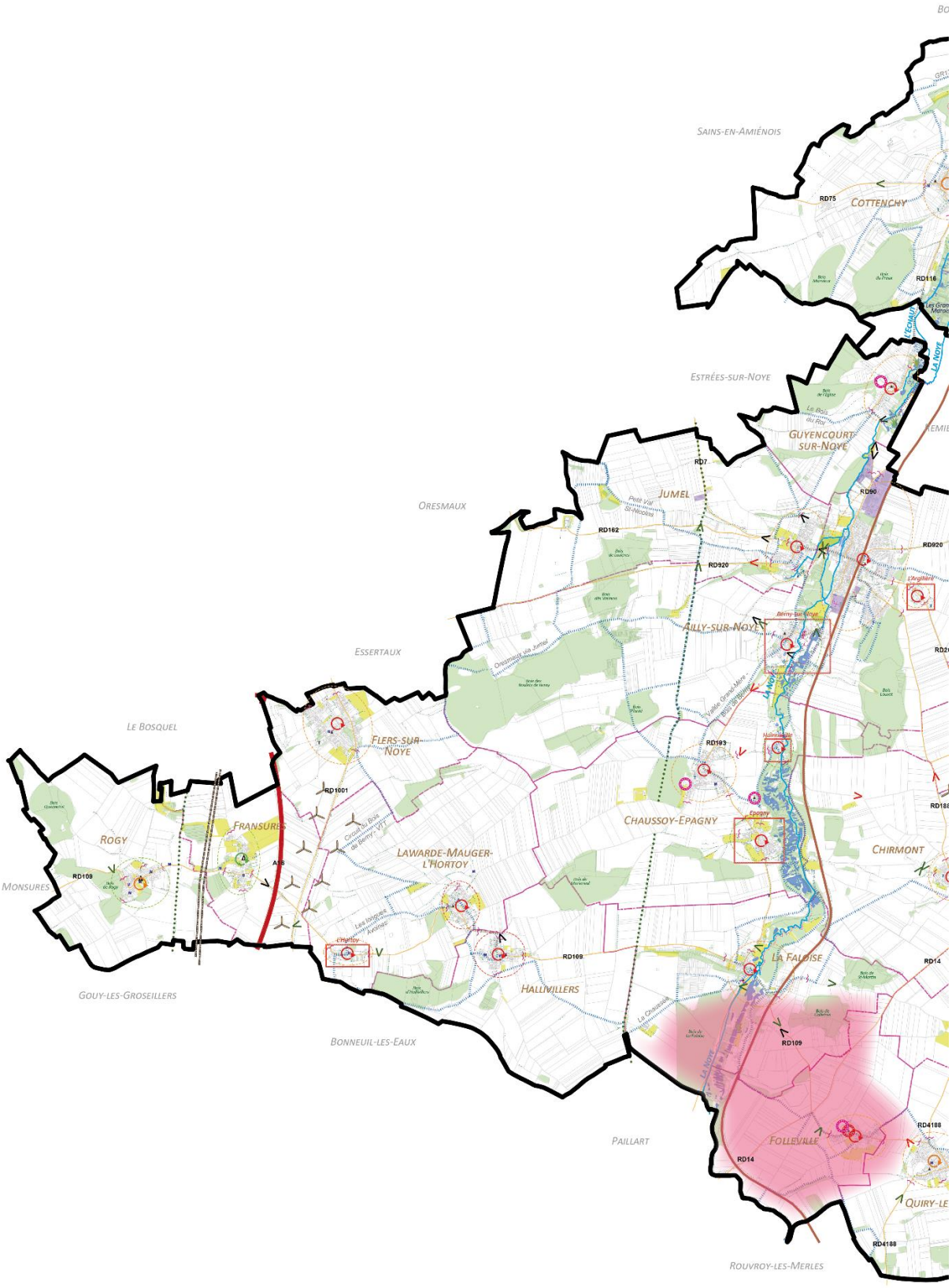
Communes	Hameaux
Ailly-sur-Noye	Merville-au-Bois ; L'Argilière ; Berny-sur-Noye
Arvillers	Saulchoy
Chaussoy-Epagny	Epagny ; Hainneville
Cottenchy	Pont de Grès
Démuin	Courcelles
Grivesnes	Le Plessier ; Ainval ; Septoutre ; La Folie
Lawarde-Mauger-l'Hortoy	L'Hortoy
Moreuil	Castel
Thennes	Le Bosquet du Hêtre

Les communes disposant de hameaux de la CCALN

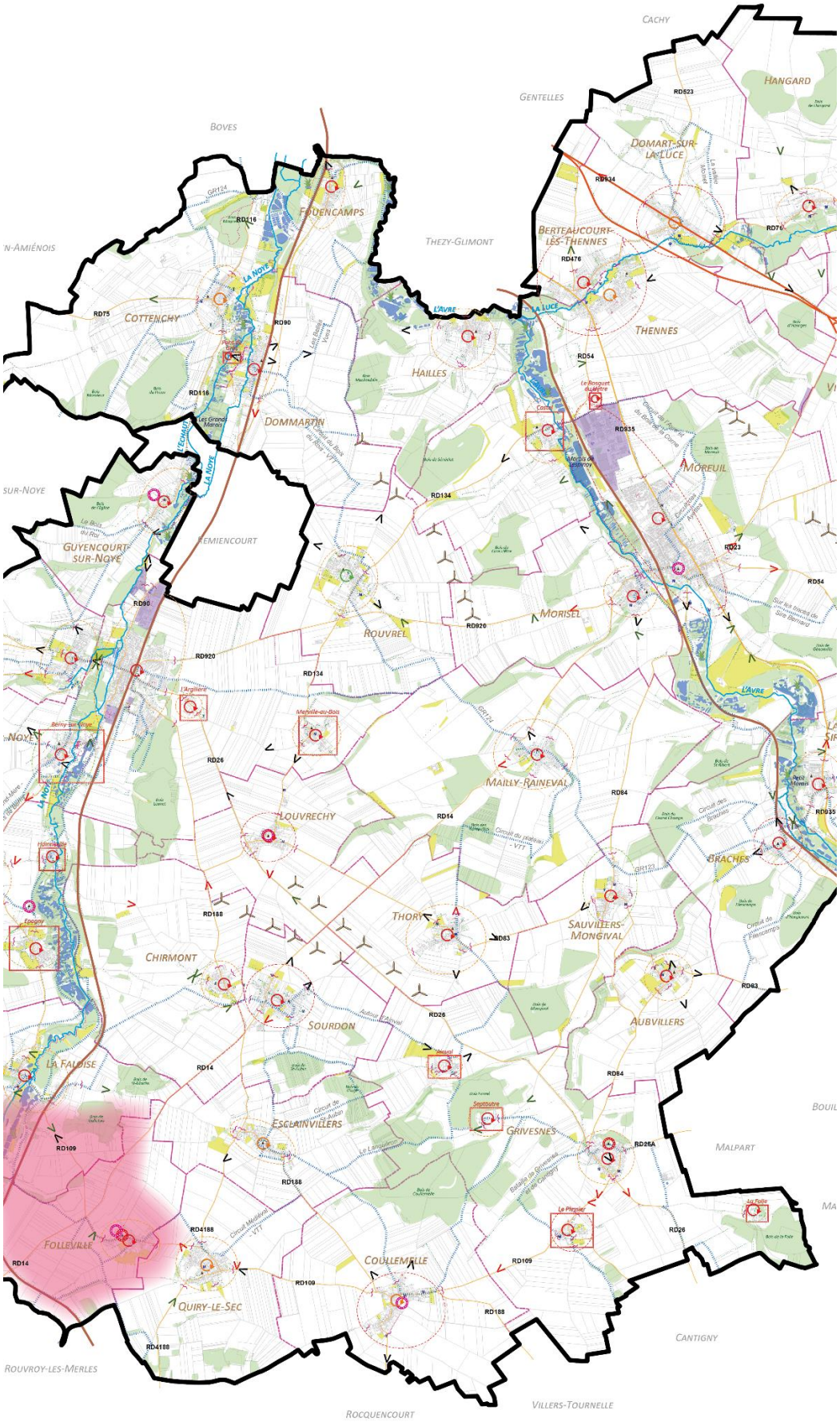
Les caractéristiques urbaines, architecturales, paysagères et environnementales des hameaux sont à préserver au même titre que celles des villages afin de conserver une identité locale cohérente.



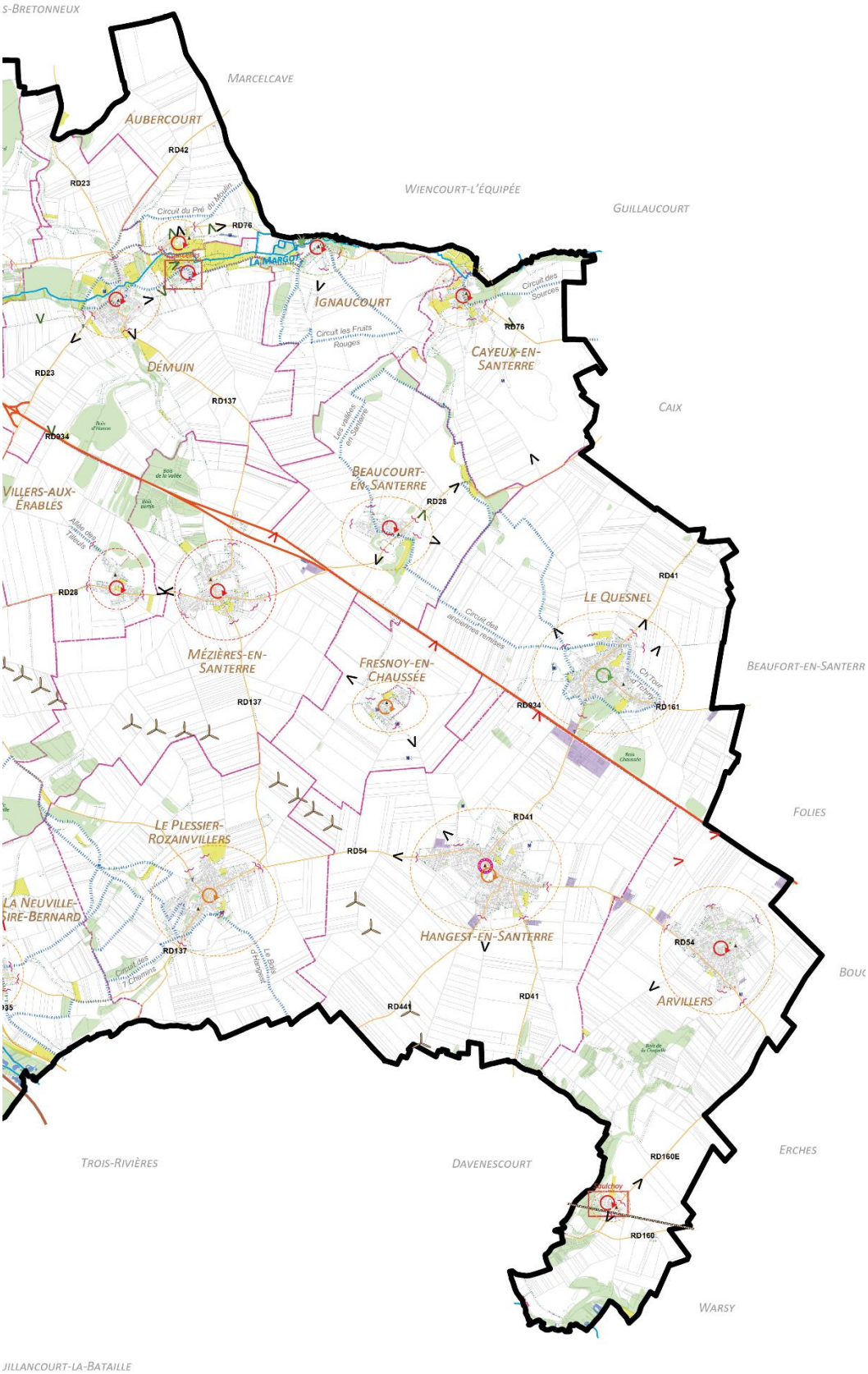
Carte des composantes paysagères de la CCALN



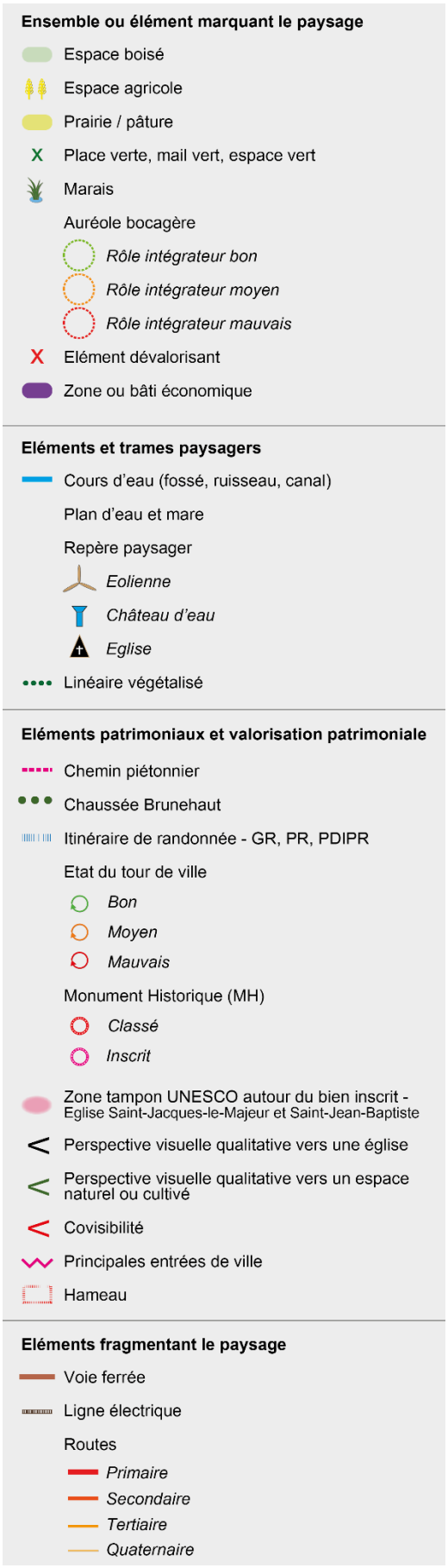
Carte des composantes paysagères de la CCALN – secteur ouest



Carte des composantes paysagères de la CCALN – secteur centre



Carte des composantes paysagères de la CCALN – secteur est



Légende de la carte des composantes paysagères

6. *Le patrimoine*

La notion de patrimoine renvoie à la perception plus ou moins sensible de celui qui l'envisage. Elle peut donc s'appliquer à l'ensemble des secteurs de la société (culture, histoire, langue, système de valeurs, monuments, œuvres artistiques). Elle est souvent attachée à la notion d'appropriation permettant aux individus à la fois de créer une « référence commune caractéristique » et à la fois de se distinguer et se différencier des « références communes » d'autres groupes ou territoires.

Le patrimoine recouvre les biens identitaires et culturels (symboliques ou non) d'une population et/ou d'un territoire, qu'ils soient matériels ou non. De ce fait, le patrimoine renvoie à une notion d'échange, de partage et de transmission qui sont indissociables de sa construction.

Les éléments du patrimoine recouvrent diverses catégories :

- Patrimoine religieux et commémoratif

Patrimoine lié aux religions et à la guerre : chapelle, calvaire, église, monument aux morts, oratoire, vierge, cimetière, ...

- Patrimoine bâti et architectural

Patrimoine bâti marquant l'identité du territoire, soit par l'utilisation de certains matériaux (craie, briques, torchis), soit par leur vocation communes : maison, ferme, mur d'enceinte, châteaux et parcs associés, chaussée Brunehaut, ...

- Patrimoine naturel et paysager

Patrimoine naturel caractéristique du territoire : cours d'eau, mares, boisement, alignement d'arbres, arbre isolé, haie, bosquet, prairie, ripisylve, place verte et espaces verts, ...

Le territoire est essentiellement marqué par un patrimoine rural (fermes, habitat traditionnel) ponctué d'un patrimoine religieux (calvaire, oratoire, chapelle, église, …), le tout dans un environnement naturel (champ, pâture, boisement, bocage, alignement végétalisé, cours d'eau) pouvant également être ressenti comme patrimoine végétal (alignement d'arbres, haie, bosquet).

Les enjeux patrimoniaux sont :

- conservation
- valorisation
- intégration
- mémoire et pédagogie

Les voies de déplacement doux permettent souvent de découvrir l'ensemble de ce patrimoine. De plus, le petit patrimoine religieux se situe bien souvent au croisement de deux voies de circulation.

a. Le patrimoine naturel

Le patrimoine naturel de la Communauté de Communes Avre, Luce, Noye se compose principalement trames végétalisées et de trames hydrauliques. La végétation marque le paysage par sa verticalité et par les effets ceinturant qu'elle procure. Le réseau hydraulique façonne et dessine le territoire de ses points hauts à ses points bas.

Le patrimoine naturel est principalement constitué des éléments énoncés dans la description des composantes paysagères et dans la partie environnement du rapport de présentation. Ces éléments sont déjà présentés et doivent être protégés et valorisés au même titre que le patrimoine bâti. Il s'agit des cours d'eau, les mares, des alignements végétalisés, des boisements, … Leur valeur est à recouper avec les informations de la partie environnement du dossier.

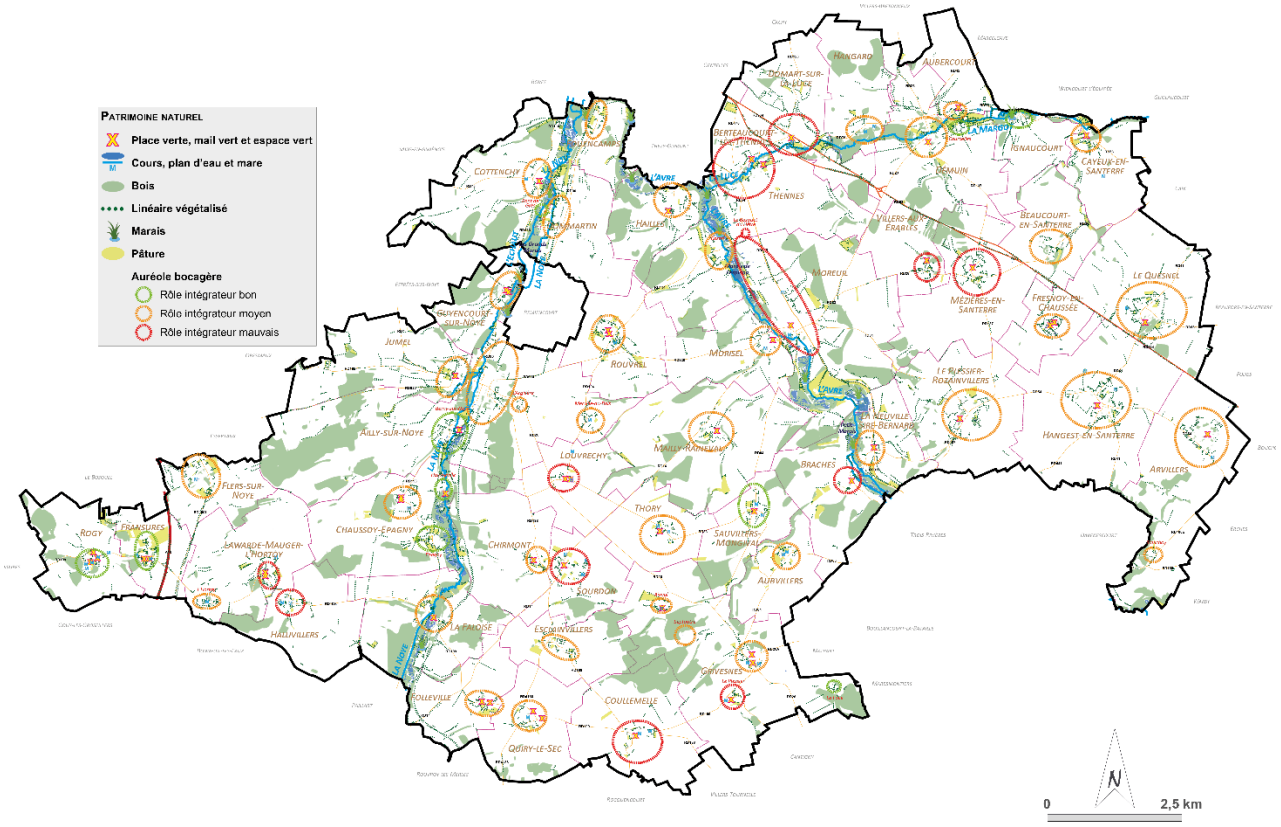
Voici quelques illustrations de ce patrimoine naturel :



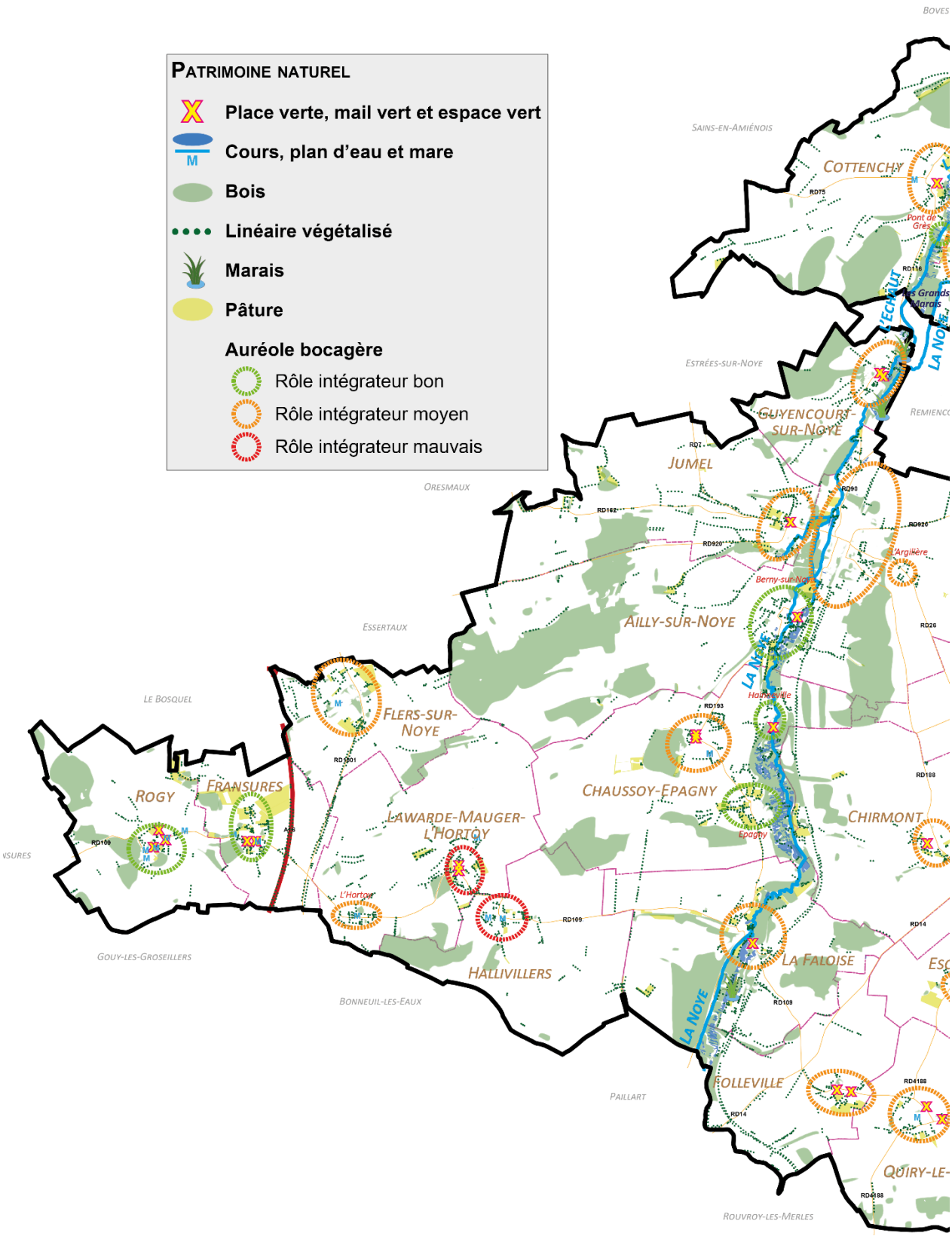




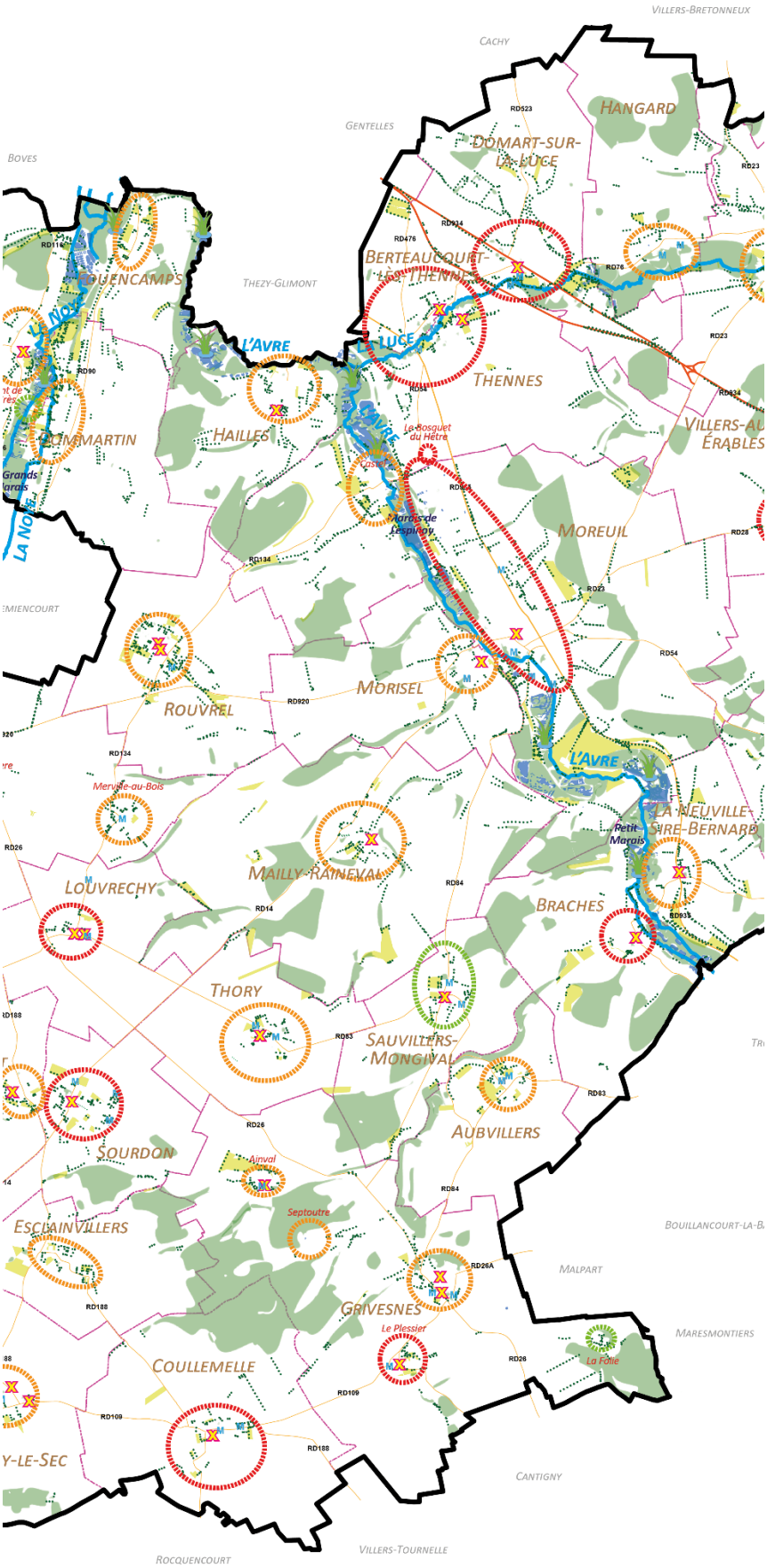
La conservation et la valorisation des composantes naturelles territoriales participent à la qualité paysagère de la CCALN.



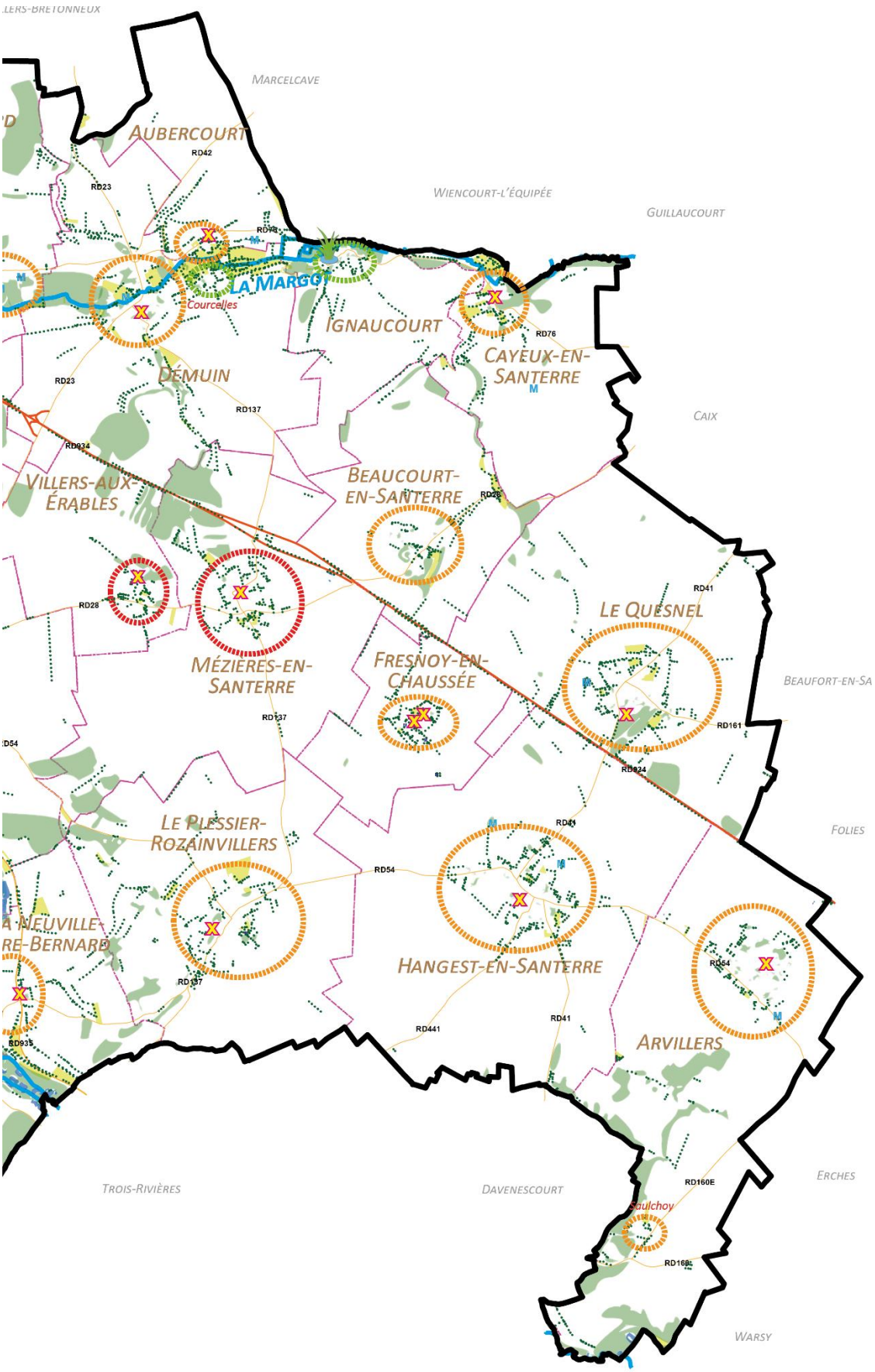
Carte du patrimoine naturel de la CCALN



Carte du patrimoine naturel de la CCALN – secteur ouest



Carte du patrimoine naturel de la CCALN – secteur centre



Carte du patrimoine naturel de la CCALN de la CCALN – secteur est

b. *Le patrimoine religieux et commémoratif*

Le patrimoine religieux est souvent public et donc sous la maîtrise de la collectivité. Ses constituantes les plus emblématiques sont les cimetières, les calvaires, les chapelles, les monuments aux morts, les oratoires, les églises, les croix, …

La plupart de ces éléments patrimoniaux se découvre le long ou à l'embranchement d'axes routiers ou de chemins.

Voici quelques illustrations de ce patrimoine religieux et commémoratif :






La conservation et la valorisation du patrimoine religieux et commémoratif participent à la qualité paysagère de la CCALN.

c. Le patrimoine bâti et architectural

Le patrimoine architectural de la Communauté de Communes Avre, Luce, Noye est principalement articulé autour de l'activité agricole et des grands domaines seigneuriaux. Le territoire est marqué par la présence de grandes fermes, de maisons de maître, de châteaux, … et présente une architecture historique de qualité.

Une partie du patrimoine issu de la période de la reconstruction se trouve sur le territoire intercommunal. Il peut s'agir d'églises, de maisons ou de fermes qu'il convient de préserver, ainsi que leurs particularités.

Des chaussées Brunehaut traversent également l'ouest de la CCALN dans un axe nord-sud. Leur caractère rectiligne et leur histoire leurs confèrent un intérêt particulier. Elles traversent ou passent en bordure des communes suivantes : Rogy, Fransures, La Faloise, Chaussoy-Epagny, Ailly-sur-Noye et Jumel.

De nombreux puits ou pompes prennent place au sein d'espaces publics. Ils sont en divers états de conservation et sont les témoins d'anciennes pratiques locales.

Voici quelques illustrations de ce patrimoine architectural non protégé (MH) :






La conservation et la valorisation du patrimoine architectural participent à la qualité paysagère de la CCALN.

d. *Le patrimoine architectural classé et inscrit*

Au sein du patrimoine architectural vu précédemment, dix éléments de plus forte valeur sont recensés. Il s'agit d'éléments inscrits ou classés au sein des Monuments Historiques en divers états de conservation et d'utilisation.

Voici la liste et les illustrations des éléments protégés du territoire :

Désignation

Dénomination de l'édifice
Église

Titre courant
Eglise Saint-Agnan

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Grivesnes

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
AB 20

Milieu d'implantation pour le domaine inventaire
En village

Historique

Siècle de la campagne principale de construction
19e siècle, 1er quart 20e siècle

Année(s) de(s) campagne(s) de construction
1867, 1922

Auteur de l'édifice
Delefortrie (architecte) ; ; Duthoit Louis (architecte)

Description historique
La construction de cette église, en briques et pierre, remonte aux années 1840. La décoration intérieure est due aux frères Duthoit (une partie des objets mobiliers la composant est classée). Le clocher a été construit entre 1867 et 1875 sur les plans, dit-on, de Viollet-le-Duc. Il fut décapité lors du bombardement de l'église en 1918 qui provoqua aussi l'effondrement de la monumentale coupole qui confère à l'édifice toute son originalité. Des travaux de reconstruction, employant le béton, sont entrepris à partir de 1922 et dirigés par l'architecte Louis Duthoit.

Description

Technique du décor des immeubles par nature
Sculpture

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Classé MH



A- Eglise Saint-Agnan à Grivesnes – Classée

Désignation

Dénomination de l'édifice
Église

Titre courant
Eglise Saint-Jacques-le-Majeur et Saint-Jean-Baptiste

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Folleville

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Classé MH

Date et niveau de protection de l'édifice
1862 : classé MH



B- Eglise Saint-Jacques-le-Majeur et Saint-Jean-Baptiste à Folleville – Classée

Désignation

Dénomination de l'édifice
Château

Titre courant
Château et ferme

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Guyencourt-sur-Noye

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
A 171, 176 à 178

Historique

Siècle de la campagne principale de construction
Milieu 18e siècle, 19e siècle

Description historique
Château situé à une quinzaine de kilomètres au sud-est d'Amiens et dominant le village et la vallée de la Noye. construit vers 1750 par Firmin Ducrocquet, issu d'une très ancienne famille de l'échevinage amiénois et lui-même maire d'Amiens, ce château présente une architecture de pierre d'une grande sobriété de facture, avec corps central simplement rythmé par un avant-corps saillant sommé d'un fronton et prolongé par deux ailes plus basses. Face au château, et lui faisant vis-à-vis, la ferme de la basse cour présente deux cours successives, la première délimitée par des bâtiments du 18e siècle, la seconde se composant de bâtiments construits au 19e siècle, le tout dominé par l'élégante silhouette d'un pigeonnier-porche, brique et pierre.

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Inscrit MH partiellement

Date et niveau de protection de l'édifice
1992/03/19 : inscrit MH partiellement



C- Château et ferme à Guyencourt – Inscrits

Désignation

Dénomination de l'édifice
Château

Titre courant
Château

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Chaussoy-Epagny

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
AC 3

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Inscrit MH partiellement

Date et niveau de protection de l'édifice
1992/06/24 : inscrit MH partiellement



D- Château à Chaussoy-Epagny – inscrit partiellement

Désignation

Dénomination de l'édifice
Église

Titre courant
Eglise

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Chaussoy-Epagny

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
Z 81, 133

Historique

Siècle de la campagne principale de construction
13e siècle, 16e siècle

Année(s) de(s) campagne(s) de construction
1559

Description historique
L'église de Chaussoy-Epagny est très représentative des édifices cultuels du sud du département de la Somme et du nord du département de l'Oise. Du monument médiéval subsiste un choeur du 13e siècle à chevet plat avec baies en tiers point et corniche à modillons figurés. Comme la plupart des édifices religieux de cette région, l'église de Chaussoy-Epagny a fait l'objet d'une importante campagne de travaux au cours du 16e siècle : au cours de cette période ont été reconstruits la nef (en partie) et le clocher-porche, daté 1559 et implanté en façade occidentale. L'église conserve également de cette époque de remarquables objets mobiliers classés Monument Historique. L'édifice jouit d'une implantation naturelle remarquable : l'église, isolée en plein champ à équidistance des trois hameaux composant la paroisse, domine le sillon verdoyant du val de Noye. En outre, l'église est environnée de son ancien cimetière où sont encore visibles d'intéressants monuments funéraires.

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Inscrit MH



E- Eglise à Chaussoy-Epagny – Inscrite

Désignation

Dénomination de l'édifice
Site archéologique, château

Titre courant
Château

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Folleville

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
AB 147, 148, 150

Historique

Siècle de la campagne principale de construction
14e siècle, 15e siècle

Description historique
La forteresse médiévale de Folleville, campée à l'extrémité occidentale du plateau du Santerre, domine la vallée de la Noye. Farouchement disputé pendant la guerre de Cent Ans, le château a été reconstruit aux 14e et 15e siècles sur l'emplacement d'un édifice antérieur, vraisemblablement un donjon quadrangulaire édifié au 11e siècle. Réaménagé en demeure de plaisance par Raoul de Lannoy, qui y reçoit plusieurs rois de France, à la fin du 15e et au début du 16e siècle, la vieille forteresse médiévale connaît un long déclin à partir du 18e siècle, déclin aggravé par une démolition partielle du monument, entreprise à l'initiative du duc de Mailly à partir de 1777. Les ruines du château furent rachetées par les Lazaristes à la fin du 19e siècle.

Description

État de conservation (normalisé)
Vestiges

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Inscrit MH partiellement

F- Site archéologique et château à Folleville – Inscrits partiellement

Désignation

Dénomination de l'édifice
Église

Titre courant
Eglise Saint-Martin

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Hangest-en-Santerre

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
AD 186

Historique

Siècle de la campagne principale de construction
2e quart 20e siècle

Année(s) de(s) campagne(s) de construction
1927

Auteur de l'édifice
TEISSEIRE Godefroy (architecte) ; ; ; Commune (maître d'ouvrage) ; ; ; LARDEUR Raphaël (peintre-verrier) ; ; ; LECOMPTE Georges (peintre)

PV004836

Description historique
Eglise reconstruite de 1927 à 1931 sur l'emplacement d'une église médiévale partiellement endommagée pendant la Première Guerre mondiale. L'édifice se rattache à l'esthétique romano-byzantine, adoptant un plan centré en croix grecque, l'espace médian étant couvert d'une coupole sur pendentifs, sommée d'un clocher. La structure est en béton armé, revêtue extérieurement en pierre de taille. Les verrières sont de Raphaël Lardeur et les peintures murales du rouennais Georges Lecomte.

Description

Technique du décor des immeubles par nature
Peinture, vitrail

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Inscrit MH



G- Eglise Saint-Martin à Hangest-en-Santerre – Inscrite

Désignation

Dénomination de l'édifice
Église

Titre courant
Eglise Saint-Nicolas

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Coullemelle

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
AC 74

Historique

Siècle de la campagne principale de construction
1ère moitié 20e siècle

Année(s) de(s) campagne(s) de construction
1924

Auteur de l'édifice
MOREL Théodule (architecte) ; ; ; PETIT Robert (architecte) ; ; ; Commune (maître d'ouvrage) ; ; ; ANSART Pierre (architecte, décorateur) ; ; ; ANSART Gérard (architecte, décorateur) ; ; ; GAUDIN Jean (mosaïste, peintre-verrier) ; ; ; TURPIN Pierre (peintre-verrier) ; ; ; FERNIQUE Révérend Père Bernadin (peintre-verrier) ; ; ; LEGRAND Georges (sculpteur) ; ; ; DARRAS Marceau (sculpteur) ; ; ; ROUX-COLAS Anne-Marie (sculpteur) ; ; ; VILLIERS Roger de (sculpteur)

PV004501 ou PV005218

Description historique
L'église réédifiée de 1924 à 1927 par les architectes Théodule Morel et Robert Petit, est bâtie en moellons du Boulonnais, avec un décor sculpté néo-roman en pierre de la vallée de l'Oise. L'aménagement intérieur est l'oeuvre des architectes-décorateurs Pierre Ansart et son fils Gérard, la décoration étant confiée en 1925 au Groupement de Notre-Dame-des-Arts, groupement d'art liturgique établi à Amiens et dirigé par Gérard Ansart : chemin de croix en mosaïque et frise traitée en sgraffite avec incrustations de mosaïque exécutés par Jean Gaudin sur des dessins de Gérard Ansart ; vitraux par le Révérend Père Bernadin Fernique et Gérard Ansart, exécutés par Pierre Turpin ; sculptures de Georges Legrand, Marceau Darras, Anne-Marie Roux-Colas et Roger de Villiers.

Description

Technique du décor des immeubles par nature
Vitrail, mosaïque, ferronnerie

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Inscrit MH



H- Eglise Saint-Nicolas à Coullemelle - Inscrite

Désignation

Dénomination de l'édifice
Église

Titre courant
Eglise Saint-Nicolas

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Coullemelle

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
AC 74

Historique

Siècle de la campagne principale de construction
1ère moitié 20e siècle

Année(s) de(s) campagne(s) de construction
1924

Auteur de l'édifice
MOREL Théodule (architecte) ; ; ; PETIT Robert (architecte) ; ; ; Commune (maître d'ouvrage) ; ; ; ANSART Pierre (architecte, décorateur) ; ; ; ANSART Gérard (architecte, décorateur) ; ; ; GAUDIN Jean (mosaïste, peintre-verrier) ; ; ; TURPIN Pierre (peintre-verrier) ; ; FERNIQUE Révérend Père Bernadin (peintre-verrier) ; ; ; LEGRAND Georges (sculpteur) ; ; ; DARRAS Marceau (sculpteur) ; ; ; ROUX-COLAS Anne-Marie (sculpteur) ; ; ; VILLIERS Roger de (sculpteur)

PV004501 ou PV005218

Description historique
L'église réédifiée de 1924 à 1927 par les architectes Théodule Morel et Robert Petit, est bâtie en moellons du Boulonnais, avec un décor sculpté néo-roman en pierre de la vallée de l'Oise. L'aménagement intérieur est l'oeuvre des architectes-décorateurs Pierre Ansart et son fils Gérard, la décoration étant confiée en 1925 au Groupement de Notre-Dame-des-Arts, groupement d'art liturgique établi à Amiens et dirigé par Gérard Ansart : chemin de croix en mosaïque et frise traitée en sgraffite avec incrustations de mosaïque exécutés par Jean Gaudin sur des dessins de Gérard Ansart ; vitraux par le Révérend Père Bernadin Fernique et Gérard Ansart, exécutés par Pierre Turpin ; sculptures de Georges Legrand, Marceau Darras, Anne-Marie Roux-Colas et Roger de Villiers.

Description

Technique du décor des immeubles par nature
Vitrail, mosaïque, ferronnerie

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Inscrit MH



I- Eglise Saint-Vast à Moreuil – Inscrite

Désignation

Dénomination de l'édifice
Église

Titre courant
Eglise Saint-Martin

Localisation

Localisation
Hauts-de-France ; Somme (80) ; Louvrechy

Précision sur la localisation
Anciennement région de : Picardie

Références cadastrales
AB 60

Historique

Siècle de la campagne principale de construction
15e siècle, 16e siècle

Protection et label

Nature de la protection de l'édifice
Inscrit MH

Date et niveau de protection de l'édifice
1969/12/16 : inscrit MH

J- Eglise Saint-Martin à Louvrechy - Inscrite

La protection, la conservation et la valorisation de ces éléments permet la conservation de l'identité patrimoniale des communes et du territoire intercommunal.

e. *Le site UNESCO*

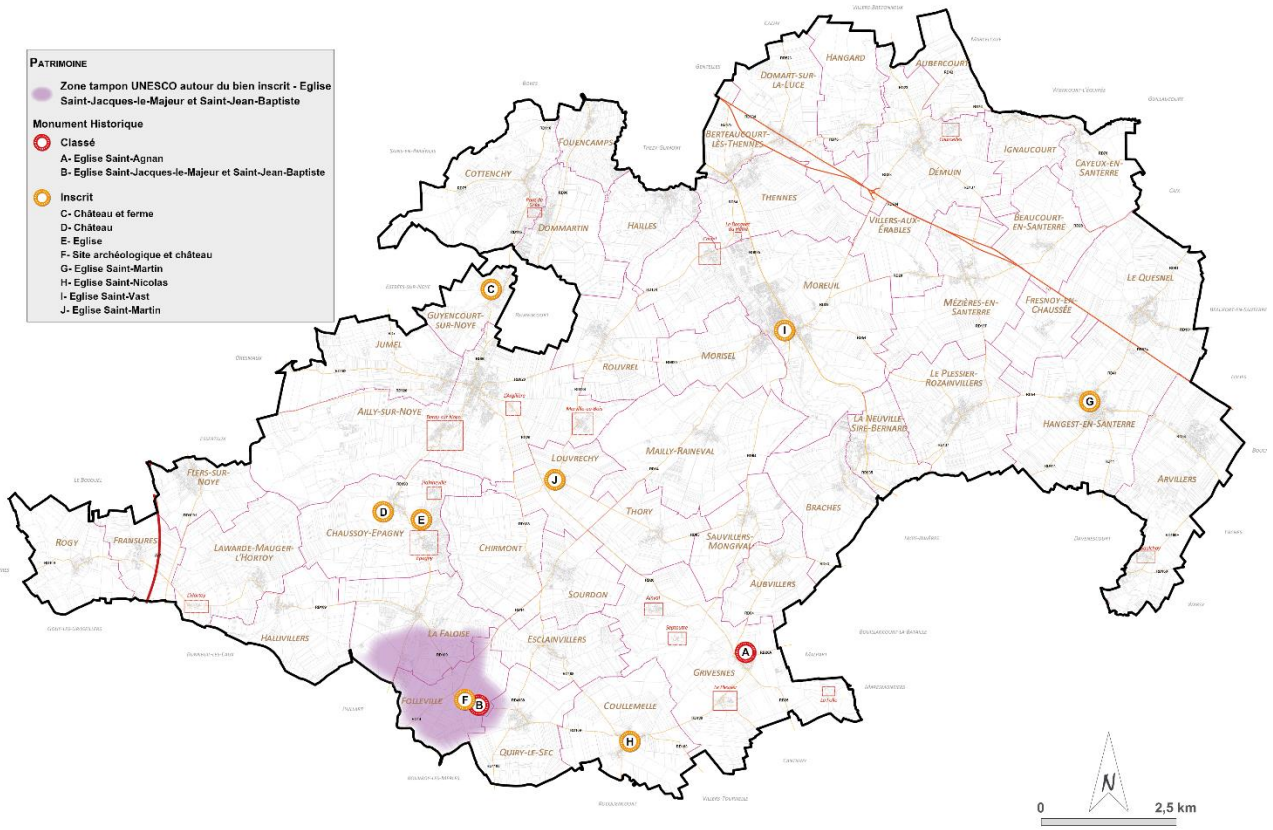
L'église Saint-Jacques-le-Majeur et Saint-Jean-Baptiste de Folleville est classée à l'UNESCO, au titre des Chemins de Compostelle.

Les « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » ont été inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998. L'UNESCO a ainsi reconnu l'immense valeur historique et spirituelle de cette route de pèlerinage.

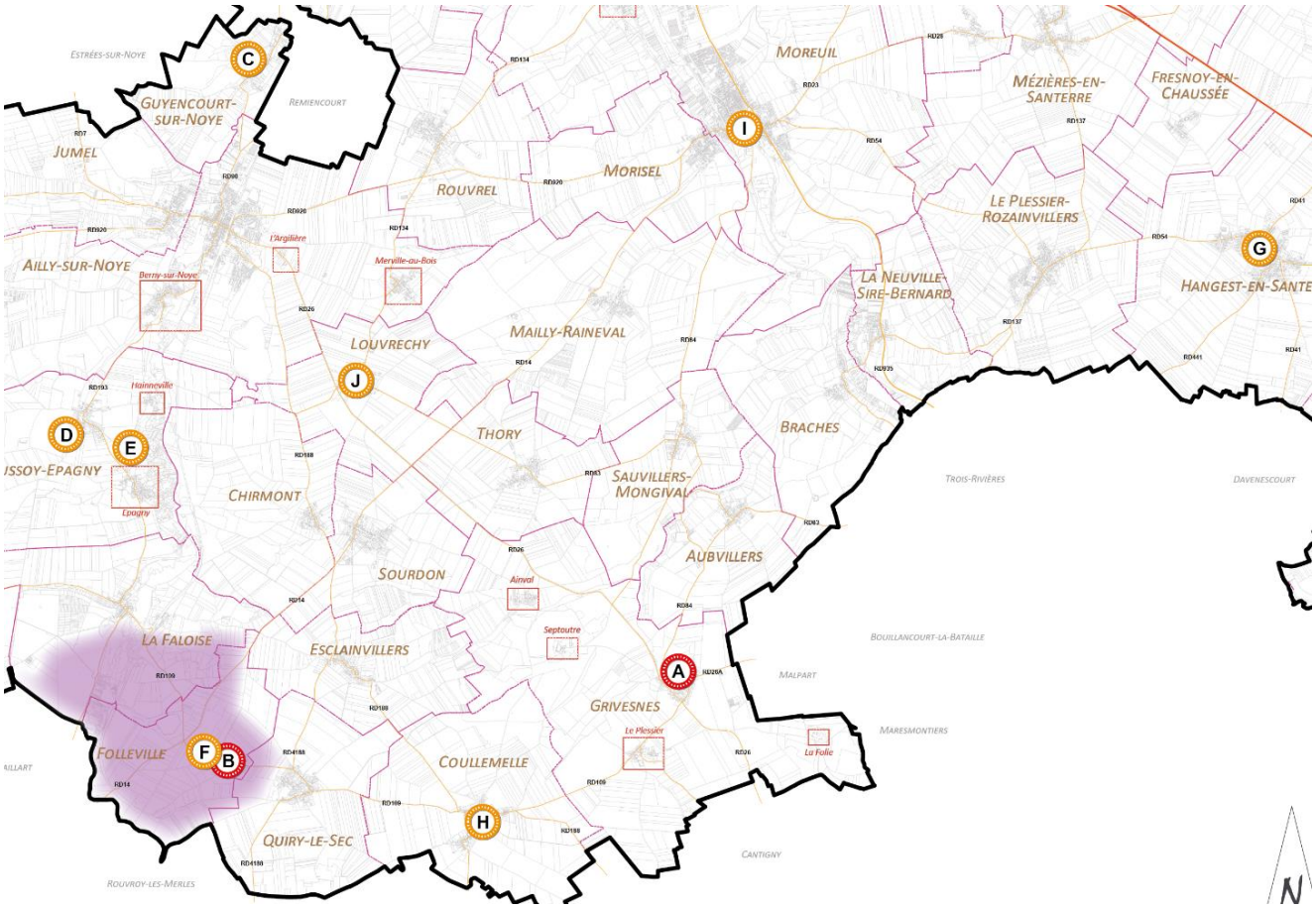


L'église Saint-Jacques-le-Majeur et Saint-Jean-Baptiste de Folleville

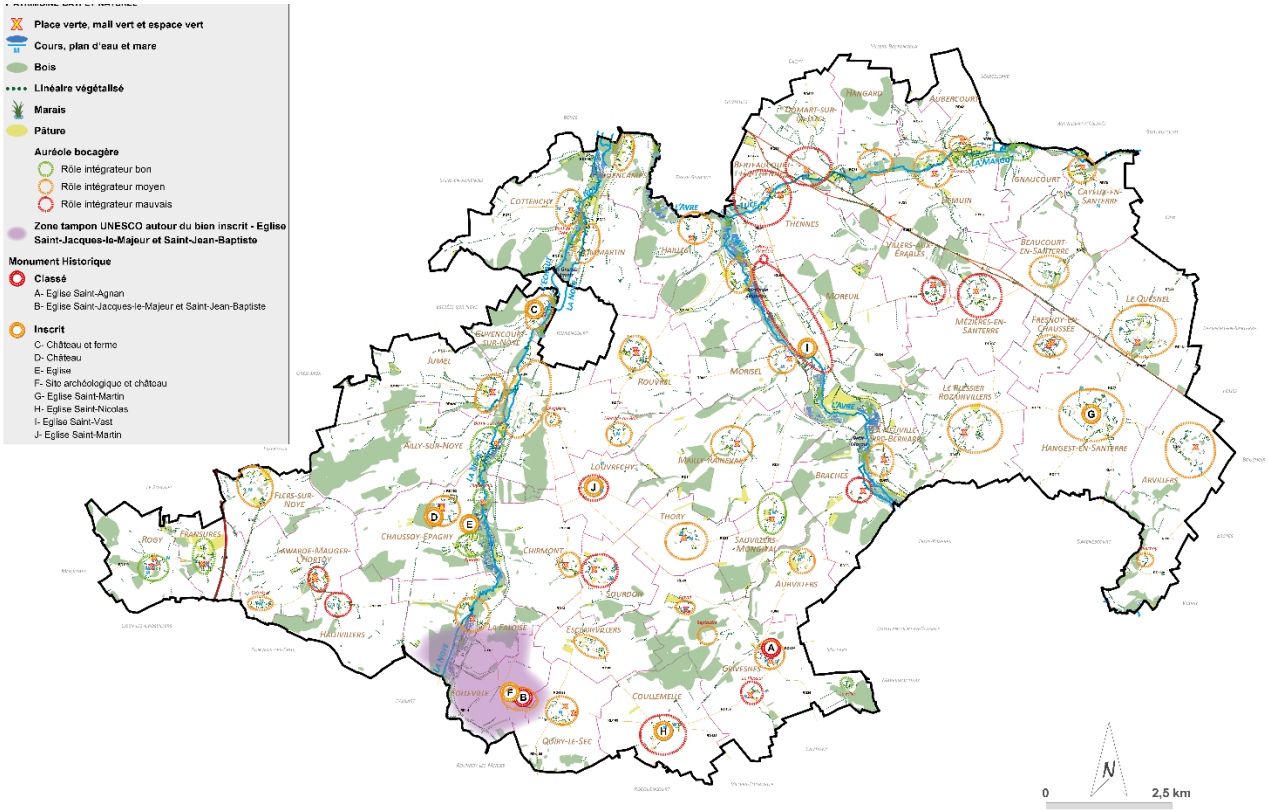
La préservation et la valorisation du site UNESCO de Folleville sont importantes pour conserver l'identité du territoire.



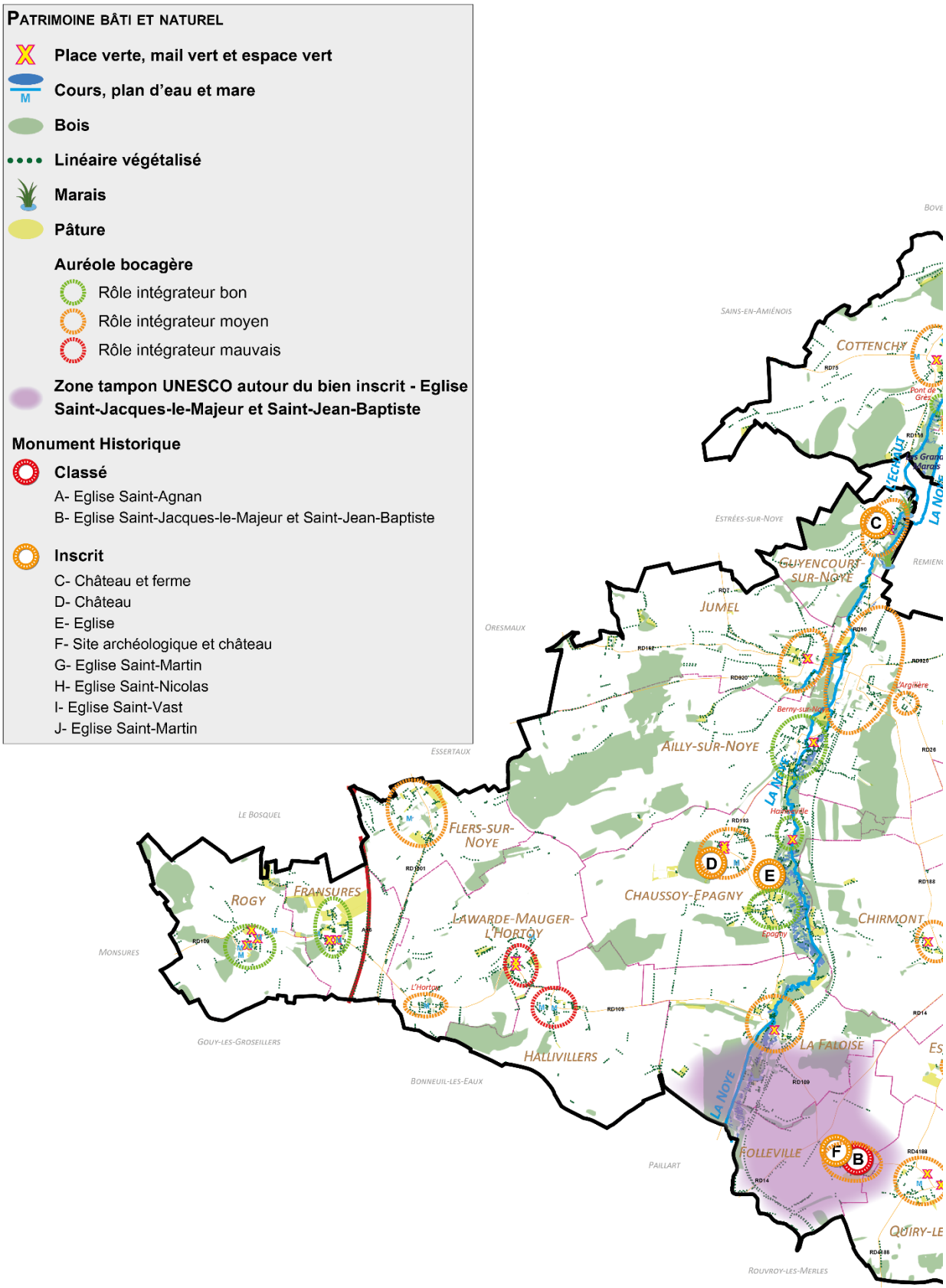
Carte de localisation du patrimoine de la CCALN – Monument Historique et site UNESCO



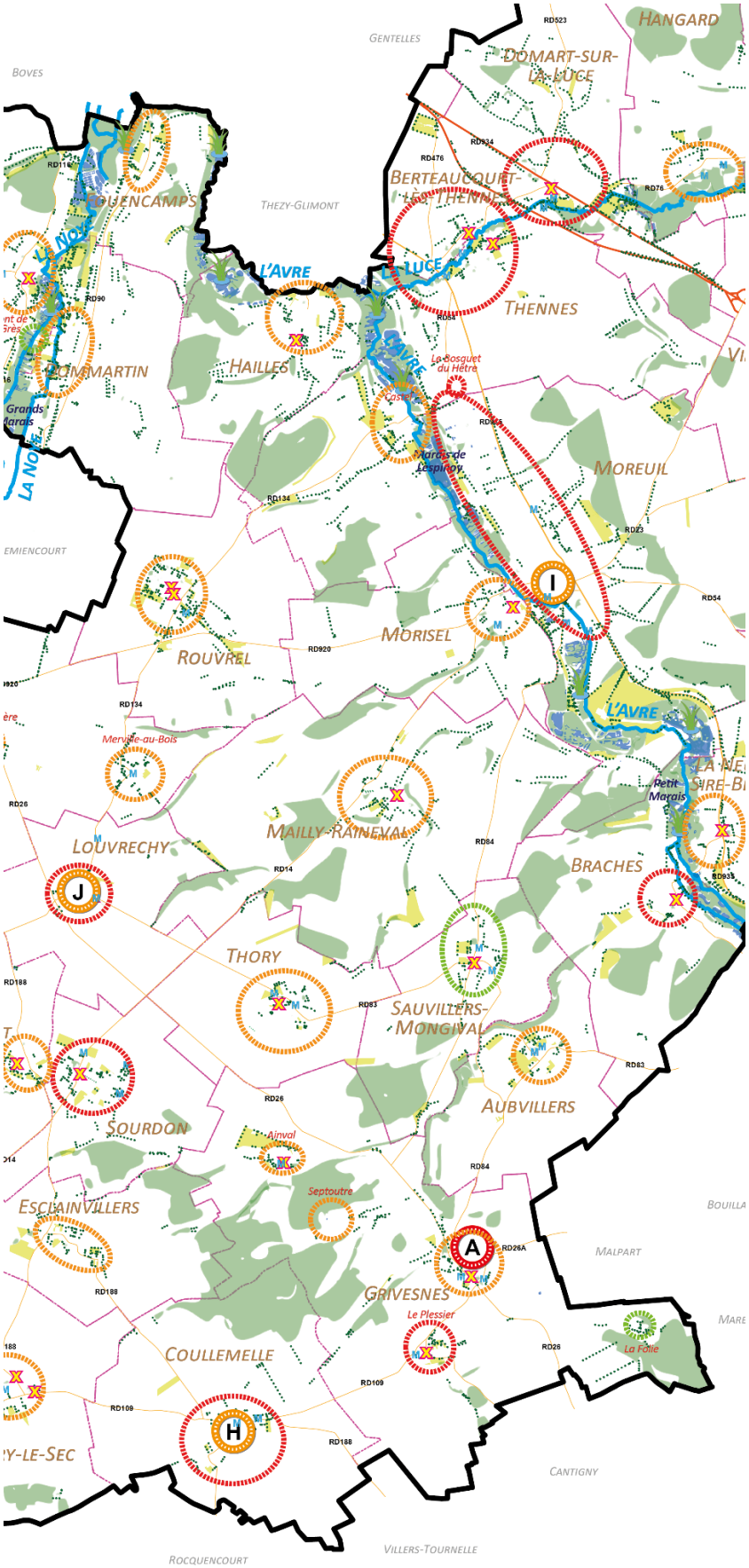
Carte de localisation du patrimoine de la CCALN – Monument Historique et site UNESCO



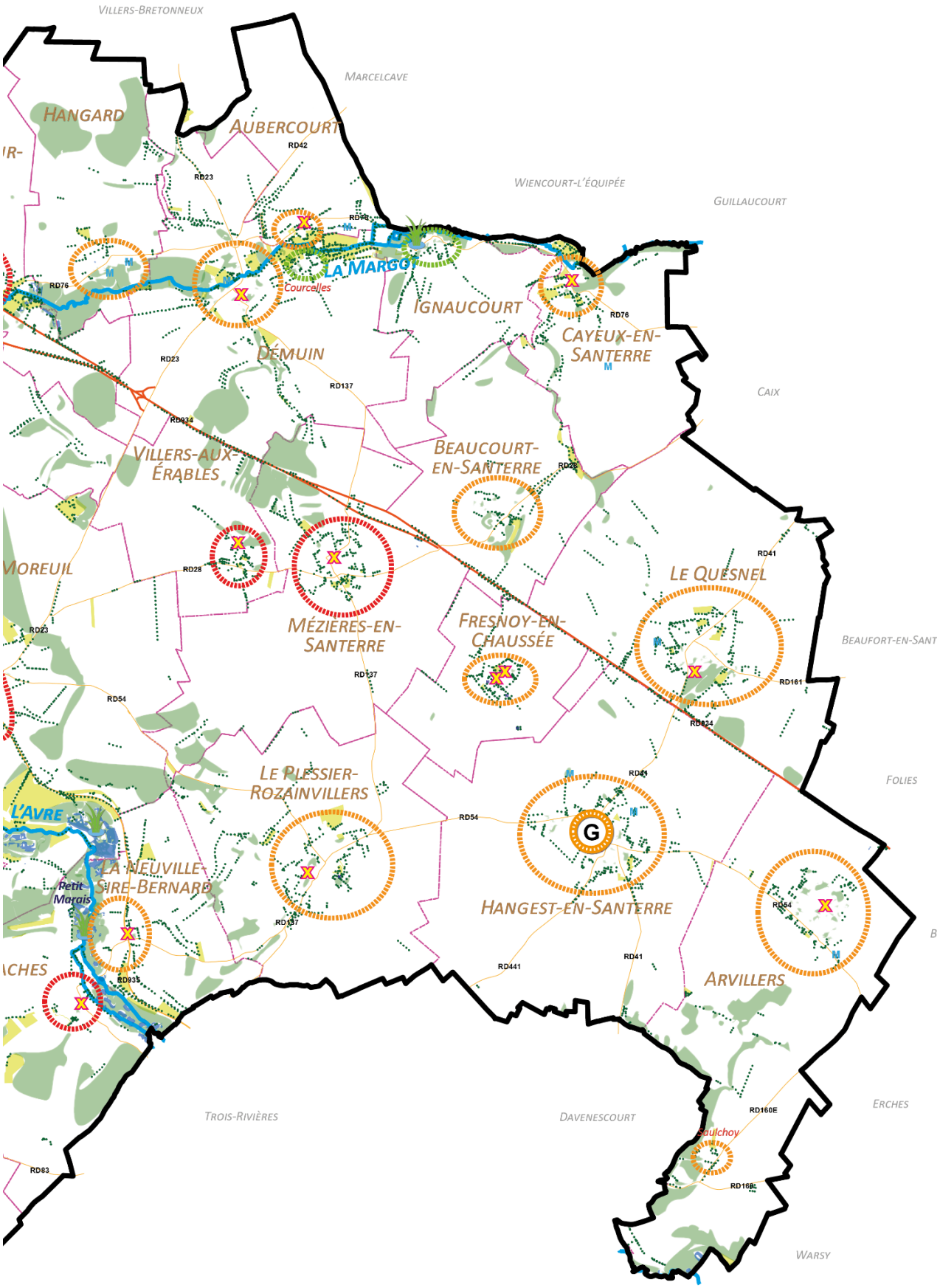
Carte de localisation du patrimoine de la CCALN – patrimoine naturel, Monument Historique et site UNESCO



Carte de localisation du patrimoine de la CCALN – patrimoine naturel, Monument Historique et site UNESCO – secteur ouest



Carte de localisation du patrimoine de la CCALN – patrimoine naturel, Monument Historique et site UNESCO – secteur centre



Carte de localisation du patrimoine de la CCALN – patrimoine naturel, Monument Historique et site UNESCO – secteur est

7. *Synthèse des enjeux paysagers et patrimoniaux*

Cette présentation des composantes patrimoniales révèle la richesse du territoire et la complexité des enjeux. Ainsi, pour une bonne gestion de ces enjeux, il convient de déterminer des stratégies d'actions cohérentes respectueuses des éléments emblématiques en place.

ENJEU	ELEMENTS DE DIAGNOSTIC	ENJEUX ASSOCIES
Paysager et environnemental	Cours d'eau et ripisylves, mares et marais.	Préserver les continuités hydrauliques, les zones humides et les mares. Conserver, préserver et restaurer les ripisylves en lien avec les principes de la trame verte et bleue.
Paysager	Coupures et ruptures paysagères des infrastructures.	Limiter les coupures et/ou profiter des coupures liées aux infrastructures pour créer et développer de nouvelles continuités transversales.
Paysager	Ambiance agréable avec alternance d'espaces cultivés et d'alignements, ourlets, rideaux végétalisés, boisements ouvrant ou fermant les perspectives visuelles	Conserver ce paysage de vallées et de plateaux mélangeant aplats et éléments verticaux donnant encore plus de relief au territoire. Préserver et développer les haies et alignements d'arbres, bosquets, bois, …
Urbain et paysager	Hameaux dispersés	Recentrer les hameaux et interdire l'urbanisation linéaire. Favoriser le développement du bourg principal.
Urbain et paysager	Formes urbaines représentative du type : village + auréole bocagère ; places vertes ; respiration	Conserver et/ou recréer ce paysage typique du secteur.
Urbain et paysager	Réseaux électriques et infrastructures de déplacement générant des coupures ou ruptures paysagères	Éviter l'urbanisation à proximité des coupures du territoire ou prévoir des mesures d'aménagement en conséquence. Intégrer les réseaux par le végétal ou enfouir.
Urbain et paysager	Opérations urbaines et bâtiments économiques et agricoles non intégrés, entrées de ville et perspectives visuelles	Veiller à une bonne intégration des bâtiments et opérations urbaines, économiques et agricoles sur l'ensemble du territoire. Systématiser les franges végétalisées. Valoriser les entrées de ville. Prendre en compte la topographie qui engendre des profondeurs de champs visuels importantes sur le territoire.
Urbain et paysager	Covisibilités	Lors de nouveaux aménagements, réaliser des études paysagères afin d'éviter les covisibilités soit par une meilleure implantation soit par une végétalisation adaptée.
Urbain et patrimonial	Présence d'un patrimoine bâti varié et de qualité (maisons, châteaux, calvaires, monuments aux morts, mur d'enceinte, fermes, oratoires, …). Présence d'un site UNESCO.	Préserver et valoriser le patrimoine bâti, y compris les ouvertures visuelles vers ces éléments (classés aux monuments historiques ou non). Prise en compte du site UNESCO afin de conforter le patrimoine.
Urbain, paysager et patrimonial	Cheminements doux et randonnée, tour de ville	Maintenir et/ou restaurer les continuités douces et envisager leur développement dans les nouveaux projets.
Agricole	Exploitation agricole des sols	Assurer le maintien du caractère agricole du secteur.

PARTIE II : ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Cette partie vise à présenter les principales composantes du territoire : milieux physiques et biologique, ressources en eau, contraintes, paysages urbains et naturels.

Outre la meilleure compréhension des composantes environnementales et urbaines du territoire communal, cette analyse est destinée à faire émerger les grands enjeux et les idées fortes afin de préserver et de valoriser l'environnement local.

I. MILIEU PHYSIQUE

1. Géologie

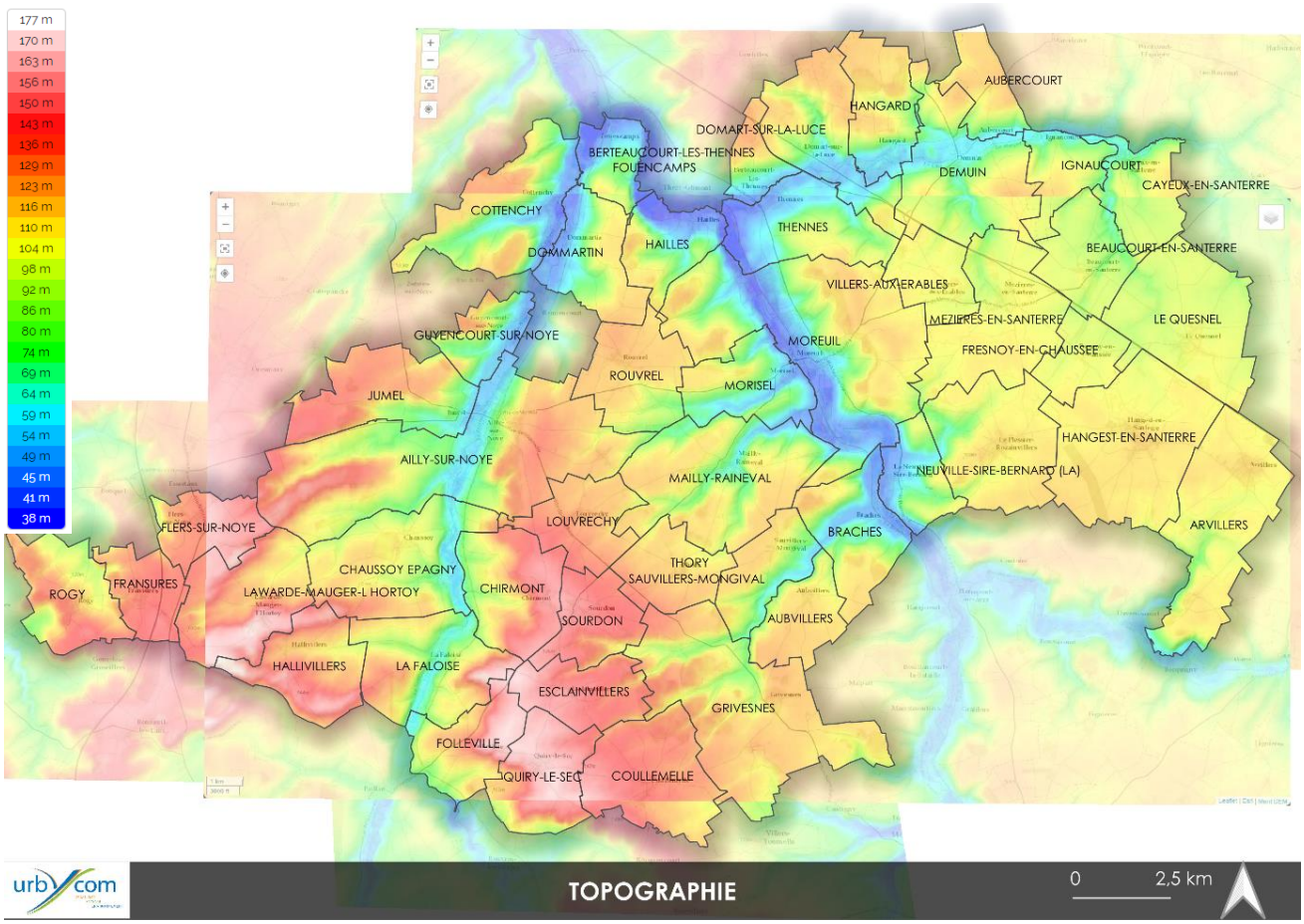
a. Topographie

Le relief résulte de l'usure des couches géologiques de surface : érosion par le vent et érosion par l'eau. Au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye, qui regroupe 47 communes, le relief a été dessiné principalement par l'écoulement des eaux.

Globalement, le relief du territoire varie de 25 m d'altitude à plus de 170 m d'altitude avec les altitudes les plus basses enregistrées autour des cours d'eau et au sud du territoire intercommunal.

En conclusion, le dénivelé important peut entraîner des contraintes à l'urbanisation étant donné que le relief a une incidence sur l'écoulement des eaux pluviales. L'urbanisation doit donc être maitrisée afin de limiter les risques d'inondations et coulées de boues dans les zones topographiques basses.

Topographie de la Communauté de Communes



Source : Cartographie Urbycom

<u>Prise en compte :</u> La topographie entraine un écoulement des eaux vers les vallées des cours d'eau. Il sera important lors de la construction des bâtiments de prendre en compte le lieu d'implantation des bâtiments (éviter les zones basses et les zones de ruissellement), techniques de constructions à appliquer …

b. Couches géologiques

➢ **Répartition en surface des couches géologiques**

La reconnaissance géologique de la Communauté de Communes repose sur l'analyse de cartes géologiques au 1/50 000 ième et sur les différentes informations disponibles au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM, banque de données du sous-sol).

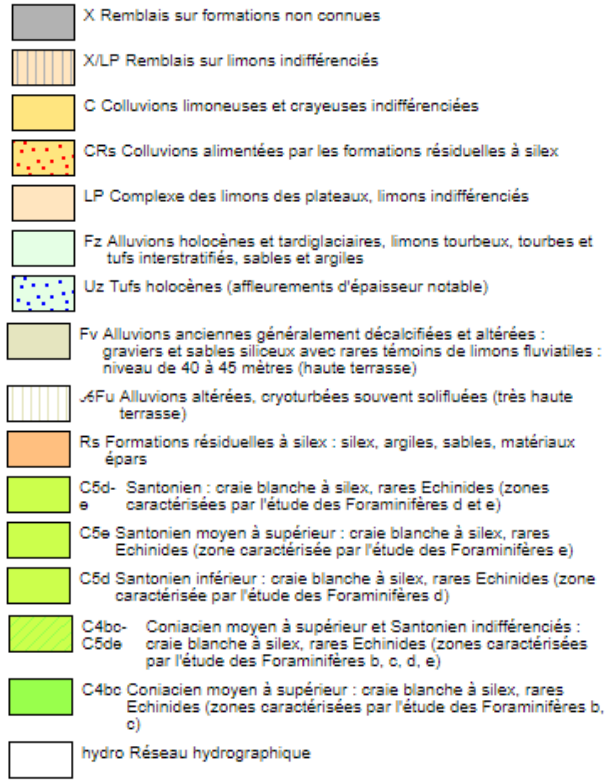
Cartes géologiques du territoire intercommunal



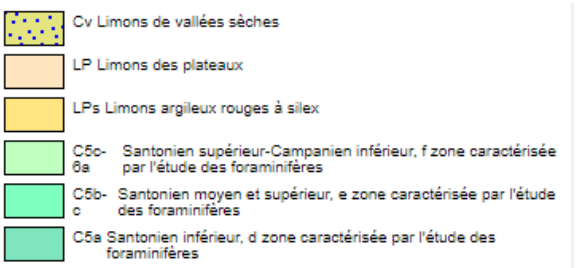
Source : Bureau des Recherches Géologiques et Minières (BRGM)

Légende des cartes géologiques :

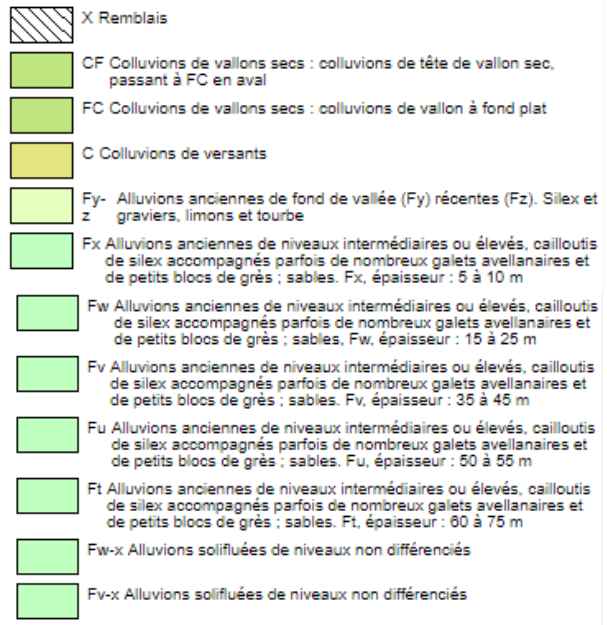
Feuille n°46 – AMIENS



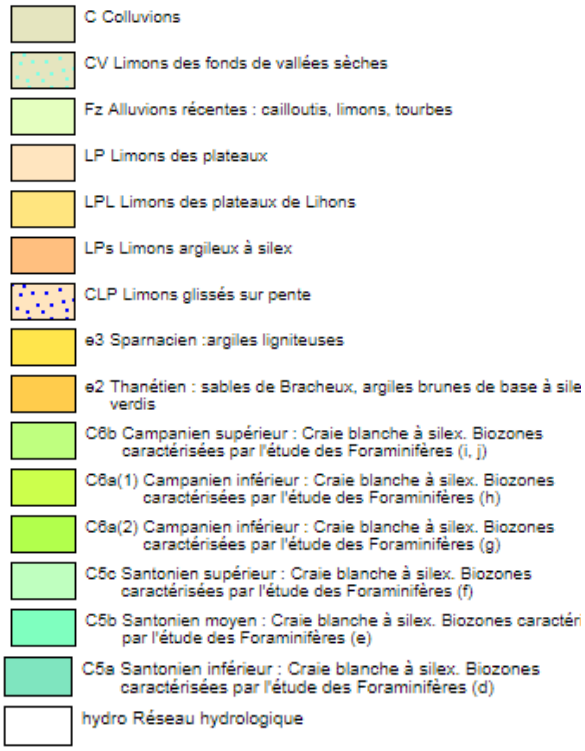
Feuille n°47 - ALBERT

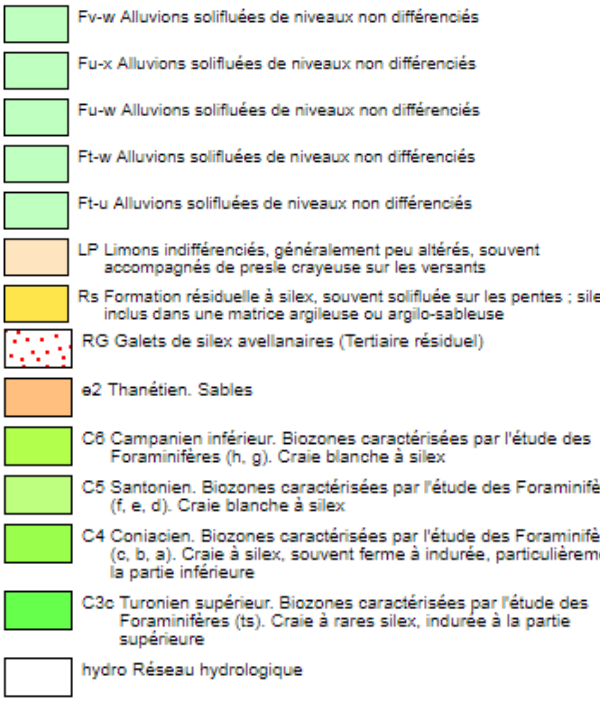


Feuille n° 62 - MOREUIL



Feuille n°63 – ROYE





Un premier aperçu des cartes géologiques indique que la Communauté de Communes ne présente pas les mêmes profils.

On retrouve les formations suivantes :

<u>C5. Santonien, Craie blanche :</u>

c5. **Santonien. Craie blanche à rares silex, à *Micraster coranguinum*.** La craie d'âge santonien et campanien affleure au Nord d'une ligne Jussy—Cugny—Golancourt—Ercheu.

C'est une formation crayeuse typique, roche blanche, tendre et gélive, très pure (88 à 95 % de $CaCO^3$), où les Oursins sont extrêmement rares. Elle est dépourvue de silex au Nord de la Somme; elle en renferme de très rares dans le secteur Ham—Roupy; par contre, la craie du Santerre (Villecourt—Béthencourt) contient des lits de rognons siliceux.

Elle se présente en bancs très réguliers, massifs, souvent diaclasés. A la partie supérieure, sur 1 à 4 m, la craie est toujours finement fragmentée et peut être affectée par des phénomènes de cryoturbation (carrières bordant la vallée de la Somme : Alva, Dury, Villecourt...).

Occasionnellement, ce faciès peut être remplacé par une craie jaunâtre, en bancs massifs, dur et sonore au marteau (Athies, Bray-Saint-Christophe, Buny, Ennemain, Falvy, Happencourt, Matigny, Saint-Christ-Briost, Villecourt, Villevèque, Rouy-le-Grand).

Comme le montre le tableau I, cet aspect pétrographique n'est pas dû à une richesse en magnésie, mais a été provoqué par une recristallisation.

<u>C6a. Campanien inférieur, Craie blanche, Biozones caractérisées par l'étude des Foraminifères :</u>

C6a. **Campanien inférieur, zone *h*.** Cette biozone est épaisse de 10 à 15 mètres. Elle est formée par une craie pauvre en macrofossiles : *Inoceramus* sp. gr. *muelleri* Petr., *I. bueltenensis* Seitz, à Curchy, *Echinocorys ovatus* Leske.

La disparition de *Reussella cushmani*, l'apparition et la présence de *Gavelinella cayeuxi*, *G. dainae* associées à *Gavelinopsis voltzianus denticulatus* et *Gavelinella stelligera*, caractérisent cette zone.

LP. Limons loessiques (moins de 10% de sables) épaisseur supérieure à 1 m :

LP. **Limons des plateaux.** Il s'agit d'une formation loessoïde beige épaisse de 5 à 10 m, qui couronne le sommet des plateaux. Il est probable qu'elle s'est épandue sur la surface du pédiplan couverte d'une pellicule de limons à silex. Les limons des plateaux ont pu subir de nombreux remaniements éoliens pendant les périodes sèches les plus récentes. Leur partie supérieure serait wurmienne et leur partie inférieure (la plus importante) relèverait d'un Quaternaire plus ancien.

LPs. Produits de remaniements complexes à charge de silex (assez épais) :

LPs. **Limons à silex.** Il s'agit de la formation appelée localement *bief* constituée par des argiles rouges plus ou moins sableuses, riches en silex carriés à patine verte ou en dragées de silex provenant du Thanétien-Yprésien, faciles à distinguer des enduits argileux brun foncé tapissant souvent les poches de dissolution de la craie. Ces limons renferment également des fragments variés, y compris des éléments lutétiens (feuille Amiens). Ces limons se sont formés sous climat assez chaud et humide sur la surface décapée de la couverture paléogène du pédiplan fini-crétacé non encore entamée par l'érosion, probablement juste avant les épisodes glaciaires. Leur genèse a certainement combiné des phénomènes d'altération continentale à partir de sédiments crétacés et tertiaires, de transport et de sédimentation par voie hydrique.

L'épaisseur des limons à silex varie d'un mètre ou deux à 5-6 m, sans liaison apparente avec la nature des roches du substratum. On peut les voir en plusieurs points reposer sur une pellicule de Thanétien. Ils manquent rarement. Au Nord de Sailly-Laurette, où les limons des plateaux reposent directement sur les sables thanétiens, il existe cependant au sommet de ceux-ci une zone rubéfiée enrichie en argile qui paraît correspondre au substratum des limons à silex érodés (un fait analogue est bien net dans le cadre de la feuille Abbeville à l'Est de Noyelles-en-Chaussée où les limons à silex reposent sur les sables thanétiens rubéfiés et enrichis en argile).

- **Superposition des couches lithologies**

Des sondages détaillant la pédologie sont recensés sur le territoire de la Communauté de Communes et à proximité.

A Thennes, le forage BSS000ERMC renseigne la succession pédologique suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 6,5 m	LIMONS ARGILEUX, ARGILE	QUATERNAIRE
De 6,5 à 75 m	CRAIE BLANCHE PUIS JAUNE DURE ET ENFIN GRISE DURE	SENONIEN

A Rouvrel, le forage BSS000ERXH renseigne la succession pédologique suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 1 m	LIMON	QUATERNAIRE
De 1 à 12 m	CRAIE JAUNE TENDRE	SENONIEN
De 12 à 48 m	CRAIE BLANCHE A SILEX	SENONIEN
De 48 à 66 m	CRAIE DURE	SENONIEN

A Rouvrel, le forage BSS000ERXJ renseigne la succession pédologique suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 9 m	CRAIE JAUNE	SENONIEN
De 9 à 36 m	CRAIE BLANCHE TENDRE	SENONIEN
De 36 à 57 m	CRAIE BLANCHE DURE NON FISSUREE	SENONIEN
De 57 à 75 m	CRAIE JAUNE TRES FISSUREE	SENONIEN

A La Faloise, le forage BSS000ERUG renseigne la succession pédologique suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 2,5 m	LIMON	QUATERNAIRE
De 2,5 à 21 m	CRAIE BLANCHE AVEC BANCS DE SILEX	SENONIEN
De 21 à 35 m	CRAIE GRISE TRES DURE	SENONIEN
De 35 à 56 m	CRAIE BLANCHE A SILEX	SENONIEN
De 56 à 62 m	CRAIE MARNEUSE	SENONIEN

A Sauvillers-Mongival, le forage BSS000ERWD renseigne la succession pédologique suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 13 m	CRAIE, ARGILEUX A-SILEX	SENONIEN
De 13 à 45 m	CRAIE, ARGILEUX	SENONIEN
De 45 à 72 m	MARNE, A-SILEX	TURONIEN-SUP
De 72 à 105 m	CRAIE, ARGILEUX A-SILEX	TURONIEN-SUP
De 105 à 125 m	CRAIE, A-SILEX	TURONIEN-SUP

A Hangest-en-Santerre, le forage BSS000ETCS renseigne la succession pédologique suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 8 m	LIMONS	QUATERNAIRE
De 8 à 20 m	CRAIE BLANCHE TENDRE	SENONIEN
De 20 à 45 m	CRAIE JAUNE DURE	SENONIEN
De 45 à 54 m	CRAIE BLANCHE DURE	SENONIEN
De 54 à 75 m	CRAIE JAUNE DURE	SENONIEN
De 75 à 82 m	CRAIE GRISE	TURONIEN-SUP

A Hailles, le forage BSS000ERFW renseigne la succession pédologique suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 0,3 m	TERRE VEGETALE	QUATERNAIRE
De 0,3 à 1,5 m	LIMONS ET SILEX	QUATERNAIRE
De 1,5 à 2,5 m	ARGILE BLEUE	QUATERNAIRE
De 2,5 à 4,5 m	TOURBE	QUATERNAIRE
De 4,5 à 5,5 m	ALLUVIONS GROSSIERES	QUATERNAIRE
De 5,5 à 15 m	CRAIE JAUNE	SENONIEN
De 15 à 27 m	CRAIE BLANCHE A SILEX	SENONIEN
De 27 à 36 m	CRAIE JAUNE TRES DURE	SENONIEN

A Cayeux-en-Santerre, le forage BSS000ESAH renseigne la succession pédologique suivante :

Profondeur	Lithologie	Stratigraphie
De 0 à 0,8 m	REMBLAI	QUATERNAIRE
De 0,8 à 3,2 m	TOURBE	QUATERNAIRE
De 3,2 à 6,5 m	SABLES ARGILEUX	QUATERNAIRE
De 6,5 à 6,6 m	SILEX	QUATERNAIRE
De 6,6 à 35 m	CRAIE BLANCHE	SENONIEN

Source : BRGM

Globalement, la Communauté de Communes présente des couches perméables au niveau des dépressions, en fond de vallée, à proximité des cours d'eau. Les sols de craie sont fortement présents sur le territoire.

Prise en compte de la géologie :

- Limiter l'imperméabilisation des sols ;

- Gérer les eaux pluviales : respecter les écoulements naturels, stocker et traiter l'eau à la parcelle, favoriser l'infiltration des eaux même partielle, rejeter les eaux pluviales à débit de fuite limité vers un exutoire superficiel, prendre en compte le risque d'événements pluvieux exceptionnels.

2. Ressources en eau

Le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye est concerné par le SDAGE Artois Picardie (adopté le 16 octobre 2015 et couvrant la période de 2016 – 2021) et le SAGE Somme Aval et cours d'eau côtiers (approuvé par arrêté préfectoral le 06 août 2019).

a. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Artois Picardie

Il est le premier outil d'orientation mis en place par la loi pour protéger et gérer l'eau dans son intérêt général, en tenant compte des intérêts économiques. Il définit les grandes orientations et les objectifs de qualité à prendre en compte dans la gestion de l'eau et de son fonctionnement sur le territoire du bassin versant Artois Picardie.

Le SDAGE a une certaine portée juridique, d'après l'article L 212-1 du Code de l'Environnement. Il est opposable à l'administration et non aux tiers, c'est-à-dire que la responsabilité du non-respect du SDAGE ne peut être imputée directement à une personne privée. En revanche, toute personne pourra contester la légalité de la décision administrative qui ne respecte pas les mesures du document. Tous les programmes ou décisions administratives ne peuvent pas être en contradiction avec le SDAGE sous peine d'être annulés par le juge pour incompatibilité des documents.

Il présente six thèmes structurants qui possèdent plusieurs orientations ayant un lien direct avec l'urbanisme. Ces thèmes et orientations sont les suivants :

Le SDAGE 2016-2021 fixe un objectif d'atteinte de bon état écologique des eaux superficielles (cours d'eau, plans d'eau, eaux littorales) de 33% en 2021.

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie sont désignés par des lettres :

- Enjeu A : Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques.
- Enjeu B : Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante.
- Enjeu C : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations.
- Enjeu D : Protéger le milieu marin
- Enjeu E : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Orientations et dispositions du SDAGE

Les orientations fondamentales et les dispositions du SDAGE

Thème	***Orientation***	***Action***
MAINTENIR ET AMÉLIORER LA BIODIVERSITÉ DES MILIEUX AQUATIQUES		
Orientation A-1 *(✷■) : Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux.*	Disposition A-1.2 (✷■) : Améliorer l'assainissement non collectif.	La mise en place de Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est à encourager à une échelle intercommunale.
Orientation A-2 *(✷■) : Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles)*	Disposition A-2.1 (✷■ ◆) : Gérer les eaux pluviales.	Les orientations et prescriptions des SCOT et des PLU communaux et intercommunaux comprennent des dispositions visant à favoriser l'infiltration des eaux de pluie à l'emprise de projet et contribuent à la réduction des volumes collectés et déversés sans traitement au milieu naturel.
	Disposition A-2.2 (◆ ■) : Réaliser les zonages pluviaux	Les zonages pluviaux seront pris en compte dans les documents d'urbanisme et figureront dans leurs annexes.
Orientation A-4 *(✷■) : Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les*	Disposition A-4.2 (✷◆ ■) : Gérer les fossés.	Prévoir des bandes d'entretien des fossés.

cours d'eau, les eaux souterraines et la mer.		
	Disposition A-4.3 (✸◆ ■) : Veiller à éviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage.	Les collectivités veillent dans leurs documents d'urbanisme au maintien des prairies et des éléments de paysage, notamment par la mobilisation de certains outils tels que les zones agricoles protégées, les orientations d'aménagement et de programmation, les espaces boisés classés (y compris les haies), l'identification des éléments de paysage dans les documents d'urbanisme.
***Orientation A-7** (■) : Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité.*	Disposition A-7.3 : Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau.	
***Orientation A-8** : Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière.*	Disposition A-8.3 (■) : Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance	Les documents d'urbanisme, de planification, les schémas et projets d'activité prennent en compte dans leur porter à connaissance les fonctionnalités écologiques des cours d'eau et des milieux aquatiques susceptibles d'être impactées.
***Orientation A-9** (✸■) : Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité.*	Disposition A-9.1 : Éviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau.	Les SCOT, les PLU communaux, les PLU intercommunaux et les cartes communales prévoient les conditions nécessaires pour préserver les zones humides et le lit majeur des cours d'eau de toute nouvelle implantation, y compris les habitations légères de loisirs (définies dans l'article R 111-31 du code de l'urbanisme), qui entraineraient leur dégradation.

	Disposition A-9.2 (◆) : Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme.	Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU communaux, PLU intercommunaux et cartes communales) et les décisions administratives dans le domaine de l'eau prennent en compte les zones humides en s'appuyant notamment sur la carte des Zones à Dominante Humide (carte 21) et les inventaires des SAGE.
Orientation A-10 *(■) : Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles.*	Disposition A-11.5 (✸■) : Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO.	Les exploitants agricoles, les collectivités et les gestionnaires d'espaces (voie de communication, jardiniers, zones d'activité, golf, parcs...) sont incités à s'inscrire dans une démarche de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.
GARANTIR UNE EAU POTABLE EN QUALITE ET EN QUANTITE SATISFAISANTE		
Orientation B-1 : Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE.	Disposition B-1.1 : Préserver les aires d'alimentation des captages.	Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU communaux, PLU intercommunaux et cartes communales) ainsi que les PAGD (Plans d'Aménagement de Gestion Durable) et règlements des SAGE contribuent à la préservation et la restauration qualitative et quantitative des aires d'alimentation des captages situées dans les zones à enjeu eau potable figurant en carte 22.
	Disposition B-1.5 : Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages.	Appliquer les réglementations des captages
Orientation B-2 (✸) : Anticiper et prévenir les situations de	Disposition B-2.2 (✸) : Mettre en regard les projets	Les SCOT, les PLU communaux et les PLU intercommunaux

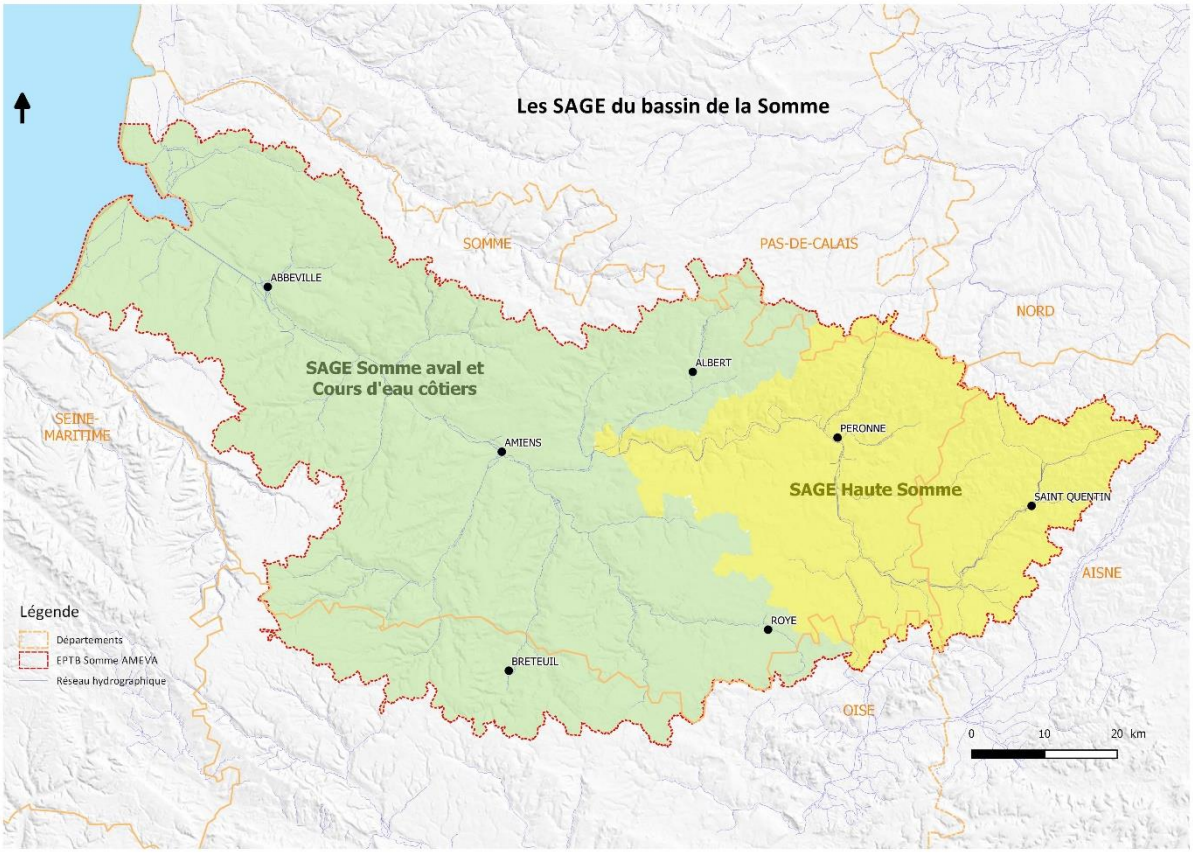
crise par la gestion équilibrée des ressources en eau.	d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place	doivent être élaborés en cohérence avec ces schémas d'alimentation.
S'APPUYER SUR LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX POUR PREVENIR ET LIMITER LES EFFETS NEGATIFS DES INONDATIONS.		
Orientation C-1 *(✸) : Limiter les dommages liés aux inondations.*	Disposition C-1.1 (✸◆) : Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies	Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU communaux, PLU intercommunaux, cartes communales) préservent le caractère inondable des zones définies.
	Disposition C-1.2 (✸◆) : Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues.	
Orientation C-2 *(✸) : Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues.*	Disposition C-2.1 (✸◆) : Ne pas aggraver les risques d'inondations	Les PLU communaux et intercommunaux comprennent des dispositions visant à ne pas aggraver les risques d'inondations.
Orientation C-4 *(✸) : Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau*	Disposition C-4.1 (◆) : Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme.	Les documents d'urbanisme préservent le caractère naturel des annexes hydrauliques et des zones naturelles d'expansion de crues.

Source : SDAGE Artois Picardie

b. *Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Somme Aval et Cours d'eau côtiers*

Le SAGE vise à décliner, de manière concrète, les orientations déterminées par le SDAGE à l'échelle d'un sous bassin versant correspondant à une unité hydrographique ou hydrogéologique (fixe les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau à un niveau local). Il doit rester compatible avec les orientations du S.D.A.G.E.

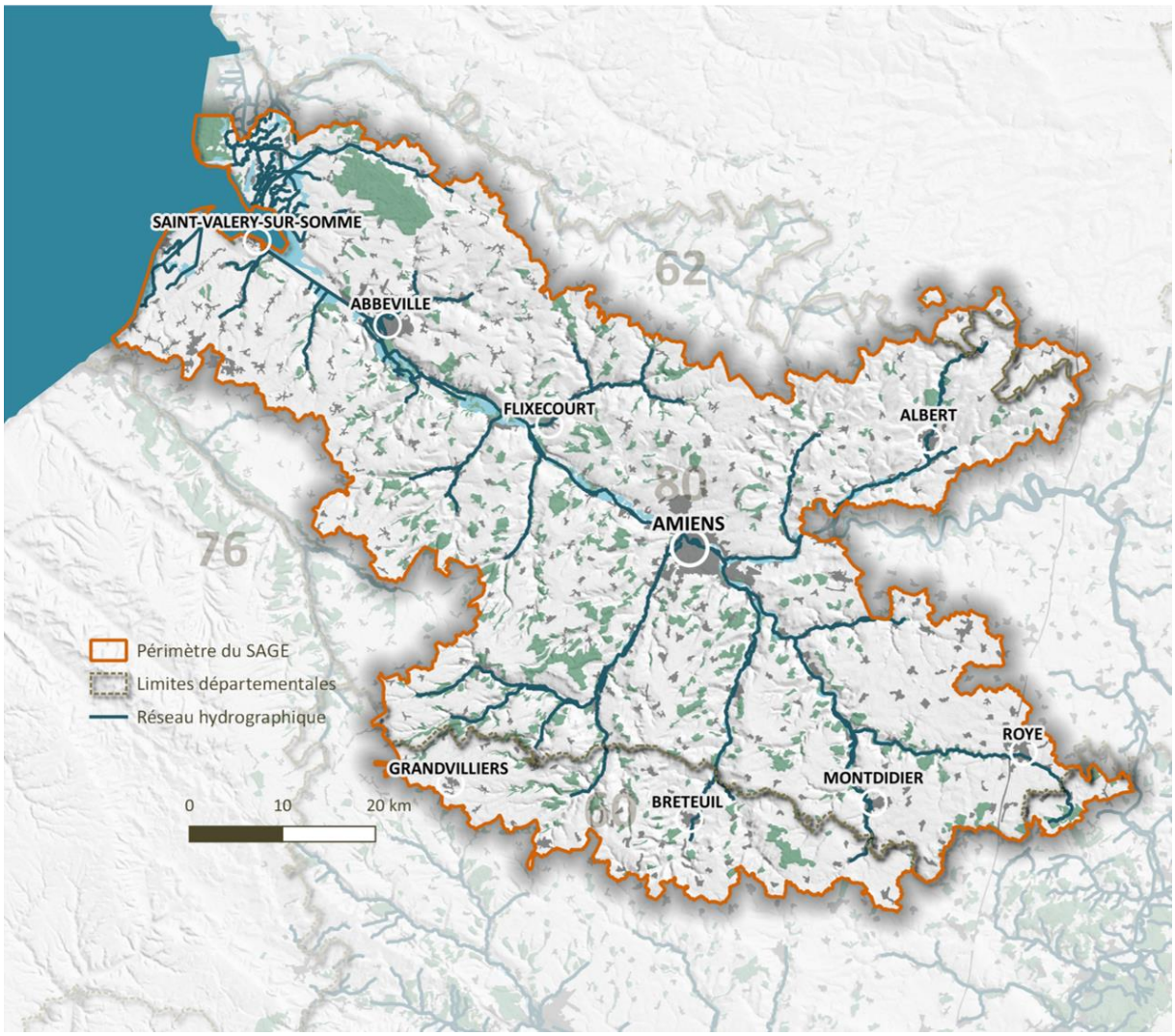
Périmètre du SAGE de la SOMME



Source : ameva.org

Le SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers ne correspond pas à une entité administrative. Il s'étend majoritairement sur la Picardie mais concerne également quelques communes du Nord-Pas-de-Calais. Son périmètre est basé sur les limites des communes appartenant au bassin versant de la Haute Somme. Le périmètre comprend ainsi 569 communes réparties sur 3 départements : Somme (485 communes), Oise (76 communes) et Pas-de-Calais (8 communes). La superficie du territoire du SAGE est de 4 530 km^2.

Ce SAGE a été approuvé le 6 août 2019.



Source : ameva.org

Le bassin versant de la Somme aval et cours d'eau côtiers est constitué d'un réseau hydrographique peu dense mais étendu de cours d'eau, de marais, d'étangs et de canaux. Ce réseau hydrographique compte le fleuve de la Somme et 14 de ses affluents. Il draine un bassin versant de 4 775 km² et plus de 820 km de cours d'eau.

Les enjeux du SAGE Somme aval et Cours d'eau côtiers sont :

Enjeux		Objectifs généraux
	1	Améliorer la connaissance de l'état qualitatif des masses d'eau
	2	Assurer la pérennité d'une eau potable et de sa distribution à l'ensemble de la population

Qualité des eaux superficielles et souterraines	3	Réduire à la source les pollutions diffuses pour améliorer la qualité des eaux et réduire les flux de pollution à la mer
	4	Promouvoir à la source les actions de réduction ou de suppression des usages de produits phytosanitaires
	5	Mettre en place une stratégie de réduction des déchets dans les milieux aquatiques
Ressource quantitative	6	Définir une stratégie de gestion quantitative de la ressource en eau
	7	S'adapter au changement climatique
	8	Gérer les situations de crise liées à la sécheresse
	9	Sensibiliser les usagers aux économies d'eau
Milieux naturels aquatiques et usages associés	10	Restaurer les continuités écologiques sur les cours d'eau
	11	Préserver et restaurer la qualité écologique et la fonctionnalité des milieux naturels aquatiques
	12	Connaître, préserver et restaurer les zones humides du territoire
	13	Lutter contre la prolifération des espèces exotiques envahissantes (faune et flore)
	14	Concilier les usages de tourisme et de loisirs liés à l'eau avec la préservation des milieux
Risques majeurs	15	Améliorer la connaissance et la gestion intégrée des risques d'inondation
	16	Maîtriser le ruissellement en zones urbaines et rurales afin de limiter les transferts vers les cours d'eau
	17	Intégrer le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte
	18	Poursuivre le développement d'une culture du risque et de la prévention par le partage de l'information et anticiper la préparation à la gestion de crise
Communication et gouvernance	19	Sensibiliser et mobiliser tous les publics du territoire autour du SAGE
	20	Mettre en place une gouvernance cohérente avec les objectifs du SAGE

c. *Les eaux de surface*

Le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye est compris dans les **masses d'eau de surface :**

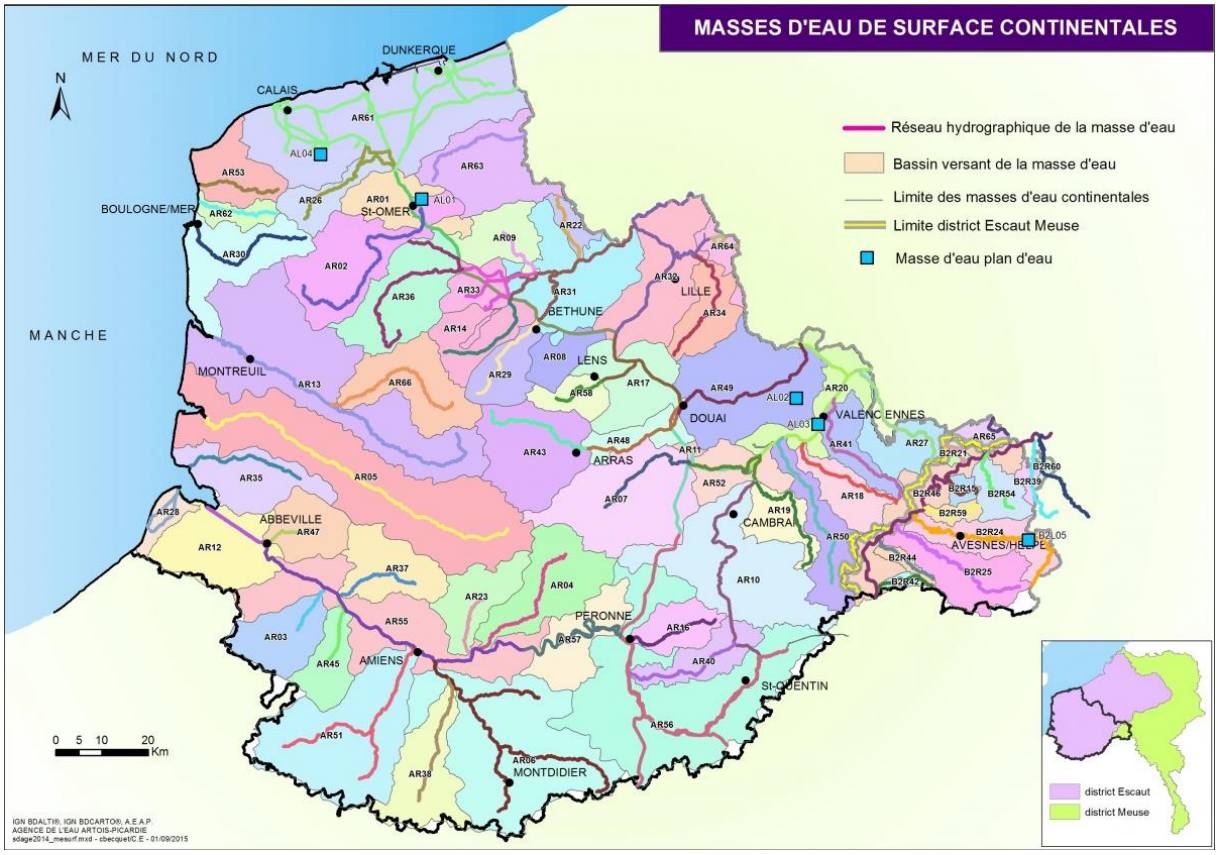
- **FRAR06 « Avre »,**
- **FRAR38 « Noye »**
- **FRAR51 « Selle / Somme ».**

Le territoire est traversé par un **cours d'eau domanial classé en deuxième catégorie piscicole : la Somme**.

La diminution des débits des cours d'eau et l'accentuation des étiages sont des conséquences probables du changement climatique (*source : eaufrance.fr*).

<u>Définition de la masse d'eau de surface continentale</u> : Le bassin Artois-Picardie a été découpé en masses d'eau de surface. Une masse d'eau de surface est une partie significative et homogène d'un élément hydrographique : cours d'eau, plan d'eau, eaux de transition et eaux côtières.

Localisation des masses d'eau de surface au niveau du territoire intercommunal



Source : SDAGE Artois Picardie 2016-2021

<u>Qualité et objectif de qualité des eaux de surface :</u>

- **Grille de qualité / évaluation de la qualité des eaux superficielles**

Depuis 1971, la qualité des cours d'eau est évaluée en France à partir d'une grille multi usage qui associe, pour une série de paramètres principalement physico-chimiques, des valeurs seuils à 4 classes de qualité. Cette grille permet une évaluation sommaire de l'aptitude de l'eau aux principaux usages anthropiques et est utilisée pour définir les objectifs de qualité de milieux aquatiques.

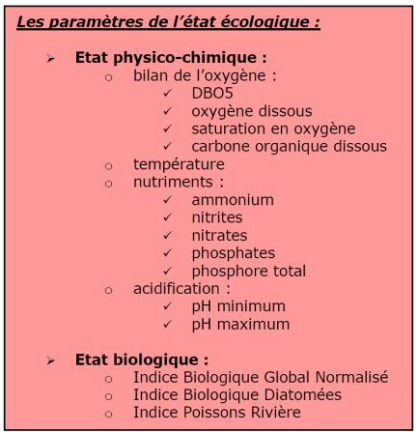
- **Qualité 1 :** Bonne qualité : eau apte à la vie et à la reproduction piscicole normale. Cette qualité permet en outre :
  - La fabrication d'eau potable avec traitement simple,
  - L'abreuvage des animaux.
- **Qualité 2** : Qualité moyenne : eau apte à la fabrication d'eau potable – vie piscicole normale mais perturbation de la reproduction. Cette qualité permet :
  - La fabrication d'eau potable avec traitement poussé,
  - L'irrigation,
  - L'utilisation industrielle.
- **Qualité 3** : Mauvaise qualité : vie piscicole perturbée. Cette qualité permet :
  - L'utilisation pour le refroidissement,
  - La navigation,
  - A la limite, l'irrigation.
- **Qualité 4** : Très mauvaise qualité. Cette qualité n'est, bien entendu, jamais un objectif.

Les Agences de l'Eau et le ministère de l'Ecologie et du Développement Durable ont souhaité, dans les années 1990, moderniser et enrichir le système d'évaluation. Ils ont réalisé le concept des Systèmes d'Evaluation de la Qualité (SEQ), constitué de trois volets : le SEQ-EAU (Volet eau), le SEQ-BIO (Volet écologique) et le SEQ-PHYSIQUE (Volet milieu physique). Le SEQ-EAU permet l'évaluation de la qualité de l'eau et est proche des contraintes liées à la Directive Cadre Eaux (DCE).

Selon la DCE, l'état écologique correspond à la qualité de la structure et du fonctionnement des écosystèmes aquatiques. Son évaluation repose sur deux composantes complémentaires : l'état physico-chimique et l'état biologique.

Les paramètres suivants servent à apprécier l'état écologique des cours d'eau :

- L'Evaluation de l'Etat Physico Chimique.
- L'indice Biologique Global Normalisé (IBGN),
- L'indice Biologique Diatomées (IBD),
- L'indice Poissons en rivière (IPR),



- **Objectif de qualité :**

L'objectif de bon état global de la masse d'eau superficielle AR32 doit être atteint d'ici 2027 (bon état écologique et bon état chimique). Ce report d'atteinte de bon état se justifie par une durée importante de réalisation des mesures sur la pollution diffuse (la pollution constatée est issue de nombreuses sources) et des coûts disproportionnés.

➢ **Etat écologique actuel des eaux superficielles**

Les tableaux ci-dessous renseignent la qualité des eaux superficielles sur le territoire intercommunal.

Station	Thennes	Moreuil	Dommartin	La Faloise
Cours d'eau	La Luce	L'Avre	La Noye	La Noye
Etat écologique	Moyen	Moyen	Moyen	Bon
Invertébrés benthiques	Abs	Très bon	Bon	Abs
Poissons	Abs	Bon	Bon	Abs
Diatomées	Bon	Moyen	Bon	Bon
Macrophytes	Abs	Moyen	Moyen	Abs
Températures	Très bon	Très bon	Très bon	Très bon
Nutriments	Moyen	Bon	Bon	Bon
Acidification	Très bon	Bon	Bon	Très bon
Hydro-morphologie	NC	NC	NC	NC

Polluants spécifiques	Abs	Bon	Bon	Abs
Bilan de l'oxygène	Bon	Bon	Très bon	Bon

Abs : Absence de données

NC : Non concerné

Source : Agence de l'eau

Globalement l'état physico-chimique et écologique est moyen à bon à l'échelle du territoire intercommunal contrairement à l'état chimique qui est mauvais.

Pour les masses d'eau de surface localisées au niveau du territoire intercommunal, le SDAGE Artois Picardie impose :

N°	Nom de la masse d'eau	État ou potentiel écologique	Objectifs d'état écologique	Motif de dérogation
FRAR06	Avre	État écologique moyen	Bon état écologique 2021	
FRAR51	Selle/Somme	Bon état écologique	Bon état écologique 2015	
FRAR38	Noye	Bon état écologique	Bon état écologique 2015	

Source : SDAGE Artois Picardie 2016-2021

<u>Prise en compte de la qualité des eaux et du réseau hydrographique :</u>

- *Veiller à stocker les eaux pluviales qui ne peuvent être infiltrées ;*
- *Gérer convenablement les eaux usées (implantation des zones urbaines en fonction du zonage d'assainissement).*

d. Les zones humides et les zones à dominante humide

La méthode de détermination de zone humide respecte l'évolution réglementaire récente portée par la LOI n°2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement qui a modifié dans son Article 23 la définition de zone humide décrite au 1° du I de l'article L.211-1 du code de l'environnement.

« *On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, <u>ou dont la végétation</u>, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.* »

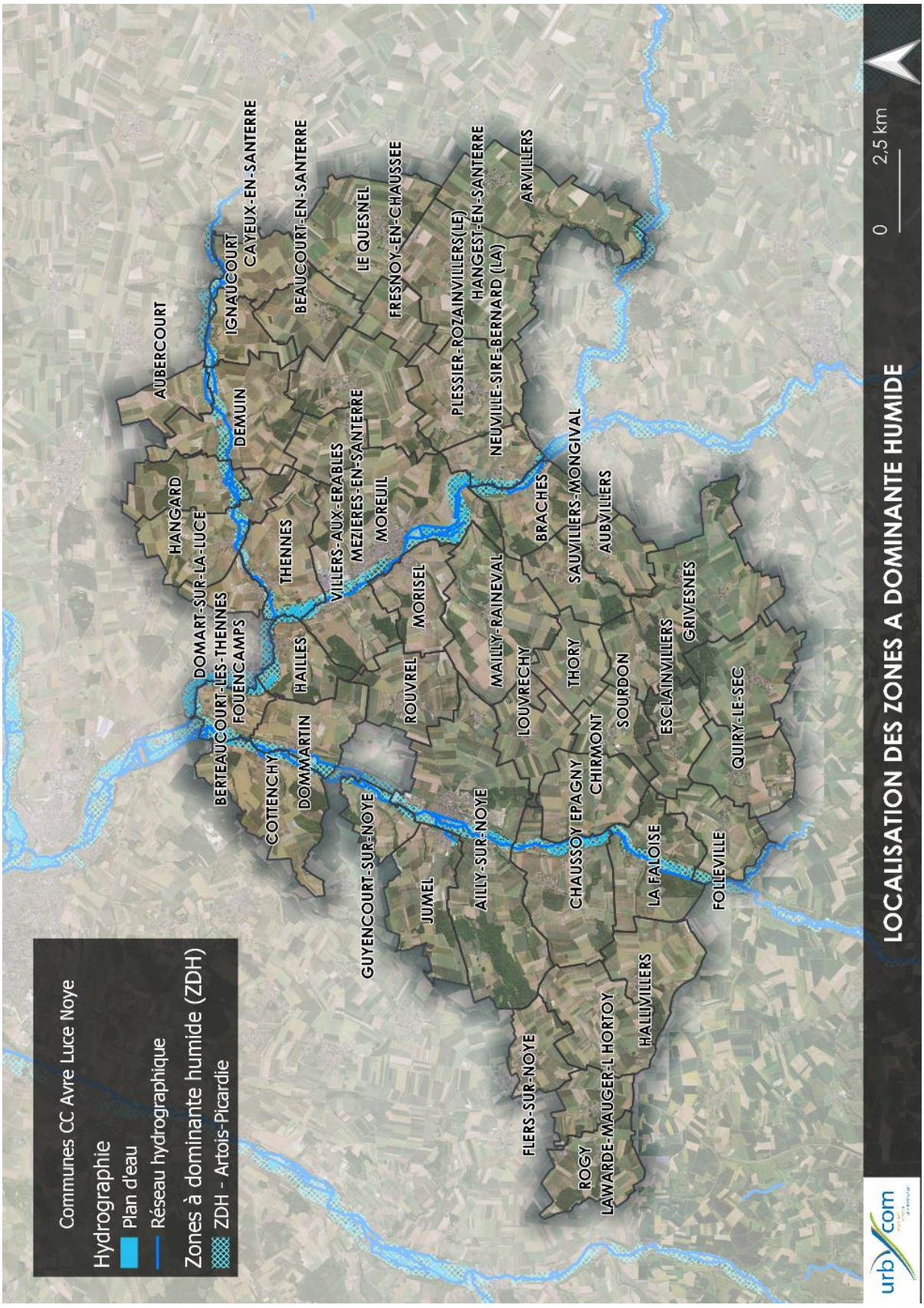
Les zones humides sont généralement recensées au cours de l'élaboration des SAGE et sont déterminées grâce à des photographies aériennes au 1/ 50 000e sans campagne systématique de terrain. Ainsi, ce zonage n'est pas une délimitation précise au sens de la loi.

Aucune zone humide n'a été définie sur le territoire par le SAGE Somme Aval et cours d'eau côtiers.

Les Zones à Dominante Humide, quant à elles, sont recensées par le SDAGE Artois Picardie. Elles sont généralement localisées en fond de vallées à proximité des cours d'eau. Ces zones sont potentiellement humides du fait des remontées de nappes alluviales et de leurs localisations en fond de vallées, zones où ruissellent les eaux.

Sur le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye, de nombreuses Zones à Dominante Humide sont recensées le long des cours d'eau traversant le territoire.

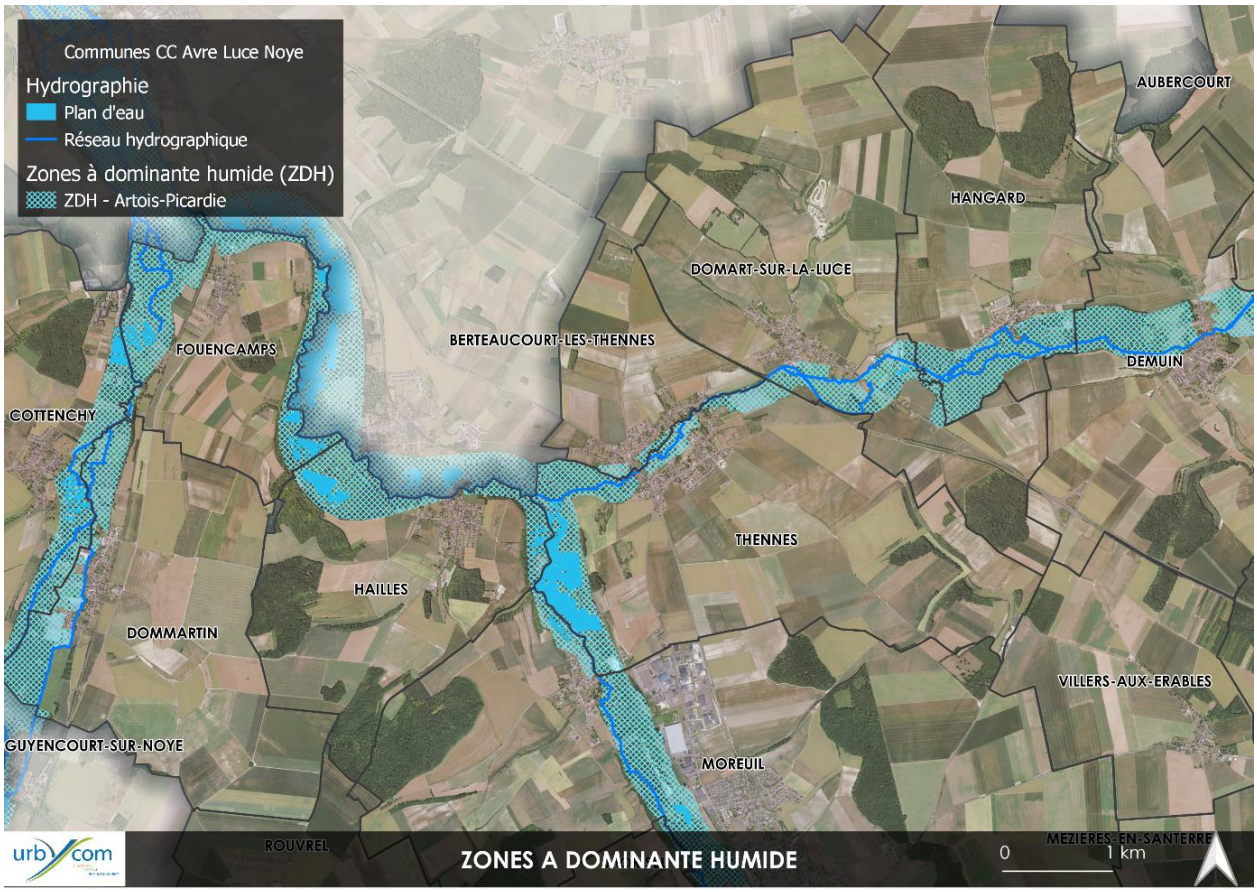
Carte de localisation des zones humides



Source : Cartographie Urbycom

Zoom sur les Zones à Dominante Humide du territoire de la Communauté de Communes

Carte de localisation des zones humides zoom sur le nord



Source : cartographie Urbycom

Carte de localisation des zones humides zoom sur le sud-ouest



Source : cartographie Urbycom

Carte de localisation des zones humides zoom sur le sud-est



Source : cartographie Urbycom

D'après les relevés du SDAGE Artois Picardie, les Zones à Dominante Humide se situent au niveau de plans d'eau, de boisements artificiels, de prairies, de formations forestières à forte naturalité, de mosaïques d'entités de moins de 1 Ha et de terres arables.

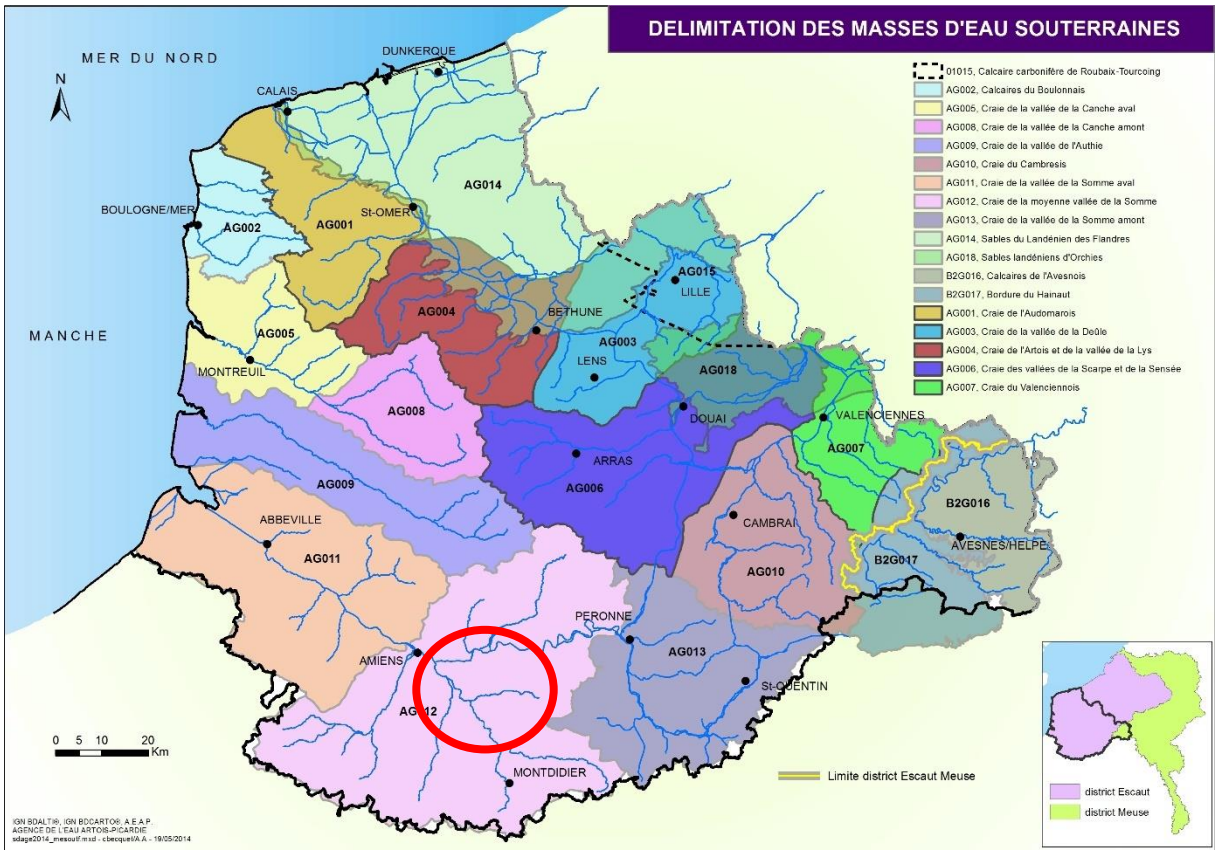
La localisation de ces Zones à Dominante Humide s'appuie sur le fait que les abords des cours d'eau sont potentiellement humides et doivent donc être préservés par le document d'urbanisme. Les zones humides recensées peuvent faire l'objet d'une protection particulière bien que leur intérêt soit lié à l'activité humaine.

Prise en compte des zones humides :

- *Eviter d'urbaniser dans les zones humides,*
- *Gérer convenablement les eaux usées (implantation des zones urbaines en fonction du zonage d'assainissement) ;*
- *Qualifier les zones humides avant toute opération d'aménagement.*

e. Les eaux souterraines

Localisation des masses d'eau souterraines au niveau du territoire intercommunal



Source : SDAGE Artois Picardie 2016-2021

Selon le SDAGE Artois Picardie, la Communauté de Communes Avre Luce Noye est concernée par la masse d'eau souterraine FRAG012 Craie de la moyenne vallée de la Somme.

La masse d'eau FRAG012 est à dominante sédimentaire et est caractérisée par un écoulement libre. Elle a une superficie totale de 3 075 km^2.

La recharge en eau selon trois modalités :

- La recharge eau pluviale effectuée par la pluie efficace (pluie s'infiltrant jusqu'à la nappe) ;
- La recharge par perte des cours d'eau ;
- La communication hydraulique avec les aquifères.

Evaluation de la qualité des masses d'eau FRAG012

N°	Nom de la masse d'eau	État chimique	Objectifs d'état chimique	Motif de dérogation	
FRAG001	Craie de l'Audomarois	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG002	Calcaires du boulonnais	Bon état chimique	Bon état chimique 2015		
FRAG003	Craie de la vallée de la Deûle	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG004	Craie de l'Artois et de la vallée de la Lys	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG005	Craie de la vallée de la Canche aval	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG006	Craie des vallées de la Scarpe et de la Sensée	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG007	Craie du Valenciennois	Bon état chimique	Bon état chimique 2015		
FRAG008	Craie de la vallée de la Canche amont	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG009	Craie de la vallée de l'Authie	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG010	Craie du Cambrésis	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG011	Craie de la vallée de la Somme aval	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG012	Craie de la moyenne vallée de la Somme	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG013	Craie de la vallée de la Somme amont	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG014	Sables du Landénien des Flandres	Bon état chimique	Bon état chimique 2015		
FRAG015	Calcaires Carbonifère de Roubaix Tourcoing	Bon état chimique	Bon état chimique 2015		
FRB2G016	Calcaires de L'Avesnois	Bon état chimique	Bon état chimique 2015		
FRB2G017	Bordure du Hainaut	Mauvais état chimique	Bon état chimique 2027	Conditions naturelles	Temps de réaction long pour la nappe de la craie
FRAG018	Sables du Landénien d'Orchies	Bon état chimique	Bon état chimique 2015		

Source : SDAGE Artois Picardie

Les masses d'eau souterraines sont sensibles à la pollution créée par les nitrates et les phytosanitaires. Notons que la masse d'eau souterraine craie de la moyenne vallée de la Somme est fortement sollicitée avec de nombreux points de prélèvement à l'est de la masse.

Il est impératif de préserver les eaux souterraines prioritaires afin d'atteindre le bon potentiel global des masses d'eau d'ici 2027 pour la nappe de la craie. Pour cela, les eaux infiltrées sur le territoire communal doivent être traitées préalablement à leur infiltration.

Prise en compte de la qualité des eaux souterraines :

– *Gérer convenablement les eaux usées (implantation des zones urbaines en fonction du zonage d'assainissement).*

3. Vulnérabilité de la ressource en eau

a. Cadre réglementaire

La connaissance territoriale de l'enjeu plus ou moins fort que constituent les nappes souterraines est un élément important en termes d'aménagement du territoire et de gestion des eaux. Au-delà des constats de bonne ou mauvaise qualité des eaux souterraines, il est nécessaire d'appréhender leur vulnérabilité en termes de sensibilité à la pollution, pour comprendre et remédier à des situations passées, mais aussi prévenir des situations futures.

L'application de plusieurs directives européennes nécessite d'apprécier la vulnérabilité des nappes, en lui donnant, en l'occurrence, des significations différentes.

- La **Directive Cadre sur l'Eau** (DCE) du 23 octobre 2000 fixe aux pays membres de l'Union Européenne, l'objectif d'atteindre « le bon état qualitatif et quantitatif des masses d'eau » en 2015 idéalement et en 2027 dernière échéance. La notion de vulnérabilité intrinsèque des nappes est l'un des outils de cette démarche.
- La **Directive Nitrate**, directive européenne du 12 décembre 1991, a pour objet la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Elle se traduit par la définition de zones vulnérables où sont imposées des programmes d'actions qui définissent des pratiques agricoles permettant de limiter le risque de pollution. Dans ce cadre un Programme d'Actions National a été arrêté le 11 octobre 2016 et un Programme d'Actions Régional des Hauts de France a été arrêté le 30 août 2018.

Les communes de la Communauté de Communes Avre Luce Noye sont identifiées parmi la liste des communes du bassin Artois Picardie classées zones vulnérables en 2016, au titre de la Directive Nitrate.

Cette délimitation résulte de l'application de la directive européenne « Nitrates » qui a pour objectif de préserver la ressource en eau et les milieux aquatiques de la pollution par les nitrates d'origine agricole. Elle s'appuie sur une surveillance tous les 4 ans, des eaux superficielles et souterraines, qui détermine la délimitation de zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Les règles du 6ième programme d'actions de la Directive Nitrate en Hauts-de-France remplacent les programmes d'actions préexistants en Nord-Pas-de-Calais et Picardie depuis le 1er septembre 2018.

Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'actions qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral. Il comporte des prescriptions à la gestion de la fertilisation azotée et de l'inter-culture par zone vulnérable que doivent respecter l'ensemble des agriculteurs de la zone.

Par ailleurs, au niveau national, un **Plan Phytosanitaire** est en cours de mise en place, à la demande du Ministère chargé de l'Ecologie et du Développement Durable, nécessitant de faire l'état des lieux de ce type de pollution et de définir la vulnérabilité des eaux superficielles et souterraines vis-à-vis de ces polluants.

Au niveau national toujours, la **loi du 27 janvier 2014** de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modernise la gouvernance en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations sur le territoire, afin de favoriser une vision stratégique et partagée à l'échelle des bassins versants, voire à plus grande échelle. Pour cela, cette loi attribue aux communes, à compter du 1er janvier 2018, une nouvelle compétence sur la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (**GEMAPI**).

La compétence GEMAPI est définie par les 4 alinéas suivants de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement :

1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;

2°) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;

5°) La défense contre les inondations et contre la mer ;

8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre (EPCI FP), communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines ou métropoles, exercent une compétence en lieu et place de leurs communes membres.

b. Vulnérabilité locale

De manière générale, la vulnérabilité d'une nappe est déterminée en fonction de la nature et de l'épaisseur des formations sus-jacentes. Les limons et les argiles tertiaires constituent le recouvrement le plus fréquent du réservoir crayeux. Les limons sont le siège de transferts verticaux lents (0.5 à 1.5 m/an) et la dispersion des polluants y est favorisée par la finesse des particules sédimentaires.

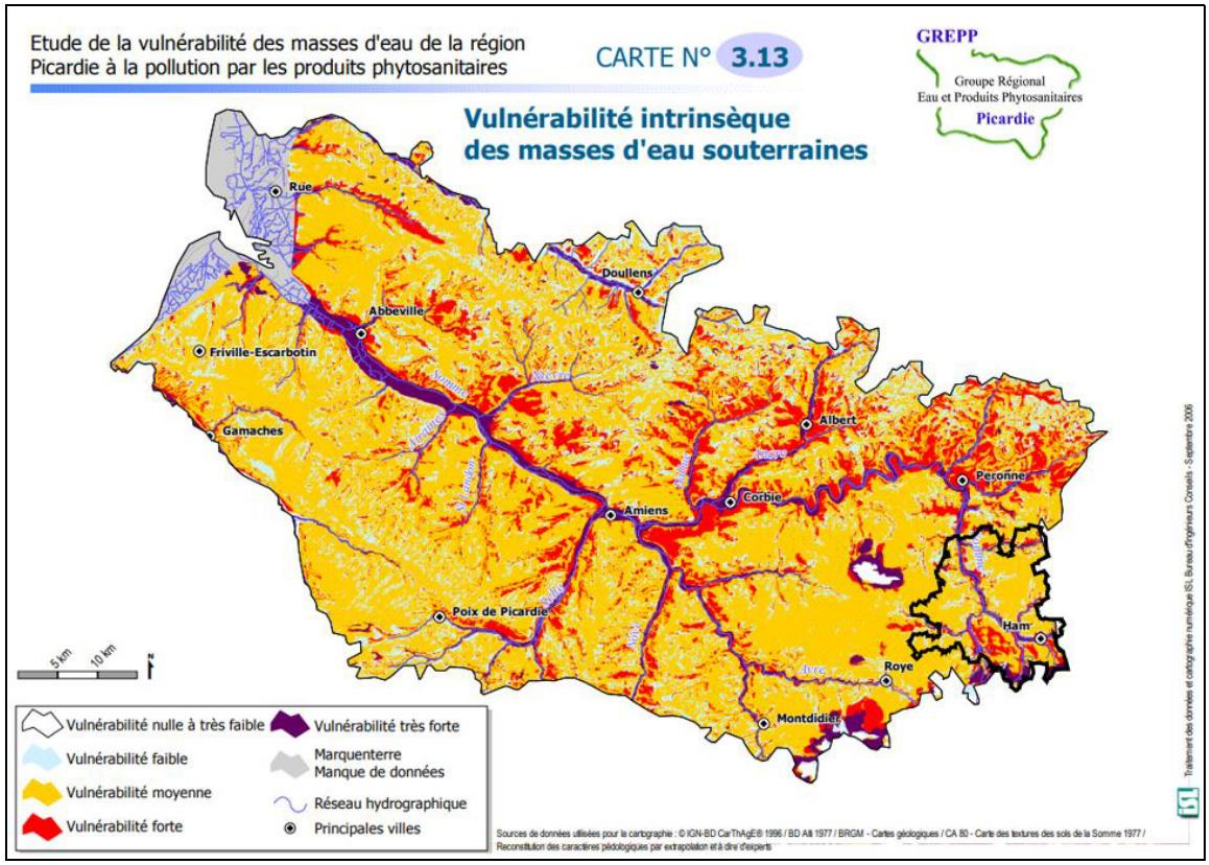
On distingue globalement 4 degrés de sensibilité pour les eaux souterraines :

- Sensibilité nulle à faible : zone aquifère réduite contenant des nappes temporaires et localisées, plus ou moins protégées en surface ;
- Sensibilité moyenne : nappe peu importante ou protégée par une couche imperméable ;
- Sensibilité forte : zone où existe une nappe importante exploitable ou non protégée par une couverture de terrain filtrant perméable ;
- Sensibilité très forte : zone de protection, d'influence d'un captage où les rejets sont interdits ou aquifère sub-affleurant.

Les nappes dites libres (nappes superficielles et nappe de la craie), qui ne sont pas protégées par une couche argileuse imperméable, sont très sensibles face aux pollutions de surface. Seules les nappes profondes et captives sont peu vulnérables.

Selon la carte suivante, établie par le Groupe Régional Eau et Produits Phytosanitaires Picardie (GREPP), à l'échelle de la Communauté de Communes, la vulnérabilité des masses d'eau souterraine est forte à très forte le long des cours d'eau ; moyenne et ponctuellement nulle à faible à l'est et à l'ouest des cours d'eau ; moyenne et forte au sud.

L'analyse de la vulnérabilité des eaux souterraines découle d'une approche dite d'analyse multicritère. Il s'agit d'une combinaison de l'épaisseur de la ZNS (Zone Non Saturée) moyenne par unité fonctionnelle / ou par commune et de l'IDPR (Indice de Développement et de Persistance des Réseaux) moyen par unité fonctionnelle / ou par commune.



Source : sigess.brgm.fr, 2006

c. Captages d'eau souterraine

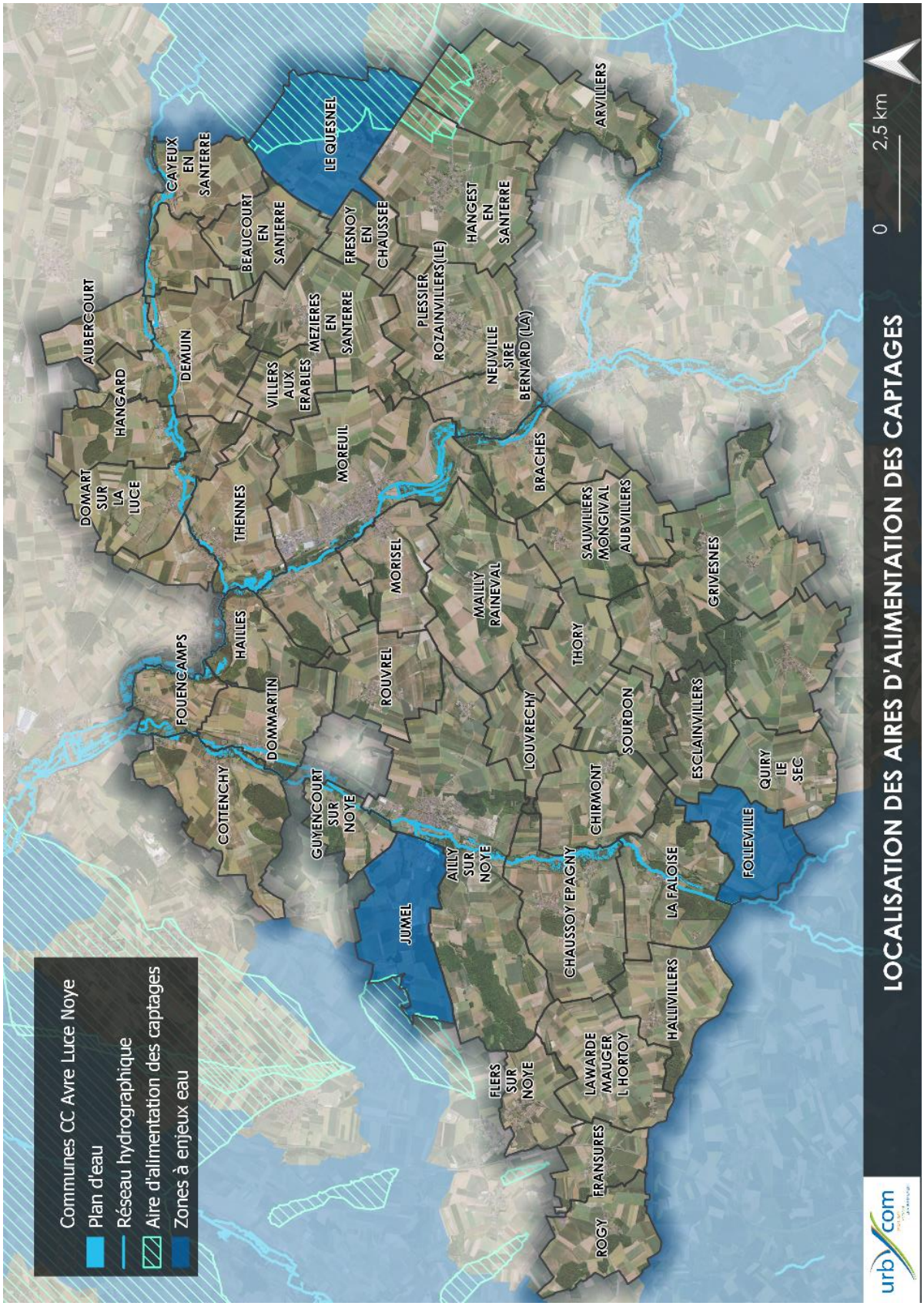
iv. Aire d'Alimentation des Captages (AAC)

Une Aire d'Alimentation des Captages (AAC) désigne la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage. L'extension de ces surfaces est généralement plus vaste que celle des Périmètres de Protection des Captages d'eau potable (PPC).

Cette zone est délimitée dans le but principal de lutter contre les pollutions diffuses (ex : pollution d'origine agricole) risquant d'impacter la qualité de l'eau prélevée par le captage. Dans cette zone sera instauré un programme d'actions visant à protéger la ressource contre les pollutions diffuses.

Certaines communes de l'intercommunalité sont incluses ou situées à proximité immédiate d'aires d'alimentation des captages. Ces communes sont Jumel, Le Quesnel, Hangest-en-Santerre et Arvillers.

Carte de localisation des aires d'alimentations de captage



Source : cartographie Urbycom

v. *Périmètre de Protection de Captage (PPC)*

Un Périmètre de Protection de Captage (PPC) constitue la limite de l'espace réservé réglementairement autour des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable, après avis d'un hydrogéologue agréé.

Les activités artisanales, agricoles, industrielles et les constructions y sont interdites ou réglementées afin de préserver la ressource en eau, en évitant des pollutions chroniques ou accidentelles.

En outre, d'après l'Article L.1321-2 du Code de la Santé publique :

« L'acte portant d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine détermine autour du point de prélèvement :

- Un **Périmètre de Protection Immédiat** (PPI) où les contraintes sont fortes (possibilités d'interdiction d'activités) et dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété ;
- Un **Périmètre de Protection Rapproché** (PPR) à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installation de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux et, le cas échéant ;
- - un **Périmètre de Protection Eloigné** (PPE) à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts ci-dessus mentionnés afin de garantir la pérennité de la ressource. »

Plusieurs captages et leurs périmètres de protections sont localisés sur le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye.

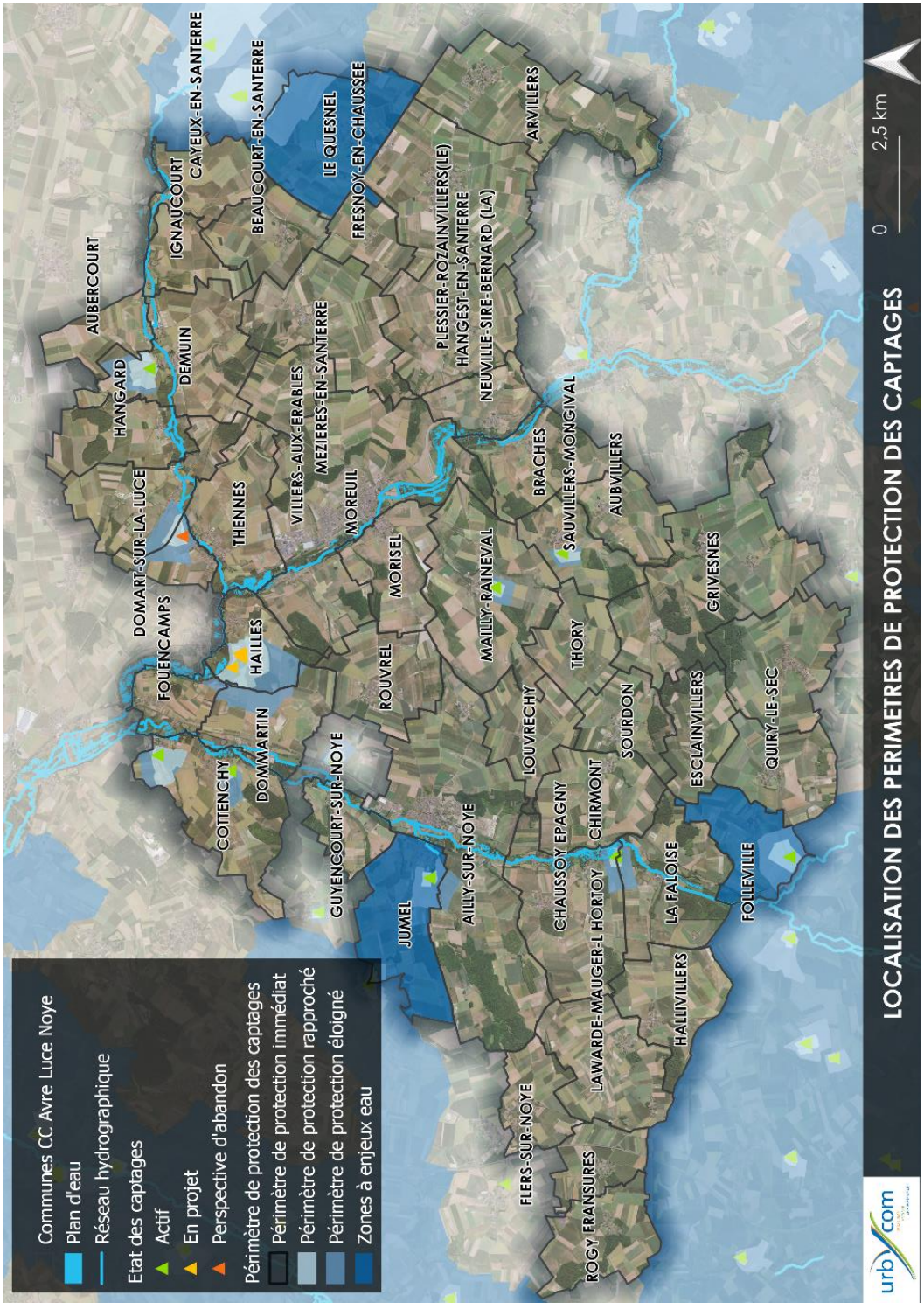
Communes concernées par un ou plusieurs captages situés sur le territoire

Communes concernées par un périmètre de protection des captages	Captage	Etat
Chaussoy-Epargny	Societe Des Eaux De Picardie	Actif
Hailles	C.C.I. Amiens	En projet
Hailles	C.C.I. Amiens	En projet
Hailles	C.C.I. Amiens	En projet
Hailles	C.C.I. Amiens	En projet
Cottenchy	SIAEP Cottenchy	Actif
Cottenchy	Lycee Gen Tech Agric Le Paraclet	Actif
Berthaucourt-Les-Thennes	CISE	Perspective d'abandon
Lawarde-Mauger-L'Hortoy		Abandonné
Jumel	Sdte De La Vallee De La Noye	Actif
Chaussoy-Epagny	SIAEP Plateau De La Noye	Actif
Sauvillers-Mongival	Sauvillers Mongival	Actif
Mailly-Raineval	Mailly Raineval	Actif
Demuin		Abandonné

Folleville	SIAEP Plat Sud Ailly Sur Noye	Actif
Coullemelle		Abandonné
Ailly-sur-Noye		Abandonné
Demuin	Demuin	Actif

Source : Agence Régional de Santé Hauts-de-France

Carte de localisation des captages et leurs périmètres de protection



Source : cartographie Urbycom

En conclusion, la vulnérabilité des masses d'eau souterraines est variable selon le type de sol mais est globalement moyenne à l'échelle du territoire de la Communauté de Communes, avec une vulnérabilité forte à très forte à proximité des cours d'eau. Une attention particulière à la qualité des eaux rejetées doit être mise en œuvre afin de préserver la masse d'eau de la craie exploitée pour la production d'eau potable. Ainsi, la règlementation des périmètres de captages doit être appliquée et respectée.

De même, la réglementation agricole doit être respectée en appliquant les mesures imposées par la directive européenne 91/676/CEE dite Nitrates, sa transposition en droit Français et sa transposition régionale.

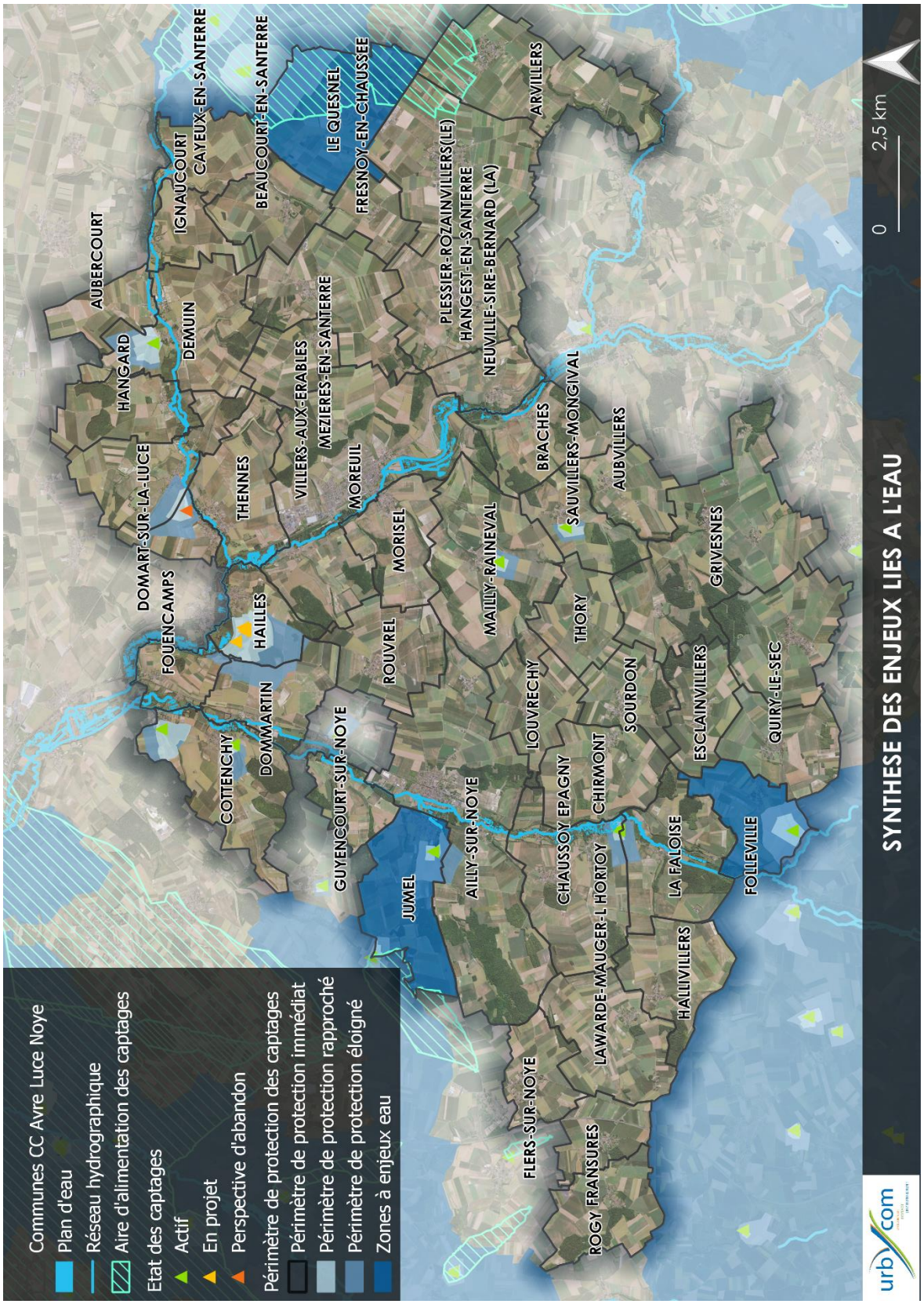
4. Synthèse

Synthèse des constats et objectifs sur l'eau

CONSTATS	OBJECTIFS
La masse d'eau souterraine de la craie est captée pour l'alimentation en eau potable, mais sa qualité doit s'améliorer.	- Appliquer la réglementation pour la protection des captages d'eau potable. - Limiter la pollution diffuse domestique et agricole.
Des Zones à Dominante Humide sont recensées sur le territoire.	- Ces zones doivent être préservées pour le maintien et le bon fonctionnement du réseau hydraulique et hydrographique.
Le réseau hydrographique est diffus sur le territoire.	- Les cours d'eau doivent être préservés dans leurs intégrités afin de maintenir le bon fonctionnement et éviter les risques de nature hydraulique, telles les inondations. - La qualité des cours d'eau doit être préservée ainsi que leur intégrité.

L'**enjeu principal** est la **préservation des eaux (superficielles et souterraines)** par la limitation des pollutions et le traitement des eaux. Il est impératif de préserver le contexte hydraulique du territoire afin de ne pas aggraver les risques d'inondation.

Les **enjeux secondaires** sont la **préservation de l'identité du sol** et le **maintien de la topographie naturelle**.



Source : cartographie Urbycom

II. CLIMATOLOGIE – ENERGIES RENOUVELABLES

Le climat influence certains paramètres physiques du territoire, comme par exemple, de façon directe, les réseaux hydrographiques superficiels et souterrains entrainant des risques d'inondation, ainsi que de façon indirecte comme les risques d'effondrement des cavités souterraines et de retrait et gonflement des argiles.

La région des Hauts de France subit les mêmes influences que la majeure partie de la France, mais sa position septentrionale rend le temps plus instable.

Le territoire est au sein de la zone climatique dite intermédiaire, avec des hivers froids et des étés chauds. Il est donc à la fois sous influence océanique et semi-continentale.

Le climat est aujourd'hui soumis à des modifications provenant de nombreuses sources en particulier des rejets atmosphériques divers : issus du trafic routier, des industries, du chauffage domestique, etc.

Ces rejets atmosphériques ont bien souvent un effet sur la santé humaine.

Les effets de la pollution atmosphérique sont :

- Baisse de la photosynthèse chez les végétaux : impact sur le rendement agricole et sur les milieux naturels ;
- Interactions avec les différents domaines de l'environnement : augmentation des risques d'inondation, augmentation de la température atmosphérique globale, perturbation des saisons ;
- Changements climatiques ;
- Modification des mœurs de la faune sauvage : migration limitée, modification des périodes de reproduction ;
- Altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement,
- Effet sur la santé : altération de la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

La pollution atmosphérique est une altération de la composition normale de l'atmosphère (78 % d'azote, 21 % d'oxygène et 1 % d'autres composés).

Cette altération apparaît sous deux formes : gazeuse (présence de gaz nouveaux ou augmentation de la proportion d'un gaz existant) et solide (mise en suspension de poussières).

Les sources de pollution atmosphérique sont :

- *Les transports*

La combustion des carburants dégage des oxydes d'azote, de l'oxyde de carbone, des hydrocarbures ainsi que les produits à base de plomb incorporés dans les carburants.

- *Les installations de combustion du secteur résidentiel et tertiaire ou du secteur industriel*

L'utilisation des combustibles, tels que charbons, produits pétroliers, que ce soit dans les générateurs de fluides caloporteurs ou dans les installations industrielles de chauffage, est à l'origine d'une pollution atmosphérique sous les formes gazeuse et particulaire.

- *Les processus industriels*

Ils émettent des poussières et des gaz spécifiques à chaque procédé de fabrication et à chaque produit fabriqué.

La **Fédération « ATMO »** représente l'ensemble des 38 **Associations Agréées pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA)**.

Ses missions de base (en référence à la loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996) sont :

- Mise en œuvre de la surveillance et de l'information sur la qualité de l'air ;
- Diffusion des résultats et des prévisions ;
- Transmission immédiate aux Préfets des informations relatives aux départements ou prévisions de dépassements des seuils d'alerte et de recommandation.

C'est donc par le réseau ATMO que toutes les données relatives à la qualité de l'air sont effectuées et rendues disponibles au grand public.

Les conséquences de la pollution atmosphérique sur le climat ont incité l'Etat à prendre des mesures afin de préserver la qualité de l'air et le climat.

1. Documents supra communaux

Depuis la **Loi N°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE)**, les pouvoirs publics ont notamment pour objectifs de prévenir – surveiller – réduire et supprimer les pollutions atmosphériques afin de préserver la qualité de l'air.

Elle prescrit l'élaboration d'un **Plan Régional de la Qualité de l'Air**, de **Plans de Protection de l'Atmosphère** et pour les agglomérations de plus de 100.000 habitants d'un **Plan de Déplacement Urbain (PDU)**.

Elle instaure une **procédure d'alerte**, gérée par le Préfet. Celui-ci doit informer le public et prendre des mesures d'urgence en cas de dépassement de seuil (restriction des activités polluantes, notamment de la circulation automobile).

Elle intègre les **principes de pollution et de nuisance** dans le cadre de l'urbanisme et dans les études d'impact relatives aux projets d'équipement.

Elle définit des **mesures techniques nationales pour réduire la consommation d'énergie et limiter les sources d'émission**, instaure des **dispositions financières et fiscales** (incitation à l'achat de véhicules électriques, GPL ou GNV, équipement de dispositifs de dépollution sur les flottes de bus).

18 décrets ont été pris en application de cette loi. Parmi ceux-ci, on peut citer :

- Décret n° 2001-449 du 25 mai 2001 relatif aux plans de protection de l'atmosphère et aux mesures pouvant être mises en œuvre pour réduire les émissions des sources de pollution atmosphérique, codifié dans les Articles R222-13 à R222-36 du Code de l'Environnement.
- Décret n° 98-361 du 6 mai 1998 relatif à l'agrément des organismes de surveillance de la qualité de l'air, codifié dans les Articles R221-9 à R221-14 du Code de l'Environnement.

- Décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites, codifié dans les Articles R221-1 à R221-8 et R223-1 à R223-4 du Code de l'Environnement.
- Décret n° 98-817 du 11 septembre 1998 relatif aux rendements minimaux et à l'équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 50 MW.
- Décret n° 97-432 du 29 avril 1997 relatif au Conseil national de l'air, codifié dans les Articles D221-16 à D221-21 du Code de l'Environnement.

a. *Programme régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA)*

En 2010, un arrêté ministériel spécifique aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et à l'information du public instaure :

-Article 4 : la définition de zones territoriales de surveillance (en conformité à une directive européenne),

-Article 5 : l'élaboration d'un **Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air** (PRSQA), adapté à chacune de ces zones. Ces PRSQA, révisés tous les 5 ans, ont déjà fait l'objet de 2 exercices quinquennaux couvrant globalement, selon les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), les périodes de 2005/2010 à 2010/2016.

Le 3ième exercice de PRSQA, initialement prévu sur notre région sur la période 2016-2020, a fait l'objet d'une dérogation pour le décaler d'un an (**2017 – 2021**), étant donné la **fusion des régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie**. Sachant que cette réforme est issue de la réforme territoriale entraînant la nécessité de fusion des AASQA concernées obligatoirement par un périmètre régional (loi Grenelle II).

Il est à noter qu'un Plan National pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (PNSQA) a été élaboré pour la première fois en 2015 dont les grandes orientations ont été reprises dans le PRSQA 2017-2021 des Hauts de France.

Les axes du Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) des Hauts de France 2017 – 2021 sont :

Axe A : Adapter l'Observatoire aux nouveaux enjeux,

Axe B : Accompagner les acteurs dans l'action en faveur de la qualité de l'air,

Axe C : Communiquer pour agir,

Axe D : Se donner les moyens de l'anticipation,

Axe E : Assurer la réussite du PRSQA.

Axe A : Adapter l'observatoire aux nouveaux enjeux.

Vision	Enjeux
- Atmo est l'observatoire de référence régional de la qualité de l'air. - L'Observatoire est une base incontournable pour répondre aux problématiques régionales et territoriales de la qualité de l'air, en lien avec les problématiques Santé, Climat et Energie. - L'Observatoire est partagé, en capacité à s'adapter et à anticiper les besoins et les enjeux : la donnée est interopérable (visible, accessible et exploitable par tous), l'échange de données est organisé, l'exploitation des données est valorisée par une approche mutualisée.	- Consolider et développer notre expertise, produire des données de qualité. - Déployer une surveillance spatiale et temporelle adaptée au territoire. - Impulser une surveillance interactive et intégrée.

Axe B : Accompagner les acteurs dans l'action en faveur de la qualité de l'air.

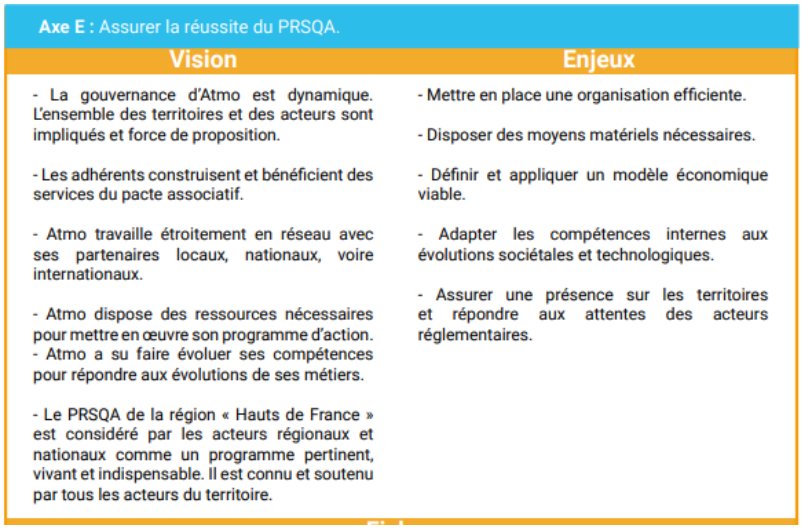
Vision	Enjeux
- Les acteurs économiques, les collectivités, l'État ou encore les chercheurs se tournent vers Atmo pour l'élaboration et l'évaluation de projets visant à l'amélioration de la qualité de l'air en lien avec les thématiques Santé, Climat et Énergie. - Atmo sait réagir, en collaboration avec ses partenaires, aux situations de crises (pics de pollution, accident industriel…).	- Mettre à disposition l'expertise AIR au service des collectivités et Etat lors de l'élaboration et le suivi de leurs plans. - Être aux côtés de l'ensemble des partenaires : acteurs économiques, collectivités, l'État, chercheurs, citoyens. - Accompagner les acteurs économiques dans leurs problématiques qualité de l'air.

Axe C : Communiquer pour agir.

Vision	Enjeux
- Atmo est connu et reconnu comme le référent et partenaire scientifique de la qualité de l'air incontournable en région. - Atmo donne du sens pour faciliter le passage à l'action. - Le public comprend les enjeux Air, en lien avec les thématiques Santé, Climat, Energie.	- Permettre d'appréhender les enjeux de la qualité de l'air, faciliter le relais d'information et le passage à l'action. - Faciliter une communication en partenariat. - Gérer la communication sensible/alerter. - Développer la notoriété.

Axe D : Se donner les moyens de l'anticipation.

Vision	Enjeux
- Les partenaires reconnaissent Atmo comme la référence régionale sur l'étude des substances émergentes dans l'air intérieur et extérieur en lien avec les thématiques Santé, Climat et Énergie. - Atmo est un acteur scientifique reconnu. - Atmo réalise des études (locales, nationales et internationales) en collaboration avec les mondes de la santé et de la recherche. - L'amélioration des connaissances et l'anticipation permettent à Atmo d'évoluer dans les meilleures conditions.	- Participer à l'innovation et aux mutations sur le territoire. - Collaborer avec les mondes de la recherche et de la santé.



Axe E : Assurer la réussite du PRSQA.

Vision	Enjeux
- La gouvernance d'Atmo est dynamique. L'ensemble des territoires et des acteurs sont impliqués et force de proposition. - Les adhérents construisent et bénéficient des services du pacte associatif. - Atmo travaille étroitement en réseau avec ses partenaires locaux, nationaux, voire internationaux. - Atmo dispose des ressources nécessaires pour mettre en œuvre son programme d'action. - Atmo a su faire évoluer ses compétences pour répondre aux évolutions de ses métiers. - Le PRSQA de la région « Hauts de France » est considéré par les acteurs régionaux et nationaux comme un programme pertinent, vivant et indispensable. Il est connu et soutenu par tous les acteurs du territoire.	- Mettre en place une organisation efficiente. - Disposer des moyens matériels nécessaires. - Définir et appliquer un modèle économique viable. - Adapter les compétences internes aux évolutions sociétales et technologiques. - Assurer une présence sur les territoires et répondre aux attentes des acteurs réglementaires.

Source : www.atmo-hdf.fr

b. *Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)*

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) est un schéma régional de planification qui fusionne plusieurs documents sectoriels ou schémas existants :

- Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT),
- Le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD),
- Le schéma régional de l'intermodalité (SRI),
- Le schéma régional climat air énergie (SRCAE) et
- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

Le SRADDET, qui remplace le SRADDT, créé en 1995 et modifié en 1999, a été institué par la loi NOTRe dans le contexte de la mise en place des nouvelles Régions (en 2016).

Le SRADDET fixe les objectifs de moyen et long terme en lien avec plusieurs thématiques :

- Equilibre et égalité des territoires,
- Implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional,
- Désenclavement des territoires ruraux, habitat,
- Gestion économe de l'espace, intermodalité et développement des transports,
- Maîtrise et valorisation de l'énergie,
- Lutte contre le changement climatique, pollution de l'air,
- Protection et restauration de la biodiversité,
- Prévention et gestion des déchets.

Depuis le 4 août 2020, la Région Hauts-de-France dispose de son propre SRADDET.

Les orientations prises dans le PLUi de la Communauté de Communes Avre Luce Noye devront être compatibles avec les orientations définies dans le SRADDET. La mise en compatibilité des plans existants doit intervenir dans un délai de 3 ans à compter de l'adoption du SRADDET.

c. Plan de Protection de l'Atmosphère

Un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) interdépartemental Nord-Pas-de-Calais a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 17 mars 2014.

Cependant, à l'échelle de l'**ancienne région Picardie**, dans laquelle s'inscrit la Communauté de Communes Avre Luce Noye, seul **un Plan de Protection de l'Atmosphère** figure et est **centré sur la région de Creil**.

La Communauté de Communes Avre Luce Noye n'est donc pas concernée par un Plan de Protection de l'Atmosphère.

d. Plan Climat Air Energie Territorial

Depuis la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015, le Plan Climat Air Energie Territorial :

- Est obligatoirement élaboré par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre (EPCI) de plus de 20 000 habitants au 1 er janvier 2017 ;

- Est établi avant le :

    * 31 décembre 2016 pour les EPCI de plus de 50 000 habitants au 1er janvier 2015,

    * 31 décembre 2018 pour les EPCI de plus de 20 000 habitants existants au 1er janvier 2017 ;

- Doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, en application de l'article R.122-17 du Code de l'Environnement ;

- Fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours après 3 ans de mise en œuvre ;

- Est révisé tous les 6 ans.

A terme, la région Hauts de France devrait être en très grande majorité couverte par des PCAET, qui concerneront des milliers d'acteurs socio-économiques et plus de 5 800 000 habitants.

Sachant que les PCAET ont en effet vocation à regrouper des actions portées par toutes les parties prenantes des territoires (collectivités, entreprises, associations …), l'EPCI qui pilote la démarche étant le moteur du changement de son territoire et le garant, dans la durée, des engagements pris.

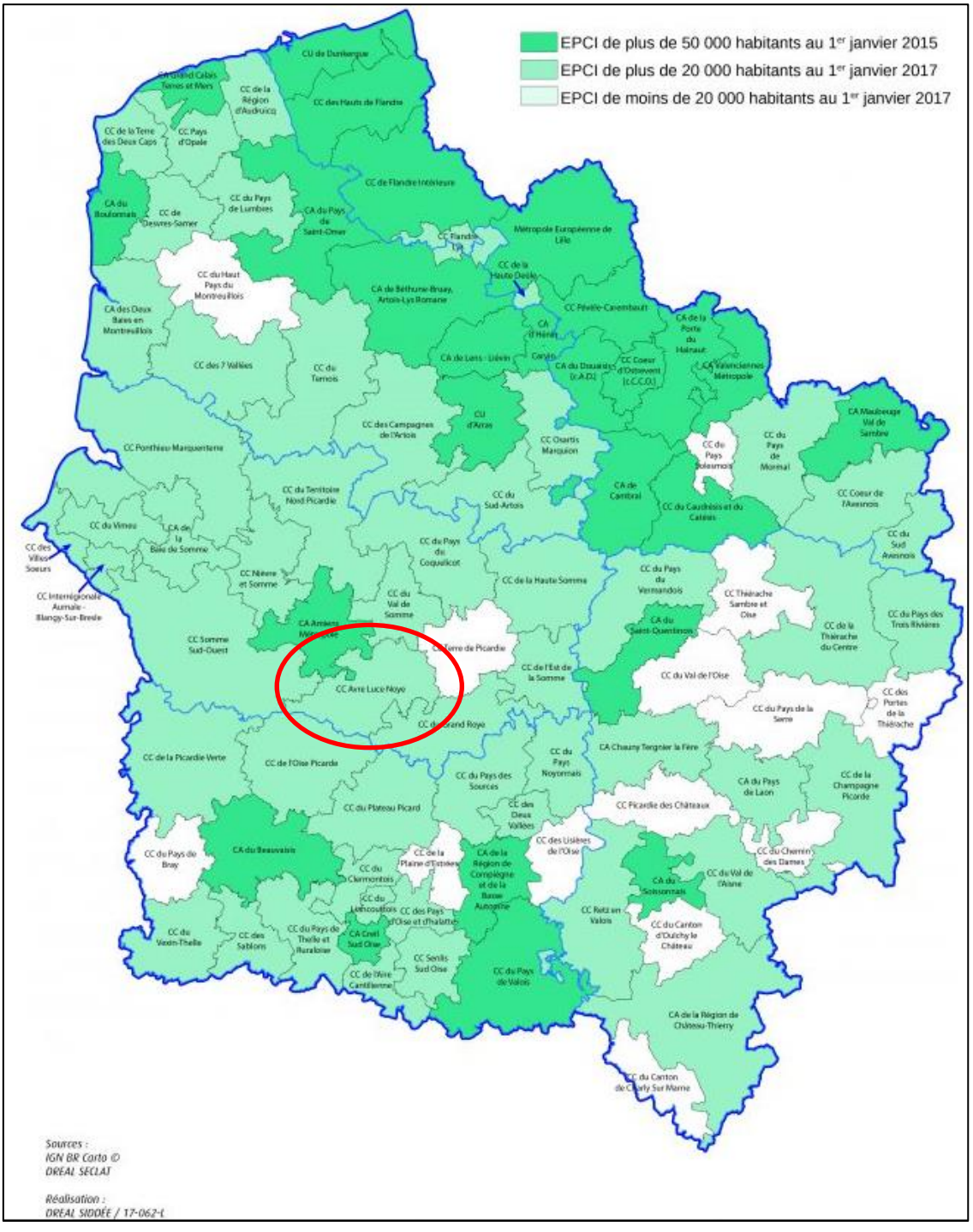
Le PCAET est un document qui doit prendre en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour de plusieurs axes d'actions :

- La réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) ;
- L'adaptation au changement climatique ;
- La sobriété énergétique ;
- La qualité de l'air ;
- Le développement des énergies renouvelables.

Les principales étapes de l'élaboration d'un PCAET sont les suivantes :

- Phase 1 : Conduite d'un diagnostic territorial ;
- Phase 2 : Définition d'une stratégie territoriale à partir des résultats du diagnostic ;
- Phase 3 : Elaboration d'un plan d'actions ;
- Phase 4 : Construction d'un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats.

EPCI obligés





Source : DREAL Hauts de France

D'après la carte ci-dessus, la réflexion sur le PCAET de la Communauté de Communes Avre Luce Noye est engagée. Celui-ci couvrira le territoire du SCoT du Pôle Métropolitain du Grand Amiénois. Huit intercommunalités sont inscrites dans ce SCoT. La phase de diagnostic est terminée.

e. *Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales (SDGEP)*

Ce schéma directeur permet de développer une stratégie de gestion des eaux pluviales et de programmation des travaux nécessaires en la matière. Le schéma de gestion des eaux pluviales est un document de gestion et de programmation en matière d'eaux pluviales.
Il facilite la compréhension du fonctionnement hydraulique du territoire et l'identification des enjeux associés en matière d'eau pluviales.
Il permet de mettre au point une stratégie de gestion de ces eaux et de programmer les travaux associés. (Source : CEREMA, 2020)

La Communauté de Communes du Val de Noye a approuvé son SDGEP en 2017. En effet, le territoire est régulièrement confronté à des phénomènes de ruissellement non maitrisés entrainant notamment des inondations. C'est à la suite de fortes inondations ayant provoqué de nombreuses et graves dégradations que l'intercommunalité de l'ex-Communauté de Communes du Val de Noye a décidé de mettre en place ce type de schéma. Les préconisations émises à la suite de ce SDGEP concernent notamment les communes de Mailly-Raineval, Thory, Sauvillers, Louvrechy ou encore Rouvrel.
Ce schéma intègre également une étude de lutte contre le ruissellement et l'érosion des sols sur les bassins versants de Mailly-Raineval et Ainval.
Les conclusions de ce plan visant à limiter les débordements mais aussi la pollution par ruissellement, devront être retranscrites dans le projet de PLUi pour les communes concernées.

La Communauté de Communes Avre Luce Noye ne dispose pas de schéma directeur de gestion des eaux pluviales à son échelle. Une réflexion pourra être menée dans ce sens.

f. Plan de mobilité (ex-plans de déplacements urbains)

Les articles L.1214-1 et suivants du Code des Transports relatifs aux Plans de Mobilité définissent les principes régissant l'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation et le stationnement. Ce document a pour objectif d'organiser l'usage des différents modes de transport afin de diminuer la part du trafic.

« *Le plan de mobilité détermine les principes régissant l'organisation de la mobilité des personnes et du transport des marchandises, la circulation et le stationnement dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité. Il est élaboré par cette dernière en tenant compte de la diversité des composantes du territoire ainsi que des besoins de la population, en lien avec les collectivités territoriales limitrophes. Le plan de mobilité vise à contribuer à la diminution des émissions de gaz à effet de serre liées au secteur des transports, selon une trajectoire cohérente avec les engagements de la France en matière de lutte contre le changement climatique, à la lutte contre la pollution de l'air et la pollution sonore ainsi qu'à la préservation de la biodiversité.* » (Article L1214-1 du code des transports, modifié par la Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019- article 16).

La Communauté de Communes Avre Luce Noye ne dispose pas de plan de mobilité.

2. Source de pollution

a. Les polluants atmosphériques

Les oxydes d'azote (NOx) :

Le monoxyde et le dioxyde d'azote (respectivement NO et NO2) proviennent surtout des combustions émanant des véhicules et des centrales énergétiques. Le monoxyde d'azote se transforme en dioxyde d'azote au contact de l'oxygène de l'air. Les oxydes d'azote font l'objet d'une surveillance attentive dans les centres urbains où leur concentration dans l'air présente une tendance à la hausse, compte tenu de l'augmentation forte du parc automobile.

Les oxydes d'azote interviennent dans le processus de formation d'ozone dans la basse atmosphère. Ils contribuent également au phénomène des pluies acides.

L'ozone (O3) :

Il résulte de la transformation chimique de certains polluants (oxyde d'azote et composés organovolatiles notamment) dans l'atmosphère en présence de rayonnement ultraviolet solaire. C'est un gaz irritant. Il contribue à l'effet de serre et à des actions sur les végétaux (baisse de rendement, nécrose…).

Le dioxyde de soufre (SO2) :

Il provient de la combustion de combustibles fossiles contenant du soufre (fiouls lourd, charbon, gasoil…). Il s'agit également d'un gaz irritant. En présence d'humidité, il forme des composés sulfuriques qui contribuent aux pluies acides et à la dégradation de la pierre des constructions.

Les poussières en suspension (Ps) :

Elles constituent un complexe de substances organiques ou minérales. Elles peuvent être d'origine naturelle (volcans, érosion, pollens…) ou anthropique (combustion par les véhicules, les industries ou le chauffage, incinération…). On distingue les particules « fines » ou poussières en suspension provenant des effluents de combustion (diesels) ou de vapeurs industrielles condensées, et les « grosses » particules ou poussières sédimentaires provenant des ré-envols sur les chaussées ou d'autres industriels (stockages des minerais ou de matériaux sous forme particulaire).

Les particules les plus fines peuvent transporter des composés toxiques dans les voies respiratoires inférieures (sulfates, métaux lourds, hydrocarbures…). Elles accentuent ainsi les effets des polluants naturels (comme les pollens) et chimiques acides, comme le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote.

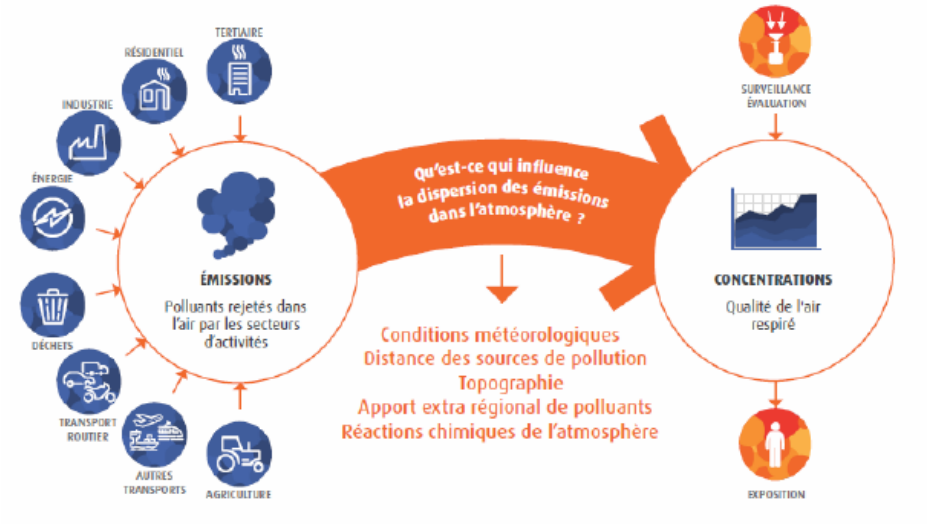
b. Les risques et les seuils d'exposition

La pollution atmosphérique exerce des effets sur la santé mais aussi sur notre environnement global : actions sur les végétaux, interactions avec les différents domaines de l'environnement, changements climatiques et altération des façades et bâtiments par corrosion et noircissement.

Le plus souvent, la pollution chimique altère la fonction respiratoire en engendrant des irritations ou des maladies respiratoires chroniques.

De manière globale, la pollution chimique sensibilise et peut rendre l'appareil respiratoire de sujets fragilisés plus vulnérables à d'autres affections.
Différents facteurs peuvent influencer ou accentuer cette pollution atmosphérique.

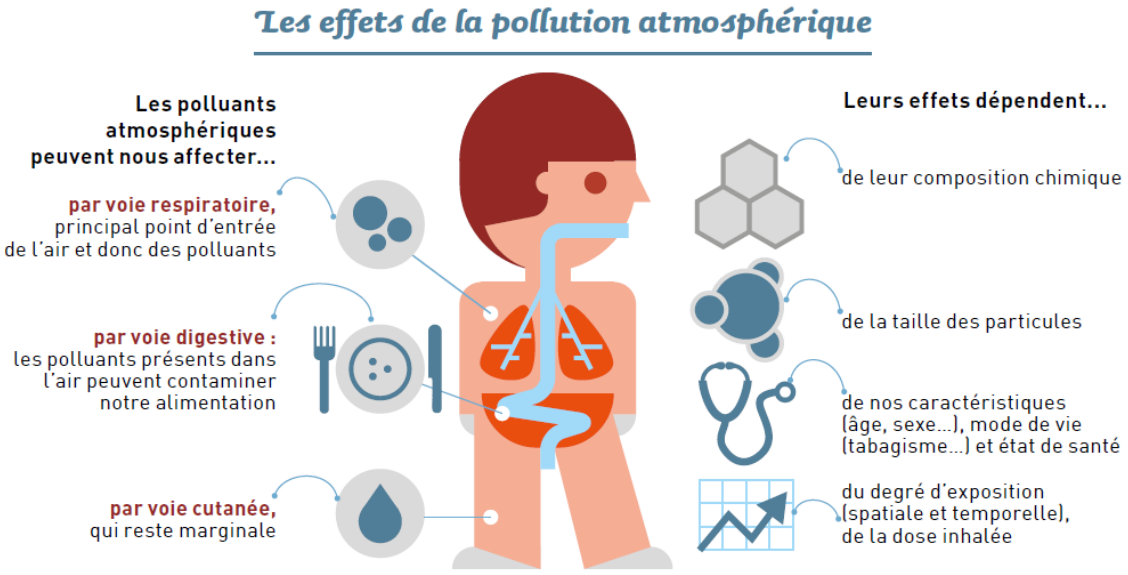
Schématisation de l'impact des émissions polluantes sur la qualité de l'air



Source : ATMO Hauts-de-France

L'exposition d'un individu à un polluant se définit comme un contact entre le polluant et un revêtement du sujet tel que la peau – les tissus de l'appareil respiratoire – l'œil ou le tube digestif.
Le niveau d'exposition d'un individu à un polluant est le produit de la concentration en polluant auquel l'individu a été exposé par le temps pendant lequel il a été exposé.

Les effets de la pollution atmosphérique sur la santé



Source : Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer

Les recommandations établies pour chacun des polluants par l'Organisation Mondiale de la Santé ont été reprises par la législation française (décret N°98-360). Elles déterminent des moyennes annuelles – journalières et horaires à ne pas dépasser.

Les **objectifs de qualité** pris en compte par type de polluant sont ceux fixés par le décret du 6 mai 1998 (qui a depuis fait l'objet de plusieurs modifications).
Au sens de la loi sur l'air du 30 décembre 1996, on entend par objectifs de qualité « un niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou pour l'environnement, à atteindre dans une période donnée ».

On définit deux types de seuils :

- **De recommandation et d'information :** lorsque les niveaux de pollution atteignent le seuil défini pour le polluant cité, un message d'information est automatiquement transmis aux pouvoirs publics – médias – industriels – professionnels de la santé…

- **D'alerte :** lorsque le phénomène de pollution s'accentue, le Préfet peut prendre des mesures vis-à-vis des automobilistes et des industriels : limiter la vitesse maximum sur les routes – réduire les rejets polluants des entreprises…

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996 définit les mesures que le Préfet doit prendre lorsque les niveaux de pollution sont dépassés ou risquent de l'être. Ces niveaux ont été revus dans le décret N°2002-213 du 15 février 2002.
Le seuil d'alerte correspond à des concentrations de substances polluantes dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine ou de dégradation de l'environnement et à partir duquel des mesures d'urgence doivent être prises.

Tableau des valeurs réglementaires en air ambiant par polluant réglementé en 2018 en France

Polluant	Normes en 2018				
	Valeur limite	Valeur cible	Objectif de qualité	Niveau d'information et de recommandation (NIR)	Niveau d'alerte (NA)
Ozone (O3)		**Protection de la santé** **120** µg/m^3 en moyenne sur 8h glissantes à ne pas dépasser plus de 25 jours/an (moyenne calculée sur 3 ans)	**Protection de la santé** **120** µg/m^3 en moyenne sur 8h glissantes	**180** µg/m^3 (moyenne horaire)	Seuil 1 : **240** µg/m^3 pendant 3h consécutives
					Seuil 2 : **300** µg/m^3 pendant 3h consécutives
		Protection de la végétation **18 000** µg/m^3.h pour l'AOT40** (moyenne calculée sur 5 ans)	**Protection de la végétation** **6 000** µg/m^3.h pour l'AOT40**		Seuil 3 : **360** µg/m^3 (moyenne horaire)
Dioxyde d'azote (NO2)	**40** µg/m^3 en moyenne annuelle			**200** µg/m^3 (moyenne horaire)	**400** µg/m^3 pendant 3h consécutives ou Persistance : **200** µg/m^3 plus de 2 jours consécutifs (J-1, J et J+1) (moyenne horaire)
	200 µg/m^3 en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 18 heures/an				
Dioxyde de soufre (SO2)	**125** µg/m^3 en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 jours/an		**50** µg/m^3 en moyenne annuelle	**300** µg/m^3 (moyenne horaire)	**500** µg/m^3 pendant 3h consécutives
	350 µg/m^3 en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 heures/an				
Particules PM10	**40** µg/m^3 en moyenne annuelle		**30** µg/m^3 en moyenne annuelle	**50** µg/m^3 (moyenne journalière)	**80** µg/m^3 (seuil admis par le CSHPF) ou Persistance : **50** µg/m^3 plus de 2 jours consécutifs (J et J+1) (moyenne journalière)
	50 µg/m^3 en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 jours/an				
Particules PM2.5	**25** µg/m^3 en moyenne annuelle	**20** µg/m^3 en moyenne annuelle	**10** µg/m^3 en moyenne annuelle		
Monoxyde de carbone (CO)	**10** mg/m^3 en moyenne sur 8h glissantes				
Benzène (C_6H_6)	**5** µg/m^3 en moyenne annuelle		**2** µg/m^3 en moyenne annuelle		
Plomb (Pb)	**0.5** µg/m^3 en moyenne annuelle		**0.25** µg/m^3 en moyenne annuelle		
Arsenic (As)		**6** ng/m^3 en moyenne annuelle			
Cadmium (Cd)		**5** ng/m^3 en moyenne annuelle			
Nickel (Ni)		**20** ng/m^3 en moyenne annuelle			
Benzo(a)pyrène ($C_{20}H_{12}$)		**1** ng/m^3 en moyenne annuelle			

Source : ATMO Hauts-de-France

c. *Les données locales*

Les stations de surveillance de la qualité de l'air les plus complètes en termes de suivi de polluant et les plus proches de la Communauté de Communes Avre Luce Noye sont les stations d'Amiens du réseau ATMO des Hauts-de-France. Une autre station ne mesurant que l'ozone (O3) est également située à proximité de l'est du territoire, à Roye. Ces stations ont été mises en service entre 1998 et 2012.

Localisation des stations de surveillance de qualité de l'air à proximité de la Communauté de Communes

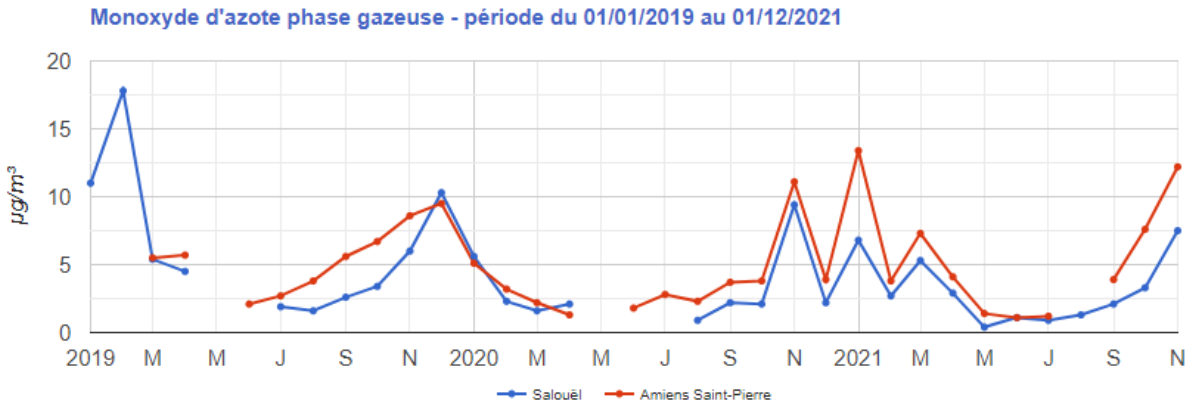


Source : www.atmo-hdf.fr

Les graphiques suivants présentent les résultats pour chaque polluant mesuré (moyenne mensuelle entre le 1er janvier 2019 et le 1er janvier 2021).

- <u>Monoxyde d'azote</u>

Données recensées à la station d'Amiens Saint-Pierre et Salouël entre 2019 et 2021



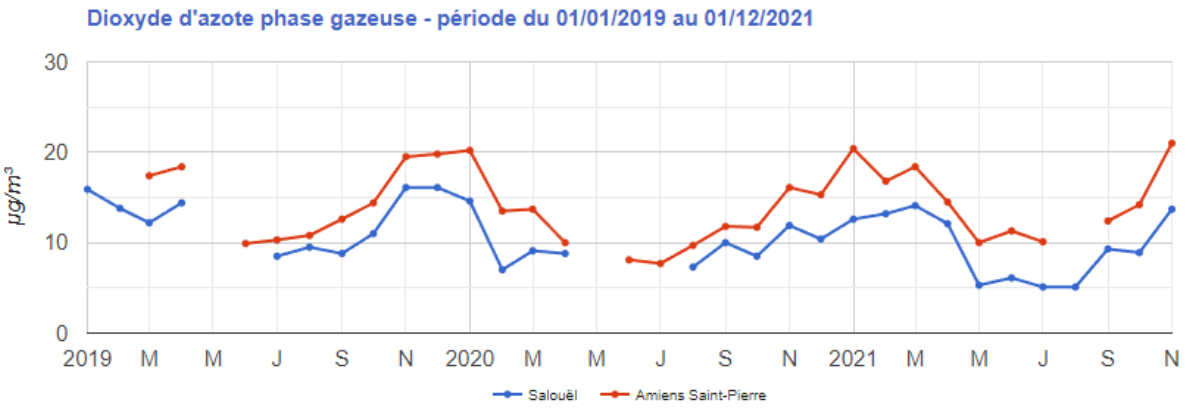
Source : atmo-hdf.fr

La moyenne mensuelle minimale est de 0,4 µg/m³ (mai 2021 – Station de Salouël) et maximale de 17,8 µg/m³ (Février 2019 – Station de Saloël). La moyenne sur 1 an est de 4,3 µg/m³, sachant qu'il n'y a pas de valeur limite ni d'objectif de qualité pour le monoxyde d'azote.

- <u>Dioxyde d'azote</u>

Les oxydes d'azote proviennent des émissions de véhicules diesels, de combustibles fossiles et de l'agriculture. Les seuils de pollution de dioxyde d'azote sont respectés en Zone Rurale. Les concentrations annuelles en polluant sont en baisse depuis 2000, certaines années telle que l'année 2010 voit une recrudescence des valeurs de pollution.

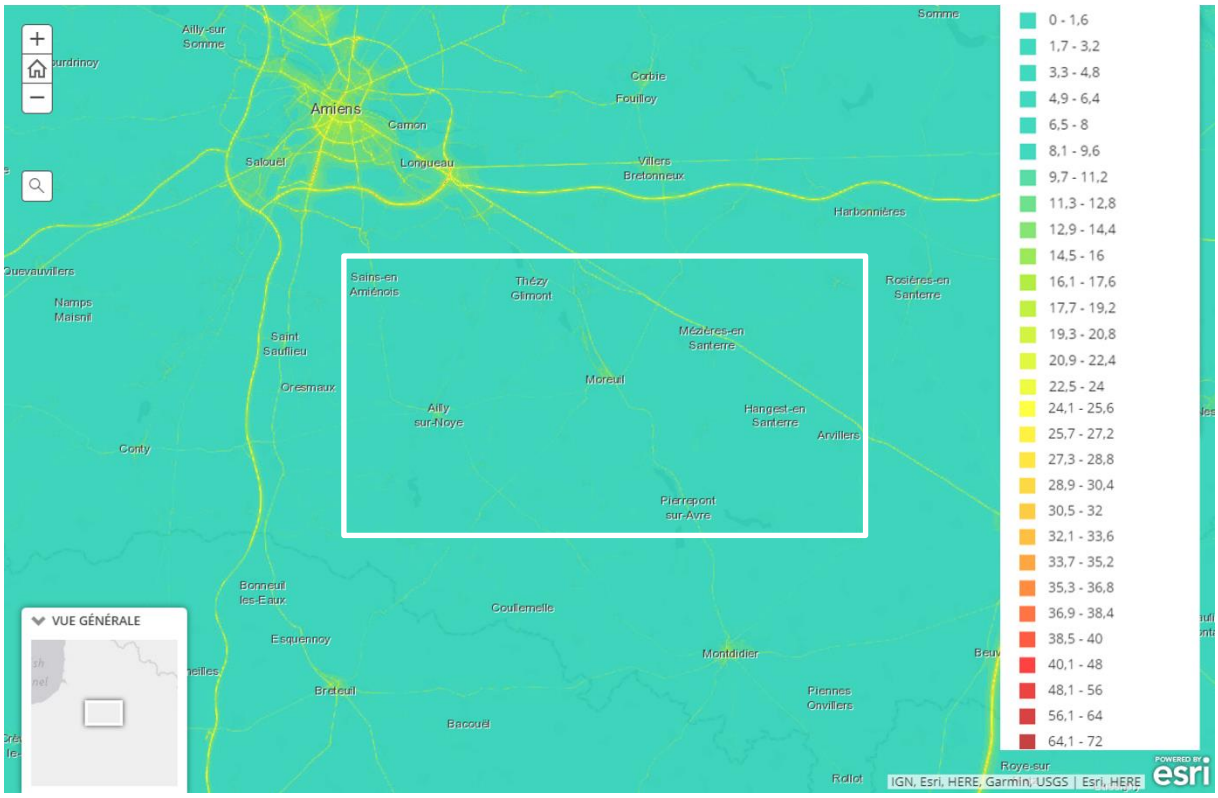
Données recensées à la station d'Amiens Saint-Pierre et Salouël entre 2019 et 2021



Source atmo-hdf.fr

La valeur limite pour le dioxyde d'azote est de 40 µg/m³ (moyenne annuelle). Les valeurs observées au niveau des stations à proximité de la Communauté de Communes Avre Luce Noye sont inférieures à cette valeur entre 2019 et 2021. Cependant, la moyenne annuelle varie entre 11,27 et 13,65 µg/m³. La moyenne mensuelle minimale est de 5,1 µg/m³ (juillet et août 2021 – Station de Salouël) et maximale de 21 µg/m³ (novembre 2021).

Modélisation régionale fine des concentrations de dioxyde d'azote NO2 en 2020



Source : ATMO Hauts-de-France

Zoom sur les communes de Moreuil et Ailly-sur-Noye



Source : ATMO Hauts-de-France

Cette carte met en avant l'influence du trafic automobile, des centres urbains, et dans une moindre mesure de certains sites industriels. A l'échelle de l'intercommunalité Avre Luce Noye, on observe que

les centres urbains de Moreuil et Ailly-sur-Noye mais surtout les axes routiers (D934, D935 et D26) observent les plus grandes concentrations de dioxydes d'azote en 2020.

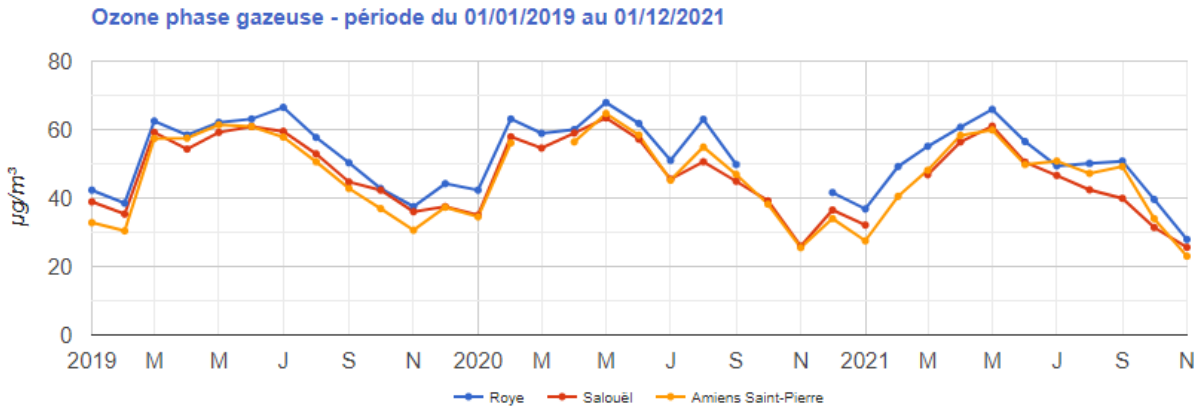
- Ozone

L'ozone est un gaz naturellement présent dans l'atmosphère, il permet le maintien de la température de la planète. Néanmoins, en grande quantité, celui-ci devient néfaste : il est responsable du réchauffement climatique.

Ce gaz a des effets néfastes pour la santé humaine, il irrite les muqueuses et peut provoquer des encombrements des bronches (asthme) ou des irritations des yeux.

Ce gaz est produit par les activités humaines : centrales thermiques, industries …

Données recensées à la station de Roye, Amiens Saint-Pierre et Salouël entre 2019 et 2021

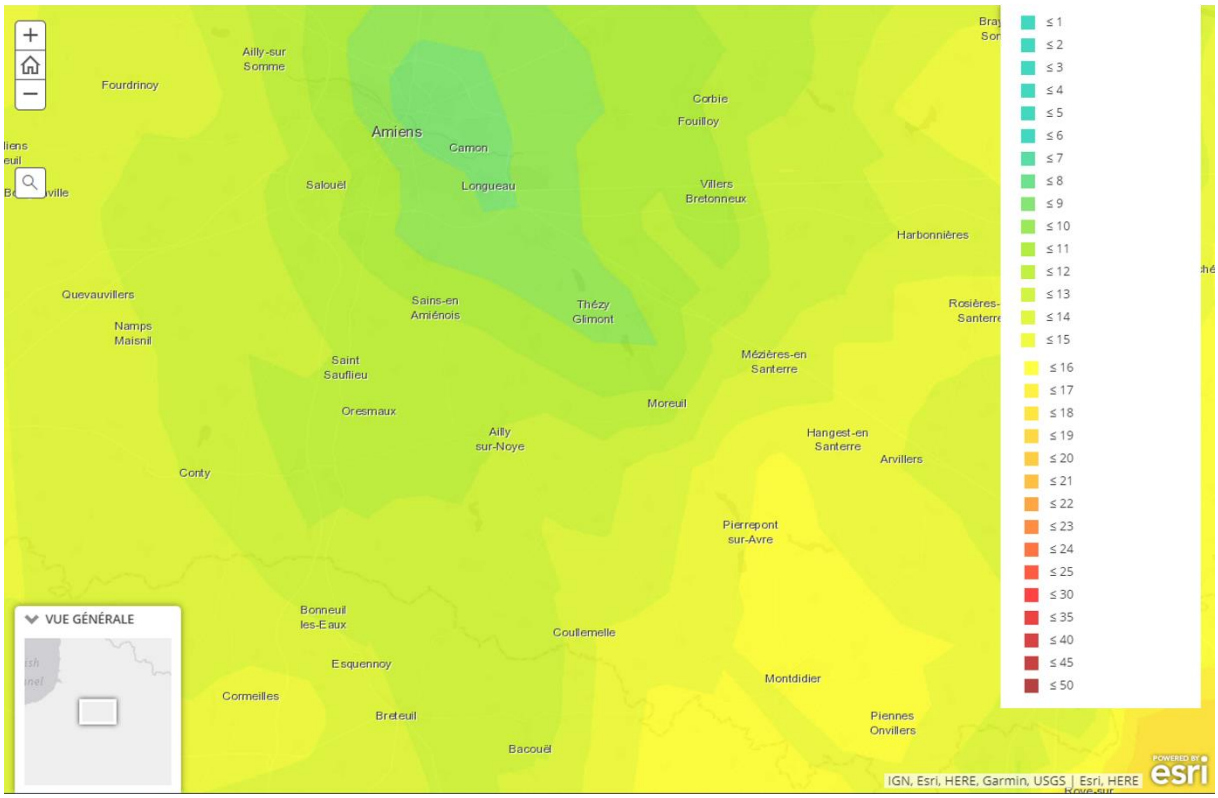


Source : atmo-hdf.fr

Il n'y a pas de valeur limite pour l'ozone. Cependant, un objectif de qualité pour la protection de la santé humaine est fixé à 120 µg/m³ en moyenne sur 8h glissantes. Les valeurs observées au niveau de ces stations sont inférieures à cette valeur.

La moyenne annuelle varie entre 43,86 et 47,38 µg/m³. La moyenne mensuelle minimale est de 23 µg/m³ (novembre 2021) et maximale de 64,7 µg/m³ (mai 2020).

Modélisation régionale fine des concentrations d'Ozone en 2020



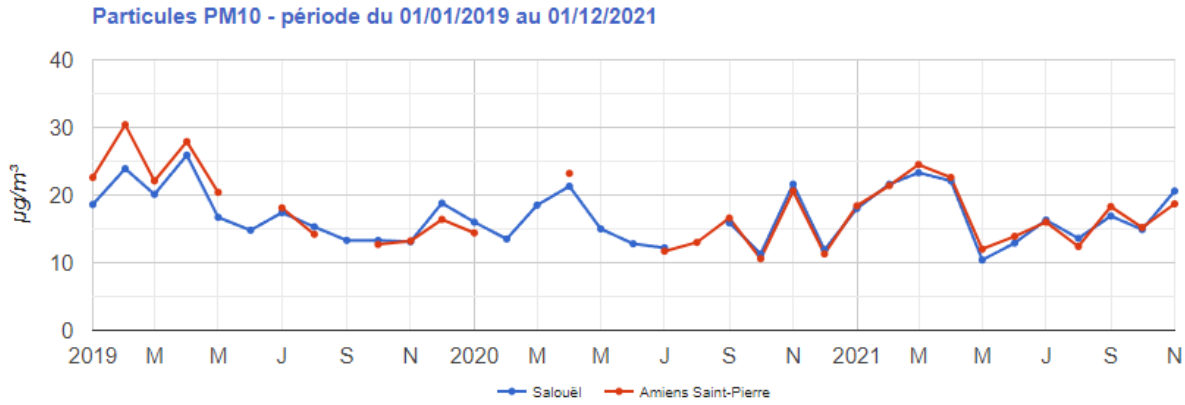
Source : ATMO Hauts-de-France

- <u>Particules (PM10)</u>

Les particules (Particulate Matter) sont des matières liquides ou solides en suspension dans l'air.

Au sein de l'intercommunalité, elles peuvent être d'origines humaines en large majorité (chauffage notamment au bois, combustion de biomasse à l'air libre, combustion de combustibles fossiles dans les véhicules, et procédés industriels) ou naturelles (érosion éolienne naturelle). Leurs natures chimiques diffèrent fortement selon leurs origines. Elles sont analysées et classées selon leur taille. Ces particules, du fait de leur taille infime, s'infiltrent dans le système respiratoire et peuvent provoquer des problèmes importants sur la santé humaine.

Données recensées à la station d'Amiens Saint-Pierre et Salouël entre 2019 et 2021

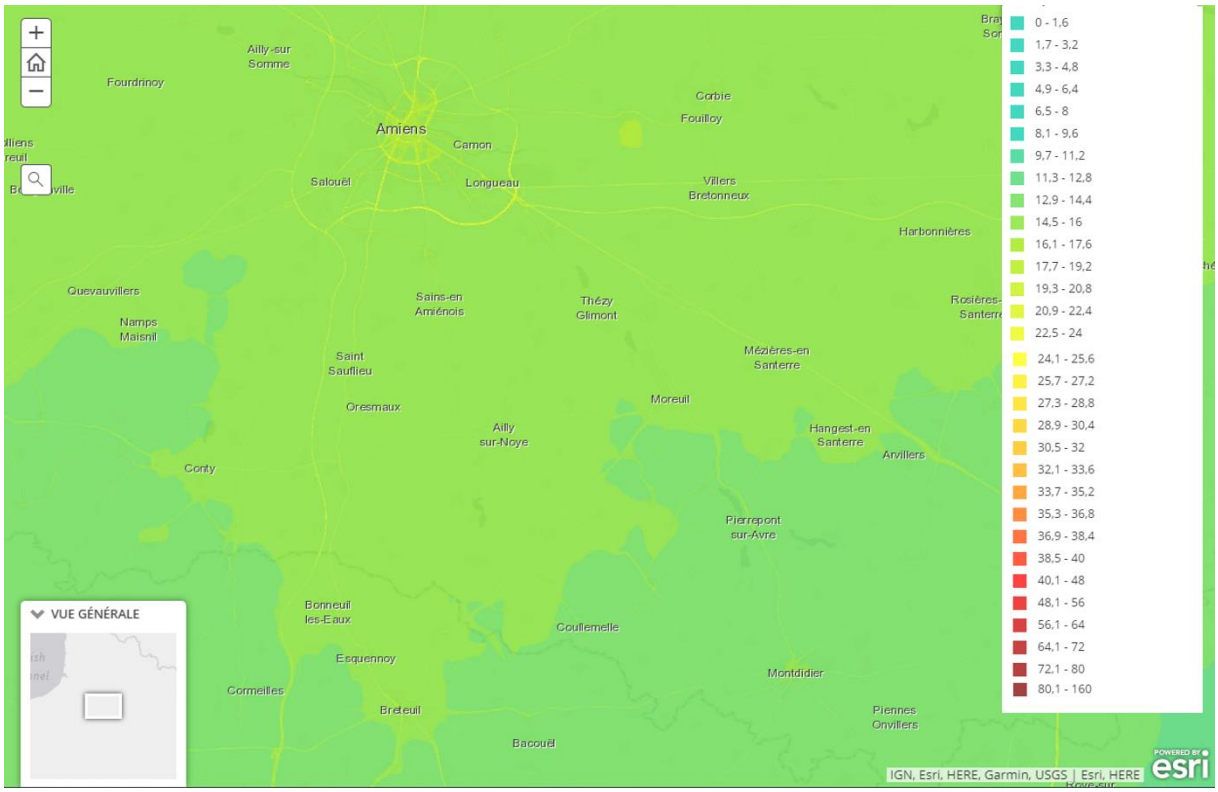


Source : ATMO Hauts-de-France

Les valeurs limites pour les particules en suspension (PM10) sont de 40 µg/m³ (moyenne annuelle) et 50 µg/m³ (moyenne annuelle à ne pas dépasser plus de 35 jours par an). Les valeurs observées au niveau de ces stations sont inférieures à ces valeurs.

La moyenne annuelle varie entre 15,34 et 18,6 µg/m³. La moyenne mensuelle minimale est de 10,4 µg/m³ (mai 2021 – Station de Salouël) et maximale de 30,4 (février 2019 – Station Amiens Saint-Pierre).

Modélisation régionale fine des concentrations de particules PM10 en 2020



Source : ATMO Hauts-de-France

On observe que les concentrations de particules fines de type PM10 sont plus importantes au sein des centres urbains, des axes routiers et ponctuellement sur certains sites industriels.

En conclusion, aucun des polluants atmosphériques faisant l'objet d'une surveillance par ATMO Hauts-de-France ne dépasse les objectifs à proximité de l'intercommunalité.

d. Les sources de pollution

Les sources de pollution sur la Communauté de Communes Avre Luce Noye sont :

- Les voiries les plus fréquentées ;
- Le bâti ancien qui nécessite une consommation plus importante en énergie, en grande partie du fait de la mauvaise isolation ;
- Les activités agricoles qui créent de la pollution par les particules (érosion éolienne des sols) ;
- La présence d'installations industrielles polluantes

En 2021, ATMO Hauts-de-France a recensé plusieurs épisodes de pollution au sein du département de la Somme.
Parmi eux :

Date	Polluant	Zone(s) concernée(s)	Niveau dépassé
04/09/2021	Poussières PM10	• Somme	Information
21/04/2021	Poussières PM10	• Aisne • Nord • Oise • Pas-de-Calais • Somme	Information
01/04/2021	Poussières PM10	• Oise • Somme • Nord • Pas-de-Calais	Information Alerte sur persistance
03/03/2021	Poussières PM10	• Aisne • Nord • Somme • Oise • Pas-de-Calais	Information Alerte sur persistance
05/09/2021	Poussières PM10	• Somme	Alerte sur persistance
02/03/2021	Poussières PM10	• Oise • Pas-de-Calais • Somme • Nord	Alerte sur persistance Alerte

3. Energies renouvelables disponibles

a. Energie thermique

D'après le **Plan Climat de la France**, mise en œuvre du Grenelle Environnement du 2 mars 2010, il faut s'attendre à un réchauffement supplémentaire d'au moins 2°C en moyenne d'ici à 2100, même si l'humanité parvient à réduire très fortement ses émissions de gaz à effet de serre.

Cette élévation des températures moyennes et extrêmes devra être prise en compte dans la construction et la rénovation du bâti. Des dispositifs performants devront être mis en place afin de limiter les écarts de température dans l'habitat en particulier lors de canicule ou de vague de froid.

Données régionales :

Le climat est océanique plus ou moins nuancé.

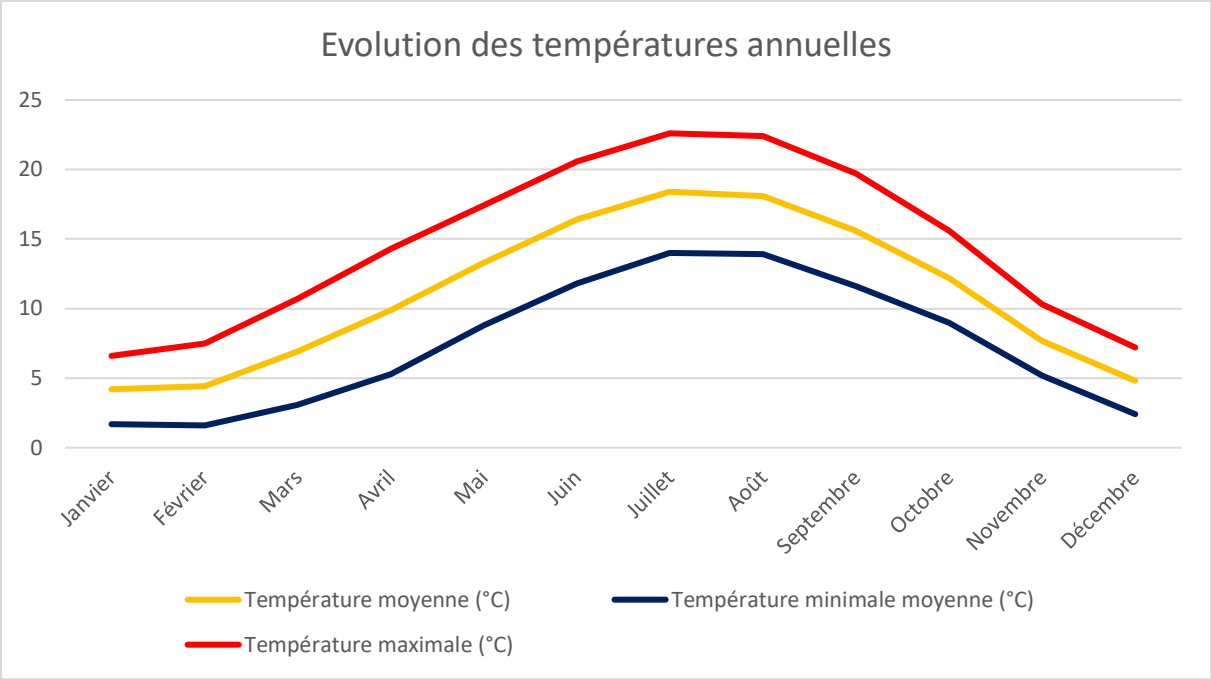
Les hivers sont assez froids et humides, les étés peuvent être parfois humides mais aussi avec un beau ciel bleu et les températures atteignent les 20°C.

Les étés sont plus frais et un peu plus courts que dans le sud de la France.

La température moyenne sur l'année est d'environ 11 °C.

Données climatiques à la station d'Amiens

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Température moyenne (°C)	4.2	4.4	6.9	9.9	13.3	16.4	18.4	18.1	15.6	12.2	7.7	4.8
Température minimale moyenne (°C)	1.7	1.6	3.1	5.3	8.8	11.8	14	13.9	11.6	9	5.2	2.4
Température maximale (°C)	6.6	7.5	10.7	14.3	17.4	20.6	22.6	22.4	19.7	15.6	10.3	7.2
Précipitations (mm)	66	58	57	60	72	67	67	70	51	68	69	80
Humidité(%)	85%	81%	78%	73%	74%	73%	71%	72%	75%	80%	86%	86%
Jours de pluie (jrée)	9	8	8	9	9	8	9	9	7	8	9	10
Heures de soleil (h)	3.0	3.9	5.3	7.6	8.0	8.7	9.2	8.5	6.7	5.0	3.4	3.1



Source : climatedata, consulté le 07/03/2022

Récupération d'énergie :

La « **chaleur de l'air » ou aérothermie** peut être utilisée comme **source d'énergie renouvelable**. Elle permet de récupérer la chaleur contenue dans l'air extérieur et de la restituer pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire grâce à une installation électrique (pompe à chaleur) utilisant 4 fois moins d'électricité qu'une installation de chauffage électrique « classique » : la chaleur est prélevée dans l'air extérieur puis restituée dans de l'air intérieur et permet de chauffer l'habitat. Cette technique est surtout utilisée pour les particuliers.

Les pompes à chaleur aérothermales peuvent fonctionner jusqu'à des températures très basses, mais dans ce cas avec une performance moindre : c'est pourquoi elles sont généralement préconisées en zones tempérées, ou alors associées à un appoint électrique ou en complément d'une chaudière.

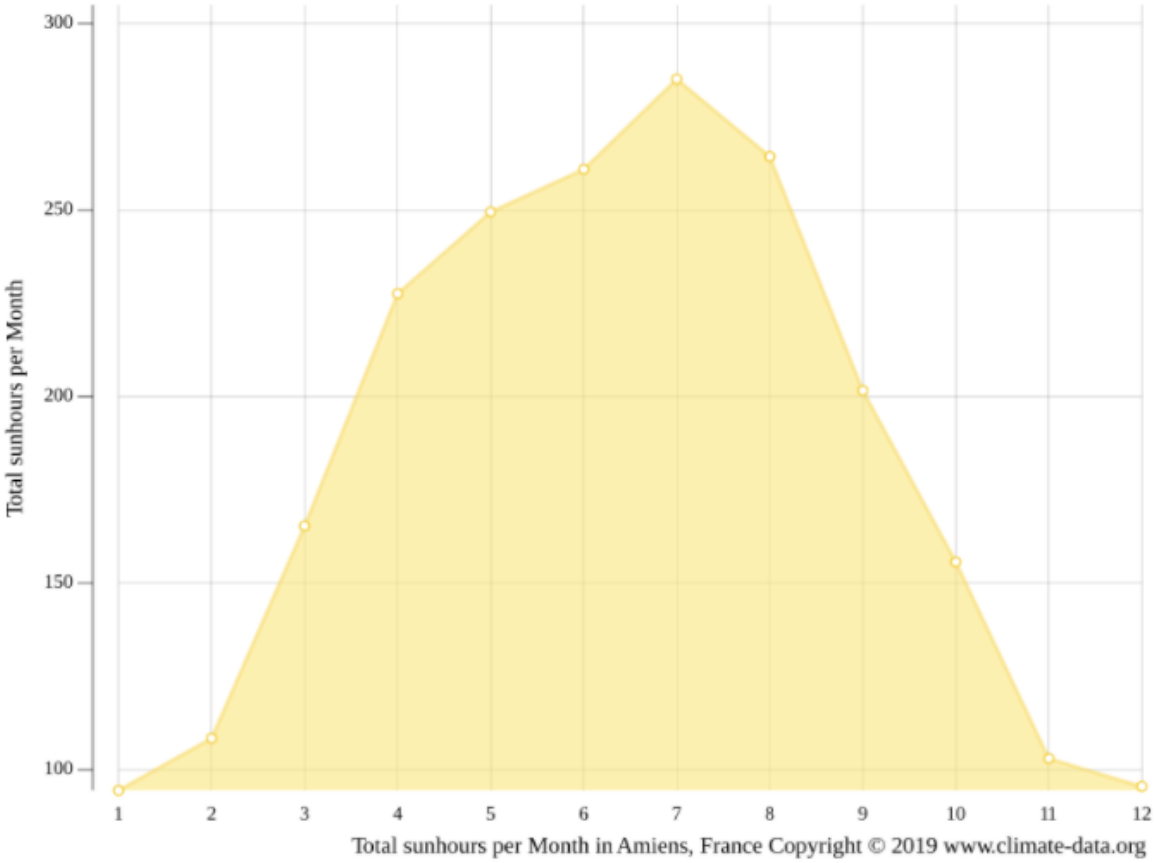
La récupération de la chaleur de l'air est possible dans les Hauts de France où la température moyenne est de près de 11°C à Moreuil par exemple. Cependant, cette énergie n'est pas suffisante et nécessitera donc un complément de chauffe.

b. *Energie solaire*

Données régionales :

Pour ce qui est des normales annuelles à la station de Saint Quentin, la durée d'ensoleillement mensuelle atteint son maximum pendant les mois d'été. On estime à 6 la moyenne journalière d'heures d'ensoleillement.

Nombre d'heures d'ensoleillement mensuel à Amiens

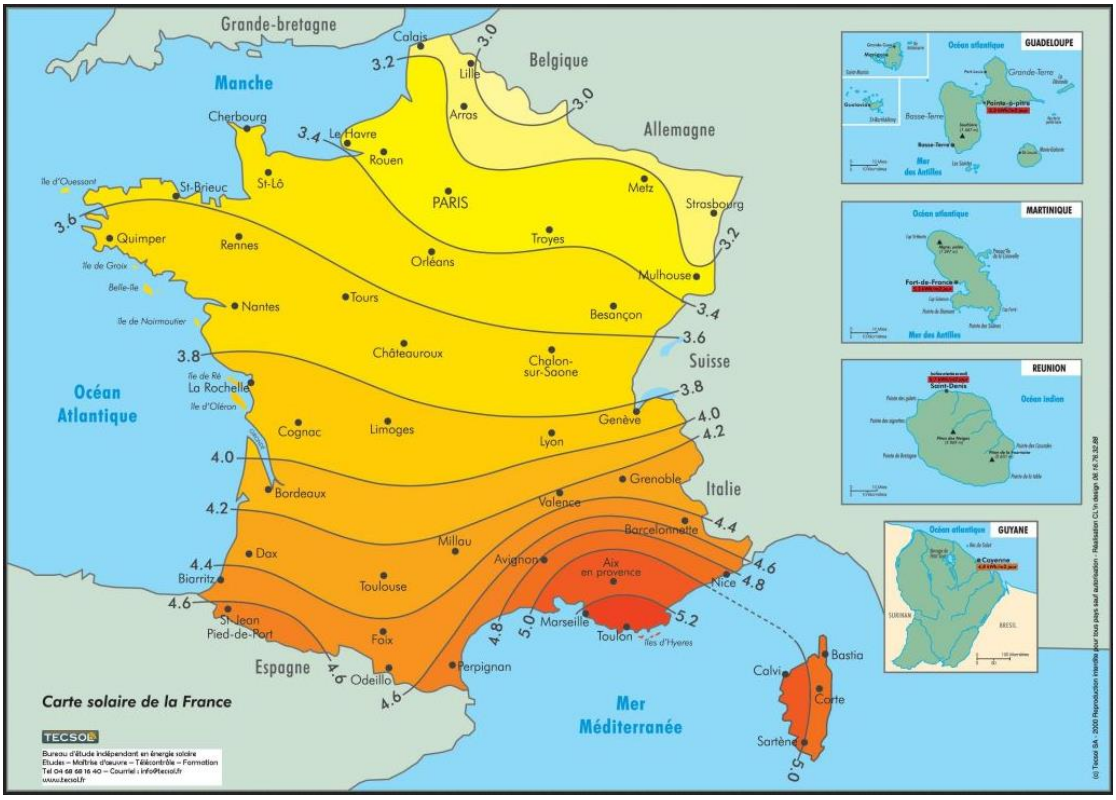


Source : climatedata.org

<u>Récupération d'énergie :</u>

D'après la carte Tecsol ci-dessous, la Communauté de Communes Avre Luce Noye perçoit une énergie solaire annuelle moyenne d'environ 3,2 à 3,4 kWh par m² par jour. Ainsi une surface d'un mètre carré perçoit en une année en moyenne 1 025 à kWh/m².

Carte solaire de la France



Source : Tecsol

L'ensoleillement est une ressource d'énergie gratuite qui a l'avantage de ne produire aucune pollution.

Cette énergie peut être utilisée en période estivale. Pour le reste de l'année, elle doit être complétée par des énergies d'appoints pour garantir le chauffage et la production d'eau chaude.

La consommation d'électricité d'un ménage français, couple avec deux enfants, hors chauffage et eau chaude, étant en moyenne de 2 700 kWh/an, l'installation de panneaux solaires pourrait servir à couvrir leur consommation énergétique.

La construction et/ou la rénovation du bâti pourra être effectuée en évaluant le potentiel et la faisabilité technique et économique d'un dispositif photovoltaïque pour les futurs logements.

Ce système de production à partir d'énergie solaire doit être intégré aux nouvelles constructions, afin de remplir un rôle crucial qui est la diminution des émissions de Gaz à Effet de Serre dues à la production d'énergie.

Dans les Hauts de France, l'ensoleillement, certes inférieur à la moyenne française, **permet son exploitation énergétique,** au moyen d'installations thermiques ou photovoltaïques.

L'énergie solaire est actuellement peu exploitée, principalement en raison :

- Des conditions d'amortissements des installations, moins favorables que dans d'autres régions ;
- Du niveau de vie moyen ;
- De l'absence d'outils de financement incitatifs.

Les atouts de la région pour exploiter ce potentiel sont principalement la surface importante de toitures et la présence de terrains type zones commerciales et de friches.

Objectifs régionaux de production solaire thermique : 550 GWh/ an produits en 2020.

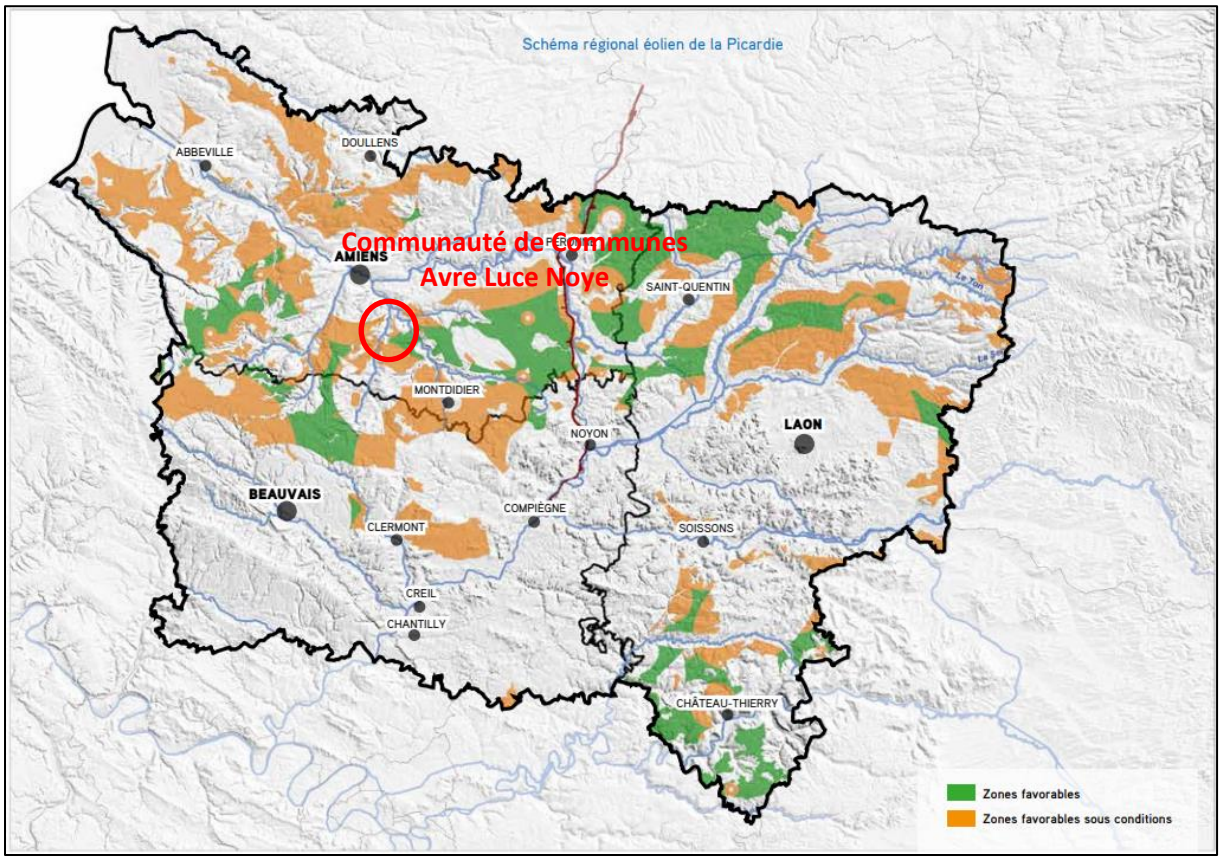
Objectifs régionaux de production solaire photovoltaïque : 100 MWc sur maisons individuelles et 380 MWc sur autres toitures (immeubles, hôpitaux, bâtiments industriels, commerciaux et agricoles.

c. *Vent*

L'énergie éolienne est une source majeure de production d'énergies renouvelables électriques. Les éoliennes convertissent la force du vent en électricité. Cette source d'énergie est disponible et utilisée au sein du territoire (parcs éoliens).

Le Schéma Eolien Régional est annexé au Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie initié par la loi du 12 juillet 2010 et portant l'engagement national pour l'environnement (dite « loi Grenelle 2 »). Un Schéma Régional Eolien en Picardie est pensé pour la période 2020 – 2050. Sachant que des démarches relatives au développement de l'énergie éolienne ont déjà abouti ou sont entreprises : schéma régional éolien (2003), charte éolienne de l'Aisne (2005), schémas paysagers éoliens de la Somme (2008), de l'Aisne (2009) et de l'Oise (2010).

D'après le Schéma Régional Eolien de la Picardie 2020 – 2050, la Communauté de Communes Avre Luce Noye se situe en partie dans une zone favorable à de l'éolien et/dans une zone favorable sous condition.



Source : hauts-de-France.developpement-durable.gouv.fr

La Communauté de Communes Avre Luce Noye comprend d'ailleurs quelques mâts éoliens. Ils sont situés dans les communes de :

- **Dommartin**
- **Thennes**
- **Moreuil**
- **Le Quesnel**
- **Hangest-en-Santerre**
- **Le Plessier-Rozainvillers**
- **Coullemelle**

Localisation des parcs éoliens au sein de la Communauté de Communes



Carte des éoliennes suivant leur statut au 18 mars 2021

Source : DREAL Hauts-de-France

Récupération d'énergie :

A l'échelle intercommunale, le développement du petit éolien (petit éolien correspond à des machines de puissance inférieure à 36 kW) et du moyen éolien (moyen éolien correspond aux machines produisant entre 36 kW et 350 kW) est possible.

Le développement de l'éolien urbain peut être autorisé sur le territoire.

Nous entendons par « éolien urbain », le montage et l'intégration en zone urbaine d'éoliennes dites « domestiques ». Ces éoliennes sont des nacelles de 2 ou 3 pales perchées sur des mâts de 11 à 35 mètres de hauteur. Ces éoliennes peuvent générer une puissance allant de 100 Watts à 250 kWatts suivant les modèles des constructeurs.

Pour ce type d'éolienne, dans un contexte urbain, plusieurs paramètres sont à étudier avant sa mise en place. En milieu urbain, la direction du vent peut varier fortement compte tenu des couloirs et obstacles que forme le bâti. Il faut aussi savoir que la rotation d'une éolienne dépend de la vitesse du vent. Le tableau suivant indique la puissance annuelle d'une éolienne de 500W en fonction de la vitesse du vent en m/s :

Vitesse du vent en m/s	Puissance (W)
2.5	131
3	228
3.5	368
4	543
4.5	780
5	1069
5.5	**1419**
6	1848
6.5	2348
7	2935
7.5	3609

Source : nueva-energia.es

d. Hydroélectricité

La production d'hydroélectricité dans la région Hauts de France ne peut reposer que sur des installations de type " fil de l'eau " (écluses de canaux, chutes d'eau ou parties non navigables).

Récupération d'énergie :

Le potentiel de récupération de cette énergie est faible. En effet, il n'existe pas d'ouvrages sur le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye.

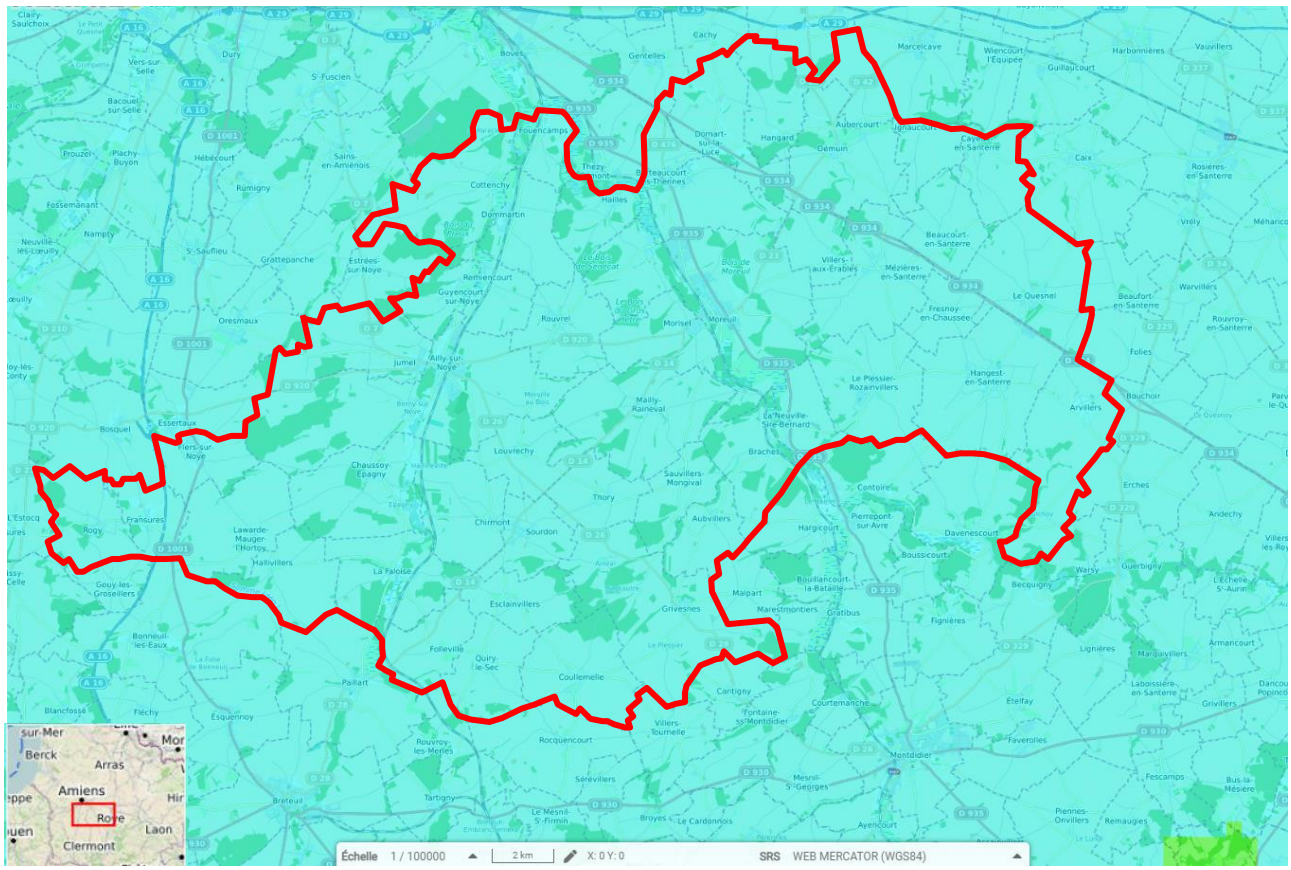
e. Géothermie

La géothermie est l'exploitation de la chaleur du sous-sol et s'effectue par l'intermédiaire d'une pompe à chaleur. La chaleur récupérée est utilisée généralement pour chauffer les bâtiments de façon centralisée ou par le biais d'un réseau de chaleur. Elle peut s'effectuer :

- Soit par le captage de la chaleur des nappes phréatiques ;
- Soit par le captage de la chaleur emmagasinée par le sol.

Données communales :

La ressource géothermique aquifère est présente et est majoritairement forte au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye.



Source : Geothermie-perspective.fr

f. *Energie issue de la biomasse*

La biomasse est l'ensemble de la matière organique. La source d'énergie de biomasse les plus courantes sont : le bois et le biogaz.

La région étant pauvre en forêt, la filière bois est donc limitée.

Le biogaz est issu de la décomposition des déchets vivants (déchets vert). La dégradation des matières organiques entraine une méthanisation (rejet de gaz). Il existe 4 secteurs favorables au développement de la méthanisation : déchets agricoles, industriels, déchets ménagers et boues urbaines.

Récupération d'énergies :

La récupération de cette énergie est difficile à estimer, elle doit faire l'objet d'étude au cas par cas auprès des installations agricoles, des stations d'épuration, des centres de gestion des déchets.

g. Energies fatales

Les énergies fatales sont issues des process (chaleur des fours, des chaudières de combustion) ou des déchets (récupération des eaux usées chaudes, des incinérateurs, méthanisateurs).

Cette récupération dépend principalement des activités menées sur le territoire (zones industrielles productrices), des besoins en énergie et des possibilités de raccordement.

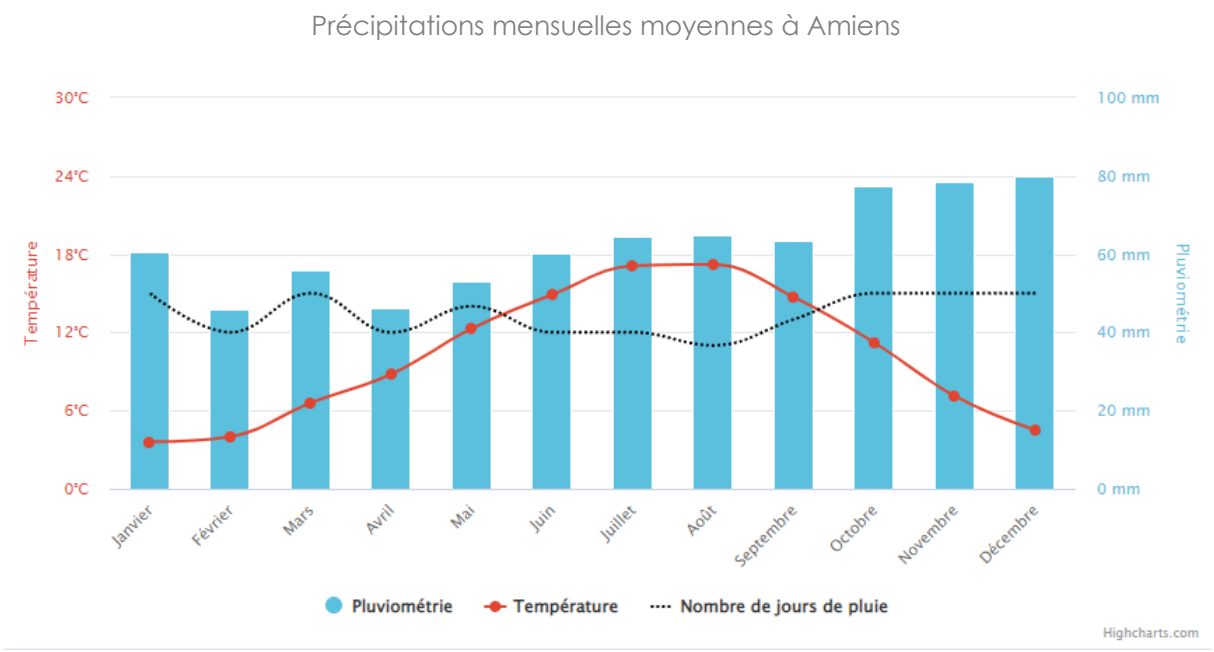
Récupération d'énergies :

La Communauté de Communes Avre Luce Noye comporte peu d'usines permettant la récupération de chaleur. La création de réseau de chaleur sur des quartiers déjà existants est complexe.

4. Autre ressource naturelle disponible : la ressource en eau

Les chiffres concernant les précipitations couvrent la période 1981 – 2010.

La hauteur de précipitations est en moyenne de 62,6 mm par mois et le nombre de jours avec précipitations de 13,4 jours.



Source : highcharts.com

Le secteur climatique auquel appartiennent les communes du territoire est caractérisé par un été et un automne pluvieux.

Perspectives :

Le contexte pluviométrique constitue un paramètre intéressant pour la récupération de l'eau de pluie dans le cadre d'usages domestiques ou industriels, tels que l'arrosage des espaces verts et jardins, le nettoyage des extérieurs, les sanitaires, etc.

Ceci permettrait une économie non négligeable à l'échelle du territoire et régionale de la ressource en eau potable souterraine.

De plus, ce système, mis en place notamment par des particuliers mais aussi par des industries et des collectivités, permettrait, en cas de forts orages, de stocker un volume d'eau non négligeable, évitant ainsi le débordement des infrastructures communales (égouts, station d'épuration…), à l'instar des bassins de rétention.

La Communauté de Communes bénéficie d'un potentiel de récupération des eaux pluviales intéressant, en particulier les eaux de toiture.

Il sera important de prendre en compte ces valeurs pour le dimensionnement des systèmes de récupération d'eau de pluie et du choix des matériaux utilisés pour les toitures.

Les conditions d'usage des eaux pluviales :

En ce qui concerne les usages des eaux pluviales, il faut rappeler qu'il existe aujourd'hui une réglementation quant à l'utilisation de cette eau, notamment pour des usages en intérieur. L'arrêté du 21 août 2008 défini les conditions d'usage de l'eau de pluie récupérée en tenant compte des éventuels risques, notamment sanitaires.

L'usage de l'eau de pluie concerne donc essentiellement un usage d'eau ne nécessitant pas une qualité dite « potable » pour l'usage effectué. On peut citer les utilisations suivantes :

- Nettoyage des véhicules et sols extérieurs ;
- Arrosage des espaces verts et jardins ;
- Alimentation des sanitaires ;
- Alimentation des lave-linge (en expérimentation).

Cette réglementation aborde également les usages industriels et collectifs de l'eau pluviale. Dans ces hypothèses, son usage est autorisé lorsque la qualité « potable » de l'eau n'est également pas nécessaire.

L'installation de ce système de récupération des eaux pluviales doit également répondre à cette même réglementation.

5. *Synthèse*

Synthèse des constats et objectifs sur la pollution

CONSTATS	OBJECTIFS
Energies renouvelables récupérables sur le territoire.	- Des mesures incitant les particuliers à utiliser des énergies renouvelables peuvent être promues, - Limiter la consommation d'énergie, - Promouvoir les énergies renouvelables chez les particuliers.
Qualité de l'air	- Des mesures de réduction des pollutions globales doivent être envisagées.

III. RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES, ALEAS ET NUISANCES

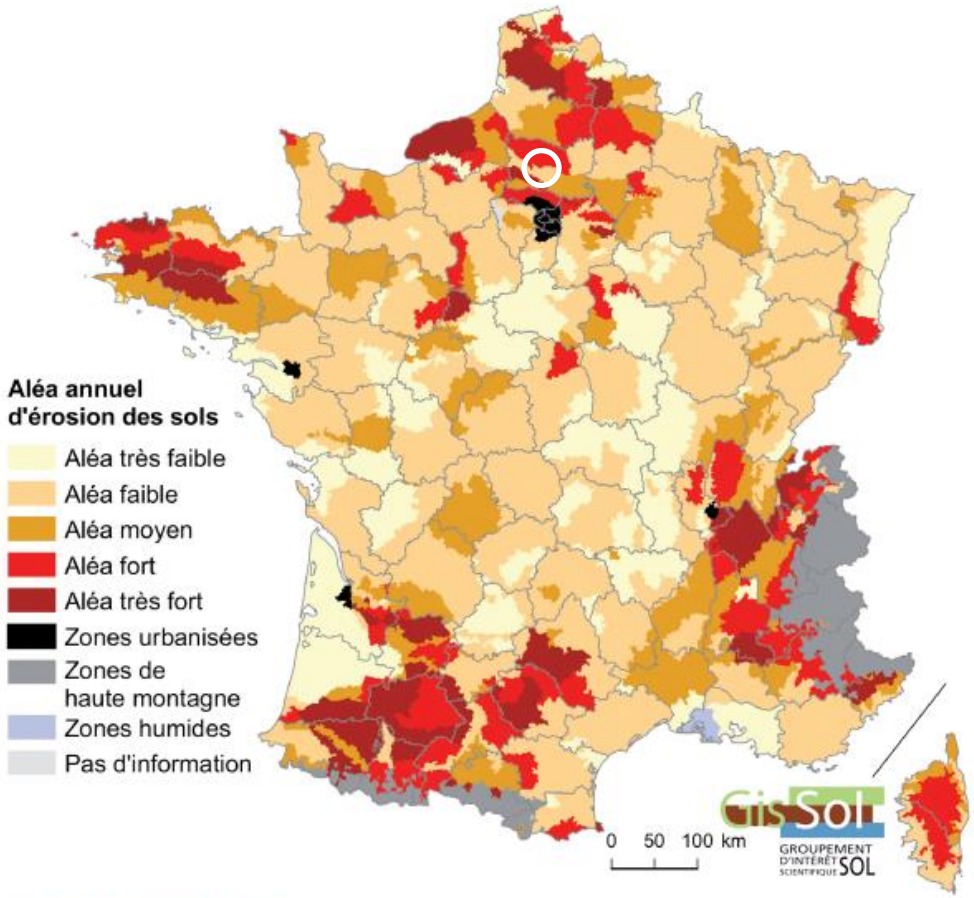
Les risques au sein du territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye sont les suivants :

- **Risque d'inondation** ;
- **Risque de mouvements de terrain** ;
- **Zone de sismicité de niveau 1** ;
- **Risque industriel** ;
- **Transport de marchandises dangereuses**.

1. *Risques naturels*

a. *Erosion des sols*

Aléa érosion des sols au niveau de la Communauté de Communes



Source : Gis Sol-Inra-SOeS, 2011.

Note : L'aléa d'érosion des sols par petite région agricole est estimé à l'aide du modèle Mesales (Modèle d'évaluation spatiale de l'aléa d'érosion des sols), développé par l'Inra. Il combine plusieurs caractéristiques du sol (sensibilité à la battance et à l'érodibilité), du terrain (type d'occupation du sol, pente) et climatiques (intensité et hauteur des précipitations). L'aléa est caractérisé par cinq classes représentant la probabilité qu'une érosion se produise.

Source : Gis Sol-Inra-SOeS, 2011

On observe que l'aléa d'érosion des sols est moyen à fort au sein de l'intercommunalité. **La Communauté de Communes Avre Luce Noye est sensible à l'érosion des sols**. Cette érosion est accentuée par la pratique intensive de l'agriculture.

b. Risque d'inondation

La connaissance du risque Inondation s'appuie sur des études hydrauliques et le repérage des zones exposées aux inondations dans le cadre des Atlas des Zones Inondables (AZI) et des plans de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRi).

Elle s'appuie également sur les constatations faites par les services de l'État des Zones Inondées Constatées (ZIC) lors d'évènements météorologiques exceptionnels.

Le code de l'Urbanisme impose la prise en compte des risques dans les documents d'urbanisme. Ainsi, les Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) permettent de refuser ou d'accepter, sous certaines conditions, un permis de construire dans des zones inondables, notamment celles définies par un atlas des zones inondables.

vi. Historique des inondations sur le territoire

Des **arrêtés de catastrophes naturelles pour inondation** sont **approuvés** sur le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye :

Liste des arrêtés de catastrophes naturelles pour inondation

Date de l'arrêté	Type de catastrophe naturelle	Communes concernées
22/10/18	Inondations et/ou coulées de Boues	Ailly-sur-Noye
26/07/21	Inondations et/ou coulées de Boues	Dommartin
30/06/21	Inondations et/ou coulées de Boues	Folleville ; Quiry-le-Sec
09/07/18	Inondations et/ou coulées de Boues	Berteaucourt-lès-Thennes; Demuin ; Moreuil ; Villers-Aux-Erables
26/07/16	Inondations et/ou coulées de Boues	Domart-sur-la-Luce
23/07/15	Inondations et/ou coulées de Boues	Moreuil
28/11/11	Inondations et/ou coulées de Boues	Coullemelle ; Grivesnes ; Mailly-Raineval ; Moreuil ; Morisel
10/05/10	Inondations et/ou coulées de Boues	Cayeux-en-Santerre ; Mailly-Raineval
07/10/08	Inondations et/ou coulées de Boues	Moreuil
11/01/05	Inondations et/ou coulées de Boues	Hangest-en-Santerre ; Mézières-en-Santerre
04/07/02	Inondations et/ou coulées de Boues	Rouvrel
26/04/02	Inondations et/ou coulées de Boues	Grivesnes ; Hallivillers
15/11/01	Inondations et/ou coulées de Boues	Fouencamps ; Moreuil

09/10/01	Inondations et/ou coulées de Boues	Ailly-sur-Noye ; Demuin
06/08/01	Inondations et/ou coulées de Boues	Arvillers ; Fresnoy-en-Chaussée ; Hangest-en-Santerre ; Le Plessier-Rozainvillers ; Le Quesnel ; Sauvillers-Mongival ; Villers-aux-Erables
26/04/01	Inondations et/ou coulées de Boues	Dammartin ; Hailles
26/04/01	Inondations par remontées de nappe	Dammartin ; Hailles
09/10/01	Inondations par remontées de nappe	Ailly-sur-Noye ; Demuin

Source : CCR

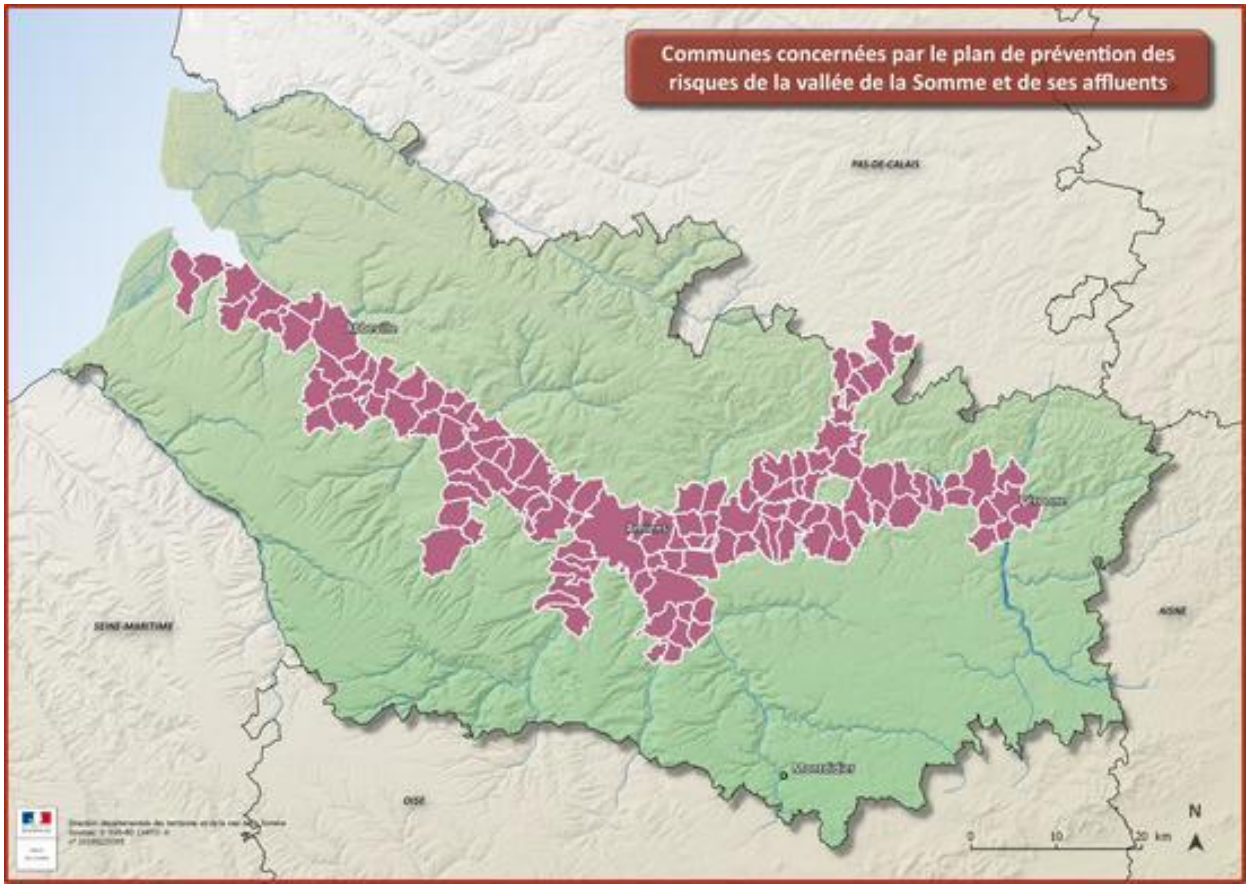
vii. *Plan de Prévention des Risques Inondations*

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est concernée par le Plan de Prévention des Risques Naturelles inondations (PPRNi) de la Vallée de la Somme et ses affluents.

Six communes de l'intercommunalité sont concernées :

- Ailly-sur-Noye
- Cottenchy
- Dommartin
- Fouencamps
- Guyencourt-sur-Noye
- Hailles

Communes concernées par le PPRI



Source : Somme.gouv.fr

La commune d'Arvillers est quant à elle, concernée par le plan de prévention des risques de l'arrondissement de Montdidier.

viii. *Territoire à Risque important d'Inondation*

La Communauté de Communes Avre Luce Noye n'est pas incluse dans un Territoire à Risque important d'Inondation. Le TRI d'Amiens est cependant limitrophe aux communes de Cottenchy et Fouencamps.

ix. *Plan de Gestion du Risque d'Inondation 2016-2021 (PGRI)*

Le Plan de Gestion du Risque d'Inondation (PGRI) est au cœur de la mise en œuvre de la directive inondation. Cet outil stratégique définit à l'échelle de chaque grand bassin (district hydrographique) les priorités en matière de gestion du risque d'inondation. Dans le cadre de la directive inondations et en déclinaison de la stratégie nationale de gestion des risques inondation (SNGRI), un plan de gestion des risques inondations a été élaboré sur chaque district sous l'autorité du Préfet coordonnateur de bassin en lien avec les parties prenantes.

Ce plan traite de l'ensemble des aspects de la gestion des inondations :

- La prévention des inondations au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau,
- La surveillance, la prévision et l'information sur les phénomènes d'inondation,
- L'information préventive, l'éducation, la résilience et la conscience du risque.

Il vise ainsi à intégrer la prise en compte et la gestion du risque d'inondation dans toutes les politiques du territoire.

Les plans de gestion des risques d'inondation français ont été approuvés et publiés au journal officiel n°0296 du 22 décembre 2015 portant approbation du PGRI Artois Picardie et arrêté du 7 décembre 2015 portant approbation du PGRI Seine Normandie). Ils sont entrés en vigueur au lendemain de leur publication et seront mis à jour tous les 6 ans dans un cycle d'amélioration continu voulu par la directive inondations.

Le plan de gestion des risques d'inondation 2016-2021 du bassin Artois Picardie poursuit quant à lui 5 grands objectifs pour réduire les conséquences des inondations sur la vie et la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie :

- Objectif 1 : aménager durablement les territoires et réduire la vulnérabilité des enjeux exposés aux inondations,
- Objectif 2 : favoriser le ralentissement des écoulements en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques,
- Objectif 3 : améliorer la connaissance des risques d'inondation et le partage de l'information, pour éclairer les décisions et responsabiliser les acteurs,
- Objectif 4 : se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale des territoires sinistrés,
- Objectif 5 : mettre en place une gouvernance.

Des stratégies locales sont également mises en place.

Le PGRI 2022-2027 est en cours d'élaboration.

c. *Risque d'inondation par ruissellement*

Le département de la Somme a connu de violents orages aux mois de mai et juin 2018, qui ont entraîné des phénomènes de ruissellement et de coulées de boue dans une centaine de communes, dont plus de la moitié ont fait l'objet de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.

Un comité de pilotage « ruissellement » a donc été réuni le 10 juillet 2018 à l'issue duquel il a été pris acte de l'émergence de ce risque particulier et de la nécessité d'engager une réflexion collective pour le comprendre et identifier les moyens d'y faire face. A cette occasion, les services de l'Etat ont indiqué engager un travail quant à l'identification des zones dont la topographie les rend potentiellement les plus sujettes aux phénomènes de ruissellement.

Les cartes présentées ci-dessous décrivent une analyse du relief topographique de terrain ayant pour objectif l'étude des axes de ruissellement sur le département de la Somme. Ainsi, la direction

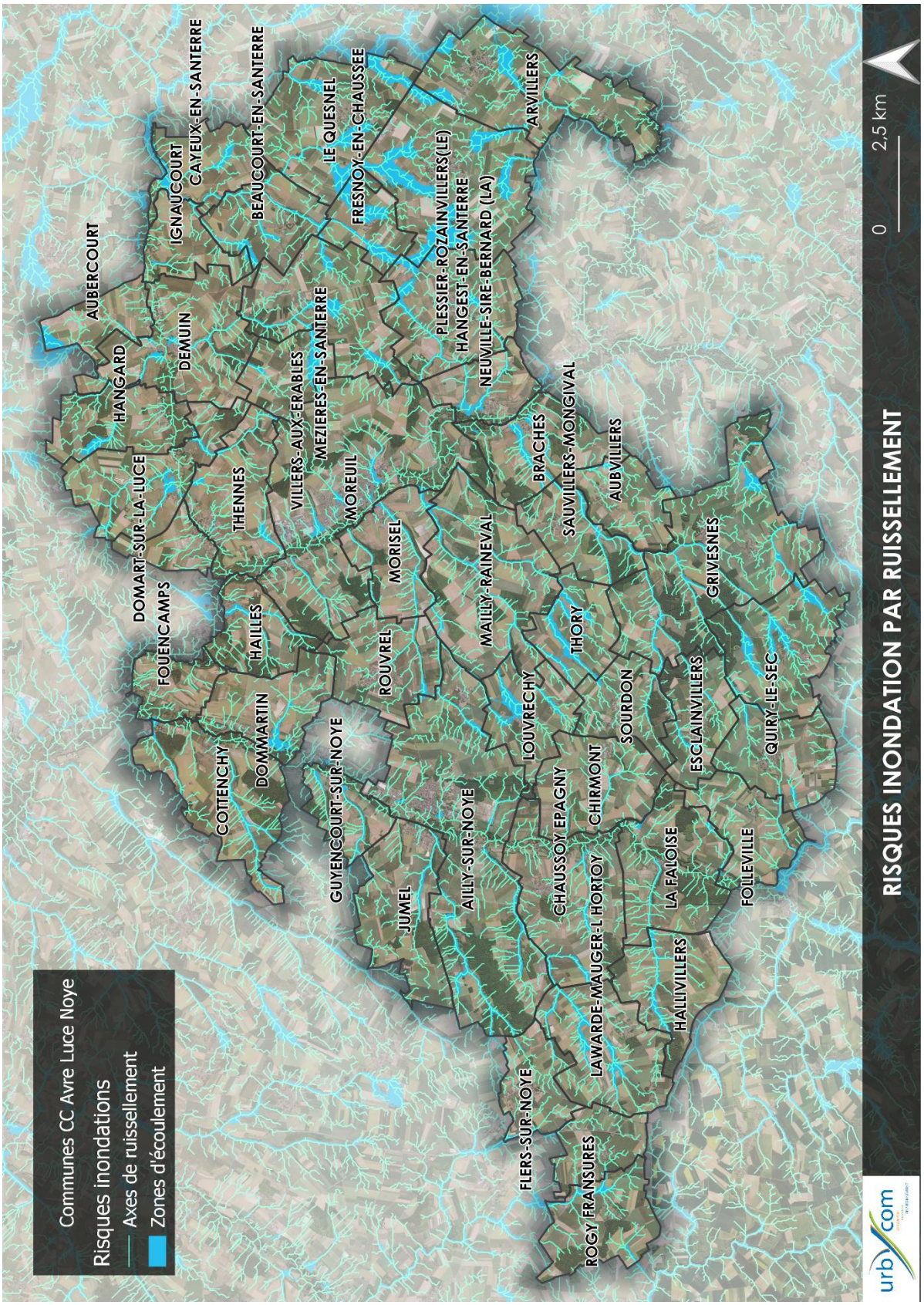
départementale des territoires et de la mer de la Somme a réalisé le tracé des axes de ruissellement et des bassins hydrographiques.

Les cartes comprennent :

- Les axes de ruissellement : axes préférentiels d'écoulement des eaux pluviales (ou réseaux hydrographiques) à travers lesquels l'eau circule jusqu'à l'exutoire du point d'écoulement,

- Les zones inondables par ruissellement : emprise inondable liée à la continuité des axes préférentiels de ruissellement, prenant en compte les pentes et la topographie du terrain.

Carte sur le risque inondation par ruissellement



Source : cartographie Urbycom

X. *Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) Somme*

Le PAPI est un appel à projet lancé en 2002 dans le but de promouvoir une gestion intégrée des risques d'inondation.

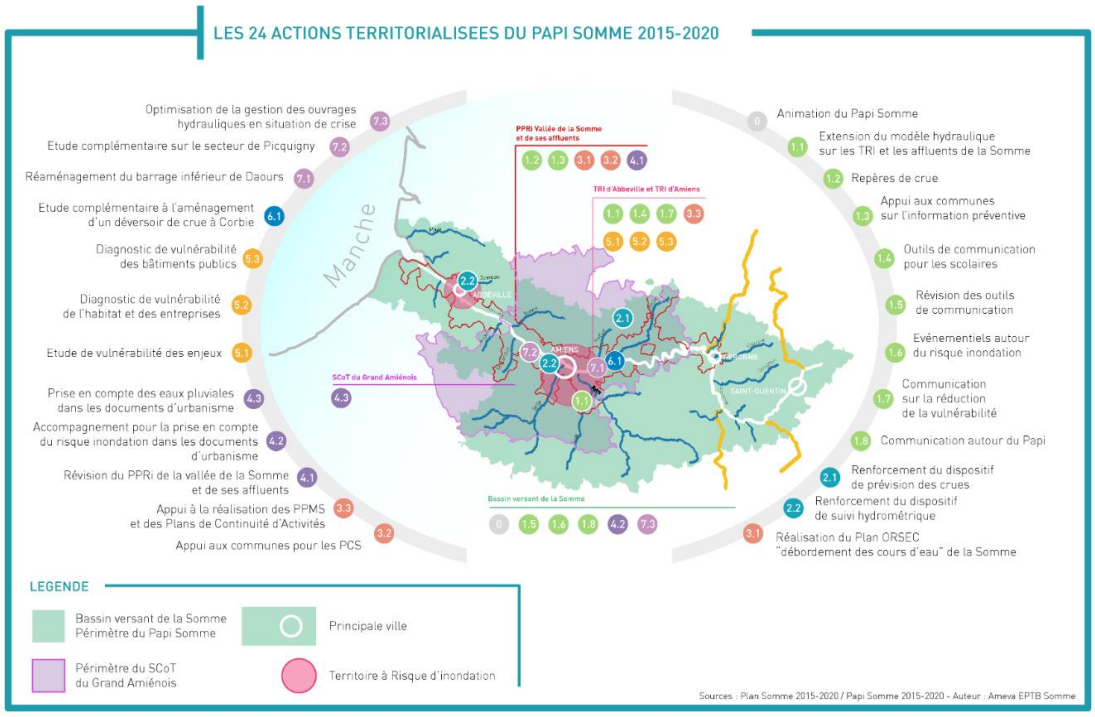
Afin de poursuivre la dynamique de prévention des inondations initiée sur le bassin versant de la Somme depuis 2001, un second PAPI a été déposé en 2015.

Approuvé le 28 mai 2015 en Commission Inondation de bassin Artois-Picardie, labellisé en Commission Mixte Inondation à Paris le 9 juillet 2015, avec une signature de la convention cadre le 23 octobre 2015, le PAPI de la Somme 2015-2020 est aujourd'hui un dispositif opérationnel.

Construit en concertation avec les acteurs du territoire, notamment au cours des premiers ateliers « SLGRI » organisés en novembre 2013, ce PAPI prévoit 24 actions et répond à 5 objectifs majeurs :

- Améliorer la connaissance de l'aléa inondation et sa prévision sur le bassin versant de la Somme ;
- Améliorer la résilience des enjeux exposés en réduisant leur vulnérabilité et en aménageant le territoire de façon à ne pas aggraver le risque ;
- Améliorer la préparation à la gestion de crise des acteurs du territoire ;
- Entretenir la mémoire des inondations de 2001 et améliorer la conscience du risque auprès du plus grand nombre ;
- Poursuivre le programme d'aménagement global de prévention des inondations de la vallée de la Somme et proposer des mesures de ralentissement dynamique dans un objectif de gestion intégrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

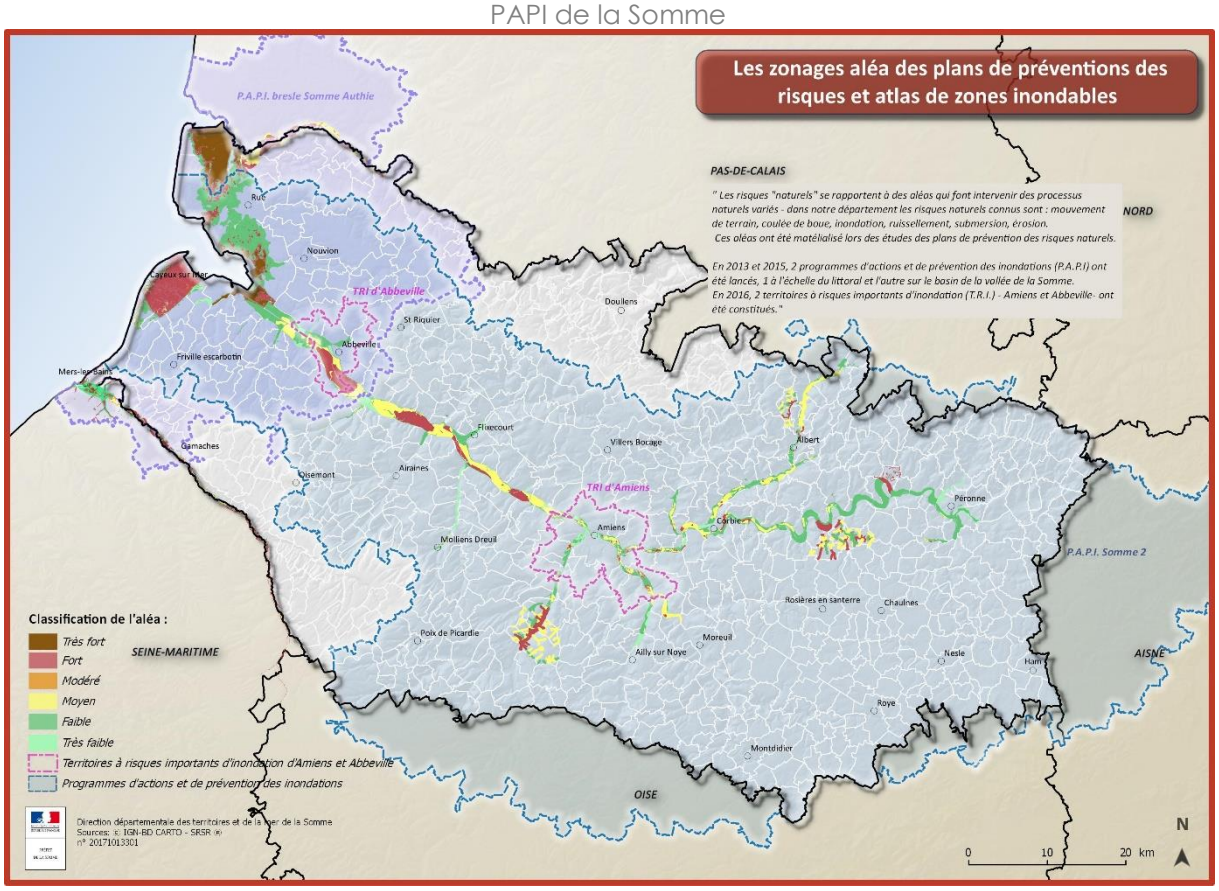
Les 24 actions territorialisées du PAPI Somme 2015-2020



Source : ameva.org

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est entièrement concernée par le PAPI de la Somme.

PAPI de la Somme



Source : somme.gouv.fr

Prise en compte du risque inondation :

- *Veiller à stocker les eaux pluviales qui ne peuvent être infiltrées,*
- *Limiter l'imperméabilisation des sols (augmenter la densité de logement pour limiter l'étalement des constructions…),*
- *Limiter la vulnérabilité des constructions (rehausse des bâtiments, interdiction de caves et de sous-sol…),*
- *Les Plans de Prévention du Risques inondation fixent les prescriptions et les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde des biens et des personnes à mettre en œuvre.*

d. Risque inondation par remontées de nappes

Dans certaines conditions, une élévation exceptionnelle du niveau de cette nappe entraîne un type particulier d'inondation : une inondation ***« par remontée de nappe »***.

Les nappes phréatiques dites « libres » ne sont pas séparées du sol par une couche imperméable. Elles sont alimentées par la pluie, dont une partie s'infiltre dans le sol et rejoint la nappe.

Lorsque l'eau de pluie atteint le sol, une partie est évaporée. Une seconde partie s'infiltre et est reprise plus ou moins vite par l'évaporation et par les plantes, une troisième s'infiltre plus profondément dans la nappe. Après avoir traversé les terrains contenant à la fois de l'eau et de l'air -qui constituent la Zone Non Saturée (en abrégé ZNS) – elle atteint la nappe où les vides de roche ne contiennent plus que de l'eau, et qui constitue la zone saturée. On dit que la pluie recharge la nappe.

C'est durant la période hivernale que la recharge survient car :

- Les précipitations sont les plus importantes ;
- La température y est faible, ainsi que l'évaporation ;
- La végétation est peu active et ne prélève pratiquement pas d'eau dans le sol.

A l'inverse, durant l'été, la recharge est faible ou nulle. Ainsi, on observe que le niveau des nappes s'élève rapidement en automne et en hiver, jusqu'au milieu du printemps. Il décroît ensuite en été pour atteindre son minimum au début de l'automne. On appelle « battement de la nappe » la variation de son niveau au cours de l'année.

Chaque année en automne, avant la reprise des pluies, la nappe atteint ainsi son niveau le plus bas de l'année : cette période s'appelle l'« étiage ». Lorsque plusieurs années humides se succèdent, le niveau d'étiage peut devenir de plus en plus haut chaque année, traduisant le fait que la recharge naturelle annuelle de la nappe par les pluies est supérieure à la moyenne, et plus importante que sa vidange annuelle vers les exutoires naturels de la nappe que sont les cours d'eau et les sources.

Si dans ce contexte, des éléments pluvieux exceptionnels surviennent, au niveau d'étiage inhabituellement élevé, se superposent les conséquences d'une recharge exceptionnelle. Le niveau de la nappe peut alors atteindre la surface du sol. La zone non saturée est alors totalement envahie par l'eau lors de la montée du niveau de la nappe : c'est l'inondation par remontée de nappe.

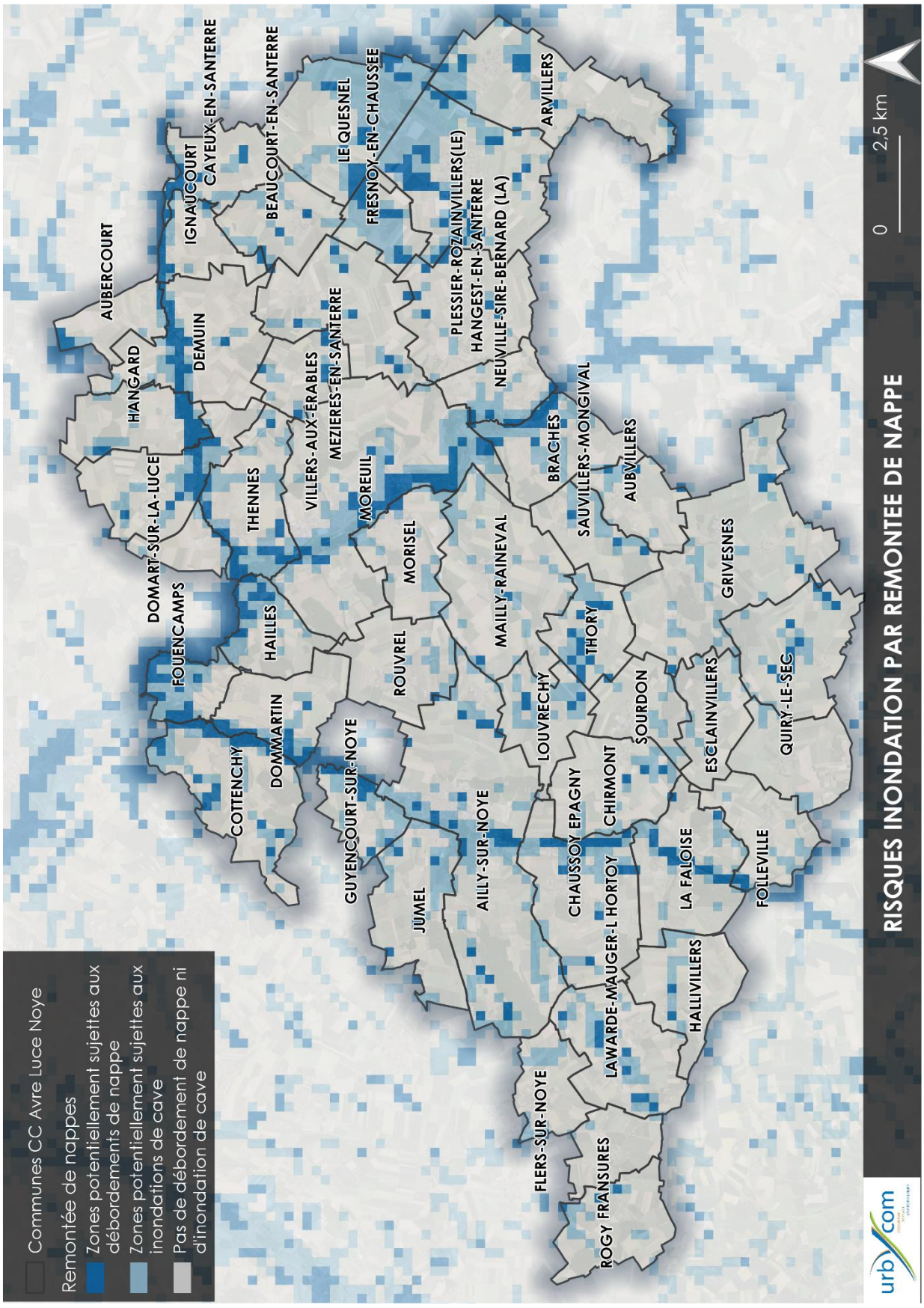
On conçoit que plus la zone non saturée est mince, plus l'apparition d'un tel phénomène est probable.

La Communauté de Communes Avre Luce Noye présente des zones potentiellement sujettes aux inondations de cave et aux débordements de nappe. Ces derniers sont principalement localisés autour des cours d'eau.

Prise en compte des remontées de nappes :

- *Eviter les constructions d'habitations dans les vallées sèches et dépression de plateaux calcaires ;*
- *Déconseiller la réalisation de sous-sol et règlementer leur conception ;*
- *Eviter la construction de bâtiments collectifs dans les secteurs soumis à cet aléa.*

Carte de risques des zones potentielles d'inondation par remontée de nappe



Source : cartographie Urbycom

e. Risque de mouvement de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol, en fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il s'inscrit dans le cadre des processus généraux d'érosion mais peut être favorisé, ou provoqué, par certaines activités anthropiques.

Les paramètres naturels influençant ces aléas :

- *La géologie :* les matériaux exercent une influence déterminante sur le déclenchement et l'évolution de ces phénomènes. Ils doivent être favorables à la création et au développement de cavités. La nature des terrains surmontant les cavités conditionne également le développement en surface du mouvement.
- *L'hydrogéologie :* la création de cavités naturelles dans le sous-sol est liée aux circulations d'eau qui entraînent des phénomènes d'érosion et d'altération dans les formations traversées. Dans les matériaux solubles tels que le calcaire, formation de réseaux karstiques ou le gypse, les écoulements souterrains d'eau dissolvent et entraînent les matériaux, formant ainsi une cavité.

Les paramètres anthropiques influençant ces aléas :

Ce sont généralement l'exploitation de matériaux du sous-sol dans les marnières, des carrières ou des mines, puis l'abandon de ces structures qui peuvent entraîner des affaissements ou des effondrements.

Le creusement de sapes de guerre pendant la Première Guerre Mondiale est également à l'origine de cavités, mal localisées pour la plupart du fait du contexte de leur création.

xi. Plan de prévention du risque de mouvement de terrain

Aucun PPRN pour des mouvements de terrain n'est prescrit sur le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye.

xii. Catastrophe naturelle de mouvements de terrain

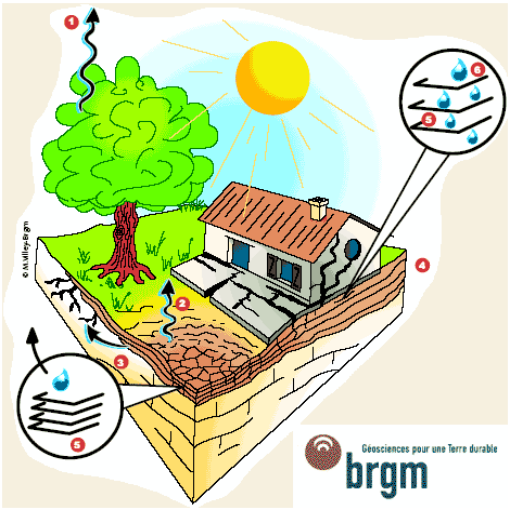
Au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye, on recense trois arrêtés de catastrophe naturelle concernant les mouvements de terrain. Ces arrêtés ont été pris le 29/10/2002, le 27/02/2002 et le 30/12/1999.

f. Risque de retrait et gonflement des argiles

L'argile est un matériau dont la consistance et le volume varient selon la teneur en eau (c'est un silicate d'alumine hydraté). Lors des longues périodes de sécheresse, certaines argiles se rétractent de manière importante (sur 1 à 2 mètres de profondeur) et entraînent localement des mouvements de terrain non uniformes pouvant aller jusqu'à provoquer la fissuration de certains bâtiments.

Par ailleurs, la présence de drains et surtout d'arbres (dont les racines pompent l'eau du sol jusqu'à 3 voire 5 m de profondeur) accentue l'ampleur du phénomène en augmentant l'épaisseur de sol asséché.

Schéma illustrant le fonctionnement de l'aléa retrait/gonflement des argiles



Légende du schéma :
(1) Evapotranspiration
(2) Evaporation
(3) Absorption par les racines
(4) Couches argileuses
(5) Feuillets argileux
(6) Eau interstitielle

Représentation des dégâts liés au risque retrait gonflement des argiles



Dans les zones où l'aléa est qualifié de faible, la survenance de sinistres est possible en cas de sécheresse importante mais ces désordres ne toucheront qu'une faible proportion des bâtiments (en priorité ceux qui présentent des défauts de construction ou un contexte local défavorable, avec par exemple des arbres proches ou une hétérogénéité du sous-sol).

Le phénomène de retrait-gonflement des argiles peut engendrer des désordres importants aux constructions. **L'enjeu n'est pas l'inconstructibilité des terrains, mais la qualité des constructions et la garantie de ne pas produire trop de facteurs favorables au phénomène.**

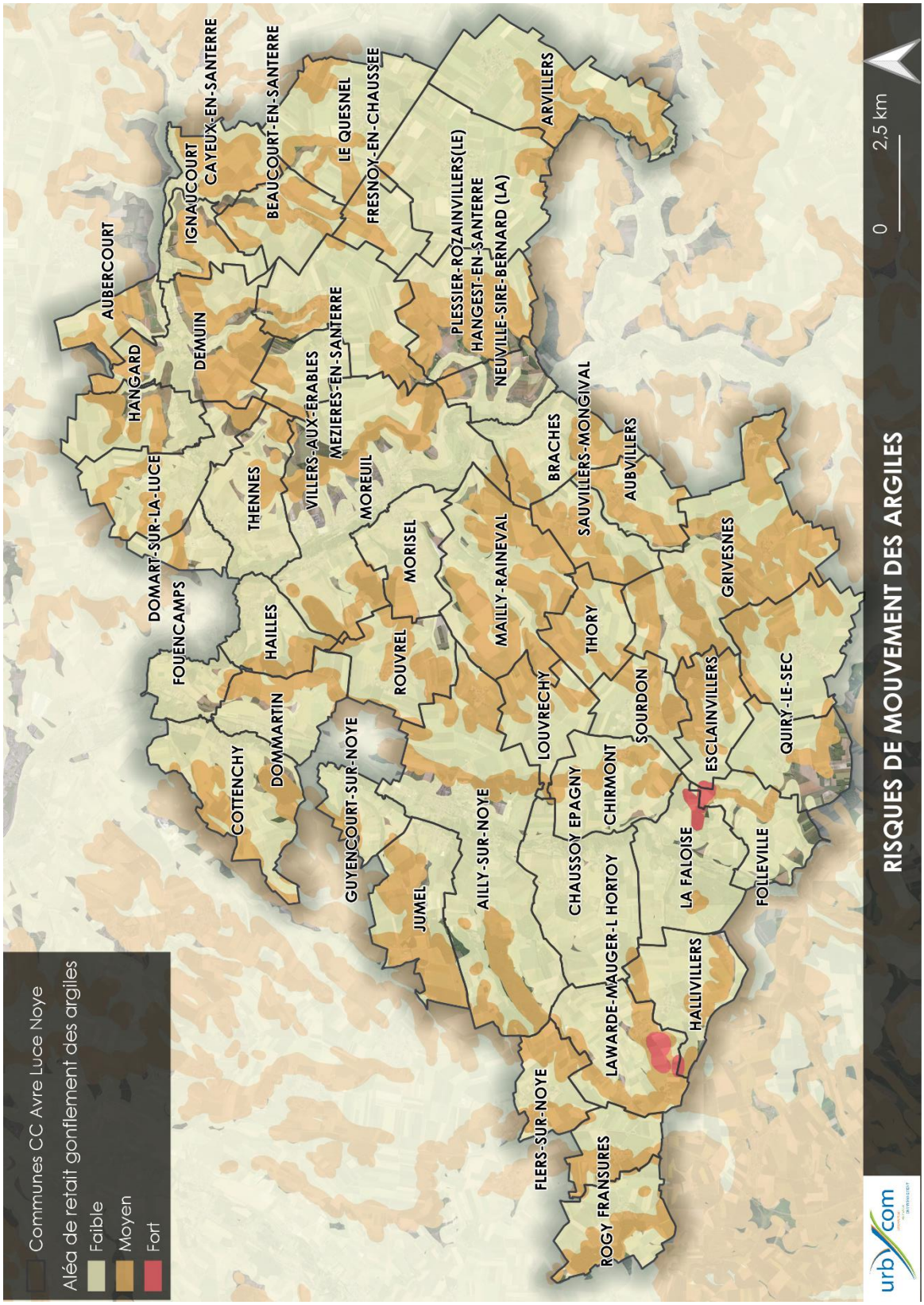
L'hydratation des sols argileux est sensible à certaines alimentations du sol en eau, infiltration par exemple ou à la présence d'arbres. Modifier un site peut favoriser le phénomène de retrait-gonflement. **Il conviendra donc d'avoir une réflexion globale sur l'assainissement, dans le cadre d'un zonage d'assainissement pluvial par exemple.**

La connaissance de la constitution du sous-sol et de sa résistance est un préalable nécessaire à la bonne prise en compte du phénomène. Une étude de sol préliminaire à chaque projet devrait être recommandée à minima, pour ainsi connaître les particularités du terrain, pour éventuellement adopter des mesures constructives qui évitent à la construction de subir les effets du retrait-gonflement.

Les risques de mouvements des argiles sont majoritairement faibles à moyens sur le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye. Des risques forts sont ponctuellement recensés.

Des risques faibles à moyen sont recensés sur l'ensemble du territoire. Des risques forts sont localisés sur les communes de Lawarde-Mauger-L'Hortoy, Hallivillers, La Faloise et Folleville.

Carte du risque de mouvement des argiles



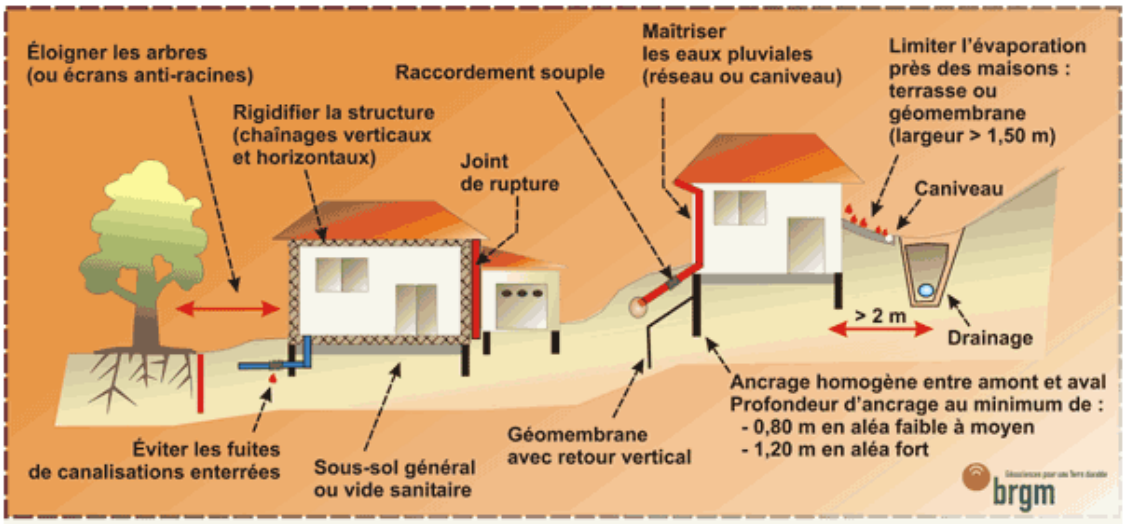
Source : cartographie Urbycom

<u>Prise en compte de l'aléa de retrait et gonflement des argiles</u> :

Un certain nombre de prescriptions techniques permettent de réduire les conséquences de ces mouvements différentiels, sur les structures des constructions :

- *Fondations sur semelles profondes ;*
- *Fondations ancrées de manières homogènes ;*
- *Structure du bâtiment rigide.*

Bonnes pratiques de construction :



g. Cavités souterraines

Cent trente-quatre cavités sont localisées au sein de la Communauté de Communes Avre Luce Noye.

Liste des cavités recensées

Identifiant	Type	Nom	statut	Commune	commentaire
PICAW0004278	indéterminé	6 avenue de l'Ile de France	indéterminé	Ailly-Sur-Noye	Effondrement existant _ Réf: 52000003
PICAW0004498	indéterminé	La Haie Brunel	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 165
PICAW0004499	indéterminé		indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 158
PICAW0004500	indéterminé		indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 159
PICAW0004501	indéterminé	La Haie Brunel	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 160
PICAW0004502	indéterminé	La Haie Brunel	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 161
PICAW0004503	indéterminé	La Haie Brunel	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 162
PICAW0004504	indéterminé	La Haie Brunel	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 163
PICAW0004505	indéterminé	La Haie Brunel	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 164

PICAW0004506	indéterminé	Rue Louis Thibaud	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 153
PICAW0004507	indéterminé	18 rue du Treppier	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 154
PICAW0004508	indéterminé	18 rue du Treppier	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 154
PICAW0004509	indéterminé	Château d'Arvilliers	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 155
PICAW0004510	indéterminé	Rue Sainte-Marguerite	indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 156
PICAW0004511	indéterminé		indéterminé	Arvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 157
PICCS00001106	ouvrage civil	La Terrière	abandon	Aubercourt	
PICCS00001107	ouvrage civil	La pointe Serchis	abandon	Aubercourt	
PICAW0004093	indéterminé	Rue de Pierrepont, vers D83	indéterminé	Aubvillers	Effondrement existant
PICAW0004516	indéterminé	Route Croix Robert	indéterminé	Aubvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 172
PICAW0004517	indéterminé		indéterminé	Aubvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 173
PICAW0004518	indéterminé	L'Argilière	indéterminé	Aubvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 174
PICAW0004519	indéterminé	19 rue de Sauvillers	indéterminé	Aubvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 175
PICAW0004520	indéterminé		indéterminé	Aubvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 176
PICAW0004521	indéterminé	RD 83	indéterminé	Aubvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 170
PICAW0004522	indéterminé	Rue Pierrepont	indéterminé	Aubvillers	Effondrement existant _ réf : 52 000 171
PICAW0004094	ouvrage civil	Sur le D28	abandon	Beaucourt-En-Santerre	Affaissement existant
PICCS00001316	ouvrage civil		abandon	Berteaucourt-Les-Thennes	
PICAW0005072	indéterminé		indéterminé	Braches	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 000 614
PICAW0005073	indéterminé	Route de Braches à Aubvillers	indéterminé	Braches	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 000 609
PICAW0005074	indéterminé		indéterminé	Braches	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 000 610
PICAW0005075	indéterminé		indéterminé	Braches	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 000 611

PICAW0005076	indéterminé		indéterminé	Braches	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 000 612
PICAW0005077	indéterminé		indéterminé	Braches	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 000 613
PIC0000644CS	carrière	vallon à l'ouest du village	abandon	Chirmont	
PICAW0004213	cave	Près du chemin des carrières	abandon	Chirmont	
PICCS0001540	ouvrage civil		abandon	Chirmont	
PICAW0004097	indéterminé	1 rue Jean Brant	indéterminé	Cottenchy	Effondrement existant
PICAW0004098	indéterminé		indéterminé	Cottenchy	Effondrement existant
PICAW0004100	indéterminé	15 rue Gustave Cuvilliers	indéterminé	Demuin	Effondrement existant
PICCS0001513	ouvrage civil		abandon	Demuin	
PICCS0001515	ouvrage civil		abandon	Domart-Sur-La-Luce	
PICAW0020291	indéterminé	RD193	indéterminé	La Faloise	effondrement
PICCS0000931	ouvrage civil	A gauche en arrivant d'Hallivillers.	abandon	La Faloise	
PICCS0001489	ouvrage civil		abandon	La Faloise	
PICAW0006559	indéterminé		indéterminé	Folleville	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 246
PICAW0006560	indéterminé		indéterminé	Folleville	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 247
PICCS0001086	ouvrage civil	Chateau	abandon	Folleville	
PICAW0004073	indéterminé	D 90	indéterminé	Fouencamps	
PICAW0007915	indéterminé	Rue de la Noye, en direction du bourg	indéterminé	Fouencamps	
PICCS0001087	ouvrage civil	Cimetiere ?	abandon	Fransures	
PICAW0004144	ouvrage civil	Eglise	abandon	Fresnoy-En-Chaussee	
PICAW0007048	indéterminé	35 rue Haute	indéterminé	Fresnoy-En-Chaussee	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 446

PICAW0007049	indéterminé	10 rue Basse	indéterminé	Fresnoy-En-Chaussee	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 447
PICAW0007051	indéterminé	rue Basse	indéterminé	Fresnoy-En-Chaussee	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 448
PICAW0007052	indéterminé	Terre plein central de la RD 934	indéterminé	Fresnoy-En-Chaussee	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 449
PICAW0007056	indéterminé	Terre plein central de la RD 934	indéterminé	Fresnoy-En-Chaussee	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 450
PICAW0007057	indéterminé	14 rue Basse	indéterminé	Fresnoy-En-Chaussee	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 442
PICCS00001143	ouvrage civil	Cour de l'eglise	abandon	Fresnoy-En-Chaussee	
PICCS00001462	ouvrage civil		abandon	Fresnoy-En-Chaussee	
PICAW0007304	indéterminé	4 rue du 31 mars 1918	indéterminé	Grivesnes	Effondrement existant - Réf BD MVT: 52 001 553
PICAW0007308	indéterminé		indéterminé	Grivesnes	Effondrement existant - Réf BD MVT: 52 001 557
PICAW0007316	indéterminé	Parcelle AC 13	indéterminé	Grivesnes	
PICAW0007317	indéterminé	Parcelle ZM 2	indéterminé	Grivesnes	Effondrement existant - Réf BD MVT: 52 001 546
PICCS00001451	ouvrage civil		abandon	Grivesnes	
PICCS00001455	ouvrage civil		abandon	Hailles	
PICCS00000888	ouvrage civil	Rue de Lawarde	abandon	Hallivillers	
PICCS00001460	ouvrage civil		abandon	Hangard	
PICAW0004105	indéterminé	17 rue d'Arvillers	indéterminé	Hangest-En-Santerre	
PICAW0004106	indéterminé	4 rue d'Arvillers, sur la D54	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Affaissement existant
PICAW0004107	indéterminé	7 rue d'Arvillers, sur la D54	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Affaissement existant
PICAW0007466	indéterminé	Lieu-dit Fond du Moulin (2K2)	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 672
PICAW0007467	indéterminé	Lieu-dit Le Marquet (2L 47)	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 673

PICAW0007468	indéterminé	Lieu-dit Moulin Martin (2L9)	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 674
PICAW0007469	indéterminé	Lieu-dit Fond du Creux Moulin (2K41)	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 675
PICAW0007470	indéterminé	Lieu-dit Le Volant (2L 26-27)	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 676
PICAW0007474	indéterminé	Rue de Moreuil	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 669
PICAW0007475	indéterminé	5 rue de Davenescourt	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 670
PICAW0007476	indéterminé	Lieu-dit Le Village (2 T 58)	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 671
PICAW0007477	indéterminé	13 rue de Contoire	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 665
PICAW0007921	indéterminé	Bois Boilleau	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008005	indéterminé	Bois Boilleau	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008006	indéterminé	Bois Boilleau	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008008	indéterminé	Tour de ville	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008009	indéterminé	Voie de la Sablière	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008011	indéterminé	Chemin d'Augumont	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008026	indéterminé	Chemin de Pierrepont	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008027	indéterminé	Chemin de Pierrepont	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008028	indéterminé	Bois Boilleau	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008029	indéterminé	Chemin de Fresnoy	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008031	indéterminé	Chemin de Fresnoy	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008032	indéterminé	Chemin de Fresnoy	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008033	indéterminé	Chemin de Fresnoy	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008034	indéterminé	Rue d'Arvillers	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant
PICAW0008035	indéterminé	Rue de Contoire	indéterminé	Hangest-En-Santerre	Effondrement existant

PICCS0000 1461	ouvrage civil		abandon	Hangest-En-Santerre	
PICAW001 2589	ouvrage civil	souterrain	abandon	Lawarde-Mauger-L Hortoy	Souterrain refuge
PICAW001 2590	carrière	Carrière	abandon	Lawarde-Mauger-L Hortoy	
PICCS0000 1046	ouvrage civil	Le Fort	abandon	Lawarde-Mauger-L Hortoy	
PICCS0000 1431	ouvrage civil		abandon	Lawarde-Mauger-L Hortoy	
PICCS0000 1418	ouvrage civil		abandon	Louvrechy	
PICAW000 4112	indéterminé	16 rue Joly	indéterminé	Mezieres-En-Santerre	Affaissement existant
PICAW000 8289	indéterminé	9 rue du moulin (parcelle AC 47a)	indéterminé	Mezieres-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 117
PICAW000 8290	indéterminé	15 rue du moulin (parcelle AC 43a)	indéterminé	Mezieres-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 118
PICAW000 8291	indéterminé	25 rue du moulin (parcelle AC 38a)	indéterminé	Mezieres-En-Santerre	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 119
PICCS0000 1390	ouvrage civil		abandon	Mezieres-En-Santerre	
PICAW000 8341	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 179
PICAW000 8342	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 180
PICAW000 8343	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 181
PICAW000 8344	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 182
PICAW000 8345	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 183
PICAW000 8346	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 184
PICAW000 8348	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 174

PICAW0008349	indéterminé	Ferme de l'Espinoy	indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 175
PICAW0008350	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 176
PICAW0008351	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 177
PICAW0008352	indéterminé		indéterminé	Moreuil	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 178
PICAW0004110	ouvrage civil	6 rue Blanche	abandon	Le Quesnel	Affaissement existant
PICAW0007773	indéterminé	Parcelle Section cadastrale T - Route d'Arvillers	indéterminé	Le Quesnel	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 853
PICAW0007775	indéterminé	20 rue de la Chapelle	indéterminé	Le Quesnel	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 001 854
PICAW0020292	indéterminé	16 rue Gaston Blanchard	indéterminé	Le Quesnel	effondrement
PICCS0000 1045	ouvrage civil		abandon	Le Quesnel	
PICCS0000 1141	ouvrage civil	Chateau ou ancienne eglise	abandon	Le Quesnel	
PICAW0004124	indéterminé	4 rue d'en haut	indéterminé	Rouvrel	Effondrement existant
PICAW0004125	indéterminé	Rue planquette	indéterminé	Rouvrel	Effondrement existant
PICAW0009190	indéterminé	9 rue d'Aubvillers	indéterminé	Sauvillers-Mongival	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 744
PICAW0009192	indéterminé	11 rue d'Aubvillers	indéterminé	Sauvillers-Mongival	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 746
PICAW0009194	indéterminé	21 rue d'Aubvillers	indéterminé	Sauvillers-Mongival	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 748
PICAW0009195	indéterminé	10 rue de Moreuil	indéterminé	Sauvillers-Mongival	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 749
PICAW0009196	indéterminé	1 rue d'Aubvillers	indéterminé	Sauvillers-Mongival	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 750
PICAW0009197	indéterminé	Entre 6 et 8 rue d'Aubvillers	indéterminé	Sauvillers-Mongival	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 751
PICAW0009198	indéterminé	31 rue de Moreuil	indéterminé	Sauvillers-Mongival	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 752

PICAW0009199	indéterminé	18 rue de Moreuil	indéterminé	Sauvillers-Mongival	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 753
PICAW0009200	indéterminé	1 rue du Four	indéterminé	Thory	Effondrement existant _ Réf BD MVT: 52 002 755
PICCS00001329	ouvrage civil		abandon	Thory	

Source : Géorisques

Détails des types de cavités anthropiques (Source : Géorisques)

Carrières :

Origine : exploitation des matières premières minérales (pour la construction, l'industrie ou l'agriculture).

Milieu :

- Géologie variée (calcaire, gypse, craie, argile, ardoise, etc.) ;
- Nombreuses régions (plus grandes concentrations dans le Nord, la Normandie, les Pays-de-la-Loire, la région parisienne, l'Aquitaine, et à moindre titre les Pyrénées, la Provence et le Lyonnais, le Jura, la Bourgogne, etc.) ;
- À faible profondeur (en général entre 5 et 50 mètres) ; parfois inférieure à 5 mètres comme en Gironde, la carrière peut localement atteindre 60 à 70 mètres dans certaines exploitations de craie, aux environs de Meudon ou en Normandie, ou de gypse dans le Bassin de Paris, la Provence ou le Jura, et exceptionnellement plus d'une centaine de mètres pour certaines exploitations de roches dures situées à flanc de montagne dans le Jura, les Pyrénées, les Alpes.

Géométrie : une surface parfois importante (plusieurs dizaines d'hectares) ou une exploitation centrée autour d'un puit (cas des marnières : exploitations de craie à des fins d'amendement des terres agricoles, en Normandie) ; hauteur exploitée variant en fonction de l'épaisseur du matériau exploité, parfois exploitation sur plusieurs niveaux superposés ; présence possible d'un ou plusieurs puits (pour l'accès à la carrière, l'évacuation des matériaux ou l'aération des travaux souterrains).

Evolution : les carrières abandonnées, lorsqu'elles ne sont plus surveillées et confortées, peuvent parfois s'effondrer localement ou en masse, du fait de la lente dégradation du toit (plafond), des parois, des piliers ou du mur (plancher) de l'exploitation. Les éventuels puits peuvent aussi s'effondrer, même lorsqu'ils ne sont plus visibles en surface. Les accès (galeries, puits) se dégradent souvent plus rapidement que le reste de la cavité.

Ouvrage civil :

Origine : cette catégorie regroupe les cavités à usage d'adduction et de transport (aqueducs, tunnels routiers, tunnels ferroviaires, souterrains pour les piétons…), ainsi que les souterrains et abris refuges qui bordent parfois de nombreuses demeures historiques.

Géométrie : la géométrie de l'ouvrage dépend directement de son utilisation. En règle générale, on s'attend à des sections de 0 à 100 m².

Evolution : l'état de conservation de ces ouvrages abandonnés peut être très médiocre dans la mesure où les soutènements ne sont plus entretenus. A ce titre, leur éventuel effondrement peut provoquer des désordres importants en surface selon les dimensions et la position de la cavité.

Ouvrages militaires enterrés (sapes, tranchées et galeries) :

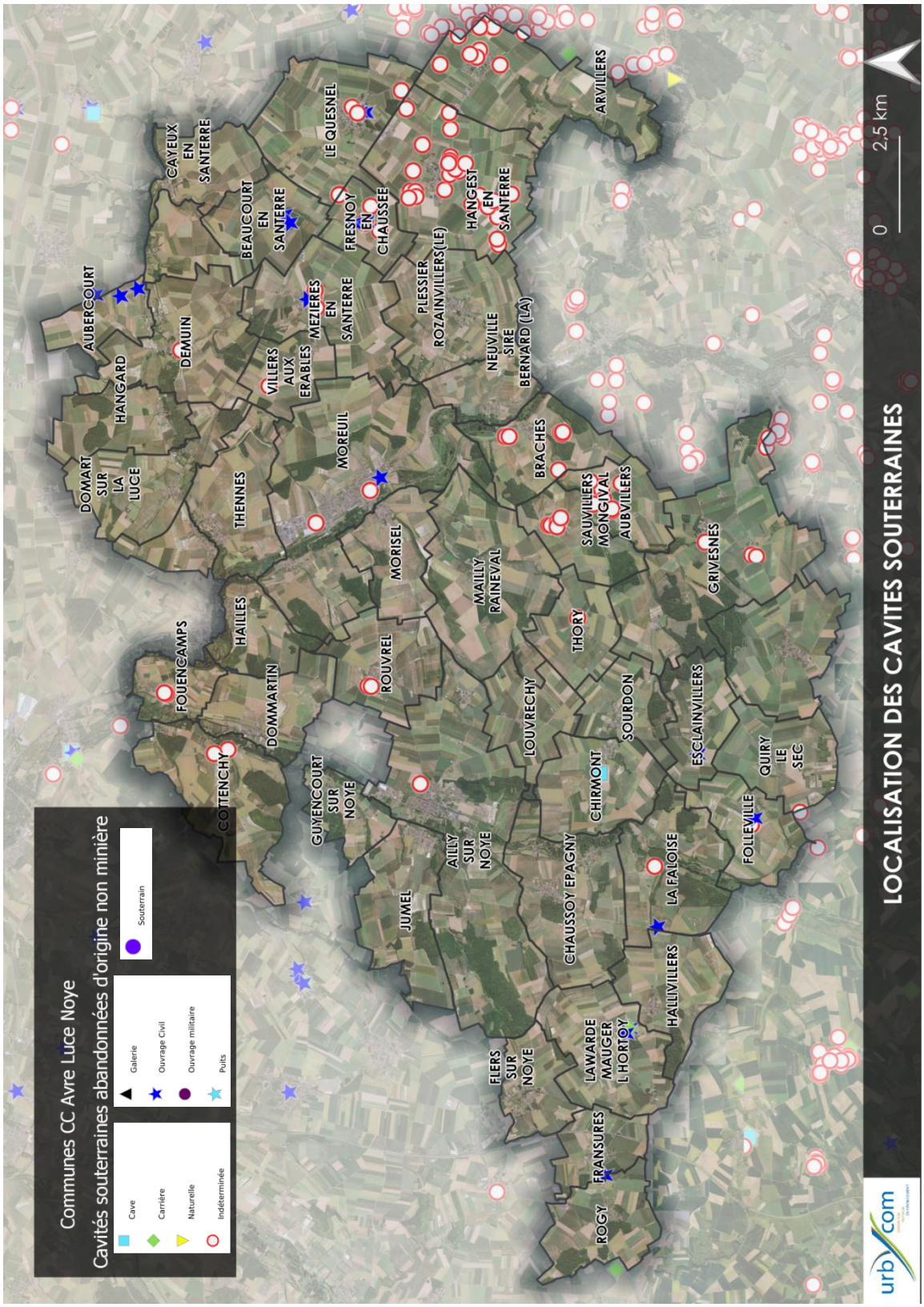
Origine : objectifs d'abriter les troupes, de pénétrer les lignes ennemies, etc.

Milieu : ces ouvrages sont en général creusés dans des zones à topographie relativement plate. Si l'on connaît les régions potentiellement affectées, et si des cartes historiques ont permis de localiser une partie des ouvrages militaires, la localisation précise de chaque ouvrage n'est le plus souvent pas connue (certaines entrées ont été remblayées rapidement sans être repérées). La découverte de nouveaux ouvrages résulte le plus souvent de travaux de terrassement.

Géométrie : les tranchées sont des éléments de surface, et ont une profondeur et une largeur de l'ordre de 1 à 2 m. Les galeries d'accès s'enfoncent rapidement en marquant parfois des paliers jusqu'à la (aux) salle(s) souterraine(s), de taille très variable. Répartis en véritables réseaux, ces ouvrages étaient reliés entre eux d'une façon difficilement repérable.

Evolution : En raison des faibles volumes des vides, les effondrements provoqués par leur dégradation se limitent le plus souvent à des désordres aux divers réseaux de surface (canalisation d'eau, de gaz…), mais avec dans certains cas, des conséquences qui peuvent être plus importantes.

Carte de localisation des cavités



Source : cartographie Urbycom

Prise en compte du risque lié aux cavités :

- *Informer la population des risques ;*
- *Réglementer les constructions dans les zones à risques.*

Des techniques de constructions permettent les constructions en zone sensible aux effondrements : renforcement des piliers existants, construction de piliers, boulonnage du toit, coulis ou remplissage des cavités, renforcement des structures, création de fondations profondes …

Il est impératif d'informer la population des risques, la construction dans les zones à risque doit être réglementée.

h. Risque sismique

La France dispose d'un nouveau zonage sismique réglementaire divisant le territoire national en cinq zones de sismicité croissante basées sur un découpage communal et sur la probabilité d'occurrence des séismes.

La zone 5, regroupant les îles antillaises, correspond au niveau d'aléa le plus élevé du territoire national.

La métropole et les autres DOM présentent quatre zones sismiques, de la zone 1 de très faible sismicité (bassin aquitain, bassin parisien...) à la zone 4 de sismicité moyenne (fossé rhénan, massifs alpin et pyrénéen).

Deux décrets du 22 octobre 2010 donnent les nouvelles dénominations de zones sismiques et de catégories de bâtiments et le nouveau découpage géographique des 5 zones sismiques :

- Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français fixe le périmètre d'application de la réglementation parasismique applicable aux bâtiments.

- Le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique permet la classification des ouvrages et des bâtiments et de nommer et hiérarchiser les zones de sismicité du territoire.

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est classée en zone de sismicité 1 (très faible).

Sachant que des mesures préventives, notamment des règles de construction et d'aménagement sont à appliquer aux bâtiments selon leur catégorie d'importance. Ces règles sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Comme le montre le tableau suivant, les bâtiments de catégorie 3 et 4 qui pourraient être édifiés sur la commune ou agrandis, surélevés, transformés, devront respecter un certain nombre de règles de constructions parasismiques selon une classification définie par l'arrêté du 22 octobre 2010 (NOR : DEVP1015475A), relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Exigences sur le bâti neuf

Les exigences sur le bâti neuf dépendent de la catégorie d'importance du bâtiment et de la zone de sismicité.

	I	II		III	IV
					
Zone 1	aucune exigence				
Zone 2				Eurocode 8 [3] a_{gr}=0,7 m/s²	
Zone 3		PS-MI[1]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,1 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,1 m/s²	
Zone 4		PS-MI[1]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,6 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=1,6 m/s²	
Zone 5		CP-MI[2]	Eurocode 8 [3] a_{gr}=3 m/s²	Eurocode 8 [3] a_{gr}=3 m/s²	

[1] Application **possible** (en dispense de l'Eurocode 8) des PS-MI sous réserve du respect des conditions de la norme PS-MI
[2] Application **possible** du guide CP-MI sous réserve du respect des conditions du guide
[3] Application **obligatoire** des règles Eurocode 8

<u>Remarque :</u>

Les éléments non structuraux du bâti (cloisons, cheminées, faux-plafonds, etc.) peuvent se révéler dangereux pour la sécurité des personnes, même sous un séisme d'intensité modérée. Pour limiter cette vulnérabilité, l'ajout ou le remplacement d'éléments non structuraux dans le bâtiment doit s'effectuer conformément aux prescriptions de l'Eurocode 8 partie 1 :

*- **pour les bâtiments de catégories III et IV en zone de sismicité 2 ;***

- pour l'ensemble des bâtiments de catégories II, III et IV dans les zones 3, 4 et 5.

Il appartient au pétitionnaire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour adapter tout projet de construction en prévention du risque sismique.

2. Risques technologiques

a. Les installations classées pour la protection de l'environnement

Depuis 1976, la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) prend en compte la prévention des risques technologiques.

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une **installation classée**.

Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés :

- **Déclaration :** pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses. Une simple déclaration en préfecture est nécessaire.
- **Enregistrement :** conçu comme une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées. Ce régime a été introduit par l'ordonnance n°2009-663 du 11 juin 2009 et mis en œuvre par un ensemble de dispositions publiées au Journal Officiel du 14 avril 2010.
- **Autorisation :** pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants. L'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, démontrant l'acceptabilité du risque. Le préfet peut autoriser ou refuser le fonctionnement.

Cinquante-cinq installations classées sont recensées sur le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye.

Liste des installations classées

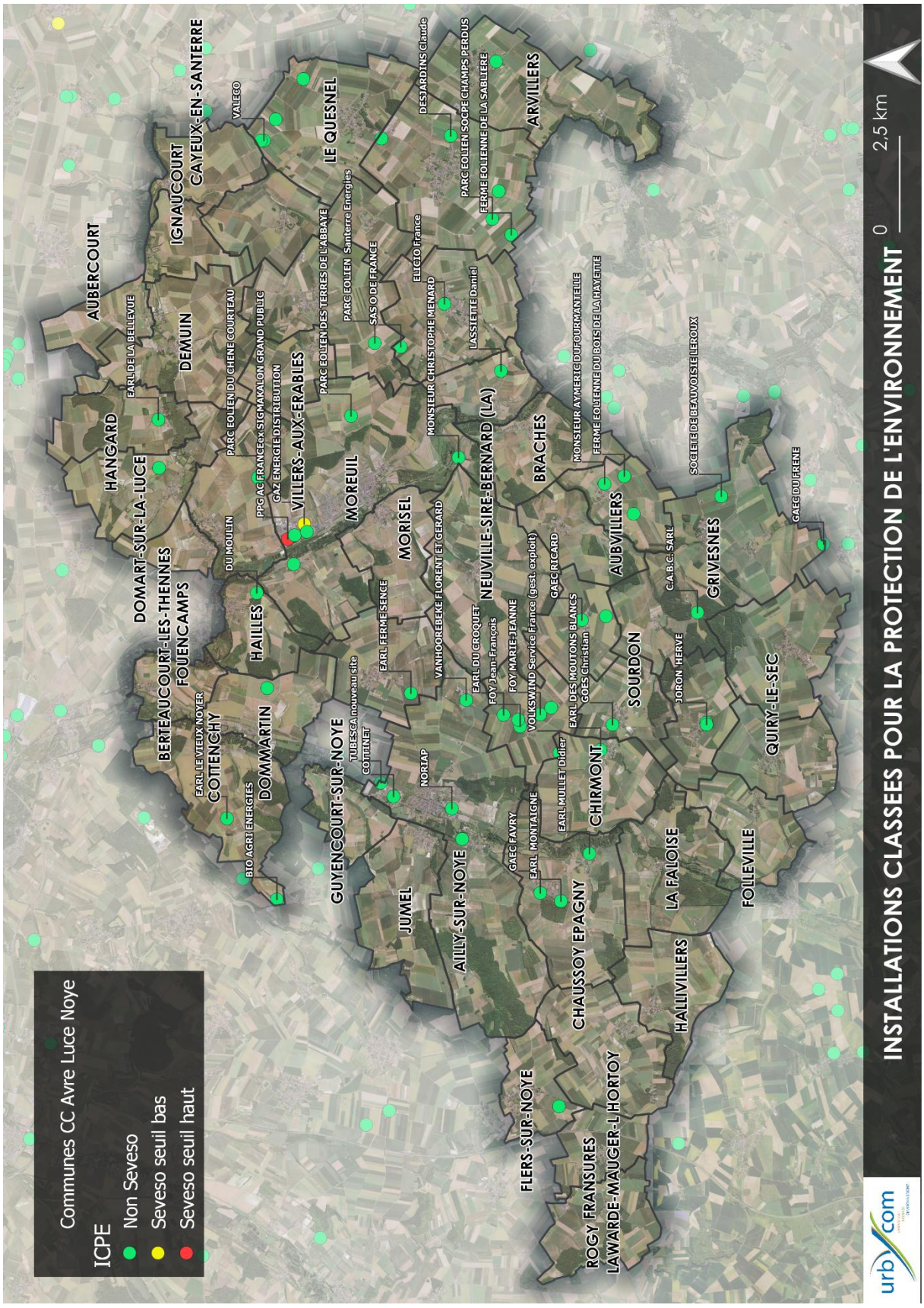
Nom de l'établissement	**Code INSEE**	**Commune**	**Régime**	**Statut Seveso**
Spitz Casse Auto	80283	Esclainvillers	Non classé	Non Seveso
Valeco	80652	Le Quesnel	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Du Moulin	80405	Hailles	Enregistrement	Non Seveso
Sas O De France	80628	Le Plessier Rozainvillers	Soumis à Autorisation	Non Seveso
C.A.B.C. Sarl	80390	Grivesnes	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Joron Herve	80283	Esclainvillers	Non classé	Non Seveso
Ppg Ac Franceex Sigmakalon Grand Public	80570	Moreuil	Soumis à Autorisation	Seveso seuil haut
Parc Eolien Du Chene Courteau	80570	Moreuil	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Parc Eolien Des Terres De L'Abbaye	80570	Moreuil	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Gaec Ricard	80758	Thory	Enregistrement	Non Seveso
Ferme Eolienne De La Sabliere	80625	Trois-Rivieres	Soumis à Autorisation	Non Seveso

Elicio France	80628	Le Plessier Rozainvillers	Non classé	Non Seveso
Noriap	80010	Ailly Sur Noye	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Gaec Favry	80188	Chaussoy Epagny	Non classé	Non Seveso
Gaz Energie Distribution	80570	Moreuil	Soumis à Autorisation	Seveso seuil bas
C.A.B.C. (Arvillers)	80031	Arvillers	Non classé	Non Seveso
Lassiette Daniel	80595	La Neuville Sire Bernard	Non classé	Non Seveso
Parc Eolien Fe De L'Argilliere	80246	Dommartin	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Parc Eolien Socpe De La Lame De Fer	80652	Le Quesnel	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Earl Salmon-Lepage	80010	Ailly Sur Noye	Non classé	Non Seveso
Earl Des Moutons Blancs	80193	Chirmont	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Earl Le Vieux Noyer	80213	Cottenchy	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Earl De La Bellevue	80414	Hangard	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Desjardins Claude	80415	Hangest En Santerre	Non classé	Non Seveso
Foy Jean-François	80494	Louvrechy	Enregistrement	Non Seveso
Earl Du Croquet	80494	Louvrechy	Enregistrement	Non Seveso
Foy Marie-Jeanne	80494	Louvrechy	Non classé	Non Seveso
Monsieur Christophe Menard	80570	Moreuil	Enregistrement	Non Seveso
Earl Ferme Sence	80681	Rouvrel	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Goes Christian	80740	Sourdon	Enregistrement	Non Seveso
Earl Montaigne	80188	Chaussoy Epagny	Non classé	Non Seveso

Parc Eolien De Champs Perdus 2	80415	Hangest En Santerre	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Cottinet	80010	Ailly Sur Noye	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Vanhoorebeke Florent Et Gerard	80010	Ailly Sur Noye	Enregistrement	Non Seveso
Monsieur Aymeric Dufourmantelle	80037	Aubvillers	Enregistrement	Non Seveso
Ugepa	80570	Moreuil	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Cantrel Eric	80758	Thory	Enregistrement	Non Seveso
Id Logistics (Excepl Sas)	80570	Moreuil	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Ibf Import Export De Sousa	80415	Hangest En Santerre	Enregistrement	Non Seveso
Route De Hangard	80242	Domart Sur La Luce	Non classé	Non Seveso
Parc Eolien Socpe De Vers Cayeux	80652	Le Quesnel	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Ferme Eolienne Du Bois De La Hayette	80504	Malpart	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Parc Eolien Socpe Fond De La Demi Lieue	80652	Le Quesnel	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Earl Mullet Didier	80188	Chaussoy Epagny	Enregistrement	Non Seveso
Picard Earl	80570	Moreuil	Enregistrement	Non Seveso
Bio Agri Energies	80213	Cottenchy	Enregistrement	Non Seveso
Rigaux Olivier	80037	Aubvillers	Enregistrement	Non Seveso
Tubesca Nouveau Site	80010	Ailly Sur Noye	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Volkswind Service France (Gest. Exploit)	80494	Louvrechy	Soumis à Autorisation	Non Seveso

Parc Eolien Socpe Champs Perdus	80415	Hangest En Santerre	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Parc Eolien Santerre Energies	80415	Hangest En Santerre	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Parc Eolien Elicio France (Electrawind	80315	Flers Sur Noye	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Volkswind Service France (Gest. Exploit)	80494	Louvrechy	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Societe De Beauvoisie Leroux	80390	Grivesnes	Soumis à Autorisation	Non Seveso
Earl Dumont Duron	80494	Louvrechy	Enregistrement	Non Seveso

Carte de localisation des installations classées



Source : cartographie Urbycom

b. *Les risques majeurs*

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est concernée par le risque SEVESO. En effet, deux entreprises sont classées Seveso seuil bas et seuil haut.

Le cadre de la prévention des risques majeurs est la directive européenne 96/82/CE de 1966 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses appelée **directive Seveso II** qui remplace la directive Seveso de 1982.

Cette directive renforce la notion de prévention des accidents majeurs en imposant notamment à l'exploitant la mise en œuvre d'un système de gestion et d'organisation (ou système de gestion de la sécurité) proportionné aux risques inhérents aux installations.

c. *Le transport de matière dangereuse*

Une matière dangereuse est une **substance qui peut présenter un danger grave pour l'Homme, les biens ou l'environnement**, par ses propriétés physiques ou chimiques, ou encore par la nature des réactions qu'elle est susceptible de provoquer. Elle **peut être inflammable, toxique, explosive, corrosive ou radioactive**.

Le transport de matières dangereuses ne concerne pas que des produits hautement toxiques, explosifs ou polluants. Tous les produits dont nous avons régulièrement besoin, comme les carburants, le gaz ou les engrais peuvent, en cas d'événement, présenter des risques pour la population ou l'environnement.

Les principales conséquences engendrées par ce risque sont : l'incendie, le dégagement de nuage toxique, l'explosion, la pollution sol et ou des eaux …

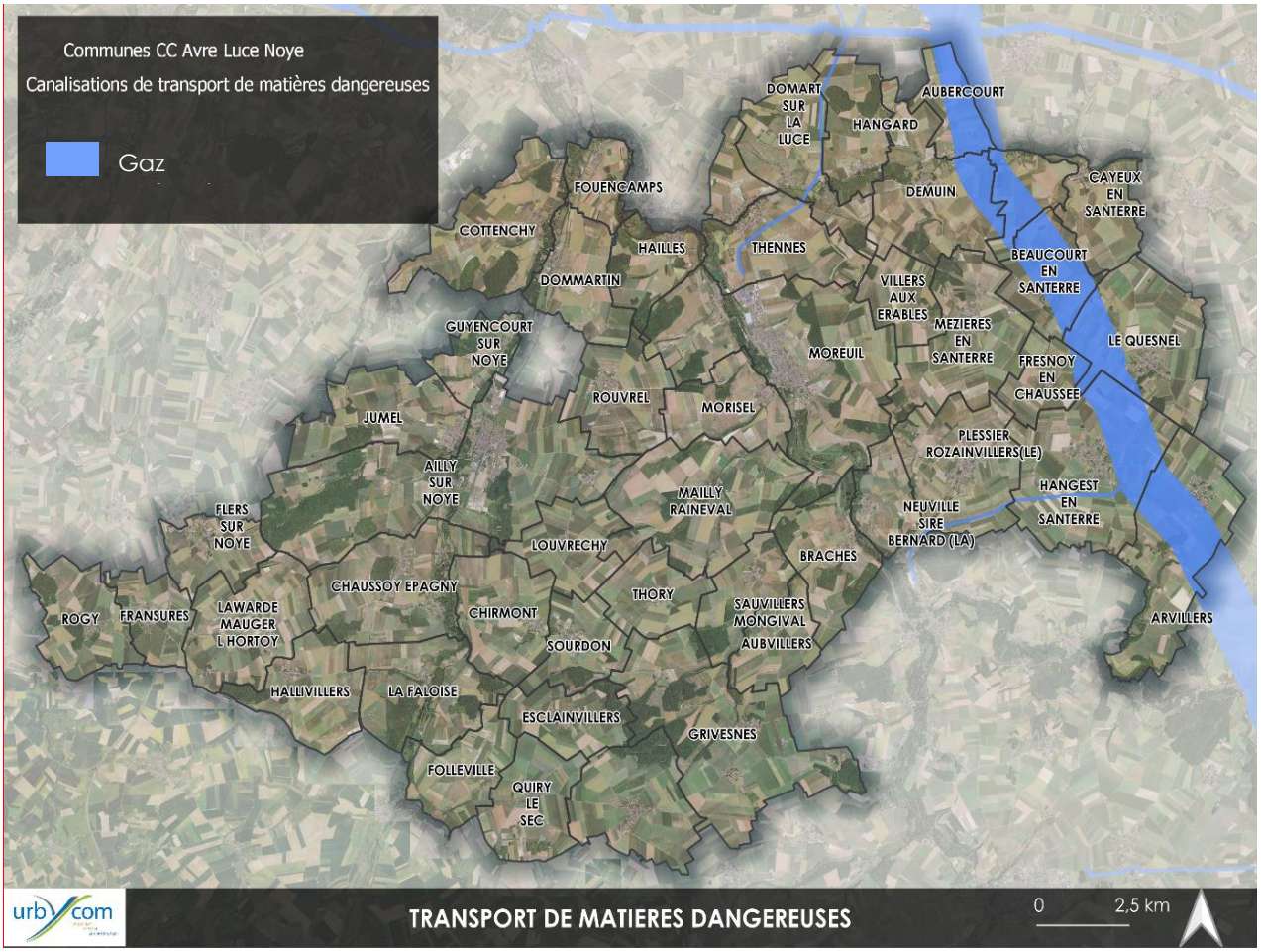
On peut observer **4 types d'effets** qui peuvent être associés :

- Les **effets thermique**s, liés à une **combustion** d'un produit inflammable ou à une explosion. Il en résulte des brûlures plus ou moins graves.
- Les **effets mécaniques**, liés à une **surpression**, résultant d'une onde de choc (déflagration ou détonation), provoquée par une explosion. Il en résulte des lésions aux tympans, poumons ….
- Les **effets toxiques,** résultant de l'**inhalation**, de **contact** ou d'**ingestion** d'une substance chimique toxique (chlore, ammoniac, phosgène, acides …) à la suite d'une fuite sur une installation. Les effets peuvent être, par exemple, un œdème du poumon ou une atteinte au système nerveux.
- Les **effets dus aux substances radioactives**, liés aux **rayonnements ionisants** qui peuvent atteindre tous les organes ou organismes vivants. En cas d'accident de transport des matières dangereuses, les autorités et secours doivent être alertés pour limiter et contenir les dégâts (Police, Gendarmerie, SNCF (accident ferroviaire), Pompiers (Cellule Mobile d'Intervention Chimique ou Cellule Mobile d'Intervention Radiologique) …). Chaque accident donne lieu à une déclaration des services de police ou de gendarmerie auprès de la direction des Transports terrestres et donne lieu à une enquête.

Le Transport de Matières Dangereuses regroupe aussi bien le transport par route, voie ferrée, avion, voie fluviale et maritime que par canalisation. Comme chaque moyen de transport est très différent des autres, il existe une réglementation propre à chacun. C'est pourquoi la législation existante dans ce domaine est très abondante.

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est concernée par le risque de transport de matières dangereuses. En effet, des canalisations transportant du gaz naturel existent sur le territoire.

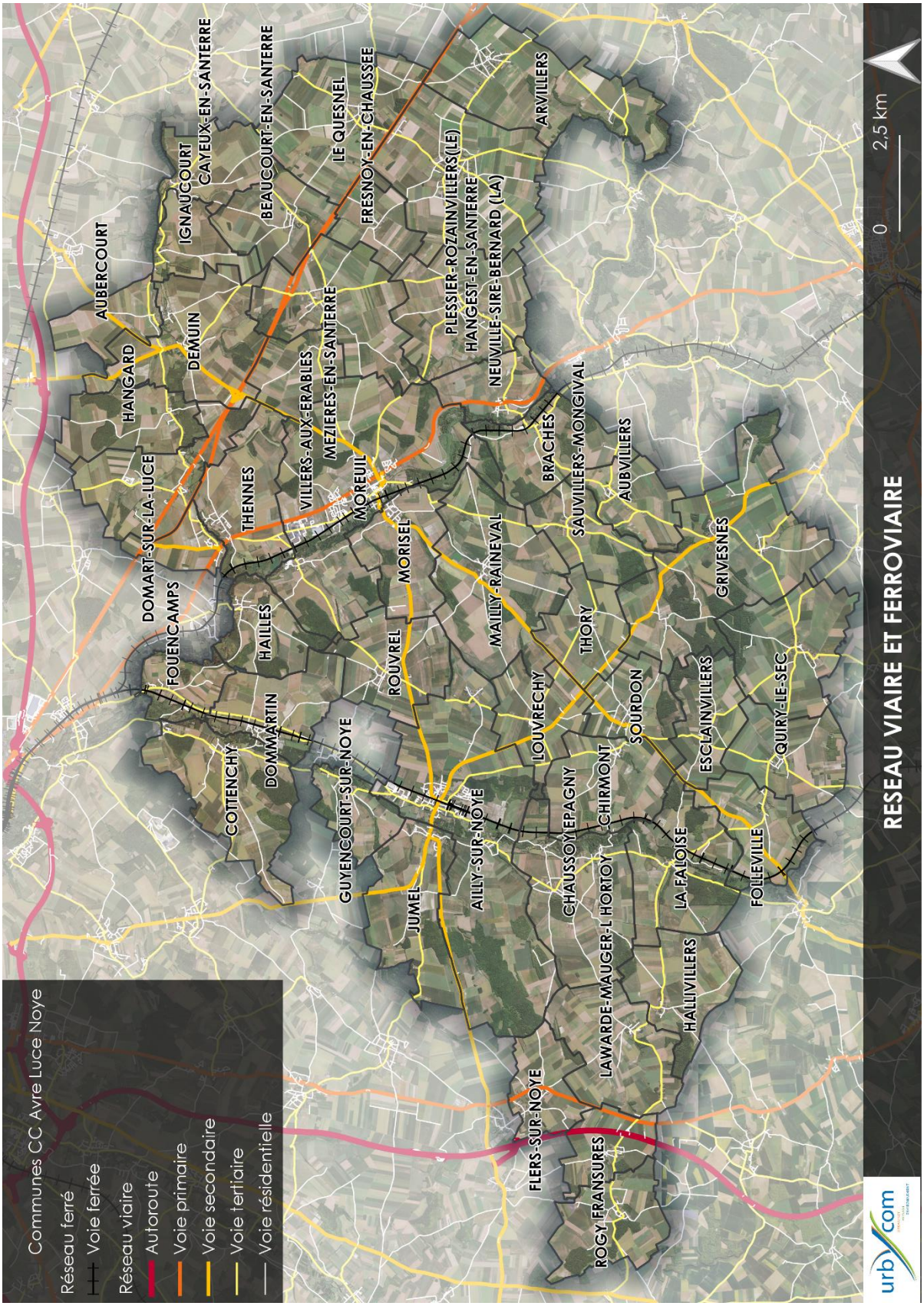
Carte de localisation de la servitude I3



Source : cartographie Urbycom

Des voies ferrées et des axes routiers permettant également le transport de matières dangereuses sont localisés sur le territoire intercommunal.

Carte de localisation des voies ferrées et du réseau routier



Source : cartographie Urbycom

d. Les engins de guerre

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est concernée par le risque lié aux munitions anciennes de guerre (obus, mines, et autres engins de guerre), au même titre que l'ensemble du département qui fut fortement impliqué lors des deux guerres mondiales (source DDRM).

Un « engin de guerre » est une arme utilisée par l'armée en période de conflit. Il s'agit, la plupart du temps, d'engins explosifs qui peuvent prendre différentes formes, telles que bombes, grenades, obus, détonateurs ou mines. La découverte d' « engins de guerre » peut représenter un danger mortel pour la ou les personnes présentes sur place lorsqu'il y a manipulation.

Les vestiges de guerre constituent dans la région des Hauts-de-France, sinon un risque majeur, du moins une menace constante pour les populations susceptibles d'y être déposées. S'il est difficile de proposer une cartographie précise de ce risque dans le département, les statistiques établies par le Service de Déminage d'Amiens révèlent cependant des zones particulièrement sensibles.

Une attention toute particulière sera portée face à ce risque lors des travaux. Il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires en cas de découverte d'un engin de guerre.

En cas de découverte d'engins explosifs, les risques peuvent être :

- L'explosion à la suite d'une manipulation, un choc ou au contact de la chaleur ;
- L'intoxication par inhalation, ingestion, ou contact ;
- La dispersion dans l'air de gaz toxiques : les armes chimiques, utilisées pendant la guerre, renferment en effet des agents toxiques mortels ; si leur enveloppe se rompt, des gaz toxiques sont susceptibles de contaminer l'air.

En cas de découverte d'un engin explosif, prévenir la gendarmerie, la police ou le centre de secours compétents selon le cas qui demandera l'intervention du déminage à la préfecture de la Somme.

Si l'engin présente un danger immédiat ou important pour la population, le maire doit :

- Prendre les dispositions pour tenir la population éloignée ;
- Repérer l'engin et en faire interdire l'approche ;
- Eventuellement mettre en place des dispositifs interdisant de toucher ou voir l'engin (pneus, barrières, tresses…).

e. Sites et sols potentiellement pollués

La pollution du sol présente un risque direct pour les personnes et un risque indirect par pollution de nappe phréatique. Les sites pour lesquels une **pollution des sols ou des eaux est avérée**, faisant appel à une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif, sont inventoriés dans la **base de données BASOL** réalisée par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

La **base de données BASIAS**, accessible au public, répertorie les anciens **sites industriels et activités** de services **potentiellement pollués**. Il s'agit d'un inventaire historique régional, réalisé par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Les bases de données sont alimentées par l'inspection des installations classées et évoluent par les actions entreprises sur les sites référencés (études, suivi, traitement), elle est donc périodiquement mise à jour. Après traitement, les sites sont transférés dans BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service).

A la différence de BASOL, les sites incorporés dans **BASIAS ne sont pas considérés comme pollués**. On considère simplement que des produits polluants (ex : hydrocarbures pétroliers) ont été manipulés sur ces derniers à une période donnée et que le site peut être potentiellement pollué. A ce titre, le référencement d'un site en particulier dans BASIAS est simplement une indication que des contrôles environnementaux préliminaires doivent être engagés avant tout projet de réaménagement.

Un site pollué avéré (BASOL) est localisé sur le territoire intercommunal. Il est situé à Moreuil et est fermé depuis 2002 à la suite d'un incendie car il ne respectait pas la réglementation en matière d'ICPE.

Soixante-seize sites potentiellement pollués (BASIAS) sont enregistrés sur le territoire intercommunal.

Liste des sites potentiellement pollués (BASIAS)

IDENTIFIANT	ETAT D'OCCUPATION DU SITE	RAISON SOCIALE	COMMUNE	NOM USUEL
PIC8000657	Activité terminée	(ex Follet (Ets))	AILLY-SUR-NOYE	(ex Tannerie)
PIC8000313	Activité terminée	(ex Bolloré Energie S.A.)	AILLY-SUR-NOYE	(ex DLI)
PIC8001062	Activité terminée	(ex S.C.A. de la Vallée de la Noye et de la région)	AILLY-SUR-NOYE	(ex Coopérative)
PIC8002593	En activité	S.C.A. Agro Picardie (ex. Union Coopérative Agricole de Picardie)	AILLY-SUR-NOYE	U.C.A.P.
PIC8003304	En activité et partiellement réaménagé	Cie du Chemin de fer du Nord	AILLY-SUR-NOYE	
PIC8000302	En activité	Cottinet S.A.	AILLY-SUR-NOYE	Atelier de travail mécanique des métaux
PIC8002629	En activité	Frison didier (Ets)	AILLY-SUR-NOYE	Garage, cabine de peinture
PIC8002630	En activité	District du Val de Noye	AILLY-SUR-NOYE	Déchetterie
PIC8002594	En activité	Intermarché	AILLY-SUR-NOYE	DLI
PIC8000662	Activité terminée	(ex Picard alexandre (Ets))	AILLY-SUR-NOYE	(ex Mégisserie)

PIC8001518	Activité terminée	Tubesca SICA (ex. Mullca ; SA Laminoirs à froid de Thionville ; Sté métallurgique des usines d'Ailly ; Sté métallurgique de Douai ; SA des Sucreries de Poix et d'Ailly ; Cie Sucrerie de Poix)	AILLY-SUR-NOYE	Fabrication de feuillards laminés à froid, DLI, dépôt de produits chimiques, travail des métaux
PIC8001683	Activité terminée	(ex Carette etienne (Ets) (ex Ets Richir henri))	AILLY-SUR-NOYE	Café (ex Desserte de carburants)
PIC8001434	Activité terminée	(ex Moreau jean-marie (Ets))	AILLY-SUR-NOYE	Garage
PIC8001896	Activité terminée	(ex Labarre yolande (Ets) (ex. Ets Labarre arthur))	AILLY-SUR-NOYE	(ex ADEs, DLI)
PIC8002628	Activité terminée	(ex Morel ernest (Ets))	AILLY-SUR-NOYE	(ex Garage, installation ferrère)
PIC8002596	Activité terminée	(ex Faujour louis (Ets))	AILLY-SUR-NOYE	(ex DLI)
PIC8003580	Activité terminée	(ex de Weirdt triphon (SARL des Ets))	AILLY-SUR-NOYE	(ex Stockage et conservation des grains)
PIC8000725	Activité terminée	(ex Lauvel louis (Ets))	ARVILLERS	(ex Clos d'équarrissage)
PIC8000727	Activité terminée	(ex Janouski-Walery)	ARVILLERS	(ex Fabrique d'objets et d'emballages plastiques)
PIC8000726	Activité terminée	(ex Thomas désiré (Ets))	ARVILLERS	(ex Fabrique d'eau de javel)
PIC8002805	Activité terminée	(ex Mory Combustibles S.A.)	ARVILLERS	(ex Dépôt de gaz de pétrole liquéfié)
PIC8003908	Activité terminée	(ex Hordé yves (Ets))	BERTEAUCOURT-LES-THENNES	(ex DLI)
PIC8000811	Activité terminée	(ex Fraconville casimir (Ets))	CAYEUX-EN-SANTERRE	(ex Teinturerie)
PIC8002163	Activité terminée	(ex Ducroquet léopold (Ets))	CHAUSSOY-EPAGNY	(ex Equarissage)
PIC8000704	En activité	S.C. de vente et de meunerie du Paraclet	COTTENCHY	

PIC8000880	En activité et partiellement réaménagé	MEGECO (Sté)	COTTENCHY	
PIC8000768	Activité terminée	(ex S.C.A. d'achat et d'utilisation de matériel agricole "L'Espérance")	COULLEMELLE	(ex C.U.M.A. "L'Espérance")
PIC8001926	Activité terminée	(ex Ricquebourg (Ets))	DEMUIN	(ex Distribution de carburant)
PIC8003467	En activité	Bourgeois emile (SA)	DOMMARTIN	
PIC8003650	En activité	Nouvelle Spitz Auto (Ets) (ex.SA Spitz "Casse Auto") (ex Sylvaine Spitz)	ESCLAINVILLERS	Dépôt de véhicules hors d'usage
PIC8001038	Activité terminée	(ex Van Wasch michel (Ets))	FLERS-SUR-NOYE	(ex Garage, DLI)
PIC8001039	En activité	Quesnel paul (Ets)	FLERS-SUR-NOYE	DLI
PIC8001160	Activité terminée	(ex de Beaurepaire vicomte Ets))	GRIVESNES	(ex Fabrique de potasse)
PIC8001161	Activité terminée	(ex Barbier raymond (Ets))	GRIVESNES	(ex Stockage de machines agricoles)
PIC8002369	Activité terminée	(ex Thory joseph (Ets))	GRIVESNES	(ex DLI)
PIC8000426	Activité terminée		HANGEST-EN-SANTERRE	(ex Terrain d'Aviation d'Hangest-en-Santerre)
PIC8001737	En activité	Noriap (Ets) (ex.S.C.A. Agro Picardie)	HANGEST-EN-SANTERRE	Silo
PIC8001223	Activité terminée	Mairie	HANGEST-EN-SANTERRE	(ex Gazomètre)
PIC8001224	Activité terminée	(ex Barbier guy (Ets))	HANGEST-EN-SANTERRE	(ex Barbier motoculture SARL)
PIC8002380	En activité	Dobel andré (Ets)	HANGEST-EN-SANTERRE	Garage, DLI
PIC8000660	Activité terminée	(ex Sénéchal raoul (Ets))	IGNAUCOURT	(ex Transports)
PIC8002177	Activité terminée	(ex Fossé fernand (Ets))	LA FALOISE	(ex DLI)
PIC8002890	En activité	Agro Picardie (ex Reveil agricole de Picardie)	LA FALOISE	Silo

PIC8001525	Activité terminée	(ex Hervé jacques (Ets))	LA FALOISE	(ex DLI)
PIC8003742	En activité	S.C.A. Agro Picardie	LA FALOISE	Silo
PIC8001682	Activité terminée	(ex Lavieille andré (Ets))	LA NEUVILLE-SIRE-BERNARD	(ex Distribution de carburants)
PIC8002569	En activité		LE PLESSIER-ROZAINVILLERS	Décharge sauvage
PIC8003028	Activité terminée	S.C.A. Agro Picardie	LE QUESNEL	
PIC8003324	Activité terminée	(ex Béhin roger (Ets))	LE QUESNEL	(ex A.D.Es)
PIC8002418	Activité terminée	(ex Demollien jacques (Ets))	MEZIERES-EN-SANTERRE	(ex Réparation de M.A., ADEs)
PIC8001843	Activité terminée	(ex Lesselui (Ets))	MOREUIL	(ex Fabrique de clous)
PIC8001837	Activité terminée	(ex Melon-Hachart eugéne (Ets))	MOREUIL	(ex Usine à gaz de Corbie)
PIC8001951	Activité terminée	(ex Tranchon roland (Ets))	MOREUIL	(ex Distribution de carburants)
PIC8002176	Activité terminée	(ex Teinturerie de Moreuil S.A. (ex. Sté Nouvelle des anciens Ets Bouly ; Ets Bouly alfred et Cie))	MOREUIL	(ex Teinturerie, usine de bonneterie)
PIC8003509	En activité	M.S.G. Europe S.A.	MOREUIL	Mélange de produits minéraux artificiels et de liquides inflammables
PIC8000557	En activité	Maud S.A.	MOREUIL	DLI
PIC8002503	En activité et partiellement réaménagé	Garage de l'Espinoy S.A. (ex.Tellier paul (Ets))	MOREUIL	Garage de l'Espinoy-Concessionnaire Renault
PIC8003511	En activité	Teintureries de l'Avre (Ets) (ex.Geoffroy michèle (Ets) (ex.Teinturerie de Moreuil S.A.)	MOREUIL	Teinturerie
PIC8003518	En activité	Soplaril S.A.	MOREUIL	Stockage d'encres contenant des liquides inflammables
PIC8003981	En activité	T.E.M. (Ets)	MOREUIL	Chaudronnerie industrielle et inoxydable

PIC8000514	En activité	S.C.A. Agro Picardie	MOREUIL	Silo
PIC8001573	En activité	Malterre S.A. (ex.Beaurin (Ets)) (ex. Ets Monroy)	MOREUIL	Bonneterie (ex fonderie, transformation de lingots de bronze)
PIC8001844	Activité terminée	(ex Framezelle pierre et Douez auguste (Ets))	MOREUIL	(ex Tannerie)
PIC8001324	Activité terminée	(ex S.C.A. laitière de Moreuil et Ailly-sur-Noye)	MOREUIL	(ex Coopérative)
PIC8002502	Activité terminée	(ex Rigal gérard (Ets) (ex Ets Rigal pierre))	MOREUIL	(ex Mécanicien, ADEs, DLI)
PIC8003372	En activité	S.N.C.F. (ex.Cie du Chemin de Fer du Nord)	MOREUIL	Station
PIC8003427	Activité terminée	Breilly (S.A.) (ex Stoc Union Commerciale)	MOREUIL	Stockage (ex DLI)
PIC8003429	En activité	Breilly S.A.	MOREUIL	DGCL
PIC8003560	Activité terminée	(ex Bonneterie de Moreuil)	MOREUIL	(ex DLI, bonneterie à
PIC8001845	Activité terminée	(ex Peersen otto (Ets))	MORISEL	(ex Traitement de chiffons et de laine à l'acide chlorhydrique)
PIC8002074	Activité terminée	(ex Dufour (Ets))	MORISEL	(ex Mécanique)
PIC8003521	Activité terminée	(ex Hernu jean-claude (Ets))	MORISEL	(ex Réparation de machines agricoles)
PIC8001198	Activité terminée	(ex S.C.A. de Sauvillers-Mongival)	SAUVILLERS-MONGIVAL	
PIC8002160	En activité	S.C.A. Agro Picardie	SAUVILLERS-MONGIVAL	Silo
PIC8003728	En activité	GRAP (ex Garret (Ets))	SAUVILLERS-MONGIVAL	Stockage de produits phytosanitaires
PIC8003725	En activité	Communauté des communes - Avre Luce et Moreuil	THENNES	Déchetterie

Prise en compte des sites pollués :

Si des sites et sols pollués sont retenus pour l'aménagement de projet (habitats, activités …), il est du devoir de l'aménageur de s'assurer de la compatibilité du site avec l'usage prévu et de définir des mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté.

Carte de localisation des sites et sols pollués



Source : cartographie Urbycom

f. Les nuisances sonores

Le Préfet, par arrêté, procède au classement sonore des infrastructures, après avis des communes concernées.

Les infrastructures concernées sont :

- Les routes et rues écoulant plus de 5000 véhicules par jour.
- Les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour ; les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour.
- Les voies de transports en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour.
- Les infrastructures en projet sont également concernées, dès publication de l'acte d'ouverture d'enquête publique ou inscription en emplacement réservé dans le PLUi ou institution d'un projet d'intérêt général.

Le classement a pour effet de définir des secteurs affectés par le bruit et d'y affecter des **normes d'isolement acoustique de façade à toute construction érigée**.



Le classement aboutit à la détermination du secteur de part et d'autre de la voirie, où une isolation acoustique renforcée des bâtiments est nécessaire.

Les secteurs affectés par le bruit par catégorie sont les suivants :

	Catégorie 1	*Catégorie 2*	*Catégorie 3*	*Catégorie 4*	*Catégorie 5*
Largeur affectée par le bruit	300 m	250 m	100 m	30 m	10 m

Le territoire intercommunal présente des Axes Terrestres Bruyants. Le classement porte sur la route départementale 1001, 934 et l'autoroute A16 qui sont de catégorie 1 et 3.

Les communes concernées par le bruit émis par les axes de catégorie 1 sont :

- Fransures
- Flers-sur-Noye

Les communes concernées par le bruit émis par les axes de catégorie 3 sont :

- Flers-sur-Noye
- Lawarde-Mauger-L'Hortoy
- Fransures
- Berthaucourt-les-Thennes
- Domart-sur-La-Luce
- Démuin
- Villers-aux-Erables
- Mézières-en-Santerre
- Beaucourt-en-Santerre
- Fresnoy-en-Chaussée
- Le Quesnel
- Hangest-en-Santerre
- Arvillers

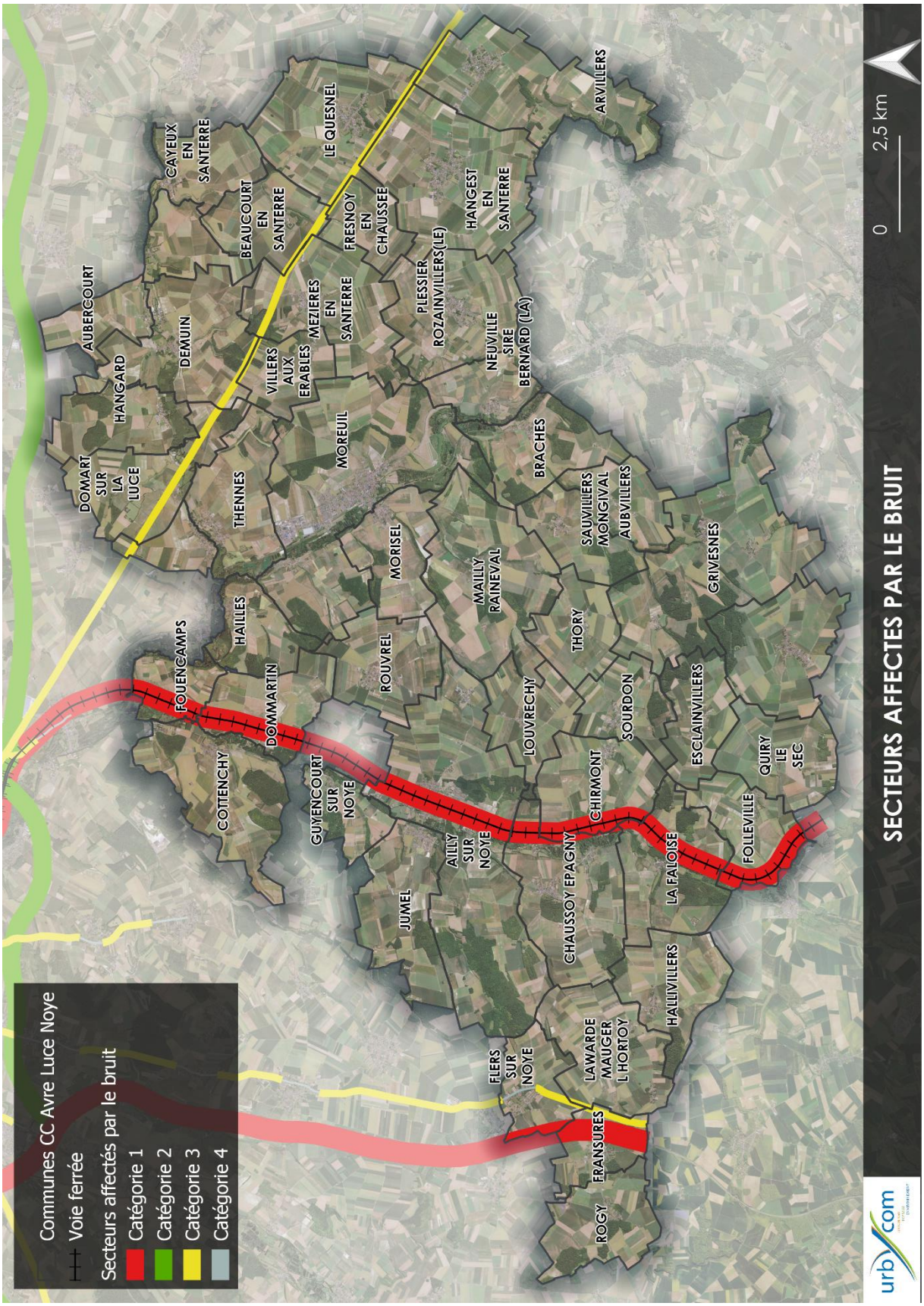
Le territoire intercommunal est également concerné par les bruits dus à présence d'un réseau ferré traversant les communes de Fouencamps, Cottenchy, Dommartin, Ailly-sur-Noye, Chaussoy-Epagny, Chirmont, La Faloise, Folleville.

Prise en compte des nuisances sonores liées aux infrastructures :

La construction en zones soumises aux nuisances sonores respectera l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

Un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) a également été révisé en 2019. Ce dernier fait état des infrastructures engendrant les nuisances sonores ainsi que de leurs conséquences sur l'environnement et la santé de la population, à l'échelle de la Somme. Un plan d'actions recensant les projets en cours, les projets communaux et départementaux ainsi que le développement des modes alternatifs à la voiture individuelle est prévu pour la période 2022 – 2022. Des actions spécifique au PPBE sont également présentées dans ce plan. Parmi elles, on recense des préconisation pour la pose d'enrobés phoniques permettant le limiter le bruit des véhicules sur la route ainsi que des préconisation sur l'isolation acoustique des habitations. Ces dispositions ont pour objectif de limiter l'impact des nuisances sonores générées par le réseau viaire et l'automobile sur l'environnement mais également sur la population des territoire.

Carte de classement sonore des infrastructures de transport terrestre



Source : cartographie Urbycom

<u>NB :</u> D'après la Direction Générale de l'Aviation Civile, l'intercommunalité n'est pas concernée par un plan d'exposition au bruit (PEB) autour des aéroports ou aérodromes.

3. Synthèse des risques, aléas et nuisances

Les enjeux sont de préserver la population des risques naturels et technologiques recensés au sein du territoire communal.

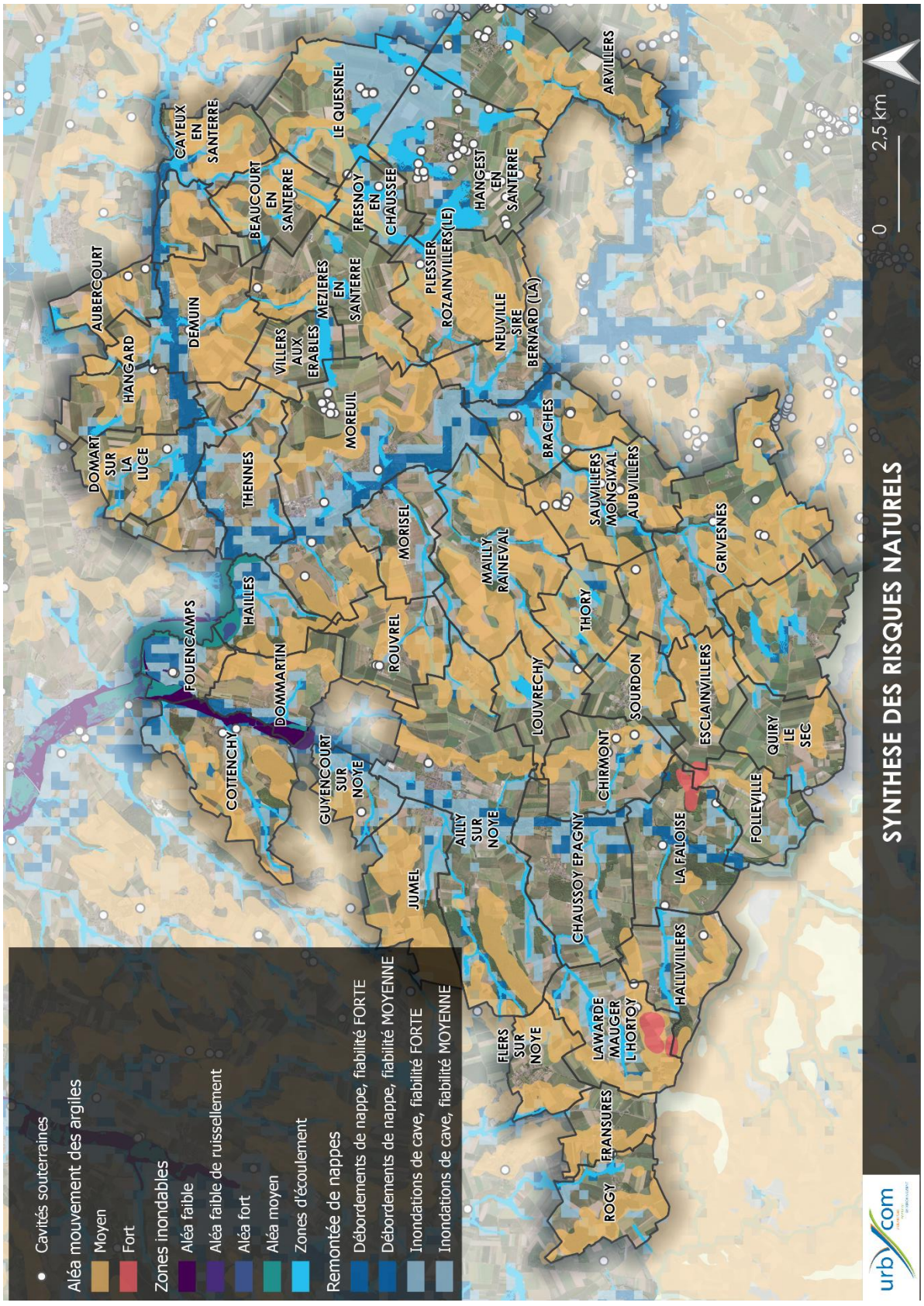
En conclusion, la Communauté de Communes Avre Luce Noye est concernée par les risques suivants :

- **Risque inondation (zones potentiellement sujettes aux inondations de caves),**
- **Risque de mouvements de terrain (majoritairement faible et ponctuellement moyen et fort, présence de cavités),**
- **Risque de pollutions ou de nuisances dues à des ICPE, sites pollués, nombreux sites potentiellement pollués,**
- **Nuisances sonores liées à des axes routiers et ferrés.**

Tableau 1 - Synthèses des constats et objectifs des risques aléas et nuisances

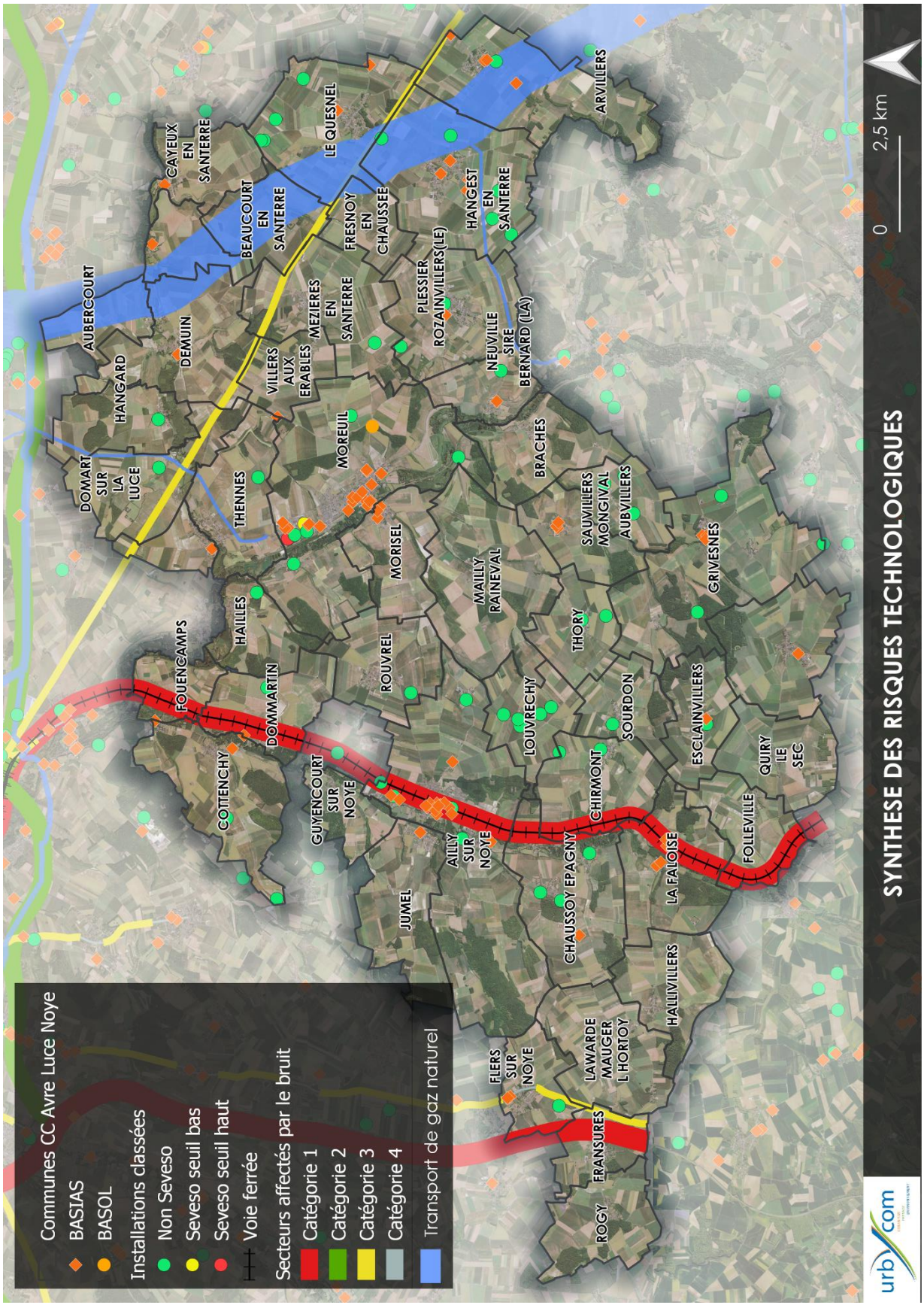
CONSTATS	OBJECTIFS
Risque inondation	- Gérer les eaux pluviales afin de ne pas augmenter ce risque. - Lutter contre le ruissellement.
Nuisances sonores	- Les nouveaux logements devront être insonorisés s'ils sont construits dans des zones soumises aux nuisances sonores.
Sites pollués et potentiellement pollués	- En cas de projet d'urbanisation sur ce type de sol, des études et mesures devront être prises afin de préserver la population.
Autres risques : ICPE, Industries Seveso et risques miniers	- Ces risques devront être pris en considération lors des orientations d'aménagement.

Carte de synthèse des risques naturels



Source : Cartographie Urbycom

Carte de synthèse des risques technologiques



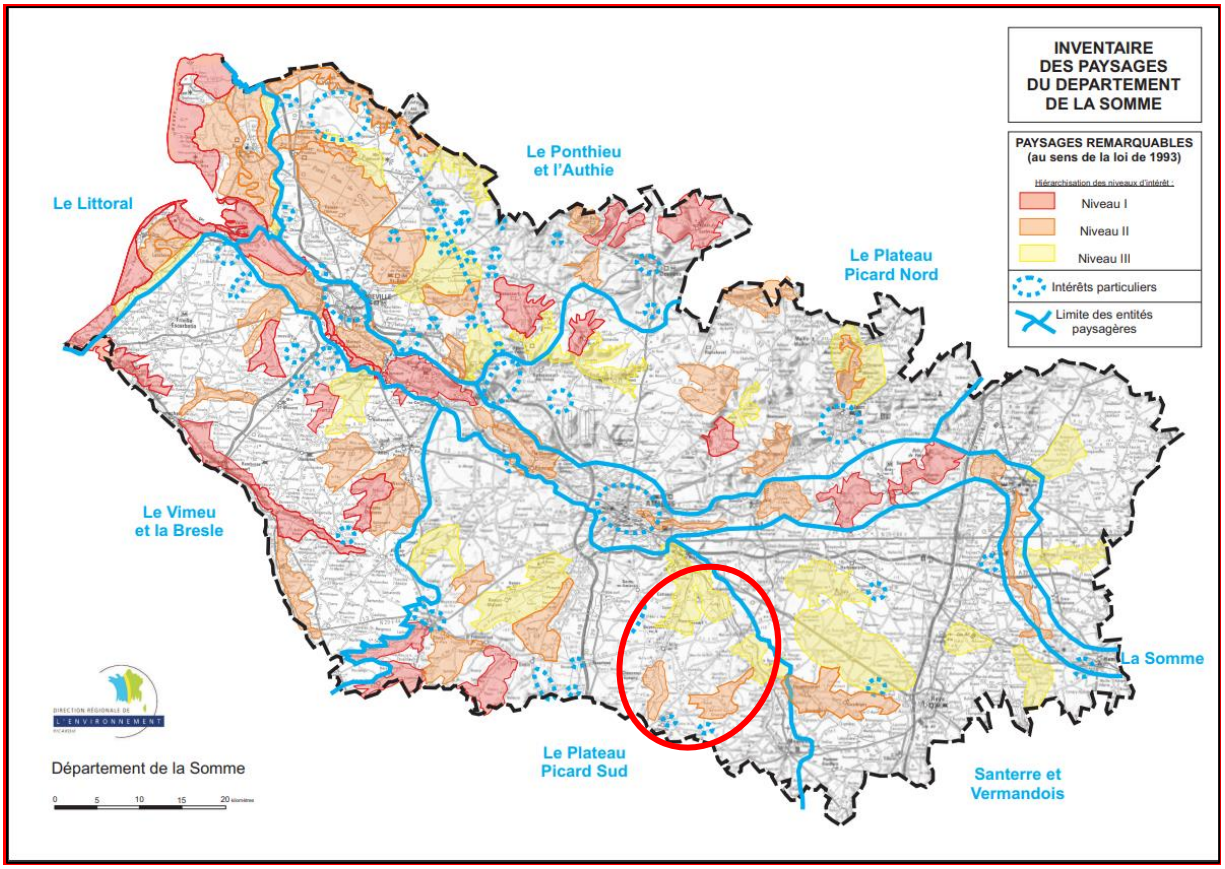
Source : cartographie Urbycom

IV. ENTITES PAYSAGERES, NATURELLES, ET PATRIMOINE

1. *Paysage communal*

D'après l'inventaire des paysages du département de la Somme, le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye se situe au sein des entités paysagères du Santerre et Vermandois et du Plateau Picard Sud.

Inventaire des paysages du département de la Somme



Source : hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Au niveau du paysage du Santerre et du Vermandois, les remembrements ont fait disparaitre une grande partie des structures pluriséculaires de ces paysages d'openfield. Les horizons sont ouverts et ponctués de petits bois qui témoignent généralement de résidus argileux moins fertiles. Par opposition, les vallées sont identifiables dans le territoire par leur végétation ripisylve et leurs populicultures. Les larris et les rideaux sont rares à l'exception des versants de vallées.

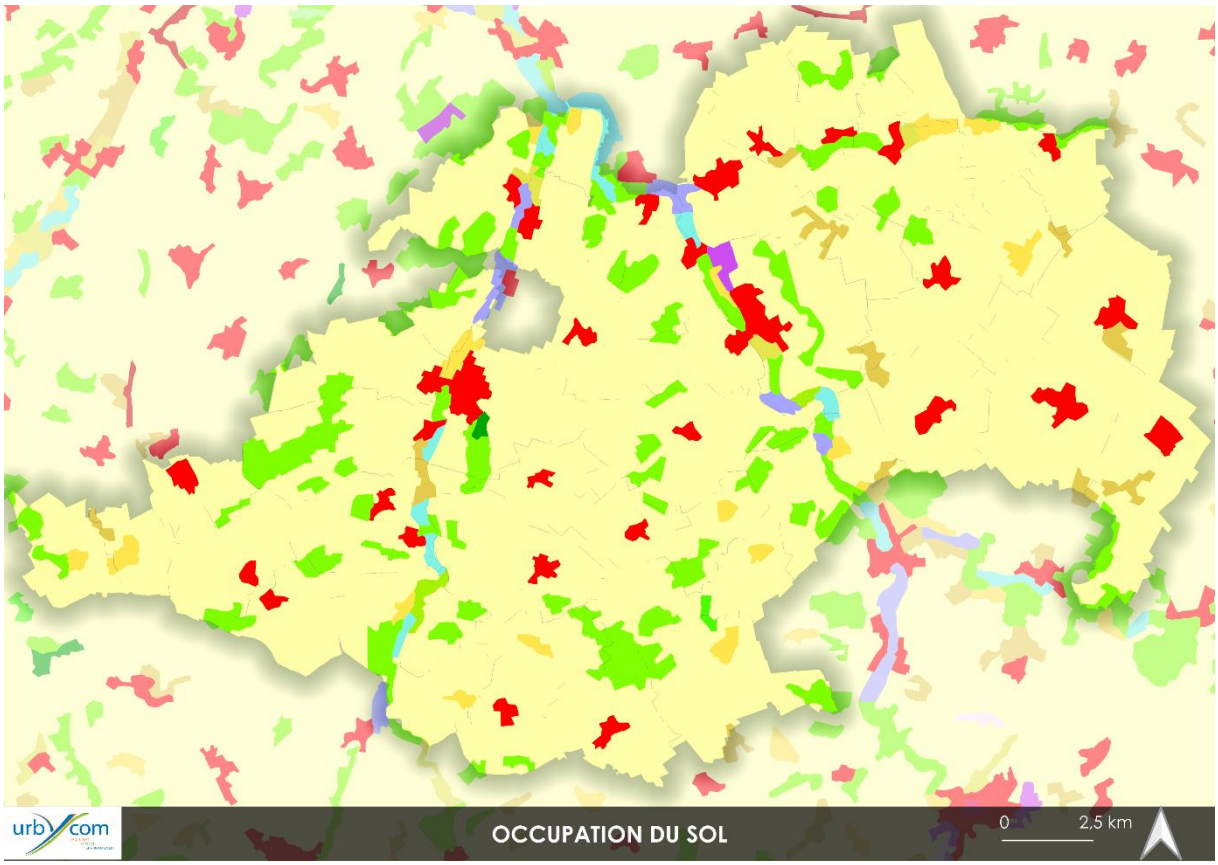
2. *Entités naturelles et continuités écologiques*

a. *Occupation du sol*

Le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye est majoritairement couvert par des cultures et du tissu urbain. Sachant que les cultures sont généralement assez peu favorables à un cortège faunistique et floristique large, l'intensité et la nature des pratiques agricoles ont tendance à réduire la diversité au sein de ces espaces. Néanmoins, les cultures permettent tout de même le déplacement d'individus.

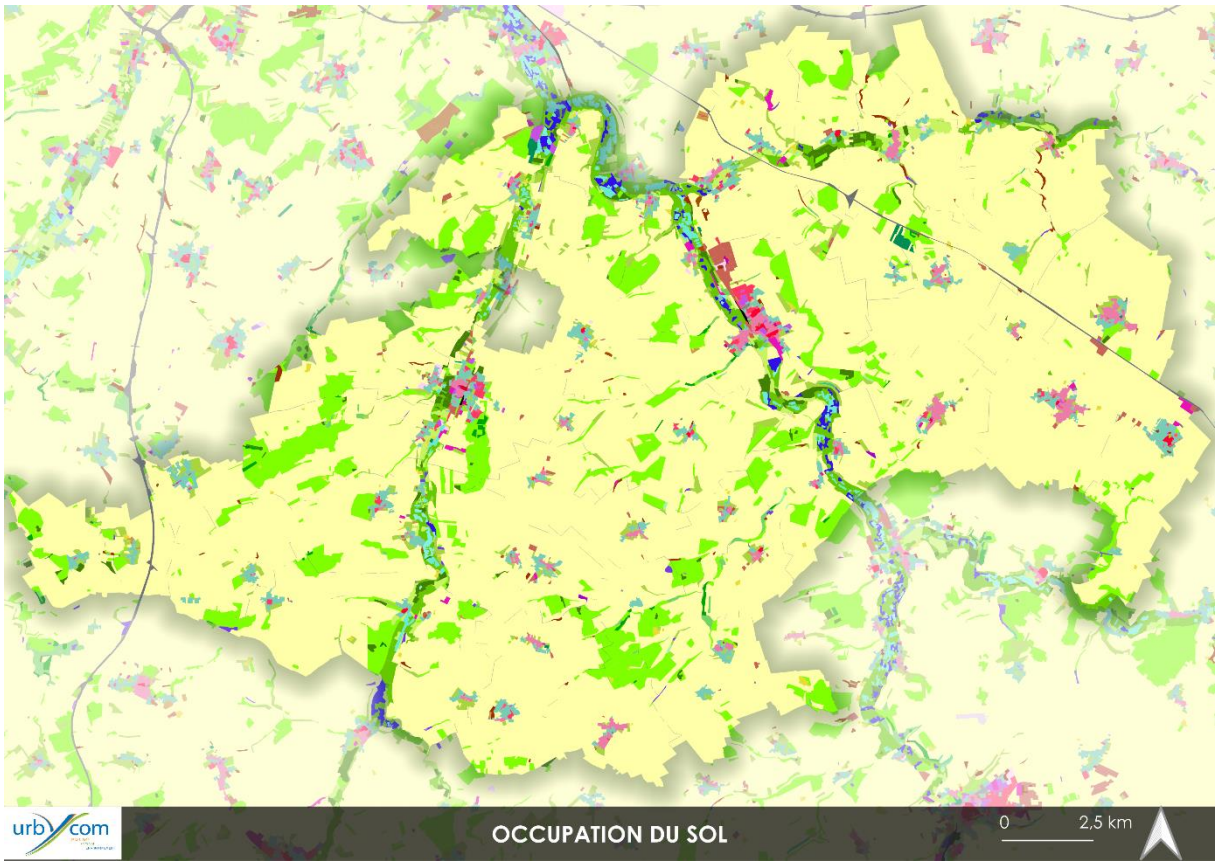
Les zones de biodiversité sont directement accolées au tissu urbain : prairies, forêts mélangées et cours d'eau. Les forêts sont à préserver, étant donné la rareté des sites boisés dans les plateaux agricoles.

Occupation du sol selon Corine Land Cover



Occupation du sol - CLC
- Tissu urbain continu
- Tissu urbain discontinu
- Zones industrielles ou commerciales et installations publiques
- Réseaux routier et ferroviaire et espaces associés
- Extraction de matériaux
- Equipements sportifs et de loisirs
- Terres arables hors périmètres d'irrigation
- Prairies et autres surfaces toujours en herbe à usage agricole
- Systèmes culturaux et parcellaires complexes
- Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants
- Forêts de feuillus
- Forêts de connifères
- Forêts mélangées
- Landes et brousailles
- Forêt et végétation arbustive en mutation
- Marais intérieurs
- Plans d'eau

Occupation du sol selon le MOS





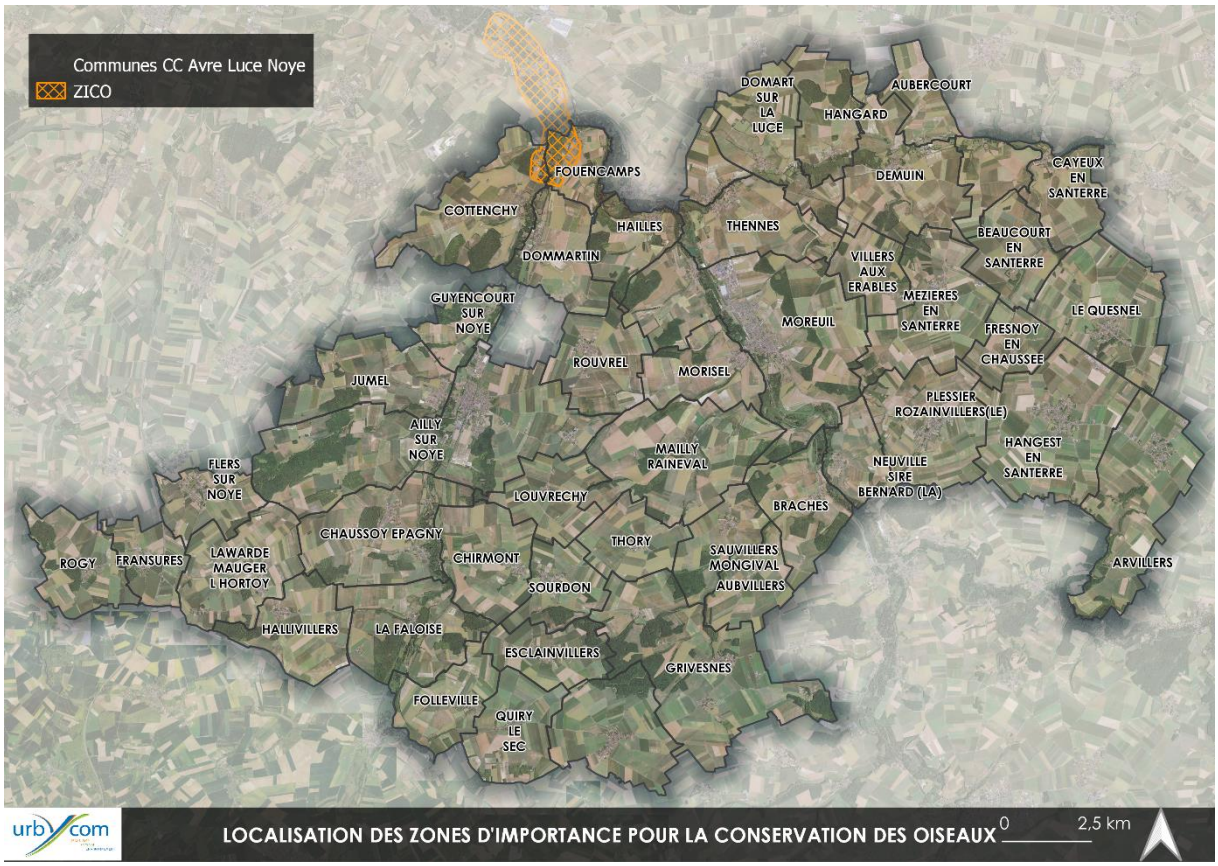
b. *Les outils de protection et d'inventaire sur le territoire communal*

xiii. *ZICO*

Les **Zones d'Importance Communautaire pour les Oiseaux sauvages (ZICO)** sont établies en application de la directive CEE 79/409/ sur la protection des oiseaux et de leurs habitats. Elles ont été délimitées par le réseau des ornithologues français sur la base des critères proposés dans une note méthodologique. Après validation, elles sont appelées à être désignées en Zone de Protection Spéciale (ZPS).

L'intercommunalité abrite une ZICO, « Etangs et Marais du bassin de la Somme », au nord de son territoire.

Carte de localisation des ZICO



Source : cartographie Urbycom

xiv. *ZNIEFF*

Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) se définit par l'identification d'un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

L'inventaire ZNIEFF, commencé en 1982 par le secrétariat de la faune et de la flore du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le Ministère de l'Environnement, permet d'identifier, de localiser et de décrire la plupart des sites d'intérêt patrimonial pour les espèces végétales et les habitats.

On distingue deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type I et de type II.

Les **ZNIEFF de type I** correspondent à des **petits secteurs d'intérêt biologique remarquables par la présence d'espèces et de milieux rares**. Ces zones définissent des secteurs à haute valeur patrimoniale et abritent au moins une espèce ou un habitat remarquable, rare ou protégé, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que le milieu environnant.

Les **ZNIEFF de type II**, de superficie plus importante, correspondent aux **grands ensembles écologiques ou paysagers et expriment une cohérence fonctionnelle globale**. Elles se distinguent de la moyenne du territoire régional par leur contenu patrimonial plus riche et leur degré d'artificialisation moindre. Ces zones peuvent inclure des ZNIEFF de type I.

La présence de zones répertoriées à l'inventaire ZNIEFF, ne constitue pas en soi une protection réglementaire du terrain concerné mais l'état s'est engagé à ce que tous les services publics prêtent une attention particulière au devenir de ces milieux. Il s'agit d'un outil d'évaluation de la valeur patrimoniale des sites servant de base à la protection des richesses.

Cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, création d'espaces protégés, élaboration des schémas départementaux de carrière …).

Un premier inventaire des ZNIEFF a été édité en 1988, il s'agit des « ZNIEFF de première génération ». Aujourd'hui, cet inventaire est en cours de réactualisation afin de passer aux « ZNIEFF de deuxième génération ».

Cette modernisation nationale a été lancée en 1996 afin :

- D'améliorer l'état des connaissances ;

- D'harmoniser la méthode de réalisation : homogénéisation des critères d'identification des ZNIEFF ;

- De faciliter la diffusion de leur contenu.

En 2004, près de 2 000 ZNIEFF ont été modernisées et validées au plan national sur 3 régions (Limousin, Normandie, Champagne-Ardenne).

En région Hauts de France, ces zones sont en cours d'inventaire. Aucune donnée actualisée technique n'est disponible pour le moment. A terme, ces « ZNIEFF de deuxième génération » remplaceront donc les « ZNIEFF de première génération ».

Sur le territoire intercommunal, 21 ZNIEF sont recensées :

- 19 ZNIEFF de type I

    - Marais de la Haute Vallée de la Luce
    - Larris de la vallée du Bois Péronne à Cayeux-en-Santerre
    - Larris de Domart-sur-Luce
    - Larris de la briqueterie à Démuin
    - Larris de la grande vallée et de la vallée d'Amiens à Démuin
    - Marias des vallées de l'Avre et des trois doms entre Gratibus et Moreuil, larris de Génonville à Moreuil
    - Marais de Boves, de Fouencamps, de Thézy-Glimont et du Paraclet
    - Marais de l'Avre entre Moreuil et Thennes
    - Cours de l'Avre entre Guerbigny et Contoire, marais associés, larris de Béquigny, de Boussicourt / Fignières et des Carambures
    - Massif boisé du roi et du preux
    - Cours de la Noye et marais associés
    - Larris de la vallée du Pont à Aubvillers et Braches
    - Cavité souterraine de Chirmont
    - Bois Louvet et vallée d'Egoulet

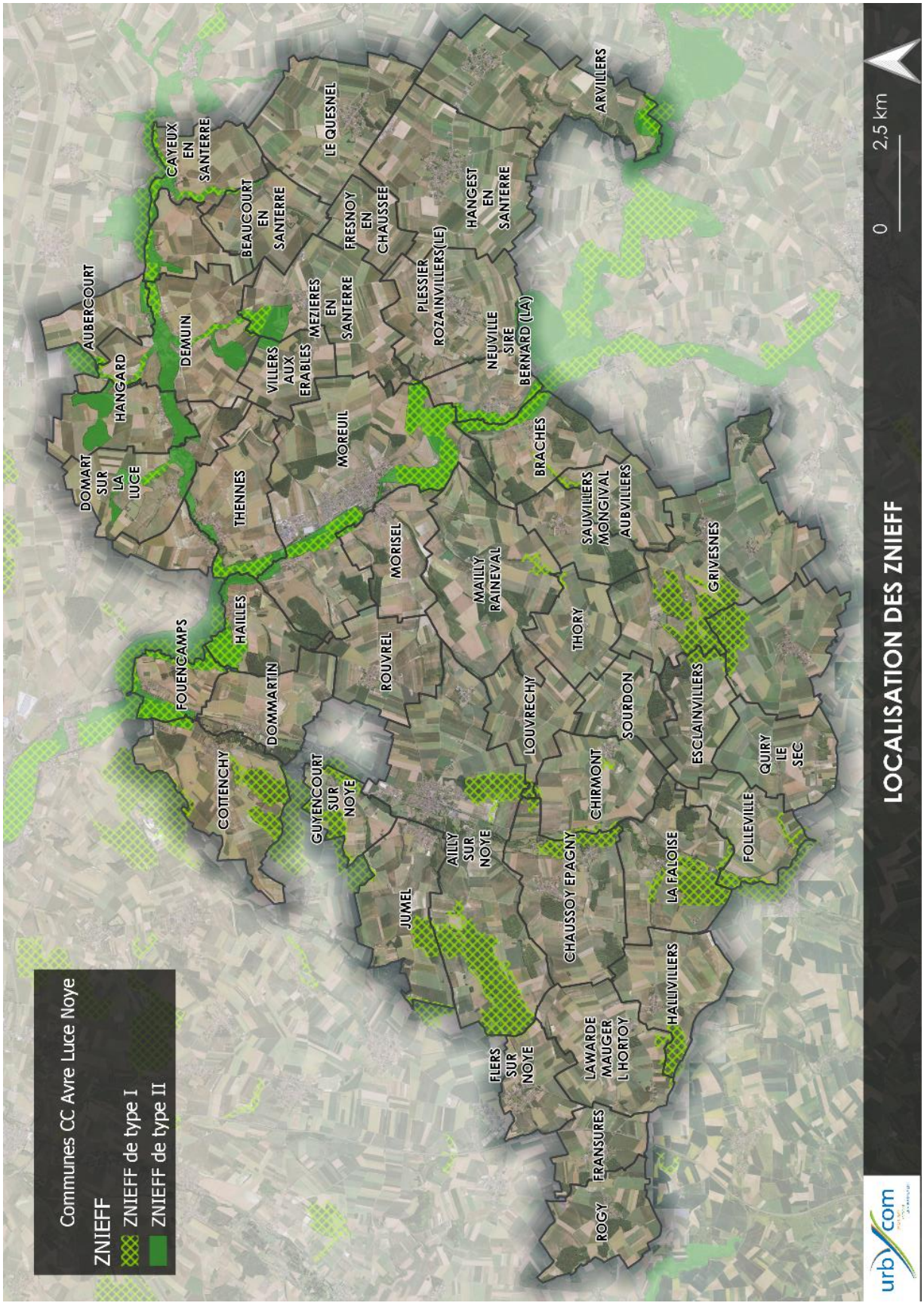
- Larris de la vallée de Languéron à Grivesnes, Bois de Coullemelle et bois fermé
- Larris du fond Lafer et bois d'Hallivillers
- Bois de Boves et du Cambos
- Bois de Berny, des Lozières, des Varinois et du Domont
- Larris de Belval à Thory et Mailly-Raineval

o 2 ZNIEFF de type II

- Vallée de la Luce et coteaux du Santerre entre Caix et Berteaucourt-les-Thennes
- Vallée de l'Avre, des trois doms et confluence avec la Noye

D'autres ZNIEFF de type I sont situées à proximité des limites intercommunales. On compte 60 ZNIEFF de type I dans un rayon de 10 km autour de l'intercommunalité ainsi que 6 ZNIEFF de type II.

Carte de localisation des ZNIEFF



Source : cartographie Urbycom

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Marais de la Haute Vallée de la Luce »**

Nom : Marais de la Haute vallée de la Luce
Identifiant : 220013996
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 214,77 hectares

Description : Cette portion de la haute vallée de la Luce constitue la zone humide la plus remarquable du coeur du Santerre. Le fond de vallée présente un paysage relativement fermé, comprenant une bonne diversité de milieux : roselières humides (Phragmition),
en voie d'atterrissement au niveau d'Ignaucourt ; mégaphorbiaies (Thalictro-Filipendulion etCalystegion sepium) ; cariçaies (Caricion elatae), végétations aquatiques et amphibies (Lemnetea minoris, Potametea pectinati, Nasturtion officinalis ...) ; prairies mésophiles pâturées (Cynosurion cristati), fragments de prairies humides (Mentho-Juncion inflexi) ; saulaies (Salicion cinerae) et aulnaies (Alnion glutinosae).
Des sources sont présentes en plusieurs points (« Bois de la Fontaine ») et plusieurs peupleraies marquent le paysage. Quelques cultures (maïs notamment) parsèment également la vallée. Enfin, les versants sont occupés par des boisements de pente.

Les roselières, les prairies humides et les mares sont les milieux les plus précieux du site. Ils accueillent plusieurs espèces remarquables pour la Picardie. Ce site constitue l'un des derniers espaces naturels servant de refuge pour la faune et la flore, au sein d'une région de cultures intensives.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Larris de la vallée du Bois Péronne à Cayeux-en-Santerre »**

Nom : Larris de la vallée du Bois Péronne à Cayeux-en-Santerre
Identifiant : 220014514
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 36,61 hectares

Description : La vallée sèche du * Bois Péronne * est attenante à la vallée de la Luce. Seul le versant abrupt exposé à l'ouest fait partie de la zone (le versant opposé est cultivé).
Le coteau comprend les milieux suivants : des pelouses calcicoles, où subsistent quelques rares zones rases entretenues par les lapins ; des pelouses-ourlets et des fourrés de recolonisation, qui résultent de l'abandon de l'entretien de la végétation. Des éboulis crayeux se maintiennent ponctuellement. Ses habitats abritent des espèces remarquables comme l'Ophrys litigieux et le Séséli libanotide, espèces rares danns la région. Les fourrés à Genévriers communs témoignent de l'utilisation pastorale ancestrale du coteau (pâturage ovin extensif).
Plusieurs espèces de faune remarquables et typiques de ces milieux sont également présentes sur le site.
Parmi les espèces typiques de pelouses calcicoles, le site abrite : la Virgule, papillon de pelouses rases ; l'Argus bleu céleste et l'Azuré bleu-nacré, papillons de pelouses rases à Hippocrepis ; l'Endrosie diaphane, hétérocère qui aime les prairies sèches chaudes et dont la chenille se développe sur les lichens ; l'Aspilate jaunâtre, hétérocère qui vit sur les zones chaudes bien exposées ; la Petite violette, la Noctuelle en deuil, l'Hespérie de l'Alcée, le Conocéphale gracieux et la Decticelle chagrinée, toutes typiques également les pelouses sèches thermophiles.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Larris de Domart-sur-Luce »**

Nom : Larris de Domart-sur-la-Luce
Identifiant : 220320018
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 17,43 hectares

Description : Le site correspond au versant pentu d'une vallée sèche s'inscrivant dans la craie santonienne. Il comprend, sur une très faible superficie, un ensemble de milieux calcicoles diversifiés : pelouses calcicoles (Mesobromion), éboulis crayeux et écorchures, lisières et ourlets thermocalcicoles (Trifolio-Geranietea), haies disposées en rideaux, bosquets et prairies pâturées.
La présence de quelques Genévriers communs (Juniperus communis) témoigne de pratiques agropastorales ancestrales qui étaient mises en oeuvre sur de tels coteaux.
La majorité du site est marquée par le passage de motos.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Larris de la briqueterie à Démuin »**

Nom : Larris de la briqueterie à Démuin
Identifiant : 220014515
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 63,5 hectares

Nom : Larris de la briqueterie à Démuin

Description : Le site englobe le versant d'une vallée sèche qui s'inscrit dans la craie santonienne. Ce versant comprend des prairies pâturées par des bovins, une pelouse calcicole (Mesobromion), maintenue rase par endroits grâce à l'action des lapins.
Cependant, ce larris est globalement en voie d'ourléification (Origanetalia) et d'embroussaillement (Prunetalia). Des fourrés denses de Genévriers communs (Juniperus communis) témoignent d'une activité pastorale ancienne (pâturage ovin). Une carrière d'exploitation de la craie entame une petite partie du coteau. La base de cette carrière est utilisée comme lieu de dépôt de déchets végétaux et de gravats. Au sud du site, le « Bois de la Vallée » et le « Bois Jean » correspondent à des boisements à base de Charmes, de Hêtres, de Frênes et d'Érables sycomores.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Larris de la grande vallée et de la vallée d'Amiens à Démuin »**

Nom : Larris de la grande vallée et de la vallée d'Amiens à Démuin
Identifiant : 220013993
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 69,21 hectares

Description : Le site comprend les versants d'une vallée sèche (la "Vallée d'Amiens", orientée est-ouest, et se prolongeant par la "Grande Vallée", orientée nord-sud).
Dans la partie nord des larris, la topographie mouvementée résulte des combats de la Première Guerre mondiale. Le * Bois de Morgemont * comprend des chênaies-charmaies et des hêtraies gérées en futaie.

Les versants de la vallée sèche sont occupés par des pelouses calcicoles, maintenues rases à certains endroits grâce à l'action des lapins (broutage et grattis) qui limite l'évolution de la végétation. Ces animaux permettent ainsi le développement de banquettes cuniculigènes à Hélianthème nummulaire.
Au niveau des zones les plus rases subsistent des espèces comme le Thésium couché, assez rare ainsi que le Polygale amère, rare et quasi-menacé en région.
Sur les pelouses, on retrouve de nombreuses orchidées dont l'Orchis homme pendu, rare et vulnérable et l'Orchis militaire, peu commune en région.
La faune est également bien présente sur les pelouses calcaires du site avec notamment la Virgule (papillon Vulnérable en Picardie) mais aussi l'Azuré bleu-celeste ou le Criquet de Palène typiques de ce milieu chaud et sec.
Quelques fourrés de Genévriers communs dispersés témoignent de l'activité pastorale pluriséculaire sur ces anciens parcours extensifs. Les milieux semi-ouverts ainsi formés sont favorables à la reproduction de diverses espèces d'oiseaux comme le Bruant jaune, le Tarier pâtre ou la Tourterelle des bois.
Avec l'abandon de ce type d'activité, les ourlets à Brachypode rupestre, ainsi que les fourrés de recolonisation, commencent à se développer dans certains secteurs.
A la limite entre les larris et les cultures, ont été observées quelques espèces messicoles dont le Grémil des champs, rare et quasi-menacé.
Au niveau de l'ourlet mésophile sur sol riche en bases subsistent quelques pieds du rare et quasi-menacé Pigamon des rochers dont la survie est compromise par l'avancée du boisement.
Quelques éboulis crayeux, accueillant une végétation calcicole pionnière, sont présents dans la partie sud-est du site (présence d'une carrière abandonnée).
Le boisement au nord du site abrite le Petit mars changeant, un papillon forestier qui apprécie les forêts claires de feuillus. Le Muscardin quant à lui fréquente les lisières, où les coquilles de noisettes qu'il consomme trahissent sa présence.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Marias des vallées de l'Avre et des trois doms entre Gratibus et Moreuil, larris de Génonville à Moreuil »**

Nom : Marais des vallées de l'Avre et des trois doms entre Gratibus et Moreuil, Larris de Genonville à Moreuil
Identifiant : 220013990
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 592,13 hectares

Description : Entre Gratibus et Moreuil, s'étend un vaste ensemble de zones marécageuses, plus ou moins tourbeuses, occupant une portion de la vallée des Trois-Doms (Gratibus à Hargicourt) et de la vallée de l'Avre (jusqu'à Moreuil).
Les marais présentent une importante diversité d'habitats aquatiques, amphibies et hygrophiles, grâce à l'important réseau d'étangs, de roselières, de cariçaies, de tremblants tourbeux, de mégaphorbiaies et de boisements humides. Les habitats représentés sont les suivants :
- herbiers pionniers à Characées (Charion asperae) ;
- herbiers flottants du Lemnion gibbae ;
- herbiers flottants de l'Hydrocharition morsus-ranae (Utricularietum australis) ;
- herbiers à Rubanier nain (Sparganium natans*), du Scorpidio scorpidioidis-Utricularion minoris (Sparganietum minimi) ;
- herbiers à Nénuphars du Nymphaeion albae (Myriophyllo verticillati-Nupharetum luteae, Nymphaetum occidentalis) ;
- herbiers submergés du Potamion pectinati (Potametum colorati) ;
- herbiers du Ranunculion aquatilis (herbiers semi-sciaphiles de l'Hottonietum palustris) ;
- herbiers à Sagittaire (groupement à Sagittaria sagittifolia) ;
- banquettes amphibies du Cyperion flavescentis-fusci à Cyperus fuscus ;
- tremblants tourbeux pionniers à Thélyptéride des marais (Thelypteris palustris) ;
- diverses cariçaies rivulaires (Caricetum ripario-acutiformis, Caricetum paniculatae, Caricetum pseudocyperi) ;

Nom : Marais des vallées de l'Avre et des trois doms entre Gratibus et Moreuil, Larris de Genonville à Moreuil
- roselières tourbeuses du Caricion rostratae (Thelypterido palustris-Phragmitetum australis) ;
- roselières du Phragmition ;
- bas-marais alcalins de l'Hydrocotylo-Schoenion ;
- prairies humides oligotrophes du Molinion (Selino carvifoliae-Juncetum subnodulosi) ;
- mégaphorbiaies turficoles du Thalictro flavi-Filipendulion ulmariae ;
- mégaphorbiaies eutrophes du Calystegion sepium ;
- tourbières à Sphaignes subacidiclines ;
- saulaies-aulnaies tourbeuses de l'Alnion glutinosae.

Les nombreux étangs, qui couvrent le site, sont issus soit de l'exploitation ancienne de la tourbe, soit de la création de plans d'eau à des fins de loisirs (chasse, pêche ...). La partie amont du site, au niveau de la vallée des Trois-Doms, possède de nombreux petits étangs de pêche, parfois fortement artificialisés. La portion du site sur la vallée de l'Avre apparaît plus sauvage et comprend davantage de roselières. La structure de végétation est particulièrement favorable à l'avifaune paludicole.
Par places, des plantations de peupliers remplacent les végétations marécageuses originelles.
Au nord de la D 935, le coteau de Genonville abrite, sur ses pentes les plus fortes, une pelouse calcicole (Avenulo pratensis-Festucetum lemanii) maintenue rase grâce à l'activité des lapins (grattis, broutage).

Le site présente globalement un intérêt remarquable, de niveau régional à européen, pour les milieux, la flore et la faune qu'il abrite. Plusieurs milieux relèvent de la directive "Habitats" de l'Union Européenne :
- les herbiers du Charion asperae, de l'Hottonietum palustris, du Potametum colorati, de l'Hydrocharetum morsus-ranae, du Lemno trisulcae-Utricularietum vulgaris ;
- les végétations amphibies du Cyperion flavescentis-fusci ;
- les prairies humides du Selino-Juncetum ;
- les bas-marais tourbeux alcalins de l'Hydrocotylo-Schoenion ;
- les roselières tourbeuses du Thelypterido-Phragmitetum ;
- les mégaphorbiaies du Thalictro-Filipendulion ;
- les boisements hygrophiles de l'Alnion glutinosae (Filipendulo ulmariae-Alnetum) ;
- les pelouses calcicoles de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii.

De manière générale, le site héberge une grande diversité d'habitats aquatiques, amphibies et hygrophiles, remarquables pour la région. Les roselières permettent la reproduction d'espèces animales rares.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Marais de Boves, de Fouencamps, de Thézy-Glimont et du Paraclet »**

Nom : Marais de Boves, de Fouencamps, de Thézy-Glimont et du Paraclet
Identifiant : 220320038
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 692,93 hectares

Description : Le site correspond à un vaste ensemble marécageux percé d'anciens étangs de tourbage. Le paysage se compose d'une mosaïque d'étangs et de végétations palustres, comprenant des boisements humides couvrant de vastes superficies. Les roselières, bas-marais tourbeux et prés tourbeux sont très localisés dans l'espace.
Un grand nombre de groupements végétaux s'expriment dans le fond et sur les versants de la vallée. On trouvera la liste des principaux groupements ci-après.
--> Les milieux aquatiques et amphibies sont très diversifiés. On note la présence dans les étangs et les fossés :
- des herbiers pionniers à Characées (Charion asperae),
- des herbiers flottants de l'Hydrocharition morsus-ranae (dont le Lemno trisulcae-Utricularietum vulgaris, l'Hydrocharitetum morsus-ranae),
- des herbiers du Scorpidio scorpioidis-Utricularion minoris (Sparganietum minimi),
- des herbiers à nénuphars du Nymphaeion albae (dont le Myriophyllo verticillati-Nupharetum luteae),
- des herbiers submergés du Potametalia (Potametum colorati, groupement à Myriophyllum verticillatum, Zannichellietum palustris...),
- des herbiers sciaphiles de l'Hottonietum palustris,
- des végétations pionnières des rives tourbeuses du Cyperion flavescenti-fusci.

--> Les végétations terrestres du fond de vallée comprennent :
- des roselières tourbeuses du Thelypterido palustris-Phragmitetum,
- des roselières du Phragmition australis (dont Solano dulcamarae-Phragmitetum),
- des roselières du Scirpo lacustris-Phragmitetum,
- des mégaphorbiaies turficoles du Thalictro flavi-Filipendulion ulmariae,
- des mégaphorbiaies eutrophes du Calystegion sepium,
- des cariçaies rivulaires du Caricetum elatae, du Caricetum ripario-acutiformis, du Caricetum paniculatae et du Caricetum pseudocyperi,
- des bas-marais tourbeux alcalins de l'Hydrocotylo-Schoenion (Cirsio dissecti-Schoenetum nigricantis),
- des bas-marais tourbeux alcalins du Junco subnodulosi-Caricion lasiocarpae,
- des prairies hygrophiles du Mentho aquaticae-Juncion inflexi (Pulicario dysentericae-Juncetum inflexi),
- des prairies hygrophiles surpâturées du Lolio-Potentilion,
- des prés inondés de l'Oenanthion fistulosae (Eleocharo palustris-Oenanthetum fistulosae),
- des prairies oligotrophes du Molinion (Selino carvifoliae-Juncetum subnodulosi),
- des prairies mésophiles du Lolio-Cynosurion cristati,
- des aulnaies-frênaies de l'Alno-Padion (Filipendulo ulmariae-Alnetum glutinosae),
- des boulaies à sphaignes du Dryopterido cristatae-Betuletum pubescentis, habitats acidophiles ombrogènes,

Nom : Marais de Boves, de Fouencamps, de Thézy-Glimont et du Paraclet
- des fourrés de Saules cendrés du Salicion cinerae,
- des ourlets eutrophes de l'Aegopodion podagrariae.
--> Les groupements végétaux représentés sur les coteaux calcaires sont les suivants :
- des pelouses calcicoles rases thermophiles de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii subass. seselietosum montani,
- des ourlets calcicoles du Trifolion medii (Centaureo nemoralis-Origanetum vulgare), parfois sous faciès de brachypodiaies denses,
- des fourrés de recolonisation du Rubo-Prunetum mahaleb laburnetosum,
- des bois de pente du Carpinion betuli et du Fraxino-Carpinion.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Marais de l'Avre entre Moreuil et Thennes »**

Nom : Marais de l'Avre entre Moreuil et Thennes
Identifiant : 220320008
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 198,16 hectares

Description : Le site comprend le lit mineur de l'Avre ainsi que les marais attenants, entre Moreuil et Thennes. On y rencontre de multiples étangs, utilisés pour la chasse ou la pêche, dont une bonne partie sont privés et ne peuvent être visités. Les formations boisées couvrent la majorité des surfaces hors d'eau. Quelques mares forestières y sont présentes dont une qui accueille le Potamot coloré et la Morène, deux espèces assez rares en région. Des fragments de prairies humides subsistent et les roselières, mégaphorbiaies, cariçaies et marais boisés (saulaies tourbeuses) se sont davantage installées depuis la création de la ZNIEFF.
Les roselières, surtout présentes dans le secteur aval de la zone, sont denses et entretenues par un réseau de canaux qui les alimente en eau.
Le cours de la rivière Avre est très végétalisé : avec de beaux herbiers à Sagittaires, à Callitriches et à Rubaniers simples. Il est aussi très envasé, mais le substrat se dégage cependant au niveau des zones de rupture de pente. La morphologie générale du tronçon de la rivière Avre détermine une zone à Barbeau. La rivière est large et le débit est élevé. Certaines zones présentent un substrat caillouteux apparent qui constitue un habitat intéressant, en particulier pour le Barbeau.
En ce qui concerne la faune, on y trouve une grande diversité d'espèces remarquables. Les peuplements piscicoles comptent par exemple l'Anguille, le Barbeau fluviatile, le Brochet ou encore la Vandoise.
Les étangs et cours d'eau sont quant à eux propices à la présence de diverses autres espèces. Chez les oiseaux, une belle diversité fréquente ces habitats avec des espèces telles que la Foulque macroule, le Grèbe castagneux, le Martin pêcheur, le Petit gravelot et la Sarcelle d'hiver. Le Blongios nain et la Bouscarle de cetti profitent également de la présence de plans d'eau bordés de belles ripisyvles, constituées notamment de saulaies particulièrement favorables.
Les roselières et mégaphorbiaies accueillent elles aussi un cortège d'oiseaux très intéressant composé du Busard des roseaux, du Bruant des roseaux, de la Gorgebleue à miroir et du Râle d'eau.
Les autres milieux ouverts ou semi-ouverts du site abritent également un ensemble d'espèces d'oiseaux remarquables : l'Alouette des champs, le Bruant jaune, le Chardonneret élégant, le Verdier d'Europe, la Linotte mélodieuse, le Pouillot fitis ou encore le Serin cini.
Les secteurs plus boisés offrent aussi un très grand intérêt avifaunistique. Ils permettent la reproduction du Bouvreuil pivoine, du Busard Saint-Martin, du Faucon hobereau, du Pic épeichette, du Pic noir, du Pigeon colombin ou encore de la Tourterelle des bois.
En outre, la zone abrite d'autres vertébrés interessants tels que l'Hermine pour les mammifères ou la Couleuvre à collier et le Lézard des murailles pour les reptiles.
D'un point de vue entomologique, le site présente une toute aussi grande richesse avec la présence de nombreuses espèces patrimoniales de papillons et de libellules : le Grand mars changeant, le Petit mars changeant, la Noctuelle en deuil, le Périzome du pigamon, le Sphinx pygmée, l'Agrion joli, la Cordulie à corps fin et l'Orthétrum bleuissant.
Enfin, il compte parmi sa faune le Vertigo de Des Moulins, espèce de mollusque patrimonale et protégée.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Cours de l'Avre entre Guerbigny et Contoire, marais associés, larris de Béquigny, de Boussicourt / Fignières et des Carambures »**

Nom : Cours de l'Avre entre Guerbigny et Contoire, marais associés, Larris de Becquigny, de Boussicourt/Fignières et des Carambures
Identifiant : 220005001
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 482,52 hectares

Description : La zone comporte un ensemble de milieux diversifiés, comprenant le cours de l'Avre, entre Guerbigny et Contoire, des marais tourbeux alcalins et plusieurs coteaux calcaires.
L'Avre s'étend selon un axe est-ouest sur le tronçon retenu en ZNIEFF. Son cours est assez naturel et sinueux. Les berges hautes sont stabilisées par une végétation moyennement abondante. La pente est assez faible.
La vallée est tourbeuse et régulièrement parsemée d'étangs. Ceux-ci sont issus de l'exploitation de la tourbe (anciennes fosses de tourbage). Certains plans d'eau ont été creusés plus tardivement à des fins de loisirs (chasse, pêche). Le marais du « Moulin de Becquigny » est entièrement boisé. Les marais de Contoire et de Ballencourt sont constitués de multiples étangs de pêche sur tourbe épaisse, séparés par des digues tourbeuses végétalisées et localement boisées. Des peupleraies jalonnent la vallée.
Les coteaux s'inscrivent dans la craie santonienne et campanienne. Le coteau situé à l'est de Contoire, au niveau des lieuxdits "Les Carambures" et "Aux Airettes", est occupé par des lambeaux de pelouses calcicoles relevant de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii subass. seselietosum montani. L'évolution spontanée de la végétation vers les ourlets calcicoles (Centaureo-Origanetum)

Nom : Cours de l'Avre entre Guerbigny et Contoire, marais associés, Larris de Becquigny, de Boussicourt/Fignières et des Carambures

et les fruticées de cornouillers, de prunelliers, de troènes, de viornes, d'alisiers ... (Prunetalia), ainsi que les importantes plantations de Pins noirs d'Autriche, ont fortement amoindri les surfaces de pelouses calcicoles rases originelles.
Le versant abrupt de la vallée de Fignières est, quant à lui, essentiellement constitué de vastes pelouses rases émaillées de Genévriers communs. Le plateau est occupé par des chênaies-charmaies du Carpinion betuli (« Bois des Moines »).
Sur le versant nord de la vallée de l'Avre, à Becquigny, subsiste également une série de pelouses entrecoupées par des fourrés de recolonisation. La présence du Genévrier commun (Juniperus communis) témoigne de pratiques pluriséculaires de pâturage ovin extensif sur ce larris. Des zones rases, relativement importantes, se maintiennent grâce aux activités des lapins.

Le site permet le développement des milieux remarquables suivants :
- pelouses calcicoles de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii, habitat en voie de régression au niveau européen et, à ce titre, inscrit à la directive "Habitats" ;
- junipéraie en voile sur pelouses calcaires subatlantiques, habitat également inscrit à la directive "Habitats" ;
- marais tourbeux basiclines, s'acidifiant localement (présence de Sphaignes et de groupements à Molinie), comprenant des étangs, des mares (avec des groupements à Characées, du Nymphaeion albae et de l'Hydrocharition morsus-ranae) ; des fragments de roselières et de bas-marais, qui sont des milieux rares en Picardie et qui hébergent une flore et une faune remarquables.
Pour ce qui est du cours de l'Avre, l'intérêt repose essentiellement sur la diversification des habitats. Le fond de granulométrie variée (blocs, graviers, pierres) confère un intérêt au niveau des niches écologiques pour la faune invertébrée et la faune piscicole. Et ce d'autant plus que la végétation aquatique est bien diversifiée sur le tronçon. L'absence de cloisonnements infranchissables facilite la libre circulation du poisson. Ce tronçon reste le plus intéressant du cours de l'Avre.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Massif boisé du roi et du preux »**

Nom : Massif boisé du roi et du preux
Identifiant : 220013962
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 529,9 hectares

Description : Le massif boisé du Roi et du Preux s'étend sur le plateau, ainsi que sur le versant exposé à l'est de la vallée de la Noye et sur les versants de petites vallées sèches. Les affleurements géologiques sont variables, depuis le fond de vallée jusqu'au plateau : colluvions, craie à silex du Coniacien, craie blanche à silex du Santonien, formations résiduelles à silex et limons de plateau.
Les végétations forestières correspondent essentiellement à des hêtraies-chênaies-charmaies gérées en futaie et en taillis sous futaie. D'importantes futaies de hêtres, relativement âgées, sont représentées. La position du site, au sein de l'îlot thermophile Sud-Amiénois (secteur de déficit pluviométrique à affinités thermocontinentales), permet l'expression de hêtraies thermocalcicoles du Cephalanthero-Fagion, enrichies en éléments thermophiles des chênaies pubescentes (Quercetalia pubescenti-petraeae). Sur le plateau, les sols plus acides favorisent la présence de hêtraies-chênaies acidoclines subatlantiques à Jacinthe des bois du Lonicero-Carpinion (Hyacinthoido non scriptae-Fagetum sylvaticae). Les versants frais sont recouverts localement par des frênaies-érablières de pente.
Au niveau des lisières ensoleillées, se maintiennent des lambeaux de pelouses calcicoles (Mesobromion erecti) et d'ourlets thermophiles (Trifolion medii). Des parcelles prairiales ponctuent le site en quelques places de la périphérie du bois.

Plusieurs habitats sont d'intérêt européen et inscrits, à ce titre, à la directive "Habitats" :
- hêtraies thermocalcicoles du Cephalanthero-Fagion sylvaticae, alliance très rare dans le département de la Somme (essentiellement représentée dans le Sud-Amiénois) ;
- les hêtraies-chênaies pédonculées atlantiques/subatlantiques à Jacinthe des bois du Hyacinthoido non-scriptae-Fagetum sylvaticae ;
- les pelouses calcicoles de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii, relictuelles sur le site.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Cours de la Noye et marais associés »**

Nom : Cours de la Noye et Marais associés
Identifiant : 220320005
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 575,29 hectares

Description : Le site couvre la vallée de la Noye, entre Cottenchy (dans la Somme) et Breteuil (dans l'Oise), sur deux tronçons distincts. Le premier tronçon correspond au lit mineur de la Noye, aux environs de Breteuil. Le deuxième tronçon, en plus du lit mineur de la Noye, comporte, notamment, plusieurs secteurs marécageux au niveau de La Faloise, de Chaussoy-Epagny et de Guyencourt-sur-Noye/Remiencourt.
Ces secteurs comprennent de nombreux étangs et mares à vocation de loisirs (chasse, pêche). Plusieurs types de végétations aquatiques et amphibies s'y observent :
* herbiers flottants des Lemnetalia minoris ;
* herbiers à Characées fragmentaires des Charetalia hispidae ;
* herbiers à Nénuphars du Nymphaeion albae ;
* herbiers submergés du Potamion pectinati ;
* herbiers à Hottonie des marais du Ranunculion aquatilis ;
* herbiers à Morrène aquatique de l'Hydrocharition morsus-ranae ;

Nom : Cours de la Noye et Marais associés

* banquettes amphibies du Sparganio-Glycerion et des Cyperetalia fusci.
Quelques fragments de roselières (Phragmition australis), de mégaphorbiaies (Thalictro flavi-Filipendulion ulmariae et Calystegion sepium en situation plus dégradée), de bas-marais alcalins (Hydrocotylo vulgaris-Schoenion nigricantis) et de tremblants pionniers à Thélyptéride des marais (Thelypteris palustris) occupent certaines parties des marais.
Des cariçaies rivulaires (Caricetum paniculatae, Caricetum pseudocyperi, Caricetum ripario-acutiformis) s'observent çà et là. Des boisements humides à base d'Aulnes glutineux (Alnion glutinosae) et de Saules cendrés (Salicion cinerae) colonisent certains secteurs marécageux. Quelques peupleraies ont remplacé les végétations humides et ouvertes initiales.
La zone comprend également : des fragments de pelouses calcicoles (Mesobromion), sur les versants exposés à l'ouest de la vallée de la Noye ; le « Bois de La Faloise », qui abrite des chênaies-charmaies du Carpinion betuli et des frênaies-acéraies de pente et une cavité souterraine hébergeant des chiroptères en hivernage.
Le cours de la Noye s'étend selon un axe nord-nord-ouest/sud-sud-ouest. Les nombreux barrages, qui cloisonnent son cours, en font une rivière à caractère suspendu. La pente moyenne assure, dans les tronçons considérés, des conditions favorables au décolmatage des substrats.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Larris de la vallée du Pont à Aubvillers et Braches »**

Nom : Larris de la vallée du Pont à Aubvillers et Braches
Identifiant : 220004999
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 27,11 hectares

Description : La zone correspond au versant est de la * Vallée du Pont *, s'étendant sur les communes d'Aubvillers et de Braches, dans le Sud-Amiénois. Elle comprend des pelouses calcicoles, qui sont maintenues rases par endroits grâce à l'activité des lapins. En partie amont, la vallée comporte un bois de pente, de type frênaie-acéraie à caractère frais. A l'extrémité nord du site se trouve une petite carrière abandonnée, où sont déposés des gravats et des déchets végétaux.
On peut rencontrer sur le site des habitats remarquables tels que la pelouse à Avénule des prés et Fétuque de Léman et des espèces peu communes telles que l'Orchis militaire, la Potentille printanière ou encore le Gaillet couché. Cet habitat semi-ouvert est également favorable à la nidification de plusieurs oiseaux tels que la Linotte mélodieuse, le Bruant jaune ou la Tourterelle des bois. Des insectes comme l'Azuré bleu-céleste, le Fluoré, la Phalène ornée (*Scopula ornata*) et le Criquet de Palène sont également présents sur le site.
Dans les boisements de pente de la partie sud, exposés à l'ouest, on retrouve de nombreux individus de la peu commune Céphalanthère de Damas. Les différents types de boisements du site acceuillent d'autre espèces d'oiseaux comme la Bondrée apivore, le Bouvreuil pivoine et le Pouillot fitis.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Cavité souterraine de Chirmont »**

Nom : Cavité souterraine de Chirmont
Identifiant : 220320016
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 9,28 hectares

Description : La cavité souterraine de Chirmont correspond à une ancienne carrière de craie du XVIIème siècle, transformée en souterrain refuge et comprenant deux grandes salles ainsi que plusieurs chambres le long de deux couloirs. L'unique entrée de la cavité est fermée par une grille, laquelle constitue une protection contre les dérangements humains pendant l'hibernation des chauves-souris.
Un bosquet, quelques pâtures et des cultures composent son environnement proche.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Bois Louvet et vallée d'Egoulet »**

Nom : Bois louvet et vallée d'Egoulet
Identifiant : 220320011
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 167,98 hectares

Description : Le site occupe une partie des versants d'un vallon aux contours sinueux, inscrit dans le plateau agricole du Soissonnais.
Le haut des versants s'inscrit dans les calcaires grossiers du Lutétien, à la base desquels une couche discontinue d'argiles de Laon se traduit par une ligne de sources. Les pentes sont constituées de sables cuisiens, plus ou moins colluvionnés d'éléments soliflués des couches supérieures. Les fonds de vallons sont constitués de colluvions, puis d'alluvions récentes, dans les parties les plus basses.
Sur les calcaires lutétiens, un noyau de pelouses calcicoles (Mesobromion) persiste au "Quinconce", au sein de fourrés thermophiles encore jeunes (Berberidion) et de boisements de bouleaux. Les versants sont couverts par des boisements de pente de différents types selon l'exposition, le degré de lessivage des sables cuisiens et de la proximité des zones de sources.

Nom : Bois louvet et vallée d'Egoulet

On y trouve essentiellement :
- des chênaies-charmaies à Mercuriale (Mercurialo-Carpinenion), dans les zones calcicoles sèches ;
- des chênaies-charmaies à Chèvrefeuille (Lonicero-Carpinenion), avec, souvent, beaucoup de châtaigniers dans les zones plus acides.

Par ailleurs, des plantations jeunes de feuillus occupent les pentes de la vallée, au nord du site, et des fragments d'aulnaie frênaie, colonisés par la magnocariçaie, subsistent à proximité d'Ostel.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Larris de la vallée de Languéron à Grivesnes, Bois de Coullemelle et bois fermé »**

Nom : Larris de la vallée de Languéron à Grivesnes, Bois de Coullemelle et Bois fermé
Identifiant : 220013965
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 442,21 hectares

Description : Entre Ainval et Coullemelle, plusieurs vallées sèches (la « Vallée de Simie », la « Vallée de Languéron », la « Vallée de Coullemelle » et la « Vallée du Mont Foucart »), orientées selon un axe nord-est/sud-ouest, entaillent le plateau crayeux. Les versants s'inscrivent dans la craie blanche à silex du Santonien, tandis que le plateau est couvert de formations résiduelles à silex.
Les versants sont occupés soit par des bois, pour la majorité, soit par des pelouses calcicoles (Mesobromion erecti), au niveau du versant pentu, exposé au nord-ouest de la « Vallée de Languéron ». Faute d'entretien, ce larris est en voie d'ourléification (brachypodiaies du Centaureo nemoralis-Origanetum vulgaris) et d'embroussaillement (Rhamno-Prunetea), notamment par les bouleaux. Quelques secteurs sont cependant maintenus ras, grâce à l'activité des lapins (grattis, broutage).
Les peuplements forestiers correspondent à des chênaies-hêtraies-charmaies du Carpinion betuli. La gestion sylvicole est menée en futaie et en taillis sous futaie. Des plantations de résineux ont été réalisées en plusieurs points du massif.
Certaines lisières thermophiles, à Alisier torminal (Sorbus torminalis) et à hybride de Chêne pubescent (Quercus pubescens x Quercus robur et Quercus pubescens x Quercus petraea), sont également représentés. La position du site, au sein de l'îlot thermophile Sud-Amiénois (secteur de déficit pluviométrique à affinités thermocontinentales), permet l'expression de hêtraies calcicoles du Cephalanthero-Fagion sylvaticae.

Plusieurs milieux sont d'intérêt européen et sont inscrits, à ce titre, à la directive "Habitats" de l'Union Européenne :
- les pelouses calcicoles de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii subass. seselietosum montani, groupement végétal rare et en voie de disparition en Picardie du fait de l'abandon des pratiques pastorales qui permettaient d'entretenir ces milieux herbacés ; le larris de la « Vallée de Languéron » présente une flore particulièrement riche et diversifiée pour le département de la Somme ;
- les hêtraies du Hyacinthoido non-scriptae-Fagetum sylvaticae et les hêtraies thermophiles du Cephalanthero-Fagion sylvaticae.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Larris du fond Lafer et bois d'Hallivillers »**

Nom : Larris du Fond Lafer et Bois d'Hallivillers
Identifiant : 220013944
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 104,3 hectares

Description : Le larris du Fond Lafer s'étend, au pied du bois d'Hallivillers, sur un versant raide exposé au sud. Il est occupé par des pelouses crayeuses issues de la recolonisation spontanée d'anciennes terrasses culturales.
Les lapins et les chevreuils y ont maintenu une végétation pelousaire, grâce à leurs actions conjuguées de limitation de l'embroussaillement et de l'envahissement par une brachypodiaie (ourlet du Centaureo nemoralis-Origanetum vulgaris).
Le Bois d'Hallivillers est une chênaie-charmaie-hêtraie dominante, traitée en taillis sous futaie ou en futaie, sur des limons de plateau. Quelques Houx (Ilex aquifolium) y traduisent l'acidité du sol. En haut de versant, où affleure la craie, se trouvent des tapis de Mercuriales vivaces (Mercurialis perennis).
En lisière s'étendent des fourrés de recolonisation à Prunier de Sainte-Lucie (Prunus mahaleb) et à Viornes lantanes (Viburnum lantana) notamment. Quelques pins y sont également présents.
Les pelouses à orchidées sont de plus en plus rares et menacées en Picardie, comme dans tout le nord de l'Europe. Elles sont ainsi inscrites à la directive "Habitats" de l'Union Européenne.
Elles abritent plusieurs espèces végétales et animales remarquables. Le bois permet la nidification de plusieurs espèces de rapaces intéressantes.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Bois de Boves et du Cambos »**

Nom : Bois de Boves et du Cambos
Identifiant : 220013961
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 516,05 hectares

Nom : Bois de Boves et du Cambos
Description : Situés à l'ouest de la vallée de l'Avre, les « Bois de Boves » et « du Cambos » s'étendent de part et d'autre d'une vallée sèche orientée sud-ouest/nord-est. Ces bois couvrent les versants de faible pente, s'inscrivant dans les craies à silex du Coniacien et du Santonien, ainsi que le plateau couvert de formations résiduelles à silex, de limons des plateaux et, très ponctuellement, de sables thanétiens.
Les végétations forestières correspondent essentiellement à des hêtraies-chênaies-charmaies gérées en futaie et en taillissous-futaies. D'importantes futaies de hêtres, relativement âgées, sont présentes. La position du site, au sein de l'îlot thermophile Sud-Amiénois (secteur de déficit pluviométrique à affinités thermocontinentales), permet l'expression de hêtraies thermocalcicoles du Cephalanthero-Fagion. Sur le plateau, les sols plus acides favorisent la présence de hêtraies-chênaies acidoclines subatlantiques à Jacinthe des bois du Lonicero-Carpinenion (Hyacinthoido non scriptae-Fagetum sylvaticae). Les versants frais sont recouverts, localement, par des frênaies-érablières de pente.
Quelques friches thermocalcicoles (Gentianellenion ciliatae), des ourlets (Trifolion medii) et des manteaux thermophiles (Berberidion vulgaris) se maintiennent localement. Des prairies pâturées (Cynosurion cristati) sont également présentes, en périphérie de certains secteurs boisés.

Plusieurs habitats sont d'intérêt européen et inscrits, à ce titre, à la directive "Habitats" :
- hêtraies thermocalcicoles du Cephalanthero-Fagion sylvaticae, alliance très rare dans le département de la Somme (essentiellement représentée dans le Sud-Amiénois) ;
- les hêtraies-chênaies pédonculées atlantiques/subatlantiques à Jacinthe des bois du Hyacinthoido non-scriptae-Fagetum sylvaticae ;
- les pelouses calcicoles de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii, relictuelles sur le site.
Par ailleurs, la superficie importante du massif est favorable à l'expression d'une faune et d'une flore diversifiées. La présence d'un îlot de sables thanétiens permet le développement d'un cortège d'espèces acidophiles intéressant pour le département de la Somme. L'existence de mares et d'ornières forestières favorise la présence de batraciens remarquables.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Bois de Berny, des Lozières, des Varinois et du Domont »**

Nom : Bois de Berny, des Lozières, des Varinois et du Domont
Identifiant : 220005002
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 552,51 hectares

Description : Les * Bois de Berny *, * des Lozières *, * des Varinois * et * du Domont * prennent place au sein de l'îlot thermophile Sud-Amiénois (secteur de déficit pluviométrique à affinités thermocontinentales). Cette position confère au site une originalité très particulière, marquée par des végétations aux affinités thermophiles marquées.
Les boisements sont dans un relativement bon état de conservation avec l'absence d'une gestion intensive dans l'ensemble.
Des coupes et plantations sont présentes de manière très ponctuelle.
Des ourlets thermophiles et des pelouses calcicoles sont présentes de manière très relictuelle à proximité des lisières forestières.
La présence de l'Anémone sauvage (Anemone sylvestris), espèce thermocontinentale inféodée à ces milieux, est à noter sur le site avec un effectif non négligeable. Elle est ici en limite de son aire de répartition occidentale dans le département de la Somme.
Pour la faune, signalons la nidification de deux espèces inscrites à la directive "Oiseaux" de l'Union Européenne : la Bondrée apivore (*Pernis apivorus*) et le Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*).
Un lépidoptère, inféodé aux pelouses rases et en régression en Picardie, a également été noté : l'Argus bleu-nacré (*Polyommatus coridon*).

Les * Bois de Berny *, * des Lozières *, * des Varinois * et * du Domont * s'étendent sur le plateau couvert de formations résiduelles à silex, ainsi que sur des versants de faible pente s'inscrivant dans la craie blanche à silex du Santonien et du Coniacien.

- **Présentation de la ZNIEFF de type I « Larris de Belval à Thory et Mailly-Raineval »**

Nom : Larris de Belleval à Thory et Mailly-Raineval
Identifiant : 220013964
Type : ZNIEFF continentale de type I
Superficie : 41,84 hectares

Description : La vallée sèche de Belval s'étend entre Thory et Mailly-Raineval, au sein d'un paysage agricole. Elle s'inscrit dans la craie blanche à silex du Campanien inférieur. Seul le versant pentu, exposé globalement à l'ouest, fait partie intégrante de la ZNIEFF (la partie ouest est occupée par des cultures).
De vastes prairies calcicoles, pâturées par des bovins, se trouvent sur la partie nord du site. Cette partie de coteau présente une opposition de versant (exposition nord et ouest). Sur les zones les plus pentues, se développe un important cortège d'espèces calcicoles, typiques des milieux pelousaires ras.
Au sud du site, s'observent des lambeaux de pelouses calcicoles (Mesobromion), en voie d'ourléification (Origanetalia) et d'embroussaillement (Rhamno-Prunetea), des haies disposées en rideau (talus hérités de l'agriculture ancestrale), un bosquet et quelques cultures. Une carrière, où sont déposés des déchets, est présente au niveau du lieu-dit "La Carrière Saint-Léger".

Les pelouses calcicoles et les ourlets thermophiles sont des milieux rares et en voie de régression en Picardie. Les pelouses relèvent de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii, groupement végétal inscrit à la directive "Habitats" de l'Union Européenne.

Nom : Larris de Belleval à Thory et Mailly-Raineval

Ce site présente un intérêt particulier du fait de la présence importante d'espèces thermophiles, liée à la localisation du site au sein de la région naturelle du Sud-Amiénois (îlot thermophile important pour la Picardie).

- **Présentation de la ZNIEFF de type II « Vallée de la Luce et coteaux du Santerre entre Caix et Berteaucourt-les-Thennes**

Nom : Vallée de la Luce et coteaux du Santerre entre Caix et Bertaucourt-les-Thennes
Identifiant : 220030043
Type : ZNIEFF continentale de type II
Superficie : 1 320 hectares

Description : La ZNIEFF de type II "Réseau de prairies et de pelouses de la Vallée de la Luce" occupe un territoire de plus de 1 000 hectares
entre les communes de Caix et de Berteaucourt-les-Thennes, dans le département de la Somme. Elle contient 6 ZNIEFF de type I. Située dans le territoire du Santerre, la vallée de la Luce constitue un îlot de biodiversité dans une région naturelle dominée par les grandes cultures.
Malgré des plantations de peupliers, anciennes pour la plupart, le site est constitué d'une part par des groupements alluviaux (prairies, boisements humides, cariçaies, mégaphorbiaies...) et d'autre part, par des bois, des pelouses, des prairies et un réseau assez denses de jachères.
Affluent de l'Avre et sous affluent de la Somme, la Luce est une rivière de 16 kilomètres se caractérisant par un débit soutenu, des eaux claires et des fonds souvent graveleux. Autrefois de mauvaise qualité, des aménagements ont été entrepris pour améliorer la qualité des eaux de la rivière. Des opérations visant la diversification des écoulements et la restauration des continuités piscicoles ont également été entreprises pour renforcer l'intérêt de la rivière pour des espèces à fort enjeu de conservation telles la Lamproie de planer, l'Anguille ou la Truite Fario. Le Brochet et le Chabot sont également présents.
La rivière possède une ripisylve qui peut être localement bien développée, avec le saule blanc, le frêne, l'aulne glutineux, l'érable sycomore et de nombreux arbustes. Des saules têtards se remarquent çà et là.
La basse vallée de la Luce se compose d'un continuum de prairies mésophiles, souvent pâturées (Cynosurion cristati), et de peupleraies. Même si la populiculture est une activité développée de longue date dans ce secteur de la vallée (< 1947), certaines cultures sont actuellement en cours de reconversion en prairie pâturée et/ou fauchée.
Quelques prairies pâturées plus humides (Mentho longifoliae-Juncion inflexi) ou fauchées (Arrhenatherion elatioris) sont également en place.
Entre Caix et Berteaucourt-les-Thennes, 6 principales vallées sèches sont adjacentes à la Luce. Les versants pentus abritent un réseau de pelouses calcicoles pour la plupart classées en ZNIEFF de Type I. Sur les coteaux se développe un habitat endémique du nord de la France, pour lequel la Picardie possède une responsabilité nationale : la pelouse sur craie de l'Avenulo pratensis - Festucetum lemani. Faute d'entretien suffisant, les surfaces pelousaires sont aujourd'hui relictuelles. Les ourlets sont quant à eux dans une phase d'évolution sénescente avec une forte progression des fourrés, notamment les formations à Genévrier commun, témoin de l'activité pastorale pluriséculaire de ces anciens parcours extensifs. Plusieurs espèces végétales à forts enjeux de conservation telles l'Ophrys litigieux (Ophrys sphegodes subsp. araneola) et l'Anémone pulsatille (Pulsatilla vulgaris) se développent au sein des pelouses. Le réseau de coteaux abrite par ailleurs une importante population de Virgule (Hesparia comma), probablement la plus importante du département. En tant que milieux de substitution, les jachères calcicoles contribue à renforcer la fonctionnalité du réseau de coteaux, souvent de petite taille, pour cette espèce au fonctionnement métapopulationnel (Hill et al., 1996). Dans ce contexte, un programme visant le renforcement des continuités écologiques (MAEt * corridor *) a été initié en 2011 sur le territoire des coteaux de la vallée de la Luce par la Chambre d'Agriculture de Picardie et ses partenaires.

- **Présentation de la ZNIEFF de type II « Vallée de l'Avre, des trois doms et confluence avec la Noye**

Nom : Vallée de l'Avre, des trois doms et confluence avec la Noye
Identifiant : 220320010
Type : ZNIEFF continentale de type II
Superficie : 3 848,75 hectares

Description : Cette grande zone intègre l'ensemble du système fluvial de l'Avre et des Trois-Doms en aval de Guerbigny et de Montdidier.
Elle est constituée de complexes de marais tourbeux associés aux coteaux boisés ou pelousaires. Ces marais sont creusés de multiples étangs, issus de l'exploitation ancienne de la tourbe pour certains, et aujourd'hui utilisés essentiellement pour la pêche et la chasse. Le paysage se compose d'une mosa*que d'étangs et de végétations palustres, comprenant des boisements humides couvrant de vastes superficies. Les roselières, bas-marais tourbeux, cariçaies et prés tourbeux sont davantage localisés dans l'espace. Par places, des plantations de peupliers remplacent les végétations marécageuses originelles.
Plusieurs coteaux calcaires sont également inclus dans la zone. Il s'agit :
- du versant boisé au niveau du lieu-dit * La Valléette * à Thézy-Glimont,
- du larris et Bois de Gennonville à Moreuil,
- les larris de Contoire/Davesnecourt qui sont en grande partie plantés de pins,
- le larris de Boussicourt/Fignières au niveau de la vallée sèche de Fignières,
- le larris de Becquigny à l'est du * Bosquet Madame *,
- le larris de Guerbigny,
- les larris de Courtemanche en partie plantés de pins.

Plusieurs bois de superficie importante sont pris en compte : le Bois d'Hangest, le Bois des Moines, le Bois de Guerbigny et le Bois de Laboissière.

Nom : Vallée de l'Avre, des trois doms et confluence avec la Noye

Un grand nombre de groupements végétaux s'expriment dans le fond et sur les versants de la vallée. On trouvera la liste des principaux groupements ci-après.
--> Les milieux aquatiques et amphibies sont très diversifiés :
- des herbiers pionniers à Characées (Charion asperae),
- des herbiers flottants du Lemnion gibbae,
- des herbiers flottants de l'Hydrocharition morsus-ranae (dont Lemno trisulcae-Utricularietum vulgaris, Utricularietum australis),
- des herbiers du Scorpidio scorpioidis-Utricularion minoris (Sparganietum minimi),
- des herbiers à nénuphars du Nymphaeion albae (dont Myriophyllo verticillati-Nupharetum luteae),
- des herbiers submergés du Potametalia (Potametum colorati, groupement à Myriophyllum verticillatum, Zannichellietum palustris...),
- des herbiers à Sagittaire (groupement à Sagittaria sagittifolia),
- des herbiers du Ranunculion aquatilis (herbiers semi-sciaphiles de l'Hottonietum palustris),
- des végétations pionnières des rives tourbeuses du Cyperion flavescenti-fusci.

--> Les végétations terrestres du fond de vallée comprennent :
- des roselières tourbeuses du Caricion rostratae (Thelypterido palustris-Phragmitetum australis),
- des roselières du Phragmition australis (dont Solano dulcamarae-Phragmitetum et Scirpo lacustris-Phragmitetum),
- des mégaphorbiaies turficoles du Thalictro flavi-Filipendulion ulmariae,
- des mégaphorbiaies eutrophes du Calystegion sepium,
- des cariçaies rivulaires du Caricetum elatae, du Caricetum ripario-acutiformis, du Caricetum paniculatae et du Caricetum pseudocyperi,
- des bas-marais tourbeux alcalins de l'Hydrocotylo-Schoenion (Cirsio dissecti-Schoenetum nigricantis),
- des bas-marais tourbeux alcalins du Junco subnodulosi-Caricion lasiocarpae,
- des prairies hygrophiles du Mentho aquaticae-Juncion inflexi (Pulicario dysentericae-Juncetum inflexi),
- des prairies hygrophiles surpâturées du Lolio-Potentilion,
- des prés inondés de l'Oenanthion fistulosae (Eleocharo palustris-Oenanthetum fistulosae),
- des prairies oligotrophes du Molinion (Selino carvifoliae-Juncetum subnodulosi),
- des prairies mésophiles du Lolio-Cynosurion cristati,
- des aulnaies-frênaies de l'Alno-Padion (Filipendulo ulmariae-Alnetum glutinosae),
- des boulaies à sphaignes du Dryopterido cristatae-Betuletum pubescentis,
- des fourrés de Saules cendrés du Salicion cinerae et des saulaies-aulnaies tourbeuses de l'Alnion glutinosae,
- des ourlets eutrophes de l'Aegopodion podagrariae.
--> Les groupements végétaux représentés sur les coteaux calcaires sont les suivants :
- des pelouses calcicoles rases thermophiles de l'Avenulo pratensis-Festucetum lemanii subass. seselietosum montani,
- des junipéraies sur pelouses calcaires subatlantiques,
- des ourlets calcicoles du Trifolion medii (Centaureo nemoralis-Origanetum vulgare), parfois sous faciès de brachypodiaies denses,
- des fourrés de recolonisation du Rubo-Prunetum mahaleb laburnetosum,
- des bois de pente du Carpinion betuli et du Fraxino-Carpinion.

Cette ZNIEFF de type II comprend les ZNIEFF de type I suivantes :
- Marais de Boves, de Fouencamps, de Thézy-Glimont et du Paraclet,
- Marais de l'Avre entre Moreuil et Thennes,
- Marais des vallées de l'Avre et des Trois Doms entre Gratibus et Moreuil, larris de Genonville à Moreuil,
- Cours de l'Avre entre Guerbigny et Contoire, marais associés, larris de Becquigny, de Boussicourt/Fignières et des Carambures,
- Larris et bois de Laboissière à Guerbigny,
- Coteaux et marais de la vallée des Trois Doms de Montdidier à Gratibus.

XV. Natura 2000

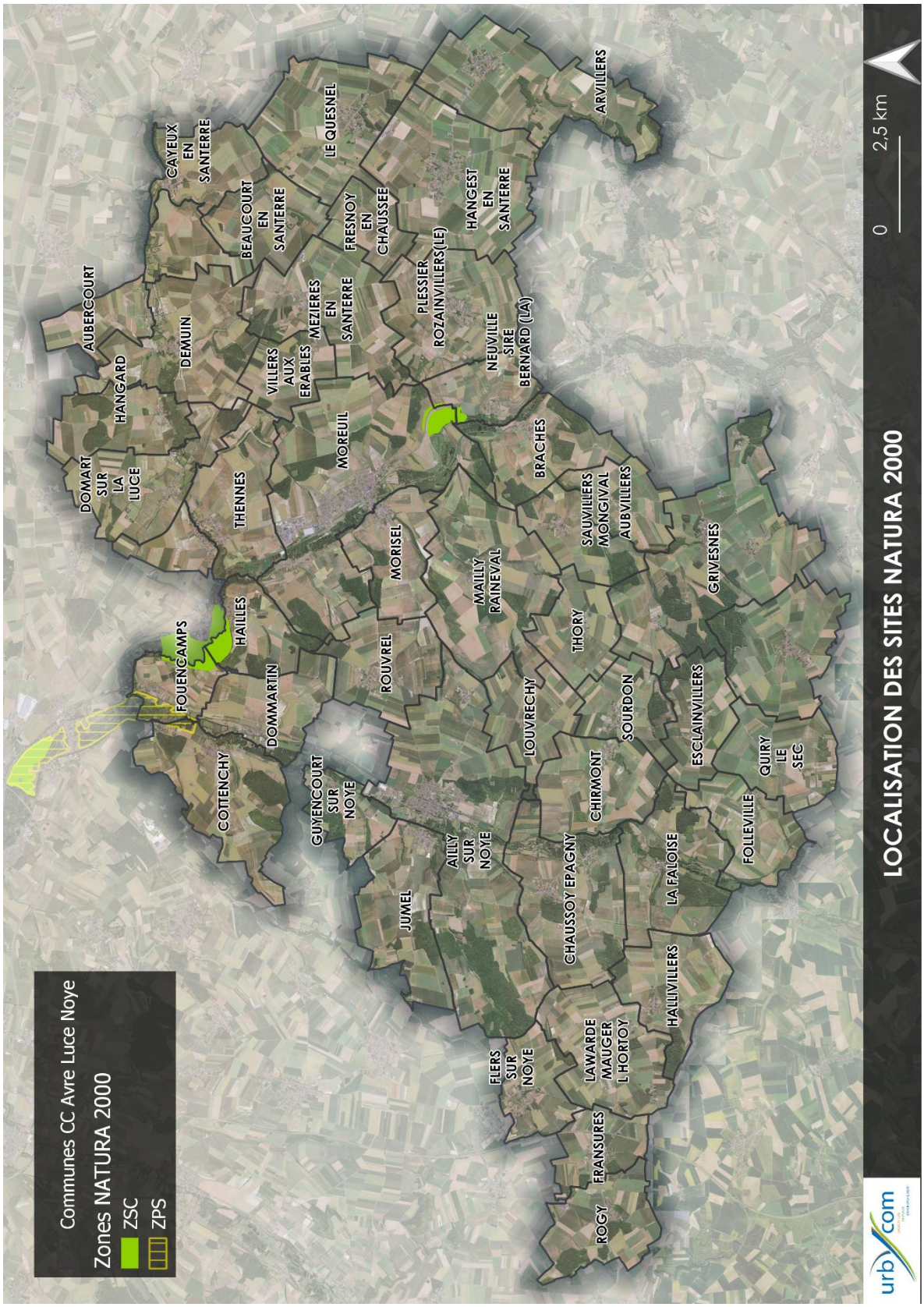
Le réseau Natura 2000 est un **réseau écologique européen cohérent** formé par les **Zones de Protection Spéciales (ZPS)** et les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** en application respectivement de la **Directive Oiseaux** et de la **Directive Habitats**. Les états membres s'engagent à maintenir dans un état de conservation favorable les types d'habitats et d'espèces concernées dans les zones de ce réseau.

Au niveau français, le réseau « Natura 2000 » terrestre comprenait, en 2009, 1 706 sites couvrant un total de 6.82 millions d'Ha, soit 12% du territoire terrestre français. Parmi ces sites, 371 (soit 4.2 millions d'hectares) constituent des zones de protections spéciales (ZPS) et 1 334 (4.6 millions d'hectares) des sites d'importance communautaire (ZSC) au titre de la Directive « Habitats-Faune-Flore » (Source : http://www.natura2000.fr).

Des documents d'objectifs (DOCOB) définissent de manière concertée des propositions de gestion des milieux et espèces. Ces documents sont rédigés ou en cours d'élaboration pour chaque site Natura 2000.

Plusieurs sites Natura 2000 sont recensés sur le territoire de la Communauté de Communes Avre Luce Noye. Il s'agit d'une Zone de Protection Spéciale : « Etangs et marais du bassin de la Somme » et une Zone Spéciale de Conservation : « Tourbières et marais de l'Avre ».

Carte de localisation des sites Natura 2000



Source : cartographie Urbycom

- **Présentation de la Zone de Protection Spéciale du « Etangs et marais du bassin de la Somme » (identifiant : FR2212007)**

Source : INPN

FR2212007	Etangs et marais du bassin de la Somme		5 243 hectares

Le site est composé de 30% de marais, 30% d'eaux douces intérieures, 20% de forêts caducifoliées, 10% de prairies semi-naturelles humides, et 10% de forêt artificielle en monoculture.

Ces portions de la vallée de la Somme entre Abbeville et Pargny comportent une zone de méandres entre Cléry-sur-Somme et Corbie et un profil plus linéaire entre Corbie et Abbeville ainsi qu'à l'amont de Cléry-sur-Somme. Le système de biefs formant les étangs de la Haute Somme constitue un régime des eaux particulier, où la Somme occupe la totalité de son lit majeur. Les hortillonnages d'Amiens constituent un exemple de marais apprivoisé intégrant les aspects historiques, culturels et culturaux (maraîchage) à un vaste réseau d'habitats aquatiques. Le site comprend également l'unité tourbeuse de Boves (vallée de l'Avre qui présente les mêmes systèmes tourbeux que ceux de la vallée de la Somme). L'ensemble du site, au rôle évident de corridor fluviatile migratoire, est une entité de forte cohésion et solidarité écologique des milieux aquatiques et terrestres.

L'expression du système tourbeux alcalin est marquée par un vieillissement généralisé avec accélération de la dynamique arbustive et préforestière, par une dégradation de la qualité des eaux, par un envasement généralisé. Après une époque historique d'exploitation active, quasiment sans végétation arbustive et arborée, d'étangs de tourbage, de marais fauchés et pâturés, ce sont donc les tremblants, roselières, saulaies et aulnaies, bétulaies sur tourbe, qui structurent aujourd'hui les paysages de la vallée (tandis que disparaissent les différents habitats ouverts).

Qualité et importance :

Ce site constitue un ensemble exceptionnel avec de nombreux intérêts spécifiques, notamment ornithologiques : avifaune paludicole nicheuse (populations importantes de Blongios nain, Busard des roseaux, passereaux tels que la Gorgebleue à miroir...), et plusieurs autres espèces d'oiseaux menacés au niveau national (Sarcelle d'hiver, Canard souchet...).

Outre les lieux favorables à la nidification, le rôle des milieux aquatiques comme sites de halte migratoire est fondamental pour les oiseaux d'eau.

Vulnérabilité :

Actuellement, la vallée de la Somme ne fonctionne plus comme un système exportateur : avec la régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de matière est le plus souvent insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. Il en résulte des phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles. Ces processus ont été accélérés par la pollution du cours de la Somme et par l'envasement. Les vastes surfaces de roselières inondées qui dominaient de nombreux secteurs il y a 50 ans ont été considérablement réduites, de même que les herbiers aquatiques de qualité et les prairies humides pâturées.

Par ailleurs, les inondations de 2001 ont déposé des limons qui ont notamment altéré l'état de conservation des roselières et des habitats tourbeux et accéléré l'envasement de nombreux étangs.

Enfin, phénomène plus récent, la prolifération de la Jussie, dans un premier temps dans les étangs de la Haute Somme et plus récemment à l'aval d'Amiens, est une menace importante qui pèse sur les milieux aquatiques.

De ces différents phénomènes évolutifs ou ponctuels s'en suit une perte importante de diversité et une régression progressive de l'intérêt biologique. Quelques secteurs sont mieux préservés car bénéficient d'une gestion cynégétique adaptée, de mesures de protection (réserve naturelle, arrêtés préfectoraux de protection de biotope) ainsi que de projets de gestion conservatoire spécifiques.

A l'aval de Corbie, plusieurs marais font l'objet d'une gestion conservatoire contractuelle afin de limiter les phénomènes de vieillissement de la végétation et de préserver le patrimoine naturel en particulier ornithologique), en concertation avec les acteurs locaux. Citons, le Grand Marais de la Queue à Blangy-Tronville, les marais de Tirancourt et le marais communal de la Chaussée-Tirancourt, le marais communal de Belloy-sur-Somme, les Prés à Pion à Longpré-les-Corps-Saints et l'étang le Maçon à Mareuil-Caubert. Entre Amiens et Abbeville, la zone de préemption au titre des ENS du Conseil général de la Somme est un outil d'intervention utilisé à l'amiable.

- **Présentation de la Zone Spéciale de Conservation : « Tourbières et marais de l'Avre » (identifiant : FR2200359)**

FR2200359	Tourbières et Marais de l'Avre		322 hectares

Le site comprend trois unités tourbeuses de la vallée de l'Avre : tourbière de Boves et prairies de Fortmanoir, Marais de Thézy-Glimont, Marais de Moreuil avec le coteau crayeux adjacent de Génonville. La vallée de l'Avre (affluent de la Somme) présenteles mêmes systèmes alluviaux tourbeux alcalins de type transitoire subatlantique que ceux de la vallée médiane de la Somme.
L'intérêt du site est qu'il condense en un espace relativement restreint l'éventail des potentialités aquatiques, amphibies et hygrophiles du système, grâce à un réseau bien préservé d'étangs, vases et tremblants tourbeux, roselières, cariçaies et stades de boisement. En particulier, les habitats aquatiques, les roselières et cariçaies associées aux secteurs de tremblants ont ici un développement spatial important et coenotiquement saturé, tandis que persistent quelques-uns des derniers lambeaux de tourbière active alcaline et de pré oligotrophe tourbeux alcalin subatlantique subcontinental.
Une autre originalité est la juxtaposition de deux voies évolutives des systèmes tourbeux alluviaux dans une même unité biogéographique, l'une répandue et restant alcaline, l'autre par suite de processus ombrogènes aboutissant à un système acidiphile ombrotrophe par taches (notamment la Boulaie à sphaignes et Dryopteris à crêtes).
En outre, la présence d'un coteau calcaire en périphérie du marais de Moreuil, apporte d'intéressantes complémentarités coenotiques, floristiques et faunistiques.

Qualité et importance : Particularités des cortèges floristiques :
- Nombreuses plantes rares et menacées,
- 16 espèces protégées,
- Flore aquatique particulièrement riche et exemplaire pour le plateau picard,
- Deux disparitions récentes dont le rarissime Huperzia selago.

Intérêts faunistiques :
- Entomologiques : notamment en Lépidoptères avec de nombreuses espèces rares dont le Lycaena dispar, et une grande diversité d'odonates
- Ornithologiques : avifaune paludicole avec plusieurs oiseaux menacés au niveau national (site pour partie en ZICO).
Ces particularités fournissent une excellente représentation des potentialités spécifiques de ces habitats et de leurs assemblages paysagers. En outre, la présence d'un coteau calcaire en périphérie du marais de Moreuil, apporte d'intéressantes complémentarités coenotiques et floristiques (orchidées) et faunistiques (Lépidoptères, Hyménoptères).

Vulnérabilité : Actuellement, les marais de l'Avre ne fonctionnent plus comme un système exportateur : avec la régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de nutriments est insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. En conséquence, les phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles indiquent les tendances évolutives générales des marais. Il s'en suit une perte importante de diversité et une régression progressive des intérêts biologiques. La recherche d'un équilibre dynamique et des flux de matière passe obligatoirement par un rajeunissement structural du système et la restauration de pratiques d'exportation de la matière organique telles que fauche avec enlèvement des foins, pâturage extensif, tourbage. Cet équilibre pour être efficace ne peut se concevoir qu'à l'échelle de l'ensemble des marais et de leur périphérie. Un tel projet est actuellement en place sur le site de la Réserve Naturelle de l'Etang Saint-Ladre à Boves et devrait être étendu aux autres marais.

c. *Site Ramsar*

La Convention a pour mission « La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides par des actions locales, régionales et nationales et par la coopération internationale, en tant que contribution à la réalisation du développement durable dans le monde entier ».

Les zones humides sont parmi les écosystèmes les plus divers et les plus productifs. Elles fournissent des services essentiels et toute notre eau douce. Toutefois, elles continuent d'être dégradées et transformées pour d'autres usages.

La Convention a adopté une large définition des zones humides comprenant tous les lacs et cours d'eau, les aquifères souterrains, les marécages et marais, les prairies humides, les tourbières, les oasis, les estuaires, les deltas et étendues intertidales, les mangroves et autres zones côtières, les récifs coralliens et tous les sites artificiels tels que les étangs de pisciculture, les rizières, les retenues et les marais salés.

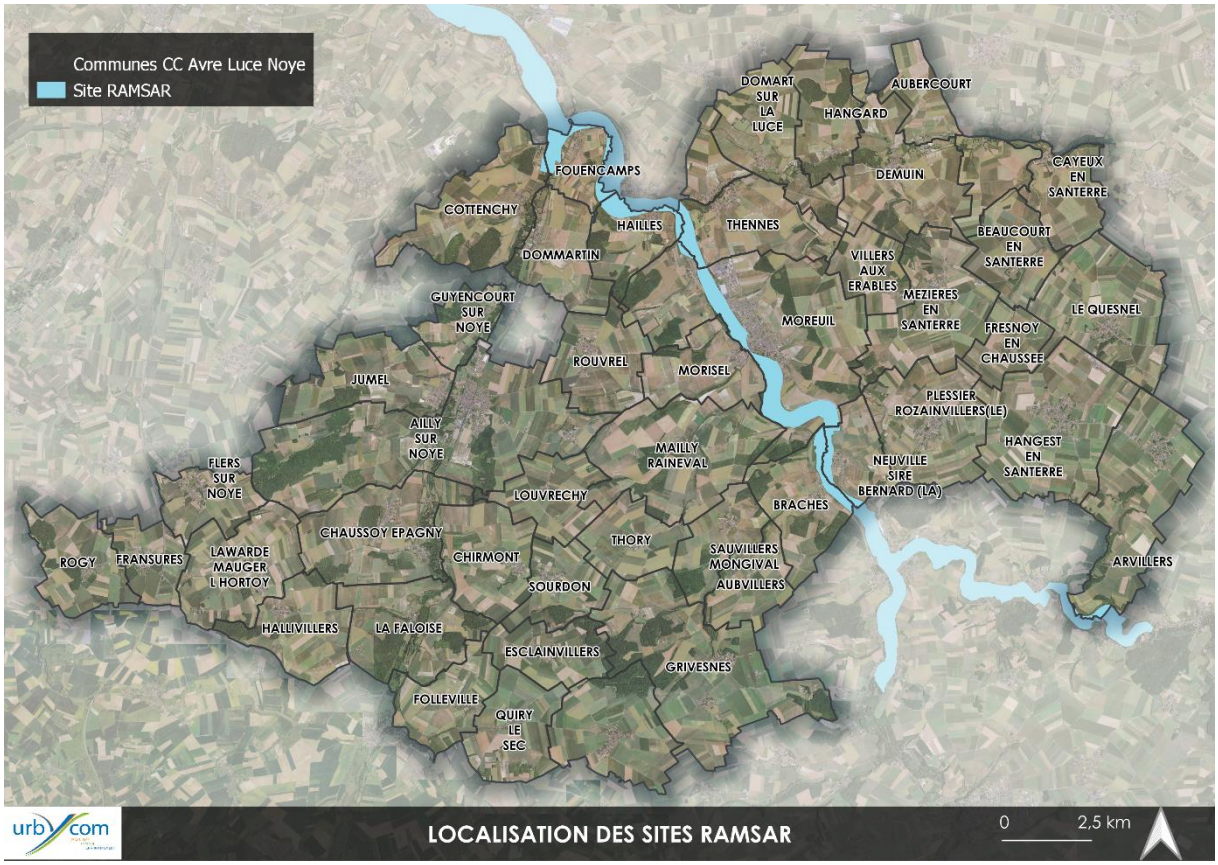
Dans le contexte des « trois piliers » de la Convention, les Parties contractantes s'engagent :

- à œuvrer pour l'utilisation rationnelle de toutes leurs zones humides;
- à inscrire des zones humides appropriées sur la Liste des zones humides d'importance internationale (la « Liste de Ramsar ») et à assurer leur bonne gestion;

- à coopérer au plan international dans les zones humides transfrontières, les systèmes de zones humides partagés et pour les espèces partagées.

Le territoire intercommunal accueille un site RAMSAR « Marais et tourbières des vallées de la Somme et de l'Avre ».

Carte de localisation des sites RAMSAR



Source : Cartographie Urbycom, ramsar.org

d. Les continuités écologiques

xvi. Définition et objectifs de la Trame Verte et Bleue (TVB)

La Trame Verte et Bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'**ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité** au travers de la **préservation et de la restauration des continuités écologiques**.

L'enjeu de la constitution d'une Trame Verte et Bleue s'inscrit **bien au-delà de la simple préservation d'espaces naturels isolés et de la protection d'espèces en danger**. La Trame verte et bleue est un **outil d'aménagement durable du territoire** qui vise à **reconstituer un réseau écologique cohérent**, à l'échelle du territoire national, **pour permettre aux espèces animales et végétales**, **de circuler**, **de s'alimenter**, **de se reproduire**, **de se reposer** … En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'Homme leurs services.

Même si la Trame Verte et Bleue vise en premier lieu des objectifs écologiques, elle permet également d'atteindre des objectifs sociaux et économiques, grâce au maintien des services rendus par la biodiversité : **qualité des eaux, production de bois énergie, production alimentaire, pollinisation, prévention des inondations, amélioration du cadre de vie** …

En complément des outils essentiellement fondés sur la connaissance et la protection d'espèces et d'espaces remarquables encadrés par la stratégie nationale de biodiversité 2011-2020 (stratégie de création des aires protégées, parcs nationaux, réserves naturelles, arrêtés de protection de biotope, Natura 2000, parcs naturels régionaux, plans nationaux d'actions en faveur des espèces menacées, …). La Trame verte et bleue permet de franchir un nouveau pas en prenant en compte le fonctionnement écologique des espaces et des espèces dans l'aménagement du territoire et en s'appuyant sur la biodiversité ordinaire.

La Trame verte et bleue est un réseau formé de **continuités écologiques terrestres et aquatiques**. Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (**réservoirs de biodiversité**) et des éléments (**corridors écologiques**) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La Trame verte et bleue est ainsi constituée de réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

Les continuités écologiques

Les continuités écologiques constituant la Trame Verte et Bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Les réservoirs de biodiversité

Espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou une partie de leur cycle de vie et où les habitants naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Les réservoirs de biodiversité comprennent tout ou partie des espaces protégés et les espaces naturels important pour la préservation de la biodiversité (article L.371-1 II et R.371-19 II du Code de l'environnement).

Les corridors écologiques

Les corridors écologiques assurent des **connexions entre des réservoirs de biodiversité**, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être **linéaires, discontinus ou paysagers**.

Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au I de l'Article L. 211-14 du Code de l'Environnement (Article L. 371-1 II et R. 371-19 III du Code de l'Environnement).

Cours d'eau et zones humides

Les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux classés au titre de l'Article L. 214-17 du Code de l'Environnement et les autres cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux importants pour la préservation de la biodiversité **constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques** (Article L. 371-1 III et R. 371-19 IV du Code de l'Environnement).

Les zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'Article L. 212-1 du Code de l'Environnement, et notamment les zones humides mentionnées à l'Article L. 211-3 ainsi que les autres zones humides importantes pour la préservation de la biodiversité constituent des réservoirs de biodiversité et/ou des corridors écologiques.

Objectifs de la Trame Verte et Bleue

Le maillage de ces différents espaces, dans une logique de conservation dynamique de la biodiversité, constituera à terme, la Trame Verte et Bleue dont les objectifs sont de :

- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces ;
- Identifier et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- Atteindre ou conserver le bon état écologique ou le bon potentiel des eaux de surface ;
- Prendre en compte la biologie des espèces migratrices ;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvage ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages ;
- Permettre le déplacement des aires de répartition des espèces sauvages et des habitats naturels dans le contexte du changement climatique.

Au sein de l'intercommunalité Avre Luce Noye, des biocorridors ont été répertoriés. Le territoire comprend des biocorridors le long des cours d'eau et des biocorridors ponctuels répartis sur l'ensemble du territoire.

xvii. *Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Picardie*

Suite à la loi de programmation du 3 août 2009, dite « Loi Grenelle 1 » qui fixe l'objectif de constituer, d'ici 2012, une Trame Verte et Bleue nationale, la loi du 12 juillet 2010, portant engagement national pour l'environnement dite « Loi Grenelle 2 », précise ce projet au travers un ensemble de mesures destinées à préserver la diversité du vivant.

Elle dispose que dans chaque région, un Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) doit être élaboré conjointement par l'Etat et le Conseil Régional. Elle prévoit par ailleurs l'élaboration d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, qui doivent être prises en compte par les SRCE pour assurer une cohérence nationale à la Trame Verte et Bleue.

Le SRCE doit identifier, maintenir et remettre en bon état les réservoirs de biodiversité qui concentrent l'essentiel du patrimoine naturel de la région, **ainsi que les corridors écologiques qui sont indispensables à la survie et au développement de la biodiversité**.

Le SRCE doit ensuite se donner les moyens d'agir, au travers un **plan d'action stratégique** : en définissant des actions prioritaires, ce plan propose des mesures pour permettre la mise en œuvre du SRCE qui se décline à des échelles infrarégionales et repose sur les acteurs locaux.

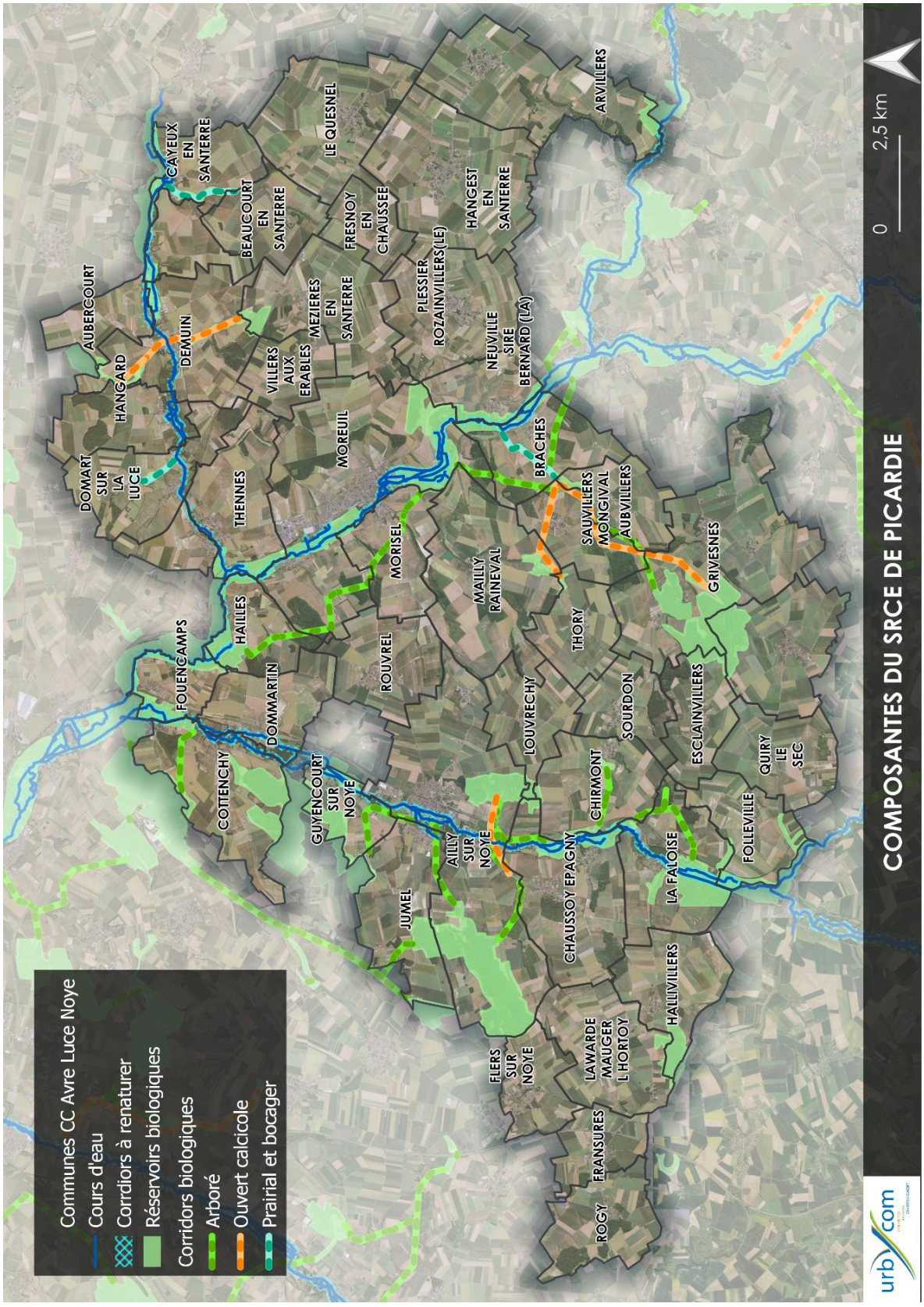
La prise en compte de la Trame verte et bleue au niveau local permet d'intégrer les continuités écologiques et la biodiversité dans les projets de territoire, notamment par le biais des **documents d'urbanisme** réalisés par les collectivités (SCoT, **PLUi** et PLU) mais aussi grâce à la **mobilisation d'outils contractuels**.

Le projet de SRCE de Picardie a été arrêté le 20 février 2015.

Sur le territoire intercommunal de la Communauté de Communes Avre Luce Noye, des corridors multitrames (combinant milieux aquatiques, formations herbacées et boisés) sont recensés.

Les zones d'intérêts sur le territoire reposent aussi sur les ZNIEFF.

Prise en compte dans le PLUi : Les espaces naturels sont présents sur le territoire. Les reliques naturelles doivent donc être préservées.



Source : SRCE Picardie

3. *Synthèse des contraintes et enjeux environnementaux*

La Communauté de Communes Avre Luce Noye est principalement occupée par des terres agricoles, les zones naturelles et semi-naturelles doivent être préservées. Certaines zones naturelles sont recensées en tant que ZNIEFF sur le territoire. Trois zone Natura 2000 sont recensées sur le territoire.

Synthèse des constats et objectifs sur les contraintes et enjeux environnementaux

CONSTATS	OBJECTIFS
21 ZNIEFF sur le territoire	- Préserver la qualité écologique des ZNIEFF, - Maintenir l'intégrité des ZNIEFF.
Trois sites Natura 2000	- Préserver les zones Natura 2000
Eléments du SRCE et de TVB	- Les réservoirs de biodiversité recensés doivent être préservés ainsi que les corridors écologiques identifiés.